



HAL
open science

Sciences de l'homme et politique.

Ludovic Tournès

► **To cite this version:**

Ludovic Tournès. Sciences de l'homme et politique. : Les fondations philanthropiques américaines en France au XXe siècle. Editions des Classiques Garnier. Editions des Classiques Garnier, pp.412, 2011, Bibliothèque des sciences sociales, François Vatin & Philippe Steiner. halshs-00650461

HAL Id: halshs-00650461

<https://shs.hal.science/halshs-00650461>

Submitted on 10 Dec 2011

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

Ludovic Tournès

*Sciences de l'homme et politique
les fondations philanthropique américaines
en France au XX^e siècle*

Introduction

La plupart des visiteurs du Muséum d'histoire naturelle à Paris n'ont sans doute jamais prêté attention à la provenance du plus grand squelette de sa galerie paléontologique, qui trône pourtant au centre de la salle et dont le nom curieux ne correspond à aucune catégorie identifiée par les spécialistes. Et pour cause : ce *diplodocus Carnegiensis* a été baptisé par le milliardaire philanthrope américain Andrew Carnegie, qui l'a offert au président de la République française Armand Fallières en 1908, en gage d'amitié franco-américaine. Il constitue la première trace concrète d'une longue présence de la philanthropie américaine en France tout au long du XX^e siècle. D'autres sont plus visibles dans le paysage : ainsi l'imposante faculté de médecine de Lyon, ouverte en 1930 sur l'avenue baptisée pour l'occasion « Rockefeller » en hommage au donateur ayant permis sa construction ; ainsi l'Herbarium du Muséum d'histoire naturelle longeant la rue Buffon, et dont une plaque commémorative rappelle qu'il fut construit avec une subvention de la fondation Rockefeller entre 1930 et 1935 ; ainsi la bibliothèque de la Maison des Sciences de l'Homme du boulevard Raspail, équipée à l'aide d'un important financement de la fondation Ford au cours des années 1960. Ces exemples, que l'on pourrait multiplier, témoignent du rôle important joué par les grandes fondations américaines dans le paysage intellectuel et institutionnel français, notamment dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche.

Particulièrement développée aux Etats-Unis, la philanthropie moderne est une fille de l'industrialisation rapide et forcenée de ce pays, dont les grands capitaines d'industrie ont réinvesti une partie de leurs bénéfices colossaux dans des fondations au nombre sans cesse croissant : de quelques dizaines vers 1900, elles étaient 7 000 dans les années 1950, pour monter à plus de 20 000 au début des années 1990. La plupart n'ont que quelques dizaines de milliers de dollars d'actifs, mais une poignée possèdent un capital qui se compte en milliards de dollars, et depuis les années 1990, l'explosion des nouvelles technologies et l'affirmation de l'économie numérique a dopé leur croissance : en 2003, les États-Unis en comptaient plus de 60 000, dont le capital cumulé s'élevait à 475 milliards de dollars, et le montant total des dons à 30 milliards de dollars. La décennie 2000 a vu en outre l'arrivée dans le club des grandes fondations de nouvelles venues à la dotation toujours plus importante, dont la plus connue et la plus riche est aujourd'hui la fondation Bill et Melinda Gates, dont le capital se monte en 2010 à près de 34 milliards de dollars.

Ces organisations privées d'intérêt public, comme les définissent les Américains, ont joué un rôle historique dans de nombreux secteurs où l'Etat fédéral est longtemps resté absent, que ce soit dans le travail social, le mécénat artistique ou surtout l'enseignement supérieur et la recherche. Depuis le début du XX^e siècle, elles ont contribué de manière décisive à la croissance rapide du système universitaire américain, finançant la construction de campus, la création de chaires ou la réalisation de programmes de recherche dans tous les domaines, que ce soit dans les universités prestigieuses de *l'Ivy League* ou dans des universités publiques plus modestes. Elles ont

également joué un rôle majeur dans l'organisation de la recherche scientifique, stimulant par leur financement le développement de secteurs pionniers, le croisement de disciplines ou la réorganisation de laboratoires.

Si les fondations occupent une place centrale dans le paysage américain, elles se sont également lancées à partir du début du XX^e siècle dans une ambitieuse politique internationale qui les a conduit à intervenir sur tous les continents. La France est l'un des pays où les plus grandes d'entre elles (Carnegie, Rockefeller, Ford) ont été présentes presque sans discontinuer depuis la première décennie du XX^e siècle jusqu'au début des années 1970. L'Hexagone constitue à ce titre un terrain d'analyse privilégié de l'étude de la projection internationale de la politique philanthropique, dont l'analyse est rendue malaisée par le caractère sectoriel de la plupart des travaux de recherche : si l'on ne compte plus les études portant sur l'action de telle fondation dans tel secteur au cours d'une période donnée (l'organisation de la santé publique, la lutte contre le paludisme, le développement des relations internationales, le financement de telle institution dans tel pays...)¹, rares sont les historiens qui ont franchi les barrières des sous-spécialités pour étudier en même temps des domaines aussi différents que l'organisation de la santé publique, l'enseignement de la médecine, l'organisation de la recherche biomédicale ou le développement des sciences sociales. Aucun d'entre eux n'a par ailleurs réalisé une synthèse de l'ensemble des actions d'une ou plusieurs fondations dans un pays sur une longue période. C'est cette double lacune que le présent ouvrage entend combler.

L'action des fondations en France se manifeste dans des domaines très différents, tels que l'organisation d'une politique de la santé publique appuyée sur les résultats de la recherche médicale, la réforme des facultés de médecine, le développement de l'enseignement du droit international ou encore l'organisation de la recherche dans le domaine biomédical ou celui des sciences sociales, autant de domaines qui constituent chacun en soi un sujet d'ouvrage, mais que l'on a pris le parti de traiter ici ensemble, ce qui a permis non seulement de mettre à jour la logique globale du projet philanthropique au-delà des actions sectorielles, mais également de mettre en évidence l'importance méconnue des fondations dans la vie scientifique française au cours du XX^e siècle : l'analyse globale de l'action des fondations montre en effet que la plupart des grandes institutions françaises d'enseignement supérieur et de recherche ont bénéficié, à des moments différents et à des degrés divers, du financement philanthropique, depuis les universités jusqu'au Centre National de la Recherche Scientifique en passant par le Collège de France, l'Institut Pasteur, la Maison des Sciences de l'Homme ou encore la Fondation Nationale des Sciences Politiques. Cette participation importante montre que le partenariat, parfois conflictuel, entre financement public et privé, est, contrairement à une idée reçue, une réalité ancienne et complexe en France.

Pour autant, on se tromperait en pensant que la participation philanthropique est uniquement de nature financière. A y regarder de plus près, on s'aperçoit que les fondations jouent aussi un rôle technique et intellectuel important, en établissant dès l'entre-deux-guerres des contacts suivis avec les pouvoirs publics français ou les organismes privés, et en s'insérant dans les réseaux scientifiques, administratifs et politiques, où elles se font souvent reconnaître comme des interlocutrices à part entière. Elles participent ainsi à la conception de projets et à la mise en place de dispositifs

¹ On trouvera une présentation de l'abondante historiographie de la philanthropie dans Ludovic Tournès, *La philanthropie américaine et l'Europe : contribution à une histoire transnationale de l'américanisation*, mémoire d'habilitation à diriger des recherches, Université Paris-I Panthéon Sorbonne, 2008, volume II, chapitre 1.

scientifico-administratifs tels que l'organisation de campagnes sanitaires, le financement pluriannuel de projets de recherche, la collaboration interdisciplinaire et inter-institutionnelle, ou encore la coordination de recherches collectives. De sorte qu'à bien des égards, elles jouent un rôle important dans la vie scientifique hexagonale pendant une partie importante du XX^e siècle. Cette présence variée et de long terme dans le paysage intellectuel et institutionnel français conduit inmanquablement l'historien à s'interroger sur un problème essentiel qui est au cœur de ce livre : celui de la confrontation entre un « modèle » français et des pratiques étrangères – ici américaines – d'autre part ; autrement dit, à s'interroger sur la notion d'américanisation. L'analyse de l'action des fondations est de ce point de vue intéressante, car elle invite avec insistance à repenser la notion d'américanisation telle qu'elle est encore utilisée par la majorité des historiens.

La plupart des travaux historiques sur l'américanisation menés depuis les années 1970 ont été envisagés selon un cadre conceptuel largement inspiré, explicitement ou non, de l'anthropologie culturelle et notamment des études d'acculturation, cadre dominé par le tryptique diffusion/réception/réinterprétation¹. Cette perspective se traduit le plus souvent par une approche naturalisée de la « culture » américaine conçue comme une totalité cohérente préalablement constituée à l'intérieur des frontières des États-Unis et dont la diffusion à l'extérieur intervient dans un second temps, dans une perspective à sens unique, en direction de cultures réceptrices dont il s'agit d'analyser la réaction à cette sollicitation extérieure. Dans cette perspective, le processus est, sauf exception, analysé de façon unidirectionnelle, comme si la culture américaine était intrinsèquement exportatrice et peu ou prou imperméable aux influences extérieures, et comme si les cultures nationales des autres continents étaient, symétriquement, intrinsèquement importatrices. De fait, dans la grande majorité des cas, les études sur l'américanisation se sont focalisées sur la réception par des cultures nationales d'objets venus des États-Unis. Pour avancer dans l'analyse historique de l'influence mondiale des États-Unis, il importe de réviser cette perspective essentiellement diffusionniste et d'adopter une perspective circulatoire qui envisage dans une même analyse les différents partenaires de la relation et leurs interactions². Cette perspective impose de rompre avec les couples émetteur/récepteur et diffusion/réception, pour analyser les dynamiques respectives des deux partenaires considérés à la fois, et en même temps, comme émetteurs et récepteurs, même quand ils sont dans un rapport de force inégal, ce qui est le cas de la plupart des cultures nationales par rapport aux États-Unis, notamment depuis 1945.

¹ Voir par exemple Doeko F.J. Bosscher, Rob Kroes & Robert W. Rydell, *Cultural Transmissions and Receptions : American Mass Culture in Europe*, Amsterdam, VU University Press, 1993 ; Richard Kuisel, *Seducing the French. The dilemma of Americanization*, Berkeley/Los Angeles, University of California Press, 1993 ; Pascal Ory, « L'américanisation, modernisme et culture de masse », in Antoine Compagnon et Jacques Seebacher (dir.), *L'esprit de l'Europe*, Paris, Flammarion, 1993, tome 3, pp. 252-261 ; Richard Pells, *Not Like US. How Europeans have loved, hated and transformed American Culture since World War II*, New York, Basic Books, 1997 ; Dominique Barjot et Christophe Reveillard (dir.), *L'américanisation de l'Europe occidentale au XX^e siècle. Mythes et réalités*, Paris, Presses de l'université de Paris-Sorbonne, 2002. Pour une bibliographie plus complète et une discussion plus développée sur l'américanisation, voir Ludovic Tournès, *La philanthropie américaine et l'Europe...*, op. cit., volume II, chapitre 2 ; et Ludovic Tournès, notice « Américanisation », in Christian Delporte, Jean-Yves Mollier, Jean-François Sirinelli (dir.), *Dictionnaire d'histoire culturelle de la France contemporaine*, Paris, PUF, 2010, pp. 18-22.

² Parmi les ouvrages récents qui adoptent cette perspective, voir en particulier Victoria De Grazia, *Irresistible Empire : America's Advance Through Twentieth-Century Europe*, Cambridge, Harvard University Press, 2005 ; Robert Rydell & Rob Kroes, *Buffalo Bill in Bologna. The Americanization of the World 1869-1922*, University of Chicago Press, 2005.

Cette approche impose de prendre en compte la dimension américaine du phénomène, et en particulier les racines de la vocation universaliste de la culture américaine trop souvent considérée comme une donnée d'évidence par les historiens de l'américanisation, et à ce titre exclue de l'analyse car vue comme une variable autonome et immuable dans l'analyse du processus d'américanisation, alors qu'elle devrait être abordée comme un problème en soi. Si l'importance du volontarisme expansionniste américain a été à maintes reprises soulignée par les historiens de l'américanisation, ceux-ci ont été moins enclins à intégrer à leur réflexion l'analyse de ses racines dans la société américaine. L'apport des historiens américains de l'école coporatiste est ici important¹ : ceux-ci mettent l'accent sur le fait que l'expansion américaine, notamment économique, est le produit d'une collaboration de plus en plus poussée au fur et à mesure que l'on avance dans le XX^e siècle, entre les autorités fédérales et les acteurs sociaux, en particulier les industriels. Dès la fin du XIX^e, persuadés que le monde est la prochaine frontière d'un pays qui vient de réaliser son unification territoriale et qui regorge de ressources naturelles, les industriels américains se battent pour le libre accès à tous les marchés étrangers et obtiennent le soutien de l'état fédéral. Élaborée par les économistes tels que David Ricardo ou Adam Smith dès le milieu du XIX^e siècle, appliquée pour la première fois aux relations internationales en 1899 par le Secrétaire d'Etat John Hay et affinée quelques années plus tard par Woodrow Wilson qui invite les industriels américains à conquérir les marchés extérieurs et à diffuser par la même occasion les valeurs américaines², l'idéologie de la porte ouverte (*open door*) apparaît comme un fil conducteur fondamental pour analyser la projection internationale américaine dans le monde et constitue dès la première décennie du siècle l'un des fondements de la politique étrangère américaine. Les acteurs privés de ce processus d'expansion sont nombreux : outre les grandes entreprises, il faut aussi mentionner les associations professionnelles qui agissent comme des groupes de pressions, telles que la National Association of Manufacturers (créée en 1895), la United States Chamber of Commerce (1912), mais aussi d'autres types d'organisations telles que les YMCA, les Rotary Clubs, ou encore les grandes fondations philanthropiques, qui constituent l'un des laboratoires où se construit l'universalisme américain³. L'analyse de l'évolution de leur politique internationale et sa mise en œuvre sur les terrains nationaux est un des moyens permettant d'envisager l'universalisme américain dans son historicité ; elle apporte à l'historien de l'américanisation une donnée mise en lumière depuis longtemps par l'école coporatiste : le tropisme expansionniste des États-Unis ne doit pas être recherché uniquement dans l'administration gouvernementale américaine, sur lequel les spécialistes de l'américanisation se sont prioritairement penchés, mais traverse également une large fraction de la société américaine, notamment les élites économiques et religieuses. De ce point de vue, pister l'internationalisation des fondations permet de voir comment se constitue et évolue ce « modèle » dont la construction et l'exportation interviennent dans la synchronie et non dans la diachronie.

Si la dynamique interne aux États-Unis doit être pleinement intégrée à la réflexion sur l'américanisation, celle des pays avec lesquels ils sont en relation doit l'être aussi. Or, la problématique de la réception adoptée par la plupart des études ne rend pas pleinement compte de la dynamique de leurs partenaires, en particulier parce

¹ Voir notamment Emily Rosenberg, *Spreading the American Dream : American Economic and Cultural Expansion, 1890-1945*, New York, Hill and Wang, 1982.

² De Grazia, *op. cit.*, p. 1 sq.

³ Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique Internationale*, 35, avril-juin 2007, pp. 173-197.

que les travaux se concentrent sur les réponses, les adaptations et les réinterprétations, abordant peu l'étude des situations préalables à la confrontation avec les Etats-Unis. Il est de ce point de vue caractéristique que le phénomène d'antiaméricanisme soit fréquemment conçu, au moins implicitement, comme une réaction face à la domination américaine et comme un corollaire du processus d'américanisation¹. Si on souscrit sans mal à cette analyse dans ses grandes lignes, il faut ajouter immédiatement que le rejet de l'Amérique peut commencer bien avant le processus d'américanisation, comme le montre le cas français où Baudelaire en 1855 et les Goncourt en 1867 développent déjà un discours antiaméricain². Par ailleurs, Philippe Roger a montré dans un ouvrage remarquable la dynamique spécifiquement nationale de l'antiaméricanisme français, qui se construit bien antérieurement à la montée en puissance des États-Unis puisque l'image négative de ceux-ci remonte à Buffon et se cristallise à la fin du XIX^e siècle³. De même, l'analyse de l'intervention des fondations en France montre à quel point il est schématique de réduire le receveur à un simple réactif, et met en lumière la nécessité d'étudier la situation antérieure au contact : l'étude de domaines aussi différents que la lutte contre la tuberculose, la politique de la santé publique, la réforme de l'enseignement médical, la recherche biomédicale ou encore le développement des sciences sociales, montre que partout des projets préexistent à l'arrivée des fondations et que partout, des dynamiques sont engagées pour résoudre problèmes, blocages et archaïsmes. Autrement dit, dans chacun de ces domaines est identifiée une mouvance réformatrice qui travaille en faveur d'une modernisation des structures. L'une des conclusions qui s'en dégage, on le verra au cours des chapitres qui suivent, est le fait que les fondations, avec leur arsenal technique, financier et rationalisateur, n'interviennent nulle part *ex nihilo*, mais s'intègrent systématiquement dans des processus déjà enclenchés avant leur arrivée, en s'appuyant sur les fractions réformatrices, ou qu'elles supposent telles, qu'elle se sont attachées à identifier préalablement, et dont elles appuient l'action. Elles ne se contentent pas d'envoyer de l'argent depuis les États-Unis, mais établissent des contacts suivis avec les acteurs français publics et privés de tous niveaux, depuis le national (les responsables ministériels) jusqu'au local (universitaires, responsables associatifs, médecins des centres de santé publique, infirmières de dispensaires...). Elles s'insèrent ainsi dans les réseaux locaux et, bien plus que des exportatrices de savoirs ou de pratiques américains, tentent, parfois avec succès, de se faire reconnaître comme des actrices à part entière des processus engagés. On assiste de ce point de vue non pas à la diffusion d'un modèle américain mais à une coproduction *in situ* réalisée par un ensemble d'acteurs qui poursuivent des projets similaires, même s'ils ne sont pas identiques. L'analyse des dynamiques préalables à l'arrivée des fondations permet donc d'éviter l'un des écueils caractéristiques de la littérature sur l'américanisation, celui qui consiste à considérer le partenaire uniquement comme un réactif dépourvu d'initiative propre antérieure à la sollicitation américaine, et qui débouche le plus souvent, *volens nolens*, sur une interprétation minimisant *de facto* les dynamiques locales et surestimant le rôle américain dans le processus de changement, souvent réduit à un processus de modernisation. Si l'on peut incontestablement analyser certains aspects de

¹ Bosscher, Kroes & Rydell, *op. cit.*, p. 323. Voir aussi Stephan Alexander (dir.), *The Americanization of Europe. Culture, Diplomacy and anti-Americanism after 1945*, New York/Oxford, Berghahn Books, 2005.

² Pascal Ory, « De Baudelaire à Duhamel : l'improbable rejet », in Denis Lacorne, Jacques Rupnik & Marie-France Toinet (dir.), *L'Amérique dans les têtes. Un siècle de fascinations et d'aversion*, Paris, Hachette, 1986, p. 61.

³ Philippe Roger, *L'ennemi américain : généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Le Seuil, 2002, pp. 179 sq.

l'américanisation sous l'angle de la modernisation, les deux termes sont loin de se recouper systématiquement, ne serait-ce que parce qu'existent des forces modernisatrices locales, mais aussi parce que la modernisation proposée par l'Amérique est parfois décalée par rapport aux contextes locaux, comme le montre notamment l'échec de certaines campagnes d'éradication des maladies menées en Amérique latine à l'aide de dispositifs techniques inadaptés aux réalités des pays où les fondations sont intervenues massivement depuis le début du XX^e siècle¹. On ajoutera que la même question peut se poser aujourd'hui à propos de l'action internationale d'une organisation comme la fondation Bill et Melinda Gates en matière de santé publique.

L'analyse des dynamiques respectives des partenaires de la relation serait cependant insuffisante si elle n'était pas complétée par une étude de leurs interactions. C'est probablement sur ce point que les historiens de l'américanisation sont restés, paradoxalement, les plus allusifs, tant la perspective à sens unique dans laquelle le phénomène a été pensé, ainsi que la focalisation sur les conséquences du contact, ont fait passer au second plan l'étude du contact lui-même en train de se faire. Influence, impact, réception, réaction, adaptation, réinterprétation : tous ces termes renvoient le plus souvent à ce qui se passe en aval du contact, mais peinent à cerner celui-ci. Pour pouvoir le faire, il faut étudier les circulations des acteurs du processus. L'étude des circulations transnationales s'est considérablement développée depuis la fin des années 1990 dans de nombreux travaux ayant pour point commun de mettre en avant leur « potentiel génératif² » et leur rôle dans la « genèse collective³ » des œuvres, des idées ou des pratiques. L'historiographie du transnational a en particulier mis en valeur le fait que les savoirs ou les pratiques n'ont pas forcément leur origine dans les Etats nations, mais aussi « dans le monde qui existe entre elles⁴ », c'est-à-dire dans les connexions qui se tissent au gré des circulations d'acteurs « qui transitent entre les grands blocs⁵ » culturels. Une telle perspective postule des circulations permanentes à double sens dans un monde mêlé où les frontières réelles sont bien plus indécises que les frontières politiques et où les perméabilités entre les groupes en contact rendent schématique et parfois caricaturale l'analyse « en termes d'acculturation et de déculturation⁶ ». De ce point de vue, l'un des éléments majeurs qui ressort de l'analyse du rôle des fondations en France est un tissu extrêmement serré de circulations et de contacts interpersonnels multidirectionnels qui rendent impossible le raisonnement fondé sur le tryptique diffusion/réception/réinterprétation. L'hypothèse d'un projet international philanthropique élaboré à l'intérieur des frontières américaines et testé aux États-Unis avant d'être exporté ne résiste en effet pas à l'analyse : la densité des contacts qui s'établit entre les représentants des fondations et leurs interlocuteurs français montre à quel point ces projets sont négociés et élaborés *in situ*, et non exportés « clés en main » puis réinterprétés par le récepteur. À cet égard, il faut noter que les discussions franco-américaines en vue de la réalisation de tel ou tel projet peuvent s'étaler sur plusieurs

¹ John Farley, *To Cast out Disease : A History of the International Health Division of the Rockefeller Foundation*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

² Sébastien Conrad, « La constitution de l'histoire japonaise », in Michael Werner et Bénédicte Zimmermann (dir.), *De la comparaison à l'histoire croisée*, Paris, le Seuil, 2004, p. 66.

³ Michel Espagne & Michael Werner, « La construction d'une référence culturelle allemande en France. Genèse et histoire (1750-1914) », *Annales ESC*, juillet-août 1987, p. 985.

⁴ Daniel T. Rodgers, *Atlantic Crossings : Social Politics in a Progressive Age*, Cambridge, Harvard University Press, 1998, p. 5.

⁵ Serge Gruzinski, « Introduction générale : « un honnête homme, c'est un homme mêlé. Mélanges et métissages », in Louise Bénat-Tachot et Serge Gruzinski (dir.), *Passeurs culturels : mécanismes de métissage*, Marne-la-Vallée, Presses universitaires de Marne-la-Vallée, 2001, p. 8.

⁶ Serge Gruzinski, *La pensée métisse*, Paris, Fayard, 1999, pp. 74-75.

années, voire plusieurs décennies, au cours desquelles les interactions intellectuelles, personnelles et politiques, sont fortes.

L'analyse des circulations montre enfin qu'il est nécessaire d'analyser l'américanisation avec une perspective multilatérale. La plupart des travaux sur la question ont adopté jusqu'à présent un point de vue bilatéral : ainsi étudie-t-on l'américanisation de la France¹, de l'Australie², de l'Autriche³, de la Suède⁴, de l'Allemagne⁵, du Canada⁶, etc. Les études nationales se comptent par dizaines, tandis que les travaux à l'échelle continentale, notamment européenne, sont dans la majorité des cas des synthèses comparatives d'études bilatérales⁷, et que les études globales à l'échelle proprement européenne sont rares⁸. Si la pertinence du point de vue bilatéral n'est pas discutable en soi, celui-ci a ses limites, car les sociétés européennes confrontées au processus d'américanisation sont des sociétés ouvertes à des multiples influences, les hommes, comme les idées ou les pratiques, effectuant souvent des circuits complexes engageant plus de deux partenaires. Analyser l'américanisation dans le cadre d'un face à face entre deux cultures nationales aboutit donc à une vision trop schématique. C'est ce que montre, entre autre, le cas de la réforme de l'enseignement médical qui est entre 1914 et 1930 l'un des principaux domaines d'intervention de la fondation Rockefeller aux États-Unis et dans le reste du monde. Prenant pour modèle l'organisation des facultés de médecine allemandes, la fondation Rockefeller s'attache à en promouvoir une adaptation dans les universités américaines où elle investit massivement à partir de 1915, mais aussi dans les universités européennes, où elle tente de promouvoir le *full-time system* fondé sur la synergie entre le laboratoire de recherche, l'hôpital et la faculté de médecine. La stratégie déployée en France pour introduire ce système est révélatrice de la complexité des circuits de circulations : la Rockefeller entend en effet utiliser comme porte d'entrée dans le système français, qui fonctionne très différemment du système allemand, l'université de Strasbourg, fondée sous le Reich et qui, lors de la restitution de l'Alsace-Lorraine à la France en 1918, fait figure d'enclave allemande dans le monde de l'enseignement médical français. C'est à cette université que la fondation accorde en 1925 son premier financement important dans le domaine de l'enseignement médical en France, avec l'espoir que les réalisations menées à Strasbourg essaieront dans l'ensemble des universités françaises. Faut-il dans ce cas parler de processus d'américanisation ou de germanisation ? Avec un tel circuit, on voit en outre que l'interprétation en terme de relation bilatérale n'a guère de sens. Cet exemple suggère enfin qu'il est difficile de parler d'américanisation sans passer par la

¹ Kuisel, *op. cit.*

² Philip Bell & Roger Bell, *Americanization and Australia*, Sidney, University of New south Wales Press, 1998.

³ Reinhold Wagnleitner, *Coca-Colonization and the Cold War. The Cultural Mission of the United States in Austria After the Second World War*, Chapel Hill/London, University of North Carolina Press, 1994 ; Günter Bischof & Anton Pelinka, *The Americanization/Westernization of Austria*, New Brunswick (N.J.), Transaction Publishers, 2004.

⁴ Rolf Lunden & Erik Asard, *Networks of Americanization, Aspect of the American Influence in Sweden*, Stockholm, Almqvist och Wiksell, 1992.

⁵ Alexander Stephan, *Americanization and Anti-Americanism : the German encounter with american culture after 1945*, New York, Berghahn Books, 2005.

⁶ Samuel E. Moffett, *The Americanization of Canada*, Toronto, University of Toronto Press, 1972.

⁷ C'est le cas en particulier des nombreux et excellents travaux menés par l'équipe rassemblée autour de l'historien hollandais Rob Kroes depuis 1991.

⁸ Voir notamment Pells, *op. cit.*, et les travaux consacrés au Wild West Show : John F. Sears, « Bierstadt, Buffalo Bill, and the Wild West in Europe », in Bosscher, Kroes & Rydell, *op. cit.*, pp. 3-14 ; Robert E. Bieder, « Marketing the American Indian in Europe : Context, Commodification, and Reception », in Bosscher, Kroes & Rydell, *op. cit.*, pp. 15-23 ; Rydell & Kroes, *op. cit.*, pp. 97-119.

case « Allemagne », qui constitue une référence mondiale dans de nombreux domaines au début du siècle, à tel point qu'il est étonnant que les historiens se soient si peu intéressés aux processus de « germanisation » à cette époque. En poussant plus loin l'analyse, on peut se demander dans quelle mesure la fascination montante pour l'Amérique dans la France de la fin du XIX^e siècle et du début du XX^e siècle n'est pas, au moins pour partie, une réponse à la fascination teintée de haine et de crainte pour l'Allemagne. C'est ce que semble montrer le cas de la lutte antituberculeuse en France, où l'on peine à mettre en œuvre avant 1914 des stratégies de lutte efficaces pourtant déjà connues mais étiquetées comme « allemandes », alors que ces stratégies sont adoptées sans difficulté dès lors qu'elles sont présentées par la fondation Rockefeller dont la Commission pour la Prévention de la Tuberculose débarque en 1917 dans l'Hexagone.

C'est cette perspective sur l'américanisation, à la fois circulatoire et multilatérale quoique centrée sur un espace national, qui sera mise en œuvre dans l'analyse de l'intervention des fondations philanthropiques en France au cours du XX^e siècle. Au-delà de la diversité des secteurs dans lesquels elle se déploie, cette politique philanthropique suit un fil conducteur bien identifiable : mobiliser toutes les ressources de la science et de la technologie modernes afin de résoudre les problèmes de la société et de contribuer, dicit les philanthropes, au « bien être » et au progrès de l'humanité. Qu'elles organisent de grandes campagnes de santé publique, aident à la mise en place d'administrations sanitaires, financent les universités ou les laboratoires de recherche, leur *credo* est de contribuer à bâtir une société rationnelle, productive et en route vers le progrès, grâce à la connaissance scientifique sous toutes ses formes, dont les fondations s'attachent à favoriser à la fois la production mais aussi les applications concrètes. La politique philanthropique se fonde en outre sur une conception transversale de la science : si les fondations inscrivent leurs actions dans le cadre des grandes catégorisations traditionnelles du savoir scientifique (sciences de la nature, sciences sociales, humanités) et à l'intérieur des divisions disciplinaires reconnues par le monde académique (médecine, biologie, physique, sociologie, histoire, science politique...), un des aspects majeurs de leur politique est de se situer le plus souvent possible à la croisée de ces catégorisations et des frontières disciplinaires, pour contribuer à l'émergence de savoirs transversaux et de nouveaux champs d'études. Cette posture transversale est fondamentale pour comprendre l'action des fondations : en effet, celles-ci n'entendent pas être seulement des intermédiaires entre la production et l'application du savoir, mais ambitionnent de participer à la production du savoir et à la redéfinition des champs disciplinaires ainsi qu'au déplacement de la frontière entre sciences de la nature et sciences sociales. C'est ici que l'étude de leurs interactions avec les acteurs locaux prend tout son sens et constitue un terrain de choix pour l'analyse de l'américanisation.

Le projet scientifique philanthropique a évidemment, on s'en doute, une dimension éminemment politique, et ce pour deux raisons. D'abord parce le financement de la recherche est indissociable, on l'a vu, de la volonté de participer à la construction d'une société guidée par la science, projet qui est au cœur de la stratégie mondiale développée par les fondations philanthropiques depuis le début du XX^e siècle¹, et dont la France n'est qu'un terrain d'application parmi d'autres. Ensuite parce que l'intervention des fondations, en France comme ailleurs, ne peut être analysée sans prendre en compte le contexte politique international, notamment après 1945 et pendant la période de la guerre froide, où les fondations sont profondément impliquées dans la

¹ Voir Ludovic Tournès, « Carnegie, Rockefeller, Ford, Soros : généalogie de la toile philanthropique », in Ludovic Tournès (dir.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010, p. 5-23.

vie scientifique française. De ce point de vue, les fondations américaines sont des observatoires privilégiés pour étudier les rapports entre science et politique. L'examen de leur présence importante et de long terme dans le paysage intellectuel français pourrait amener à la conclusion, tentante à première vue, que l'on assiste à une américanisation du système d'enseignement supérieur et de recherche amorcée dans l'entre-deux-guerres et poursuivie pendant la guerre froide. Pourtant, si l'influence américaine n'est pas niable, il est clair que l'intervention des philanthropes n'aboutit pas au plaquage unilatéral d'un modèle américain en France, les projets qu'ils mettent en œuvre étant largement coproduits avec leurs interlocuteurs français à la suite de négociations, d'ajustements et d'appropriations sélectives de part et d'autre qui interdisent d'interpréter les initiatives des fondations en termes d'importation pure et simple, et ce d'autant plus que le « modèle » américain qu'elles pourraient représenter est lui-même en voie de constitution au moment où elles se lancent dans des actions internationales, et qu'il évolue également tout au long du XX^e siècle. De ce point de vue, l'intervention des fondations en France amène autant à réfléchir sur l'américanisation d'un pays que sur la mondialisation des savoirs et des pratiques scientifiques.

Sur ces points, cet ouvrage se veut à la fois une contribution intellectuelle et une invitation au débat. Il s'ouvre sur un tableau de l'Amérique de la fin du XIX^e siècle et des conditions dans lesquelles le phénomène de la grande philanthropie y apparaît (chapitre I), puis se poursuit par une analyse de l'internationalisation de sa politique à travers l'exemple français : c'est à l'occasion de la Première guerre mondiale que les fondations prennent véritablement pied en France, la grande campagne de lutte contre la tuberculose organisée par la fondation Rockefeller jouant en quelque sorte le rôle d'événement fondateur (chapitre II) ; à partir de l'entre-deux-guerres et jusqu'au début des années 1970, fortes de leurs ressources financières considérables et de leur souplesse de fonctionnement, les grandes fondations (Carnegie, Rockefeller, Ford) interviennent dans de nombreux secteurs tels que l'organisation d'une politique de la santé publique (chapitre III), mais aussi la réforme des études médicales dans les universités (chapitre IV), ou encore l'organisation de la recherche dans les sciences biomédicales (chapitre V) et les sciences sociales (chapitre VI). Ces actions menées sur le long terme vont jouer un rôle déterminant dans l'institutionnalisation de secteurs entiers de la production scientifique, qui franchit un pas décisif dans les vingt ans qui suivent la deuxième guerre mondiale (chapitre VII à IX)¹.

¹ Ce travail n'aurait pas pu voir le jour sans l'aide de nombreux collègues et amis que je tiens à remercier ici, et tout particulièrement Pnina Abir-Am, Edward Berenson, Volker Berghahn, Jacques-Olivier Boudon, Giuliana Gemelli, Anne-Marie Flambard Hélicher, Robert Frank, Jean-Yves Mollier, Pascal Ory, Jean-François Picard, Pierre-Yves Saunier et Patrick Weil ; mais aussi Jean Astruc, Valérie Aubourg, Patrice Bourdelais, Alan Brinkley, Wendy Carlton, Alain Chatriot, Yves Cohen, Annie Cot, Alan Divack, Diane Dosso, Olivier Dumoulin, Olivier Feiertag, Catherine Fillon, Nicole Fouché, Ed Fowler, Patrick Fridenson, Nancy Green, Laura Hobson-Faure, Andrew Hruska, Jean-Noël Jeanneney, Hubert Kempf, Michel Lescure, Michel Margairaz, Marie-Anne Matard Bonucci, Jack Myers, Franck Ninkovich, Paul Pasteur, Christophe Prochasson, Nicole Racine, Kapil Raj, Anne Rasmussen, Paul-André Rosental, Henry Rousso, Marie Scot, Charles Sellen, James Allen Smith, Darwin Stapleton, Jean-Charles Szurek, Christian Topalov, Rebecca Todd, François Vatin, François Weil, Michael Werner, Olivier Zunz.

chapitre I

l'Amérique fin de siècle et « l'industrie de la bienfaisance »

Entre 1850 et 1900, les États-Unis passent brutalement du stade de pays neuf à celui de première puissance industrielle mondiale. Les grandes fondations philanthropiques sont le fruit de cette croissance économique extrêmement rapide et de l'accumulation énorme de richesses entre les mains de quelques grands capitaines d'industrie dont Andrew Carnegie et John D. Rockefeller sont les plus connus. Mais elles sont également le produit du bouillonnement intellectuel d'une Amérique fin de siècle dont la croissance formidable justifie pour certains la croyance en un progrès et un enrichissement continu, et montre pour d'autres la nécessité de corriger les inégalités criantes nées de l'industrialisation sans frein ni loi des années 1850-1900. À la charnière du monde de la grande industrie et des milieux réformateurs, les grandes fondations philanthropiques sont le produit ambigu de cette période dite « progressive ». Au cours des années 1900-1920, elles s'imposent comme des actrices de poids dans la société américaine, et élaborent en même temps, pour les principales d'entre elles, une politique internationale fortement teintée à ses origines de messianisme religieux, et charpentée par la certitude que les solutions appliquées à l'échelle américaine sont également valables pour le monde entier. Pour autant, il serait réducteur de considérer ces organisations comme des simples exportatrices d'un « modèle » américain préalablement constitué, car les pays étrangers où elles agissent constituent autant les laboratoires de réalisations menées ensuite sur le territoire américain, que le champ d'application de projets mis en place aux États-Unis avant d'être étendus à l'échelle internationale.

1. L'émergence d'une grande puissance

Territoire et population

Depuis l'indépendance des 13 colonies en 1783, le pays ne cesse de s'agrandir jusqu'à la fin du XIX^e siècle, l'unification étant déclarée en 1890 lorsque le Wyoming et l'Idaho rentrent dans l'Union. Elle ne l'est pas encore totalement dans les faits, puisque l'Utah où habitent les Mormons ne devient formellement un Etat fédéré qu'en 1896,

puisqu'en 1867 l'Alaska, achetée à la Russie tsariste ne deviendra le 49^e État qu'en 1912, et que les îles Hawaï, annexées en 1898, ne seront proclamées 50^e et dernier État qu'en 1959. Mais l'essentiel est là : dès 1890, le pays est un ensemble d'un seul tenant d'Est en Ouest, depuis Atlantique jusqu'au Pacifique. L'historien Frederick Jackson Turner peut alors écrire que la frontière, horizon à la fois géographique et mental des Américains depuis le début de la conquête de l'Ouest, est alors atteinte¹. Cette unification signifie une croissance territoriale considérable : entre 1789 et 1890, la surface du pays est passée de 2,5 à plus de 9 millions de km².

Une telle entreprise ne s'est pas faite pacifiquement : l'histoire des États-Unis depuis le XVIII^e siècle est jalonnée de multiples guerres, que ce soit avec les populations indiennes présentes sur le continent avant l'arrivée des immigrants, avec les puissances coloniales européennes, ou encore avec les pays voisins d'Amérique centrale. Avec les Indiens, les relations des colons ont été d'emblée marquées par des conflits sporadiques dès le XVII^e siècle. Mais la première véritable guerre indienne est intervenue en 1790, et sera suivie d'autres, contre les Séminoles de Géorgie en 1816-1818, ou contre les Cherokees de Géorgie entre 1830 et 1840. En 1824, le rattachement du Bureau des Affaires Indiennes au Ministère de la guerre a clairement montré quel était l'objectif du gouvernement fédéral. Avec l'expansion vers l'Ouest, les affrontements continuent, depuis le Texas jusqu'au Dakota. Ils s'achèvent en 1890 avec la réduction des derniers bastions et par l'assassinat du chef Sitting Bull, ultime symbole de la résistance indienne.

Dans le même temps, les Américains, qui ont acheté la Louisiane à la France en 1803, affrontent d'autres adversaires : l'Espagne, qui leur cède la Floride en 1819 ; mais surtout le Mexique, dont l'État du Texas a vu depuis 1821 l'installation de colons américains dont la révolte contre le pouvoir mexicain est favorisée par Washington, qui intègre cet immense état dans l'Union en 1845. L'année suivante, un conflit éclate entre les États-Unis et le Mexique, au terme duquel, en 1848, celui-ci perd la Californie et tous les états situés au Nord du Rio Grande (Arizona, Nevada, Utah, nouveau Mexique, Colorado, Wyoming) : en deux ans, les États-Unis se sont agrandis de plus de 3 millions de km² au détriment de leur voisin. Avec la Grande-Bretagne, les États-Unis éviteront, après l'indépendance, l'affrontement direct. Mais ils vont négocier habilement et sans relâche, obtenant dès 1817 la démilitarisation de la région des grands lacs et le tracé de la frontière commune avec le Canada (alors colonie britannique) le long du 49^e parallèle ; en 1846, ils obtiennent également de la couronne anglaise la cession définitive de l'Oregon (qui devient le 33^e état de l'Union en 1859). À ces nombreuses annexions il faut ajouter l'achat de l'Alaska à la Russie en 1867. En l'espace de quelques décennies, les 13 colonies sont devenues un immense état.

Pour peupler celui-ci, le gouvernement américain fait appel à l'immigration : parti d'à peine 4 millions d'habitants en 1789, le pays dépasse les 100 millions en 1914. Entre-temps, de nombreuses vagues d'immigrants venus d'Europe auront déferlé tout au long du XIX^e siècle. Les causes de cette émigration sont connues. Elles tiennent d'une part à la rapidité de la croissance démographique européenne (le continent passe de 140 millions d'habitants à 250 entre 1750 et 1840), qui intervient alors que la révolution industrielle introduit, par l'usage des machines, une modernisation rapide des exploitations agricoles ; celle-ci chasse des campagnes une paysannerie qui vient grossir un prolétariat urbain dont une partie seulement trouve à s'employer dans des industries dont l'essor n'est pas assez rapide pour absorber l'excédent de main-d'œuvre provoqué par la croissance démographique. Les États-Unis, en pleine explosion économique à

¹ Frederick Jackson Turner, *The significance of the frontier in American History*, Madison, State Historical Society of Wisconsin, 1894.

partir de 1850, offrent alors la promesse d'un emploi et d'une vie meilleure, en particulier lorsque des crises conjoncturelles aggravent la situation de certains pays européens, comme l'Irlande où la maladie de la pomme de terre en 1845 va pousser en quelques années des centaines de milliers d'habitants à rejoindre le Nouveau monde. À ces causes économiques s'ajoutent des causes politiques : dans une Europe absolutiste où les révolutions de 1848 ont été réprimées parfois violemment (en Allemagne et Autriche-Hongrie notamment), les États-Unis apparaissent à beaucoup comme le monde de la liberté. Ce facteur continue de jouer jusqu'au début du XX^e siècle, que ce soit pour les Polonais qui émigrent après l'écrasement par l'empire tsariste de l'insurrection de 1863, ou bien pour les Russes qui fuient la répression consécutive à l'échec de la révolution de 1905. Les causes religieuses ont également leur importance, en particulier pour les catholiques et les juifs résidant dans l'Empire allemand, mais aussi pour les juifs de l'Empire russe qui, à partir de 1880, fuient la législation antisémite et les premiers pogroms orchestrés par le régime tsariste : entre 1881 et 1914, ce sont 3 millions de juifs qui quittent l'Europe, en grande majorité pour les États-Unis. Enfin, il faut mentionner les facteurs techniques, en particulier le développement des bateaux à vapeur et la diminution du temps de trajet entre les deux continents qui en résulte : en 1800, il fallait 35 jours pour traverser l'Atlantique ; il n'en faut plus que 15 en 1900. Les nombreuses compagnies de navigation, mises dans la nécessité de se reconverter après l'interdiction de la traite des Noirs en 1808, trouvent dans les millions de candidats à l'immigration une clientèle idéale pour favoriser leur prospérité. Car c'est bien en millions qu'il faut compter : entre 1890 et 1920, 18 millions d'immigrants arrivent aux États-Unis, l'apogée du mouvement se situant entre 1900 et 1910, avec un rythme d'un million par an. Cette immigration, largement composée de jeunes venant faire fonctionner la machine industrielle américaine, est essentielle pour comprendre la croissance économique du pays, car elle constitue autant un facteur d'augmentation de la production que de croissance du marché intérieur.

Le développement économique

Servi par des ressources naturelles riches et une main-d'œuvre en croissance constante, le pays connaît une industrialisation à la rapidité exceptionnelle entre 1860 et 1900. Le Produit National Brut passe de 9,1 milliards de dollars par an dans les années 1869-1873 à 35,4 pour les années 1897-1901, soit un taux de croissance annuelle de 4 % et une augmentation de 300 % en 30 ans¹, phénomène sans précédent dans l'histoire économique du monde occidental. Ce triplement est à rapprocher de l'augmentation de la population, qui n'est, au cours de la même période, « que » de 250 % : la production de richesse augmentant plus rapidement que la population, il en résulte un accroissement du niveau de vie moyen. Pendant ce demi-siècle, l'économie américaine, à prédominance agricole jusqu'en 1860, devient une économie fondée sur l'industrie : dès 1889, celle-ci représente plus de 50 % de la richesse produite. Par ailleurs, le secteur tertiaire, autre originalité américaine, est en forte croissance dès les années 1870². Dans le même temps, l'agriculture se mécanise à outrance et les villes fondées sur l'industrie connaissent une croissance exponentielle : New York, située au 133^e rang mondial en 1800, est en 1900 à la deuxième place derrière Londres, avec 3,4

¹ André Kaspi, *Les Américains. Les États-Unis de 1607 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1986, chapitre 6 ; Yves-Henri Nouailhat, *Evolution économique des États-Unis du milieu du XIX^e siècle à 1914*, Paris, SEDES-CDU, 1982.

² Olivier Zunz, *L'Amérique en col blanc. L'invention du tertiaire : 1870-1920*, Paris, Belin, 1991.

millions d'habitants, et 7 villes américaines (contre 6 britanniques) se situent parmi les 50 plus grandes villes du monde¹. En bref, l'économie américaine change fondamentalement de visage à partir du lendemain de la guerre de Sécession. Certes, l'évolution n'est pas linéaire, car le pays connaît des crises, ainsi en 1873, 1883-1885 ou encore 1893-1897. Mais au total, la production industrielle a été multipliée par 12 entre 1840 et 1890 ; cette année, les USA produisent autant, dans le domaine industriel, que la Grande Bretagne, l'Allemagne et la France réunies. En 1900, 30 % des produits manufacturés mondiaux sortent de des usines américaines, contre 20 % pour la Grande-Bretagne, 17 % pour l'Allemagne et 7 % pour la France : le pays neuf de 1850, dominé par les économies européennes, est devenu en quelques décennies la première puissance industrielle mondiale, loin devant ses concurrents.

L'une des caractéristiques de l'économie américaine est l'extrême concentration de certains secteurs industriels et la formation rapide de grands trusts. Ce sont d'eux que surgiront à partir du début du XX^e siècle la plupart des grandes fondations issues de la reconversion de capitaines d'industries en philanthropes. C'est le cas en particulier du pétrole, où s'impose dès les années 1870 la figure de John D. Rockefeller (1839-1937). D'origine modeste, celui-ci n'est pas à proprement parler représentatif des élites industrielles américaines de la fin du XIX^e siècle, majoritairement issues de familles aisées. Après une éducation secondaire, il a fondé en 1859 à Cleveland une entreprise de commerce de viande et de grain qui a prospéré lors de la guerre de Sécession², alors que le prix de ces denrées augmente fortement. En 1859 également est foré le premier puits de pétrole aux États-Unis et Rockefeller investit immédiatement dans cette activité, ouvrant sa première raffinerie, toujours à Cleveland, en 1863. Il s'impose rapidement comme le principal raffineur de la région, et crée en 1870 la Standard Oil, dont la croissance lui permet de racheter au bout de quelques années les compagnies de chemin de fer qui transportent le pétrole, et ainsi de s'assurer le quasi-monopole des moyens de transport. Il peut donc offrir à sa production des tarifs de transport avantageux et facturer au prix fort celle des concurrents, obligés par là même de monter leur prix de vente. Rockefeller sort ainsi grand vainqueur de la concurrence acharnée qui sévit tout au long des années 1870 entre les différents producteurs de pétrole : en 1880, il détient près de 95 % des capacités de raffinage de tout le pays, un monopole *de facto* mondial puisqu'à ce moment, les États-Unis sont presque les seuls à produire du pétrole pour l'exportation. En 1882, la Standard Oil se transforme en trust afin de consolider sa domination sur un marché américain et mondial en pleine expansion : certes, l'invention de l'ampoule électrique par Thomas Edison au début des années 1880 sonne le glas de l'utilisation du pétrole comme moyen d'éclairage, mais celui-ci trouve rapidement d'autres usages, en particulier l'automobile, dont la production explose au début du XX^e siècle avec la mise en place du fordisme, et bientôt l'avion, dont les pionniers américains, les frères Wright, effectuent en 1903 leur premier vol avec de l'essence et de l'huile lubrifiante de la Standard Oil. Sans compter évidemment les nombreux produits dérivés issus de la transformation du pétrole en matière plastique, qui vont servir de support à un nombre considérable d'objets de la société de consommation qui se met en place aux États-Unis au début du XX^e siècle.

Un des autres exemples caractéristiques de cette économie fondée sur les grands trusts est celui de la sidérurgie, dont le personnage majeur est Andrew Carnegie (1835-1919). Né en Écosse quatre ans avant Rockefeller, il émigre aux États-Unis en 1848 et y

¹ François Weil, *Naissance de l'Amérique urbaine (1820-1920)*, Paris, SEDES, 1992 ; Id., *Histoire de New York*, Paris, Fayard, 2000.

² Peter Collier et David Horowitz, *Une dynastie américaine. Les Rockefeller*, Paris, le Seuil, 1976 (traduit de l'anglais), p. 17.

exerce de nombreux métiers : d'abord bobineur dans une usine de cotonnade, puis mécanicien télégraphiste, il entre en 1853 à la compagnie de chemin de fer Pennsylvania Railroad. La guerre de Sécession est, pour lui comme pour Rockefeller, l'occasion de faire de bonnes affaires en s'occupant de l'organisation des transports de troupes et de marchandises pour le compte du gouvernement fédéral. Puis il investit ses bénéfices dans une compagnie de chemin de fer, activité en pleine explosion avec la conquête des territoires de l'Ouest dont il faut assurer la desserte ; il s'intéresse également aux entreprises construisant des locomotives ou des ponts métalliques. En 1865, il décide de se spécialiser dans la sidérurgie, en fondant sa propre entreprise, la Carnegie Steel Company, installée à Pittsburgh. Celle-ci devient rapidement une grande entreprise, et, comme la Standard Oil, impose son quasi-monopole sur le marché de l'acier, apportant une fortune considérable à son propriétaire.

On pourrait multiplier les exemples, l'histoire américaine de ce demi-siècle étant riche de capitaines d'industries qui amassent en quelques années des richesses colossales du fait de leur investissement dans des branches en pleine croissance où la concurrence fait rage et où, en dehors de toute règle définie par l'État, c'est la loi du plus fort qui s'impose : ainsi le chemin de fer illustré par les figures de Jay Gould et de William Vanderbilt, ou encore l'électricité symbolisée par le personnage de Thomas Edison. On n'aura garde d'oublier d'autres secteurs majeurs de l'économie américaine, tels que celui des grands magasins auquel est associé le nom d'Edward Filene, ou encore celui de la banque, où s'impose celui de John Pierpont Morgan. Personnages ultra-minoritaires dans la société américaine, ces grands entrepreneurs n'en symbolisent pas moins la formidable croissance de l'économie du pays, avec toutes les dérives qu'elle comporte : enviés pour leur réussite, ils sont aussi haïs, à la fois par les concurrents qu'ils ont écrasés, mais aussi par une grande partie de la population américaine exploitée dans leurs entreprises ou victimes des prix abusifs fixés par leurs entreprises en situation de monopole. À la fin du XIX^e siècle, on ne les surnomme plus que les « barons voleurs » (*robber barons*), sobriquet popularisé par la presse à grand tirage alors en plein développement à travers tout le pays. La pression de l'opinion publique aboutit en 1890 à la première vraie prise de position du gouvernement américain en matière de régulation de l'économie : le vote du Sherman Act, première loi antitrust qui n'aura dans l'immédiat guère d'autre impact que symbolique. En effet, si sa conséquence est la dissolution de la Standard Oil, qui constituait sa principale cible, cette dernière se reconstitue rapidement sous une autre forme juridique, celle de la holding. Au début du XX^e siècle, le gouvernement américain est encore largement impuissant devant le mouvement de surconcentration de certains secteurs de l'économie américaine.

2. La question sociale

La croissance économique rapide, l'industrialisation incontrôlée, l'urbanisation galopante et l'explosion de l'immigration génèrent très vite des problèmes sociaux énormes, liés notamment aux conditions de vie et de travail désastreuses de la masse des migrants. À partir des années 1870, la « question sociale » se pose donc de manière aiguë, en particulier pendant les périodes de dépression, marquées par des mouvements de protestations dans les grands centres urbains et industriels. C'est notamment à la suite de la très grave dépression de 1893-1894 que l'idée de régulation des excès du capitalisme commence à faire son chemin, portée par un ensemble d'organisations

diverses (associations, églises, syndicats...) dont l'objectif commun est d'élaborer une législation dans le domaine économique et social pour résoudre les maux engendrés par l'industrialisation. La plupart des représentants de cette mouvance dite « progressiste » ne sont pas des révolutionnaires : ils ne remettent pas en cause le capitalisme, mais veulent en corriger les excès, notamment par le biais d'une intervention plus importante des pouvoirs publics locaux et fédéraux, mais aussi par le biais de l'engagement d'organismes privés. Il émerge de cet ensemble d'acteurs « une réflexion nouvelle sur la société et sur la cohésion sociale qui vient se substituer à la rhétorique de l'individu et de l'individualisme qui triomphait au XIX^e siècle¹ ». Le mouvement progressiste affirme que l'homme n'est pas un individu isolé mais est le produit de son environnement et que celui-ci peut être modifié par une action volontariste permettant de renforcer la cohésion sociale. Cette nouvelle conjoncture intellectuelle est largement due au fait qu'à partir des années 1880, le mouvement réformateur se nourrit abondamment des réflexions développées par les sciences sociales en plein développement, et dont les représentants vont promouvoir la nécessité de réaliser une expertise scientifique des problèmes sociaux destinée à déboucher sur des solutions concrètes. Un certain nombre de ces experts collaboreront plus tard avec les fondations philanthropiques, dont ils contribueront à façonner la philosophie et les méthodes de travail. De ce point de vue, la création des fondations au début du XX^e siècle s'ancre à la fois dans l'histoire intellectuelle américaine et dans l'histoire du mouvement progressiste.

La mouvance progressiste

La mouvance dite progressiste (ou réformatrice) se compose d'une multitude d'associations qui s'épaulent, se concurrencent ou s'ignorent, et agissent dans des domaines aussi divers que l'amélioration du logement ouvrier, l'alphabétisation des immigrants, le développement des visites médicales à domicile, la diminution de la consommation d'alcool, ou encore le développement des jardins d'enfants (*playgrounds*) en ville. Parmi elles, les plus emblématiques sont les *settlements houses*. Ces maisons sociales installées dans les quartiers populaires sont animées par des jeunes gens (en particulier des femmes), souvent issus de l'*upper middle class* et protestants pratiquants. La première est créée à New York en 1886, mais c'est surtout Hull House, créée en 1889 à Chicago par Jane Addams, qui deviendra le symbole d'un mouvement qui, en 1910, compte 400 *settlements* dans tout le pays². Les animateurs des *settlements* vont rapidement se retrouver à l'avant-garde des mouvements réclamant dans de nombreuses villes américaines des réformes ; ils constituent de ce fait, à bien des égards, les laboratoires des politiques sociales mises en place par les municipalités, et bientôt par les états fédérés, à partir de la dernière décennie du XIX^e siècle. L'un de leurs outils privilégié est l'enquête de terrain (*survey*) au cours de laquelle est réalisée une étude de l'ensemble de la situation d'un quartier ou d'une ville, afin de collecter des informations précises sur la situation sanitaire de la population, l'origine des immigrants, le degré d'alphabétisation, etc. Ces vastes études le plus souvent publiées attirent l'attention de l'opinion publique sur les conditions de vie des classes populaires

¹ Claude Fohlen, Jean Heffer & François Weil, *Canada et États-Unis depuis 1770*, Paris, PUF (Nouvelle Clio), 1997, p. 216 ; Arthur S. Link & Richard L. McCormick, *Progressivism*, Arlington Heights, Harlan Davidson, 1983, p. 22.

² Martin Bulmer, Kevin Bales, Kathryn Kish Sklar (eds), *The Social Survey in Historical Perspective, 1880-1940*, Cambridge, Cambridge University Press, 1991, p. 27.

et contribuent à montrer que la pauvreté est un produit de l'environnement social, et non pas de l'immoralité individuelle.

Mais si les animateurs des *settlements* sont les acteurs les plus représentatifs du mouvement progressiste, ils sont loin d'être les seuls. Il faut aussi mentionner, parmi ceux dont on retrouvera l'héritage dans l'action des fondations philanthropiques, les médecins et les infirmières. Alors que les questions de santé publique apparaissent au premier rang des problèmes sociaux étant donné les conditions sanitaires catastrophiques de nombreuses villes américaines dont la taille a décuplé en quelques années, l'action sanitaire va constituer un terrain privilégié pour les réformateurs issus du monde médical, qui se regroupent dans de grandes associations telles que la branche américaine de la Croix rouge créée en 1882, la National Tuberculosis Association (1904), l'American Social Hygiene Association (1905), ou encore le National Committee for Mental Hygiene (1909). Si les travailleurs sociaux ont joué dans un premier temps un rôle non négligeable dans l'action sanitaire, ils sont supplantés par les médecins professionnels à mesure que l'emploi des méthodes scientifiques se développe. Ce développement est la conséquence directe des progrès considérables de la bactériologie et des théories microbiennes réalisés notamment en France et en Allemagne à la fin du XIX^e siècle, théories qui ouvrent la voie à de nouvelles méthodes de traitement des maladies sociales telles que la tuberculose, très présentes dans les quartiers populaires. Alors que jusque dans les années 1880, les travailleurs sociaux abordaient la santé publique de manière empirique (notamment par la prévention), la nouvelle génération de médecins qui peuple ces organisations à partir du début du XX^e siècle s'appuie sur l'analyse scientifique des agents pathogènes réalisés dans les premiers laboratoires médicaux qui, sur le modèle de celui créé à Providence (Rhode Island) dans les années 1880, analysent virus, bactéries et modes de diffusion des maladies. Ils permettent ainsi une action plus ciblée et plus efficace : dès le début du siècle, il est devenu évident que l'amélioration de l'état sanitaire des grandes villes passe par la focalisation sur des maladies spécifiques et l'action sur les populations à risque : pour contrôler la tuberculose, il n'est pas besoin d'améliorer les conditions de vie des millions de pauvres de tous les États-Unis, mais seulement d'empêcher les 200 000 malades déclarés d'infecter les autres¹. Dans la première décennie du siècle, les méthodes scientifiques s'imposent comme le moyen d'action privilégié des organisations réformatrices qui travaillent dans le domaine de la santé publique. Comme on le verra plus loin, les organisations philanthropiques, notamment celles créées par John D. Rockefeller, y prendront leur part, en contribuant à l'amélioration de la formation des médecins ou au développement de l'analyse de laboratoire.

Naissance des sciences sociales

Les sciences sociales en plein développement vont constituer rapidement l'une des sources de réflexion majeures de la mouvance progressiste. Leur premier essor dans les années 1860 a eu lieu dans le cadre du débat ouvert par la diffusion aux États-Unis du darwinisme, débat qui constitue en quelque sorte l'acte de naissance de la société

¹ Elizabeth Fee & Dorothy Porter, « Public Health, Preventive Medicine and Professionalization : England and America in the Nineteenth Century », in Andrew Wear (ed), *Medicine in Society. Historical Essays*, Cambridge University Press, 1992, p. 268.

intellectuelle américaine¹, en raison du succès rapide des théories de Darwin et des discussions nombreuses auxquelles elles ont donné lieu. La publication en 1859 de *L'Origine des espèces* constitue en effet une révolution intellectuelle et scientifique, et ce, à l'échelle mondiale. Le naturaliste anglais affirme, exemples à l'appui, que les espèces évoluent (contrairement à ce que soutiennent les théories fixistes de l'époque), et qu'elles se transforment par adaptation aux conditions naturelles, certaines disparaissant, d'autres survivant parce qu'elles s'adaptent mieux. Deux éléments sont particulièrement révolutionnaires dans sa théorie : le premier est que l'homme est soumis aux mêmes mécanismes que les animaux ; le deuxième est que l'évolution est purement mécanique et n'a aucune finalité. Deux idées qui remettent fondamentalement en cause l'interprétation de la création du monde donnée par la religion, laquelle fait de l'homme une créature exceptionnelle différente de l'animal, et dont la création et l'histoire sont orientées dans le sens de la réalisation d'un ordre divin. C'est dire si les découvertes darwiniennes bouleversent la conception du monde dominante à l'époque, ce qui explique l'âpreté des discussions qu'elles vont provoquer immédiatement partout où elles sont publiées.

Dès sa parution, le livre circule parmi les naturalistes américains, mais il faut attendre les années 1870 pour qu'il pénètre en profondeur dans le milieu scientifique et intellectuel. Les débats qui en résultent contribuent largement à séculariser la pensée philosophique et scientifique américaine, la religion étant désormais obligée de partager son territoire avec une autre interprétation de l'origine de l'homme². Au cours des années 1880, le darwinisme aura supplanté le créationnisme chez la plupart des naturalistes américains³. À la fin du XIXe siècle, les États-Unis sont probablement le pays où les théories darwiniennes ont le plus de succès.

Les sciences sociales vont se nourrir abondamment de ce débat, dans la mesure où elles ne sont au départ qu'une excroissance de la biologie. Elles vont progressivement s'en émanciper pour construire leur corpus intellectuel propre, leurs concepts et leurs méthodes de travail, qui commencent à arriver à maturité à partir des années 1880 et se traduiront par la professionnalisation des chercheurs et leur ancrage dans le monde universitaire. Dans l'immédiat, au début des années 1860, leurs idées directrices essentielles viennent de l'évolutionnisme, doctrine distincte du darwinisme mais développée comme lui dans l'Angleterre des années 1840-1850, et dont le représentant principal est le philosophe anglais Herbert Spencer (1820-1903) qui va engager la discussion avec Darwin pour finalement annexer ses idées et contribuer à leur popularisation, sous une autre forme, auprès du grand public américain. C'est largement par son intermédiaire que ces débats techniques auparavant confinés dans les cercles de spécialistes vont devenir des questions débattues sur la place publique, et irriguer d'autres débats, au premier chef desquels ceux qui sont relatifs à la régulation des excès du capitalisme. L'évolutionnisme de Spencer repose sur quelques idées majeures⁴ : il pense d'abord que la nature est soumise à des lois immuables qui s'appliquent depuis l'origine à l'ensemble des faits physiques, biologiques, mais aussi sociaux, une idée qu'il expose pour la première fois en 1857. D'autre part, les manières de connaître le monde ne diffèrent pas d'une époque à l'autre : autrement dit, les

¹ Jean Béranger et Robert Rougé, *Histoire des idées aux USA, du XVIIe siècle à nos jours*, Paris, PUF, 1981, p. 173

² Richard Hofstadter, *Social Darwinism in American Thought*, Boston, Beacon Press, 1955 [1944], p. 30.

³ Gregg A. Mitman & Ronald L. Numbers, « Evolutionary Theory », Stanley Kutler (dir), *Encyclopedia of the United States in the XXth Century*, NY, Simon & Shuster, 1996, volume II, p. 859 ; Ronald L. Numbers, *Darwinism Comes to America*, Cambridge, Harvard University Press, 1998.

⁴ Daniel Becquemont, *Darwin, darwinisme, évolutionnisme*, Paris, Kimé, 1992, p. 210 sq.

hommes d'aujourd'hui ne pensent pas mieux ; en revanche, ils connaissent plus de choses en vertu d'un processus d'accumulation continu des connaissances. Enfin, l'évolutionnisme croit à l'idée de progrès (idée étrangère à Darwin) qui découle de cette accumulation ; il en résulte que l'homme d'aujourd'hui est supérieur à celui d'hier, comme celui de demain sera supérieur à celui d'aujourd'hui. Pour compléter son système doctrinal, Spencer va annexer la notion de survivance du plus apte limitée chez Darwin au monde végétal et animal, pour l'appliquer aux sociétés humaines¹. Cette annexion intellectuelle réussit tellement bien qu'au milieu des années 1870, en Grande-Bretagne, darwinisme et évolutionnisme sont devenus pratiquement synonymes, exceptés dans les milieux scientifiques ; c'est à ce moment que la notion de « darwinisme social » apparaît sur la scène intellectuelle et politique.

Cette notion va traverser l'Atlantique au cours des années 1880 et se retrouver aux Etats-Unis², qui constituent sans doute le pays où le succès de Spencer a été le plus important et le plus durable, même s'il est sans doute exagéré de considérer qu'il se poursuit jusqu'aux années 1930. En revanche, il est certain que la doctrine de Spencer constitue une des sources intellectuelle de la philanthropie. En effet, Spencer, dont les ouvrages sont diffusés aux États-Unis dès 1851, y devient très connu à partir de la fin des années 1860. L'un des viviers essentiels de sa popularisation est la Society for the Advancement of social Science, créée à New York en 1862, dont les membres sont en majorité des disciples de Spencer. Par ailleurs, en 1872 est créée la revue de vulgarisation scientifique *Popular Science Review*, qui constitue également l'un des vecteurs importants de la popularisation de sa pensée³. Lors de sa publication en 1873, *The Study of Sociology* rencontre un grand succès dans le pays ; Spencer explique dans cet ouvrage que la science sociale doit se fonder sur la même démarche que les sciences naturelles, en particulier la biologie. En partisan du laisser-faire et de la sélection naturelle appliquée aux êtres humains, il insiste également sur le fait que les sociologues doivent expliciter les lois sociales et ainsi convaincre la population et les représentants des pouvoirs publics que « les interventions de l'État dans le domaine de l'éducation, les mesures destinées à améliorer les conditions sanitaires [et] l'aide sociale accordée aux indigents [sont] autant d'erreurs dues à l'ignorance des lois sociales⁴ ».

Lorsque le philosophe vient en 1882 aux États-Unis, le terrain a été bien préparé depuis quelques années, et les conférences qu'il prononce à cette occasion connaissent un grand succès, en particulier semble-t-il parmi l'élite de la bourgeoisie industrielle, qui trouve dans la pensée spencerienne la justification de son enrichissement et celle du capitalisme qui l'a permis. Spencer développe en effet son idée selon laquelle le progrès indéfini des connaissances aura nécessairement pour conséquence une résolution spontanée des problèmes sociaux et une meilleure régulation des rapports entre les hommes. En outre, Spencer affirme qu'il incombe aux plus aptes, qui sont naturellement voués à occuper les fonctions de responsabilités dans la société, de guider l'ensemble du corps social pour l'adapter à l'ordre naturel. Cette pensée élitiste articule l'ordre social et le progrès dans une dialectique cohérente et facile d'accès qui constitue manifestement l'une des clés de son succès. Alors que le débat autour de la question sociale prend de l'ampleur dans le pays au début des années 1880, les idées de Spencer constituent un corps de doctrine idéal pour ceux qui contestent toute idée d'intervention

¹ Daniel Becquemont et Laurent Mucchielli, *Le cas Spencer. Religion, science et politique*, Paris, Presses Universitaires de France, 1998, p. 91., p. 164.

² John D. Buenker & Edward R. Kantowicz, *Historical Dictionary of the Progressive Era*, NY, Greenwood Press, 1988 p. 437.

³ Bannister, *Social Darwinism...*, *op. cit.*, p. 70

⁴ Becquemont et Mucchielli, *op. cit.*, 159.

de l'État dans le domaine social au motif qu'il faut laisser les lois de la nature et de la société agir d'elles-mêmes.

Mais si Spencer joue un rôle important dans les débuts de la sociologie américaine, son influence décline à partir des années 1900, à mesure que celle-ci se professionnalise. Alors qu'émerge chez les sociologues américains l'idée que la société n'est pas seulement un ensemble d'individus isolés mais une réalité collective aux règles complexes et aux interdépendances nombreuses, l'individualisme radical de Spencer apparaît impuissant à penser en termes sociologiques, et son assimilation de la société à un organisme biologique apparaît rapidement comme une métaphore simpliste éloignée de la complexité du social. Avec le déclin de Spencer, c'est toute l'interprétation biologisante de la société, caractéristique de la première génération de sociologues, qui perd du terrain, au profit d'une vision cherchant à dégager la spécificité des lois sociales par rapport aux lois de la nature. Dans cette nouvelle étape de la réflexion sociologique, d'autres corps de doctrine apparaissent plus pertinents pour fortifier la démarche de la jeune discipline. C'est le cas du positivisme, dont la diffusion aux États-Unis a commencé comme l'évolutionnisme vers 1850¹, et dont l'importance dans la structuration intellectuelle de la sociologie croît à partir des années 1880 car son corps de doctrine répond davantage aux problèmes que se posent les sociologues. En effet, Si Comte est, comme Spencer, un chantre du progrès, il affirme, contrairement au philosophe anglais, qu'une société est faite de groupes et non d'individus ; d'autre part, il pense que la puissance publique doit jouer un rôle de régulation sociale. Ces deux idées, qui entrent en résonance avec les débats relatifs à la question sociale, expliquent largement pourquoi au cours des années 1880, le volontarisme comtien l'emporte chez les sociologues américains sur le laisser-faire spencerien. Bien que l'influence de Spencer demeure prégnante sur tous les sociologues de cette génération, elle ne semble plus l'être plus désormais qu'à l'état d'héritage intellectuel. Cette évolution paraît particulièrement nette dans l'itinéraire des deux principaux fondateurs de la sociologie universitaire américaine, Lester F. Ward (1839-1913) et Albion W. Small (1854-1926)².

Dans les années 1890, la nouvelle discipline se développe dans plusieurs universités américaines et les travaux de ses représentants deviennent une des sources d'inspiration du mouvement réformateur³, dans lequel ils vont contribuer à promouvoir les méthodes scientifiques d'investigation sociale, notamment à travers le développement des *surveys*, dont l'objectif est de réunir des données objectives sur la société afin de découvrir les lois qui la régissent, et de trouver des solutions pour résoudre les problèmes qui la traversent. Ce lien entre sciences sociales et progressisme apparaît particulièrement nettement dans le groupe de sociologues formé autour de Franklin H. Giddins à l'université Columbia, qui entretient des relations suivies avec les réseaux réformateurs issus des *settlements* new yorkais. Foyer de la recherche quantitativiste en sociologie⁴, l'université Columbia devient rapidement une des sources méthodologique et intellectuelle des enquêtes sociales. Giddins y devient professeur en 1894 et entreprend de nombreuses études en collaboration avec des associations réformatrices dont il est également membre. On pourrait faire les mêmes remarques à

¹ Richmond L. Hawkins, *Auguste Comte and the United States, 1816-1853*, Cambridge, Harvard University press, 1936 ; Id., *Positivism in the United States, 1853-1861*, Cambridge, Harvard University press, 1938 ; Gillis J. Harp, *Positivist Republic : Auguste Comte and the Reconstruction of American Liberalism, 1865-1920*, University Park, Pennsylvania University Press, 1995.

² Robert Bannister, *Sociology and Scientism : the American Quest for Objectivity, 1880-1940*, Chapel Hill, University of North Carolina Press, 1987, pp. 13-46.

³ Bulmer, Bales & Kish Sklar (eds), *op. cit.*, p. 30.

⁴ Stephen P. Turner, « The World of Academic Quantifiers : the Columbia University Family and its connections », Bulmer, Bales & Kish Sklar (eds), *op. cit.*, p. 269.

propos de l'université de Chicago, autre pôle majeur des sciences sociales américaines, où Albion Small devient en 1892 titulaire de la première chaire de sociologie créée dans une université américaine. Il y restera trente ans et sera l'un des fondateurs de *l'American Journal of Sociology* en 1895 et de l'American Sociological Society.

Les travaux réalisés par Albion Small et ses assistants du département de sociologie de Chicago sont emblématiques des liens tissés entre les milieux réformateurs et celui des sciences sociales. Ils suggèrent également la montée en puissance dans ces deux milieux, à la fin du XIXe siècle, d'un positivisme que certains réformateurs vont, à la faveur de leur parcours professionnel, exporter dans les fondations philanthropiques. L'itinéraire d'un des assistants de Small, George E. Vincent (1864-1941), est à cet égard particulièrement éclairant. Il commence son activité professionnelle dans le cadre du Chautauqua System of Education, structure d'enseignement fondée en 1874 par son père, le pasteur méthodiste John Vincent, pour sensibiliser les pasteurs aux problèmes sociaux de l'Amérique contemporaine¹. En 1896, il est l'un des premiers docteurs en sociologie de l'université de Chicago, où il exercera en tant que professeur puis doyen jusqu'en 1911. En 1894, il a écrit en collaboration avec Small le premier manuel de sociologie publié aux États-Unis, *Introduction to the Study of Society*. Dans ce *vademecum* méthodologique à l'usage d'une profession sociologique encore largement confondue avec l'activité réformatrice de terrain, le double héritage de l'évolutionnisme et du positivisme est très présent, et le deuxième domine clairement. La discipline sociologique y est décrite comme une *science of social health*², métaphore biologique significative du fait que, même si les réformateurs s'inscrivent en faux contre l'évolutionnisme et le darwinisme social, leur cadre de réflexion subit encore l'influence de l'organicisme spencerien ; d'autre part, les deux auteurs inscrivent leur propos dans la lignée d'Auguste Comte, reprenant la loi des trois états et la croyance dans le progrès de l'Humanité, progrès auquel la sociologie peut apporter sa contribution en étudiant les problèmes sociaux et en suggérant aux acteurs politiques des réformes qui contribueront à « améliorer la société³ ». C'est dans cette perspective que Vincent créera plus tard à l'université du Minnesota, dont il est devenu président en 1911, un département « Sociologie et travail social⁴ », qui deviendra au début des années 1920 l'un des plus importants du pays. En 1914, il intégrera la Commission for the Relief in Belgium, créée aux États-Unis pour venir en aide aux populations civiles belges après l'invasion allemande ; il deviendra également en 1916 président de l'American Sociological Association avant de prendre la direction de la fondation Rockefeller en 1917, poste qu'il occupera jusqu'à sa retraite en 1929.

Le temps des réformes

Le travail de terrain mené par les différentes composantes de la mouvance progressiste, commence à se traduire dans la législation à partir de la dernière décennie du XIXe siècle. Les premières cibles des réformateurs sont les grands entrepreneurs, qui

¹ Theodore Morrison, *Chautauqua : A Center for Education, Religion and the Arts in America*, Chicago, The University of Chicago Press, 1974.

² Albion W. Small & George E. Vincent, *An Introduction to the Study of Society*, New York, American Book Company, 1894, p. 40.

³ *Id.*, p. 77.

⁴ Bannister, *Sociology and Scientism*, *op. cit.*, p. 128. L'intitulé exact est « sociology and civic work », difficilement traduisible.

concentrent toutes les critiques en raison de leur enrichissement excessif, de la brutalité de leurs méthodes et des conditions de vie misérables que leur politique salariale impose aux immigrants. La pression associative, ainsi que les multiples plaintes de concurrents écrasés par les pratiques monopolistiques de quelques grands magnats industriels au premier rang desquels figure John D. Rockefeller, aboutit, on l'a vu, au vote par le gouvernement fédéral du Sherman Act en 1890 : il s'agit d'un signe fort lancé par un gouvernement désireux de montrer qu'il prend à bras-le-corps la question de la régulation du capitalisme sauvage et entend défendre les classes populaires contre les excès de la grande industrie. À ce titre, le Sherman Act constitue la première traduction nationale des efforts menés par le mouvement réformateur ; il inaugure l'entrée des États-Unis dans l'ère dite « progressive » qui dure jusqu'à la fin des années 1910, et au cours de laquelle seront votées des lois fondamentales dans le domaine économique et social.

Le personnage qui symbolise ce mouvement au niveau national est le républicain Theodore Roosevelt, président des États-Unis de 1900 à 1908, adepte de la « juste donne » sociale (*square deal*). Sa grande contribution est d'avoir donné les moyens à l'administration fédérale de mettre en place des véritables réformes, qu'il a su faire accepter par l'opinion publique grâce à ses talents de communicateur. Dès 1903, il relance la lutte antitrust en créant un Bureau Of Corporations qui instruit les dossiers relevant du Sherman Act, en particulier celui de la Standard Oil, déclarée illégale et dissoute en 1892 par la cour suprême de l'État d'Ohio, mais reconstituée en 1899 sous la forme d'une holding dans l'État voisin du New Jersey. Constatant que l'action au niveau des états fédérés n'est pas efficace, Roosevelt lance à partir de 1907 une offensive juridique contre la Standard Oil au nom du gouvernement fédéral, qui sera poursuivie par son successeur William H. Taft. En 1911, la Standard Oil sera dissoute à nouveau, par la cour suprême fédérale cette fois-ci, pour violation du Sherman Act, à la grande satisfaction de l'opinion publique aux yeux de laquelle Rockefeller constitue le symbole de l'oppression de la grande industrie. À la suite de cette procédure, l'entreprise devra se diviser en structures indépendantes les unes des autres.

L'action juridique à grande échelle contre Rockefeller, qui est alors l'un des hommes les plus haïs du pays, est complétée par d'autres mesures moins spectaculaires mais qui vont également dans le sens d'un contrôle par l'État fédéral des excès du capitalisme sauvage et des pratiques monopolistiques. C'est le cas du contrôle des tarifs dans les chemins de fer, mis en place en 1905 pour lutter contre les ententes entre compagnies pour imposer des tarifs élevés aux voyageurs. On observe également des mesures similaires dans le domaine des transports urbains mais aussi des compagnies d'assurances, secteur en pleine expansion au début du XX^e siècle. De leur côté, les états fédérés ne restent pas inactifs et se dotent de législations dans le domaine social : ainsi, entre 1904 et 1914, la plupart d'entre eux votent des lois instaurant à 14 ans l'âge minimal pour travailler. On notera enfin que c'est aussi au cours de cette période que sont créés les premiers parcs nationaux dont l'objectif est de préserver la nature des excès de l'industrialisation.

La présidence de Woodrow Wilson (1912-1920) poursuit le travail engagé par Roosevelt et Taft. Le président démocrate a en partie été élu sur la base de la poursuite des réformes dans le domaine économique et social dont la plupart seront votées au cours de son premier mandat. Il poursuit la lutte contre les trusts en faisant adopter par le Congrès une législation plus restrictive que le Sherman Act, met en place le premier véritable impôt sur le revenu, ou encore complète la législation des états fédérés sur le travail des enfants par le vote au niveau fédéral du Child Labor Act en 1916. Ainsi, vers 1920, l'Amérique individualiste du capitalisme sauvage, a laissé la place à une

Amérique où les pouvoirs publics ont pris leur place dans la régulation des problèmes sociaux. Tout n'est bien sûr pas réglé, mais les excès les plus criants de la fin du XIXe siècle ont été pour la plupart corrigés ou atténués.

3. Les débuts de la philanthropie scientifique

C'est dans cette Amérique de l'ère progressive que naissent les grandes fondations philanthropiques. Fruits de la volonté de quelques hommes de consacrer une partie de leur fortune colossale à des activités d'intérêt général, elles s'inscrivent dans une histoire longue, celle d'une tradition caritative vivace aux États-Unis depuis le XVIIIe siècle, mais sont également les produits de cette Amérique industrialisée en plein bouleversement dans tous les domaines. Critiqués de toutes parts pour l'immoralité de leur enrichissement excessif et pour leur indifférence aux problèmes sociaux engendrés par leur activité industrielle et leur quête sans fin du profit, les grands industriels vont répondre à leur manière en créant ces organisations destinées à témoigner de leur engagement social. Elles se développent alors que la tradition philanthropique est en plein renouvellement à la fin du XIXe siècle, à la faveur du développement du mouvement réformateur. Bien qu'elles soient sous-tendues par une philosophie élitiste inspirée du darwinisme social, bien qu'elles soient créées par des personnages unanimement détestés au sein des milieux réformateurs, les fondations vont pourtant s'associer à leurs actions. Ce faisant, elles vont les aider à renouveler leurs méthodes de travail, justifiant l'expression de « philanthropie scientifique » généralement employée pour les désigner.

La philanthropie dans l'histoire américaine

Si la philanthropie n'est pas spécifique aux États-Unis, elle s'y développe précocement et y prend une intensité particulière. Inspirée comme dans les pays européens par la charité chrétienne, elle y apporte sa spécificité issue du protestantisme : la philosophie puritaine valorise l'effort et l'enrichissement, mais aussi l'affectation d'une partie des richesses accumulées au service de la communauté. La légende dorée des fondations a fait de Benjamin Franklin un des fondateurs de la philanthropie américaine, et de son American Philosophical Society fondée en 1743 l'ancêtre des fondations actuelles¹. Mais Franklin n'est guère représentatif de la philanthropie des débuts, avant tout consacrée jusqu'au milieu du XIXe siècle à l'assistanat de la pauvreté et des laissés pour compte de la société (orphelins, vagabonds, prostituées...). Certaines organisations ont d'autres buts, mais elles sont rares jusqu'à la deuxième moitié du XIXe siècle : ainsi la Smithsonian Institution, créée en 1846 et dédiée à la diffusion du savoir, ou encore le Peabody Education Fund créé en 1867 pour améliorer l'enseignement.

¹ Warren Weaver, *U.S. Philanthropic Foundations. Their History, Structure, Management and Record*, New York, Harper & Row, 1967, p. 21.

L'industrialisation et la hausse spectaculaire de la pauvreté due à l'arrivée en masse des immigrants entraînent l'augmentation, à partir des années 1880, du nombre de sociétés d'aides aux pauvres, de lutte contre le crime, d'action sanitaire et sociale, etc. Si la majorité d'entre elles continue de pratiquer la philanthropie de manière traditionnelle, sous forme de dons ou d'accueil des exclus dans des institutions, une petite minorité cherche à repenser ses méthodes d'action pour les adapter aux nouveaux problèmes et prévenir une explosion sociale de grande ampleur¹. La dépression de 1873-1878 semble marquer une charnière de ce point de vue : l'augmentation des dons suit celle de la pauvreté, mais plusieurs responsables d'associations s'inquiètent du gâchis induit par cette charité mal organisée. C'est dans cette perspective que se créent au cours des années 1870 des organisations calquées sur le modèle de la Charity Organization Society (COS) créée à Londres en 1869, et généralement considérée comme l'ancêtre direct de la philanthropie scientifique. La COS impressionne les Américains par son organisation, ses méthodes, et surtout par sa philosophie qui rompt avec celle de l'assistanat traditionnel : plutôt que de distribuer des vêtements et de la nourriture aux indigents, ses animateurs affirment la nécessité de les aider à trouver un emploi. Plutôt que de traiter les manifestations de la misère, elle entend s'attaquer à ses causes par une analyse précise et globale de la situation pour trouver des solutions de fond. Dans les années 1870, de nombreuses COS se créent aux États-Unis sur ce modèle². Leurs méthodes sont progressivement appliquées par une partie des organisations créées par les représentants de la mouvance progressiste, en particulier les *settlement houses*. Mais ce sont les grandes fondations qui vont pousser le plus loin ce nouveau mode de fonctionnement.

Andrew Carnegie : le pionnier de la grande philanthropie

À partir de la fin du XIXe siècle, les grands industriels vont en effet s'imposer comme des acteurs décisifs du monde de la philanthropie. Andrew Carnegie est à bien des égards le pionnier de ce processus. Nous avons vu plus haut comment il est devenu dès la fin des années 1860 la figure dominante de l'industrie sidérurgique américaine. À partir de la décennie 1880, il entame une réflexion sur le rôle social du grand patron et sera le premier à théoriser par écrit la nécessité pour lui de s'investir, au propre comme au figuré, dans la philanthropie. La rencontre avec Herbert Spencer semble jouer à cet égard un rôle fondamental. Carnegie entre en contact avec les idées du philosophe anglais au Nineteenth Century Club dont il fait partie³, et le rencontre lors du voyage de celui-ci aux États-Unis⁴. Puis Carnegie entame avec celui qu'il appelle respectueusement « Master » une correspondance qui durera semble-t-il avec lui jusqu'à la fin de sa vie. Les idées de Spencer vont durablement influencer l'industriel, qui les révisé et les simplifie pour les « adapter à ses propres besoins intellectuels et

¹ Judith Sealander, « Curing Evils at their Source : The Arrival of Scientific Giving », Lawrence J. Friedman & Mark D. McGarvie (eds), *Charity, Philanthropy and Civility in American History*, Cambridge, UK ; New York, Cambridge University Press, 2003, p. 222.

² Robert H. Bremner, *American Philanthropy*, Chicago, University of Chicago Press, 1988 [1960], p. 94-99.

³ Ellen Condliffe-Lagemann, *Private Power for the Public Good : a History of the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*, Middletown, Conn., Wesleyan university Press, 1983, p. 7.

⁴ Bannister, *Social Darwinism ...*, *op. cit.*, p. 57.

émotionnels¹ ». C'est le cas en particulier de la théorie du progrès continu de l'Humanité par l'accumulation des connaissances, qui apporte à Carnegie un cadre intellectuel dans lequel sa réussite capitaliste trouve sa justification. Son influence est particulièrement visible dans *The triumphant democracy* (1886), où Carnegie affirme que le capitalisme et la libre entreprise auront pour conséquence à terme l'établissement d'un monde meilleur et plus heureux. Pour autant, Carnegie se sépare de Spencer sur un point, fondamental, qui témoigne de son appropriation sélective de l'évolutionnisme mais aussi du déclin de l'influence de Spencer dans les États-Unis de la fin des années 1880 : il pense que l'entrepreneur doit donner une partie de sa fortune à la communauté afin d'aider à la correction de certaines inégalités. Son rapport ambivalent à Spencer s'exprime de manière caractéristique dans l'article « Wealth » publié en juin 1889 dans la *North American Review*, article traditionnellement considéré comme le manifeste de la nouvelle philanthropie. Carnegie y montre sa filiation intellectuelle avec Spencer en se félicitant de l'amélioration continue des conditions de la vie humaines au cours des siècles, et en affirmant son *credo* dans la loi de la concurrence entre les hommes qui a pour résultat la sélection des plus aptes à réunir et gérer la richesse produite, pour le plus grand bénéfice de l'ensemble de la « race humaine² ». Mais d'un autre côté, il se situe en porte à faux avec Spencer en proposant une action volontariste permettant de résoudre le problème de l'inégale répartition des richesses dans la société : « le seul problème à résoudre est le suivant : quel est l'emploi le plus judicieux des richesses, accumulées par les lois qui régissent notre civilisation, dans les mains d'un petit nombre ? Je crois pouvoir présenter la solution de ce problème ». Elle consiste, pour toute personne enrichie, à redistribuer une partie de ses gains, non pas sous la forme d'une « charité arbitraire », mais selon des règles précises en vue du « bien général ». Dans cette profession de foi imprégnée de l'individualisme le plus radical issu l'organicisme spencerien, l'apparition de l'idée de responsabilité vis-à-vis de la collectivité introduit une rupture intellectuelle majeure fondatrice du projet philanthropique. Intégrer la charité au capitalisme et contribuer ainsi à la stabilité sociale, tel est le projet d'Andrew Carnegie.

Mettant en application ses principes, Carnegie commence à organiser la distribution de sa fortune. Sa première initiative importante dans ce domaine consiste à participer au financement de l'exposition universelle de Chicago en 1893 ; trois ans plus tard, il crée le Carnegie Institute of Pittsburgh, qui regroupe une école d'ingénieurs, un musée (qui tient une exposition annuelle sur le modèle du Salon de Paris³), un music-hall, une bibliothèque publique ainsi qu'une école de formation de bibliothécaires. À partir de 1901, son activité prend une autre ampleur lorsqu'il vend sa compagnie au banquier John Pierpont Morgan et quitte les affaires pour se consacrer entièrement à son activité de mécène. En décembre de la même année, il crée la Carnegie Institution of Washington, dont le but est d'encourager la recherche scientifique. En 1904, il crée le Carnegie Hero Fund, destiné à accorder des pensions de retraite aux personnes ayant accompli des actions d'éclat. En 1905, la Carnegie Institution devient Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching et se consacre au soutien financier à l'enseignement supérieur ainsi qu'à l'octroi de pensions de retraites pour les universitaires. Mais c'est avec la création du Carnegie Endowment for International

¹ Robert G. McCloskey, *American Conservatism in the Age of the Enterprise. A study of William Graham Sumner, Stephen J. Field and Andrew Carnegie*, Cambridge, Harvard University Press, 1951, p. 159.

² Andrew Carnegie, *L'évangile de la richesse*, traduction française autorisée, Paris, 1891, ainsi que les trois citations suivantes.

³ Annie Cohen-Solal, « Un jour, ils auront des peintres » ; *l'avènement des peintres américains, Paris 1867-New York 1948*, Paris, Gallimard, 2000, p. 253 sq.

Peace en décembre 1910 que Carnegie réalise son grand rêve : mener une action à l'échelle mondiale en faveur de la paix. Toutes ces organisations sont regroupées en 1911 dans la Carnegie Corporation of New York, qui va financer la recherche scientifique, la construction de bibliothèques publiques (2 500 construites dans le monde anglo-saxon entre 1901 et 1917¹), l'enseignement supérieur universitaire ou encore les musées. Avec 125 millions de dollars de budget lors de sa création, elle est alors la fondation la plus richement dotée au monde². Lorsqu'Andrew Carnegie meurt en 1919, il aura dépensé 350 millions de dollars dans ses activités philanthropiques³ ; entre 1911 et 1936, la Carnegie Corporation en distribuera près de 176⁴ dans les différents domaines sus-mentionnés.

John D. Rockefeller

Le magnat du pétrole est l'autre grand personnage de la philanthropie scientifique, et celui qui va donner à cette idée sa forme la plus achevée avec la création de nombreuses organisations dont la fondation Rockefeller (créée en 1913) n'est que la plus connue, et qui déploieront à partir du début du XX^e siècle une importante gamme d'activités, aux États-Unis et dans plus de 80 pays du monde. Comme Carnegie, Rockefeller apparaît imprégné par la vulgate évolutionniste et organiciste popularisée par Spencer⁵, qui se mêle chez lui à une foi bien plus profonde que chez un Carnegie précocement détaché de la religion. Ayant conscience de faire partie d'une petite élite choisie par Dieu pour dominer le monde des affaires, Rockefeller est à la fin des années 1880 au sommet de sa richesse mais aussi de son impopularité. Depuis le début de sa carrière, il a pris l'habitude de donner environ 10 % de ses revenus à des œuvres charitables ou aux églises baptistes⁶. Mais c'est à la suite de la lecture de l'article « Wealth » d'Andrew Carnegie en 1889 qu'il décide d'aller plus loin⁷, une décision qui aboutira en 1897 à son retrait des affaires afin de se consacrer à la philanthropie. Critiqué de toute part pour ses méthodes brutales et son enrichissement indécent, il va conduire ses activités philanthropiques, qu'il qualifie lui-même « d'industrie de la bienfaisance⁸ » de la même manière que ses affaires pétrolières : de manière rationnelle, productive et avec une ambition mondiale.

L'investissement de Rockefeller dans la philanthropie ne serait pas compréhensible sans faire référence à son mentor Frederick T. Gates (1853-1929). Personnage haut en couleurs, ce pasteur baptiste qu'on a pu qualifier « d'homme d'affaires en soutane⁹ », rencontre Rockefeller à la fin des années 1880 et devient officiellement en 1893 son conseiller en affaires philanthropiques, l'aidant à gérer les multiples demandes de financement qui arrivent sur son bureau, tout en intervenant

¹ Ellen Condliffe-Lagemann, *The Politics of Knowledge : The Carnegie Corporation, Philanthropy and Public Policy*, Middletown, Wesleyan University Press, 1989, p. 17.

² *Id.*, p. 3.

³ Bremner, *op. cit.*, p. 115.

⁴ Robert Lester, *The Corporation, A digest of its financial records, 1911-1936*, Carnegie Corporation of New York, Office of the Secretary, April 1936.

⁵ Hofstadter, *Social Darwinism...*, *op. cit.*, p. 45.

⁶ Collier & Horowitz, *op. cit.*, p. 16.

⁷ *Id.*, p. 48.

⁸ Bremner, *op. cit.*, p. 111.

⁹ E. Richard Brown, *Rockefeller Medicine men, Medicine and Capitalism in America*, University of California Press, 1979, p. 38.

aussi dans la gestion des nombreuses sociétés qui constituent le labyrinthe juridique et financier de la Standard Oil. Gates est un de ceux qui a compris la nécessité de réorganiser les méthodes de la philanthropie afin de faire face aux nouveaux problèmes de la société américaine. À ce titre, il est un des personnages centraux dans l'organisation de l'industrie de la bienfaisance rockefellerienne, mais aussi, plus largement, dans l'émergence de la philanthropie scientifique dont il contribue à définir les méthodes et les champs d'activité. Au début du XX^e siècle, il est président de deux organisations créées par Rockefeller sur lesquelles nous reviendrons plus loin : le Rockefeller Institute for Medical Research (RIMR) et le General Education Board (GEB), et également président de plusieurs corporations créées à la suite de montages financiers réalisés au sein de l'empire Rockefeller.

Jusqu'à la fin des années 1890, Rockefeller a pratiqué une philanthropie individuelle, distribuant une partie de ses fonds personnels à diverses œuvres de son choix et de manière empirique. Suivant l'exemple de Carnegie et les conseils de Gates, il passe à partir de 1901 à une échelle supérieure en créant une galaxie d'organisations spécialement dédiées à des activités précises et dotées d'un capital leur permettant d'organiser leur travail sur une base pluriannuelle. Ce changement, capital, marque la véritable naissance de la philanthropie scientifique. La première organisation est le Rockefeller Institute for Medical Research (1901), consacré à la recherche de laboratoire sur les maladies transmissibles ; vient ensuite le General Education Board (1903), dédié à la restructuration de l'enseignement supérieur dans les *colleges* américains ; puis la Rockefeller Sanitary Commission (1909), qui se consacre à l'éradication de l'ankylostomiase, maladie endémique du Sud des Etats-Unis, par le biais d'une vaste campagne de santé publique. En 1913, est créée la fondation Rockefeller, destinée à organiser l'action philanthropique dans le monde entier. Elle est dotée d'emblée de 100 millions de dollars de capital. En 1918 sera créé également le Laura Spelman Rockefeller Memorial consacré aux activités caritatives à destination des femmes et des enfants, avant de s'orienter vers le soutien aux sciences sociales à partir de 1922 ; enfin, en 1923 est créé l'International Education Board pour développer la recherche scientifique dans le monde. À sa mort en 1937, Rockefeller aura distribué 540 millions de dollars en œuvres philanthropiques diverses¹.

Rockefeller et Carnegie ne sont que les exemples les plus visibles du développement de la philanthropie dans l'Amérique de la fin du XIX^e siècle, elle-même conséquence directe de la croissance des fortunes liée au décollage économique. Au cours des années suivantes, de nombreuses fondations ou œuvres philanthropiques de toutes tailles se créent, témoignant de l'inscription en profondeur de la philanthropie dans la société américaine². Parmi elles, seules quelques-unes appartiennent au monde de la grande philanthropie, mais par l'importance de leurs disponibilités financières, elles vont devenir des actrices importantes de la société américaine. Parmi elles, on peut citer notamment le Milbank Memorial Fund (1905), la Russell Sage Foundation (1907), la Cleveland Foundation (1914), le Julius Rosenwald Fund (1917), le Twentieth Century Fund (1919) ou encore le Commonwealth Fund (1919). On notera que l'exemption fiscale ne constitue pas, au début du XX^e siècle du moins, une motivation majeure pour investir dans la grande philanthropie. En effet, avant 1932, la principale source de revenu de l'Etat fédéral est constituée par les droits de douane, et si le 16^e

¹ Theresa Richardson & Donald Fisher (eds), *The Development of the Social Sciences in the United States and Canada : the Role of Philanthropy*, Stamford, Conn., Ablex Pub, 1999, p. 5.

² Olivier Zunz, cycle de conférences sur la philanthropie américaine, Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales, mai 2005. Voir son livre *Philanthropy in the American Century*, Princeton University Press, à paraître fin 2011.

amendement de 1913 permet au gouvernement de taxer les revenus, il se sert peu de cet outil dans un premier temps. La plupart des américains ne paient pas d'impôt sur le revenu et « c'est seulement avec le vote du Federal Tax Act en 1935 que les individus extrêmement riches auront un réel intérêt financier à créer des organisations philanthropiques exemptées de taxe¹ ».

Les fondations en action

La philanthropie scientifique, terme employé pour la première fois en 1909 par John D. Rockefeller², repose sur trois idées essentielles. La première consiste à chercher les causes des problèmes sociaux par une analyse reposant sur la collecte de données objectives, selon la démarche des sciences expérimentales, pour faciliter le diagnostic et la formulation de solutions efficaces et durables. La seconde réside dans la certitude que la complexité des problèmes du monde contemporain appelle une action globale et non pas limitée à un secteur précis ; c'est dans cette perspective que Carnegie et Rockefeller créeront leurs organisations successives, dont les buts affichés sont volontairement ambitieux : l'objectif de la Carnegie Corporation of New York est de « promouvoir le développement et la diffusion du savoir et de la compréhension entre les peuples des États-Unis et des colonies anglaises³ » ; celui de la Rockefeller d'« améliorer la santé, le bonheur et le bien-être général de la race humaine⁴ », objectif résumé par la formule inscrite dans la charte de création de la fondation et qui lui servira désormais de devise : « le bien-être de l'Humanité à travers le monde⁵ » (*the well-being of mankind throughout the world*). Enfin, la troisième idée directrice de la philanthropie scientifique est relative au fonctionnement des fondations : l'ampleur de leurs objectifs impose une rationalisation de l'action conduite ; les fondations seront donc des structures tout entières tendues vers l'efficacité et la rentabilité des investissements.

En s'appuyant sur ces principes généraux, les grandes fondations vont mettre en œuvre une gamme d'actions diverses à partir de la première décennie du XX^e siècle. Leur premier – et plus important – secteur d'intervention est l'enseignement supérieur. Au milieu du XIX^e siècle, l'université américaine est encore dans les limbes, si l'on excepte quelques établissements anciens tels que Harvard (première université américaine, créée en 1636), Columbia (1784) ou New York University (1831), dont l'organisation est le plus souvent calquée sur le modèle européen, notamment anglais ou allemand. C'est après la guerre de Sécession que les établissements d'enseignement supérieur commencent à s'émanciper de l'exemple européen, notamment en raison des pressions des milieux économiques qui réclament une place accrue pour les sciences et les techniques dans les cursus. Harvard est la première université à se lancer dans le mouvement de réforme, en élisant un chimiste à sa présidence en 1869. Par ailleurs, de nouveaux établissements se créent, essentiellement grâce au financement des magnats de l'industrie : le Massachusetts Institute of Technology (1861), les universités Johns Hopkins (1876), Stanford (1889) et de Chicago (1890), ou encore le California Institute

¹ Sealander, *art. cit.*, p. 225.

² Judith Sealander, *Private Wealth and Public Life : Foundation Philanthropy and the Reshaping of American Social Policy from the Progressive Era to the New Deal*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997, p. 17, note 50.

³ Lester, *op. cit.*, p.1.

⁴ Jerome Greene, Memorandum, octobre 1913, Rockefeller Foundation Archives, Pocantico Hills, États-Unis (ci-après désignées RF), Record Group 3, Series 900, Box 21, Folder 163 (ci-après désignées 3/900/21/163).

⁵ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1913, pp. 7-8.

of Technology (1891). Ces nouveaux établissements accueillent des étudiants en nombre croissant puisqu'ils passent de 53 000 en 1870 à 237 000 en 1900. Jusqu'à la veille de la Première guerre mondiale, l'enseignement supérieur américain sera largement financé par les fonds privés¹, en particulier venant des fondations. La Carnegie et la Rockefeller sont au premier rang d'entre elles, et même si après 1910, le financement public augmente, elles continuent à jouer jusque dans l'entre-deux-guerres un rôle majeur dans le développement des universités, en particulier dans certains secteurs comme celui de la recherche scientifique.

Carnegie s'intéresse dès 1901 au financement de l'enseignement supérieur, et rencontre cette année l'astronome Henry S. Pritchett (1857-1939), alors président du Massachusetts Institute of Technology à la recherche de fonds pour développer son établissement, notamment pour y créer des laboratoires de recherche sur le modèle des universités allemandes. Son projet de réorganisation ayant été refusé par l'établissement, il le quitte en 1905 pour faire carrière dans la philanthropie, devenant président de la nouvelle Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching dont il contribue largement à définir le projet axé autour du développement de la recherche scientifique au sein des universités. Le *Board of Trustees* (conseil d'administration) de la fondation comprend de nombreux universitaires issus des établissements les plus prestigieux (Harvard, Columbia, Stanford ou encore Princeton), parmi lesquels on trouve, entre autres, Woodrow Wilson, alors président de l'université de Princeton. À partir de 1910, sous l'impulsion de Pritchett dont l'ambition est de réorganiser l'ensemble du système universitaire américain, la Carnegie conduit de grandes enquêtes sur l'organisation de certains cursus de formation, en particulier la médecine et le droit, en vue de proposer aux établissements des réformes de structure que la fondation serait prête à financer ; à partir de 1919, elle se consacrera au financement de la recherche scientifique, soutenant l'installation de « centres d'expertise scientifique à l'usage des politiques publiques² », notamment dans le domaine du droit, de l'économie ou des sciences naturelles.

John D. Rockefeller s'intéresse également à l'université. À la fin des années 1880, lorsque le pasteur Gates est chargé par le séminaire de théologie baptiste de Chicago, fondé en 1856, de lever des fonds pour le transformer en université, il prend contact avec Rockefeller et le convainc de donner un million de dollars qui permettent d'ouvrir l'université en 1890. Un autre million suit en 1892, et jusqu'à sa mort, ce sont plus de 35 millions que Rockefeller accordera à l'université qui, richement dotée en équipements et en chercheurs prestigieux, devient rapidement l'une des plus cotées des États-Unis. Par ailleurs, nous avons vu qu'à partir de 1901, Rockefeller crée un ensemble d'organisations ; la deuxième d'entre elles, le General Education Board (GEB), va jouer en particulier un rôle fondamental dans la réforme de l'enseignement de la médecine aux États-Unis. À la fin du XIXe siècle, le niveau de l'enseignement médical américain est, de l'avis unanime, médiocre, obligeant les étudiants qui veulent se donner une formation sérieuse à aller en Europe. Pour remédier à cette situation, l'American Medical Association (AMA) demande en 1908 à la Carnegie Foundation de réaliser un rapport exhaustif sur les écoles de médecine de l'ensemble du pays. Son auteur, Abraham Flexner, visite à cet effet les 155 établissements du pays et, dans son rapport rendu en 1910, formule un constat sans

¹ Jesse B. Sears, *Philanthropy in the History of American Higher Education*, New York, Transaction Publishers, 1990 [1922], xi ; Merle Curti & Roderick Nash, *Philanthropy in the Shaping of American Higher Education*, Rutgers University Press, 1965.

² Condliffe-Lagemann, *The Politics ...*, *op. cit.*, p. 6.

appel : parmi elles, seule une trentaine offre un enseignement de qualité, la plupart des autres devant être, soit fermées, soit réformées.

Après avoir visité les écoles américaines, Flexner se rend en Europe pour compléter son enquête par une étude du système d'enseignement médical des grands pays européens (Allemagne, France, Grande-Bretagne). Le rapport qu'il rend en 1912 à la Carnegie¹ rend encore plus visibles les défauts du système américain à la lumière des exemples européens, en particulier l'exemple allemand qui apparaît à Flexner comme le *nec plus ultra* en matière de formation médicale, notamment parce qu'en Allemagne, les facultés de médecine sont couplées avec des hôpitaux et que les fonctions de soin (l'hôpital), d'enseignement (l'université) et de recherche (les laboratoires) sont groupées en un seul lieu ; par ailleurs, les universitaires allemands doivent se consacrer entièrement à leur activité d'enseignement et de recherche et non pas à la médecine de clientèle. La conséquence logique des rapports Flexner serait un investissement massif dans le domaine de l'enseignement médical universitaire américain. La Carnegie n'étant pas prête à le mettre en œuvre, c'est le General Education Board rockefellerien à la recherche d'un grand projet qui va s'en charger. En 1914, Abraham Flexner en devient membre pour piloter l'opération qui prendra une dizaine d'années au cours desquelles le GEB investira plus de 150 millions de dollars. Flexner, en collaboration avec Gates, conçoit un plan général de réorganisation appuyé sur les principes en vigueur dans l'université allemande. Parmi les rares universités américaines possédant alors une faculté de médecine, celle de Johns Hopkins, construite entre 1889 et 1893, est précisément organisée sur ce modèle². Flexner et Gates vont en faire le lieu pilote de la réforme, lui accordant en 1915 1,5 million de dollars pour agrandir son département de médecine et de santé publique, et engager des médecins-chercheurs à plein-temps (*full-time*), c'est-à-dire dégagés des obligations de pratiquer des consultations privées pour améliorer leur salaire. La nouvelle faculté de médecine ouvre en septembre 1918. Le GEB accorde par la suite d'importantes subventions à d'autres universités (Chicago, Rochester, Cornell, Yale, Columbia, Harvard) qui vont organiser des enseignements de la médecine structurés peu ou prou selon le modèle proposé par Flexner. Au début des années 1930, l'enseignement de la médecine américain aura été totalement transformé³.

Les fondations financent également le développement de la recherche scientifique dans des laboratoires indépendants de l'université. L'exemple du Rockefeller Institute for Medical Research est à cet égard caractéristique. Créé en 1901 sur le modèle des instituts Pasteur de Paris et Koch de Berlin, il a pour directeur Simon Flexner, auparavant professeur à l'université Johns Hopkins, et comporte en 1914 plus de 40 chercheurs permanents recrutés parmi les meilleurs médecins américains mais aussi étrangers. Il s'occupe en particulier de bactériologie et de maladies telles que la méningite cérébro-spinale (contre laquelle Flexner met au point un vaccin qui attire l'attention du monde scientifique sur l'institut), la poliomyélite, ou encore les maladies tropicales telles que la fièvre jaune. Il possède également un important département de physiologie où sont menés des travaux sur les vaisseaux sanguins, en particuliers ceux d'un médecin français engagé en 1906, Alexis Carrel, dont les recherches sont couronnées par le prix Nobel de médecine en 1912. Dès le début des années 1910, l'institut s'est imposé comme un centre international majeur dans le domaine de la recherche médicale.

¹ Abraham Flexner, *Medical Education In Europe, A report to the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*, New York, 1912, v.

² Kenneth M. Ludmerer, *Learning to Heal. The Development of American Medical Education*, New York, Basic Books, 1985, pp. 57-60.

³ Sealander, *art. cit.* p. 231.

La santé publique est une autre préoccupation majeure de la philanthropie au début du XX^e siècle. C'est le cas en particulier de Rockefeller, qui crée en 1909 la Sanitary Commission for the Eradication of Hookworm Disease destinée à promouvoir des pratiques d'hygiène pour éliminer l'ankylostomiase du Sud des États-Unis. Cette commission est dirigée par Wickliffe Rose (1862-1931), autre figure majeure de la première génération des philanthropes Rockefeller, qui, en quelques années, devient l'un des personnages en vue parmi les réformateurs actifs dans le domaine de la santé publique¹. Elle mène notamment une active campagne d'information à bases de tracts mais aussi de réunions d'informations sur les pratiques d'hygiène élémentaire ou encore de consultations médicales. De 1910 à 1915, elle examine dans 12 états du Sud 1,3 million de personnes et soigne 700 000 malades. Cette campagne au succès indéniable témoigne bien de l'ambition du projet philanthropique, puisqu'au-delà de l'objectif immédiat, son but est de promouvoir l'éducation sanitaire sur le long terme. De fait, le travail de la Commission apportera une contribution décisive à la structuration de l'administration locale de la santé publique dans le Sud des États-Unis et à la mise en place d'une législation². Au reste, Rockefeller n'est pas le seul à s'intéresser aux questions de santé publique : c'est aussi le cas, notamment, du Commonwealth Fund, ou encore du Milbank Memorial Fund.

Les conséquences de l'industrialisation sur les conditions de vie dans les grandes villes sont un autre sujet de préoccupation pour la nouvelle philanthropie. C'est en particulier le cas de la fondation Russell Sage, qui, dès sa création en 1907, finance des grandes enquêtes de terrain dont la première, et la plus emblématique, est le *Pittsburgh survey*, réalisé la même année par la Charity Organisation Society (COS) de New York en collaboration avec le groupe de sociologie de Franklin H. Giddins à l'université Columbia, ainsi qu'avec des représentants des *settlement houses*. Cette enquête collective radiographie les conditions de vie des classes populaires de Pittsburgh : nature des logements, localisation des minorités ethniques, aspects sanitaires et bien d'autres questions y sont passés au crible, l'objectif des enquêteurs étant d'attirer l'attention des pouvoirs publics. L'ensemble de l'enquête est publié en 1909 dans le journal *Charities and the Commons*, l'un des principaux organes des milieux de la réforme urbaine, avant de paraître sous forme de livre. L'important écho rencontré par l'enquête conduit la fondation Russell Sage à créer en 1912 un département spécialisé dans les *surveys* qui financera totalement ou partiellement près de 3 000 enquêtes locales jusqu'à la fin des années 1920³ ! Destiné à montrer que les sciences sociales peuvent être un moyen de diagnostiquer les problèmes contemporains et d'inspirer la mise en place de politiques publiques, le *Pittsburgh survey* atteindra partiellement son objectif puisqu'en 1916, la Commission on Industrial Relations mise en place par le gouvernement fédéral mènera sur ce modèle une grande enquête sur les conditions de travail dans l'ensemble du pays.

¹ John Ettlign, *The Germ of Laziness : Rockefeller Philanthropy and Public Health in the New South*, Cambridge, Harvard University Press, 1981 ; Elizabeth Fee & Roy Acheson (eds), *A History of the Education in Public Health*, Oxford, Oxford University Press, 1991.

² Sealander, *op. cit.*, p. 63.

³ Bulmer, Bales & Kish Sklar (eds), *op. cit.*, p. 30.

Au début du XX^e siècle, les quelques grandes fondations qui existent (Carnegie, Rockefeller, Russell Sage notamment) commencent à se faire une place dans la société américaine, en participant activement (quels qu'aient pu être les motifs de cette participation) à la construction de l'Amérique moderne, dans des domaines aussi divers que le travail social (enquêtes de terrain dans les classes populaires), la santé publique (travail de la Sanitary Commission dans le Sud), la médecine (l'enquête Flexner sur l'organisation de l'enseignement médical), l'enseignement supérieur (le travail de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching), ou encore la vie culturelle (le financement de musées ou la construction de bibliothèques par la Carnegie Foundation). À la fois porteuses d'un projet de société inspiré par le darwinisme social, l'individualisme libéral et une certaine forme de conservatisme social, elles sont aussi marquées par une culture positiviste et une volonté de régulation sociale portées par le mouvement réformateur dont certains membres entament des carrières au sein de l'appareil philanthropique. À mi-chemin entre le laisser-faire et la régulation, elles sont des chambres d'échos des débats intellectuels et politiques, mais aussi des catalyseuses des actions concrètes qui accompagnent ces débats, s'imposant comme des actrices importantes de l'ère progressive.

chapitre II

« Pour le bien être de l'humanité » : la mondialisation de la philanthropie

Au moment où les grandes fondations prennent leur place dans le paysage social et politique américain, elles entament également un processus d'internationalisation qui fait d'elles des lieux importants de cristallisation d'un universalisme en voie d'affirmation au même moment dans les élites politiques et économiques américaines, alors que les États-Unis se dotent à partir de l'orée du siècle d'une force de frappe militaire en accord avec la place qu'ils tiennent désormais dans la vie économique internationale. Dès avant 1914, elles sont présentes en Amérique latine, en Asie, et dans une moindre mesure en Europe, par l'action du Carnegie Endowment for International Peace créé en 1910.

leur expansion internationale franchit un cap avec le déclenchement de la Première guerre mondiale. La guerre déclarée à la Serbie le 28 juillet 1914 par l'Autriche-Hongrie, qui va bientôt dégénérer en conflit européen puis mondial, est un moment fondateur dans la mondialisation de la philanthropie américaine¹ et dans la formulation de son projet de société. En effet, la guerre marque l'intervention en masse de multiples organisations philanthropiques dans les pays belligérants, en particulier en France et en Belgique. Cette situation est notamment l'occasion pour la fondation Rockefeller d'étendre à l'Europe une action internationale encore limitée à l'Amérique latine et l'Asie. Son investissement prend d'abord la forme d'une participation à l'action humanitaire, avant de s'élargir à des domaines spécifiques où la fondation va mettre en œuvre les méthodes de la philanthropie scientifique, qui tranchent avec celles des organisations humanitaires. La campagne de lutte contre la tuberculose qu'elle mène en France entre 1917 et 1922 est particulièrement révélatrice : dans un pays où la bonne connaissance de l'étiologie de cette maladie par les scientifiques est contrebalancée par une réelle déficience dans l'organisation de l'action prophylactique de terrain, la Rockefeller donne une impulsion décisive à la coordination de la lutte à l'échelle nationale, à travers un ensemble d'initiatives sous-tendue par un plan général dont l'objectif est de circonscrire la maladie à la fois en amont (par la prévention) et en aval (par le traitement) : enquêtes de terrain destinées à localiser les zones à risques, création d'un réseau national de dispensaires installés dans des endroits choisis, formation de médecins et d'infirmières aux spécificités de la lutte antituberculeuse, ou encore propagande et information auprès de la population utilisant les moyens les plus modernes de communication. À travers cette campagne sanitaire nationale (sans doute la première du genre en France), la fondation Rockefeller contribue à l'invention de la politique de la santé publique en France, en apportant au travail mené avant son arrivée

¹ Emily S. Rosenberg, « Missions to the World : Philanthropy abroad, in Lawrence J. Friedman & Mark D. McGarvie (eds), *Charity, Philanthropy and Civility in American History*, Cambridge, UK ; New York, Cambridge University Press, 2003, p. 249.

par les acteurs locaux ses disponibilités financières, mais aussi la nouveauté de ses méthodes et sa vision de la santé publique à l'échelle nationale.

1. « Les marchands de lumière »

L'universalisme philanthropique

« Marchands de lumière » : c'est cette image que Georges E. Vincent, président de la fondation Rockefeller à partir de 1917, utilise pour qualifier le rôle international des fondations, dans un savant mélange, typiquement américain, d'universalisme philosophique et de mercantilisme¹. Lorsque l'on évoque l'internationalisation de l'action philanthropique, une question vient immédiatement à l'esprit : pourquoi ces organisations, au moins pour les plus importantes d'entre elles, n'ont pas limité leur activité aux États-Unis mais se sont données presque immédiatement des objectifs d'ampleur mondiale ? Pour répondre à cette question, il est important d'inscrire l'action philanthropique dans le processus de construction historique de l'universalisme américain qui s'affirme à la fin du XIXe siècle. Cet universalisme n'est pas, en soi, une nouveauté : il existe avant la création de la grande philanthropie, puisque le discours prônant à ce pays-monde la « Destinée manifeste » (*Manifest destiny*) de porter en lui l'avenir de l'humanité est formulé dès les années 1840 ; mais c'est à partir des années 1890 que les États-Unis possèdent les moyens de leur ambition internationale, et c'est à partir de ce moment que se forge dans les nouvelles élites américaines dont la grande philanthropie est l'émanation, un universalisme fondé sur la certitude que les États-Unis portent en eux l'avenir de l'Humanité. C'est ce que montre bien le processus d'internationalisation de l'activité de la philanthropie Rockefeller à partir des années 1900. Contrairement à ce qui est souvent suggéré, ce processus est concomitant du développement de son activité aux États-Unis, et non pas mis en place dans un second temps. Cette nuance est importante : elle implique que l'action de la fondation ne consiste pas tant à « exporter » à l'étranger un « modèle » préalablement élaboré à l'intérieur de ses frontières, mais bien plutôt à construire ce modèle tout en l'exportant, et à nourrir ses actions américaines de toutes les expériences qu'elle mène en même temps dans d'autres pays, dans un mouvement de circulation à double sens qui n'a guère été mis en valeur jusqu'à présent par des historiens trop souvent enclins à analyser l'américanisation en termes d'exportation unilatérale d'un « modèle » américain naturalisé et réifié.

Dans l'internationalisation du projet rockefellerien, le rôle de Gates est, encore, fondamental. Alors que la philanthropie personnelle de Rockefeller jusqu'à la fin des années 1890 concernait des œuvres strictement locales², le passage à la phase organisationnelle, inaugurée par la création du Rockefeller Institute for Medical Research et du General Education Board, s'accompagne de la formulation d'un projet dont l'ambition est d'emblée internationale. Dès 1905 en effet, Gates a émis l'idée d'élargir les activités au monde entier, internationalisation qu'il considère comme une

¹ George E. Vincent, *La Fondation Rockefeller : rapport de l'œuvre accomplie en 1921* [traduction française], New York, 1922, p. 40-41.

² Kathleen McCarthy, « U.S. Foundations and International Concerns », Kathleen McCarthy (ed), *Philanthropy and Culture. The International Foundation Perspective*, University of Pennsylvania Press, 1984, p. 4.

fin en soi mais aussi comme un moyen de maximiser les profits de la Standard Oil dont il détient et gère lui-même une partie des actifs ; il effectue un parallèle avec l'activité à l'étranger des missionnaires, qui génère des bénéfices commerciaux pour les entreprises américaines : en soignant les maladies endémiques dans des pays qu'on n'appelle pas encore sous-développés, et en y élevant le niveau d'éducation, on contribue à y introduire les cadres de la vie moderne déjà en vigueur dans les pays industrialisés, et donc à ouvrir aux entreprises de nouveaux marchés. C'est dans le cadre de cette vision où la philanthropie et l'utilitarisme sont étroitement imbriqués qu'il faut comprendre la création en mai 1913 de la fondation Rockefeller, dont l'objectif est de faire « le bien-être de l'humanité à travers le monde¹ ». Lors de la première réunion de son *Board of trustees*, Gates expose sa vision de la mission mondiale des États-Unis : apporter les lumières du progrès aux autres peuples, et promouvoir l'organisation rationnelle des sociétés sur le modèle américain². La fondation entend apporter sa pierre à cet objectif à partir de son domaine d'activité alors privilégié : la santé. Gates et les autres *trustees* considèrent celle-ci comme un facteur majeur du bien-être³, et même du bonheur⁴ de l'Humanité. Forte de cette philosophie, la fondation élabore un plan de travail dont la première étape est l'organisation dès l'été 1913 d'une International Health Commission (qui devient International Health Board en 1916⁵), afin « d'étendre les bénéfices de l'expérience américaine⁶ » acquise dans le traitement de l'ankylostomiase à une cinquantaine d'autres pays où la maladie est présente, mais aussi d'appliquer les mêmes méthodes à d'autres maladies (la fondation en dresse une liste qui en comprend 22) comme la malaria ou la fièvre jaune. Entre 1913 et 1950, l'IHB investira 100 millions de dollars dans cette campagne sanitaire mondiale⁷.

Cette vaste entreprise sous-tendue par un volontarisme réformateur doublé de messianisme religieux et d'intérêt économique n'est qu'une des facettes de la montée en puissance des États-Unis sur la scène internationale à partir des années 1890. Le pays étant désormais unifié, la frontière célébrée par Frederick Jackson Turner se déplace désormais au-delà du continent américain, et les publicistes, universitaires, journalistes ou responsables militaires et politiques sont de plus en plus nombreux dans la décennie 1890 à appeler de leurs vœux une expansion hors des limites territoriales pour concrétiser l'idée de la « Destinée manifeste ». Alors que les marines marchande et militaire connaissent une croissance parallèle au cours des années 1890 (la puissance navale américaine passe du 6^e au 3^e rang mondial entre 1889 et 1914), une des idées les plus populaires qui s'impose dans l'opinion publique est celle de la construction en Amérique centrale d'un canal permettant de relier l'Atlantique et le Pacifique pour éviter le contournement long et dangereux du continent américain par le Sud, et concurrencer les états européens sur les marchés asiatiques, en particulier chinois⁸. À l'heure où le scandale financier qui éclate en 1892 en France⁹ sonne le glas des ambitions de Ferdinand de Lesseps de rééditer à Panama l'exploit technique et

¹ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1913, p. 7-8.

² Collier & Horowitz, *op. cit.*, p. 94.

³ Principles and policy of giving, memorandum by Jerome Greene, octobre 1913, RF 3/900/21/163.

⁴ Memorandum on policy of the Rockefeller Foundation with Reference to the Concentration or Extension of its field of « giving », Jerome Greene, 23 mai 1916, RF 3/900/21/163.

⁵ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1922, p. 99.

⁶ Principles and policy of giving, *doc. cit.*

⁷ Emily S. Rosenberg, « Missions to the World : Philanthropy Abroad », Friedman & McGarvie (eds), *op. cit.*, p. 253; John Farley, *To Cast out Disease : A History of the International Health Division of the Rockefeller Foundation*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

⁸ Jean Heffer, *Les États-Unis et le Pacifique. Histoire d'une frontière*, Paris, Albin Michel, 1995.

⁹ Jean-Yves Mollier, *Le scandale de Panama*, Paris, Fayard, 1991.

commercial qu'avaient constitué la construction et l'exploitation du canal de Suez achevé en 1869, il y a là, pour les États-Unis, une formidable opportunité. Ces idées développées notamment par l'Amiral Mahan, sont très écoutées par le Secrétaire à la marine John D. Long. C'est dans cette perspective, où le contrôle de la région des Caraïbes apparaît stratégique, qu'il faut comprendre la montée des tensions opposant les États-Unis à l'Espagne, et le déclenchement de la guerre hispano-américaine de 1898. Après un court affrontement de quelques semaines, l'Espagne perd les derniers vestiges de son empire colonial mis en place trois siècles plus tôt : dans les Caraïbes, elle abandonne Cuba (qui devient formellement indépendante mais passe de fait sous protectorat des États-Unis, qui obtiennent en outre l'établissement d'une base navale à Guantanamo), et cède aux Américains Porto Rico, ainsi que, dans le Pacifique, Guam (la plus importante des îles Mariannes) et les Philippines. À la suite de ce tournant de l'histoire américaine qui voit l'acquisition par les États-Unis de ce qui ressemble fort à un empire colonial, l'assistant du Secrétaire à la marine Theodore Roosevelt, auréolé de la popularité acquise à l'occasion du conflit où il a personnellement combattu, est élu à la présidence du pays en 1900, poste où il demeure jusqu'en 1908. L'expansion internationale des États-Unis sera l'un des fils conducteurs de ses deux mandats¹, dont l'une des traces les plus concrètes est la construction du canal de Panama, entre 1904 et 1914. Dès 1904, Roosevelt a ajouté un « corollaire » à la doctrine Monroe en vigueur dans la diplomatie américaine depuis 1823, en annonçant que les États-Unis se réservent le droit d'intervenir dans les pays d'Amérique centrale et du Sud, s'ils l'estiment nécessaire, pour assurer l'ordre² : une nouvelle orientation de la politique extérieure américaine popularisée sous le nom de politique du « gros bâton » (*big stick*), dont l'une des premières manifestations est la répression d'une insurrection à Cuba en 1906.

C'est dans le cadre de cette expansion géopolitique que les États-Unis organisent à partir du début du siècle des grandes campagnes sanitaires dans les régions passées sous leur contrôle direct ou indirect, que ce soit dans les Caraïbes (Cuba, Panama, Haïti) ou le Pacifique (Hawaï, Philippines, Samoa). La sécurisation sanitaire de ces zones devient une préoccupation pour plusieurs raisons : d'une part, pour éviter la propagation (ou le retour) de maladies sur le territoire américain, notamment dans le Sud où la fièvre jaune a disparu depuis la fin du XIX^e siècle ; d'autre part, pour protéger les intérêts économiques américains de plus en plus importants dans ces régions, et éviter que les flux de marchandises et d'hommes en direction et en provenance des États-Unis ne s'accompagnent d'une dissémination des maladies dans toute la zone ; enfin, pour protéger les populations américaines, civiles et surtout militaires, stationnées dans ces pays ; en 1898, l'intervention à Cuba s'est soldée par plus de 6 400 morts américains, dont moins de 1 000 du fait des opérations militaires, et plus de 5 400 du fait des maladies locales. C'est la raison pour laquelle l'armée américaine occupant Cuba organise dès 1900 une mission scientifique destinée à étudier la fièvre jaune et une campagne sanitaire, dirigée par le général William C. Gorgas, pour l'éradiquer³. Les campagnes sanitaires font donc, dès le début du XX^e siècle, partie intégrante de la politique étrangère américaine, et il est fort probable que l'ouverture du Canal de Panama en 1914, avec les risques de propagation dans la zone Pacifique qu'il comporte, joue un rôle d'accélérateur dans leur développement.

¹ Walter LaFeber, *The Cambridge History of American Foreign Relations, vol. 2 (The American Search of Opportunity, 1865-1913)*, Cambridge, Cambridge University Press, 1993, pp. 183-209.

² Stephen J. Valone (ed.), *Two Centuries of U.S. Foreign Policy. The Documentary Record*, Westport, Conn./London, Praeger, 1995, pp. 41-44.

³ Fee & Porter, *art. cit.*, p. 259.

De Panama à Pékin

L'action menée par l'International Health Commission rockefellerienne à partir de 1913 s'inscrit à l'évidence dans ce processus, et dans tous les pays concernés, elle se déroule en concertation avec les autorités américaines et locales¹. La première campagne a lieu dans les Antilles britanniques, territoires peu étendus permettant de réaliser un test qui sera ensuite reproduit à plus grande échelle en 1915 et 1916 dans d'autres possessions anglaises (Égypte, Malaisie, Ceylan). À partir de 1915, l'IHC envisage d'élargir son action à l'Amérique latine. Le Brésil est le premier pays où est menée une investigation sur l'ankylostomiase entre janvier et mai 1916, qui sera suivie de semblables en Colombie (1920-1929), en Argentine (1923-1927), au Paraguay (1922-1927) et au Venezuela (1927-1928). Dans le domaine de la fièvre jaune, l'IHC devenue International Health Board crée en 1916 une commission dont la présidence est confiée au général Gorgas ; lorsque celui-ci quittera ses fonctions de médecin en chef du service de santé de l'armée américaine en 1918, l'IHB l'engagera pour coordonner sa campagne mondiale, mission qu'il conduira jusqu'à sa mort en 1920². L'IHB entreprend ainsi des opérations en Équateur (1918), au Guatemala (1919), au Pérou (1920-1922), au Mexique (1923) et au Brésil (1923-1940). Cette action est menée en collaboration avec le Rockefeller Institute for Medical Research de New York, qui envoie ses chercheurs sur place dans le but de mieux connaître l'étiologie de la maladie. Dans tous ces pays, l'action de l'IHB ne se limite pas aux soins médicaux : dans la droite ligne de la stratégie adoptée par la Sanitary Commission qui opérait dans le Sud des États-Unis, l'objectif visé est aussi de former des médecins, une gageure dans des pays où les facultés de médecine sont presque inexistantes et où l'enseignement secondaire, et parfois primaire, est lui-même très peu développé³. Dès 1913, un objectif majeur du « travail missionnaire à l'échelle mondiale⁴ » que s'assigne la fondation Rockefeller, est de soutenir la création de facultés de médecine dans des pays-clés, destinées ensuite à rayonner sur l'ensemble d'un pays, voire d'un continent, en attirant les étudiants de haut niveau destinés à devenir des « leaders⁵ » dans leur profession. Pour réaliser ce projet, la méthode utilisée est toujours la même quel que soit le pays : la fondation réalise préalablement à toute action une grande enquête de terrain (*survey*) pour acquérir « une connaissance approfondie de l'ensemble de la situation du pays du point de vue social, éducatif et économique⁶ ». Dès la première phase d'internationalisation, le *survey* constitue ainsi une marque de fabrique de la Rockefeller, qui applique à l'international un outil de travail issu en droite ligne des pratiques des mouvements réformateurs américains. Elle l'utilisera abondamment jusqu'à la fin des années 1920.

Outre l'Amérique latine, John D. Rockefeller s'intéresse également dès 1906, sur les conseils de Gates, à la Chine. L'action de la fondation va ici, encore plus qu'en Amérique latine, revêtir un caractère missionnaire. Il est d'ailleurs significatif qu'elle se greffe précisément sur les actions réalisées antérieurement par des médecins missionnaires américains, qui, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, sont partis en Asie pour guérir et convertir les populations. En 1908 est réalisée par un professeur de l'université de Chicago une enquête sur le système éducatif chinois, financée sur les

¹ Marcos Cueto (ed.), *Missionaries of Sciences : The Rockefeller Foundation and Latin America*, Bloomington, Indiana University Press, 1994, p. 2.

² Georges E. Vincent, *Rapport sur l'activité de la fondation Rockefeller pour l'année 1920* (traduction française), New York, 1921, pp. 27 sq.

³ Surveys of foreign countries, by Jerome Greene, Trustees' meeting, 24 mai 1916, RF 3/900/21/164.

⁴ Principles and policy of giving, *doc. cit.*

⁵ *Id.*

⁶ Surveys of foreign countries, *doc. cit.*

fonds personnels de John D. Rockefeller¹ ; puis en 1914 est créé au sein de la fondation Rockefeller le China Medical Board, dont la direction est confiée à Roger Greene, ancien Consul général américain en Chine et, détail révélateur, fils d'un missionnaire ayant exercé son ministère au Japon. Après avoir organisé deux autres enquêtes de terrain (en 1914 et en 1915), la fondation établit un programme de développement de l'enseignement médical chinois, qui se concrétise d'abord par une aide à des hôpitaux créés par des missionnaires, puis par la création d'une faculté de médecine destinée à former une élite de praticiens supposés permettre la pénétration en Chine de la médecine scientifique occidentale et la modernisation de la médecine locale, jugée conservatrice et proche du charlatanisme par George E. Vincent². L'objectif est de créer un lieu formant des médecins de haut niveau qui enseigneront à leur tour dans les écoles de médecine de moindre envergure existant dans le pays, contribuant par effet de boule de neige à la modernisation de l'enseignement médical chinois dans son ensemble. L'organisation du Peking Union Medical College, inauguré en septembre 1921, est calquée sur celle de la faculté de médecine de l'université Johns Hopkins, dont l'ancien doyen William Welch est également membre du conseil d'administration du China Medical Board. Elle témoigne bien de la ferveur missionnaire de la philanthropie Rockefeller des débuts, indifférente aux spécificités locales le plus souvent assimilées à des survivances obscurantistes destinées à être balayées par une modernisation volontariste. Plus tard, la fondation tentera d'appliquer la stratégie chinoise dans les autres pays de la zone Asie, en installant des facultés de médecine à Hong Kong, Singapour et Bangkok³.

À la lumière des actions entreprises au cours de ses premières années d'existence, la stratégie scientifique de la Rockefeller peut donc se résumer ainsi : moderniser la médecine mondiale en installant dans des lieux-clés des centres de formations qui, par leur rayonnement régional, permettront de diffuser par capillarité les méthodes de la médecine occidentale. C'est à travers l'action en Chine que ce projet apparaît le plus clairement, en raison notamment de l'expression sans retenue de la certitude de la supériorité du modèle occidental dans les jugements des hommes de la Rockefeller sur la médecine chinoise⁴. En Chine comme en Amérique Latine, et bientôt en Europe (notamment en France, comme nous le verrons plus loin), l'objectif majeur de la fondation est d'instaurer le système des médecins-chercheurs attachés à pleintemps à une université et dégagés des obligations de la pratique privée : la mise en place de ce *full-time system*, dont l'université allemande offre alors l'exemple le plus achevé, constituera l'horizon du travail de la fondation en matière de médecine tout au long des années 1910 et 1920, et les actions menées par la fondation en faveur de l'établissement de ce système se dérouleront de manière concomitante aux États-Unis et dans le reste du monde, les expériences menées dans les différents pays se nourrissant mutuellement.

Dès la première décennie du siècle, la philanthropie américaine a également pris pied en Europe, par l'intermédiaire du Carnegie Endowment for International Peace, qui a créé en 1911 un Centre Européen localisé à Paris, dont l'objectif est de fédérer les mouvements pacifistes européens en vue d'empêcher l'éclatement d'un conflit. Si la fondation américaine réussit à établir de nombreux contacts parmi les réseaux locaux,

¹ Mary Brown Bullock, *An American Transplant : The Rockefeller Foundation and Peking Union Medical College*, Berkeley, University of California Press, 1980, p. 31 sq.

² George E. Vincent, *Rapport sur l'activité de la fondation Rockefeller pour l'année 1921* (traduction française), New York, 1921, p. 23 sq.

³ Emily S. Rosenberg, *art. cit.*, p. 254.

⁴ E. Richard Brown, « Exporting Medical Education : Professionalism, Modernization and Imperialism », *Social Sciences and Medicine*, vol. 13A, 1979, pp. 585-595.

son action n'est cependant guère couronnée de succès : non seulement la montée des tensions internationales, qui atteint rapidement un point de non retour, rend largement inefficaces les actions menées en faveur de la paix ; mais surtout, la greffe prend mal entre les Américains et leurs homologues européens, et les méthodes expéditives et autoritaires de la direction new-yorkaise du Carnegie Endowment aboutissent à affaiblir les mouvements pacifistes locaux plutôt qu'à les renforcer. Malgré ce relatif échec, le Carnegie Endowment a toutefois lancé un processus de contacts entre la philanthropie américaine et les élites européennes, particulièrement françaises, qui va être développé au cours des décennies suivantes par les fondations Rockefeller puis Ford¹.

2. La philanthropie dans la Première Guerre mondiale

L'engagement militaire et humanitaire des États-Unis

Lorsque la Première guerre mondiale éclate en Europe, les États-Unis font immédiatement connaître leur refus de s'y impliquer : dès le 4 août 1914, le président Woodrow Wilson a déclaré la neutralité américaine, notamment parce qu'il redoute que la cohésion du peuple américain ne soit menacée par les nationalismes : il y a alors 6,4 millions d'Américains d'origine allemande, 3,4 millions d'Irlandais (en majorité hostiles à la Grande-Bretagne), 2,5 millions d'Austro-Hongrois, 2 millions d'Anglais et 2 millions d'Italiens. Mais la neutralité totale s'avère rapidement difficile à tenir, car Wilson est personnellement favorable aux pays de la Triple Entente (France, Grande-Bretagne, Russie) et les États-Unis leur accordent des prêts pour l'achat de marchandises et de matériel militaire. Pour contrecarrer à la fois ce commerce et le blocus continental établi par la marine anglaise afin d'asphyxier économiquement les empires centraux, l'Allemagne déclare la guerre sous-marine à partir de février 1915. C'est dans ce contexte qu'intervient le 9 mai le torpillage du navire anglais *Lusitania* au cours duquel périssent plusieurs passagers américains. À partir de ce moment, l'opinion publique américaine, d'abord hostile à l'engagement, amorce un retournement achevé en janvier 1917, lorsque l'Allemagne déclare la guerre sous-marine à outrance : désormais, tous les bateaux, militaires ou civils, se trouvant dans la zone des hostilités, seront coulés par les sous-marins allemands. En avril, les États-Unis déclarent la guerre à l'Allemagne, et deux mois plus tard, le premier contingent de soldats débarque sur le sol français. Dans la dernière année du conflit, l'Amérique apportera une contribution décisive à l'effort de guerre allié, à la fois du point de vue économique (production de matériel), financière (9,5 milliards de dollars de prêts entre avril 1917 et novembre 1918), et humain (2 millions de soldats américains présents en France en novembre 1918, soit 30 % des effectifs alliés).

L'intervention des organisations humanitaires et philanthropiques (la frontière est alors floue entre les deux) est l'autre facette, moins connue, de l'engagement américain dans la guerre. Elle prend sa source dans l'augmentation considérable des dons aux œuvres de secours de guerre par la population américaine à partir de 1914, et se traduit par l'intervention de quelques grandes organisations dès 1914, dont les principales sont la Croix Rouge américaine, la fondation Rockefeller, les Filles de la

¹ Ludovic Tournès, « La Dotation Carnegie pour la paix internationale et l'invention de la diplomatie philanthropique », in Ludovic Tournès (dir.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010, p. 23-42.

Révolution Américaine, l'Eglise de la Science Chrétienne et l'Armée du Salut. À côté de ces organisations structurées, plusieurs commissions sont créées pour gérer l'afflux des dons : les initiatives de toutes tailles se comptent par centaines, depuis la collecte réalisée par le professeur d'une école jusqu'au comité organisé à l'échelle d'une ville ou d'un Etat¹. Dès novembre 1914 est ainsi créée, avec l'approbation des gouvernements français et américain, l'American Clearing House, dont l'objectif est d'organiser le transport vers la France des vêtements et de la nourriture destinées aux populations civiles. Pour centraliser les dons, on monte quelques semaines plus tard la War Relief Clearing House for France and her Allies ; enfin en juillet 1915 est créé le National Allied Relief Committee pour déterminer les besoins des populations civiles. Par ailleurs, une autre initiative est lancée en octobre 1914 par Herbert Hoover : la Commission for Relief in Belgium, mise sur pied à la suite des exactions allemandes en Belgique et dans le Nord de la France, et qui recueille rapidement des sommes importantes à la suite d'une grande campagne de presse. Organisation neutre, elle peut pénétrer dans les territoires occupés par l'Allemagne pour apporter de la nourriture aux populations. Financée en grande majorité par les gouvernements français, anglais, belge et américain, elle met aussi sur pied une centaine de comités dans différents pays pour recueillir des dons privés qui atteindront 52 millions de dollars (soit 6 % du total des fonds de la Commission), dont 34 millions collectés aux États-Unis². À toutes ces organisations s'ajouteront d'autres encore à partir de l'entrée en guerre des États-Unis, telles que le Comité Américain des Régions Dévastées (CARD) créé par Ann Morgan et Murray Dike en 1917 pour organiser l'action humanitaire dans le Nord de la France³.

L'activité de toutes ces organisations témoigne de l'émergence au cours de la Première guerre mondiale de l'action humanitaire moderne. Premièrement parce qu'elles agissent souvent en coordination, même si problèmes techniques et rivalités ne sont pas rares. Deuxièmement, parce qu'elles pratiquent la division du travail : certaines lèvent des fonds, d'autres transportent les denrées ; et sur le front, elles se spécialisent également : certaines s'occupent des mutilés, d'autres des aveugles (Committee for Men Blinded in Battle), d'autres de populations en particulier (American fund for French wounded), d'autres encore des orphelins (Guthrie Society, Fatherless children of France), d'autres enfin d'une action très précise, comme le National Surgical Dressings, qui envoie 18 millions de pansements chirurgicaux en Europe entre 1914 et 1916 ; la fondation Rockefeller, elle, s'occupera de la lutte antituberculeuse. Enfin, la troisième caractéristique de cette entrée de l'humanitaire dans la modernité est l'utilisation systématique des méthodes de communication⁴.

La Croix Rouge américaine

La Croix Rouge internationale est la principale organisation impliquée dans le secours de guerre. Créée en Suisse dans les années 1850, sa branche américaine est

¹ Merle Eugene Curti, *American Philanthropy abroad. A History*, New Brunswick, Transaction Books, 1988 [1963], p. 233-234.

² Georges I. Gay, *The commission for Relief in Belgium, Statistical Review of Relief Operations (november, 1, 1914 to August, 31, 1919)*, Stanford University Press, 1925.

³ Evelyne Diebolt, « La philanthropie féminine américaine face à la guerre. L'exemple du CARD », in *Des Américaines en Picardie, Au service de la France dévastée 1917-1924*, éd. L'Historial de la Grande Guerre - Conseil général de la Somme, Péronne, 2002, p. 24-43.

⁴ Kevin Rozario, « Delicious Horrors » : mass culture, The Red Cross and the Appeal of Modern American Humanitarianism », *American Quarterly*, september 2003, p. 417-455.

organisée en 1881. Après la guerre hispano-américaine de 1898, cette organisation privée est missionnée par le gouvernement américain pour coordonner l'action sanitaire à Cuba, entamant un partenariat avec l'État fédéral qui s'approfondit en 1905 lorsqu'elle devient une agence semi-publique sous l'autorité directe du Congrès et du Département de la guerre, bien que l'essentiel de son financement dépende des contributions privées. En 1914, Wilson la charge de coordonner l'action humanitaire en Europe ; elle abandonne alors toute velléité de neutralité et devient un auxiliaire de la politique étrangère américaine. Pour assumer ce nouveau rôle, elle fait entrer financiers et industriels dans son *Board of Trustees* afin de se donner la possibilité de lever des fonds en grande quantité ; mais elle met également sur pied une organisation en départements spécialisés (affaires civiles, affaires militaires, département des enfants, service de propagande, etc.) qui témoigne du franchissement d'un cap dans la professionnalisation de l'action humanitaire tout autant que dans son lien de plus en plus organique avec la diplomatie. Pendant la période 1914-1918, l'organisation grossit démesurément : ses disponibilités financières passent de 200 000 dollars à 400 millions¹ !

Dès septembre 1914, elle envoie des médecins et des infirmières s'occuper des blessés. L'année suivante, elle met sur pied 75 hôpitaux de campagne en Grande-Bretagne, France, Belgique, Russie, Allemagne, Autriche-Hongrie et Serbie. Elle ajoute à ces activités quelques programmes spécifiques comme la lutte contre la tuberculose, qu'elle met en place en France à partir de septembre 1917. Enfin, elle se préoccupe d'hygiène infantile à travers deux types d'actions. Des actions de propagande d'abord, notamment avec la publication de brochures ou l'organisation d'expositions comme celle qui a lieu à Lyon en avril 1918 et dont le « clou » est une plate-forme vitrée au centre de laquelle des infirmières américaines baignent et soignent des enfants sous les yeux du public ; elle attire 173 000 visiteurs en 3 semaines, soit 25 % de la population lyonnaise², et sera reconduite sous une forme similaire à Saint-Étienne, Marseille, Toulouse et probablement Paris. La deuxième direction de travail consiste à former des infirmières visiteuses de l'enfance³, et se concrétise par l'organisation de sessions de cours. À la fin de la guerre, la Croix Rouge, désireuse de laisser une trace de son action, propose de financer « un centre d'hygiène infantile qui représenterait le don des enfants d'Amérique aux enfants de France, et qui serait utilisé comme un centre modèle d'hygiène⁴ ». L'idée prend rapidement forme et dès novembre 1918, un projet d'institut de puériculture « placé sous la direction scientifique de la faculté de médecine de Paris⁵ » est soumis au doyen de ladite faculté⁶. La Croix Rouge accorde alors un million de dollars à condition que les autorités de la faculté de médecine en trouvent autant de leur côté, ce qui sera fait, notamment auprès du banquier Edmond de Rothschild et des industriels Émile et Henri Deutsch de la Meurthe⁷. Le tout aboutit au printemps 1919 à la création d'un comité franco-américain destiné à piloter la nouvelle École de

¹ Curti, *op. cit.*, p. 220 et 240. Rozario (*art. cit.*, p. 433, note 64) donne le même chiffre.

² Yvonne Knibiehler (dir.), *Cornettes et blouses blanches, les infirmières dans la société française, 1880-1980*, Paris, Hachette, 1984, p. 144.

³ Catherine Rollet, « De la ligue contre la mortalité infantile au comité national de l'enfance : un siècle de promotion de l'enfance en France », *Histoire et sociétés*, 15, 3^e trimestre 2005, pp. 16-30.

⁴ Lettre de la Croix Rouge américaine (non signée) au Docteur Roger, Doyen de la faculté de médecine, 1^{er} janvier 1919, Archives nationales (ci-après désignées AN) AJ 16 6559.

⁵ Conseil de faculté, 6 juin 1919, AN AJ16 6559.

⁶ Projet d'établissement de puériculture dirigé par l'université de Paris, 6 novembre 1918, AN AJ16 6559.

⁷ Henri Roger, *Entre deux siècles, souvenirs d'un vieux biologiste ou la médecine française sous la III^e République*, Paris, L'Expansion scientifique française, 1947, p. 210.

puériculture de la faculté de médecine de Paris, qui commence à fonctionner la même année, et existe encore aujourd'hui.

La fondation Rockefeller

La fondation Rockefeller n'est donc que l'une des multiples organisations qui interviennent en Europe, et en France en particulier, au cours du conflit. Mais elle va rapidement jouer un rôle important, qu'il faut avoir garde de ne pas surévaluer non plus. George E. Vincent, le président de la fondation, donne lui-même la mesure de la modestie de ses moyens par rapport à l'ampleur des ressources nécessitées par le secours de guerre : lorsqu'en 1917, il fait un premier bilan de l'activité de son organisation en la matière, il note que les revenus de la fondation payeraient les dépenses courantes du gouvernement américain pendant 7 heures et celles de la Croix Rouge américaine pendant 17 jours ; et si toute sa capitalisation boursière était utilisée, elle subviendrait aux besoins du gouvernement pendant 5 jours et à ceux de la Croix Rouge pendant 10 mois¹.

L'implication de la fondation dans l'action humanitaire constitue, à bien des égards, une opération de relations publiques destinée à corriger l'image négative attachée alors au nom de Rockefeller, symbole par excellence du capitalisme sauvage. Le premier geste du magnat du pétrole est de donner un million de dollars à la Commission for the Relief in Belgium sur les 52 millions de dons d'origine privée que celle-ci a récoltés aux États-Unis. De son côté, la fondation donne 10 000 dollars à la Croix Rouge américaine pour financer l'envoi de médecins et d'infirmières en Europe. Mais elle ne se limite pas à l'octroi de fonds : dès novembre 1914, elle mène pour son propre compte un *survey* en Europe afin de déterminer les possibilités d'une action autonome, et crée un mois plus tard sa propre War Relief Commission, qui établit ses quartiers en Suisse, à Berne. Ses premières actions consistent à fournir de la nourriture et des vêtements, mais aussi à mener une campagne contre le typhus en Serbie en 1915, en collaboration avec la Croix Rouge américaine et sous la direction d'un professeur de médecine de l'université de Harvard. De 1914 à 1918, elle mènera également des actions en Belgique, dans le Nord de la France, en Turquie, en Pologne, en Arménie et en Syrie, en collaboration avec la Croix Rouge américaine mais aussi les Young Men Christian Association (YMCA). Dans la droite ligne de la philosophie de la philanthropie scientifique, elle préfère substituer à la distribution de vêtements aux populations la fourniture de matériel de couture et la mise en place d'ateliers permettant aux populations installées dans les camps de réfugiés de fabriquer elles-mêmes leurs vêtements. Enfin, elle commence à s'orienter dans une direction différente de l'action humanitaire « classique », en organisant l'installation en Grande-Bretagne de scientifiques belges chassés par l'avance allemande, et en leur donnant les moyens de poursuivre leurs recherches dans des laboratoires anglais².

Elle poursuit dans cette voie en jouant un rôle majeur dans l'organisation de l'hôpital de campagne du Rond Royal dirigé par Alexis Carrel, qui apparaît comme la première concrétisation sur le terrain européen de la méthode de la philanthropie

¹ The Rockefeller Foundation, *A review of its war work, public health activities and medical education projects in the year 1917*, New York, 1918.

² War relief work from the Rockefeller Foundation *Annual Reports*, 1914, RF RG 1.1, Series 100, Box 56, folder 560 (ci-après RF 1/100/56/560).

scientifique. Après son doctorat de médecine soutenu en 1900¹, Carrel (1873-1944) a échoué deux fois au concours de chirurgien des hôpitaux de Lyon avant de partir au Canada puis aux États-Unis, où, on l'a vu, il est engagé en 1906 au Rockefeller Institute for Medical Research dans le cadre duquel il mène ses travaux sur la suture des vaisseaux et les transplantations d'organes qui lui valent le prix Nobel de médecine et de physiologie en 1912. Lors du déclenchement de la guerre, il revient en France et Justin Godart, Sous-Secrétaire d'État à la guerre chargé de la santé militaire, lui demande d'organiser un hôpital expérimental pour tester de nouvelles méthodes de soin, notamment s'agissant du traitement des plaies infectées. Ce sera l'hôpital du Rond Royal, installé à Compiègne. Carrel a compris, et Godart avec lui, que l'un des défis essentiels de la médecine de guerre résidait dans le soin à grande échelle, et que la recherche de laboratoire en était un adjuvant essentiel. Dès août 1914, la fondation Rockefeller a débloqué des crédits pour permettre l'installation de laboratoires de chimie et de bactériologie dans l'hôpital² qui commence à fonctionner en avril 1915. Aidé d'une équipe comprenant chimistes, bactériologistes, chirurgiens, médecins et infirmières, Carrel expérimente, avec le chimiste anglais Henry Dakin qu'il a fait venir en France, une nouvelle méthode consistant à appliquer un antiseptique sur les plaies pour les désinfecter avant de les refermer. Cette méthode, dite rapidement « Carrel-Dakin », qui permet de soigner plus rapidement les soldats, s'impose dès 1916, auprès des autorités militaires et des médecins, de sorte que jusqu'à la fin de la guerre, l'hôpital formera des médecins et des infirmières qui appliqueront ensuite la nouvelle pratique dans d'autres hôpitaux de campagne.

En janvier 1917, Carrel repart aux États-Unis, pour organiser un autre hôpital de démonstration destiné à former les chirurgiens militaires américains à la méthode Carrel-Dakin avant leur départ pour l'Europe³. L'hôpital est installé sur le site du Rockefeller Institute for Medical Research avec le financement de la fondation et commence à fonctionner à l'été 1917. En novembre, lorsque Carrel revient en France, il est remplacé à la direction de l'hôpital par deux autres médecins français⁴, qui vont poursuivre l'instruction de leurs collègues américains. Jusqu'au printemps 1919, ils formeront 1450 médecins, chimistes et infirmières de l'armée américaine. En janvier de cette année, Carrel est reparti aux États-Unis pour reprendre ses travaux au Rockefeller Institute for Medical Research, où il restera jusqu'à sa retraite.

Dans l'intervalle, l'entrée en guerre des États-Unis au printemps 1917 a marqué fin du travail de la War Relief Commission de la Rockefeller en Europe : considérant que son travail proprement humanitaire faisait double emploi avec celui de la Croix Rouge américaine, la fondation a décidé de donner à celle-ci cinq millions de dollars pour poursuivre ses activités et se désengage définitivement de l'action humanitaire proprement dite. Au total, c'est plus de 22 millions de dollars qu'elle aura dépensés en Europe entre 1914 et 1919⁵.

¹ Alain Drouard, *Alexis Carrel (1873-1944) : De la mémoire à l'histoire*, Paris, l'Harmattan, 1995, p. 49 sq.

² War relief work from the Rockefeller Foundation *Annual Reports*, 1915, RF 1.1/100/56/560.

³ War relief work from the Rockefeller Foundation *Annual Reports*, 1917, RF 1.1/100/56/560.

⁴ Rapport de mission du médecin major de 2^e classe G. Dehelly à M. André Tardieu, Haut commissaire de la République française aux États-Unis, juin 1919, AN AJ 16 8344.

⁵ War relief work from the Rockefeller Foundation *Annual Reports*, 1918, RF 1.1/100/56/560.

3. La fondation Rockefeller et la lutte antituberculeuse

Toutefois, la fondation ne se désengage pas du terrain européen, loin s'en faut, puisqu'à l'été 1917, elle entreprend une action de grande ampleur contre la tuberculose en France, que l'on peut considérer comme la première campagne nationale de santé publique entreprise dans ce pays. S'appuyant largement sur les acteurs locaux qu'elle contribue à mobiliser, la fondation joue un rôle d'impulsion majeur en apportant un financement important, des cadres techniques, une méthode de travail et une vision du problème à l'échelle de l'ensemble du pays.

La tuberculose en France et aux États-Unis

Depuis la fin du XIXe siècle, les États-Unis ont commencé à expérimenter une politique de santé publique à grande échelle dans leurs vastes agglomérations à la croissance rapide. La tuberculose fait partie des maladies particulièrement surveillées. Dès 1889 à New York, le docteur Hermann M. Biggs (1859-1923) a élaboré un plan pour l'éradiquer : inspection du bétail dans les abattoirs, éducation sanitaire de la population et désinfection des lieux touchés par la maladie font partie des principales mesures préconisées ; elles sont reprises dans le code de santé publique de la ville élaboré en 1893. Biggs est l'un de ces médecins réformateurs typiques de l'ère progressiste que l'on a évoqué dans le premier chapitre : après son doctorat obtenu en 1883, il a exercé au Bellevue Hospital de New York avant de diriger un laboratoire bactériologique puis de devenir directeur du Département d'hygiène de la ville de New York en 1901. Depuis les années 1890 jusqu'au début des années 1920, il est aux avant-postes de la lutte antituberculeuse à New York¹. Mais le mouvement s'étend bientôt à l'ensemble du pays, avec la création des grandes associations de lutte (National Tuberculosis Association, 1904). En 1907 a lieu la première campagne à grande échelle de vente du timbre antituberculeux, sur l'exemple du Danemark où l'utilisation de ce moyen de sensibilisation simple a été expérimentée dès 1904. En 1908, la tenue aux États-Unis du VIIe congrès international de la tuberculose marque la reconnaissance des avancées réalisées par ce pays dans le domaine de la lutte contre la maladie. À partir des années 1910, les fondations philanthropiques vont apporter leur pierre à cette entreprise.

En France, si les initiatives en matière sanitaire sont nombreuses au niveau municipal, la politique de santé publique à l'échelle du pays est encore embryonnaire. La première grande loi a été votée le 15 février 1902 : elle met en place les cadres d'une administration sanitaire en stipulant notamment que toute commune doit établir un bureau municipal d'hygiène (certaines l'avaient déjà fait dès les années 1870), en établissant une liste de maladies dont la déclaration est obligatoire, en rendant la vaccination de certaines maladies obligatoire également, et en obligeant les municipalités à désinfecter les lieux insalubres. Moment fondateur dans l'histoire de la santé publique en France, « elle établit des règles d'hygiène uniformes pour l'ensemble du pays² ».

La tuberculose est alors l'un des plus graves problèmes de santé publique auquel le pays est confronté : elle provoque de 100 000 à 200 000 morts par an, faisant de l'Hexagone l'un des pays industrialisés les plus touchés : Paris compte en 1894 41 morts pour 10 000 habitants, contre 17 à Londres, 22 à Berlin et 24 à New York, où des

¹ Hermann Biggs, *Preventive medicine in the City of New York*, New York, 1897.

² Janet Horne, *Le Musée social. Aux origines de l'Etat-providence*, Paris, Belin, 2004 (traduit de l'américain), p. 281.

politiques efficaces de lutte contre la maladie ont été mises en place¹. L'une des spécificités françaises est le tabou social qui entoure la maladie : dans la loi de santé publique de 1902, la déclaration de celle-ci n'est que facultative², alors qu'elle a été rendue obligatoire en Allemagne, aux États-Unis et au Danemark en 1897. En 1903, l'Académie de médecine se prononce contre la déclaration obligatoire, au motif que la levée du secret médical risque d'entraîner l'ostracisme des malades. C'est seulement en 1913 qu'elle se déclarera à une courte majorité favorable à une telle déclaration. Mais dans les faits, la systématisation de celle-ci n'interviendra pas avant la décennie qui suit la deuxième guerre mondiale.

Plusieurs causes sont à prendre en compte pour expliquer ce blocage. La première est un certain conservatisme d'une partie des médecins qui voient d'un mauvais œil l'immixtion des pouvoirs publics dans les questions de santé et la concurrence qu'ils risquent d'instaurer avec la pratique privée, écornant par là même le prestige social d'une profession attachée à son monopole des savoirs sur le corps. Mais ce n'est pas la seule raison. Il faut aussi faire intervenir le fait que les théories contagionnistes n'ont pas encore pénétré dans les profondeurs de la profession médicale : bien des médecins restent au début du siècle attachés aux thèses héréditaristes, et si les travaux de Pasteur font faire des progrès décisifs à la bactériologie à partir des années 1880, leur influence en France semble moins forte dans l'immédiat que dans d'autres pays tels que l'Allemagne ou les États-Unis. On ajoutera que les avancées importantes dans la connaissance de la tuberculose ont été réalisées par l'allemand Koch, et par conséquent frappées du sceau de l'indignité en raison du contentieux franco-allemand consécutif à la défaite de 1870. Enfin, plus largement, le tabou autour de la tuberculose est un problème culturel qui entoure la publicisation de la maladie en pays catholique, que l'on retrouve au même moment avec le cancer, et que l'on constatera aussi, bien plus tard, avec le SIDA.

Pourtant, dès la fin du XIXe siècle, les initiatives ont été nombreuses : en 1891, l'homme politique Léon Bourgeois a créé la Ligue Nationale contre la Tuberculose qui préconise la mise en place d'une politique de lutte ambitieuse, et notamment la création de dispensaires spécialisés dont le premier est créé à Lille en 1901 par le docteur Albert Calmette, suivi d'autres à Paris et à Lyon. Mais c'est la Première guerre mondiale qui marque la véritable prise de conscience de la gravité de la situation et la mise en place d'une politique nationale. La mobilisation, et l'examen des conscrits qui l'accompagne, révèlent au grand jour l'ampleur de la maladie : sur 8,7 millions de mobilisés entre 1914 et 1919, le service de santé militaire recensera 500 000 cas suspects ; dans les premiers mois du conflit, 65 000 appelés sont réformés³. En avril 1916, Léon Bourgeois fait adopter la loi incitant chaque département à se doter d'au moins un dispensaire destiné à recenser les malades ; elle sera complétée par la loi Honnorat du 7 septembre 1919 qui crée les sanatoriums, où seront réalisés les soins. Ces deux textes constituent le fondement juridique indispensable à la mise en place d'une lutte à l'échelle nationale. La fondation Rockefeller va se greffer dessus et lui donner l'impulsion déterminante en apportant son argent, son savoir-faire et ses techniques nouvelles.

¹ Lion Murard & Patrick Zylberman, *L'hygiène dans la République : la santé publique en France ou l'utopie contrariée, 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996, p. 482-484.

² Pierre Guillaume, *Du désespoir au salut : les tuberculeux aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Aubier, 1986, p. 174.

³ Murard & Zylberman, *op. cit.*, p. 546.

Les méthodes de la philanthropie scientifique

L'intervention de la Rockefeller est en grande partie liée à l'entrée en guerre des États-Unis. La campagne militaire américaine à Cuba en 1898 avait montré combien les questions sanitaires étaient importantes dans un conflit. Dès mars 1916, la romancière Edith Wharton, elle-même engagée dans l'action humanitaire en Europe (elle créera septembre la Société des Tuberculeux de la Guerre¹), suggère à la fondation d'organiser une action antituberculeuse². À l'été, la fondation envoie un professeur de l'université de Harvard évaluer la situation : il visite hôpitaux et dispensaires existants, et rencontre de nombreuses personnalités parmi lesquelles Edith Wharton et Ann Morgan, mais aussi des acteurs français tels que les docteurs Maurice Letulle et Alexis Carrel, ainsi que Justin Godart ou l'ex-Ministre de la guerre Alexandre Millerand. Lorsqu'il remet son rapport quelques semaines plus tard, il y préconise la création d'une commission qui commencerait ses travaux en France avant de les élargir à d'autres pays³. Sa proposition est adoptée par la fondation et au mois de décembre, Hermann Biggs, pressenti pour diriger la commission, rencontre l'ambassadeur de France à Washington pour obtenir le feu vert du gouvernement français. Il s'embarque pour la France le mois suivant et y mène jusqu'en mars sa propre enquête, visitant des installations et rencontrant médecins, responsables politiques et animateurs des organisations philanthropes locales tels que l'industriel lyonnais Joseph Gillet⁴.

Cette mission est rapidement suivie d'une autre enquête sur la situation sanitaire française menée par le Département d'État, qui rend des conclusions alarmantes dont la presse américaine se fait l'écho : en juillet 1917, un article du *Chicago Tribune* s'étonnera que le pays de Pasteur soit incapable d'éradiquer la tuberculose, notant que si « la science règne dans les laboratoires, les écoles [et] les hôpitaux, elle ne s'est jamais popularisée⁵ ». Le jugement de Biggs n'est pas moins sévère : pour lui, « la France possède en fait de santé publique une loi fort inefficace, une administration et une organisation sérieusement déficientes. Jamais les autorités n'ont officiellement entrepris de connaître la tuberculose⁶ ». Le reproche ne porte pas sur la connaissance scientifique de la maladie, elle-même très avancée grâce aux travaux d'Albert Calmette et Camille Guérin. Il ne porte pas non plus sur l'existence d'institutions adaptées : quelques dispensaires et sanatoriums existent déjà. Mais ces structures, remarquent les Américains, sont « peu nombreuses, isolées, et communiquent peu avec les autres. En France, [...], l'individualisme [...] est dominant. En conséquence, il n'y a pas d'organisation centralisée permettant une lutte efficace contre la tuberculose. C'est dans ce domaine que l'Amérique peut apporter sa contribution⁷ ».

La Commission for the Prevention of Tuberculosis in France, puisque c'est son nom, est installée officiellement en mai 1917. Ses membres arrivent à Bordeaux le 18 juillet avant d'être reçus à Paris par le Président de la République Raymond Poincaré

¹ Arnaud Evrot, *L'aide américaine et la fondation Rockefeller*, 1925, Archives Institut Pasteur (ci-après IP), fonds du Comité National de Défense contre la Tuberculose (ci-après CNDT), boîte 5.

² Edith Wharton à la fondation Rockefeller, mars 1916, RF 1.1/500T/25/247.

³ War Relief Commission, introduction du rapport sur la tuberculose, 21 septembre 1916, RF 1.1/500T/28/268.

⁴ Appendix to the report of Hermann Biggs on Health conditions in France, 25 avril 1917, RF 1.1/500T/28/268.

⁵ Cité dans Guillaume, *op. cit.*, p. 152.

⁶ Hermann Biggs, rapport du 31 mars 1917, cité dans Lion Murard & Patrick Zylbermann, « Les Rockefeller médecine men en France (1917-1923) », in Jean-Louis Cohen & Hubert Damisch (eds) : *Americanisme et modernité : l'idéal américain dans l'architecture*, Paris, EHESS-Flammarion, 1993, p. 267-282.

⁷ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1918, p. 2.

le 9 août, avec les représentants de la Croix Rouge¹. La présidence de la commission a finalement été confiée à Livingstone Farrand, ex-secrétaire général de la National Tuberculosis Association. Les postes de direction sont occupés par des médecins choisis au vu de leurs activités en matière de tuberculose aux États-Unis : outre Farrand assisté par Biggs, on note la présence de James Alexander Miller, professeur à l'université Columbia et président du Comité contre la tuberculose de New York, ou encore Selskar Gunn, professeur d'hygiène à Boston. Elle comprend en tout 150 personnes en 1918, dont un grand nombre de Français recrutés sur place, de manière à faciliter les transferts de savoir-faire. Son fil conducteur est de fonctionner en coordination constante avec les autorités françaises et d'associer systématiquement les acteurs locaux, qui y deviennent rapidement majoritaires. La Commission est divisée en plusieurs sections qui se partagent le travail : section médicale, section des infirmières, section du travail de laboratoire, section de propagande, section de l'organisation départementale et section de l'administration, cette dernière comprenant un département de statistiques qui va jouer un rôle fondamental. Il a en effet pour rôle de centraliser les informations remontant des départements, et d'établir des statistiques relatives à la maladie. Dès août 1918, il comprend un membre français, Marcel Moine², qui en prendra rapidement la direction. L'utilisation des statistiques pour la politique sanitaire n'est pas nouvelle, puisque le mouvement hygiéniste international a commencé à s'en servir dans la deuxième moitié du XIX^e siècle³. Mais la fondation Rockefeller en systématise l'emploi, y compris dans l'action au niveau le plus local, de sorte que l'on peut considérer le département des statistiques comme la tête pensante de la Commission. Dès son arrivée en France, elle multiplie les enquêtes, visitant les dispensaires existants dans les départements et évaluant leur activité. Les informations sont regroupées sous formes de tableaux comparatifs et chiffrés faisant apparaître la zone géographique couverte, la quantité de personnel disponible, le nombre de malades traités, etc⁴. Elles vont servir de base à toute l'action de la Commission.

La méthode générale déployée par la fondation Rockefeller va en partie faire tache d'huile sur les autres organisations humanitaires, comme le montre l'évolution de ses rapports avec la Croix Rouge américaine. Dès la mise en place de la Commission antituberculeuse, les deux organisations se sont divisé le travail : à la Croix Rouge l'action antituberculeuse chez les soldats, à la fondation Rockefeller le travail auprès des populations civiles. Cette coordination se traduit dès juillet 1917 par des participations croisées aux instances de direction des deux organisations : Wycliffe Rose, directeur de l'International Health Board de la Rockefeller, est invité à siéger dans celles de la Croix Rouge, tandis qu'Homer Folks, directeur du département des affaires civiles de la Croix Rouge, devient directeur associé de la Commission rockefellerienne. Lors de son arrivée à Paris, cette dernière s'installe au 17 rue Boissy D'Anglas dans le 8^e arrondissement de Paris, dans un logement qu'elle partage avec la section de la Croix Rouge chargée de la tuberculose.

Au même moment, la Croix Rouge est elle-même en pleine réorganisation ; les autres organisations lui reprochent de monopoliser l'action humanitaire et d'empiéter sur leur terrain ; le président de la Rockefeller, quant à lui, critique le manque de coordination entre ses différents départements et l'inefficacité de certaines actions

¹ Allocution de Raymond Poincaré, 9 août 1917, IP CNDT/14.

² *Annual Report of the Statistical Bureau of the CPTF*, RF 1.1/500T/30/271.

³ Anne Rasmussen, « L'hygiène en congrès (1852-1912) : circulations et configurations internationales », in Patrice Bourdelais (dir.), *Les Hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Belin, 2001, p. 213-239.

⁴ Landgon Wyatt, A review of the work of the Medical Bureau of the CPTF from 1917 to 1920, RF 1.1/500T/30/271.

entreprises par les bénévoles qui sont venus grossir ses rangs depuis 1914¹. C'est pourquoi, avant de lui donner les 5 millions de dollars promis, la Rockefeller pose plusieurs conditions : la gestion doit être améliorée, la coordination plus poussée et le recours aux experts systématisé. Pendant les deux ans que durera leur collaboration, elle va la pousser à adopter les méthodes de la philanthropie scientifique². La première phase de la campagne antituberculeuse est donc entreprise conjointement par les deux organisations. À partir de 1919, lorsque la Croix Rouge quitte l'Europe, la Rockefeller poursuit seule les actions jusqu'à son propre retrait en 1922. Au cours de ces cinq années, elle mène un travail approfondi dans trois domaines qui seront détaillés dans les pages qui suivent :

- la création d'un maillage national d'organismes et leur coordination ;
- la formation du personnel médical aux techniques de lutte contre la maladie ;
- l'information et la sensibilisation de la population.

Dans tous ces domaines, la Commission se greffe sur des initiatives déjà engagées avant son arrivée, mais leur donne souvent une impulsion décisive, agissant comme un « agent cristallisateur³ ».

La création d'un maillage national d'organisations

La première partie du travail consiste à créer des structures de lutte contre la tuberculose dans l'ensemble du pays. Elles sont de quatre types : les dispensaires, les laboratoires d'analyse, les comités locaux ou départementaux, ainsi qu'un comité national coordonnant leur action.

Des dispensaires ont été créés, nous l'avons vu, avant l'arrivée de la Rockefeller, et la loi Léon Bourgeois d'avril 1916 a créé les conditions pour les développer. Mais ils sont encore très peu nombreux et la Commission va donner un coup de fouet au mouvement ; c'est « suivant l'exemple [qu'elle propose] qu'[ils] trouveront leurs caractéristiques propres⁴ ». Le dispensaire est d'abord « un centre de triage par où passent tous les malades, les suspects, leur famille et leur entourage⁵ ». On y établit des fiches où est consignée l'histoire du malade, ses maladies antérieures, ainsi que la description de son milieu social familial et social. Lorsqu'elle arrive en France, la Commission établit un plan national de création de dispensaires à partir d'expériences pilotes qui doivent lui permettre d'évaluer la situation dans des endroits choisis et de tester les problèmes *in situ* avant de généraliser l'expérience. Après avoir visité des dispensaires existants, elle décide d'en créer elle-même « afin d'avoir la liberté nécessaire pour tester les méthodes américaines⁶ » reposant sur le recensement systématique des malades, le recours à l'analyse bactériologique et à la radiologie, ainsi que l'utilisation des statistiques pour localiser les zones les plus infectées afin de les traiter en priorité. Elle choisit alors deux endroits clés : le département d'Eure-et-Loir et le 19^e arrondissement de Paris. Le premier est une zone largement rurale ; alors que de

¹ George. E Vincent, A memorandum on a visit to Italy, France and England, juillet 1918, RF 1.1/500T/29/269.

² Chart showing relative activities of the French and the American Red Cross and the IHB in TB work, 1917-1922, RF RG 1.1/500T/28/266.

³ CPTF, Bureau of Field Activities and Extension Work, rapport d'Alexandre Bruno, juillet 1919, RF 1.1/500T/29/269.

⁴ Guillaume, *op. cit.*, p. 188.

⁵ *Id.*, p. 198.

⁶ RF History Source Material, Vol. 8, p. 1931, RF 3.1/900.

nombreux hygiénistes de l'époque considèrent la tuberculose comme une maladie essentiellement urbaine, l'enquête réalisée par la Commission dans le département montrera qu'elle est aussi présente à la campagne et appelle des méthodes de lutte spécifiques. Le premier dispensaire y est ouvert en janvier 1918 ; dès cette année, la Commission quadrille le département avec 4 dispensaires principaux et de 6 secondaires. Le deuxième endroit clé est une zone urbaine, et plus précisément l'un des quartiers les plus pauvres de Paris, où le taux de tuberculose est le plus élevé de la capitale. Le dispensaire Secrétan y est installé en juillet 1918 ; il est dans un premier temps animé par une équipe américaine remplacée à partir de 1919 par des Français¹.

Dans un second temps, les expériences sont étendues à l'ensemble du territoire : en 1918, 57 dispensaires sont ouverts par la Commission, auxquels s'ajoutent ceux créés à l'initiative des Français. À la fin de 1922, 421 sont en activité, dont 301 ont été créés à l'initiative de la Commission ou avec son soutien technique et financier. Rapidement, la plupart sont gérés par des équipes médicales françaises qui, tout en bénéficiant de l'installation et du matériel fourni par la Commission, appliqueront sans doute diversement ses méthodes. Il semble par ailleurs que le fonctionnement des dispensaires n'ait pas toujours été facile au début en raison de la réticence des médecins de ville qui y voient une concurrence² et refusent parfois d'y envoyer leurs patients présumés tuberculeux³ ; d'autre part, beaucoup d'entre eux sont réticents vis-à-vis de la formule *full time* préconisée par la Commission, qui insiste sur le fait que les médecins doivent être attachés à plein-temps au dispensaire⁴ sans possibilité d'augmenter leurs revenus par la pratique privée. Cette opposition ne vise pas tant l'action de la Rockefeller que, d'une manière générale, la politique de santé publique mise en place par l'État ; elle s'estompera lentement à mesure que se développera, au cours de l'entre-deux-guerres et après 1945, un corps de médecins de dispensaires distincts des praticiens privés. Avec le soutien des pouvoirs publics départementaux qui tentent au même moment d'organiser le recrutement de médecins de dispensaires, la Commission réussit progressivement à obtenir l'assentiment des syndicats de médecins, au moins dans certains départements comme l'Eure-et-Loir, le Loir-et-Cher ou les Côtes-du-Nord, où sont recrutés en 1919 les premiers médecins de dispensaires antituberculeux à plein-temps⁵. En 1921, on en compte 23 répartis dans 15 départements. Par la suite, le mouvement va se poursuivre progressivement.

Les laboratoires d'analyse sont le deuxième type d'organismes créés à l'initiative de la Commission. S'appuyant sur son expérience new yorkaise, Hermann Biggs a en effet souligné dès le début l'importance des analyses (urines, crachats, sang, mais aussi eau, lait ou produits alimentaires) qui facilitent le diagnostic des médecins, mais permettent aussi de produire des sérums et des vaccins. La Commission va donc installer dès 1918 quatre laboratoires en Eure-et-Loir, dans lesquels travaillent à plein-temps des bactériologistes. La formule est ensuite étendue à d'autres départements. La Commission est ainsi en grande partie « à l'origine des examens de laboratoire en France », même si celui-ci se développe lentement au départ en raison d'un « enseignement de la pathologie encore embryonnaire⁶ » dans les facultés de médecine qui rend les médecins difficilement aptes à utiliser cette nouvelle technique.

¹ *Annual Report* 1919, dispensaries XIX^e arrondissement, RF 1.1/500T/29/270.

² Division of Departmental Organization of the CPTF, *Annual Report*, 1920, RF 1.1/500T/30/272.

³ CPTF Departmental Organization, report, 1921, RF 1.1/500T/31/274.

⁴ L. Williams, Report of the CPTF, 1919, RF 1.1/500T/29/270.

⁵ Division of Departmental Organization of the CPTF, *Annual Report*, 1920, RF 1.1/500T/30/272.

⁶ La commission américaine en action. L'organisation antituberculeuse, sans date, IP CNDT/14.

Les comités locaux et départementaux sont la troisième pièce fondamentale du dispositif rockefellerien. L'objectif de la fondation est de contribuer à la mise en place d'une politique nationale de lutte contre la tuberculose en coordonnant les multiples associations ou œuvres caritatives qui travaillent souvent isolément les unes des autres, voire s'ignorent ou se concurrencent. La Commission va donc pousser à la création de comités destinés à centraliser les informations relatives aux différentes initiatives et à les mettre en relation, au niveau local, départemental puis national. Elle entend aussi les inciter à créer des dispensaires pour poursuivre le mouvement amorcé, alors même que la Commission a prévu de se retirer de l'action antituberculeuse à partir de la fin 1922. Elle stimule donc la création de comités en leur fournissant des crédits, des modèles de statuts juridiques et un cahier des charges précis aux termes duquel ils doivent élaborer un plan de lutte contre la maladie à l'échelle de leur rayon d'action (local ou départemental)¹. Le mouvement commence en mai 1918 puis s'étend rapidement, preuve de la vitalité des initiatives engagées par les Français. À la fin de l'année 1919, on compte 64 comités locaux², un chiffre qui monte à plus de 300 en 1923, auquel il faut ajouter 85 comités départementaux.

La quatrième et dernière institution prévue dans le programme de la Commission est un organisme national chapeautant ces comités locaux et départementaux : ce sera le Comité National de Défense contre la Tuberculose (CNDT), créé en août 1919 pour prendre la suite du Comité d'Aide aux Militaires Tuberculeux (CAMT) dont la finalité se transforme à mesure que les soldats reviennent à la vie civile. Présidé par Léon Bourgeois, il compte parmi ses animateurs une grande partie des pionniers français de la santé publique comme Jules Siegfried, André Honnorat, Maurice Letulle, Paul Strauss, Albert Calmette ou encore Léon Bernard. La Commission Rockefeller le soutient financièrement et a pour objectif de lui faire prendre en charge l'organisation de la lutte antituberculeuse lorsqu'elle-même aura quitté le territoire français. Il va rapidement tisser des liens avec les comités locaux.

On se tromperait cependant en pensant que la Rockefeller a créé toutes ces structures *ex nihilo*, ce que laissent parfois penser les rapports envoyés à New York par des responsables de la Commission un peu trop enclins à sous-estimer les réalisations antérieures à leur arrivée pour mieux mettre en valeur leur action. La rapidité du mouvement doit certes à l'efficacité des méthodes de la fondation et à l'importance de son financement, mais elle témoigne aussi du nombre et de la diversité des initiatives déjà engagées au niveau local, et du dynamisme dont font preuve les acteurs associatifs et publics à partir du moment où ils auront pris conscience de l'ampleur du problème tuberculeux et identifié, avec l'aide américaine, les méthodes à utiliser pour le résoudre. L'exemple de la ville de Lyon est révélateur de la richesse de nombreux milieux locaux en matière d'action sanitaire³. On remarquera d'abord que la mobilisation contre la tuberculose y a été précoce puisque dès 1895, une première tombola a été organisée pour collecter des fonds, pratique renouvelée les années suivantes. En 1914, une exposition d'hygiène a présenté aux Lyonnais les méthodes étrangères (américaines, mais pas seulement), et notamment les campagnes du timbre antituberculeux. En 1916, le département du Rhône est l'un des premiers à se doter d'un comité départemental de

¹ CPTF, Bureau of Field Activities and Extension Work, rapport d'A. Bruno, juillet 1919, RF 1.1/500T/29/269.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1919, p. 21.

³ Julien Rochaix, *Le comité départemental du Rhône pour la lutte contre la tuberculose*, thèse de la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon, 1919 ; Charles Roux, *Prophylaxie sociale de la tuberculose par les infirmières visiteuses d'hygiène*, idem, 1919 ; Pierre Baudot, *Les dispensaires anti tuberculeux à Lyon*, idem, 1920.

lutte contre la tuberculose. Et lors des débats qui aboutiront aux lois Bourgeois de 1916 et Honnorat de 1919, les élus lyonnais radicaux-socialistes sont parmi les plus dynamiques. On notera par ailleurs que Justin Godart, Sous-Secrétaire d'État à la guerre chargé du Service de santé militaire, est député du Rhône et adjoint au maire de Lyon Édouard Herriot¹. Enfin, il faut noter que la ville possède un tissu d'hôpitaux très dense, que la philanthropie locale animée par les industriels y est très active, et aussi que le Rhône est un des départements où le mouvement nataliste est très dynamique, mouvement relayé par une mairie sensible aux questions d'hygiène infantile et qui développera précocement les soins postnataux ou l'aide aux familles. Dans ce terreau favorable, la philanthropie américaine va rapidement trouver des acteurs réceptifs à ses projets. Outre les actions citées plus haut réalisées par la Commission rockefellerienne, est fondée en octobre 1918 une fondation franco-américaine de l'enfance résultant d'une association entre la Croix Rouge et la philanthropie locale², qui constituera la base de futures coopérations entre la fondation Rockefeller et les Lyonnais, comme nous le verrons plus loin.

La formation du personnel médical

La formation des professions médicales aux techniques de lutte antituberculeuse est le deuxième chantier lancé par la Commission Rockefeller. Celle-ci s'intéresse en particulier à deux catégories : les médecins, et surtout les infirmières.

En ce qui concerne les premiers, c'est en visitant des dispensaires de Bretagne et d'Anjou en mai et juin 1919 que l'un des membres de la Commission s'aperçoit que nombre d'entre eux ne connaissent presque rien à la tuberculose, qu'ils n'ont jamais abordée en détail au cours de leurs études³ dans la mesure où aucune chaire de clinique de la tuberculose n'existe dans les universités (la première sera créée en 1928 à l'université de Paris). Mais il constate aussi que peu d'entre eux ont des connaissances administratives suffisantes pour gérer un dispensaire. C'est pour palier ces deux lacunes qu'à partir du mois d'octobre 1919, la Commission organise en coopération avec la faculté de médecine de Paris des stages de 6 semaines pour former les médecins à diagnostiquer et traiter la tuberculose, payant à ceux qui sont désireux d'y assister les frais d'inscription ainsi que le transport pour ceux qui viennent de province. Douze sessions seront organisées entre 1919 et 1922, et l'on peut évaluer à environ 500 le nombre de médecins qui y participeront, la moitié au moins bénéficiant du soutien financier de la commission⁴.

Mais c'est surtout dans le domaine de la formation des infirmières que l'action de la Commission est la plus poussée. Alors que cette profession est en pleine structuration en France, l'épisode de la campagne antituberculeuse constitue pour elle

¹ Dominique Dessertine et Olivier Faure, *La lutte contre la tuberculose dans la région lyonnaise (1918-1939), Discours et réalités*, rapport pour le comité « politiques sociales » du Commissariat général au plan, Lyon, Centre Pierre Léon, 1985, p. 25.

² Knibiehler, *op. cit.*, p. 144. On retrouve des associations similaires à Lille, et sans doute dans d'autres villes.

³ L. Wyatt, A review of the work of the medical bureau of the CPTF from 1917 to 1920, RF 1.1/500T/30/271.

⁴ Liste des auditeurs boursiers et non boursiers, avril 1920, AN AJ16 6703.

un moment important, en particulier pour les infirmières dites « visiteuses », distinctes des infirmières hospitalières.

La professionnalisation du métier d'infirmière a été plus précoce dans les pays anglo-saxons qu'en France. La première école a en effet été créée en 1860 à l'hôpital St Thomas de Londres par Florence Nightingale¹, qui y a mis en œuvre quelques principes appelés à servir de références mondiales dans la profession : les soins infirmiers sont un métier, et non une activité charitable menée au nom de principes religieux ; ils doivent s'apprendre dans une école spécialisée ; l'infirmière doit être bien éduquée et avoir un sens moral élevé, ce qui implique une sélection sévère des prétendantes. Aux États-Unis, les premières écoles du pays sont créées en 1873 sur l'exemple anglais². La première génération d'infirmières y est très liée aux mouvements réformateurs, et particulièrement aux *settlements* : en 1893 est créé à New York le Henry Street Settlement House, premier *nurse's settlement*, dont l'exemple fera vite tâche d'huile³. Sous l'impulsion de sa fondatrice Lilian D. Wald qui multiplie les actions de *lobbying* auprès des pouvoirs publics pour faire voter des lois sanitaires⁴, il constitue un des laboratoires de la politique de santé publique qui prend forme à New York à partir de la fin du XIX^e siècle. Dans les années 1880, de nombreuses municipalités créent des services d'hygiène qui offrent des débouchés professionnels aux infirmières. En quittant les salles d'hôpital pour aller sur le terrain, celles-ci ajoutent une fonction sociale à leur fonction médicale, donnant naissance au personnage de l'infirmière visiteuse qui se développe rapidement⁵. Leur profession prend donc, aux côtés des médecins, une importance croissante dans le dispositif sanitaire, en particulier en matière de lutte contre la tuberculose, dans le cadre de laquelle les visiteuses opèrent à la fois au dispensaire, où sont diagnostiqués les malades, et au domicile, où ils sont soignés. Au cours de la première décennie du siècle, le dispensaire connaît une croissance importante aux États-Unis, suivant l'exemple inauguré en France par Albert Calmette en 1901, et devient bientôt un élément important de l'armement antituberculeux américain⁶, alors même qu'en France, l'exemple de Calmette et de quelques autres reste longtemps isolé jusqu'au vote de la loi Bourgeois de 1916.

Contrairement aux pays anglo-saxons, la profession d'infirmière est encore peu structurée en France avant 1914. Si les premiers cours municipaux ont été organisés à partir des années 1870 dans quelques hôpitaux parisiens, il faut attendre 1898 pour que le Conseil Supérieur de l'Assistance Publique de Paris insiste sur la nécessité d'ouvrir des écoles. Mais c'est de l'initiative privée que viendront les premières réalisations : En 1900 est créée l'école professionnelle d'assistance aux malades de la rue Amyot à Paris ; l'année suivante, l'anglaise Anna Hamilton, disciple de Florence Nightingale, crée la première véritable école d'infirmières en transformant la Maison de santé protestante de Bordeaux en hôpital école⁷ ; et en 1905, Léonie Chaptal ouvre une école à Paris, après un voyage en Angleterre où elle a observé les méthodes Nightingale.

¹ Ann Bradshaw, *The nurse apprentice, 1860-1977*, Aldershot, Ashgate, 2001, p. 1-25.

² Susan Reverby, *Ordered to Care : The Dilemma of American Nursing, 1850-1945*, Cambridge, Cambridge University Press, 1987, p. 41 sq.

³ Lavinia L. Dock & Adelaïde Nutting, *A history of Nursing*, Bristol-Tokyo, Thoemmes Press-Synapse Press, 2000 [1907-1912], vol. 3, p. 221.

⁴ Joan I. Roberts & Thetis M. Group, *Feminism and Nursing : A Historical perspective on Power, Status and Political Activism in the Nursing Profession*, Westport, CT, Greenwood Press, 1995, p. 80.

⁵ Gardner Mary S., *L'infirmière visiteuse*, Paris, 1926, traduit de l'anglais, p. 20.

⁶ Cabot Richard, *Essai de médecine sociale. La fonction de la visiteuse à domicile*, Paris-Zurich, 1919, pp. 13-16.

⁷ Katrin Schultheiss, *Bodies and Souls : Politics and the Professionalization of Nursing in France (1880-1922)*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2001, p. 85-115.

Chaptal a également créé dès 1901 un dispensaire antituberculeux dont le succès l'impose dès 1910 comme une personnalité importante de la lutte antituberculeuse. Entre-temps, l'Assistance Publique de Paris, après un voyage d'études à Londres en 1907, décide de créer à l'hôpital de la Salpêtrière une école d'infirmières inaugurée officiellement l'année suivante. Malgré ces initiatives, la professionnalisation du métier est encore très incomplète à la veille de la guerre. Quant à la fonction d'infirmière visiteuse, elle n'existe pratiquement pas : tout juste un Comité français des visiteuses d'hygiène a-t-il été créé en février 1914 avec le patronage de l'Assistance publique de Paris, à l'initiative de deux infirmières revenues d'un voyage en Grande-Bretagne ; en 1915, ce comité crée une École des infirmières visiteuses à l'hôpital Laennec de Paris ; L'année suivante, la loi Léon Bourgeois relative à l'organisation des dispensaires antituberculeux départementaux précise qu'ils doivent comprendre des visiteuses, mais sans rendre cette disposition obligatoire.

La création d'une formation professionnelle pour les infirmières est particulièrement demandée par les médecins hygiénistes très représentés chez les parlementaires de la IIIe République, et qui insistent sur la nécessité de séculariser les soins infirmiers tout comme la République est en train de séculariser l'enseignement primaire en formant des instituteurs laïques. Pour remplacer les milliers d'infirmières congréganistes qui forment alors la majorité du personnel d'encadrement dans les hôpitaux par des infirmières laïques, la seule solution est de créer des écoles. Mais alors même qu'ils affichent ces objectifs, les médecins sont également réticents à partager leur monopole des soins et leur position de pouvoir au sein de l'hôpital, une position fondée sur un savoir médical que nombre d'entre eux considèrent comme intrinsèquement masculin. Par ailleurs, considérant le rôle de la femme limité à la maternité, à l'entretien du foyer et à l'éducation des enfants, ils refusent d'envisager une réelle structuration du métier d'infirmière ouvrant la voie pour les femmes à des possibilités de carrière qui pourraient en outre se traduire à terme par une baisse de fécondité¹, alors que la France connaît déjà une stagnation démographique inquiétante face au prolifique voisin allemand. Tout au long de la IIIe république, et peut-être même plus tard, la profession d'infirmière subira les conséquences de cette contradiction fondamentale. Profession sous influence masculine, elle sera constamment balancée entre, d'une part, l'exigence d'une organisation destinée à améliorer le traitement des malades et à consolider le régime républicain, et d'autre part le refus du corps des médecins de partager son pouvoir et sa volonté de préserver un certain ordre social en limitant les possibilités d'émancipation professionnelles et personnelles des femmes.

C'est dans ce contexte que survient la Première guerre mondiale, qui, avec l'explosion du nombre de soldats hospitalisés, met en lumière la pénurie de personnel hospitalier qualifié. Si plus de plus de 70 000 femmes² se sont portées volontaires pour officier comme infirmières dans les hôpitaux de l'arrière et du front, leur maîtrise du métier est très inégale et ne constitue pas une solution à long terme. La guerre impose donc au premier plan la question de l'organisation de la formation des infirmières. C'est dans ce contexte qu'intervient la fondation Rockefeller, dont la formation d'infirmières professionnelles est l'un des objectifs majeurs, et qui va donner une impulsion importante à un processus de professionnalisation partiellement engagé avant son arrivée. La directrice de la section des visiteuses d'hygiène de la Commission, Frances

¹ Christian Chevandier, « Infirmières et sœurs dans les hôpitaux français au XX^e siècle : sécessions, transmission, héritages », in Jacqueline Lalouette (dir.), *L'hôpital entre religions et laïcité, du Moyen Age à nos jours*, Paris, Letouzey et Ané, 2006, pp. 134-149.

² Evelyne Diebolt, *Les femmes dans l'action sanitaire, sociale et culturelle, 1901-2001*, Femmes et Associations, 2001, p. 68 sq.

Elisabeth Crowell (1875-1950), joue ici un rôle déterminant. Cette infirmière marquée à la fois par les idées réformatrices et féministes, a exercé dans les milieux réformateurs de Chicago puis du Henry Street Settlement de New York, avant d'être nommée en 1910 secrétaire des cliniques antituberculeuses de New York par Hermann Biggs, qui la fait engager dans la Commission Rockefeller en 1917.

La première initiative de Crowell en France consiste à organiser des cours de perfectionnement pour quelques dizaines d'infirmières formées sur le tas dans les hôpitaux de campagne¹. En même temps, fidèle à la ligne directrice de la philanthropie scientifique, la Commission réalise des études de terrain pour guider son action. En 1919 elle demande à Anna Hamilton un rapport sur la situation sanitaire française. La directrice de l'hôpital-école de Bordeaux conclut que les besoins en matière de santé publique sont très importants, pointant notamment l'état médiocre des hôpitaux et l'insuffisance de personnel. L'incapacité de l'hôpital à prendre en charge la santé de la population nécessite selon elle la création d'un corps d'infirmières visiteuses susceptibles de se rendre au domicile des familles pour prodiguer soins et conseils ; il est donc indispensable de créer des écoles pour les former². Des conclusions que fait siennes, en novembre 1919, le docteur Linsly Williams, directeur de la Commission³.

Celle-ci entreprend alors de soutenir les 7 nouvelles écoles créées au cours de l'année 1918-1919 à Paris, Nantes, Lille, Lyon, Bordeaux et Marseille, en leur fournissant des instructrices dont elle paye les salaires, et en donnant des bourses aux élèves issues de milieux modestes. Elle soutient également la création d'une école en janvier 1921 à Strasbourg, en collaboration avec l'Association alsacienne et lorraine contre la tuberculose, la faculté de médecine, les hospices civils de Strasbourg, l'Union des dames infirmières et la Croix Rouge française⁴. À Nancy, elle convainc la municipalité de débloquent des crédits complétant l'apport américain pour construire une école qui commencera à fonctionner en décembre 1922⁵. Mais c'est à Lyon que son action est la plus marquante : dans cette ville, une école d'infirmières hospitalières existe depuis 1899 à l'hôpital de la Charité. En 1918, la Commission a patronné la création d'une école de visiteuses de la tuberculose, tandis que la Croix Rouge américaine créait au même moment une école de visiteuses de l'enfance. En 1922, Crowell joue un rôle important dans le long processus de négociations qui mènera à leur fusion en un seul établissement créé officiellement en juillet 1923⁶.

À travers son aide au démarrage des écoles, la Commission Rockefeller donne une impulsion décisive à la formation d'une première génération d'infirmières professionnelles : entre 1918 et 1923, elle accorde 700 bourses pour payer la scolarité de jeunes candidates, dont 400 obtiendront leur diplôme et iront exercer dans les dispensaires ; à cela, il faut ajouter le paiement des salaires pour une durée d'un an, parfois plus, de 264 infirmières professionnelles nommées dans les dispensaires créés par la Commission, en attendant que les départements débloquent des crédits pour les payer eux-mêmes⁷. Au total, ce sont donc près de 1 000 infirmières qui ont bénéficié du soutien Rockefeller en cinq ans. Compte tenu du fait qu'en 1923, 61 élèves sur un total

¹ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1918, p. 7.

² A. Hamilton, What we need in France, 1919, RF 1.1/500C/10/101.

³ L. Williams, Report of the CPTF, 1919, RF 1.1/500T/B29/270.

⁴ Règlement de l'école d'infirmières de Strasbourg, 1926, Direction Générale de la Santé (ci-après DGS) 587, Archives Nationales, Centre des Archives Contemporaines (ci-après CAC) 0019810033/93.

⁵ E. Crowell à S. Gunn, Reorganisation of school for training health visitors at Nancy, 20 novembre 1922, RF 5/1.2/145/1915.

⁶ Pierre-Yves Saunier et Ludovic Tournès, « Philanthropies croisées : A joint venture in Public Health at Lyon (1918-1940) » *French History*, juin 2009, p. 216-240.

⁷ Bruno, *op. cit.*, p. 296-297.

de 199 dans les principales écoles de France sont boursières de la Commission¹, on peut estimer à près de 30 % du total le nombre d'infirmières formées avec l'aide Rockefeller. La plupart d'entre elles vont ensuite exercer dans les dispensaires : en 1918, elles étaient 45 dans ce cas ; en 1923, elles sont 559. La campagne antituberculeuse marque bien de ce point de vue l'acte de naissance de la profession d'infirmière visiteuse en France.

L'action de la Rockefeller vise également à favoriser l'émergence d'une élite d'infirmières à travers le système des *fellowships*, qui consiste à donner des bourses de longue durée (généralement un an ou plus) à des infirmières déjà formées et remarquées pour leurs qualités, afin de parfaire leur formation en Angleterre ou aux États-Unis², pour ensuite revenir en France occuper des postes d'encadrement dans les écoles (directrice, monitrice coordinatrice de l'enseignement). En 1919, 1920 et 1921, la Commission teste ce système en envoyant à chaque fois aux États-Unis une de ses infirmières françaises pour visiter hôpitaux, maternités, écoles d'infirmières, mais également les services d'administration sanitaire des grandes villes de la Côte Est (New York, Washington, Buffalo, Boston) et du Canada (Toronto, Montréal)³. Le test s'étant révélé concluant à ses yeux, elle va le développer tout au long des années 1920. Pour des raisons financières et logistiques, la fondation décide d'envoyer la plupart des *fellows* dans les hôpitaux et écoles londoniens, dont l'organisation a directement inspiré le système américain. Dès 1922, elle envoie ainsi 7 infirmières à Londres pour des séjours de 12 à 16 mois⁴. Parmi elles, quatre parisiennes, deux lyonnaises et une lilloise. Les premières constituent un noyau destiné à favoriser la refonte (ou, selon le vocabulaire rockefellerien, la modernisation) de l'enseignement de l'école de la Salpêtrière. Les autres doivent permettre de développer des pôles en province. C'est le cas de Marie Mercuzot, déjà directrice de l'école de Lille, qui reviendra appliquer les nouvelles méthodes dans son école à l'issue de son séjour. Quant à Elisabeth Mugnier, directrice de l'école de la Charité de Lyon, elle a été choisie par Crowell pour prendre la direction de la nouvelle école issue de la fusion. Partie en juillet 1922 avec une de ses assistantes, Georgette Bauer, elle revient l'année suivante au moment même où l'école est officiellement ouverte.

À côté de ce travail de terrain mené dans un premier temps au cas par cas, la Commission tente d'inscrire son action dans la durée et dans le cadre national. Dès 1919, Crowell a participé, avec des médecins français et avec Léonie Chaptal, aux réflexions relatives à la normalisation de la formation des infirmières à l'échelle nationale. L'ensemble des protagonistes semblent d'accord jusqu'au printemps 1920 sur le fait qu'un cursus d'une durée de 10 mois est suffisant⁵, y compris Chaptal, qui, au même moment, forme pourtant ses élèves infirmières hospitalières en deux ans, mais qui juge probablement qu'une telle durée ne s'impose pas pour les visiteuses. Or, sur cette question, les positions de Chaptal et de Crowell vont évoluer sensiblement entre le printemps 1920 et le début de l'année 1921. Si les raisons de l'évolution de Chaptal sont inconnues, celles de l'évolution de Crowell peuvent être reconstituées. En effet, en janvier 1921 ouvre à Strasbourg une nouvelle école d'infirmières qui propose une formation de deux ans pour les visiteuses, et que Crowell vient immédiatement voir. D'autre part, ses supérieurs hiérarchiques à New York lui écrivent au mois de mars que la direction américaine de la fondation Rockefeller s'apprête à s'engager dans un

¹ International Health Board, Nursing and visiting, *Annual Report*, 1923, RF 1.1/500C/9/97.

² Ludovic Tournès, « Les élites françaises et l'américanisation : le réseau des boursiers de la fondation Rockefeller (1917-1970) », *Relations internationales*, n° 116, novembre-décembre 2003, pp. 501-513.

³ CPTF director's report, 1921, RF 1.1/500T/31/273.

⁴ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1922, p. 56.

⁵ Bulletin du CNDT, mai-juin 1920, pp. 78-83.

ambitieux programme de soutien à l'enseignement des soins infirmiers aux États-Unis et dans le monde, suivant les conclusions d'un rapport d'experts commandité par la fondation en 1918, qui préconise notamment la fixation de la scolarité des visiteuses à deux ans au moins. Crowell va répercuter ces nouvelles orientations en France d'autant plus rapidement qu'au même moment, elle est chargée de rédiger, à la demande du ministère de l'Hygiène un mémorandum sur la formation des infirmières, qu'elle remet en avril¹. L'ambition du projet est claire : il s'agit d'aller au-delà des prescriptions vagues contenues dans la loi de santé publique de 1902 en organisant à l'échelle nationale un véritable cursus d'enseignement. Le constat de départ dressé par l'Américaine est sévère : elle pointe l'insuffisance des moyens mis à la disposition des écoles existantes, mais aussi le faible niveau de recrutement des élèves, l'absence de perspectives de carrière, et surtout, l'absence de définition réelle du métier : la formation est centrée sur l'apprentissage d'un savoir théorique destiné à former de futures assistantes pour les médecins, alors qu'aux États-Unis, les infirmières ont su donner une spécificité à leur métier, dont l'objectif n'est pas tant d'assister le médecin dans ses actes techniques que de veiller au bien-être des patients, à l'hôpital ou bien lors des visites à domicile. Crowell formule donc des propositions dont l'objectif est de servir de base à un texte de loi. Parmi les principales, il faut retenir la nécessité de rattacher les écoles à un hôpital, si possible couplé à une faculté de médecine, afin de faciliter le lien entre l'enseignement théorique et les travaux pratiques, mais tout en distinguant l'école du service infirmier dudit hôpital, pour éviter que les élèves ne soient utilisées pour les tâches courantes et puissent se concentrer sur leur formation. Il faut retenir aussi la nécessité d'une sélection sévère à l'entrée, et l'organisation d'un cursus en deux ans comprenant une première année de tronc commun et une deuxième année de spécialisation (infirmière hospitalière ou visiteuse). Enfin, Crowell préconise la création d'une commission nationale destinée à superviser les programmes d'enseignement, harmoniser les cursus et veiller à l'application des directives nationales. Une partie de ces dispositions existe déjà dans certaines écoles, ainsi celle de Léonie Chaptal à Paris, mais aussi à Reims et à Bordeaux, dont les directrices ont été formées en Angleterre, et surtout à Strasbourg qui constitue pour Crowell le modèle par excellence en raison de la présence d'un hôpital couplé à la faculté de médecine construit alors que l'Alsace était sous domination allemande².

À la fin du mois de janvier, quelques semaines avant la remise du rapport Crowell, Léonie Chaptal a soumis au Conseil Supérieur de l'Assistance Publique de Paris ses propres propositions. Elles sont moins précises que celles de Crowell, mais les grandes lignes en sont identiques : la scolarité doit être de deux ans et fondée sur un « programme type » au niveau national dont les modalités seront arrêtées par un « conseil de perfectionnement³ » qui en surveillera le respect par les écoles. En revanche, Chaptal est hostile à la formation des infirmières à l'hôpital, estimant que celles qui seront formées dans les petits hôpitaux où n'existent que quelques spécialités médicales, auront une formation lacunaire. La formation dans une école indépendante lui paraît donc préférable. Contrairement à Crowell, Chaptal ne détaille guère son projet : elle plaide manifestement pour une loi *a minima* et non pour un plan d'action systématique à l'américaine. Sa proposition est adoptée à l'unanimité par le Conseil et aboutit un an et demi plus tard au vote de la loi du 27 juin 1922 créant le « brevet de

¹ Elisabeth Crowell, Nursing education aid and hospital service in France, avril 1921, RF 1.1/500C/9/100.

² *Annual Report*, Bureau of public health visiting, 1921, RF 1.1/500T/31/273.

³ Conseil supérieur de l'assistance publique. Première session ordinaire de 1921, Séance du 27 janvier 1921, Bibliothèque internationale de documentation contemporaine, ainsi que la citation suivante.

capacité professionnelle permettant de porter le titre d'infirmière diplômée de l'État français¹ », qui en reprend les dispositions.

Dans le processus qui mène à la loi, l'idée d'une scolarité longue de deux ans a été portée à la fois par Chaptal et Crowell qui toutes deux militent de manière différente pour la reconnaissance de la profession d'infirmière. En revanche, les dispositions plus techniques proposées par l'Américaine ne sont pas reprises dans le texte de loi qui demeure très général et permet des aménagements en fonction des conditions locales : de ce point de vue, c'est l'optique proposée par Chaptal qui l'a emporté. Mais la rivalité probable qui a opposé les deux femmes (qui ne font jamais référence l'une à l'autre dans leurs écrits bien qu'elles se soient certainement rencontrées souvent) ne doit pas conduire à interpréter la construction de la profession d'infirmière en terme d'opposition frontale entre un « modèle » américain et un « modèle » français. Le problème est bien plus complexe, puisque l'on assiste en réalité à une circulation entre au moins quatre pôles de référence : les États-Unis, la Grande-Bretagne, l'Allemagne et la France ; à quoi il faut sans doute ajouter d'autres pays européens dans lesquels la fondation Rockefeller intervient au même moment en matière de formation des infirmières. C'est ce processus de circulations multiples d'idées et de pratiques en tous sens qui contribue à la construction de la profession d'infirmière, bien plus qu'un hypothétique phénomène d'« américanisation », accepté ou refusé. Dans ce processus, la fondation Rockefeller, incarnée ici par Crowell, joue à la fois un rôle de plaque tournante et de passeuse.

La sensibilisation de la population

La troisième grande direction de travail de la Commission est l'information et la sensibilisation par la propagande. Pour ce faire, elle utilise tous les moyens les plus modernes de communication. Là encore, cette utilisation n'est pas forcément une nouveauté, mais l'apport de la Commission réside dans la systématisation du procédé et son utilisation sur l'ensemble du territoire. Elle est destinée autant à permettre la prévention qu'à lever le tabou social pesant sur la maladie (les Américains ont remarqué que l'emploi même du terme « tuberculose » est souvent évité²) en encourageant les malades et leurs familles à fréquenter les dispensaires et les sanatoriums. La Commission espère ainsi parvenir à des résultats similaires à ceux enregistrés aux États-Unis, où la maladie a significativement reculé grâce à l'information des populations.

Le premier moyen utilisé est la campagne de presse nationale. La Commission en arrête les modalités à la fin de l'année 1917 : il s'agit d'envoyer à 150 journaux parisiens et provinciaux des articles-types courts, clairs et incisifs décrivant précisément la maladie, ses effets, ainsi que les moyens pour s'en prémunir, pour la soigner, et pour éviter la contagion. La plupart des articles sont standardisés, mais certains sont écrits pour les journaux parisiens, ainsi que pour des publics précis (les enfants notamment). Le premier article destiné à la presse de province est envoyé en décembre 1917 aux rédactions des journaux accompagné d'une explication des objectifs de la Commission. Si la trame générale des articles est fournie par les Américains sur le modèle des campagnes précédemment réalisées aux États-Unis, les textes eux-mêmes, ainsi que les

¹ Décret du 27 juin 1922, AN DGS 587, CAC 0019810033/91.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1919, p. 23.

illustrations qui les accompagnent, sont réalisées par des Français. Au total, deux grandes séries d'articles sont produits par la Commission, chaque article portant sur un thème précis : « comment devient-on tuberculeux ? », « La tuberculose à l'école », « La tuberculose à l'usine », etc. Le style en est simple, l'information succincte mais précise, et les consignes claires. De tels articles sont des vecteurs puissants de diffusion dans toutes les couches de la population des théories contagionnistes issues des découvertes de Pasteur, qui restaient encore partiellement confinées aux milieux scientifiques avant 1914 :

« Pour devenir tuberculeux, deux éléments sont nécessaires : le germe de la maladie et un terrain favorable à son développement. Ces deux conditions en impliquent une troisième : le germe doit être transplanté dans le terrain où il tentera d'exercer ses ravages. Le germe est constitué par des bacilles qui se propagent avec une rapidité incroyable. [...] La chaleur et la lumière solaire tuent les microbes en plusieurs heures ; la lumière diffuse du jour et l'air pur les rendent inoffensifs en vingt heures [...] De même, l'ébullition prolongée pendant cinq minutes suffit à la destruction des microbes. Par contre, le froid et le gel ne les détériorent pas et ils peuvent survivre longtemps dans l'eau. Les plus grands ennemis de ces bacilles, le soleil, le grand air et la propreté sont en même temps les meilleurs alliés de l'existence. Les bacilles constituent des lésions dangereuses. L'infection se produit par chaque gouttelette de salive provenant des malades lorsqu'ils crachent, toussent ou éternuent, ou par le transfert de leur salive lorsqu'ils embrassent les leurs, ou lorsque des objets ou ustensiles, tels que verres à boire ou gobelets communs à plusieurs personnes sont employés. [...] Les malades ignorants du danger de la contagion et de la nécessité pour eux de brûler les crachats, les répandent partout. [...] La connaissance, pour tous, de ce qu'est la tuberculose et des précautions à prendre, aurait pour conséquence la disparition de ce fléau du monde entier. La lutte contre les ravages de la tuberculose doit avoir comme base les devises suivantes : ne contaminez pas les autres ; ne vous laissez pas contaminer par les autres¹ ».

À la fin de 1918, ce sont 33 journaux de province qui ont publié une série de 24 articles que leur a fournis la Commission². Le procédé se poursuit au cours des années suivantes.

Outre la presse quotidienne, la Commission finance la création du *Bulletin du Comité national de Défense contre la tuberculose* créé en janvier 1920 pour faciliter la

¹ Bruno, *op. cit.*, pp. 153-154.

² Summary report on the work of the CPTF for the year 1918, RF 1.1/500T/29/269.

circulation de l'information entre les comités locaux, mais également d'un journal à destination du grand public intitulé *La vie saine*, dont le premier numéro sort en mars 1923. Court (8 pages) et illustré, il décline le message antituberculeux sur tous les registres, depuis le dramatique jusqu'à l'humoristique en passant par le moralisateur, ou, plus simplement, l'informatif, sans oublier les nombreux slogans qui parsèment les pages du journal. Enfin, le dernier procédé, mais non des moindres, est le tract ou la brochure, qui reprennent les mêmes informations que les articles de presse mais sous forme encore plus succincte et sont destinés à atteindre les populations qui ne lisent pas la presse. Là encore, le procédé n'est pas nouveau, puisqu'il est pratiqué depuis le début du siècle¹, mais la spécificité de l'action américaine tient dans sa systématisation, et surtout dans l'utilisation des méthodes directement issues de la publicité². Utilisation de la photographie ou du dessin, simplicité du message, titres chocs, adaptation du message au public visé, etc. : autant de procédés qui permettent de faire passer des informations dont l'application à grande échelle doit faire reculer la maladie. Elles sont éditées en français mais aussi en allemand à destination du public alsacien et lorrain.

Pour approfondir la propagande menée par voie imprimée, la Commission crée des équipes itinérantes (*travelling units*) qui vont pendant cinq ans sillonner le territoire pour aller à la rencontre des populations. Presque toutes dirigées par des femmes³, elles comprennent en outre un conférencier et une conférencière, une démonstratrice maniant le matériel iconographique, un courrier et un chauffeur également chargé des démonstrations cinématographiques. Si les directrices sont le plus souvent américaines, la plupart des autres membres sont français, en particulier les conférenciers et conférencières. Ces derniers sont médecins, à l'image de Louis-Ferdinand Destouche, qui n'a pas encore pris le pseudonyme de Céline⁴. Recruté en 1918 par la Commission, il va quadriller l'Ouest de la France avec son équipe, travaillant parallèlement à une thèse de doctorat qu'il soutient en 1924 et dont un des membres du jury est Selskar Gunn, ancien directeur adjoint de la Commission. En 1928, il est nommé au dispensaire de Clichy où il restera jusqu'en 1937.

Les *travelling units* circulent en camion, ce qui leur permet d'aller dans les villages qui ne sont pas desservis par le train. Il faut rappeler que si l'automobile n'est plus dans sa phase de préhistoire, elle est encore un produit rare en France, où la production ne dépasse pas 18 000 unités en 1919⁵. D'autre part, les équipes transportent également avec elles un générateur électrique permettant de faire fonctionner le matériel cinématographique, à un moment où l'électrification du pays n'est que très partiellement réalisée, en particulier dans les campagnes. Dans ces conditions, l'ensemble du dispositif technique utilisé fait partie de la stratégie de communication de la Commission et se veut, par sa capacité à frapper les esprits, l'un des symboles de la modernité américaine venue apporter jusque dans les campagnes françaises les plus reculées, la bonne parole hygiéniste et les méthodes modernes de prévention. L'autre élément de la stratégie de communication américaine la dimension spectaculaire : les visites dans les départements sont en effet conçues dans l'esprit de véritables tournées théâtrales que la presse française compare à celles du *Wild West Show* de Buffalo Bill

¹ Patrice Bourdelais, *Les épidémies terrassées. Une histoire de pays riches*, Paris, La Martinière, 2003, p. 181.

² « La publicité au service de l'hygiène », *Vie et santé*, juin 1923.

³ Voir la liste complète dans Bruno, *op. cit.*, p. 171.

⁴ Philippe Roussin, « Destouche avant Céline : le taylorisme et le sort de l'utopie hygiéniste (une lecture des écrits médicaux des années vingt) », *Sciences sociales et santé*, VI, 3-4, novembre 1988, pp. 6-48.

⁵ Jean-Louis Loubet, *Histoire de l'automobile française*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 114.

ou des spectacles du cirque Barnum¹. Organisées avec le soutien des autorités administratives (préfets), pédagogiques (inspecteurs d'académie) et du milieu associatif local, elles voient le petit groupe d'Américains sillonner chaque département pendant un à trois mois, parcourant villes et villages. À chaque fois, le scénario est identique : la visite de la *travelling unit* est annoncée par voie de presse et d'affiches, le courrier de l'équipe la précédant de quelques jours pour préparer son séjour, tel un véritable impresario (location d'une salle, préparation des affiches, invitation des personnalités locales, etc.). Le jour dit, l'équipe s'installe en ville, où les conférenciers donnent une causerie sur la tuberculose, en présence du préfet et des personnalités locales investies dans la lutte contre la maladie. Alors que le conférencier donne des informations générales sur sa propagation sur les lieux de travail dont le personnel est majoritairement masculin, la conférencière prend en charge la description des mesures d'hygiène à adopter au sein du foyer et vis-à-vis des enfants. Le tout est accompagné de démonstrations à base d'affiches, de posters et autres graphiques, ou encore de projections cinématographiques. Le cinéma tient en effet une place majeure dans l'entreprise de propagande menée par la Commission, qui réalise pour l'occasion 28 films différents projetés dans les cinémas, mais aussi dans les écoles. La réalisation de copies permet en outre de les prêter à ceux qui en font la demande, notamment les instituteurs. Il est à noter que de telles actions se greffent parfois sur des milieux favorables : ainsi à Lyon, ville des frères Lumières, qui constituera dès le début des années vingt une « capitale de la propagande d'éducation sanitaire² » par le cinéma. La Commission est particulièrement attentive à la diffusion de l'information parmi les enfants, qu'elle organise en étroite coopération avec le Bureau des enfants de la Croix Rouge américaine : conférences et projections cinématographiques sont systématiquement organisées dans les écoles, où sont également distribués des livres, des jeux (telle cette variante du jeu de l'oie dont les cases contiennent autant de consignes hygiéniques) ou des cartes postales. En 1919, la Commission perfectionne le dispositif en créant un spectacle de Guignol dans lequel la célèbre marionnette au bâton tape non plus sur le policier mais sur les microbes ; en quelques mois, alors que les *travelling units* se sont enrichies d'un marionnettiste, le spectacle circule dans 30 départements et est vu par 67 000 enfants³. Les *travelling units* transportent également parfois des expositions itinérantes dont les affiches sont réalisées par des graphistes français. La première a lieu en janvier 1918. Mais le transport des affiches nécessite une logistique trop importante pour être déplacée en camion ; c'est pourquoi la Commission décide de la faire voyager par chemin de fer, aménageant au début de 1921, un wagon spécial.

La première prestation d'une *travelling unit* a lieu à Chartres en décembre 1917, dans le département pilote d'Eure-et-Loir, que le camion va sillonner entre le 6 janvier et le 1^{er} mars 1918. À la suite du succès enregistré, d'autres équipes entreprennent une tournée dans l'ensemble des départements français, à commencer par la Bretagne : le 10 mars, une grande démonstration a lieu à Rennes, à la suite de laquelle la Commission est reçue par le maire en présence des représentants des associations locales, mais aussi du recteur de l'université, du cardinal, du préfet, des autorités scolaires et de la presse

¹ *Le matin*, 30 novembre 1918. Cette comparaison ne choque pas les Américains, qui considèrent cet article comme une « description pertinente de la campagne éducative de la Commission » (Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1918, p. 9).

² Patrice Berger, *La tuberculose à Lyon : des changements dans les pratiques sanitaires, rapport de recherche pour le comité « politiques sociales du commissariat général au plan*, Lyon, Groupement scientifique « pratique, gestion et systèmes de santé », 1985, p. 71.

³ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1919, p. 24.

qui donne une bonne publicité à l'événement. Chaque département est ainsi traversé depuis la préfecture jusqu'aux petits villages : ainsi dans le Gard entre septembre et novembre 1919, les Bouches-du-Rhône entre novembre et décembre 1919. À Paris, une grande campagne est organisée en octobre 1919 dans le 19^e arrondissement. Au total, entre 1918 et 1922, 65 départements et près de 1 350 villes auront été parcourus ; 2 300 conférences données devant un public adulte ; 4 400 conférences suivies de projections cinématographiques ; et 5 000 conférences pour les enfants. La Commission estime le public touché à 1,25 million d'adultes et 1,5 million d'enfants, tandis que 15 millions de tracts et brochures sont diffusés, s'ajoutant aux centaines d'articles de presse¹.

Malgré ce déluge de chiffres obtenus grâce à l'efficacité du service de statistiques de la Commission, faire le bilan de cette campagne n'est pas chose aisée tant le problème de la tuberculose est complexe. Mais si la quantité de manifestations organisées ne préjuge pas à elle seule du succès ou de l'échec de l'initiative, elle est toutefois un indicateur non négligeable. Au total, entre 1917 et 1923, la Commission aura dépensé 2,3 millions de dollars, soit 23 millions de francs, et le Bureau de la tuberculose de la Croix Rouge 1,8 million de dollars entre 1917 et 1919². Si l'on ajoute les dépenses engagées en Europe depuis 1914, le total des sommes dépensées dans les opérations liées au secours de guerre par la fondation Rockefeller se monte à près de 24,5 millions de dollars. Au niveau mondial, la campagne antituberculeuse absorbe entre 1918 et 1922 un quart du budget total de l'International Health Board et constitue le deuxième poste de dépenses derrière la campagne internationale contre l'ankylostomiase qui, elle, concerne près de 45 pays : autant dire que si l'on considère les dépenses par pays, la France est de loin celui où la fondation dépense le plus au cours de ces années en matière de santé publique³. Et si l'on considère les chiffres en matière d'équipement antituberculeux, on ne peut que constater l'impact de la campagne, notamment en matière de dispensaires dont l'augmentation est exponentielle. L'action de la Commission ne couvre toutefois pas l'ensemble de la lutte antituberculeuse : elle n'est pas impliquée dans la création de sanatoriums, dont le nombre croît également puisque l'on passe d'une capacité de 1 162 lits en 1917 à 20 000 en 1922, un chiffre qui témoigne du dynamisme des initiatives françaises. Mais pour évaluer complètement le rôle de la Commission, il faut aller au-delà des bilans financiers et des chiffres impressionnants qui ne rendent compte que de l'aide technique apportée, et prendre en compte deux autres dimensions. La première est l'impulsion donnée à la mise en place d'une politique nationale ainsi que d'une action coordonnée impliquant l'ensemble des acteurs de la lutte antituberculeuse. Cette dimension est mise en avant par Albert Calmette qui, en janvier 1922, rend publiquement hommage à l'action de la fondation Rockefeller au cours d'une conférence donnée au Musée social par le directeur de la Commission ; insistant sur les « services immenses » rendus à la France par la Commission, Calmette souligne notamment que celle-ci a joué le rôle d'« animateur des organisations qui existaient à l'état embryonnaire » et a permis de

¹ Bruno, *op. cit.*, p. 142-143.

² *Id.*, p. 450-451.

³ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1925, p. 290-291.

« grouper les bonnes volontés éparses et faire en sorte que les petits particularismes locaux disparaissent¹ ». L'autre dimension de l'action de la Commission est sa contribution à la levée du tabou social entourant la maladie, en particulier grâce à la vaste campagne de communication et de propagande menée à travers l'ensemble du territoire jusque dans les villages les plus reculés. Pour autant, lors du retrait de la Commission, bien des choses restent à faire. La Rockefeller elle-même estime, lors de la fin officielle de la mission antituberculeuse le 1^{er} janvier 1923, qu'il faudrait créer encore au moins 400 dispensaires pour compléter le maillage du territoire. Mais elle a donné une impulsion décisive à un mouvement qui, désormais pris en main par les Français, ne s'arrêtera plus : à partir du début des années vingt, la mobilisation associative, la prise de conscience de la population et l'investissement de sommes croissantes par les pouvoirs publics vont aboutir à partir des années 1930 à un recul sensible de la maladie, même s'il faudra attendre les années 1960 pour qu'elle disparaisse du paysage hexagonal.

¹ La fondation Rockefeller pour la lutte contre la tuberculose en France, conférence donnée au Musée Social le 28 janvier 1922 par M. Le Dr Williams, Paris, 1922, p. 2 et 31.

chapitre III

L'organisation de la santé publique

En offrant à la fondation Rockefeller l'occasion d'élargir le cadre géographique de ses activités à l'Europe, la Première guerre mondiale a contribué à installer chez les philanthropes la conscience d'être investis d'une mission de relèvement de la civilisation européenne dont le prestige aux yeux des Américains s'est effondré en même temps que la puissance diplomatique. Auparavant limité aux continents sud-américain et asiatique, le messianisme rockefellerien devient universaliste et se concrétise par l'élargissement du projet de la fondation : la lutte contre telle ou telle maladie (ankylostomiase, malaria, tuberculose) se mue alors en projet d'organisation de la santé publique dans son ensemble, et ce, à l'échelle mondiale, un projet dans lequel la France est un terrain privilégié. La fondation ambitionne d'y appliquer à l'ensemble de la politique sanitaire les méthodes expérimentées par la Commission antituberculeuse ; à bien des égards, cette dernière constitue donc le laboratoire de l'ensemble de la politique sanitaire de la Rockefeller en France, et peut-être en Europe, au cours de l'entre-deux-guerres. Le projet rockefellerien se concrétise alors que la France est elle-même en train de mettre en place une politique nationale de santé publique, symbolisée par la création en 1920 d'un ministère de l'Hygiène de plein exercice. La fondation Rockefeller va apporter sa pierre à ce processus en lui fournissant, comme durant la campagne antituberculeuse, des cadres techniques mais aussi, et peut être surtout, une vision nationale du problème somme toute nouvelle dans le domaine de la santé, qui reste pour beaucoup de Français une affaire strictement privée, et pour bien des représentants de l'État une simple annexe du maintien de l'ordre public : vue sous cet angle, l'organisation d'une politique de santé publique dans l'entre-deux-guerres constitue une évolution culturelle autant dans les pratiques quotidiennes des Français que dans les pratiques administratives de l'État. En dépit des apparences, ce processus ne doit pas être interprété en termes d'exportation par la Rockefeller d'un « modèle » américain, mais de participation active et ciblée à l'élaboration d'une gestion nationale de la santé. En effet, la spécificité de l'action rockefellerienne est de ne jamais rien entreprendre *ex nihilo* mais d'identifier des initiatives déjà engagées avant son arrivée pour se greffer dessus et les accélérer. C'est le cas dans plusieurs domaines de l'action sanitaire, en particulier la collecte d'informations destinée à piloter la politique nationale, le développement d'un armement sanitaire départemental, la formation des infirmières visiteuses ou encore l'organisation de la propagande sanitaire. Le soutien de la Rockefeller à cette politique intervient essentiellement par le biais d'un organisme semi-public rattaché au ministère de l'Hygiène : l'Office National d'Hygiène Sociale, qui s'attache à coordonner les initiatives engagées par le milieu associatif et par les pouvoirs publics locaux.

1. De l'action ciblée à la politique globale

L'élargissement du projet philanthropique

Si la Commission antituberculeuse cesse officiellement ses activités le 1^{er} janvier 1923, la fondation Rockefeller reste présente en France, avec pour nouvel objectif l'organisation de la santé publique dans son ensemble. L'Hexagone n'est ici qu'une pièce dans un ambitieux projet de construction d'administrations sanitaires en Europe, en particulier dans les pays issus de la décomposition des empires centraux. À l'arrivée de la Commission en 1917, ce projet était encore dans les limbes. Mais la volonté des *trustees* de trouver des champs d'action à la mesure de l'objectif affiché en 1913 lors de la création de la fondation (« le bien-être de l'humanité à travers le monde ») les incite à élargir leur objet. La Rockefeller est par ailleurs sans doute poussée dans cette voie par la Croix Rouge américaine avec laquelle elle est implicitement en concurrence, l'action humanitaire et sanitaire se recoupant largement. Dès septembre 1917, la Croix Rouge a manifesté son intention d'élargir l'action antituberculeuse à l'ensemble de la santé publique, demandant à cet effet une subvention à la Rockefeller pour développer à Paris ou dans une autre ville un centre complet de santé publique comprenant un dispensaire antituberculeux, mais également un dispensaire prénatal, un dispensaire pour enfants, une école de formation d'infirmières et de travailleurs sociaux, un centre d'information et de prévention ainsi qu'un hôpital pour enfants. Les médecins conseillers de la fondation expriment alors leurs doutes devant l'ambition du projet¹, mais l'idée est reprise au vol par le Secrétaire exécutif de la fondation Edwin Embree, qui, au même moment, consacre un mémorandum à l'élargissement possible de ses activités dans un futur proche : l'organisation de la santé publique y est désignée comme un des trois grands chantiers dans lesquels la Rockefeller pourrait s'investir². En décembre, les *trustees* entérinent cette direction de travail et dépêchent en France au printemps 1918 l'un des responsables de la Commission pour examiner l'organisation sanitaire et déterminer les actions possibles. On comprend alors pourquoi la Rockefeller investit autant dans la campagne antituberculeuse : outre l'importante logistique réclamée par cette maladie, la France constitue une grande zone pilote pour tester la faisabilité d'un projet d'organisation d'administrations sanitaires susceptible d'être étendu à l'Europe.

Ces orientations sont entérinée au mois de mai 1919 par les *trustees* qui décident d'attribuer une partie importante des revenus boursiers de la fondation à la santé publique³. En France, la Commission antituberculeuse commence dès 1920 à travailler dans cette perspective, tandis que la fondation mène des enquêtes préliminaires dans d'autres pays européens tels que la Tchécoslovaquie dès 1919, la Pologne, la Hongrie, la Bulgarie (1922), la Yougoslavie (1924) et la Roumanie (1925)⁴. Afin de coordonner plus aisément son chantier européen qui prend rapidement de l'ampleur, elle transforme en 1923 le Bureau parisien de la Commission en *Office* chargé de gérer l'ensemble des activités européennes. Au premier semestre 1919 est officialisée l'idée de créer des facultés d'hygiène et de santé publique dans des « points stratégiques à travers le

¹ Meeting of the medical advisory committee, 24 septembre 1917, RF 1.1/500T/25/249.

² Edwin Embree, Memorandum on RF program, 24 septembre 1917, RF 3/900/21/164.

³ RF Minutes, 21 mai 1919, RF 3/900/21/158a.

⁴ Paul Weindling, « Public Health and Political Stabilisation : The Rockefeller Foundation in Central and Eastern Europe between the Two World Wars », *Minerva*, XXXI-3, 1993, p. 256 sq ; Benjamin B. Page, « The Rockefeller Foundation and Central Europe : A Reconsideration », *Minerva*, XL-3, 2002, p. 265-287.

monde¹ », afin de construire un « système planétaire² » d'institutions dont les premiers maillons commencent juste à se mettre en place en place aux États-Unis (le General Education Board a donné en 1915 des financements aux universités de Johns Hopkins, Yale, Chicago et Washington) et en Chine (le Peking Union Medical College est en construction). La fondation songe également à prospecter en Inde et en Amérique du Sud, mais aussi en Europe, en particulier en Grande Bretagne, en Allemagne et en France. Tous ces projets doivent fonctionner en synergie, et enrichir la réflexion de la fondation, y compris dans son action aux États-Unis.

Dès la fin de la Première guerre mondiale, la Rockefeller possède donc un « programme global³ » (*unified program*) à tonalité universaliste qui se concrétise par une stratégie de création de points d'appuis destinés à provoquer, par effet de boule de neige, ce qu'elle appelle la « modernisation » de la santé publique à l'échelle de la planète. Son travail s'étend alors sur près de 40 pays et sur les cinq continents. Cette stratégie s'appuie sur la certitude que la science peut assurer le progrès humain, certitude qui devient à partir du début des années 1920 le pilier du projet philanthropique. Ainsi en février 1920 Edwin Embree plaide-t-il auprès du président Vincent pour que la Rockefeller participe à la reconstruction des anciens pays belligérants, au motif que l'Europe sera, dans le siècle à venir, l'une des aires dont dépend « le progrès de la civilisation⁴ ». Mais c'est dans les écrits de Vincent que s'exprime le mieux cette culture positiviste qui imprègne le messianisme rockefellerien⁵ : lorsqu'il évoque en 1922 le programme de la fondation, il se réfère à Auguste Comte qui, « dans son *Cours de philosophie positive*, déclarait que chaque corps de savoir passait par deux âges, le théologique et le métaphysique, pour arriver à un troisième, l'âge positif ou scientifique ». L'Américain reprend également à son compte l'expression de Louis Pasteur : « La science n'a pas de nationalité car le savoir est le patrimoine de l'humanité, le flambeau qui éclaire le monde » ; elle « souffre (...) du nationalisme » et son « progrès » « nécessite la coopération du monde entier et un échange continu d'idées entre les savants ». C'est dans ce domaine que la Rockefeller entend apporter sa contribution : pour gagner la « guerre mondiale (...) contre la maladie », il est nécessaire de favoriser « les échanges internationaux » et le « commerce mondial des idées ». Dans l'esprit de Vincent, ces *leaders* sont semblables aux « marchands de lumière⁶ » décrits par le philosophe anglais Francis Bacon (1561-1626) dans *La nouvelle Atlantide*. En citant celui qui a fait de l'avancement du savoir et du rêve d'une société conduite par la science l'idée centrale de son œuvre, Vincent place implicitement l'action de la fondation dans une lignée remontant à l'Humanisme de la Renaissance, de même qu'en faisant sienne la loi des trois états de Comte, il l'inscrit dans une généalogie remontant aux Lumières. La mobilisation de ces références indique que désormais la fondation Rockefeller se perçoit comme porteuse d'un modèle à apporter au monde, en particulier à une Europe où les échanges scientifiques ont été interrompus par quatre ans de guerre.

¹ Conférence, 11-2 janvier 1919, RF 3/900/21/164.

² RF Minutes, 5 décembre 1917, RF 3/900/21/158a.

³ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1918, p. 35.

⁴ Embree à Vincent, 2 février 1920, RF 3/900/21/159.

⁵ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1918, p. 39 ; 1921, p. 40 ; 1922, p. 13-17 ; 1923 p. 10-11.

⁶ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1921, p. 49.

Le passage de témoin au CNDT

C'est dans le cadre de cet élargissement du projet philanthropique qu'il faut comprendre la transformation des activités de la Commission antituberculeuse. À sa dissolution, la fondation Rockefeller rétrocède l'ensemble de sa logistique au Comité National de Défense contre la Tuberculose (CNDT) qui va pérenniser son action. Dès le début de la campagne, on s'en souvient, la Commission avait intégré des Français dans ses rangs. Le nombre de ceux-ci ne cesse d'augmenter, de sorte qu'au 1^{er} janvier 1923, ce sont eux qui ont en charge l'ensemble du dispositif créé en 1917. Dès 1919, la Commission s'est retirée presque totalement de l'administration des dispensaires. À partir de 1921, l'organisation de la propagande est passée entre les mains du CNDT, qui gère notamment les *travelling units* dont le personnel est désormais presque entièrement français. À ce moment, presque tous les membres de la Commission sont rentrés aux États-Unis, sauf quelques-uns comme le directeur du Service des statistiques Thomas Duffield, qui reste jusqu'en août 1922, date où Marcel Moine le remplace. Quant au Bureau des infirmières visiteuses, il restera jusqu'à la fin de 1922 entre les mains d'Elisabeth Crowell.

À partir de 1923, le CNDT se trouve donc en charge de la totalité des services de la Commission, qui lui transmet *de facto* l'organigramme de ses domaines d'activité¹ : il devient donc à ce moment une structure complexe qui adopte en 1924 de nouveaux statuts inspirés de ceux de la National Tuberculosis Association américaine, qui elle-même avait fourni à la Commission son cadre organisationnel². Il entend développer son action « par l'information, la documentation et la propagande », mais aussi « en facilitant la constitution et en coordonnant les efforts de tous les organismes publics ou privés ayant pour but la lutte contre la tuberculose³ ».

La fondation a soutenu financièrement le Comité dès ses débuts, assurant notamment la subvention de son *Bulletin* dont le premier numéro paraît en janvier 1920 ; elle continuera à lui accorder des crédits jusqu'en 1924, mais dès 1920, les pouvoirs publics français ont voté des crédits importants en matière de lutte antituberculeuse, que ce soit à la Chambre des députés ou dans les départements : ainsi le Conseil général d'Eure-et-Loir a-t-il décidé de prendre intégralement à sa charge dès 1920 le coût des dispensaires installés par la Commission Rockefeller. Dès cette année, les fonds d'origine française sont supérieurs à ceux donnés par la fondation⁴. Ils ne cesseront d'augmenter tout au long des années vingt et trente, témoignant de la prise en main de la lutte antituberculeuse par les autorités françaises. Le CNDT subviendra donc rapidement à ses propres besoins.

La naissance du ministère de l'Hygiène

L'investissement des pouvoirs publics français ne concerne pas seulement la tuberculose : l'ensemble de la santé publique est en ligne de mire de l'action gouvernementale à partir de la Première guerre mondiale. Au début du XX^e siècle, la santé ne constituait pas un domaine autonome dans l'administration de la République. Elle était dispersée dans plusieurs ministères : celui du Travail, celui de l'Instruction Publique, et surtout celui de l'Intérieur, qui avait les plus importantes prérogatives en la matière à travers la puissante Direction de l'hygiène et de l'assistance publique créée en

¹ Arnaud Evrot, *Historique du Comité national de défense contre la tuberculose*, 1924, IP CNDT 5.

² Règlements et statuts de la National Tuberculosis Association, janvier 1920, IP CNDT 14.

³ Statuts du CNDT, janvier 1924, IP CNDT 5.

⁴ Murard & Zylbermann, « Les Rockefeller médecine men... », *art. cit.*, p. 278.

1889¹. On y ajoutera la création en 1914, au sein du ministère de la Guerre, d'un Sous-Secrétariat d'État chargé de la santé militaire. Dès la fin du XIX^e siècle, certaines voix se sont élevées pour réclamer la création d'un ministère chargé des questions d'hygiène et de santé, mais sans succès. En revanche, au niveau municipal, les réalisations ont été nombreuses, avec notamment la création des bureaux municipaux d'hygiène, mouvement lancé au Havre en 1879². Par ailleurs, la loi de santé publique de 1902 a fait de la commune la cellule de base de la politique de la santé publique. Mais il faut la guerre et les énormes problèmes sanitaires qu'elle engendre pour que les pouvoirs publics prennent la décision de créer un ministère spécifique. Dès son arrivée, la Commission Rockefeller suit avec attention les débats relatifs à cette question, espérant le voir prendre en charge à moyen terme la lutte contre la tuberculose. C'est par les décrets des 20 et 27 janvier 1920 qu'est créé le ministère de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociale, qui juxtapose les services venant du ministère de l'Intérieur et ceux venant du ministère du Travail, l'Instruction Publique gardant pour l'instant la main sur l'hygiène scolaire.

Dès le début, la Commission engage les discussions avec le ministère. Elle suggère notamment de réaliser des enquêtes dans les départements afin de déterminer les besoins au cas par cas, et transmet à la nouvelle administration les documents qu'elle utilise depuis 1917 : budgets types, questionnaires pour les administrations locales, modèles de lettres aux préfets, etc. C'est probablement munis de ces outils que les 8 premiers inspecteurs visitent certains départements au cours de l'année 1920. Par ailleurs, en novembre de cette année, le ministère crée une commission chargée d'examiner les demandes de création de dispensaires et de laboratoires et d'évaluer le montant des subventions à leur accorder. Linsly Williams et Alexandre Bruno, respectivement directeur et directeur adjoint de la Commission, en font partie. Nous avons vu également qu'au printemps 1921, le ministère commande à Elisabeth Crowell un rapport sur la formation des infirmières. Au début de 1922, la Commission rédige enfin un long mémorandum remis au ministre Paul Strauss en mars. Elle y insiste sur la nécessité d'un engagement fort de l'État et d'une centralisation de l'action ; le programme qu'elle propose est le strict décalque de l'action antituberculeuse, mais étendue à l'ensemble des problèmes sanitaires ; le rapport dessine également, ni plus ni moins, les contours de ce que devrait être un grand ministère de la santé publique, avec des services spécialisés : tuberculose, autres maladies contagieuses, propagande, statistiques, laboratoires, infirmières, hygiène scolaire, hôpitaux, etc.³

La Commission multiplie donc les initiatives destinées à faire modifier la loi de 1902 et à instaurer une administration centralisée de la santé publique, centralisation à laquelle Paul Strauss se montre réticent⁴. C'est dans cette perspective qu'elle va prendre l'habitude d'accorder des bourses de voyages à des personnalités susceptibles de peser dans les débats, une pratique qu'elle renouvellera dans d'autres domaines au cours des années suivantes. La première est accordée à Léon Bernard (1872-1934), hygiéniste reconnu et pionnier de la lutte antituberculeuse avec Léon Bourgeois, André Honnorat, Albert Calmette et quelques autres. Professeur d'hygiène et de médecine préventive à la faculté de médecine de Paris depuis 1919, il est également Secrétaire général du CNDT,

¹ Paul Faivre, « Au sujet de la révision de la loi du 15 février 1902 », *Revue d'hygiène*, juillet 1925, p. 650.

² Patrice Bourdelais, « Les bureaux d'hygiène municipaux (1879-1900). Connaître, décider, innover, assister, convaincre et diffuser », in Patrice Bourdelais & Olivier Faure (dir.), *Les nouvelles pratiques de santé. Acteurs, objets, logiques sociales (XVIIIe-XXe siècle)*, Paris, Belin, 2005, pp. 267-284.

³ *Memoire on Hygiene in France, 1922*, RF 1.1/500L/13/151.

⁴ *General remarks concerning the present situation of the ministry of health and statement concerning the more important needs as visualized by the Minister*, juin 1922, RF 1.1/500L/13/151.

membre du Comité d'Hygiène de la Société des Nations et surtout, d'après la Commission, « le conseiller le plus influent du gouvernement en matière de santé publique¹ ». La fondation organise pour lui un voyage d'un mois en octobre-novembre 1922, au cours duquel Bernard se rend à New York, Boston, Albany, Washington, mais aussi au Canada, à Montréal et Toronto, pour visiter administrations municipales, hôpitaux, facultés d'hygiène et de santé publique ou encore laboratoires de recherches, le tout entrecoupé de réceptions et de discussions avec les collègues étrangers².

L'Office National d'Hygiène Sociale

Après des débuts difficiles s'ouvre en 1924 une période favorable pour le ministère de l'Hygiène, qui vient d'intégrer la Direction de l'hygiène et de l'assistance du ministère de l'Intérieur. À ces attributions élargies correspond un nouveau nom, celui de ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la Prévoyance Sociales, mais aussi des crédits plus importants. C'est le moment que va choisir la fondation Rockefeller pour soutenir, financièrement et techniquement, son action. Depuis juin 1924, Justin Godart est devenu titulaire du portefeuille. Député radical du Rhône depuis 1906, il a été Sous-Secrétaire d'État chargé de la santé militaire pendant la Grande guerre et milite depuis longtemps pour la création d'un ministère de la santé. Il connaît déjà le monde de la philanthropie américaine pour avoir rencontré les envoyés successifs de la Rockefeller lorsque ceux-ci ont réalisé des enquêtes préliminaires en 1916 et 1917. On peut gager également qu'il a suivi de près le travail de la Rockefeller et de la Croix Rouge à Lyon depuis 1918. Enfin, il est également membre du Conseil d'administration du Centre Européen de la Dotation Carnegie pour la Paix Internationale, qui l'a chargé en 1921 de réaliser une enquête sur la reconstruction économique de l'Albanie. Il connaît donc la philosophie des fondations, mais également l'importance de leurs disponibilités financières.

Peu après son arrivée au ministère, en septembre 1924, il rencontre Selskar Gunn, à qui il fait part de sa volonté de créer au sein de son ministère un service de documentation sanitaire permettant d'acquérir une vue d'ensemble de la situation nationale et à destiné à faire circuler l'information entre les différents organismes nationaux, locaux et départementaux qui s'occupent de santé publique. L'Américain, qui rentre tout juste de Yougoslavie où la Rockefeller envisage d'intervenir, y a été impressionné par les structures mises en place par l'État yougoslave, notamment par un plan de création de centres de santé publique locaux qu'il estime applicable en France. Il propose donc à Godart que la Rockefeller finance un voyage d'étude à l'un des membres de son ministère pour observer ces réalisations. C'est le docteur Jacques-André Cavaillon qui est sélectionné : celui-ci a déjà une bonne expérience d'administrateur de la santé publique, puisqu'il a été directeur du Service de santé de la XIIIe région militaire en 1917-1918, puis directeur des Services d'hygiène de l'Aisne entre 1920 et 1923. Cette même année, il a également fait partie d'un voyage d'étude de médecins français en Grande-Bretagne mis en place par l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations et financé par la fondation Rockefeller ; en 1924, il est entré au ministère en tant que chef adjoint du Service de prophylaxie des maladies vénériennes. Au retour de son voyage de 6 semaines entre septembre et octobre 1924, il fait l'éloge

¹ Minutes of the Executive Committee, 23 mai 1922, RF 1.1/500A/5/48.

² Memorandum of conversation between Mr Rose and Doctor Bernard, 6 novembre 1922, RF 1.1/500A/5/54.

de l'exemple yougoslave, notamment de son quadrillage national par un réseau de dispensaires, d'instituts d'hygiène et de stations épidémio-bactériologiques, le tout étant chapeauté par un ministère de la santé publique bien doté financièrement, à la direction énergique et à la politique claire¹.

Dès lors, les choses vont aller très vite, car la Rockefeller est prête à ouvrir son portefeuille : la création d'un service de documentation serait l'une de ses plus grandes réussites, car elle installerait d'emblée les nouvelles méthodes de travail qu'elle préconise depuis 1917 au centre de machine administrative française ; en outre, la France étant considérée comme « un modèle en matière de santé dans l'ensemble du monde latin² », elle occupe une place importante dans la stratégie mondiale des points d'appuis de la fondation : son adoption de nouvelles méthodes entraînerait dans son sillage, croient les hommes de la Rockefeller, les pays du monde latin (Italie, Espagne, mais aussi Amérique du Sud). Le financement de la fondation étant acquis, Godart crée officiellement l'Office National d'Hygiène Sociale (ONHS) en décembre³. Celui-ci est en quelque sorte le pendant ministériel du CNDT et possède le même organigramme que lui, cinq de ses six services correspondant à ceux de la défunte Commission Rockefeller : Service information et documentation ; statistiques ; enquêtes départementales ; propagande ; Service des études techniques (destiné à aider les départements dans la mise sur pied d'un armement sanitaire) ; Bureau central des infirmières ; le sixième service, consacré aux maladies vénériennes, existait avant la création de l'Office, et lui est rattaché en décembre 1925 ; s'y ajoutera en 1928 un Service des maladies coloniales.

Le nouvel organisme est d'emblée financé généreusement par la Rockefeller, ce qui n'est pas sans faire grincer des dents certains médecins qui dénoncent le « protectorat » et la « mainmise sur l'Europe⁴ » des Américains. À raison de 21 000 dollars par an pendant cinq ans, c'est plus de la moitié du budget annuel de l'ONHS qu'apporte la fondation au cours des deux premières années⁵. Il faut attendre 1928 pour que les fonds gouvernementaux dépassent ceux donnés par la Rockefeller, et en 1930, à l'issue du financement quinquennal, 75% du budget vient du ministère. En 1931, la fondation accorde une nouvelle subvention de 24 000 dollars étalée sur trois ans⁶. Outre ces dotations globales, elle apporte d'autres contributions à l'ONHS, notamment des *fellowships*, suivant le même esprit que pour les infirmières : distinguer quelques administrateurs de la santé publique particulièrement compétents et leur donner les moyens de parfaire leur formation en se familiarisant aux méthodes « modernes » en usage notamment aux États-Unis. C'est le cas pour Édouard Mazères, responsable du Service des études techniques, qui part en 1926 étudier pendant plusieurs mois les administrations sanitaires de Pologne, Hongrie et Tchécoslovaquie, c'est-à-dire les trois pays européens qui, avec la France, reçoivent au cours de cette période le plus de crédits Rockefeller dans le domaine sanitaire. En 1929, Mazères reçoit une nouvelle *fellowship* pour étudier l'action contre la malaria en Italie, le trachome (maladie des yeux provoquant la cécité) en Syrie, mais aussi l'organisation sanitaire en Yougoslavie et les statistiques médicales en Angleterre. À son retour, il

¹ Rapport du docteur Cavaillon, 1924, RF 6.1/24/269.

² IHB Minutes, 6 novembre 1924, RF 1.1/500L/13/151.

³ Le Journal Officiel précise que c'est à la fondation que l'Office « doit l'initiative de sa fondation (Rapport annuel du conseil d'administration de l'ONHS, *Journal Officiel. Documents administratifs*, 1926, p. 925).

⁴ Faivre, *art. cit.*, p. 653 et 660.

⁵ Budget 1925, 24 février 1925 RF 1.1/500L/14/152.

⁶ IHB Minutes, 7 janvier 1926, 6 janvier 1930 et 14 octobre 1930, RF 1.1/500L/13/151.

prend la direction de l'Office d'Hygiène Sociale et de Médecine Préventive de Tunis où il restera jusqu'à sa retraite en 1949¹.

C'est la crise économique qui sera fatale à l'ONHS : au printemps 1934, dans le cadre de la politique de rationalisation budgétaire menée par l'Etat, l'Office est démantelé et ses services sont dispersés dans le ministère. Mais ses membres continuent à mener leurs activités. C'est le cas du docteur Bourguin, qui dirige depuis 1925 le Service de documentation et continue à publier un bulletin dont seul le nom change : de *Bulletin Officiel de l'ONHS*, il devient *Bulletin Officiel du ministère de la Santé Publique*. On notera également qu'en 1938 est créé un Conseil Supérieur d'Hygiène Sociale qui apparaît comme une résurgence de l'ONHS, sa mission étant identique (coordonner l'activité des différents services du ministère) et son organigramme très proche ; il possède notamment quatre commissions identiques à celles de l'ONHS (maladies vénériennes, propagande, documentation, coordination sanitaire) dont les quatre responsables sont tous d'anciens membres de l'ONHS (respectivement Jacques-André Cavaillon, Lucien Viborel, Bourguin, Xavier Leclainche)². On peut donc considérer que l'histoire de l'ONHS ne s'arrête pas en 1934, même si elle est difficile à pister au cours des années suivantes en raison du caractère très lacunaire des archives de cette période.

Ce qui est sûr en revanche, c'est que de 1925 à 1934 au moins, il constitue un maillon important dans la politique de la santé publique, notamment parce qu'il est situé au carrefour d'une nébuleuse d'acteurs. Organisme semi-public, il est à la fois en contact avec les services des autres ministères qui s'occupent d'hygiène (ainsi le service d'hygiène scolaire qui reste jusqu'en 1930 au ministère de l'Instruction Publique), mais aussi avec les multiples acteurs non gouvernementaux, pour la plupart descendants des milieux réformateurs préoccupés d'hygiène sociale depuis la fin du XIX^e siècle (CNDT, Musée Social, Ligue Franco-Américaine Contre le Cancer, associations locales...). Il est également en contact dès sa création avec des organismes étrangers, en particulier avec l'Organisation d'Hygiène de la Société des Nations et avec le Bureau International du Travail, ou encore avec l'Union Internationale contre le Péril Vénérien dont Jacques-André Cavaillon est membre. L'insertion dans ces réseaux internationaux va être favorisée par la Rockefeller qui, à plusieurs occasions, accordera aux membres de l'ONHS des bourses de voyages pour leur permettre de confronter leurs expériences avec les pratiques étrangères. La fondation tente également de favoriser par l'entremise de l'ONHS l'émergence de médecins spécialisés dans la santé publique, alors qu'un tel enseignement n'existe pas encore dans les facultés de médecine françaises. À cet effet, Richard M. Taylor, *officer* de l'IHB pour l'Europe, demande à Cavaillon en 1928 de lui indiquer des jeunes docteurs brillants susceptibles de bénéficier de *fellowships*³ : entre 1928 et 1939, onze d'entre eux, âgés pour la plupart de moins de trente ans, iront ainsi étudier la santé publique pendant un an aux États-Unis⁴, le plus souvent à la Johns Hopkins School of Hygiene, qui constitue, on le sait, l'institution modèle en la matière pour la Rockefeller qui la finance abondamment depuis 1915. La plupart d'entre eux feront ensuite carrière dans la santé publique, dans des organismes ministériels ou des services sanitaires locaux ou départementaux.

¹ Edouard Mazères Fellowship card, RF 10.

² *Bulletin du ministère de la Santé Publique*, 1938 (tome 1), p. 30-35.

³ Taylor à Cavaillon, 18 février 1928, RF 6.1/24/269.

⁴ Ludovic Tournès, « Les boursiers français du programme Fellowships and Scholarships de la Fondation Rockefeller, 1917-1970 », base de données [En ligne], site de l'Institut Pasteur, <http://www.pasteur.fr/infosci/archives/f-rock.html>, 2003.

Avec le soutien de la fondation, l'ONHS poursuit l'action de la Commission antituberculeuse en utilisant les mêmes grandes directions de travail : la collecte d'informations destinées à guider l'élaboration de la politique nationale ; l'aide à l'organisation de l'armement sanitaire départemental ; la formation des infirmières ; la propagande sanitaire. Mais si la collaboration avec les administrations gouvernementales locales est une constante de la politique mondiale de la Rockefeller, une aide aussi longue (10 ans) à une administration sanitaire est exceptionnelle, puisqu'on ne la retrouve au cours de cette période que dans le cas du Brésil où la fondation soutiendra entre 1923 et 1940 un service de la fièvre jaune¹.

2. L'information au service de la centralisation

Si l'ONHS est avant tout un organisme technique, il est aussi le lieu où se construit une vision nationale et globale de la santé publique ; de ce point de vue, un maître mot revient, presque obsessionnel, dans ses rapports annuels : réaliser une organisation « rationnelle » de la politique sanitaire. Pour ce faire, il s'appuie systématiquement sur les informations récoltées sur le terrain et leur mise en chiffres grâce à l'outil statistique. Comme le Service de statistique de la Commission antituberculeuse, il peut être considéré comme la tête pensante du ministère, et si son architecture est largement calquée sur celle de la Commission américaine, les Français vont se l'approprier sans difficultés.

Les enquêtes de terrain

Dès sa création, l'ONHS multiplie rapports et enquêtes, destinés à piloter la politique de santé publique, selon des méthodes rôdées pendant la campagne antituberculeuse. La première réalisation est une cartographie de l'armement sanitaire dans tous les départements, mais aussi un bilan sanitaire global destiné à fournir les informations nécessaires à la création de bureaux municipaux d'hygiène et d'inspecteurs sanitaires départementaux. L'enquête commence en mai 1925, et deux ans plus tard, l'ensemble des 94 départements (y compris l'Algérie) auront été passés au crible². Mais dès les premières remontées de rapports au ministère, il s'est avéré que l'absence d'harmonisation entre les informations empêchait d'avoir une vision globale. Pour palier le problème, l'Office va mettre en place « ce que les Américains appellent un rapport 'standard'³ » comprenant des questions posées dans les mêmes termes à tous les départements. Jules Brisac réunit à Paris en avril 1927 les inspecteurs départementaux

¹ Marcos Cueto « The Cycles of Eradication : The Rockefeller Foundation and Latin American Public Health, 1918-1940 », in Paul Weindling (ed.), *International Health Organisations and Movements, 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 233.

² Rapport de l'ONHS (du 1^{er} juillet 1926 au 30 juin 1927), *Journal Officiel. Documents administratifs*, 1927, p. 1098.

³ Rapport sur le fonctionnement et l'activité de l'ONHS depuis sa fondation, 1926, RF 1.1/500L/14/152.

de l'Hérault, de la Seine-et-Marne, du Doubs, de la Seine Inférieure et du Tarn-et-Garonne, dont la fondation a payé le voyage¹. Richard M. Taylor, *l'officier* de l'International Health Board en charge de la France, assiste à la réunion, à l'issue de laquelle est adopté un modèle de rapport standard inspiré de ceux fournis par la Rockefeller, qui sera désormais envoyé aux services départementaux d'hygiène pour mettre à jour la première série d'enquêtes. L'ensemble, une fois harmonisé, est publié en 1931 sous la forme d'un épais annuaire décrivant l'ensemble de l'armement sanitaire départemental² : tous les acteurs, publics et privés, y sont mentionnés, depuis le ministère jusqu'aux laboratoires d'analyses départementaux en passant les organisations nationales et locales. S'y ajoutent des notices départementales organisées selon la formule du rapport type, et permettant une comparaison entre les départements. L'ouvrage contient également de nombreuses cartes et graphiques qui en font une photographie précise de l'état sanitaire de la France en 1930.

Cette enquête générale est complétée par des investigations de moindre ampleur sur des sujets très divers (surveillance des eaux, lutte contre les épidémies, organisation hospitalière, assistance aux vieillards...), parmi lesquels les problèmes relatifs à l'enfance apparaissent comme une des préoccupations majeures de l'ONHS ; celui-ci mène à partir de 1927 des enquêtes sur différents aspects de la protection maternelle et infantile comme les consultations de nourrissons, les sages-femmes, les enfants anormaux, ou encore les conséquences des maladies vénériennes sur les enfants en Europe ; à l'occasion de cette dernière, l'Office obtient de la fondation Rockefeller une bourse de voyage pour deux de ses membres, le docteur Jacques-André Cavaillon et Lucien Viborel, qui leur permettra, en août septembre, d'examiner les cas italiens, autrichiens et allemands. La même année, l'Office réalise également une enquête sur les causes de la surmortalité infantile qui a sévi en France en 1926. À la demande de l'Organisation d'Hygiène de la SDN, il entreprend également une enquête sur la variole, qui touche particulièrement les enfants. Entre 1929 et 1934, en collaboration avec le Comité National de l'Enfance, l'ONHS réalise d'autre part une importante étude nationale et départementale sur la mortalité infantile³. Dès 1929, le docteur Leclainche, chef du Service des études techniques, a par ailleurs rédigé un rapport suggérant des pistes pour lutter contre la mortalité infantile en développant une action de prévention et de coordination nationale, et notamment en systématisant la création de « Centres de Protection Maternelle et Infantile⁴ » qui existent déjà dans certains départements. Le 15 juillet 1931, le ministère de la Santé Publique publie une circulaire recommandant la création de tels centres dans tous les départements.

À côté de ce travail d'enquête, l'ONHS mène une réflexion sur l'organisation de l'administration sanitaire. À la fin de l'année 1929 le docteur Leclainche rédige un rapport intitulé « Suggestions pour la réorganisation des services d'hygiène en France », où il plaide pour une organisation « rationnelle » de la santé publique au niveau national, chaque département devant être doté de trois organismes : un réseau de bureaux municipaux d'hygiène (obligatoires depuis la loi de 1902, mais n'existant pas encore partout), une inspection départementale pour les chapeauter, et un Office Public d'Hygiène Sociale (OPHS) assurant la coordination entre les pouvoirs publics et les œuvres privées. L'inspection départementale doit être dirigée par un médecin inspecteur

¹ Gunn à Russell, 25 août 1927, RF 1.1/500J/13/142.

² ONHS, *L'armement sanitaire en France*, Paris, 1930.

³ Adolphe-Auguste Lesage & Marcel Moine, *Étude générale de la mortalité de l'enfant de première année*, Melun, sept volumes entre 1929 et 1934.

⁴ Dr. X. Leclainche, Suggestion pour la lutte contre la mortalité infantile en France, décembre 1929, IP BCG 29.

en chef exerçant à plein-temps et recruté par concours national afin d'échapper « à toutes les contingences du pouvoir local¹ ». Leclainche conclut son rapport en proposant de réformer la loi de 1902 pour y inclure l'obligation de créer un OPHS et une inspection par département. C'est ce qui sera partiellement réalisé par la loi du 30 octobre 1935 qui, en rendant obligatoire la création des inspections départementales d'hygiène, marque une nette avancée dans l'organisation « rationnelle² » des services d'hygiène et constitue une rupture par rapport la loi de 1902 : en effet, les services départementaux sont désormais placés sous l'autorité du ministère et non plus des Conseils généraux, et ils auront sous leur direction les bureaux municipaux d'hygiène, dont la responsabilité sera retirée aux municipalités. Les médecins inspecteurs seront dès lors des « fonctionnaires sanitaires » dont le recrutement par concours, souligne la loi, assurera l'indépendance par rapport aux « influences locales³ ». Si l'ONHS n'existe plus lorsque cette loi est votée, sa formulation reprend largement les termes du rapport Leclainche ; et lorsqu'est créée en 1936 une commission chargée d'élaborer un règlement d'administration publique pour fixer les modalités de son application, 2 de ses 6 membres (Cavaillon et Leclainche) sont d'anciens membres de l'ONHS⁴. C'est cette commission qui rédigera le décret définitif du 15 avril 1937⁵.

La statistique sanitaire

Avec l'enquête de terrain, la statistique sanitaire est l'autre outil de travail essentiel de l'ONHS et constitue l'un des supports intellectuels de la nouvelle conception de la santé qui se met en place en France au cours de l'entre-deux-guerres. Ce type de statistique s'est développée dès les années 1860 avec les travaux de la Société de Statistique de Paris dans laquelle les hygiénistes ont été d'emblée très actifs. Au cours de la décennie suivante, la création de bureaux municipaux de statistiques (Paris, 1877) a donné une impulsion à la réalisation d'une cartographie sanitaire de certains espaces urbains⁶ qui constitue une sorte d'équivalent hexagonal des *surveys* menés par les milieux réformateurs en Angleterre ou aux États-Unis au même moment. Certains personnages jouent un rôle particulièrement important dans ce domaine, tels Bertillon, responsable de la statistique du département de la Seine, qui publie en 1889 lors de l'Exposition universelle un ouvrage de cartes et diagrammes sur la population parisienne et les principales maladies entre 1865 et 1887. Le développement de ces statistiques contribue à la prise de conscience de l'importance de certaines maladies telles que la tuberculose, à laquelle la sécheresse des tableaux donne une consistance quantitative qui fait apparaître ce que le tabou social masque.

Mais la statistique est alors avant tout un outil manié par les administrateurs, et c'est semble-t-il seulement à partir des années 1920 que le commun des médecins se l'appropriera réellement comme outil de travail : en témoigne notamment le nombre

¹ Dr. X. Leclainche, Suggestion pour la réorganisation des services d'hygiène en France, décembre 1929, IP BCG 29.

² Décret-loi portant organisation des inspections départementales d'hygiène, 30 octobre 1935, AN DGS CAC 82079/1.

³ *Id.*

⁴ Commission chargée d'élaborer les statuts définitifs des inspecteurs d'hygiène, février 1936, AN DGS CAC 82079/1.

⁵ *Bulletin du ministère de la Santé Publique*, 1937 (tome 1), p. 256-263.

⁶ Fijakow Yankel, « Statistiques sanitaires et volontés politiques : le cas parisien au tournant du siècle », in Patrice Bourdelais (dir.), *Les hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Belin, 2001, p. 99 sq.

croissant des thèses de doctorat de médecine appuyées sur la statistique au cours de cette décennie, mais aussi la création de cours de statistiques à l'Institut d'Hygiène de la faculté de médecine de Paris en 1928. Au début des années 1930, un cours de statistique sanitaire à l'usage des industriels sera également créé au Conservatoire National des Arts et Métiers¹, tandis que la presse spécialisée de fait de plus en plus l'écho de ces méthodes, contribuant à les diffuser dans la profession médicale. La Première guerre mondiale et les initiatives développées dans le cadre de la lutte antituberculeuse à partir du travail de la Commission Rockefeller ont à l'évidence joué un rôle important dans ce développement. En effet, lorsqu'elle quitte la France, son matériel, ses machines à calculer et son directeur Marcel Moine reviennent au Service de statistique du CNDT qui en est l'héritier direct. À partir de 1924, ce service vole de ses propres ailes et publie chaque année, au moins jusqu'en 1935, un rapport sur l'état général de la lutte antituberculeuse en France². Certains comités locaux font de même, soit avec son soutien logistique, soit de leur propre initiative, ainsi le comité départemental du Rhône, où les notes transmises par les médecins et les infirmières visiteuses ont permis très tôt l'établissement de statistiques précises pour tous les dispensaires du département³.

Lors de la création de l'ONHS, il est décidé que son Service de statistique sera peu important afin de ne pas redoubler celui du CNDT, avec lequel il fonctionnera en étroite collaboration. Dès 1926, il publie des cartes et des graphiques à l'usage des services départementaux, qu'il aide également à réaliser leurs propres statistiques. Mais son plus gros travail au cours de ces années consiste à établir une statistique des causes de décès fiable. Très rapidement, lors de son arrivée en France, la Commission Rockefeller avait considéré ce problème comme fondamental : après avoir étudié les statistiques de population dans certains départements, elle avait conclu que celles-ci étaient bonnes en ce qui concerne la recension des naissances, des mariages et des décès ; mais que la détermination des causes des décès était souvent imprécise⁴. Or, les Américains considéraient comme indispensable d'avoir un décompte exact du nombre de morts par tuberculose dans tous les départements afin de mieux cibler les lieux où devait s'exercer leur action.

La statistique sanitaire française est alors menée par deux organismes différents. Le premier est la Statistique Générale de la France (SGF), service rattaché en 1906 au ministère du Travail. Elle réalise chaque année le « Mouvement de la population », qui comprend le recensement des mariages, naissances et décès sur l'ensemble du territoire. Depuis la fin du XIX^e siècle, ces statistiques sont très fines, puisqu'elles comportent une distinction de sexe, une classe d'âge spécifique pour les nourrissons (de 0 à 1 an) destinée à évaluer la mortalité infantile, et des classes d'âges de 5 ans pour les catégories suivantes (1 à 5 ans, 5 à 9 ans, etc.). À cette statistique du « Mouvement de la population » dont les synthèses paraissent en principe tous les cinq ans s'ajoute la « Statistique sanitaire de la France » établie chaque année par la Direction de l'hygiène et de l'assistance du ministère de l'Intérieur depuis 1887. Contrairement à la statistique de la SGF qui ne mentionne que le nombre de décès, celle-ci mentionne leurs causes, lesquelles sont classées selon la nomenclature internationale alors en vigueur. Mais cette statistique n'est, elle, guère précise : non seulement elle ne distingue pas les sexes, mais elle comporte des classes d'âges de 20 ans, à l'exception des nourrissons (0 à 1 an, puis 1 à 19 ans, etc.) ; en outre, avant 1906, elle n'est réalisée que dans les villes de 10 000

¹ G. Ichock, « La statistique au service de la technique sanitaire », *Revue d'hygiène*, juin 1933, pp. 459-478.

² CNDT, Rapport du service de la statistique, Melun, Imprimerie administrative.

³ Comité Départemental du Rhône pour la Lutte contre la Tuberculose, *Rapport de l'année 1928*, p. 11.

⁴ Bureau of Statistics, *Annual Report*, 1919, RF 1.1/500T/29/270.

habitants et plus. Il faut ajouter qu'à côté de ces deux organismes établissant des données nationales existent des statistiques locales dressées par certains bureaux municipaux d'hygiène¹. Mais ces initiatives sont de qualité inégale, car aucune loi n'oblige alors un médecin à préciser sur le certificat de décès la cause exacte de celui-ci : au contraire, l'article 378 du code pénal punit les médecins enfreignant le secret médical ; ceux-ci se bornent donc souvent à inscrire, dans la rubrique consacrée à la cause du décès, « mort naturelle » ou « maladie ». Dans les villes où c'est l'officier d'état civil qui est chargé de remplir les certificats, celui-ci note le plus souvent, sans demande d'information supplémentaire, la cause, souvent vague et parfois erronée, qui lui est donnée par la famille du décédé. Il résulte de cette situation une sous-estimation importante de certaines maladies dans les statistiques sanitaires : c'est le cas de la tuberculose mais aussi des maladies vénériennes, ou encore du cancer.

La Commission Rockefeller se heurte au début de son action à deux problèmes : d'une part l'imprécision du calcul statistique des causes de décès, due sans doute à une négligence originelle jamais corrigée par la suite. D'autre part, et surtout, le problème du secret médical est tout à fait nouveau pour les Américains, car il n'existe pas aux États-Unis (ni en Grande-Bretagne), où la loi oblige le médecin à déclarer dans tous les cas la cause de décès, qui n'est pas considérée comme confidentielle². Au reste, la France n'est pas le seul pays européen où le secret médical est en vigueur : c'est aussi le cas de l'Allemagne, du Luxembourg, de la Suisse, de la Norvège, des Pays-Bas ou de la Suède. Pour résoudre ce problème inédit pour elle, la Commission va mener au cours de l'année 1920 son enquête dans certains de ces pays pour voir comment ils concilient la déclaration obligatoire de la tuberculose et l'existence du secret médical. Sa conclusion est que le système suisse est le meilleur : mis en place en 1860, il consiste à utiliser un formulaire en deux parties détachables dont « l'une porte le nom du décédé et indique ainsi au médecin la personne au sujet de laquelle on lui demande des renseignements. La seconde comprend le lieu, le jour et l'heure du décès, ainsi que la profession, l'état civil, l'origine et l'âge du décédé, mais ne mentionne pas son nom. Elle comprend, en outre, toutes les questions relatives à la cause du décès auxquelles le médecin est prié de répondre. Le médecin sépare ces deux parties l'une de l'autre et renvoie la seconde, sous enveloppe fermée, à l'officier de l'état civil qui la fait parvenir, à son tour, sans l'ouvrir, au service fédéral de statistique. C'est celui-ci, et lui seul, qui prend connaissance des renseignements précis fournis par le médecin. Mais, s'il peut situer le décès et s'il est averti des indications utiles relatives au défunt, il ignore le nom de celui-ci³ ». Les statisticiens de la Commission Rockefeller avaient repéré dès 1919 un système similaire dans le département d'Eure-et-Loir et avaient préconisé son application à l'ensemble du territoire français. En 1920, à la suggestion de la Commission, le préfet de la Seine envoie le chef de son bureau de statistiques étudier le système suisse. Dans le rapport rédigé à son retour, celui-ci en préconise l'application en France. L'information remonte alors au ministère qui réunit une commission destinée à préciser les conditions de son application, et en particulier à éviter que les médecins ne soient accusés de violer le secret médical. Au même moment, une expérience d'application du formulaire en deux parties est menée de sa propre initiative en 1924 par

¹ Patrice Bourdelais, *Les épidémies terrassées. Une histoire de pays riches*, Paris, La Martinière, 2003, p. 155 sq.

² Michel Huber, *Cours de démographie et de statistique sanitaire* (Institut de Statistiques de l'Université de Paris), 1940, p. 114.

³ Docteur Gengou, « Quelques remarques sur l'organisation de la santé publique en Suisse », *Revue d'hygiène*, août 1926, p. 724.

un médecin de Seine Inférieure, qui en publie les résultats dans la *Revue d'hygiène* en décembre 1925¹. L'expérience est suivie avec intérêt par la Rockefeller et par l'ONHS.

Entre-temps, les statisticiens de la Commission ont engagé la discussion avec le ministre de l'Hygiène Paul Strauss et avec le directeur de la SGF Lucien March, qu'ils n'ont aucun mal à convaincre qu'il faut changer le mode de calcul des causes de décès pour mettre fin à l'aberration que constitue l'absence de classes d'âges de 5 ans et l'absence de distinction par sexe. C'est chose faite en 1926, lorsque le calcul des causes de décès est transféré du ministère de l'Intérieur à la SGF, laquelle a été rattachée au ministère de l'Hygiène en 1924. Mais ce nouveau mode de calcul ne résout qu'une partie du problème car dans le même temps, la question de la déclaration des causes de décès n'a pas été tranchée depuis le rapport de 1920 préconisant l'application du système suisse ; la faiblesse du budget du ministère et le changement fréquent de titulaire du portefeuille en sont sans doute les principaux responsables, alors que la France se trouve dans une situation financière critique au milieu des années 1920. Malgré la prise de position du nouveau directeur de la SGF, Michel Huber, en faveur du système suisse, malgré l'adoption dudit système en 1927 par les Pays-Bas, malgré également la recommandation en ce sens de l'Institut International de Statistique auprès des pays européens, rien n'a encore bougé au début de 1928 au ministère, la mise en place du nouveau formulaire à deux parties et sa généralisation dans toutes les communes nécessitant du personnel et des crédits supplémentaires. L'ONHS estime au même moment que les causes de décès inconnues varient selon les départements de 2,5 % à plus de 50 % du total, la moyenne nationale s'établissant à 26,4 %, soit près d'un tiers des décès².

La fondation Rockefeller tente alors de débloquer la situation en menant une expérience pilote dans quelques départements pour attirer l'attention du ministère. Richard M. Taylor propose d'acheter une machine à cartes perforées qui permettrait de réaliser en quelques semaines le traitement des fiches que les classicompteurs déjà anciens de la SGF mettent plusieurs mois à achever. Le système des cartes perforées, développé depuis les années 1890 aux États-Unis puis en Allemagne et en Angleterre, est alors presque inconnu en France, où les clients, tous privés, de la compagnie International Business Machines (IBM) se comptent en 1925 sur les doigts des deux mains³. La machine fournie par la Rockefeller à la SGF est l'une des toutes premières utilisées dans un ministère. En contrepartie de cet achat, la Rockefeller demande à l'ONHS de mettre au point (et de financer) avec les inspecteurs départementaux un formulaire calqué sur l'exemple suisse. À travers cette expérience, la Rockefeller espère faire d'une pierre deux coups : introduire en France le système suisse du formulaire en deux parties qui permettrait de réaliser une statistique précise des causes de décès en respectant le secret médical, et accélérer le rythme de calcul des statistiques pour en faire de vrais outils de travail, une fonction que ne peuvent remplir les albums de la SGF dont la publication intervient au mieux deux ans après la collecte des données. L'objectif de la fondation est que le gouvernement débloque ensuite des crédits pour acheter lui-même d'autres machines.

À cet effet, Taylor réunit les 15 et 16 octobre 1928 dans les bureaux de l'Office parisien de la fondation Michel Huber, les docteurs Cavaillon et Leclainche, mais également Marcel Moine, le statisticien du CNDT, ainsi que six inspecteurs sanitaires

¹ Charles Ott, « À propos des statistiques sanitaires et démographiques et des certificats médicaux de décès », *Revue d'hygiène*, décembre 1925.

² Rapport de l'ONHS, *Journal Officiel. Documents administratifs*, 1927, p. 1090.

³ Lars Heide, « Monitoring people : Dynamics and Hazards of Record management in France, 1935-1944 », *Technology and Culture*, janvier 2004, p. 80-101.

départementaux¹. Les détails de l'opération sont arrêtés au cours de ces réunions, et l'expérience commence au début 1929 dans les six départements. Mais elle n'aura aucun impact auprès des autorités françaises : la SGF ne voit pas ses crédits augmenter au cours des années suivantes et n'achètera pas de machines à cartes perforées. Dans ces conditions, c'est le service de statistique de l'ONHS qui réalise l'annuaire des décès de 1930, publié en 1932, et celui de 1931, publié en 1933. En 1934, lorsque l'ONHS est supprimé, et alors que le ministère de la Guerre obtient les crédits nécessaires pour acheter des machines à cartes perforées, le ministère de la Santé Publique fait savoir que son budget lui interdit de prendre en charge la préparation de l'annuaire 1932. Malgré la demande expresse formulée par la SGF, les crédits ne viendront pas ; l'annuaire sera finalement réalisé et payé par le Service de statistique du CNDT avec la collaboration du Comité National de l'Enfance ; il paraîtra cette fois-ci avec trois ans de retard, en 1935. Les années suivantes, la SGF obtiendra *in extremis* des crédits pour réaliser les annuaires, dont le dernier, celui de 1936, paraît en 1939. Entre-temps, le formulaire suisse a fini par être adopté à compter du 1^{er} janvier 1937, mais la statistique de 1937 ne sera publiée qu'en 1945 ; on y remarquera le progrès très net dans la déclaration des causes de décès puisque « de 1936 à 1939, la proportion des causes de décès non spécifiées ou mal définies a diminué de 21 à 10 % ; en même temps, les décès attribués à la sénilité, cause assez vague et recouvrant le plus souvent une autre cause, ont diminué de plus de 20 %² ». La réforme de la statistique sanitaire aura donc nécessité plus de vingt ans.

3. L'organisation des administrations départementales

La collaboration avec les départements est un autre axe de travail de l'ONHS. Dès 1920, la Commission antituberculeuse avait élaboré des projets dans ce sens, et consulté plusieurs personnalités dont Léon Bernard et Albert Calmette ; elle avait ensuite réalisé dans un département, à la demande du ministère, une expérience pilote consistant à réaliser un dispositif sanitaire global³ articulé autour du dispensaire antituberculeux transformé en dispensaire d'hygiène sociale servant de lieu d'information et de prévention pour l'ensemble des problèmes sanitaires. Ce projet se concrétise à partir de 1924 par des actions dans plusieurs départements sélectionnés par la Rockefeller en fonction de leur organisation spatiale (ruraux ou urbanisés), mais aussi de l'existence préalable d'initiatives locales. Sont finalement choisis l'Aisne, l'Hérault, le Finistère, la Seine-et-Marne, la Saône-et-Loire, le Tarn-et-Garonne et les Basses Alpes. Dans ce dernier cas, le critère qui a présidé au choix est sans doute plus politique que géographique, son sénateur étant André Honnorat, président du CNDT et personnalité majeure de l'hygiène sociale dont la Rockefeller souhaite à l'évidence obtenir l'appui. Dans tous ces départements, les actions seront mises en place avec la collaboration des pouvoirs publics locaux, mais aussi les œuvres privées, et bien sûr le ministère et l'ONHS, qui assure la coordination technique des opérations. L'objectif est d'étendre les initiatives à l'ensemble du territoire une fois la pertinence des expériences

¹ Rapports sur les réunions du 15 et 16 octobre 1928, RF 1.1/500J/B13/150.

² Ministère de l'économie nationale. Service National des Statistiques. Direction de la Statistique Générale, *Statistique du mouvement de la population, Nouvelle série-tome XIX, Années 1940 à 1942, 2^e partie-Les causes de décès*, Paris, 1945, introduction, p. v-vi.

³ L. Williams, Summary of the present activities of the CPTF, 1921, RF 1.1/500T/31/273.

pilotes démontrée. L'Hérault, où est réalisée en 1924 la première opération, constitue un bon exemple.

Arrivée dans le département en 1920, la Commission a soumis au préfet un plan d'organisation départemental de dispensaires antituberculeux, adopté en octobre par le Conseil général. La subvention Rockefeller donnée pour l'occasion sert à installer des dispensaires, mais aussi à payer la formation de médecins au diagnostic tuberculeux et à engager des infirmières visiteuses. Rapidement, l'idée de créer un service global de santé publique se concrétise, car le département possède déjà un armement sanitaire non négligeable. Il existe en effet un bureau municipal d'hygiène à Montpellier depuis la fin du XIX^e siècle, ainsi qu'un institut bactériologique privé fondé en 1879, l'Institut Bouisson-Bertrand. Après avoir adopté le plan départemental de dispensaires, le Conseil général vote en mai 1921 la création d'un service d'hygiène départementale pour lequel elle recrute à l'été par concours 1921 six inspecteurs sanitaires à plein-temps ; parmi eux, cinq ont suivi les cours de perfectionnement sur la tuberculose organisés à Paris par la Commission¹. En octobre, la fondation accorde un financement destiné à payer le salaire des six inspecteurs pendant la première année². Inauguré le 1^{er} janvier 1922, le service comprend également huit infirmières visiteuses.

Lorsque la fondation précise en 1924 son projet de développement d'administrations départementales, l'Hérault est un des départements visités par le directeur du Bureau parisien Selskar Gunn. Quelques semaines plus tard, l'IHB signe avec le département³ un accord de coopération qui prévoit une subvention pendant cinq ans, jusqu'au 1^{er} janvier 1929, date à laquelle l'ensemble des services seront pris en charge par le département et le ministère. Dès 1925, cette subvention se traduit par plusieurs réalisations : l'installation d'un Office Central de la Santé Publique à Montpellier abritant tous les services administratifs dans un nouveau bâtiment ; la création d'un laboratoire d'analyse ; le développement des services de statistique et d'éducation sanitaire. L'ONHS est partie prenante du processus : dès 1925, son représentant vient sur place étudier la possibilité d'extension de l'expérience à d'autres départements. L'année suivante, les 12 dispensaires sont aménagés pour faire face à l'élargissement de leurs missions, et Elisabeth Crowell vient donner des conseils pour l'organisation du service des visiteuses. En 1927, la vitesse de croisière du dispositif est atteinte : le rayon d'action de l'Office Central de Montpellier est étendu à tout le département, les six inspecteurs sont désormais renforcés par 26 infirmières qui réalisent au cours de l'année 4 400 visites à domicile pour 687 familles⁴. Quant à la propagande, elle possède maintenant un chef de service et au cours de l'année, une campagne de timbre antituberculeux est organisée tandis que l'information sur les maladies vénériennes commence à être diffusée ; par ailleurs, l'hygiène scolaire se développe : chaque école du département a été visitée deux fois pendant l'année et les parents informés des maladies diagnostiquées sur leurs enfants ; en octobre 1927, un service d'infirmières scolaires est créé à Montpellier, ainsi qu'une clinique dentaire pour les écoliers de la ville, financée exclusivement par des fonds municipaux ; enfin, la collecte de statistiques devient systématique. Lorsque Selskar Gunn vient visiter le département en décembre 1927, il rencontre le docteur Aublant, responsable de l'inspection départementale, mais aussi Melle Puech, responsable du service

¹ Notice concernant les docteur Trarral, Galtier, Vernhes, Pradal et Marissal 5 décembre 1935, AN CAC 82079/3.

² IHB Minutes, 4 octobre 1921, RF 1.1/500T/25/246.

³ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1924, p. 148.

⁴ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1927, pp. 164-166.

d'infirmières, et Marie Mercuzot, ancienne *fellow* ayant quitté la direction de l'école d'infirmières de Lille pour prendre en main celle de Montpellier¹.

Au cours de l'année 1928, le nombre de consultations dans les dispensaires et de visites à domicile ne cesse d'augmenter ; la vaccination, notamment contre la diphtérie, se développe également, alors que la première campagne nationale contre la diphtérie ne sera menée qu'en 1929. Au mois de mars, Richard M. Taylor vient discuter des statistiques des causes de décès avec le docteur Aublant ; celui-ci, qui n'a pas de formation de statisticien, a commencé à compiler des données, mais réalise alors ses calculs à la main. Taylor, qui est au même moment en pleine discussion avec la direction de la SGF pour l'achat de machines à calculer, va alors lui financer un séjour de formation à la nouvelle technique des cartes perforées à l'Organisation d'Hygiène de la SDN. Si l'on en juge par la qualité des statistiques réalisées les années suivantes par le service, Aublant a sans doute acheté à l'issue de son séjour à Genève une machine à calculer².

En 1928, le service est pratiquement autosuffisant, puisque le financement américain ne représente plus que 47 000 francs sur un budget total de 1,3 million de francs³. En 1929, la fondation accorde une petite rallonge financière ainsi qu'une *fellowship* à un assistant d'Aublant, Robert Bataillon : auteur d'une thèse de doctorat sur la chloration de l'eau, il s'intéresse aux nouvelles techniques de désinfection de l'eau ; sur la recommandation d'Aublant, la Rockefeller l'envoie entre septembre 1929 et juin 1930 étudier la santé publique à l'université de Harvard, et visiter des administrations sanitaires de la côte Est des États-Unis et du Canada. À son retour, il sera nommé assistant inspecteur départemental⁴. À cette date, Aublant a quitté ses fonctions et son successeur poursuit son travail : lorsqu'en octobre 1935, la loi relative à l'obligation de créer une inspection départementale d'hygiène est votée par le Parlement, l'Hérault est déjà doté d'une organisation solide comprenant un inspecteur directeur du service, 8 médecins assistants, quatre médecins responsables des bureaux municipaux d'hygiène (deux à Montpellier, un à Béziers, un à Sète) et 28 infirmières⁵.

Des expériences similaires à celle de l'Hérault sont menées dans les autres six autres départements sélectionnés, avec lesquels la fondation signe des conventions entre 1926 et 1928. Ce travail sera complété par l'ONHS, qui tisse des liens avec les départements et y favorise le développement d'administrations sanitaires. Il envoie à cet effet des documents techniques expliquant comment créer un laboratoire d'analyse ou établir un budget sanitaire. Mais ses membres se déplacent également pour superviser l'établissement des nouveaux services départementaux. En 1930, ce sont 60 départements qui ont été aidés par l'Office. Deux ans plus tard, tous sont en relation avec lui⁶. Peu à peu, et de manière sans doute très inégale selon les départements, se met en place un véritable tissu d'administrations sanitaires dans l'harmonisation duquel l'ONHS joue un rôle important.

¹ Gunn Diary, 30 décembre 1927, RF 1.1/500J/13/143.

² Rapport annuel du Bureau Municipal d'Hygiène de Montpellier en 1933, AN CAC 82079/10.

³ RF Minutes, 10 décembre 1928, RF 1.1/500J/13/146.

⁴ Robert Bataillon Fellowship card, RF 10.

⁵ Le préfet de l'Hérault au ministre de la Santé Publique, 13 janvier 1937, AN CAC 82079/3.

⁶ Rapport de l'ONHS, *Journal Officiel. Documents administratifs*, 1932, p. 759.

4. La formation des infirmières

Avec le médecin inspecteur départemental et le médecin de dispensaire, l'infirmière est l'un des personnages clés de la politique de santé publique. La Rockefeller a participé à la structuration de cette profession dès la campagne antituberculeuse ; elle poursuit son action à travers l'ONHS au cours des années vingt et trente.

Le Bureau central des infirmières

Alors que l'ensemble des sections de la Commission sont partiellement entre les mains des Français depuis 1920 ou 1921, la section des infirmières est le dernier service dont les Américains abandonnent la direction, manifestement en raison des problèmes spécifiques posés par l'organisation de la profession, notamment la difficile gestation du statut de 1922 qui a vu s'affronter les conceptions de Chaptal et de Crowell. Après le départ de la Commission, la fondation continue de suivre la question des infirmières, insistant pour que soit créé au sein de l'ONHS, un Bureau Central des Infirmières. Depuis sa création en août 1925 jusqu'en 1930, il recevra de sa part 360 000 francs¹, qui couvriront une grande partie de ses frais de fonctionnement. Ceux-ci sont faibles, car le Bureau est une petite structure composée de quatre personnes. À sa tête, on trouve Juliette Delagrangé : surintendante des Services Féminins d'Assistance et d'Hygiène Sociale en Régions Libérées depuis 1922, elle a été reçue première à l'examen d'État d'infirmière hospitalière en 1924² et a pris immédiatement la direction de l'école du CNDT à Paris (poste qu'elle occupe jusqu'en 1927). Elle dirigera le Bureau jusqu'à sa mort en 1936, tout en faisant partie du Conseil de Perfectionnement. À ses côtés, trois infirmières chevronnées : Louise Séguenot, l'une des premières collaboratrices françaises d'Elisabeth Crowell au sein de la Commission dès 1919, et également l'une des premières *fellows* (envoyée aux États-Unis en 1920) ; Jeanne Lequeux, inspectrice des Services d'Hygiène Féminine du département des Ardennes ; et Jeanne de Joannis, directrice de l'École Professionnelle d'Assistance aux Malades de la rue Amyot³, qui a également séjourné aux États-Unis.

Le Bureau doit servir de courroie de transmission entre le Conseil de Perfectionnement, organe administratif et parisien, et les écoles disséminées sur le territoire, afin d'assurer le suivi des directives ministérielles. Ses fonctions sont multiples : visiter les écoles pour examiner leur organisation et présenter leurs demandes d'agrément au Conseil de Perfectionnement (57 visites rien qu'en 1930), centraliser les informations relatives aux écoles (liste des établissements agréés, adresses, organisation des cursus), établir un fichier national des infirmières diplômées, élaborer des statistiques, organiser les examens, informer les candidates à l'entrée dans les écoles, aider les infirmières diplômées à trouver du travail dans les hôpitaux ou les dispensaires, etc. Le Bureau joue donc un rôle de coordination important dans une profession en pleine croissance : alors que les écoles comptent 950 élèves en 1927, ce nombre monte à 2 500 en 1931 ; à cette date, près de 27 600 diplômes ont été délivrés depuis 1922⁴.

¹ RF Minutes, 26 mai 1925, RF 1.1/500C/9/99.

² Examen d'État d'infirmières hospitalières, Paris, 1924, AN AJ16 6559.

³ Décret du 22 août 1925 portant création du Bureau Central des Infirmières, RF 1.1/500C/9/99.

⁴ Rapport de l'ONHS, *Journal Officiel. Documents administratifs*, 1932, p. 763.

Les fellows : des infirmières d'élite

La fondation entend compléter le travail d'ensemble mené au niveau du Bureau par des actions ciblées, notamment en sélectionnant des infirmières confirmées pour leur donner un complément de formation et en faire des modèles pour l'ensemble de la profession. Poursuivant la politique engagée en 1919, elle accorde ainsi entre 1922 et 1928, trente-neuf *fellowships*. Cette politique est alors en phase avec les préoccupations du Conseil de Perfectionnement, qui, en novembre 1923, exprime le souhait que les écoles soient dirigées par des infirmières professionnelles de haut niveau, prenant pour exemple « les pays étrangers qui nous ont précédés dans la voie de la réglementation professionnelle du soin des malades¹ ». Les *fellowships* vont contribuer à concrétiser ce projet d'élévation des standards de la profession par le biais d'une élite d'infirmières formées aux méthodes anglo-saxonnes. Prenons l'exemple des sept *fellows* parties à l'été 1922 : parmi elles, on trouve Hélène Mugnier, directrice de l'école de la Charité de Lyon et qui, à son retour, prend la direction du nouvel établissement issue de la fusion des trois écoles lyonnaises ; Georgette Bauer, promue monitrice dans la nouvelle école et inspectrice de dispensaires dans la région lyonnaise ; Marie Mercuzot, qui retrouve à son retour son poste de directrice de l'école d'infirmières de Lille ; quant aux quatre infirmières de l'école de la Salpêtrière à Paris, l'une va aider une monitrice anglaise à organiser le cours de première année pour les élèves de l'école, et les trois autres superviseront le travail des élèves de l'école du CNDT. Si les trente-neuf *fellows* parties entre 1922 et 1928 sont issues de huit villes au total (Paris, Strasbourg, Bordeaux, Lille, Nantes, Lyon, Marseille, Nancy), la majorité d'entre elles vient de Paris (huit) et surtout de Lyon (seize), ce qui témoigne de la volonté de la Rockefeller d'investir sur quelques pôles pilotes. Un bilan des positions professionnelles connues des *fellows* en 1930 montre que la totalité occupe des postes de responsabilité (directrice d'école, monitrice, chef de salle en hôpital). À Lyon, lorsqu'Hélène Mugnier démissionne de la direction pour cause de maladie en 1929, elle est remplacée par une autre ancienne *fellow*, Claudia Daudet² ; et lorsque Marie Mercuzot part diriger l'école d'infirmières de Montpellier en 1927, elle est remplacée dans son poste lillois par l'ancienne *fellow* Adèle Petin. Ce bilan devrait être précisé par une étude détaillée de l'évolution du fonctionnement des écoles d'infirmières ou des services infirmiers des hôpitaux placés sous la direction d'anciennes *fellows*, mais il paraît certain qu'elles ont contribué à y introduire des méthodes de travail inspirées de leur expérience anglo-saxonne.

L'école de Lyon : une plaque tournante européenne ?

Outre son financement du Bureau Central des infirmières et l'octroi de *fellowships*, la fondation va soutenir pendant plus de 10 ans l'école d'infirmières de Lyon dans la réorganisation de laquelle elle a joué un rôle important. Ce soutien ne peut se comprendre que dans le cadre d'un programme européen en matière de *nursing* dans lequel la France constitue un terrain d'expérimentation. Le projet de la fondation vise non seulement à favoriser la structuration de la profession d'infirmières en France mais aussi, plus largement, à faire de la France, et de l'école de Lyon en particulier, en plaque tournante européenne destinée à servir de point d'appui à un réseau international

¹ Conseil de Perfectionnement des écoles d'infirmières, séance du 12 novembre 1923, AN DGS 587, CAC 0019810033/93.

² Procès verbal (ci-après PV.) du conseil d'administration du 21 mars 1929, archives Ecole d'Infirmières Rockefeller de Lyon (ci-après EIRL).

d'écoles dont la mise en relations permettra, à travers la circulation des infirmières de l'une à l'autre, l'émergence d'un standard international de la profession.

Inaugurée en 1923, l'école est agréée officiellement au même moment par le Conseil de Perfectionnement. Elle est dirigée par Hélène Mugnier et son assistante Georgette Bauer, toutes deux revenues d'Angleterre. La Rockefeller place de grands espoirs dans la nouvelle école, qu'elle considère comme « la plus susceptible d'influencer l'ensemble de l'enseignement des soins infirmiers en France¹ » en raison du caractère favorable du milieu local, à la fois du point de vue de l'infrastructure hospitalière, mais aussi de la tradition philanthropique et de l'implication des pouvoirs publics en matière sanitaire. Dès 1923, elle a accordé 100 000 francs pour aider au démarrage de l'école. En avril 1924, Crowell est venue la visiter, accompagnée du président de la Fondation². Elle revient en janvier 1925, pour arrêter les détails concrets relatifs à 6 *fellowships* qu'elle vient d'accorder à six enseignantes de l'école pour aller en Angleterre. L'année suivante, la directrice est invitée par la fondation à visiter aux États-Unis et au Canada des hôpitaux et des maternités pendant six semaines, en marge du congrès de l'International Tuberculosis Association auquel elle assiste.

Outre les *fellowships*, la Rockefeller contribue dès le début à près de la moitié du budget de l'école : « de toute évidence, l'école ne pourrait continuer à fonctionner³ » sans l'appui américain. En 1926, la fondation débloque en urgence une subvention de 70 000 francs pour éponger le déficit de l'année, sans laquelle l'école aurait sans doute fermé immédiatement⁴. Prenant acte de l'absence de financement supplémentaire en provenance de l'État, du département ou de la ville de Lyon, la fondation décide en 1927 de la subventionner à hauteur de 10 000 dollars (soit plus de 150 000 francs) par an jusqu'en 1934⁵, prenant ainsi sans doute en charge plus de la moitié de son budget. Autant dire que pendant ses dix premières années, l'école a été soutenue à bout de bras par la Rockefeller qui est décidée à assurer son succès.

Si la Rockefeller investit autant dans l'école de Lyon, c'est aussi parce que, au-delà de la professionnalisation de la formation des infirmières, elle entend faire de Lyon un laboratoire pour l'ensemble de la politique de santé publique. L'un des objectifs d'Elisabeth Crowell est en effet de créer un centre polyvalent de santé publique placé sous la direction administrative de l'école et qui servirait à la fois de laboratoire de travail pratique pour les élèves infirmières et de dispensaire d'hygiène sociale⁶. Il permettrait de former des infirmières compétentes dans le domaine hospitalier, mais aussi dans les visites à domicile pour les tuberculeux, et dans la petite enfance. Il serait adapté à la situation de petites villes où la population est trop faible pour justifier la spécialisation du travail infirmier. En mars 1928, Crowell se rend à l'assemblée générale extraordinaire de l'école pour le faire adopter, avec le soutien de la directrice du Bureau Central des Infirmières Juliette Delagrangé, également présente : au ministère, on s'est rendu compte également que le service spécialisé a ses limites, et que si l'accent a été mis sur la tuberculose au cours des dernières années, il faut également prendre en compte d'autres maladies et donner au système un caractère polyvalent ; c'est ce que plaident au même moment les nombreux rapports d'enquête menés par l'ONHS. Afin de faciliter la mise en place du centre, la Rockefeller accorde au printemps 1928 une *fellowship* à une assistante sociale expérimentée, Yvonne Courthial, qui est

¹ IHB, nursing and visiting, *Annual Report*, 1923, RF 1.1/500C/9/97.

² P.V. du 29 avril 1924, EIRL.

³ P.V. du 20 janvier 1926, EIRL.

⁴ Budget de l'année 1926, RF 1.1/500C/10/106.

⁵ RF Minutes, 23 février 1927 ; Formulaire de bourse, 19 juin 1934, RF 1.1/500C/10/105.

⁶ P.V. du 17 décembre 1927, EIRL.

envoyée pour un voyage de cinq mois dans différents pays européens afin d'examiner le fonctionnement des centres de santé publique dans divers pays. Lorsque le centre polyvalent ouvre en mai 1930, dans la pouponnière de Villeurbanne, c'est elle qui en devient directrice. Il poursuivra son activité tout au long des années trente. Le modèle sera-t-il reproduit dans d'autres régions ? Il faudrait une étude précise pour le déterminer.

Au-delà de la France, il s'agit aussi pour la Rockefeller de faire de l'école de Lyon une plaque tournante de l'enseignement infirmier en Europe. Ce projet remonte aux premiers temps de la Commission antituberculeuse, puisque dès le début de sa campagne, celle-ci a envisagé de créer un dispensaire pilote destiné à permettre la formation de médecins et d'infirmières venus d'autres pays européens, afin de préparer un éventuel élargissement géographique de la campagne antituberculeuse. C'est au dispensaire Secrétan du XIX^e arrondissement de Paris qu'est assigné ce rôle. Après le retrait de la Commission en 1923, la fondation continue à subventionner le dispensaire Secrétan jusqu'en 1927, date à laquelle le rôle d'accueil des étudiants étrangers est transféré à l'école d'infirmières de Lyon. Au cours des années suivantes, la Rockefeller entend faire de l'école de Lyon une école modèle où les infirmières venues d'Europe de l'Est et du Sud, mais aussi d'autres pays, viendraient observer les pratiques en cours. C'est ainsi que de nombreuses *fellows*, la plupart du temps infirmières confirmées dirigeant des écoles ou des services d'hygiène, viendront effectuer à Lyon des visites de quelques jours consacrées à l'examen des installations et à des discussions avec leurs collègues lyonnaises sur des problèmes organisationnels. Dès août 1926, deux infirmières yougoslaves viennent à l'école ; l'année suivante, la directrice de l'école de visiteuse d'Athènes vient à son tour, ainsi que des Autrichiennes. Elles seront suivies par des collègues venues de Hongrie, Turquie, Chine, Grèce, Espagne, Belgique, Italie, Portugal ou encore de Finlande¹. L'escale lyonnaise n'est souvent une étape parmi d'autres dans un périple européen voire mondial : ainsi la jeune chinoise Mei Yu Chou, après avoir effectué sa *fellowship* aux États-Unis, visite-t-elle les installations d'hygiène sociale en Angleterre, Finlande, Pologne, Hongrie et Yougoslavie avant de s'arrêter à Lyon puis de revenir dans son pays. On notera enfin que l'école reçoit également la visite d'infirmières canadiennes et américaines : c'est le cas de la directrice de l'école de visiteuses de l'université de Toronto en 1927, mais aussi d'infirmières américaines venues du East Harlem Center de New York en juillet 1933. L'école de Lyon est ainsi partie intégrante d'un réseau international d'institutions dans lesquelles la fondation envoie également, de temps à autre, des infirmières lyonnaises. Cet exemple témoigne du fait que la construction du métier d'infirmière se fait par un ensemble complexe de circulations internationales dans lesquelles le pôle américain est important mais non unique, et surtout, se montre sans doute aussi perméable que les autres aux importations de nouvelles pratiques organisationnelles et pédagogiques. Dans l'animation de ce réseau international, Crowell et ses collègues de la Rockefeller jouent un rôle important, non seulement par la correspondance permanente qu'elles entretiennent avec leurs collègues de tous les pays, mais aussi par leurs voyages incessants qui leur permettent de relayer rapidement les initiatives développées d'un bout à l'autre du continent européen, voire du monde. Regardons à titre d'exemple l'agenda d'Elisabeth Crowell pour le mois de février 1933 : le 3, elle est à Paris ; le 8, elle part en Yougoslavie où elle reste jusqu'au 16, puis est en Autriche le 17, le 20 en Pologne, qu'elle quitte le 2 mars pour l'Allemagne avant de revenir le 9 à Paris² ! Ces trajets sont effectués en train, à une époque où les machines sont bien moins rapides et le réseau ferré européen bien

¹ Correspondance 1925-1938, EIRL.

² Crowell Diary, février-mars 1933, RF RG 12.1.

moins interconnecté qu'aujourd'hui. Crowell n'est d'ailleurs pas une exception : tous les *officers* de la Rockefeller sont de grands voyageurs, et, par là même, des passeurs très actifs.

5. la propagande sanitaire

La propagande sanitaire constitue le quatrième volet de l'action de l'ONHS. Comme les autres, elle est la continuation directe des activités de la Commission antituberculeuse. L'ONHS travaille dans deux directions : il favorise l'utilisation systématique des moyens modernes de propagande ; il s'attache à coordonner l'action des différentes associations travaillant dans le même secteur. Lorsqu'il ne met pas en place lui-même des actions de propagande, il s'associe à celles qui existent et tente d'en affiner les méthodes, mais aussi de les coordonner et de leur donner une ampleur nationale.

La documentation

Ouvert en 1925, il est sans doute l'un des premiers du genre en France, alors que la notion de documentation, qui consiste à traiter l'information pour la rendre accessible et utilisable rapidement, est tout juste en train d'émerger¹. Destiné aux médecins et à toute personne intéressé par l'hygiène sociale, son objectif est de regrouper des ouvrages français et étrangers portant sur l'hygiène ; lors de sa création, récupère une partie importante du matériel documentaire de la Commission Rockefeller. Dès 1926, il comprend une bibliothèque de 500 volumes qui ne va pas cesser de s'agrandir : en 1935, elle en comprendra près de 9 000, auxquels il faut ajouter plus de 200 revues françaises et étrangères, 500 films², ainsi qu'un fonds énorme de 300 000 à 400 000 documents divers (affiches, brochures, tracts). La dimension internationale est l'une des caractéristiques principale de la documentation recueillie : outre les revues de nombreux pays, le centre reçoit les publications de la SDN, du Bureau International du Travail, de l'Office International d'Hygiène Publique, ou encore les comptes rendus des congrès d'hygiène. Pour compléter ce fonds, le directeur du centre, le docteur Bourguin, fait appel à la Rockefeller qui lui fournit des publications américaines ; en juin 1931, il effectue également un voyage de 6 semaines aux États-Unis et au Canada partiellement financé par la fondation qui l'aide à en concevoir l'itinéraire, et au cours duquel il visite des centres de documentation (Baltimore, Chicago, Detroit, Philadelphie, Albany, Montréal), recueille un matériel documentaire important et organise des échanges de documentation avec lesdits centres.

La principale originalité du Service est de constituer des dossiers portant sur de nombreux sujets (alcoolisme, cancer, tuberculose, infirmières, maladies mentales, maladies vénériennes, hygiène alimentaire...) et réalisés par les documentalistes à partir du dépouillement de près de 300 revues françaises et étrangères ; en 1931, plus de 2 000

¹ Sylvie Fayet-Scribe, *Histoire de la documentation en France. culture, science et technologie de l'information : 1895-1937*, Paris, CNRS-Éditions, 2000.

² Lucien Viborel, *Catalogue de la cinémathèque du ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la prévoyance sociale*, s.d. ; Id., *La technique moderne de la propagande d'hygiène sociale*, Paris, 1936, p. 418-452.

dossiers auront ainsi été réalisés ou mis à jour. À partir de 1928, le service de documentation édite en outre son *Bulletin officiel de l'ONHS* qui reproduit les lois, décrets et arrêtés relatifs à la santé publique en France, et devient en 1935 *Bulletin officiel du ministère de la Santé Publique*. L'accès à cette documentation imposante est facilité par l'emploi de méthodes alors nouvelles en France, en particulier dans l'administration : répertoire bibliographique mensuel (publié à partir de 1928 dans la *Revue philanthropique*), catalogue, fiches bibliographiques, indexation systématique, sont autant de procédés techniques encore peu répandus qui situent le centre de l'ONHS à l'avant-garde des bibliothèques. En 1935, le centre aura publié cinq volumes d'un *Répertoire bibliographique* qui comprend au total 30 000 références¹. Après la suppression de l'ONHS, le centre poursuit son activité au sein du ministère de la Santé Publique, toujours sous la direction du docteur Bourguin, qui occupera ces fonctions jusqu'au lendemain de la Deuxième guerre mondiale.

La diffusion de cette documentation est l'une des missions essentielles du centre : dès 1926, il reçoit la visite d'étudiants préparant des thèses de médecine, mais également des demandes d'informations émanant d'organismes divers : tel médecin demande des renseignements relatifs à l'organisation d'une consultation pour nourrissons ; tel service du ministère des Affaires Étrangères souhaite disposer d'un film concernant l'hygiène industrielle ; tel préfet veut savoir comment organiser dans son département un service de protection maternelle et infantile ; tel professeur cherche des films à l'usage de sa classe, etc. En 1925, le centre traite 32 demandes de renseignements ; en 1934, elles se montent à plus de 1 400. Pour y répondre plus efficacement, il réalise des brochures type dont beaucoup portent sur l'organisation technique de structures sanitaires : « établissement d'un budget départemental », « organisation d'un laboratoire départemental d'hygiène », « organisation d'un service d'hygiène départemental » ; d'autres portent sur des exemples précis de réalisations effectués dans certains départements.

Le centre s'occupe enfin de collecter et de centraliser du matériel destiné à la propagande sanitaire. C'est ici que la collaboration avec le CNDT prend tout son sens. En effet, celui-ci dispose déjà d'un service de propagande bien organisé qui continue le travail effectué avant lui par la Commission Rockefeller. Si l'ONHS crée également un service de propagande, celui-ci est allégé, et son action consistera essentiellement à compléter celle du CNDT dans deux domaines : coordonner l'organisation de campagnes nationales grâce à ses liens avec les départements ; collecter du matériel documentaire pour enrichir le fonds initial légué par la Commission Rockefeller. Grâce à une active politique en la matière, l'ONHS possède au début des années trente un matériel documentaire considérable en provenance de 30 pays qu'il va utiliser pour organiser des campagnes de propagande portant sur des maladies ou des problèmes de plus en plus variés à mesure que la politique de santé publique étend son rayon d'action.

L'organisation des campagnes sanitaires

Pour faciliter la coordination entre le CNDT et l'ONHS, un comité de liaison est créé dont la cheville ouvrière est Lucien Viborel (1891-1959). Son travail en matière de propagande a commencé au sein de la Commission Rockefeller dont il est devenu membre dès 1917. En 1924, il prend la tête du Service de propagande du CNDT, et

¹ Ministère de la Santé Publique. ONHS, *Répertoire bibliographique du Service de documentation*, 5 volumes parus entre 1930 et 1935.

deux ans plus tard, rejoint également celui de l'ONHS. Il jouera le rôle d'interface entre les deux organismes, s'imposant comme le meilleur spécialiste de la propagande sanitaire à laquelle il consacra en 1936 un épais ouvrage¹ qui constitue la synthèse établie à partir des différentes campagnes qu'il a menées au cours des années précédentes.

Pour affiner ses connaissances en matière de propagande, Viborel effectuera entre 1924 et 1939 au moins 7 voyages à l'étranger, dont 2 au moins financés par la fondation Rockefeller. Le premier, en 1924, dure trois mois et est consacré à la collecte de documentation sur les campagnes du timbre antituberculeux. En août 1927, Viborel visite à nouveau les États-Unis et le Canada pendant 2 mois avec son collègue Jacques-André Cavaillon. Un autre voyage, très probablement financé également par la Rockefeller, est effectué au Danemark, en Suède et en Norvège en 1926 pour y étudier les campagnes de timbre antituberculeux. Viborel ira également en Autriche, en Italie, en Suisse, en Allemagne, en Pologne, en Tchécoslovaquie et en Angleterre², et à nouveau aux États-Unis au printemps 1938.

La première action d'envergure de Viborel est l'organisation de la première campagne française du timbre antituberculeux en 1925. L'idée, simple, est née au Danemark en 1904 ; elle a été reprise dans les pays scandinaves, puis aux États-Unis, à partir de 1907. Elle consiste à faire passer le message antituberculeux par le biais de la vente de timbres qui constituent à la fois un moyen de lever des fonds et une manière de sensibiliser l'opinion publique et de promouvoir les moyens de prévention³. C'est pour faire face à la chute des financements consécutive au départ de la Commission Rockefeller que Viborel a l'idée d'organiser à l'occasion des fêtes de fin d'année 1925 une campagne en Meurthe-et-Moselle, département choisi en raison du dynamisme de l'action antituberculeuse entreprise sous l'impulsion de Jacques Parisot, doyen de la faculté de médecine de Nancy. En septembre 1925, la fondation Rockefeller débloque des crédits pour la financer à hauteur de 25 %⁴. Première campagne du genre en France, elle est un succès puisque près de 3 millions de timbres sont vendus⁵. L'année suivante, l'expérience est donc étendue à 10 départements, et en 1927, elle sera organisée dans 83 d'entre eux. Suivant la méthode expérimentée pendant la campagne antituberculeuse, les organisateurs font flèche de tout bois : « on organise des campagnes de presse, avec la participation de la TSF, et d'affichage. La vente se fait partout où elle est possible [...], dans les réunions de toutes sortes, et notamment sportives, mais aussi dans les théâtres, les magasins, les cinémas, les cafés, les usines⁶ ». Le résultat ne se fait pas attendre : dès 1927, la quasi-totalité des départements répondent à l'appel et la campagne rapporte plus de 13 millions de francs⁷. Les profits sont en hausse constante les années suivantes et viennent alimenter les caisses des comités départementaux du CNDT.

À partir de 1926, l'ONHS étend à aux maladies vénériennes les méthodes utilisées pour la tuberculose. Il s'appuie pour cela sur le Service de prophylaxie des maladies vénériennes qui existait avant sa création et lui est rattaché en décembre 1925. Sous l'impulsion de Jacques-André Cavaillon, il entreprend en 1926 la première

¹ Lucien Viborel, *La technique moderne...*, *op. cit.*

² Note manuscrite récapitulant l'ensemble des voyages de Lucien Viborel, avril 1938, RF 6.1/24/278.

³ Comité départemental du Rhône pour la lutte contre la tuberculose, *Rapport de l'année 1928*.

⁴ Memo regarding French christmas seal, août 1925, RF 1.1/500T/27/265.

⁵ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1925, p. 239.

⁶ Pierre Guillaume, *Du désespoir au salut : les tuberculeux aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Aubier, 1986, p. 201.

⁷ Où va l'argent du timbre antituberculeux ? Utilisation des fonds recueillis dans la première campagne nationale (1917-1928), Paris, CNDT, 1929.

campagne antivénérienne en France. Articles écrits dans la presse nationale et locale, brochures tirées à 25 000 exemplaires, tracts et affiches, réalisation d'un film sur la syphilis, premières conférences à la TSF, etc. tous les moyens sont bons, y compris cette pièce de théâtre de propagande intitulée *Le mortel baiser*, dont les représentations en banlieue parisienne, organisées conjointement par l'ONHS et les associations locales de lutte antivénérienne, ont attiré 45 000 spectateurs. Cette action générale se double d'un travail en direction de ceux que l'ONHS appelle « les grandes corporations » : instituteurs, professeurs de lycée, cheminots, postiers, sans oublier les catégories que l'on ne nomme pas encore « à risque », en particulier les marins. Les membres de l'ONHS prononcent ainsi dans les grands ports des conférences sur la syphilis, avec le soutien des sections locales de la CGT, tandis que des articles sont écrits dans la presse corporative. Au total, la campagne antivénérienne est menée dans 20 départements : 200 conférences sont prononcées auxquelles assistent 160 000 personnes ; brochures et tracts sont imprimés à 240 000 exemplaires, 15 émissions ont lieu à la TSF, trois « sujets » des actualités cinématographiques portant sur les maladies vénériennes sont projetés dans 600 salles, et 4 expositions sont organisées. Comme pour la tuberculose, l'ONHS fournit de la documentation aux associations locales. D'autre part, il s'attache à mettre en avant dans toutes les manifestations organisées le rôle des dispensaires d'hygiène sociale et en particulier des infirmières visiteuses, et ce, avec la collaboration du Bureau central des infirmières, dont la directrice Juliette Delagrangue donne des conférences dans les départements. Près de 1 200 articles sont également écrits dans la presse nationale et régionale sur le rôle de l'infirmière, tandis que 35 000 affiches représentant la visiteuse sont diffusées dans 62 départements, qu'un film est réalisé pour la présenter, et que le Bureau envoie aux 30 000 médecins de France une lettre type leur demandant leur collaboration pour permettre le recrutement d'infirmières dans les administrations locales. Ces actions en faveur des visiteuses accompagneront désormais systématiquement les campagnes de propagande.

L'autre nouveauté de l'année 1926 est l'organisation des premières « semaines de la santé » dans les départements : il s'agit de « campagnes de propagande [...] massives et méthodiquement préparées¹ », destinées à mobiliser la population sur un thème pendant plusieurs jours. Au cours de l'année, elles sont menées dans 28 départements, avec le concours du tissu associatif local et sous la coordination de l'ONHS. Elles portent sur l'hygiène sociale en général, avec une insistance particulière mise sur certaines maladies, au premier rang desquelles la tuberculose et les maladies vénériennes. La première démonstration est menée en mars 1926 dans l'Hérault, dont l'organisation sanitaire est considérée comme un modèle. Elle se produit selon un scénario qui sera répété, avec des variantes, selon les départements : après avoir consulté les associations locales, un délégué agissant au nom de l'ONHS et du CNDT rencontre le préfet du département, le directeur du service départemental de santé publique, et le recteur de l'université si le département en possède une. À la suite de ces concertations, l'itinéraire de la tournée est établi, et une lettre circulaire envoyée par le préfet aux sous-préfets et aux maires deux semaines avant le début de la manifestation ; une semaine avant, des communiqués de presse sont publiés ; cinq jours avant, des affiches apposées et des invitations envoyées aux personnalités locales. Dans l'Hérault, la manifestation se déroule entre le 18 mars et le 1^{er} avril, et visitera une ville par jour : des grandes comme Montpellier, Sète ou Béziers ; mais aussi des plus petites comme Pézenas, Gange, Lunel, Lodève, Agde ou encore Frontignan. À chaque fois, les organisateurs s'efforcent de toucher le plus possible de professions et de classes d'âge.

¹ Rapport de l'ONHS, *Journal Officiel. Documents administratifs*, 1927, p. 1090.

Au cours des années suivantes, l'ONHS affine ses méthodes et les étend à d'autres questions de santé publique. En 1928, tandis que la collaboration de l'administration des Postes, Télégraphes et Téléphones a été obtenue à travers l'insertion dans le traditionnel calendrier (publié à 4 millions d'exemplaires) de conseils pratiques sur l'hygiène, la municipalité de Paris décide d'inscrire des règles sanitaires de base sur les couvertures des cahiers d'exercices des enfants scolarisés dans les écoles primaires relevant de son secteur. Et surtout, l'ONHS s'associe pour la première fois à la Semaine nationale de l'enfance créée en 1925 par le Comité National de l'Enfance, à qui il fournit une aide documentaire et logistique qui lui permet de prendre de l'ampleur. Elle aura désormais lieu à la fin du mois de juin ou au début juillet et s'inscrira dans le cadre de la campagne plus large menée par l'ONHS pour développer la protection maternelle et infantile, et en particulier les consultations des nourrissons encore peu pratiquées par la population.

En 1929, l'activité de l'ONHS franchit un palier qui témoigne de son implantation parmi les acteurs de la santé publique : aux campagnes déjà citées qui sont renouvelées désormais chaque année, s'ajoute du 22 au 28 avril une Semaine nationale de propagande contre la diphtérie ; par ailleurs, il participe à de nombreuses autres campagnes, contre le cancer (en association avec la Ligue contre le Cancer qui a créé en 1927 la Semaine nationale contre le cancer), pour l'amélioration du traitement de l'eau potable, contre la fièvre typhoïde, pour la natalité (en association avec l'Alliance Nationale pour l'Accroissement de la Population Française), contre les maladies mentales (avec la Ligue Nationale d'Hygiène Mentale), contre l'alcoolisme (avec la Ligue Nationale contre l'Alcoolisme), etc. Cette même année, des « semaines de la santé » se sont déroulées dans 60 départements, et l'action de l'ONHS commence à s'étendre aux colonies, après que le ministère lui a rattaché en 1928 un service des maladies coloniales ; en 1931, l'ONHS sera présent à l'Exposition coloniale.

Dans ces multiples campagnes, les méthodes sont identiques à celles déjà décrites. En 1928, le dispositif est amélioré en reprenant le procédé des « groupes-automobiles de propagande d'hygiène sociale¹ », descendant direct des *travelling units* de la Commission antituberculeuse. En 1929, ce sont 6 groupes qui sillonnent le territoire avec du matériel cinématographique et un groupe électrogène permettant de projeter des films dans les villages ne possédant pas encore l'électricité. S'il faut donner des chiffres pour évaluer l'évolution de l'effort de propagande, on signalera que le nombre d'articles insérés dans la presse passe de 15 000 en 1927 à 27 000 en 1929, le nombre de brochures et tracts de 2 à 3,6 millions, les conférences données à la TSF de 60 à 231, et les projections de films de 937 à 3 200. On notera enfin que l'apparition du cinéma parlant semble avoir donné un coup d'accélérateur à la propagande sanitaire qui se traduit par une hausse importante de l'affluence aux séances de projections organisées par l'ONHS.

Tous ces chiffres témoignent de l'essor d'une véritable politique de la santé publique au cours de l'entre-deux-guerres, politique dans laquelle l'ONHS joue un rôle important. Ils témoignent également de l'ampleur de la mobilisation de la population autour des problèmes sanitaires, comme le montre le nombre considérable

¹ *Id.*, 1930, p. 471.

d'associations impliquées, dont l'ONHS s'attache à accompagner et à coordonner l'action, avec un bonheur et une réussite sans doute inégal selon les lieux et les secteurs. Ni processus purement autochtone, ni « américanisation », l'organisation de la santé publique dans la France de l'entre-deux-guerres constitue à bien des égards une construction croisée issue de la mise en relation des pratiques françaises avec celles de nombreux autres pays d'Amérique comme d'Europe, que la Rockefeller contribue à faire connaître dans l'Hexagone. Plaque tournante, la fondation l'est incontestablement en redistribuant partout où elle le peut les expériences qu'elle mène à l'échelle internationale, auxquelles elle tente de donner une coloration anglo-saxonne. Mais cette coloration a tendance à se diluer en raison de la complexité du tissu de circulations transnationales dans laquelle elle est prise : dans ces conditions, il serait hasardeux et schématique de conclure que son action aboutit à l'américanisation de la santé publique française. Il reste que le rôle redistributif de la fondation dans le domaine des pratiques sanitaires est incontestable, d'autant plus qu'il se déploie depuis l'échelle mondiale jusqu'à l'échelon le plus local, comme le montrent les expériences pilotes menées dans les départements et le contact permanent des *officers* rockefelleriens avec la réalité du terrain à travers leurs multiples visites dans les institutions financées et leurs discussions constantes avec les acteurs de tous niveaux, depuis le ministre de la santé publique jusqu'à l'infirmière de dispensaire. C'est dans cette articulation profonde entre les échelles internationale, nationale, régionale et locale que réside l'une des spécificités de la politique de la fondation Rockefeller. Une partie des pratiques sanitaires qu'elle promeut s'implante incontestablement dans la France de l'entre-deux-guerres et participe de la mutation culturelle que constitue le développement d'une politique de la santé publique. Et si l'ONHS disparaît en 1934, victime des restrictions budgétaires dues à la crise économique, ses différents services vont poursuivre leur activité au cours des années suivantes et contribuer à pérenniser son travail de coordination. Quant à la Rockefeller, si elle n'intervient plus en matière de santé publique après 1934, elle n'est pas pour autant oubliée des protagonistes du secteur, qui commémorent le 30 novembre 1937 les vingt ans de l'arrivée de la Commission antituberculeuse, lors d'une cérémonie à laquelle assistent le Président de la République Albert Lebrun, le ministre de la Santé Publique, l'ambassadeur des États-Unis ainsi que des représentants de la fondation Rockefeller¹.

¹ *La vie saine*, décembre 1937.

chapitre IV

Réformer les études médicales

Avec l'organisation de la santé publique, l'enseignement de la médecine est le deuxième grand chantier mondial de la fondation Rockefeller au cours des années 1920. La stratégie suivie est toujours la même : déterminer des lieux clés pour y réaliser des expériences pilotes susceptibles d'entraîner dans leur sillage l'ensemble du système. Dans le domaine de l'enseignement de la médecine, la France apparaît à la Rockefeller, encore plus qu'en matière de santé publique, comme un point d'appui stratégique, étant donné le prestige mondial de l'école médicale française au début du XX^e siècle. Dans le projet mondial de la Rockefeller en matière médicale, le monde se divise en deux catégories : le monde latin, dont le centre est Paris, et le monde anglo-saxon, dont la capitale est Londres. L'objectif poursuivi par la Rockefeller est alors de convertir l'ensemble du monde latin aux standards médicaux américains, qui constituent eux-mêmes une synthèse des systèmes allemand et anglais. En introduisant la médecine scientifique et le *full-time system*, préconisés par Abraham Flexner, dans l'université française, les Américains entendent obtenir, par effet de boule de neige, une modification des systèmes d'enseignement médical des pays d'Europe du Sud et d'Amérique latine partiellement calqués sur celui de la France. Après avoir effectué une enquête générale sur les universités françaises, la fondation va concentrer son action sur trois d'entre elles : Strasbourg, Lyon et Paris. Cet investissement important se concrétise alors que le monde médical français est en plein bouleversement lié à l'apparition de la médecine expérimentale depuis la fin du XIX^e siècle. Les conséquences de celle-ci vont bien au-delà de l'introduction des sciences biologiques dans la pratique médicale : elles vont se traduire, à terme, par une réorganisation de l'ensemble du système d'enseignement médical et une modification de la place respective qu'y occupent ses trois institutions clés : l'hôpital, l'université et le laboratoire de recherche. La fondation Rockefeller va participer pleinement à ce processus, non seulement par l'importance de son investissement financier, mais également par les contacts permanents et suivis qu'elle entretient avec le milieu médical. À ce titre, elle est une actrice non seulement financière, mais aussi intellectuelle de la réorganisation de l'enseignement médical qui commence au cours de l'entre-deux-guerres et dont le point d'aboutissement se situera vingt ans plus tard, en 1958, avec la réforme Debré créant les Centres Hospitalo-universitaires (CHU). Pour autant, il faut repousser, ou du moins sérieusement relativiser, l'interprétation hâtive du rôle de la Rockefeller en termes de face-à-face entre l'immobilisme supposé du monde médical français et une impulsion réformatrice américaine¹, non seulement parce que la Rockefeller s'appuie précisément sur une fraction du monde médical engagé dans le processus de réforme, mais aussi parce que la restructuration de l'université va de pair avec celle de l'hôpital, cette dernière posant de multiples problèmes qui vont bien au-

¹ Jean-François Picard, *La fondation Rockefeller et la recherche médicale*, Paris, PUF, 1999, pp. 99-102.

delà des blocages corporatistes et touchent à l'ensemble de l'organisation de la santé publique et de la protection sociale.

1. Le projet médical mondial de la Rockefeller

La Division of Medical Education

Depuis 1913, on l'a vu, le General Education Board a commencé à mettre en pratique le plan de réforme de l'enseignement médical américain préconisé dans le rapport Flexner de 1910. La Grande guerre a pour conséquence l'extension de ce projet à l'Europe : en septembre 1917, lorsque le Secrétaire exécutif Edwin Embree rédige son mémorandum relatif à l'extension des activités de la fondation Rockefeller, l'enseignement médical est, avec la santé publique, la deuxième grande piste de travail qu'il propose ; celle-ci est entérinée par le *Board of Trustees* qui, en décembre, fait de « l'enseignement médical à l'échelle mondiale¹ » une de ses priorités. Au lendemain de la guerre, la galaxie philanthropique rockefellerienne se compose essentiellement de trois institutions : le Rockefeller Institute for Medical Research, qui s'occupe de recherche fondamentale ; le General Education Board qui commence à financer des facultés de médecine aux États-Unis ; la fondation Rockefeller, elle-même composée de deux départements : l'International Health Board (IHB), qui s'occupe de santé publique ; et le China Medical Board, qui s'intéresse à l'enseignement de la médecine en Chine. Pour mettre en œuvre le programme de réforme de l'enseignement médical en Europe et en Amérique latine, la fondation crée en 1919 un troisième département, la Division of Medical Education (DME). Le fil conducteur de son action au cours de l'entre-deux-guerres consistera à promouvoir partout où c'est possible le développement de complexes médicaux couplant l'hôpital, la faculté de médecine et les laboratoires de recherches, et animés par un corps de médecins chercheurs exerçant leurs fonctions à plein-temps, c'est-à-dire ne donnant pas de consultations privées. Son directeur est le docteur Richard Pearce (1874-1930), qui a exercé dans les hôpitaux et les universités de Boston, Philadelphie et Albany avant de devenir responsable du Bureau de bactériologie du département de la santé publique de l'État de New York en 1903. Depuis 1916, il est devenu conseiller de l'IHB pour le compte duquel il a effectué une enquête au Brésil au terme de laquelle il a conclu que l'amélioration de la santé publique passait en grande partie par une professionnalisation de la formation des médecins. C'est pour entreprendre ce programme qu'il prend la tête de la DME et effectue en 1919-1920 un premier voyage en Europe avec le directeur de l'IHB Wycliffe Rose, tandis que le directeur de la Commission antituberculeuse Selskar Gunn et le Secrétaire exécutif de la fondation Edwin Embree effectuent également des reconnaissances de leur côté. L'ampleur du travail qui apparaît aux hommes de la Rockefeller se traduit en 1922 par l'adjonction à Pearce d'un adjoint en la personne d'Alan Gregg (1890-1957) ; celui-ci a fait ses premières armes au Massachusetts General Hospital de Boston avant de servir comme médecin militaire en Europe entre 1917 et 1919, puis d'être nommé *program officer* au sein de la Division of Medical Education, en charge du Brésil. De 1922 au décès de Pearce en 1930, les deux hommes vont fonctionner en tandem. Entre 1920 et 1931, la DME effectue un énorme travail d'enquête sur l'enseignement médical en

¹ RF Minutes, 5 décembre 1917, RF 3/900/21/158a.

Europe, menant 27 *surveys* dans les pays suivants : Belgique, Pologne, Allemagne, Autriche, Hollande, Angleterre, Bulgarie, Roumanie, Suisse, Danemark, Écosse, Espagne, états baltes, Italie, France, Irlande, Norvège, pays de Galles, Islande, Russie, Finlande, Grèce, Portugal¹. Au cours de ces périples, les hommes de la Rockefeller visitent l'ensemble des facultés de médecine de chaque pays et rencontrent médecins, doyens d'universités et responsables politiques avant de rédiger d'épais rapports très détaillés de plusieurs centaines de pages qui servent de base aux nombreuses actions engagées par la DME dès le début des années 1920, en Belgique et en Grande-Bretagne, mais aussi dans les possessions anglaises de Hong Kong et Singapour², en Italie, et, à partir de 1925, en France. La DME est alors devenue un département aussi important que l'IHB dans l'organigramme de la fondation Rockefeller, signe de la place fondamentale prise par l'enseignement médical dans le programme de celle-ci.

Moderniser la médecine française

L'arrivée de la Rockefeller dans le paysage médical français intervient alors que celui-ci est en profonde mutation. L'école française de médecine est alors l'une des plus prestigieuses au monde par l'ancienneté de sa tradition et par la perfection à laquelle elle est arrivée dans la technique d'observation clinique des malades. À partir de la deuxième moitié du XIX^e siècle, cette technique a été bouleversée par l'apparition de la médecine expérimentale, qui va faire de la recherche de laboratoire, et non plus de l'observation directe des corps à l'hôpital, le principal facteur de progrès dans la connaissance des maladies et dans la mise au point de moyens pour les guérir. Incarnée par le personnage majeur de Claude Bernard qui publie en 1865 *l'Introduction à la médecine expérimentale*, cette nouvelle démarche va provoquer une rupture dans le milieu médical : alors que les cliniciens bénéficient du prestige de l'école française et occupent la majorité des chaires des facultés de médecine et les positions de pouvoir dans les hôpitaux, les chercheurs travaillent le plus souvent dans d'autres lieux, en particulier dans les facultés des sciences, mais aussi à l'École normale supérieure ou au Collège de France. Les deux mondes s'ignorent largement, et le premier méprise le second, qui reste marginal et peu reconnu. Le lieu essentiel d'élaboration et de transmission du savoir médical est alors l'hôpital. Celui-ci est encore essentiellement un lieu destiné aux indigents qui y sont soignés gratuitement mais constituent en même temps des terrains d'expérimentations grandeur nature pour les médecins : « le malheureux qui vient réclamer des secours paie à la médecine ce qu'il doit à la charité³ », pouvait dire un médecin de l'époque. L'université, elle, occupe une place secondaire et ses cours sont peu suivis par les étudiants en médecine qui préfèrent aller se former à l'hôpital auprès des grands maîtres de la discipline qui y exercent également. Au même moment, la réforme universitaire réalisée en Allemagne se traduit par l'association étroite entre un enseignement de qualité donné à la faculté, la recherche menée en laboratoire, et les démonstrations pratiques effectuées à l'hôpital. À

¹ William H. Schneider, « The Men who followed Flexner : Richard Pearce, Alan Gregg and the Rockefeller Foundation Medical Divisions, 1919-1951 », William H. Schneider (ed), *Rockefeller philanthropy and modern biomedicine : international initiatives from World War I to the Cold War*, Bloomington, Indiana University Press, 2002, p. 6 sq.

² Conference of members and officers, 23-24 février 1925, RF 3/900/22/165.

³ Olivier Faure, « Le regard des médecins », in Alain Corbin, Jean-Jacques Courtine & Georges Vigarello (dir.), *Histoire du corps (tome 2, De la Révolution à la Grande Guerre)*, Paris, le Seuil, 2005, p. 15-50.

la faveur du rôle croissant joué par les sciences biologiques en général, et la bactériologie en particulier, dans la médecine, l'Allemagne va s'imposer à partir de la fin du XIX^e siècle comme une puissance médicale de premier plan alors que l'école française, qui ignore longtemps Claude Bernard et Louis Pasteur, décline lentement. Jusqu'à la veille de la Première guerre mondiale, dans des domaines aussi importants, par exemple, que la cancérologie, les deux protagonistes essentiels de l'articulation entre les découvertes issues de la recherche fondamentale et leur application à la médecine sont les facultés des sciences d'une part, et l'institut Pasteur d'autre part ; les facultés de médecine, où les laboratoires de recherche sont très rares, jouent un rôle marginal dans ce processus.

Dans la première décennie du XX^e siècle, certains médecins commencent à donner de la voix pour remédier à la sclérose de l'école médicale française. En 1913, Henri Roger, professeur de la faculté de médecine de Paris, rend au Recteur de l'université un rapport réclamant des réformes radicales. Mais à la veille de la guerre, son contenu qui met en avant les insuffisances de la médecine française par rapport à sa voisine allemande, est mal perçu, et le recteur refuse de rendre public ce diagnostic cinglant de « la situation lamentable¹ » de l'université. En février et juin 1918, alors que la situation a encore empiré, Roger, élu l'année précédente Doyen de la faculté de médecine, récidive en envoyant deux nouveaux rapports qui reprennent les conclusions de celui de 1913. Le Doyen, appuyé par son Conseil de la faculté qui l'a élu pour mettre en œuvre un programme de modernisation, dresse un constat sans appel : « la situation de notre faculté peut être exprimée en une phrase : rien ou presque n'existe ; tout ou presque tout est à faire. Ceux d'entre nous qui ont visité les universités étrangères, celles de l'Europe comme celles de l'Amérique, ont constaté avec tristesse que les moindres villes universitaires possèdent des facultés mieux organisées et mieux dotées que la nôtre. Quand des savants étrangers viennent nous rendre visite, nous leur montrons nos vieilles collections artistiques qui sont fort belles, mais nous évitons de leur faire parcourir nos laboratoires qui sont dépourvus des installations modernes ». Le Doyen décrit l'état déplorable des installations de la faculté : « Pas de chauffage central, pas d'eau de source, pas d'air comprimé, pas de courant continu. L'électricité n'a été installée qu'en 1908 et encore, faute de crédits, la faculté a amené des câbles à la porte des laboratoires, laissant chaque professeur faire, avec son argent personnel, les installations intérieures ».

Pour remédier à cet état de fait, le Doyen préconise plus que des simples travaux de rénovation, qui ne résoudront pas l'inadaptation intrinsèque des locaux aux nouvelles exigences de la médecine moderne, et notamment la présence nécessaire au sein même de la faculté de laboratoires de recherches permettant de réaliser une articulation entre médecine et biologie. Roger n'y va donc pas par quatre chemins : « La réforme doit être plus radicale : il faut créer un institut de biologie médicale. C'est une question de vie ou de mort pour la science expérimentale française. Dans cet institut seront groupés tous les services de la faculté de médecine ayant pour objectif la recherche expérimentale. On y transporterait les laboratoires de physiologie, médecine expérimentale, pharmacologie, pathologie générale ». Et à ceux que le coût d'une telle création effraie, il affirme la nécessité de « soutenir la concurrence avec les facultés allemandes », ajoutant que « l'Allemagne vient de réaliser une organisation analogue. En pleine guerre, en 1916, elle a inauguré un institut de biologie médicale à Charlottenburg ». Une création analogue en France permettrait de sensibiliser les étudiants en médecine à l'importance de la recherche scientifique en leur permettant de « voir et comprendre une

¹ Université de Paris. Faculté de médecine. *Rapports sur la réorganisation de la faculté*, 7 février et 20 juin 1918, ainsi que les citations des deux paragraphes suivants.

expérience », afin que leur formation ne se limite pas à l'observation clinique des malades. Roger ajoute qu'il serait souhaitable d'adjoindre à cet institut un nouvel hôpital couplé à la faculté, et suggère d'installer l'ensemble sur le vaste terrain de la Halle aux vins, situé le long de la Seine, à côté du jardin des plantes. « L'avantage de cette organisation est évident, poursuit Roger : deux grands centres d'enseignement et de recherche seraient placés côté à côté et se compléteraient mutuellement. Les professeurs de clinique trouveraient à l'institut de biologie quand ils le jugeraient nécessaire tous les moyens d'investigation modernes, et les professeurs de sciences expérimentales auraient à leur portée tous les matériaux cliniques [les malades, NDR] utiles à leurs recherches. Cette organisation serait encore extrêmement profitable aux élèves qui, sans perte de temps, pourraient suivre parallèlement une double série de démonstrations, expérimentales et cliniques ». Roger achève son rapport en soulignant que « l'examen clinique des malades n'est plus un art : c'est seulement une science qui exige des connaissances techniques étendues et variées. Le perfectionnement des méthodes rend les études plus difficiles et nécessite une réorganisation complète de l'enseignement. Il ne suffit plus aujourd'hui de prévoir des cours magistraux et des leçons théoriques. Il ne suffit plus, dans les hôpitaux, d'apprendre aux élèves l'art d'interroger et d'ausculter les malades. Il faut, à l'hôpital comme dans les laboratoires de l'école pratique, les faire manipuler et les habituer aux techniques nouvelles ».

Un tel rapport, dont l'esprit est largement similaire au rapport Flexner de 1910, montre qu'une partie de la profession médicale a clairement conscience des réformes à opérer. Au même moment, un constat similaire est fait par d'autres médecins : ainsi, lors de son retour des États-Unis en 1919, G. Dehelly, qui avait succédé à Alexis Carrel à l'hôpital de démonstration du Rockefeller Institute for Medical Research pour y enseigner la méthode Carrel-Dakin aux chirurgiens américains, rend un rapport sévère pour la médecine française, soulignant que le couplage de l'hôpital et du laboratoire est en train de devenir la norme aux États-Unis¹. Cette position est également celle du Doyen de la faculté de médecine nouvellement nommé à l'université de Strasbourg, Georges Weiss, fervent partisan d'une réforme profonde du système². Quant à Émile Brumpt, professeur à la faculté de médecine de Paris, il dénonce dans un rapport de 1919 la situation financière « des plus précaires » de son établissement qui « végète³ » en raison d'un financement de l'État qui n'atteint même pas le tiers de ses besoins.

Les Américains jugent la France

Les médecins étrangers qui visitent la France au cours de cette période formulent également un jugement sévère. C'est notamment le cas des Américains. William Osler, professeur à l'université Johns Hopkins, qui vient en 1909, critique l'accent mis par la formation française sur la pratique en hôpital au détriment de la formation scientifique. Bons cliniciens, les médecins français ont un bagage théorique et scientifique faible, ce qui constitue une faiblesse à l'heure où le développement de la médecine expérimentale exige des connaissances accrues. Il lui paraît nécessaire de donner un enseignement des sciences aux étudiants avant de les lancer dans l'étude pratique des maladies. C'est dans

¹ Rapport de mission du Médecin major de 2^e classe G. Dehelly à Monsieur André Tardieu, Haut Commissaire de la République française aux États-Unis, juin 1919, AN AJ16 8344

² Georges Weiss, « Lettre aux médecins de France », *La presse médicale*, 1^{er} octobre 1921.

³ Rapport sur la situation financière de la faculté, présenté au nom de la commission des finances par le professeur Brumpt, 1919, AN CAC 20010498/29.

cet esprit qu'Osler avait organisé le cursus de la faculté de médecine de Johns Hopkins dès les années 1890. Un tel point de vue traduit la perte de prestige de l'école médicale française dans le monde ; la France, qui était au début du XIX^e siècle la première destination mondiale des étudiants en médecine, est quelques décennies plus tard supplantée par l'Allemagne de Guillaume II, en particulier auprès des étudiants Américains pour lesquels le Reich constitue désormais le modèle à suivre¹.

On retrouve des critiques similaires à celles d'Osler dans le rapport *Medical Education in Europe* réalisé en 1912 par Abraham Flexner pour le compte de la Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, afin de compléter son *Medical Education in the United States*, dont il a été question au premier chapitre. L'ouvrage, qui compare les systèmes anglais, français et allemand, conclut à la supériorité de ce dernier, notamment en raison de la liaison forte entre l'université, les laboratoires et l'hôpital, et le développement inégalé de la recherche scientifique. La France, elle, est critiquée par Flexner, notamment dans trois domaines : la prépondérance de l'enseignement clinique sur la formation théorique, la concentration parisienne et le caractère bureaucratique de la gestion des hôpitaux. La première avait déjà été formulée par Osler. Flexner y ajoute le fait que la majorité des étudiants sont concentrés à Paris, entraînant un sureffectif de la faculté de médecine qui rend impossible toute mise en œuvre d'un enseignement des techniques de laboratoire avec des petits groupes d'étudiants. Enfin, la critique de la gestion des hôpitaux pointe un problème structurel qui dépasse le strict aspect pédagogique : les hôpitaux sont gérés par l'Assistance Publique qui attribue aux facultés certaines salles pour effectuer les travaux pratiques. Flexner insiste sur l'absence de concertation réelle, sur ce point, entre l'administration des facultés et celles de l'Assistance Publique qui ne contribue pas à la bonne organisation des enseignements². Le rapport ayant été distribué à 40 000 exemplaires dans les trois pays européens ainsi qu'aux États-Unis³, on peut gager qu'il a rencontré un écho certain dans la profession. Cette critique américaine du système français ne sera pas la dernière, puisqu'en 1927, le Directeur de l'American University Council in Europe, après avoir visité des laboratoires de biologie en France, fait un bilan largement similaire et – c'est un euphémisme – peu élogieux⁴.

L'enquête réalisée par Charles Pearce pour le compte de la Division of Medical Education de la Rockefeller en 1924⁵ s'inscrit donc dans un ensemble d'analyses portant sur l'enseignement médical en France et en Europe, à l'heure où le développement de la recherche scientifique impose à l'enseignement médical une profonde restructuration. Pearce a visité pour réaliser cet épais rapport de plusieurs centaines de pages toutes les facultés de médecine de France, ainsi que tous leurs laboratoires, dont il a rencontré, au moins brièvement, tous les responsables ou presque. Cette énorme enquête constitue donc une remarquable photographie du paysage médical universitaire au lendemain de la Première guerre mondiale, qu'aucune archive française n'est en mesure de donner de manière aussi synthétique. Le diagnostic de Pearce n'est guère différent de celui dressé avant lui par Osler et Flexner. Il met en avant quatre

¹ Jean-François Picard & William H. Schneider, « From the Art of Medicine to Biomedical Science in France : Modernization or Americanization ? », in Giuliana Gemelli (ed.), *American Foundations and Large-Scale Research : Construction and Transfert of Knowledge*, Bologna, CLUEB, 2001, pp. 91-94.

² Abraham Flexner, *Medical Education In Europe*, A report to the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching, New York, 1912, notamment pp. 230, 144 et 221.

³ Thomas N. Bonner, *Becoming a Physician. Medical Education in Great Britain, France, Germany and the United States, 1750-1945*, Oxford, Oxford University Press, 1995, p. 304.

⁴ Gary N. Calkins, « France and Modern Science », Institute of International Education. The American University Council in Europe, *Bulletin n°3*, novembre 1927.

⁵ Richard Pearce, *Medical Education in France* (2 vol), 1925, RF 1.1/500A/2/19 et 20.

problèmes principaux : la prédominance de l'enseignement clinique dans l'emploi du temps des étudiants au détriment du travail pratique de laboratoire ; la marginalisation de l'université au profit de l'hôpital, où les professeurs passent plus de temps à exercer la médecine pour leur propre compte que pour enseigner à leurs étudiants ; la surcharge des facultés, notamment à Paris, qui rend impossible le travail en petits groupes ; la vétusté des bâtiments. C'est à partir de ce diagnostic d'ensemble que la Rockefeller identifie des zones pilotes où elle va concentrer son action. Celles-ci sont au nombre de trois : Strasbourg, Lyon, Paris.

2. La stratégie d'encerclement : les universités de province

Strasbourg : une enclave allemande en France

L'université de Strasbourg est la première à laquelle s'intéresse la fondation. Lorsque la France a repris possession de l'Alsace Lorraine en 1918, le gouvernement a souhaité faire de l'université fondée par l'Allemagne impériale une vitrine scientifique, afin de marquer d'un signe fort le retour dans le giron français de cette région qui a vécu pendant un demi-siècle sous le régime allemand dont l'organisation universitaire est alors regardée comme un modèle dans le monde entier. L'université de Strasbourg est donc le symbole d'un enjeu intellectuel : démontrer que l'université française vaut bien, voire même surpasse, sa concurrente allemande. Dans ces conditions, elle sera richement dotée, et son « rôle dans l'enseignement supérieur et la recherche [sera] défini en fonction d'objectifs nationaux¹ » et non locaux. Cet objectif se traduit par le recrutement d'universitaires dynamiques. C'est le cas de Georges Weiss (1859-1931), nommé Doyen de la faculté de médecine en 1919. Désireux d'en faire un pôle scientifique majeur, il est favorable à une réforme de l'organisation des facultés qu'il défend devant l'Académie de médecine en 1924, préconisant le groupement « sous une seule direction compétente de tout ce qui concerne l'hygiène, l'enseignement médical et la pratique sous toutes ses formes² ». Il a pour cela le soutien de son ministère de tutelle, et notamment du Directeur général de l'instruction publique et des beaux-arts pour l'Alsace-Lorraine Sébastien Charléty, nommé à ce poste également en 1919³.

Pour la fondation Rockefeller, Strasbourg est d'abord une université allemande : lors de l'enquête d'Abraham Flexner en 1912, l'Alsace-Lorraine faisait partie du Reich et Flexner avait insisté sur la supériorité de ce système où l'université et l'hôpital ne formaient qu'un seul et même ensemble : dans la première se déroulaient les enseignements, tandis que dans le second, les laboratoires de recherche étaient bien organisés et dotés d'un personnel qui y travaillait à plein-temps ; par ailleurs, il notait que les chefs de services de l'hôpital étaient professeurs attachés à plein-temps à l'université, voyaient leurs patients à l'hôpital, ne donnant que très peu de temps à la pratique privée. L'appartenance du personnel de l'hôpital à la faculté tranchait avec le système français où les chefs de services hospitaliers étaient recrutés par l'Assistance Publique (à Paris) ou les hospices civils locaux (en province). Lors du retour de

¹ Elisabeth Crawford, « L'histoire des universités de Strasbourg : état des lieux », Elisabeth Crawford & Josiane Olf-Nathan, *La science sous influence. L'université de Strasbourg, enjeu des conflits franco-allemands, 1872-1945*, Strasbourg, La nuée bleue, 2005, p. 7.

² Richard Pearce, *Medical Education in France* (vol 1), 1925, RF 1.1/500A/2/19.

³ Dossier de Sébastien Charléty, AN AJ16 5920.

l'Alsace-Lorraine en France en 1918, Strasbourg se présente donc comme un cas atypique, une enclave allemande dans l'université française. Lorsque la Commission antituberculeuse arrive en France, elle organise, nous l'avons vu, des sessions de cours sur la tuberculose pour les médecins à Paris. Mais elle envisage, plus largement, d'introduire un enseignement permanent de la tuberculose dans les facultés de médecine. C'est dans cette perspective qu'en 1920, le Secrétaire exécutif de la fondation Edwin Embree visite l'université de Strasbourg en compagnie de Georges Weiss et de Sébastien Charléty¹, constatant que le nombre important de lits d'hôpital à sa disposition (l'hôpital est situé juste à côté de l'université) et l'existence d'un enseignement scientifique à côté de celui de l'observation clinique permettraient de former efficacement les étudiants médecins au diagnostic tuberculeux. Mais la fondation voit également au-delà, et dans le cadre de son projet mondial de développement de l'enseignement médical, elle envisage de faire de Strasbourg l'un de ces points d'appuis destinés à jouer un rôle d'entraînement sur les autres universités. À cet effet, elle dresse une liste² de toutes les facultés de médecine françaises et de l'organisation de leurs cours, et envisage également d'organiser un voyage³ pour quelques professeurs de Strasbourg aux États-Unis. Son objectif est d'ores et déjà de favoriser le développement de l'enseignement des sciences et de favoriser les passerelles, au sein de l'université, entre la médecine clinique et la bactériologie⁴ ».

Au printemps 1922, une nouvelle visite de représentants de la fondation les convainc que Strasbourg peut jouer un rôle majeur dans le développement de la médecine scientifique en France, car elle est une exception au sein d'un système dont l'organisation est un « obstacle au progrès⁵ » dans ce domaine, la fondation critiquant notamment le comportement « conservateur des Français, qui ne vont presque jamais étudier à l'étranger » pour se confronter à d'autres méthodes de travail. L'objectif de la fondation est d'appliquer à Strasbourg « les méthodes anglaises et américaines » pour lever cet obstacle. Elle invite alors aux États-Unis au mois d'octobre sept professeurs de la faculté de médecine, au premier rang desquels le doyen Georges Weiss. Le groupe visite au cours d'un voyage intensif de trois semaines la faculté de médecine de Harvard, mais également le Rockefeller Institute for Medical Research, l'université Columbia, plusieurs hôpitaux new yorkais, de Washington, de Philadelphie et St Louis, ainsi que, passage obligé, l'université Johns Hopkins à Baltimore⁶. Visites de laboratoires et discussions sur la structure des cursus et l'organisation administrative avec les responsables locaux sont au programme. On notera que, lors du passage à Boston, la délégation a rencontré Léon Bernard, dont on se souvient qu'il était parti au même moment étudier l'organisation du système de santé publique aux États-Unis et au Canada ; la fondation en profite pour organiser un dîner entre les Français et leurs collègues américains⁷.

Lorsque Pearce effectue son enquête en 1924, ses conclusions vont dans le même sens que celles de ses collègues venus visiter l'université les années précédentes ; elles sont entérinées au printemps 1925 par le *Board of Trustees*, qui va tenter de renforcer le pôle strasbourgeois pour conforter sa position de vitrine et favoriser l'essaimage du modèle dans l'ensemble des universités françaises. Sur les conseils de

¹ *Annual Report* of the medical division of the CPTF, 1920, RF 1.1/500T/30/271.

² *Id.*

³ RF Minutes, 30 juillet 1920, RF 1.1/500A/8/87.

⁴ Linsly Williams, summary of the present activities of the CPTF, 1921, RF 1.1/500T/31/273.

⁵ RF Minutes, 24 mai 1922, RF 1.1/500A/8/87, ainsi que les deux citations suivantes.

⁶ Rapport sur la visite aux États-Unis, 1-21 octobre 1922, RF 1.1/500A/9/89.

⁷ Duffield à Rose, 17 octobre 1922, RF 1.1/500A/5/48.

Pearce et après discussion avec Georges Weiss, la fondation accorde un financement de trois millions de francs (150 000 dollars)¹, conditionné au versement par l'État français d'une somme équivalente. Il portera sur trois points où la fondation a repéré un besoin spécifique : un tiers est destiné à l'achèvement de la construction d'une clinique d'otorhinolaryngologie commencée en 1914 par le gouvernement allemand, et restée inachevée depuis 1919 par suite du refus de l'État français de poursuivre les travaux. La fondation conditionne alors le versement de sa subvention à l'engagement de l'État et des hospices civils de Strasbourg d'achever les travaux, engagement obtenu au mois de septembre 1925². La clinique sera achevée deux ans plus tard ; elle est alors l'une des premières en France, l'otorhinolaryngologie étant alors une spécialité pionnière dont la première chaire n'a été créée qu'en 1919 à la faculté de médecine de Paris³. L'autre tiers de la subvention Rockefeller est destiné à l'installation de locaux spécifiques pour le laboratoire d'histologie du professeur Pol Bouin. Enfin, le dernier million de francs est une dotation en capital dont les intérêts sont destinés à financer la recherche scientifique ; il est donné à la Société d'Encouragement à la Recherche Scientifique de la Faculté de Médecine de Strasbourg créée pour l'occasion.

Lyon : le premier pôle hospitalo-universitaire

Outre Strasbourg, la fondation a repéré à Lyon un autre vivier qui lui paraît prometteur, mais pour des raisons différentes. Dès 1918, la Commission antituberculeuse a travaillé dans la capitale des Gaules et à l'occasion de l'épisode de la fusion des trois écoles d'infirmières en 1922, les contacts se sont approfondis entre les Américains et le Doyen de la faculté de médecine Jean Lépine (1876-1967). Celui-ci va jouer un rôle majeur dans la décision de la fondation Rockefeller de financer la construction d'une nouvelle faculté de médecine.

Fils d'un médecin ayant suivi la voie de la médecine expérimentale prônée par Claude Bernard⁴, Lépine est devenu professeur à la faculté de Lyon en 1913, un poste qu'il a cumulé rapidement avec celui d'administrateur des Hospices Civils de la ville. En 1920, il a été également élu Doyen de la faculté de médecine, et sera reconduit à cette fonction jusqu'en 1943⁵. Convaincu de la nécessité d'introduire la médecine scientifique à l'université, et occupant une position administrative dans deux organismes clés, il possède une vision d'ensemble des problèmes intellectuels et techniques posés par l'organisation de l'enseignement médical, ainsi qu'un pouvoir de décision important. Il va mener avec les *officers* de la Rockefeller, en particulier Alan Gregg, un long processus de négociations qui durera plus de quatre ans. C'est même de Lépine et non de la fondation que semble être venue la première initiative concrète, puisqu'en septembre 1923, Lépine fait visiter la faculté de médecine à Edwin Embree et s'enquiert auprès de lui de la possibilité d'un financement possible, alors que la fondation est concentrée sur le cas strasbourgeois. Quelques jours plus tard, Lépine fait parvenir au Secrétaire exécutif, par l'intermédiaire d'Elisabeth Crowell, un mémorandum concernant l'introduction des sciences dans le cursus médical, où il prend

¹ RF Minutes, 27 mai et 7 juillet 1925, RF 1.1/500A/8/87.

² Extrait du registre des délibérations du Conseil municipal de la ville de Strasbourg, séance du 21 septembre 1925, RF 1.1/500A/9/88.

³ Patrice Pinell, « Champ médical et processus de spécialisation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, mars 2005, p. 28.

⁴ Personal information and reference given by Monsieur Lépine, in Richard Pearce, *Medical Education in France* (vol. 2), 1925, RF 1.1/500A/3/20.

⁵ dossier de Jean Lépine AN F17 25066.

des positions identiques à celles de Georges Weiss à Strasbourg. Connaissant les expériences déjà réalisées par la fondation en matière d'enseignement médical en Belgique, en Grande-Bretagne ou en Chine, il évoque la possibilité de profiter de la construction en cours d'un nouvel hôpital à Lyon pour y adjoindre de nouveaux bâtiments de la faculté de médecine et créer ainsi « un centre médical complet¹ » ; par ailleurs, il fournit aux Américains une liste complète des instituts et des chaires de sa faculté et suggère des pistes de réorganisation de l'ensemble : ainsi, par exemple, d'une chaire de neuropsychiatrie, dont l'activité est répartie dans deux services de l'hôpital, l'un consacré à la neurologie et l'autre aux maladies mentales ; Lépine propose de fusionner ces deux services en un seul, sur le modèle de la clinique psychiatrique de Johns Hopkins ou de l'hôpital de Boston. Réorganisation et rationalisation sont les fils conducteurs de ce mémorandum qui envisage une vaste réforme de la faculté de médecine.

À l'appui de son projet, Lépine met en avant la richesse du vivier lyonnais en matière d'enseignement médical : l'administration des Hospices Civils dispose d'un réseau hospitalier unique en France (Paris excepté), avec plus de 5 000 lits, et une autonomie financière due au dynamisme de la philanthropie locale, alors que dans de nombreuses autres villes, l'Assistance Publique qui gère les hôpitaux dépend souvent en majorité des fonds publics. De tels arguments qu'il sait propres à intéresser les Américains sont réitérés dans un autre mémorandum envoyé à la fondation en février 1924, de sorte que lorsque Richard Pearce effectue en 1924 sa grande enquête en France, il va prêter une attention particulière au cas lyonnais, rencontrant à plusieurs reprises Lépine entre décembre 1924 et mars 1925. L'Américain, qui reprend dans son rapport les deux notes envoyées par Lépine, préconise dès le début de l'année d'aider la construction du pôle lyonnais ; au cours de leurs discussions, Lépine lui a donné de nouveaux arguments en faveur de sa faculté : l'existence d'un corps professoral jeune, ouvert aux échanges avec l'étranger et tourné vers la recherche, mais aussi la présence d'un recteur de l'université, Jacques Cavalier, qui connaît les États-Unis, tout comme le maire de la ville Édouard Herriot dont Lépine se fait fort d'obtenir le soutien. De fait, ces deux personnages joueront à partir de 1926 un rôle important dans la poursuite du processus de négociations, lorsqu'Herriot deviendra ministre de l'Instruction Publique du gouvernement Poincaré, et Cavalier son Directeur de l'enseignement supérieur (poste qu'il occupera jusqu'à son décès en 1937).

Au printemps 1925, les *trustees*, qui ont lu le rapport Pearce, entérinent l'idée de soutenir la faculté lyonnaise, qui leur apparaît, « après Strasbourg, [comme] la faculté la plus prometteuse en France, si l'on tient compte du fait qu'actuellement aucun projet n'est possible à l'université de Paris² ». L'objectif du financement de Lyon, comme celui de Strasbourg, est clair : « démontrer l'efficacité des méthodes modernes d'instruction médicale³ » et « influencer l'université de Paris, qui est l'arbitre final dans la médecine en France⁴ ». Mais entre cette déclaration d'intention et la décision formelle de financement, il va encore s'écouler deux ans et demi, les *trustees* ne décidant d'accorder leur subvention qu'à la suite de deux éléments nouveaux qui viennent peser en faveur du pôle lyonnais : la réorganisation du cursus de la faculté par Lépine à la rentrée 1925 ; l'avancement des travaux du nouvel hôpital de Grange Blanche laissant augurer la possibilité d'un grand pôle hospitalo-universitaire.

¹ Lépine à Crowell, 16 septembre 1923, 1.1/500/3/27

² RF Minutes, 27 mars 1925, RF 1.1/500A/3/26.

³ *Id.*, 25 février 1925, RF 1.1/500A/3/26.

⁴ *Ibid.*, 27 mars 1925, RF 1.1/500A/3/26.

Au printemps 1925, la fondation reproduit à Lyon le procédé déjà employé à Strasbourg : organiser un voyage d'études pour le Doyen et quelques-uns de ses collègues, afin que ceux-ci « deviennent familiers avec nos méthodes d'organisation et d'enseignement dans les hôpitaux et les facultés de médecine, notamment dans l'organisation des travaux pratiques de laboratoire¹ ». Un premier voyage a lieu en Angleterre en juin 1925, au cours duquel Lépine, sa femme et deux collègues visitent les installations de Londres, Oxford et Cambridge. Il est suivi d'un autre périple en mai 1926 aux États-Unis et au Canada, au cours duquel Lépine sera accompagné par l'architecte pressenti pour construire la faculté. Ces deux voyages confortent Lépine dans ses projets de réforme ; ils lui permettent également de mieux comprendre l'état d'esprit de ses interlocuteurs américains et en particulier leur certitude de posséder les clés de la modernisation de l'enseignement médical mondial. Au cours de ses contacts avec eux, il n'hésitera plus désormais à flatter leur messianisme scientifique pour faire avancer le projet. Ainsi écrit-il à Pearce au retour de son voyage anglais : « mes deux collègues et moi en sommes revenus convaincus que votre point de vue est le bon en matière d'enseignement médical et que nous pouvons avec profit adapter notre enseignement aux besoins modernes² ». Trois mois plus tard, en septembre, il freine le zèle de son recteur Jacques Cavalier, qui veut accélérer le mouvement en effectuant immédiatement une demande officielle de financement auprès de la fondation :

« Le comité exécutif [le *Board of Trustees*] ne connaît que ses propres décisions. Sur la proposition de Pearce, il a décidé de m'inviter à aller aux États-Unis avec qui me semblerait bon. Il en est là et ne comprendrait pas que nous fissions une demande avant que j'aie accompli ce premier rite et reçu en quelque sorte les instructions et démonstrations que l'on se propose de me faire là-bas sur l'excellence de leur méthode. Il faudrait donc que je sois en quelque sorte touché de la grâce par ce voyage et que nos propositions en soient inspirées. Ainsi nous ne pouvons pas avec chance de succès solliciter des fonds pour des études d'architecte. Mais d'autre part on m'encourage très vivement à emmener Bellemain et il est évident que sa participation au voyage fera gagner des mois, car on lui communiquera des plans types d'installations hospitalières et de laboratoires qui l'aideront beaucoup dans l'étude architecturale complète³ ».

Si l'on en croit la façon dont Pearce relate son entrevue avec Lépine au dernier jour de son voyage américain en mai 1926, le Doyen a su trouver les mots justes pour convaincre *l'officer* que le voyage a été une étape importante sur la voie de l'illumination : « L[épine] très satisfait de son travail dans ce pays. A rassemblé une quantité importante d'informations profitables. Voit maintenant clairement comment

¹ *Ibid.*, 27 mai 1925, RF 1.1/500A/3/26.

² Lépine à Pearce, 14 juin 1925, RF 1.1/500A/3/27.

³ Lépine à Cavalier, 9 septembre 1925, Archives Départementales du Rhône (ci-après ADR), sous-série 1 T, fonds de la faculté de médecine de Lyon.

unifier faculté et hôpital et introduire l'enseignement moderne des techniques de laboratoire dans les sciences médicales¹ ».

Entre-temps, l'adjoint de Pearce, Alan Gregg, vient régulièrement à Lyon à partir de septembre 1925 ; au cours de l'année 1926, il rencontrera Lépine huit fois. C'est dans ce contexte que, de retour d'Angleterre, Lépine prend une mesure qui va hâter la décision des *trustees* : il instaure à la rentrée scolaire d'octobre 1925 une nouvelle formule dans l'organisation de la première année de médecine ; alors qu'auparavant, les étudiants de première année passaient la matinée à la clinique et l'après-midi dans les cours de sciences, Lépine introduit un cours de sciences dites « précliniques » qui occupe désormais toute la première année, réservant l'instruction en clinique à la deuxième année. Après une année de transition en 1925-1926, la nouvelle formule est confirmée en 1926-1927, les laboratoires servant maintenant de base à un enseignement de travaux pratiques en groupes restreints. Venu constater sur place la nouvelle organisation, Gregg transmet alors au mois de mai la nouvelle *Board of Trustees* qui y voit un signe important de la volonté de réforme du Doyen.

L'avancement de la construction du nouvel hôpital de Grange Blanche est le deuxième facteur déterminant dans l'engagement des *trustees*. Cet hôpital n'est que la partie la plus visible d'une politique sanitaire et sociale engagée dès avant 1914 par Édouard Herriot (maire de la ville de 1905 à 1957) et qui fera de Lyon dès l'entre-deux-guerres un État providence municipal parmi les plus avancés de France². Impressionné par les politiques sanitaires mises en place en Allemagne et aux États-Unis, Herriot investit dans la modernisation de l'appareil hospitalier et le développement de l'assistance sociale : au cours des années 1920, le budget de la ville en la matière augmente considérablement et les réalisations seront nombreuses. La construction de l'hôpital moderne de Grange Blanche est la plus emblématique. Les premiers coups de pioche sont donnés pendant la guerre, mais c'est au début des années 1920 que le processus s'accélère. Lors de son arrivée en France, la Commission antituberculeuse a immédiatement remarqué l'existence du projet. Dès son mémorandum de 1923 à Embree, Lépine a envisagé de greffer dessus le projet de faculté de médecine. Mais c'est à la suite de ses nombreuses rencontres avec Alan Gregg au cours de l'année 1926 que l'idée du rapprochement physique entre les deux établissements mûrit vraiment : Gregg a fait comprendre à Lépine que la fondation ne débloquerait pas de financement tant que cette association fondamentale pour elle ne serait pas acquise. C'est donc sur ce point que Lépine insiste dans un mémoire envoyé en janvier 1927 à Herriot et Cavalier au ministère : « ce rapprochement des cours théoriques, des laboratoires de recherche et de l'hôpital, est la grande idée des dirigeants de la fondation Rockefeller. Ils la considèrent comme décisive pour l'avenir de la science médicale. Pour la faire réaliser, ils ont déjà consacré des sommes considérables [dans d'autres pays]³ » ; Lépine demande en outre au gouvernement de s'engager à compléter le financement américain par un apport substantiel. Pendant ce temps, le Conseil de la faculté de Lyon a pris position en faveur de l'installation de la nouvelle faculté de médecine au voisinage immédiat du nouvel hôpital, ce dont Lépine informe Herriot immédiatement, insistant sur le fait que « ce projet correspond exactement à l'esprit des dirigeants de la fondation » et « réalise[rait], pour la première fois en France, l'unification des services d'enseignement médical⁴ ». Dès lors, les choses vont aller vite : Lépine officialise en

¹ Pearce Diary, 13 mai 1926, RF 12.1.

² Smith Timothy B., *Creating the Welfare State in France, 1880-1940*, Montreal & Kingston, London, Ithaca, Mc Gill University Press, 2003, p. 48.

³ Lépine à Cavalier, 27 janvier 1927, ADR/IT.

⁴ Lépine à Herriot, 7 avril 1927, ADR/IT.

mai le projet de rapprochement et l'exemple rockefellerien dont il s'inspire dans un entretien donné à la presse locale¹ ; il obtient parallèlement l'accord verbal du Président du Conseil Raymond Poincaré ainsi que d'Édouard Herriot, qui officialise le soutien du ministère de l'Instruction Publique en juillet². En novembre, le *Board of Trustees* débloque une subvention de près d'un million de dollars, soit 41 millions de francs, pour l'achat des terrains et la construction de la future faculté de médecine, à condition que le gouvernement donne 12 millions de francs de son côté, et à charge pour les Lyonnais de trouver les trois millions restants. La fondation est d'autant plus encline à mettre l'accent sur le pôle lyonnais qu'au même moment, elle renonce à poursuivre l'aventure strasbourgeoise, l'origine germanique de l'université étant désormais à ses yeux un handicap pour entraîner dans son sillage l'ensemble du système français³. De son côté, Lépine peut déclarer à la presse quelques jours après l'officialisation du financement Rockefeller : « nous allons édifier une faculté à l'américaine, c'est-à-dire des bâtiments construits spécialement en vue de la fin à laquelle ils sont destinés, réalisant les connexions indispensables entre les divers services⁴ ».

Alors que la négociation entre dans sa phase finale au printemps 1927, Lépine élabore le cahier des charges technique et financier (coût du projet, choix des entreprises...) en collaboration avec l'industriel philanthrope Lyonnais Edmond Gillet, membre de la Commission des hospices civils, l'architecte Bellemain et l'*officer* Alan Gregg. Les travaux de construction de la faculté commencent au début de l'année 1928 ; celle-ci ouvrira ses portes à la rentrée scolaire 1930, le long d'une avenue rebaptisée pour l'occasion « Avenue Rockefeller⁵ », où elle se trouve toujours aujourd'hui. Au total, la fondation aura contribué pour 41 millions de francs à la construction de la faculté sur un total de 56, le reste étant fourni, comme prévu, par l'État (12 millions) et par une souscription lancée par Lépine à Lyon (3 millions)⁶. L'hôpital, dans le financement duquel la fondation n'est pas engagée, est quant à lui achevé en 1933 : il s'agit alors du premier pôle hospitalo-universitaire en France, regroupant un hôpital, une faculté de médecine et des laboratoires de recherches ; alors que les cliniques appartenant à la faculté de médecine étaient auparavant dispersées dans trois hôpitaux, elles sont désormais toutes regroupées à Grange Blanche.

On notera enfin que l'école d'infirmières réorganisée en 1922 va rapidement se greffer sur ce nouveau pôle. Dès 1923, le Bureau des infirmières de la Commission antituberculeuse en avait envisagé la possibilité, alors que la construction de l'hôpital avait à peine commencé, et que l'école d'infirmières était installée dans des locaux provisoires. Dans son mémorandum à Embree en septembre 1923, Lépine avait également préconisé un tel rapprochement. Lorsque la faculté est achevée commence le processus de rattachement de l'école d'infirmières : la fondation, dont l'objectif est d'ancrer la formation des infirmières à l'université, souhaite un rattachement direct de l'école à la faculté de médecine sous la forme d'un institut d'université. Mais les obstacles administratifs, et sans doute la réticence d'une partie du corps médical, ne permettent pas d'adopter ce statut : finalement, l'école sera un « institut annexe d'université⁷ », statut créé spécialement pour elle. Elle sera installée sur une parcelle du terrain de la faculté de médecine, et financée à hauteur de 4,5 millions de francs par la

¹ Salut Public, 26 mai 1927, dans AN F17 14516.

² Lépine à Gregg, 12 avril 1927 et 14 juin 1927 ; Herriot à Gregg (transmis à Lépine par Gregg), 18 juillet 1927, ADR/1T.

³ RF Minutes, 25 mai 1927, RF 1.1/500A/3/26.

⁴ *Le nouveau journal*, 10 novembre 1927, F17 14516.

⁵ Herriot à Lépine, 21 novembre 1931, ADR/1T.

⁶ Situation au 31 décembre 1932, RF 1.1/500A/4/30.

⁷ P.V. du 24 février 1932, EIRL.

fondation Rockefeller, soit un peu plus de la moitié du total, l'autre partie provenant de l'État dont Lépine a obtenu l'engagement. L'école emménagera dans ses nouveaux locaux en novembre 1933.

Dans la continuité de ce qu'il a entrepris à Lyon avec la collaboration de la Rockefeller, Lépine va aussi jouer un rôle dans la réforme générale des études médicales de 1934, qui introduit, entre autres, un enseignement des sciences plus conséquent. Une réforme des études médicales est, on l'a vu, réclamée depuis l'avant-guerre par une partie des médecins. Mais le changement dans l'organisation du cursus opéré par Lépine en 1925 au retour de son voyage anglais semble être une première dans l'université française¹, si l'on excepte le cas strasbourgeois. Certes, la création du certificat dit PCN (physique, chimie, sciences naturelles) en 1893 avait introduit depuis longtemps les sciences dans le cursus médical, mais à dose encore réduite et avant tout sous la forme d'un enseignement magistral et théorique, alors qu'en Allemagne et aux États-Unis s'était développé au même moment le système des petits groupes de travaux pratiques en laboratoire où les étudiants réalisaient eux-mêmes les manipulations, un procédé qu'Abraham Flexner avait désigné par l'expression *learning by doing*. La réforme de 1924 avait introduit ce système dans les universités françaises, mais il y restait, semble-t-il, peu appliqué. La réforme de 1934 va aller plus loin dans ce sens. Elle est lancée dès le début de l'année 1931 par la création d'une commission de réflexion composée de quatre membres, dont fait partie Jean Lépine². Celle-ci rédige une série de pré-rapports destinés à servir de documents de travail pour l'ensemble des universités, à qui ils seront envoyés par le ministère de l'Instruction Publique à partir de janvier 1932. L'un de ces pré-rapports concerne la réforme du premier cycle des études, et est précisément rédigé par Lépine. Conformément à ce qu'il a mis en œuvre dans sa faculté, celui-ci y affirme la nécessité de renforcer l'enseignement des sciences, insistant sur le fait que « dans tous les pays qui ont réalisé ces dernières années une réforme des études médicales, il apparut à l'évidence qu'aucune amélioration n'était possible si les programmes réduisaient la part des sciences fondamentales³ », même si le maintien de la tradition française l'incite à maintenir un enseignement clinique au début des études. Cette orientation prônée par Lépine est l'une de celles retenues par Gustave Roussy (1874-1948), devenu Doyen de la faculté de médecine de Paris en 1933 et chargé du pilotage de la réforme de 1934. L'une des mesures phares de celle-ci est en effet le remplacement du PCN par un certificat d'études physiques, chimiques et biologiques (PCB) commun aux étudiants de médecine et de sciences⁴, qui marque la véritable entrée de l'enseignement des sciences dans le cursus de formation des médecins.

3. L'échec parisien

Parallèlement à son action en province, la Rockefeller teste le terrain parisien qui constitue son but ultime. Mais la situation y est plus complexe qu'ailleurs, car la faculté de médecine de Paris est le symbole de l'école médicale française et de son rayonnement international ; par ailleurs, le milieu des universitaires parisiens est

¹ Gustave Roussy, « La réforme des études médicales », *La presse médicale*, 8 avril 1933.

² Exposé relatif à un projet de réforme des études médicales, s.d. (début 1932), AN AJ16 6357.

³ Rapport de M Lépine relatif au 1^{er} cycle d'études médicales, AN AJ16 6357.

⁴ *Journal Officiel*, 28 janvier 1934 AJ16, CAC 20010498/40.

numériquement plus important qu'en province, ce qui rend la constitution de réseaux et la découverte des interlocuteurs adéquats plus longues. En dépit de ces difficultés, la Rockefeller entreprend dès le début des années 1920 un travail de terrain qui doit lui permettre de renouveler à Paris ce qu'elle a réussi à Lyon : construire une nouvelle faculté de médecine qui permettra l'application des méthodes anglo-saxonnes et l'introduction de la médecine scientifique dans la formation des médecins. À terme, c'est le basculement par effet de boule de neige des pays « latins » qui suivent le modèle français (Europe du Sud, Amérique latine), que la Rockefeller espère réaliser.

L'Institut d'hygiène

Comme à Strasbourg et à Lyon, les premiers contacts de la fondation avec le milieu médical parisien remontent à la campagne antituberculeuse. L'objectif de la Commission est alors de développer l'enseignement des questions d'hygiène et de santé publique dans le cursus universitaire des médecins. C'est également le projet poursuivi par un groupe de professeurs parisiens qui envisagent au même moment la création d'un Institut d'hygiène à la faculté de médecine. Dès 1919, Léon Bernard, qui vient d'être nommé professeur sur une chaire d'hygiène à la faculté de médecine, a évoqué le problème avec le directeur de l'Institut Pasteur Émile Roux, qui pense alors qu'un tel domaine est suffisamment vaste pour envisager la création d'un Institut¹. En février 1920, alors que les décrets constitutifs du ministère de l'Hygiène viennent à peine de sortir, Bernard envoie un mémorandum au ministre, et en fait parvenir une copie à la fondation Rockefeller ; il y plaide en faveur de la création d'un tel institut, rattaché à la faculté de médecine et dirigé par le professeur en charge de la chaire d'hygiène, c'est-à-dire lui-même. Son idée centrale est de former dans un même lieu les médecins spécialisés dans les questions d'hygiène, mais aussi toutes les professions liées à la santé publique : architectes d'hôpitaux, inspecteurs du travail, infirmières visiteuses, personnel de désinfection des bâtiments, etc. À ce moment précis, la fondation hésite à s'appuyer sur Bernard, et entretient également des contacts avec Albert Calmette, qui vient d'être promu directeur adjoint de l'Institut Pasteur, et a sollicité la fondation afin d'obtenir un financement destiné à former des médecins spécialisés en hygiène et en bactériologie².

Derrière cette alternative entre deux personnalités apparaît l'hésitation de la fondation entre deux stratégies différentes, qui n'est que le reflet du flou de la situation française relative au développement de l'enseignement de l'hygiène : doit-il avoir lieu à l'université, représentée par Bernard, ou à l'Institut Pasteur, représenté par Calmette ? Jusqu'en 1923 au moins, cette ambiguïté va persister, au moins dans la stratégie rockefellerienne, puisqu'au printemps de cette année, Calmette fait savoir aux Américains que l'Institut Pasteur serait prêt à accueillir un institut d'hygiène si la fondation traitait avec lui plutôt qu'avec la faculté de médecine et le ministère de l'Hygiène. Calmette possède de solides atouts : son savoir-faire en matière de bactériologie, la présence d'un hôpital lié à l'Institut Pasteur, son ouverture internationale, une personnalité plus consensuelle que celle de Bernard, etc.³. Mais la Rockefeller tient alors absolument à ancrer le développement de la santé publique dans le cadre universitaire et c'est pourquoi elle va s'appuyer plutôt sur Bernard. Celui-ci a également de bonnes cartes dans son jeu : non seulement un vivier de médecins et un

¹ Roux à Bernard, 13 juillet 1919, RF 1.1/500A/5/54.

² Calmette à Vincent, 25 mai 1921, RF 1.1/500A/2/16.

³ Calmette à Gunn, 14 mai 1923, RF 1.1/500A/5/54.

ensemble d'infrastructures liées à la faculté de médecine, mais aussi l'existence d'un terrain vierge acquis par ladite faculté en 1919 et qui pourrait être le lieu d'implantation du futur institut ; et surtout, le fait que dès avril 1922, le ministère a pris un décret fondant officiellement l'Institut d'hygiène de la faculté de médecine¹. Les premiers cours ont lieu à la rentrée 1922, et lorsque la Rockefeller envisage au même moment de financer un voyage d'études pour une personnalité susceptible de hâter la montée en puissance du projet, c'est logiquement Bernard qu'elle choisit. Le voyage de celui-ci consiste essentiellement à étudier l'organisation des institutions américaines et canadiennes, et en particulier leur spécificité consistant à regrouper dans un seul lieu les différentes activités d'un même secteur, comme c'est le cas à Toronto où il passe plusieurs jours.

Mais l'institut, qui n'a alors pas de locaux propres, est alors hébergé dans un vieux bâtiment de la faculté de médecine rue de Vaugirard ; Bernard demande à Wycliffe Rose avant de quitter les États-Unis si la fondation pourrait financer la construction de nouveaux locaux. Six ans plus tard, la situation n'aura guère avancé, malgré des discussions régulières entre les protagonistes : en février 1925, Selskar Gunn, directeur de l'Office parisien de la fondation, et Frederick Russell, directeur de l'IHB, visitent avec Bernard les locaux de l'Institut d'hygiène et le soir, le ministre de l'Hygiène Justin Godart se joint aux trois hommes pour un dîner au cours duquel est évoquée la possibilité d'un financement américain si le gouvernement s'engageait également². Au cours des semaines qui suivent, Bernard fait parvenir à la fondation un projet de développement de l'Institut, et même un projet de statuts ; il envisage à terme de « créer une grande école de santé publique, sur le type de celle de Baltimore³ ». Au début de l'année 1926, de nouvelles rencontres ont lieu entre Gunn, Bernard et le ministre de l'Hygiène Antoine Durafour (qui a succédé en avril 1925 à Justin Godart), ainsi qu'avec le ministre de l'Instruction Publique Édouard Daladier. La possibilité d'un financement est à nouveau évoquée, mais la démission de Daladier au mois de mars 1926, puis celle de Durafour en juillet, stoppe à nouveau le processus. Les discussions continuent encore quelques mois, mais, faute d'un véritable interlocuteur, l'IHB abandonne le projet⁴.

Au cours des années suivantes, la fondation continuera à entretenir des relations parmi les hygiénistes susceptibles de porter le projet d'un Institut d'hygiène. Ses représentants à Paris auront notamment des contacts réguliers jusqu'à la fin des années 1930 avec Jacques Parisot, professeur à la faculté de médecine de Nancy où il a organisé un Institut d'hygiène que les *officers* viendront visiter à plusieurs reprises ; la Rockefeller tentera également plusieurs fois de l'inviter aux États-Unis, sans succès. Le deuxième contact de la fondation est le professeur Robert Debré, dont la fondation suit de près les efforts pour développer l'enseignement de l'hygiène à la faculté de médecine de Paris ; mais aucun financement important n'en résultera, si ce n'est une petite subvention pour son laboratoire de bactériologie en 1934⁵. Enfin, Les contacts nombreux jusqu'à la fin de l'année 1939 avec le doyen de la faculté de médecine Gustave Roussy n'auront, eux non plus, pas de traduction concrète. Du moins attestent-

¹ AN AJ16 6558, cité dans William H. Schneider, *Quality and Quantity, the quest for biological regeneration in twentieth-century France*, New York, Cambridge University Press, 1990, p. 121, note 21.

² Russell à Vincent, 2 avril 1925, RF 1.1/500A/5/54.

³ Léon Bernard, Rapport à la Fondation Rockefeller sur l'Institut d'Hygiène de la Faculté de médecine de Paris, mars 1925, RF 1.1/500A/5/54, ainsi que la citation suivante.

⁴ Agenda For Office Conference, 20 novembre 1928, RF 1.1/500A/5/55.

⁵ Formulaire de bourse, 3 avril 1934, RF 1.1/500A/5/53. La bourse est de 2 000 dollars et non pas de 24 000, comme l'écrit Picard (*op. cit.*, p. 190).

ils de la permanence des relations de la fondation avec une fraction importante du milieu médical parisien tout au long de cette période.

Si le projet d'Institut d'hygiène se solde finalement par un échec, c'est non seulement parce que le gouvernement français refuse de débloquer des crédits importants, mais aussi parce que l'instabilité ministérielle paralyse toute action sur le long terme, en particulier pour le jeune ministère de l'Hygiène à la légitimité fragile. Écoutons le Doyen de la faculté de médecine de Paris Henri Roger donner sa version de l'affaire vingt ans plus tard dans un récit sans doute un peu romancé où l'ironie au service de l'effet de style le dispute à l'amertume, mais qui donne la mesure du malentendu intervenu entre la fondation et le ministère : lorsque le projet d'Institut d'hygiène s'est dessiné, écrit-il,

« nous nous adressâmes à la mission Rockefeller [faute de crédits suffisants de la part du gouvernement]. Nos plans et nos projets furent examinés avec soin et les représentants officiels du célèbre donateur américain voulurent bien nous promettre leur concours. Comme nous étions de trop petits personnages pour conclure l'affaire, ils allèrent voir le ministre de l'Hygiène. Celui-ci les reçut d'une façon charmante ; il écouta leur exposé avec la plus grande attention. Mais, quand on lui demanda son avis, il fut forcé de répondre qu'il n'en avait pas et n'en pouvait en avoir. 'Car, ajouta-t-il, je suis avocat et je ne me suis jamais occupé d'hygiène. Si je dirige ce département ministériel, c'est par une combinaison politique'. Nos amis américains parurent étonnés, ils ne savaient pas que la Troisième république assurait le triomphe des incompétences. Mais on leur apprit que, si les ministres étaient des détenteurs éphémères du pouvoir, il y avait, dans les ministères, des directeurs qui occupaient des positions stables et jouissaient d'une grande autorité. Les voilà donc chez monsieur le Directeur de l'hygiène, un homme charmant qui les reçut avec beaucoup de déférence, mais leur expliqua qu'il n'était pas plus compétent que le ministre. Préfet en province, il avait été enchanté d'avoir une occasion inespérée de venir à Paris. Il ajouta qu'il était plein d'ardeur et de bonne volonté et que tout d'un coup il s'était pris d'un goût inattendu pour l'hygiène ; il leur demanda seulement quelques mois de délai pour se mettre au courant des affaires qu'il devait diriger. Un an s'écoula. Les représentants de Rockefeller étaient un peu découragés ; nous finîmes, Bernard et moi, par ranimer leur zèle et ils voulurent bien reprendre leurs démarches. Mais, hélas, le ministre avait été emporté par un revirement politique, et suivant l'usage, était remplacé par un nouvel incompétent. Restait le Directeur. Mais lui aussi avait été la victime de l'instabilité ministérielle ; à sa place trônait un nouveau

préfet, aussi rempli de bonne volonté que le précédent, mais, comme lui, ignorant tout de l'hygiène ; comme lui aussi, il promet de travailler et de s'instruire. Nos éventuels donateurs ne voulurent pas tenter une troisième expérience. Ils estimèrent qu'on ne pouvait pas entreprendre une collaboration sérieuse sous un pareil régime. Voilà comment nous avons perdu un certain nombre de millions et comment notre Institut d'hygiène n'a jamais été édifié¹ ».

Une nouvelle faculté

Au moment où Selskar Gunn et Frederick Russell naviguent avec quelques difficultés dans les méandres de l'administration gouvernementale et les enjeux de pouvoirs du mandarinat médical parisien, la Rockefeller se lance vers un autre objectif bien plus ambitieux : la réorganisation de l'ensemble de la faculté de médecine de Paris. Les deux projets ont été engagés séparément, en raison de la structure complexe de la fondation Rockefeller, dont les différentes divisions opèrent jusqu'au milieu des années 1920 de manière relativement indépendante, y compris lorsqu'elles travaillent sur le même terrain. En effet, si le projet d'Institut d'hygiène est suivi par l'International Health Board dans la continuité de la campagne antituberculeuse et dans la perspective d'un projet mondial de création d'administrations de la santé publique, l'idée de réorganisation de la faculté de médecine est lancée par la Division of Medical Education dans le cadre de son objectif de promotion mondiale du *full-time system* dans les facultés de médecine. C'est seulement à partir de la fin des années 1920, lorsque la fondation aura opéré un vaste processus de réorganisation interne, que les différentes divisions coordonneront mieux leurs activités.

En ce qui concerne la faculté de médecine, la Rockefeller n'est dans un premier temps guère encline à agir sur un terrain qu'elle connaît mal et qui ne lui paraît guère propice à une action de grande ampleur. En avril 1921, elle a répondu négativement à une demande du recteur de l'université de Paris Paul Appell relative au financement d'une chaire de médecine clinique. Quatre ans plus tard, lorsque Richard Pearce, le directeur de la Division of Medical Education, réalise sa grande enquête dans les facultés de médecine, sa conclusion après avoir visité celle de Paris est assez négative : malgré les prises de positions sans ambiguïtés du Doyen Henri Roger en faveur de la réforme de l'enseignement médical (dont celui-ci ne fait manifestement pas part à l'Américain), Pearce conclut que peu de médecins parisiens sont convaincus de la nécessité de celle-ci. C'est pourquoi il ne préconise pas une action de grande ampleur comme à Strasbourg ou à Lyon, mais des financements ciblés vers les quelques laboratoires de recherche qui ont mis en place le système des travaux pratiques en groupes restreints pour les étudiants. Comme à Lyon, la première initiative concrète semble venir des Français : en octobre 1926, le nouveau Recteur de l'université Paul Lapie rencontre le président de la fondation Georges Vincent lors d'un voyage à New York, et lui présente un projet de pôle scientifique à l'université de Paris sans doute inspiré des rapports rédigés en 1918 par Henri Roger². En février-mars 1927, une

¹ Henri Roger, *op. cit.*, pp. 207-209.

² Russell à Gunn, 6 octobre 1926, RF 1.1/500A/5/54.

conférence interne à la fondation réunit, à New York également, *officers* et *trustees* pour faire le point des projets en cours dans le monde : la France n'est qu'un des 18 pays européens où la fondation a engagé des projets¹, mais elle est considérée comme l'un des principaux. Lorsqu'ils précisent deux mois plus tard les grandes lignes de leurs actions dans les mois à venir, les *trustees* insistent sur le caractère stratégique de la France dans la réforme de l'enseignement médical mondial, en raison de son influence sur les « pays latins² », en particulier « L'Italie et les pays d'Amérique du sud, mais aussi la Belgique, l'Indochine et la Syrie ». Une réforme de grande ampleur du système français entraînerait donc *de facto* celle des pays qui l'ont imité.

C'est à partir de 1928 que le projet parisien de la Rockefeller va prendre forme, pour finir par échouer en 1932. Ayant appris que la fondation vient de décider en novembre 1927 de financer la construction de la faculté de médecine de Lyon, le Doyen Henri Roger sollicite à son tour Richard Pearce. Le 17 janvier 1928, trois représentants de la Rockefeller (Pearce, Gregg, Gunn) et plusieurs professeurs de la faculté de médecine (Roger, Bernard, Émile Brumpt) discutent avec les Américains de l'éventualité de créer un grand pôle médical dans la capitale³ ; trois jours plus tard, les mêmes, accompagnés du recteur de l'université de Paris Sébastien Charléty, visitent le site de la rue de Vaugirard, et à la fin du mois de février, Roger remet un projet en bonne et due forme à la fondation. Tout au long du printemps, les rencontres, parfois dans le cadre de dîner informels se succèdent pour faire avancer le projet. Pendant ce temps, le gouvernement s'est saisi de la question : en novembre et décembre 1928, des débats ont lieu à l'Assemblée nationale et au Sénat au sujet de l'investissement nécessaire pour moderniser une faculté de médecine dont le prestige international est sur le déclin⁴. Au même moment, Alan Gregg expose devant les *trustees* à New York la possibilité de créer à Paris un grand pôle regroupant la faculté de médecine et des laboratoires de recherche de la faculté des sciences⁵, ce qui impliquerait de la part de la fondation un financement bien plus important que celui prévu à Lyon. L'opportunité de réaliser un tel projet se dessine au printemps 1929 lorsque le recteur Charléty suggère de déplacer le projet du site de Vaugirard vers celui, bien plus vaste, de la Halle aux vins qui jouxte le jardin des plantes⁶. Cette opération permettrait non seulement de construire une nouvelle faculté de médecine dans des locaux vastes, mais également de profiter du voisinage du Muséum d'Histoire Naturelle et des laboratoires en construction sur la montagne Sainte Geneviève pour créer un grand pôle scientifique regroupant les sciences médicales et biologiques.

La fondation voit dans ce choix la possibilité de concrétiser le but qu'elle poursuit depuis longtemps : faire tomber la « principale forteresse de la médecine latine⁷ » qu'est la faculté de Paris et la convertir aux standards anglo-saxons. « Depuis les premières reconnaissances en Amérique du Sud il y a dix ans, écrivent les responsables de l'IHB en novembre 1929, toutes les actions menées dans les pays latins [...] ont eu pour objectif ultime un changement important [...] à Paris ». La fondation promet donc en novembre 1929 une somme colossale pour faire aboutir son projet : 6 millions de dollars (soit 152 millions de francs) pour construire une nouvelle faculté de médecine, puis 6 autres millions pour appuyer le développement d'un grand pôle

¹ Conference on european policies and programs, 28 février-3 mars 1927, RF 3/900/22/166.

² RF Minutes, 25 mai 1927, RF 1.1/500A/3/23, ainsi que la citation suivante.

³ Pearce Diary, 17 janvier 1928, RF 1.1/500A/5/55.

⁴ Sessions de la Chambre des députés du 23 novembre 1928 et du Sénat des 24 et 26 décembre 1928, citées dans Memorandum, 7 février 1929, RF 1.1/500A/5/55.

⁵ Agenda For Office Conference, 20 novembre 1928, RF RG 1.1/500A/5/55.

⁶ Interview with M. Charléty, 4 mai 1929, RF 1.1/500A/5/55.

⁷ IHB Minutes, 13 novembre 1929, RF 1.1/500A/5/53, ainsi que la citation suivante.

scientifique articulé autour des sciences biologiques et médicales, à condition que le gouvernement français investisse une somme équivalente. La nouvelle est immédiatement relayée par la grande presse : *Paris soir* se félicite du « don magnifique » de la fondation et donne la parole à Henri Roger qui souligne à quel point la faculté de médecine, construite en 1877 pour 1 000 étudiants est aujourd'hui à l'étroit avec un nombre cinq fois supérieur, et combien la pauvreté de ses équipements en fait « une honte pour la France » ; aussi presse-t-il le gouvernement et le Conseil municipal de Paris de débloquer les crédits qui permettront de « rendre à la science médicale française le prestige et le rayonnement qu'elle a toujours exercé et qu'elle est en passe de voir faiblir et peut être disparaître¹ ». Même son de cloche à *L'Intransigeant* qui insiste également sur la nécessité de saisir cette occasion de « reconstruire notre école de médecine devenue minable² » et s'inquiète à mots couverts du fait que les crédits français pourraient ne pas venir.

Au printemps 1930, les entretiens se multiplient ; Gustave Roussy, candidat au décanat de la faculté de médecine pour succéder à Henri Roger, va visiter le site de Lyon en voie d'achèvement, suivi quelques semaines plus tard par Sébastien Charléty. L'optimisme des Américains est cependant rapidement tempéré par le refus des négociants en vins de libérer le site de la Halle : ceux-ci, aux dires des interlocuteurs de la fondation, sont puissants et ont des relais politiques importants³. Leur opposition est suffisamment forte pour que Gregg fasse part aux *trustees*, lors d'une réunion en octobre 1930, de la possibilité d'échec du projet. Ceux-ci font alors savoir officiellement que leur promesse de don est conditionnée à la construction de la faculté de médecine sur le site de la Halle aux Vins à l'exclusion de tout autre lieu. Mais le projet va s'enliser au cours de l'année 1931 en raison du montant de l'indemnité d'expropriation demandée par les négociants pour quitter le terrain : celle-ci se monte à 600 millions de francs, soit l'équivalent du total des 12 millions de dollars (300 millions de francs) promis par la Rockefeller ajoutés à la contribution équivalente attendue du gouvernement français. Les négociants sont par ailleurs soutenus dans leur opposition par les élus et une partie des commerçants du VI^e arrondissement⁴, si bien qu'à la fin de l'année 1931, le projet est au point mort. En décembre, le mathématicien et parlementaire Emile Borel, rapporteur du projet à l'Assemblée nationale, les désigne comme la principale force de blocage⁵. Lorsque Sébastien Charléty vient aux États-Unis en février 1932 à l'occasion des cérémonies du bicentenaire de Georges Washington, la fondation Rockefeller a organisé pour lui, en marge des festivités, la visite des facultés de médecine de Harvard, Yale, Princeton et Columbia ; il rencontre également John D. Rockefeller, Jr., *chairman* du *Board of Trustees* de la fondation, qu'il peine à convaincre que le projet peut encore réussir. De fait, au mois de décembre, après une année supplémentaire de blocage, la Rockefeller décide d'annuler sa promesse de subvention⁶.

Charléty ne peut alors que proposer un autre site, plus petit et moins central, celui de l'Asile Sainte-Anne dans le XIV^e arrondissement, mais la Rockefeller décline définitivement la proposition au mois d'avril 1933. C'est finalement sur un troisième terrain que la nouvelle faculté se construira, mais sans l'argent américain : en avril

¹ *Paris Soir*, 28 décembre 1929.

² *L'intransigeant*, 28 décembre 1929.

³ Selskar Gunn Diary, 28 mars 1930, RF 12.1.

⁴ Projet de construction de la faculté de médecine (s.d., 1944 ou début 1945), AN F17 13361.

⁵ *Journal Officiel de la République française. Débats parlementaires. Assemblée nationale*, 1^{ère} séance du 1^{er} décembre 1931.

⁶ RF Minutes, 14 décembre 1932, RF 1.1/500A/5/53.

1935, le vieil hôpital de la Charité situé dans le quartier de Saint-Germain des Prés (dans un quadrilatère compris entre la rue Jacob, la rue de Rennes, l'église Saint-Germain des Prés et la rue des Saints pères) est démoli et quelques mois plus tard, l'Assistance Publique vend le terrain à l'université pour la construction de la nouvelle faculté de médecine. La construction commence en décembre 1936, mais les difficultés techniques s'amoncellent rapidement : « C'est la Direction de l'enseignement primaire de la ville de Paris qui revendique un quart du terrain pour agrandir le groupe scolaire de la rue St Benoît. C'est la rue des Saints pères et la rue Jacob qu'il faut élargir de 5 mètres. C'est la rue de Rennes sur le prolongement de laquelle il ne fallait plus compter, là où précisément avaient été prévues l'entrée principale ainsi qu'une vaste bibliothèque de 300 places avec 3 étages de réserve de livres. C'est l'édifice lui-même, qui, gagnant en hauteur ce qu'il perd en surface, motivera des polémiques allant jusqu'à envisager son transfert sur les terrains de la Salpêtrière. [...] Ainsi, comme la peau de chagrin, la faculté voyait son terrain se rétrécir de jour en jour. Enfin la guerre interrompra les travaux pendant huit ans. Le gros œuvre était suffisamment avancé en 1940 pour que, dès l'occupation, les Allemands puissent installer des canons de DCA sur les terrasses. En 1944, à la Libération, les troupes alliées réquisitionnèrent le chantier pour y mettre un dépôt de munition qui sauta, provoquant près de 3 millions de dégâts. Les travaux ne furent repris qu'en 1947¹ » et la nouvelle faculté ouverte à la rentrée 1953.

Que reste-t-il aujourd'hui de cet investissement, à la fois important et très localisé, de la fondation Rockefeller dans l'organisation de l'enseignement médical en France au cours de l'entre-deux-guerres ? Des bâtiments d'abord, et notamment, à Lyon, ceux de la faculté de médecine et de l'école d'infirmières (rebaptisée en 2004 École d'infirmières et d'assistants de service social Rockefeller de Lyon), situés respectivement au 8 et au 4 de l'avenue Rockefeller. Des bâtiments, mais pas seulement : Lyon et Strasbourg constituent en fait les prototypes de pôles biomédicaux qui se développeront après 1945, associant facultés de médecine, hôpitaux et laboratoires de recherche, et propices aux travaux pluridisciplinaires à la croisée de la médecine et des sciences de la nature (biologie, chimie, physique). La ville de Lyon en constitue aujourd'hui un exemple parmi d'autres, et il n'est pas neutre qu'elle ait donné à l'important pôle biomédical localisé dans ses 3^e et 8^e arrondissements, le nom de « pôle santé Rockefeller », dont la faculté de médecine et l'hôpital de Grange Blanche (rebaptisé hôpital Édouard Herriot) sont deux composantes majeures, et qui constitue actuellement l'un des plus importants d'Europe. Quel est le rôle exact de la fondation Rockefeller dans cette vaste réorganisation de l'enseignement médical qu'on a souvent attribué uniquement à la Ve République (notamment à la loi Debré de 1958 qui crée les Centre Hospitalo-Universitaires), mais qui apparaît comme déjà engagée avant 1939 ? Il est d'abord financier, une dimension qui n'a pas échappé aux contemporains, et que Jean Lépine se chargera de rappeler lorsqu'en 1937, il prononcera devant l'Académie des sciences morales et politiques un discours d'hommage à John D. Rockefeller récemment décédé, discours dans lequel la réalisation lyonnaise sera, entre autres,

¹ Léon Binet et Pierre Valéry-Radot, *La faculté de médecine de Paris. Cinq siècles d'art et d'histoire*, Paris, Masson, 1952, p. 9.

soulignée¹. On notera que ce rôle financier ne se réduit pas à l'argent fourni par la fondation, car celle-ci conditionne la plupart de ses gros financements à un engagement équivalent des pouvoirs publics français, forçant ceux-ci à débloquer des crédits dans des domaines où ils n'avaient pas forcément prévu de le faire. Mais la fondation n'a pas un rôle seulement financier. Elle est une partenaire à part entière du processus de réorganisation de l'enseignement médical, en raison des contacts permanents qu'elle entretient avec les principaux acteurs, universitaires et gouvernementaux, du processus ; en raison aussi des négociations longues qu'elle mène avec les récipiendaires de ses financements. Toutefois, sa participation a ses limites : en tant qu'organisation américaine, elle n'a aucune prise sur la décision politique dont les mécanismes profonds lui échappent, ainsi que sur certains aspects plus concrets tels que le problème foncier, qui peut s'avérer capital, comme le montre le cas parisien. Ni au cœur, ni à la marge du processus, la position de la Rockefeller est celle d'une plaque tournante transnationale qui assure la redistribution d'idées et de pratiques expérimentées dans certaines aires nationales et tente de les implanter ailleurs : on le voit bien dans le cas de l'enseignement médical, lorsqu'elle utilise le canal strasbourgeois, donc allemand, pour introduire en France les méthodes américaines, elles-mêmes largement inspirées des exemples allemand et anglais. C'est dire si son rôle ne se réduit pas à la pure et simple importation d'un « modèle » américain dont il s'agirait d'évaluer la réussite ou l'échec pour déterminer si, oui ou non, la médecine française a été américanisée. La Rockefeller est bien plutôt un vecteur de la circulation transnationale d'un nouveau modèle organisationnel médical (celui du complexe université-hôpital-laboratoire) qui se cristallise au début du XX^e siècle, mais dont les États-Unis ne sont pas le seul pôle de développement, ni même peut-être le principal. Le processus, loin de se réduire à un face à face entre un « émetteur » (les États-Unis) et un « récepteur » (la France), est de nature multilatérale, et l'Allemagne en est à coup sûr, dans ce cas précis, un pôle majeur. Ce processus est également fait de dynamiques qui se croisent selon une autre logique que celle de la « diffusion » d'un « modèle » accepté, rejeté ou transformé par le « récepteur ». La collaboration qui s'établit entre la Rockefeller et une partie du corps médical français le montre aisément : la fondation s'appuie en effet dans son action sur une fraction des médecins convaincus dès avant son arrivée de la nécessité d'une réforme, mais qui vont s'allier à elle, voire l'instrumentaliser, pour faire avancer leurs projets. L'échec parisien ne doit donc être interprété comme le seul échec de la Rockefeller. Il est aussi l'échec du groupe des médecins réformateurs, qui se sont investis dans ce projet, n'ont sans doute pas réussi à rallier à leur cause une partie de leurs collègues convaincus que la pratique de la clinique et celle de la médecine scientifique étaient antinomiques, et réticents devant l'origine américaine de l'organisation soutenant le projet². Il est enfin l'échec d'un pouvoir politique instable, velléitaire, peu préoccupé par l'université, impécunieux et impuissant à s'imposer face aux corporatismes divers, au premier rang desquels celui des négociants en vins, qui ont bloqué le projet pendant trois ans. Bref, le ratage de la faculté de médecine de Paris est un échec français autant qu'américain.

¹ La fondation Rockefeller, discours de Jean Lépine à l'Académie des sciences morales et politiques, décembre 1937, RF 1.1/500A/4/30.

² *Le Temps*, 14 janvier 1933.

chapitre V

Naissance de la recherche biomédicale

Si l'organisation de la santé publique et la réforme de l'enseignement médical constituent les deux principaux secteurs d'intervention de la Rockefeller au début des années 1920, celle-ci investit rapidement dans un troisième, celui de la recherche scientifique. La création du Rockefeller Institute for Medical Research en 1901 avait déjà clairement montré que l'objectif de la philanthropie scientifique selon Rockefeller et Gates était d'intervenir en amont des problèmes sanitaires par l'analyse des causes des maladies permettant de mettre au point des traitements. Dans l'esprit des hommes de la fondation, la recherche est complémentaire de la formation des médecins et de la création d'administrations sanitaires : elle n'est qu'un des maillons du champ global de la santé sur l'ensemble duquel la fondation entend être présente. Mais la politique mondiale d'intervention de la fondation Rockefeller en matière de recherche scientifique au cours de l'entre-deux-guerres dépasse de loin le strict cadre de la politique de santé publique. Elle s'inscrit, plus largement, dans un processus international d'organisation et de coordination de la recherche scientifique largement stimulé par la Première guerre mondiale, qui a été marquée, pour la première fois dans l'histoire de l'humanité, par une mobilisation intense des scientifiques dans tous les pays belligérants. Cette organisation se poursuit au cours de l'entre-deux-guerres dans les grands pays industrialisés, en particulier en France où se met en place dans les années 1920 et 1930 une ambitieuse entreprise d'organisation de la recherche scientifique coordonnée par l'État. Celle-ci se déroule en étroite interaction avec ce qui se passe dans d'autres pays, sans que l'on puisse pour interpréter ce phénomène en simples termes d'emprunts à des « modèles » étrangers eux-mêmes en voie de constitution et empruntant sans doute également au « modèle » français. L'implication importante de la fondation Rockefeller dans la recherche biologique et médicale française illustre bien l'intensité des circulations internationales d'idées et de pratiques qui contribuent à la construction des politiques scientifiques nationales. Sa participation se manifeste de plusieurs manières. Elle est d'abord financière et se concrétise par le soutien à un nombre important d'institutions, de laboratoires et de chercheurs. Mais elle va au-delà de cet aspect : en effet, la fondation agit de l'intérieur en multipliant les contacts et les discussions avec les milieux scientifiques français, devenant *de facto* une actrice du processus d'organisation de la recherche, mais aussi du développement de synergies interdisciplinaires que l'on peut observer dans le domaine biologique et médical au cours de l'entre-deux-guerres, et qui se confirmeront après 1945. On notera enfin que son insertion dans les réseaux scientifiques français se double d'une mise en relation de ceux-ci avec le vaste réseau international que s'est créée la fondation au fil

de ses interventions dans de nombreux pays où elle contribue aussi au développement de la recherche biomédicale. Elle constitue ainsi une partenaire à la fois financière, technique et intellectuelle du processus d'organisation de la recherche dans la France de l'entre-deux-guerres.

1. La préhistoire du CNRS

14-18, l'épisode fondateur

La question de l'organisation de la recherche scientifique se pose avec acuité dans les grands pays industrialisés à partir du début du XX^e siècle : ainsi en France la Caisse des recherches scientifiques (CRS) est-elle créée en 1901, tandis qu'en Allemagne, la Kaiser Wilhelm Gesellschaft est mise sur pied en 1911. Mais c'est la Première guerre mondiale qui donne à cette question son caractère d'urgence et d'enjeu national qu'elle va garder jusqu'à nos jours¹. Tous les pays belligérants se lancent en effet dans la mobilisation scientifique.

En France, le mathématicien Paul Painlevé², devenu ministre de l'Instruction Publique, des Beaux-arts et des Inventions, crée une Direction des inventions intéressant la défense nationale, dont il confie la direction au mathématicien Émile Borel, assisté du physicien Jean Perrin. En Grande-Bretagne, le Department of Scientific and Industrial Research est créé en 1915. Quant aux États-Unis, la Première guerre mondiale a également déclenché un investissement du gouvernement dans la recherche, qui se concrétise notamment par la création du National Research Council en 1916. Financé conjointement par le gouvernement, les industriels et les fondations philanthropiques (en particulier Rockefeller et Carnegie), celui-ci est destiné à organiser une synergie entre les recherches menées dans les organismes gouvernementaux (encore rares), les industries et les universités³. Tout au long du conflit, les scientifiques sont mobilisés pour participer à l'effort de guerre et leur expérience va profondément peser sur les modes d'organisation de la science au cours de l'entre-deux-guerres, de nombreux pays se préparant dès 1919 à l'éventualité d'un nouveau conflit en raison du caractère insatisfaisant de la paix signée à Versailles. Au lendemain de la Grande guerre, l'organisation de la recherche scientifique est donc devenue un problème politique. Il va aboutir dans plusieurs États à la création d'organismes nationaux d'administration de la recherche, qui vont élaborer au cours des années vingt et trente, avec des résultats inégaux, des politiques scientifiques : le Consiglio Nazionale delle Ricerche italien en 1923, le Fonds National pour la Recherche Scientifique belge (FNRS) en 1928⁴, la Caisse Nationale des Sciences française en 1930 ; la Fondation Nationale de Recherches

¹ Dominique Pestre, « Le nouvel univers des sciences et des techniques : une proposition générale », in Dominique Pestre & Amy Dahan (dir.), *Les sciences pour la guerre (1940-1960)*, Paris, Editions de l'EHESS, 2004, p. 18. Id., « Science, Political Power and the State », in Dominique Pestre & John Krige (dir.), *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Harwood Academic Publishers, 1997, p. 67 sq.

² Anne-Laure Anizan, « Paul Painlevé, parlementaire et leader politique », in Claudine Fontanon et Robert Frank (dir.), *Paul Painlevé, Un savant en politique (1863-1933)*, Rennes, PUR, 2005, pp. 57-70.

³ Roger L. Geiger, *To Advance Knowledge. The Growth of American Research Universities, 1900-1940*, New Brunswick/London, Transaction Publishers, 2004 [1986], p. 97.

⁴ Kenneth Bertrams, « Le Fonds National de la recherche scientifique en Belgique », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°16, printemps 2007, p. 36-39.

Scientifiques espagnole en 1931. En Grande Bretagne, si le Medical Research Council créé en avril 1920 n'est pas un organisme public, une partie de son financement vient de l'État. C'est le cas également de la Notgemeinschaft der Deutschen Wissenschaft créée en 1920 en Allemagne ; devenue Deutsche Forschungsgemeinschaft en 1929, elle passe totalement sous contrôle gouvernemental lors de l'arrivée de Hitler au pouvoir en 1933. Pendant ce temps, aux États-Unis, on assiste à un processus différent : la recherche y reste presque exclusivement privée pendant tout l'entre-deux-guerres. Passé son implication dans la guerre, l'État fédéral se met en retrait dès le début des années 1920. Jusqu'à la fin des années 1930, la mise en place d'une politique de recherche publique, y compris pendant le *new deal*, se heurtera à de fortes réticences de la part des industriels partisans de l'exclusivité de l'initiative privée dans ce domaine, et aux structures même du champ universitaire américain qui concentre l'essentiel de la recherche scientifique, et reçoit l'essentiel de son financement des industriels et des fondations¹.

La mobilisation scientifique française

La France, on le sait, a construit depuis le début du XX^e siècle une politique de recherche publique dont le Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) créé en octobre 1939 est aujourd'hui le symbole le plus visible. Mais si la partie postérieure à 1945 de cette histoire est bien connue, la première partie du XX^e siècle a beaucoup moins retenu l'attention des historiens. Il faut noter d'autre part que la construction de cette politique scientifique a le plus souvent été étudiée comme un processus interne aux frontières nationales, les chercheurs ayant été peu attentifs aux échanges et aux circulations d'idées et de pratiques qui sont pourtant monnaie courante dans les milieux scientifiques. C'est sur ces deux points que l'examen des relations entre la fondation Rockefeller et la construction de la politique de recherche française est particulièrement intéressant, car la période de l'entre-deux-guerres est le moment où se met en place la notion d'organisation de la recherche, et est marquée par des échanges transnationaux intenses dont la fondation est une actrice importante.

En France, la question de l'organisation de la science est rapidement devenue un enjeu national sur fond de rivalité avec l'Allemagne. Si la création de la Caisse des Recherches Scientifiques (CRS) en 1901 avait marqué une première étape, celle-ci était avant tout limitée à la recherche médicale. Après 1918, non seulement la question de l'organisation et du financement de la recherche concerne toutes les sciences, mais, compte tenu de l'affrontement qui vient d'avoir lieu avec l'ennemi héréditaire, elle devient « une question politique à part entière² ». La confrontation avec la politique mise en place par l'Allemagne au même moment n'est pas pour rien dans cette promotion. C'est d'ailleurs l'écrivain Maurice Barrès, l'un des ténors de la majorité nationaliste élue au parlement en 1919, qui lance le pavé dans la mare et donne un retentissement national à cette question en dénonçant à la Chambre des députés, le 11 juin 1920, la situation misérable de la recherche française³ : face à une Allemagne qui a démontré pendant le conflit une capacité d'organisation de la science supérieure à la France, celle-ci doit se ressaisir et utiliser toutes les ressources de ses scientifiques pour

¹ Carole Masseys-Bertonèche, *Philanthropie et grandes universités privées américaines. Pouvoir et réseaux d'influences*, Bordeaux, PUB, 2006, pp. 131-134.

² Michel Pinault, *La science au parlement. Les débuts d'une politique des recherches scientifiques en France*, Paris, CNRS éditions, 2006, p. 134.

³ *Revue des deux mondes*, série VI-55, 1920, pp. 244-260 ; Maurice Barrès, *Pour la haute intelligence française*, Paris, 1925, iii.

être prête à affronter un conflit futur. Mais Barrès n'est que la chambre d'écho d'un mouvement plus profond initié par les scientifiques eux-mêmes, et dont l'animateur principal est le chimiste Charles Moureu (1863-1929). Membre de l'Académie des sciences et professeur au Collège de France depuis 1917, Moureu occupe alors une position centrale sur l'échiquier scientifique, et sa parole a d'autant plus de poids que son intérêt pour l'organisation de la recherche est antérieur à 1914, et qu'il a participé aux applications de la recherche dans le domaine militaire pendant le conflit. Dès 1920, Moureu suscite la création d'une Fédération des Sociétés de Chimie et favorise la création d'une Fédération des Sociétés de Sciences Naturelles dont la cheville ouvrière est le biologiste André Mayer (1875-1956) : médecin de formation, celui-ci s'est rapidement intéressé aux démarches de la chimie physique et a participé également à la mobilisation scientifique pendant la guerre. En 1919, il est nommé professeur à la faculté de médecine de Strasbourg, puis élu en 1922 au Collège de France. Rapidement mis en contact avec Barrès et Moureu¹, il contribue à la mise en place d'une réflexion commune des scientifiques : en 1920, les deux fédérations produisent en commun un rapport rédigé par Mayer, où il est noté que « l'ancien type d'organisation [de la recherche] ne suffit plus. [...] Elle ne peut plus seulement être l'apanage de quelques chercheurs isolés ou de professeurs entourés d'élèves, il lui faut des moyens plus larges, une organisation plus étendue² », et en particulier une politique de financement des laboratoires et les chercheurs, question nouvelle dans la France de l'époque où le personnage du chercheur professionnel n'existe pratiquement pas, hormis dans quelques institutions marginales, quoique parfois prestigieuses, comme le Collège de France, l'École Pratique des Hautes Études ou l'Institut Pasteur. Moureu suscite par ailleurs la création d'un Comité National d'Aide à la Recherche Scientifique, organisation privée³ mais présidée par le recteur de l'université de Paris Paul Appell ; à défaut d'un soutien de l'État, elle organise des manifestations pour rendre visible son action et obtenir des financements⁴. Le mouvement ainsi lancé ne se limite pas à l'université, mais comprend également l'industrie et les ingénieurs : dans le Comité National suscité par Moureu, il y a en effet un Groupe d'études pour l'organisation de la mobilisation technique et scientifique, où les associations d'ingénieurs et de chimistes sont très représentées, et qui regroupe près de 30 000 personnes⁵ ; si son objectif est avant tout la mobilisation pour la défense nationale, les débats portent également sur l'amélioration de la situation des savants, dont la « détresse matérielle⁶ » n'encourage pas les étudiants brillants à embrasser cette profession.

La mobilisation scientifique qui s'exprime à partir du début des années 1920 est donc l'expression d'un mouvement de fond qui traverse les spécialités scientifiques, même si certaines d'entre elles (chimie, physique) sont mises en avant plus que d'autres en raison de leurs applications plus directes dans le domaine militaire. Elle va se traduire par la création de nouveaux organismes destinés à compléter l'action de la

¹ André Mayer, texte du 14 novembre 1940, Archives Collège de France.

² *Sur quelques questions relatives à l'organisation des recherches scientifiques, rapport présenté aux comités nationaux de recherches par les fédérations des sociétés de chimie et des sociétés de sciences naturelles. Rapporteur : André Mayer*, 1920.

³ « Discours de Camille Matignon au Funérailles de Charles Moureu (1929) », Institut de France-Académie des Sciences, *Notices et discours*, Tome 1 (1924-1936), Paris, Gauthiers Villars, 1937, p. 285.

⁴ *L'art français au service de la science française. Exposition d'œuvres d'art des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles au profit du Comité national d'aide à la recherche scientifique*, Paris, 1923.

⁵ Albert Ranc, *La mobilisation scientifique et industrielle*, Lyon, Association des anciens élèves de l'école de chimie industrielle, 1924.

⁶ A. Wahl, « L'organisation de la recherche scientifique », *Chimie et Industrie*, vol 14 n°4, octobre 1925, p. 637-639.

Caisse des Recherches Scientifiques, dont l'activité centrale portait sur les « sciences médicales », et, secondairement, sur les « autres sciences (mathématique, mécanique, astronomie, histoire naturelle, physique et chimie)¹ ». En particulier, pour organiser une synergie entre la recherche et ses applications concrètes, le gouvernement sépare dès le début des années 1920 une partie des activités de recherche auparavant placées sous la direction du ministère de la Guerre, pour les placer sous la direction du ministère de l'Instruction Publique. C'est le cas des laboratoires des facultés des sciences, où se trouve « la grande force scientifique, la grande puissance intellectuelle² » du pays. Cette organisation est confirmée par l'instruction ministérielle du 18 novembre 1925 sur la mobilisation scientifique, qui va progressivement faire de l'État un acteur majeur de l'organisation de la recherche en France.

Comment administrer la recherche ?

L'organisation de la science est un enjeu politique, mais aussi scientifique, en particulier pour les chercheurs qui travaillent à la jonction de la médecine et de la biologie. Facultés de médecine et faculté des sciences sont alors deux domaines séparés physiquement et intellectuellement. Mais les prises de position en faveur d'un rapprochement se sont succédées au début du XX^e siècle, comme en témoignent en particulier les rapports d'Henri Roger cités au chapitre précédent, réclamant dès 1913 la création à la faculté de médecine d'un Institut de biologie médicale destiné à « group[er] tous les services de la faculté de médecine ayant pour objectif la recherche expérimentale³ ». De manière plus générale, l'introduction de l'enseignement scientifique dans le cursus de formation des médecins pose alors le problème de l'articulation entre des disciplines différentes, articulation qui provoque à la fois des controverses intellectuelles mais aussi des enjeux de pouvoirs entre universitaires ainsi qu'entre facultés, en particulier entre facultés de médecine et facultés des sciences. La situation est rendue encore plus complexe par la séparation, au sein même des sciences de la nature, entre le Muséum d'histoire naturelle, héritage de la Révolution française, et la faculté des sciences créée à la fin du XIX^e siècle, qui vient empiéter sur son territoire intellectuel. L'enjeu que représente l'organisation de la recherche scientifique vient donc bousculer des équilibres complexes, en particulier la délimitation des frontières disciplinaires, mais aussi les patriotismes d'institutions hérités de sédimentations historiques diverses.

Cette organisation se heurte en outre à un problème structurel : l'université, réformée à la fin du XIX^e siècle, a été essentiellement conçue pour la collation des grades (son rôle principal est alors de délivrer le baccalauréat) et non pour la production de connaissances⁴ ; elle n'a pas prévu, ni dans ses locaux, ni dans son organisation administrative, la création de laboratoires de recherches dont le développement est devenu de part et d'autre de 14-18 une priorité nationale. Cette situation est particulièrement visible à l'université de Paris, qui comprend 23 000 étudiants en 1926, contre 17 000 en 1914, alors que la surface disponible est restée identique. Si l'État a consenti un effort important avant 1914 pour renouveler et agrandir le bâti, celui-ci ne

¹ Caisse des Recherches Scientifiques, *Rapports scientifiques sur les travaux entrepris en 1904*, Melun, 1905, p. 3.

² Jules-Louis Bréton, *Rapport sur l'organisation et l'utilisation en temps de guerre de la Direction des recherches scientifiques et industrielles et des inventions*, 1922, Archives CNRS, CAC 19800284/3.

³ Université de Paris. Faculté de médecine. *Rapport sur la réorganisation de la faculté*, 7 février 1918.

⁴ Christophe Charle, *La République des universitaires*, Paris, Le Seuil, 1994, p. 11.

sera pas poursuivi après 1918, et il faudra attendre les années 1960 pour que s'engage un programme ambitieux dans ce domaine. Alors qu'elle connaît une première massification au cours de l'entre-deux-guerres, l'université de Paris commence à être à l'étroit¹. En 1927, ses dirigeants résumant la situation d'une image simple : « nous commençons à étouffer² ». La situation de la faculté de médecine est l'une des plus alarmantes, avec une multiplication par 5 du nombre de ses étudiants entre 1870 et les années 1920, mais aussi avec le développement des laboratoires de recherche. Celle de la faculté des sciences n'est guère meilleure : celle-ci possède 55 laboratoires en 1927, dont une vingtaine seulement ont pu trouver place dans le bâtiment de la Sorbonne³. Non seulement ce site est devenu trop exigu pour le développement de la médecine et des sciences de la nature, mais la dispersion des laboratoires a pour conséquence d'importants frais de fonctionnement (le chauffage par exemple) qui font que « les dépenses courantes des laboratoires se sont tellement accrues qu'elles tendent à absorber tous les crédits disponibles⁴ ».

Pour palier ces problèmes structurels, les pouvoirs publics prennent au lendemain de la Grande guerre deux mesures majeures. La première est d'ordre juridique : c'est le décret Honorat du 31 juillet 1920 qui crée les instituts d'université afin de pouvoir intégrer des organismes dédiés à la recherche aux universités et lier ainsi la production de savoir et sa transmission. Plusieurs dizaines seront créés au cours des années vingt et trente dans les différentes facultés (médecine, sciences, droit, lettres). La deuxième mesure gouvernementale est d'ordre foncier : dès 1920 sont envisagées des acquisitions de terrains pour agrandir les facultés de médecine et de sciences. C'est le cas notamment avec le terrain de la Halle aux vins convoité par la faculté de médecine. C'est le cas aussi sur la montagne Sainte Geneviève, avec l'acquisition par l'université au début des années 1920 de terrains situés rue Curie et rue Saint-Jacques. Alors que sont déjà installés dans ce périmètre plusieurs instituts (Institut océanographique, Institut de chimie appliquée, Institut du radium), y seront construits à la fin des années 1920 des locaux pour de nouveaux instituts, en particulier le Laboratoire de chimie physique, l'Institut Henri Poincaré et l'Institut de Biologie Physico-Chimique. En 1926, ces grandes manœuvres immobilières sont déjà bien avancées, et les doyens des facultés sont optimistes devant la construction en cours de cette « cité nouvelle⁵ » qui permettra de créer au centre de la capitale un grand pôle scientifique.

Le processus d'organisation des sciences biologiques et médicales en France est donc bien engagé lorsque la philanthropie rockefellerienne commence à s'y intéresser. Mais l'insuffisance du financement de la part des pouvoirs publics français constitue un obstacle majeur à la réalisation de ces projets. C'est pourquoi en 1926 le recteur de l'université de Paris Paul Lapie a créé la Société des Amis de l'Université de Paris, habilitée à recevoir dons et legs pour augmenter ses ressources. Depuis 1885, l'université est en effet autorisée à recevoir des financements d'origine privée, ce dont elle va user largement au cours de l'entre-deux-guerres. Outre les nombreux dons ou successions issus de particuliers, des mécènes tels que le banquier Albert Kahn, mais aussi des fondations telles que la fondation Edmond de Rothschild (créée en 1921) ou la fondation Singer-Polignac (1928) vont apporter des contributions importantes aux universités. La fondation de Rothschild va notamment financer en grande partie la

¹ Jacques Verger (dir.), *Histoire des universités en France*, Toulouse, Privat, 1986, p. 330.

² *Annales de l'université de Paris*, n°1, janvier 1927, p. iii.

³ Charles Maurain & A. Pacaud, *La faculté des sciences de l'université de Paris de 1906 à 1940*, Paris, 1940, p. viii.

⁴ *Annales de l'université de Paris*, n°1, janvier 1927, p. 11.

⁵ *Id.*, n°2, mai 1926, p. 117.

construction de l'Institut de Biologie Physico-Chimique, dit aussi Institut Rothschild, créé en 1927. De sorte que tout au long de l'entre-deux-guerres, l'université sera, faute d'engagement suffisant des pouvoirs publics, largement nourrie par les financements privés, français ou américains. Celui de la philanthropie Rockefeller n'en est qu'un parmi d'autres, même s'il est, on le verra plus loin, l'un des plus importants, voire même le plus important.

En 1923 a été créé une nouvelle organisation parallèle à la fondation Rockefeller, l'International Education Board (IEB), dont l'objectif est de contribuer au développement de la recherche en sciences de la nature (physique, chimie, biologie) mais aussi en mathématiques, et ce, dans le monde entier. Selon une méthode désormais bien rodée, il mène ses premières enquêtes la même année en Europe, et en particulier en France où des financements interviennent dès 1924. Dès le début, l'IEB, dont le directeur Wycliffe Rose est également à la tête de l'International Health Board, s'efforce de développer une vision organisationnelle et globale de la recherche scientifique, tout comme sa consœur la fondation Rockefeller dans le domaine de la santé publique et de l'enseignement médical. Très tôt, il s'intéresse donc aux débats relatifs à la création d'un grand pôle médical et biologique dans le centre de Paris. La stratégie de l'IEB est de ce point de vue similaire à celle de la fondation Rockefeller, son idée maîtresse étant de développer à travers le monde quelques grands pôles scientifiques, en particulier à Paris¹. À partir du printemps 1927, Augustus Trowbridge, un physicien de l'université de Princeton représentant l'IEB en Europe, multiplie les contacts avec le Doyen de la faculté des sciences Charles Maurain (1871-1967), avec le mathématicien Émile Borel², mais aussi avec le nouveau recteur de l'université de Paris Sébastien Charléty, afin de se tenir informé de l'évolution des constructions en cours sur la montagne Sainte Geneviève. Mais il s'intéresse également au rapprochement possible entre la faculté des sciences et le Muséum d'histoire naturelle. Celui-ci est alors indépendant de l'université de Paris, mais le Directeur de l'enseignement supérieur Jacques Cavalier a profité du décès d'un des membres de son conseil d'administration au printemps 1927 pour y faire entrer Sébastien Charléty et amorcer ainsi un rapprochement avec l'université de Paris³. Charléty en a informé Trowbridge et Rose, qui y voient le prélude à la création d'un vaste pôle scientifique regroupant faculté des sciences et Muséum, dont le terrain de la Halle aux vins pourrait constituer l'emplacement idéal.

Au moment où les Américains mènent ces discussions avec les Français, la philanthropie Rockefeller est elle-même en pleine réorganisation. Depuis 1901, les créations d'institutions se sont multipliées, de sorte qu'elle est devenue au milieu des années 1920 un véritable labyrinthe composé de cinq organisations principales : le Rockefeller Institute for Medical Research (1901), le General Education Board (1903), la fondation Rockefeller (1913), le Laura Spelman Rockefeller Memorial (LSRM) créé en 1918 et dédié aux sciences sociales, et enfin l'International Education Board (IEB) fondé en 1923. Entre ces organisations existe une division du travail, mais aussi des chevauchements et des rivalités. D'autre part, la croissance du nombre d'universités américaines dans les années 1920 ainsi que l'extension mondiale de l'action rockefellerienne rendent plus difficilement réalisable la stratégie de construction d'institutions (*institution building*) élaborée au milieu des années 1910, qui consiste à accorder des financements massifs permettant la construction de bâtiments et la

¹ International Education Board (ci-après IEB) Minutes, 27 Mai 1927, IEB 1.2/34/474.

² Augustus Trowbridge, Memorandum of conversation with professor C. Maurain, Dean of the Faculty of Science, Sorbonne, and The university architect in the latter's office, 1 avril 1927, IEB 1.2/33/470.

³ Cavalier à Herriot, 21 mai 1927, AN F17 13559.

réorganisation d'institutions entières (facultés de médecine, instituts de recherche...). Quant à la stratégie des points d'appuis qui en est le corollaire international, son coût finit par excéder les ressources financières des différentes organisations à mesure que le champ géographique et disciplinaire de leurs activités s'élargit. C'est pourquoi John D. Rockefeller, Jr., qui contrôle désormais les organisations créées par son père, lance en 1925 un vaste processus de réorganisation qui aboutit en janvier 1929 à la fusion de la plupart des *boards* dans une nouvelle fondation Rockefeller¹. Le General Education Board, le Laura Spelman Rockefeller Memorial et l'International Education Board sont intégrés à la fondation Rockefeller (seul le Rockefeller Institute for Medical Research reste indépendant) qui possède désormais cinq divisions : l'*International Health Division* (qui succède à l'*International Health Board*), la *Medical Science Division* (qui succède à la *Division of Medical Education*), la *Natural Science Division* (qui succède à l'*International Education Board*), la *Social Science Division* et la *Humanities Division* (qui succèdent au Laura Spelman Rockefeller Memorial).

La dénomination des nouvelles divisions témoigne du fait que la réorganisation technique va de pair avec une évolution de l'orientation générale, la santé ayant fait place à la science comme principe unificateur du projet philanthropique. L'objectif central de la fondation est désormais « le progrès des connaissances² » à travers la recherche scientifique, afin de réaliser la « rationalisation de la vie³ » et la régulation (*control*) des conduites humaines (*human behavior*). Cet objectif ambitieux doit être atteint à l'aide de la mobilisation de l'ensemble des savoirs scientifiques, parmi lesquels les sciences de la nature, et en particulier la biologie, occupent une place centrale. De fait, la *Natural Science Division* devient au cours des années trente la plus importante de la fondation. Son directeur Warren Weaver expose en 1933 ses objectifs : pour lui, « le bien-être de l'Humanité dépend fondamentalement de la compréhension que l'homme a de lui-même et de son milieu physique. Les problèmes de la croissance et du développement, tant physiques que mentaux, ceux de la reproduction de l'espèce, sont d'une importance capitale pour chacun⁴ ». Suivent des questions qui témoignent de l'ambition du projet : « Pouvons-nous arriver à une connaissance de la physiologie et de la psychobiologie du sexe qui nous permette de diriger rationnellement notre existence ? Pouvons-nous démêler le problème compliqué des glandes endocrines et arriver ainsi à trouver un remède à toute la gamme de ces affreuses maladies mentales et physiques provoquées par les troubles glandulaires ? Pouvons-nous établir une génétique assez solide pour produire dans l'avenir des hommes supérieurs à ceux de notre génération ? Pouvons-nous résoudre les mystères des diverses vitamines, de manière à constituer par une meilleure alimentation une race plus saine et plus résistante ? Pouvons-nous faire de la psychologie un instrument d'usage quotidien ? En somme, pouvons-nous rationaliser la conduite humaine et créer une nouvelle science de l'homme ? ». Au début des années trente, la philosophie rockefellerienne se présente ainsi sous la forme d'un projet hyperscientifique à forte dimension eugéniste, visant à créer un homme nouveau et une nouvelle société régulée par la science⁵, projet qui explique l'intérêt porté par la fondation à un ensemble de disciplines situées à la croisée de la médecine et des sciences de la nature : embryologie, génétique, neurologie, physiologie, biochimie, etc.

¹ Kohler Robert, « A policy for the Advancement of Science : The Rockefeller Foundation, 1924-1929 », *Minerva*, XVI-4, winter 1978, p. 480-515.

² Rockefeller foundation program and policy. Advancement of knowledge, 3 janvier 1929, RF 3/900/22/166.

³ RF Minutes, 11-12 avril 1933, RF 3/900/B21/158a.

⁴ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1933, p. 204, ainsi que la citation suivante.

⁵ Lily Kay, *The Molecular Vision of Life. Caltech, The Rockefeller Foundation and the Rise of Molecular Biology*, Oxford, Oxford University Press, 1993.

La mutation organisationnelle et intellectuelle de la philanthropie Rockefeller se traduit par une évolution du mode d'intervention de la fondation : la construction d'institutions va laisser la place au soutien financier à des chercheurs et à des laboratoires sur la base de projets de recherche pluriannuels sur des questions situées à l'intersection de la biologie, de la médecine, de la chimie, de la physique et des mathématiques. Alors que l'*institution building* consistait essentiellement à financer la construction de bâtiments, la nouvelle stratégie constitue une véritable politique scientifique organisée autour d'axes précis concrétisés par les différentes divisions de la nouvelle fondation, qui devient ainsi une actrice à part entière de la recherche scientifique, finançant certains thèmes et certains chercheurs, négligeant ou écartant certains autres, et cherchant à favoriser des rapprochements interdisciplinaires. Par ailleurs, le financement sur projet, moins coûteux que la construction de bâtiments, permet à la Rockefeller d'être en relation avec un nombre plus important de chercheurs, et donc d'exercer le cas échéant une influence plus forte sur l'organisation et l'orientation des recherches. On notera toutefois que la formulation de cette nouvelle politique ne se traduira pas immédiatement sur le terrain, en raison de l'engagement de nombreux projets d'*institution building* par les différents *Boards* avant la réorganisation, projets que la Rockefeller mènera à leur terme. Il en résulte pendant quelques années une coexistence entre l'ancienne et la nouvelle stratégie dont la France est un cas tout à fait caractéristique, puisque la fondation mène de front jusqu'en 1932 le projet de construction de la nouvelle faculté de médecine et le financement de laboratoires dans les facultés de médecine et des sciences.

Il reste qu'à la fin des années 1920, la nouvelle fondation Rockefeller offre l'exemple, encore rarissime dans le monde, d'une organisation ayant conçu une véritable politique scientifique articulée autour d'axes de travail dont sa nouvelle organisation témoigne, et mise en œuvre à l'aide d'une gamme de techniques de soutien qui lui permet d'intervenir aux différents étages de la production du savoir scientifique, comme on le verra plus loin : *fellowships* (bourses d'études de longues durée), *travel grants* (bourses de voyage de quelques semaines) pour les chercheurs individuels ; financement de laboratoires ; financement d'équipes de recherches associant plusieurs laboratoires, éventuellement de pays différents ; soutien au développement de la documentation scientifique et à la circulation des résultats de la recherche ; etc. L'efficacité sur le terrain de ces techniques est certes inégale et leur résultat parfois inattendu pour la fondation, mais il reste que les hommes de la Rockefeller ont construit un instrument de travail qui va faire d'eux dans les années 1930 des acteurs importants de la recherche scientifique dans les domaines où ils interviennent.

Si la fondation ne constitue pas un « modèle » en tant que tel, elle est assurément un des exemples sur lesquels vont s'appuyer les pionniers français de l'organisation de la recherche scientifique, en particulier le physicien Jean Perrin et le biologiste André Mayer, qui sont en contact permanent avec les Américains depuis le milieu des années 1920. Perrin et Mayer présentent au début de l'année 1930 au gouvernement français un avant-projet de loi proposant la mise en place d'un Service National de la Recherche Scientifique dans lequel ils évoquent « l'admirable organisation de la Rockefeller et celle du Fonds National de la Recherche Scientifique belge¹ » qui leur ont servi de source d'inspiration. Au même moment, en avril 1930, le gouvernement a créé une Caisse Nationale des Sciences (CNS) qui va reprendre en grande partie leurs propositions, et en particulier l'organigramme disciplinaire qu'ils ont imaginé. La CNS comprend deux comités, l'un consacré aux « sciences mathématiques et

¹ Jean-François Picard & Elisabeth Pradoura, « La longue marche vers le CNRS (1901-1945) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n°1, Paris, CNRS, 1988, p. 19 sq.

expérimentales », l'autre aux « sciences humaines ». Le premier est lui-même divisé en 5 sections : « sciences mathématiques », « sciences physiques », « sciences chimiques », « sciences naturelles » et « sciences biologiques¹ », cette dernière intégrant les recherches menées à la croisée de la biologie et de la médecine. Si la division disciplinaire est différente de celle adoptée par la Rockefeller, la logique consistant à structurer la recherche scientifique selon un certain nombre d'axes disciplinaires est identique. Elle sera approfondie avec la création de la Caisse Nationale des Recherches Scientifiques (CNRS) au printemps 1935, dont l'existence est pérennisée par la victoire du Front populaire aux élections législatives de 1936 : celui-ci marque en effet sa volonté d'aller plus loin dans la constitution d'une véritable politique scientifique en créant un Secrétariat d'État à la Recherche², confié d'abord à Irène Joliot-Curie puis à Jean Perrin. En décembre 1936 est également créé un Service Central de la Recherche Scientifique dont le physiologiste Henri Laugier est nommé directeur³. Au cours des années 1936-1939, le budget consacré à la recherche ne cessera d'augmenter, et la création en octobre 1939 du Centre National de la Recherche Scientifique (CNRS) marquera l'aboutissement de ce processus. Tout au long de cette période, les contacts existeront entre les animateurs de *la* CNRS, puis *du* CNRS, et la Rockefeller : en témoignent la présence dans les archives de la fondation de correspondances, mais aussi des organigrammes successifs de ces organismes, ou encore de listes des membres de ses comités. En témoigne enfin le projet de la fondation d'inviter Henri Laugier au printemps 1939 pour étudier les méthodes d'administration de la recherche aux États-Unis, projet finalement annulé en raison de la dégradation rapide de la situation internationale. En novembre 1939 encore, Laugier évoque avec les *officers* rockefelleriens la création d'un programme commun entre la Rockefeller et le CNRS consistant à accorder des bourses d'études à des jeunes étudiants (entre 17 et 19 ans) afin d'encourager les vocations de chercheurs. Le projet sera interrompu par l'invasion allemande.

2. les débuts d'une politique scientifique

Il n'est pas exagéré de dire que la présence de la Rockefeller dans la recherche scientifique française de l'entre-deux-guerres est massive, particulièrement dans le domaine de la biologie et de la médecine. La fondation est en effet impliquée de près ou de loin dans les travaux entrepris par presque toutes les institutions qui comptent dans ce domaine en plein essor au cours de la période : entre 1925 et 1939, ce sont cinq universités (Paris, Lyon, Marseille, Strasbourg, Toulouse) et sept institutions dédiées à la recherche (Institut Pasteur, Collège de France, Institut de Biologie Physico-Chimique, École Pratique des Hautes Études, Institut du Radium, Institut Henri Poincaré, Muséum d'histoire naturelle), pour un total de 41 laboratoires, qui ont reçu des crédits américains. Il faut y ajouter 101 *fellowships* accordées à des chercheurs en sciences et en médecine pour travailler dans des laboratoires étrangers, le plus souvent aux États-Unis, pendant un à trois ans. Les financements oscillent entre quelques centaines et des

¹ Caisse Nationale des Sciences, Rapport annuel 1932, AN F17 17458.

² Pascal Ory, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front Populaire*, Paris, Plon, 1994, p. 471.

³ Emmanuelle Picard, « Henri Laugier et le CNRS (1936-1940) », in Jean-Louis Crémieux-Brilhac et Jean-François Picard (dir.), *Henri Laugier en son siècle*, Paris, CNRS éditions, 1995, p. 66 sq.

dizaines de milliers de dollars, et sont accordés pour des périodes variant de quelques mois à 15 ans. Au total, on peut estimer le montant du financement Rockefeller à la recherche à environ 2 millions de dollars entre 1925 et 1939, répartis entre 900 000 donnés aux laboratoires, 800 000 pour les financements d'institutions (université de Strasbourg, Institut Henri Poincaré, Muséum, Institut du Radium), et 200 000 pour les *fellowships*. Mais la dimension financière n'est qu'un aspect de l'intervention de la fondation : plus largement, celle-ci contribue également à la mise en place des techniques d'administration de la recherche dans la France de l'entre-deux-guerres, non seulement en raison de sa présence permanente sur le terrain et de ses discussions nombreuses avec les pionniers de l'organisation de la science en France, mais également parce qu'elle a conçu une véritable politique scientifique caractérisée par des financements cohérents portant sur des thématiques de recherches précises, et enfin parce que ces financements constituent une gamme qui touche tous les étages du processus de production du savoir : l'étage de l'institution, l'étage des laboratoires qui la constituent, mais aussi l'étage des individus qui cherchent. Au total, à la fin des années 1930, c'est une fraction importante de la recherche en sciences biologiques et médicales qui vit partiellement au diapason des financements Rockefeller.

Le financement d'institutions

Dès les premiers temps de sa présence en France, la fondation a financé des institutions investies dans la recherche médicale et biologique. La première est l'Institut Pasteur, qui a constitué l'un des modèles du Rockefeller Institute for Medical Research. Créé en 1888, l'institut a été pionnier dans le développement de la recherche en bactériologie, à une époque où celle-ci était absente de l'université¹. C'est au cours de la campagne antituberculeuse que la Commission Rockefeller est entrée en contact avec l'Institut, dont le sous-directeur Albert Calmette, est également membre du conseil d'administration du Comité National de Défense contre la Tuberculose et avait dirigé avant de venir à Paris l'Institut Pasteur de Lille dont la principale activité était la recherche sur la tuberculose. Alors que l'Institut a souffert de la pénurie de financements pendant la guerre et se trouve dans une situation matérielle dégradée, et alors que la fondation s'intéresse à ce moment au développement des analyses bactériologiques dans le cadre de la lutte antituberculeuse, elle lui accorde en mars 1921 un financement d'urgence de 75 000 dollars étalé sur 3 ans, pour acheter du matériel et permettre la tenue d'un cours de bactériologie destiné aux étudiants et aux médecins hygiénistes² qu'il s'agit de former aux analyses de laboratoire. À ce moment-là, toutefois, la fondation n'a pas encore, en matière de recherche scientifique, une politique bien définie ; ses financements dans ce domaine obéissent pour partie à l'empirisme et sont subordonnés à son grand projet d'alors qui est l'organisation de la santé publique et la réforme de l'enseignement médical.

Cet empirisme est aussi le fait de l'International Education Board. La première institution qui bénéficie de son financement est l'Institut Henri Poincaré dédié aux mathématiques et à la physique théorique. L'initiateur de cet institut est le mathématicien Émile Borel, qui cumule les qualités de scientifique reconnu (il est membre de l'Académie des Sciences) et d'organisateur (il a été pendant la Grande

¹ Michel Morange (dir.), *L'Institut Pasteur. Contributions à son histoire*, Paris, La Découverte, 1991.

² Calmette à Vincent, 25 mai 1921 et 12 mars 1922, RF 1.1/500A/2/16.

guerre Sous-directeur des Inventions au Secrétariat d'état à la guerre puis Secrétaire général à la Présidence du Conseil), lesquelles font de lui un personnage relais entre les milieux universitaires et la sphère politico-administrative qu'il connaît bien (il a été élu député en 1924, poste qu'il conserve jusqu'en 1939). C'est bien la conjonction de ces deux types de compétences qui intéresse l'IEB, dont le représentant Augustus Trowbridge le rencontre en mai 1926 pour discuter avec lui de l'opportunité d'un financement américain¹. Borel entend créer une structure qui prendrait la forme d'un institut d'université selon les conditions prévues par le décret Honnorat de 1920. Le projet est approuvé par le Conseil de la faculté des sciences de Paris, qui prévoit un budget initial de 3 millions de francs dont une moitié servira à la construction du bâtiment et l'autre sera une dotation en capital dont les revenus permettront de payer les salaires des chercheurs ; sur ces trois millions, deux seront fournis par l'IEB et un par l'université² ; d'autre part, Borel, qui a fait voter l'année précédente au Parlement une attribution de crédits pour la recherche scientifique (le « sou du laboratoire »), assure ses interlocuteurs américains de l'engagement des pouvoirs publics français qui permettra d'assurer une pérennité à l'Institut, notamment pour la prise en charge des frais de fonctionnement. À partir de là, les choses iront très vite : en décembre 1926, l'IEB débloque la première partie de la subvention pour construire le bâtiment.

Les contacts se poursuivent au printemps suivant, et tout se passe comme si les représentants de l'IEB faisaient désormais partie du cénacle scientifico-mondain parisien, ce qui facilite leur prise de contact et leurs négociations avec les acteurs de l'organisation de la recherche : ainsi en novembre 1927 Augustus Trowbridge est-il invité par le nouveau recteur Sébastien Charléty (qui a succédé à Paul Lapie) à la réception donnée en l'honneur des docteurs *honoris causa* de l'université de Paris, où sont présents également le président du conseil Raymond Poincaré (frère du mathématicien qui a donné son nom à l'institut), Émile Borel, mais aussi le directeur de l'enseignement supérieur Jacques Cavalier, Jean Perrin, ou encore le nouveau directeur de l'École Normale Supérieure Ernest Vessiot. On notera que de nombreux interlocuteurs de la fondation font partie de la mouvance qui créera en 1930 l'Union Rationaliste, sorte de groupe de pression intellectuel qui joue un rôle central dans l'institutionnalisation de la politique scientifique en France, et où l'on retrouve notamment Perrin, Borel, Maurain, mais aussi le doyen de la faculté de médecine Henri Roger. Outre la culture scientifique qui constitue un terrain de rencontre intellectuel avec les animateurs de la philanthropie Rockefeller, tous ces savants ont des contacts étroits avec le monde politique, ce qui va grandement faciliter la concrétisation des projets rockefelleriens.

Au printemps 1928, la deuxième partie du financement américain est débloquée : à partir de cette année, l'IEB puis la fondation Rockefeller (lorsque celle-ci l'aura absorbé en 1929) verseront 98 000 francs par an jusqu'à la fin de 1932³ pour l'entretien du bâtiment. D'autre part, et surtout, l'IEB dote l'Institut d'un capital inaliénable de 180 000 dollars⁴ destinés au financement d'une chaire de professeur de physique théorique et de deux maîtrises de conférences, l'une en physique théorique, l'autre en calcul de probabilités et physique mathématique⁵. La création de l'Institut

¹ Augustus Trowbridge, Memorandum of conference in office with Emile Borel, 29 mai 1926, IEB 1.2/33/470.

² Projet de création d'un institut de mathématiques et de physique mathématique, séance du conseil de l'université, 28 juin 1926, CAC 20010498/130.

³ Charléty au Ministre de l'Éducation Nationale, 27 novembre 1933, CAC 20010498/130.

⁴ Agenda For Office Conference, 20 novembre 1928, RF 1.1/500A/5/55.

⁵ Procès-verbal du Conseil de l'université, faculté des sciences, 9 juillet 1928, CAC 20010498/130.

permet de donner une impulsion au développement de la physique théorique, alors extrêmement marginale puisqu'il n'existait avant cette création que quatre postes de cette spécialité en tout et pour tout dans les établissements d'enseignement supérieur et de recherche français¹. L'institut est inauguré en novembre 1928, en présence d'un parterre de personnalités françaises mais aussi de Wycliffe Rose et de l'*officer* Wilbur E. Tisdale ; au cours de leurs trois discours respectifs, le Secrétaire perpétuel de l'Académie des Sciences Émile Picard, le Directeur de l'institut Émile Borel et le Doyen de la faculté des sciences Charles Maurain remercient l'IEB pour « [s]es donations magnifiques² ». Si le revenu de la dotation en capital donnée par les Américains ne constitue pas l'unique ressource de l'institut (le banquier Edmond de Rothschild a également participé au financement), et si l'État devait, dans l'accord initial, couvrir 25 % des dépenses de fonctionnement (contre 75 % pour l'IEB) jusqu'en 1932, le placement avantageux du capital permettra en réalité de financer la quasi-totalité des dépenses de l'institut pendant ses cinq premières années.

Au cours de ses investigations en France, l'IEB s'est également intéressé au Muséum d'histoire naturelle. L'institution, on l'a vu, est indépendante de la Sorbonne, mais un rapprochement avec sa faculté des sciences est à l'ordre du jour à partir du début des années 1920, ce qui n'a pas échappé aux Américains qui caressent l'idée de participer à la mise en place d'un vaste pôle scientifique qui pourrait, à terme, intégrer les deux institutions. C'est dans cette perspective qu'il faut comprendre le soutien que l'IEB va apporter au Muséum : celui-ci est avant tout une opportunité de s'insérer dans le processus de réorganisation globale de la recherche scientifique alors en gestation. Comme bien des établissements parisiens, le Muséum est alors en proie à la pénurie financière³, qui affecte une partie non négligeable de ses bâtiments, en particulier son herbier, dont les collections uniques au monde sont alors en danger. Informé de cette situation par des botanistes américains ayant visité les collections, l'IEB envoie en octobre 1925 Augustus Trowbridge rencontrer le directeur du Muséum Louis Mangin. Au printemps 1928, l'IEB accorde 200 000 dollars (5 millions de francs)⁴ pour construire un nouveau bâtiment, à condition que le gouvernement français s'engage pour un montant identique. La construction de l'édifice, situé entre le 10 et le 18 de la rue Buffon, commencera en 1929 et s'achèvera en 1935, comme en témoigne la plaque commémorative, toujours visible aujourd'hui à l'entrée (côté jardin), qui rappelle que « ce bâtiment a été édifié avec le concours de la fondation Rockefeller 1930-1935 ».

On le voit, les financements généraux donnés à des institutions de recherche par l'International Education Board et la fondation Rockefeller au cours des années 1920 n'ont guère de cohérence entre eux du point de vue strictement scientifique. Leur seul fil conducteur est en fait la volonté des Américains de poser des jalons et de chercher des opportunités pour s'insérer dans les réseaux scientifiques français afin d'être en position de participer, le moment venu, à la vaste réorganisation de l'organisation de la recherche dont les Américains voient plus ou moins confusément qu'elle est en cours mais dont ils ne maîtrisent pas tous les paramètres.

¹ Dominique Pestre, *Physique et physiciens en France, 1918-1940*, Paris, Editions des archives contemporaines, 1984, p. 105.

² Discours de M. Maurain, doyen de la faculté des sciences, 17 novembre 1928, IEB 1.2/34/471.

³ Aperçu sur le budget du Museum, Assemblée des professeurs du 4 juillet 1935, Archives Museum d'Histoire Naturelle, AM 51.

⁴ IEB Minutes, 25 mai 1928, IEB 1.2/34/479.

Le financement de laboratoires

De la même façon, les financements de laboratoires effectués au début des années 1920 par la fondation et par l'IEB ne suivent pas un fil conducteur scientifique clairement identifié. En revanche, il s'en dégage assez rapidement ce qui constituera l'un des principaux apports de la philanthropie américaine dans le domaine de l'administration de la recherche : le financement pluriannuel de laboratoires sur des programmes précis, une logique présente dès le milieu des années 1920, et qui s'accroîtra après la réorganisation de 1929, lorsque le financement de la fondation portera presque exclusivement sur des programmes.

Si l'on excepte les financements donnés à l'Institut Pasteur et aux laboratoires d'analyses médicales dans le cadre de la campagne antituberculeuse, les premiers soutiens de la fondation Rockefeller à des laboratoires de recherche sont accordés à l'université de Strasbourg en 1925, non seulement pour la construction du laboratoire d'histologie de Pol Bouin à la faculté de médecine, on l'a vu, mais aussi pour le laboratoire de chimie biologique de Maurice Nicloux à la faculté des sciences. Au même moment, à Paris, les représentants de l'IEB développent, en marge des négociations relatives à l'Institut Henri Poincaré, leur réseau de contacts parmi les chercheurs français. En septembre 1926, Trowbridge et Tisdale viennent visiter le laboratoire de chimie physique de la faculté des sciences situé rue Curie, dont la construction est en voie d'achèvement. Dirigé par Jean Perrin, qui vient d'obtenir le prix Nobel, il doit constituer l'un des fleurons de la recherche française en sciences physiques. Les coûts de construction ayant dépassé les prévisions, l'IEB accorde trois mois plus tard une subvention de 10 000 dollars, soit 3 % du coût total¹, pour équiper le laboratoire. En septembre 1926 également, Trowbridge a visité la station de biologie marine de Roscoff (Bretagne), puis en janvier 1927, celle de Banyuls (Pyrénées orientales). Rattachées à la faculté des sciences, elles souffrent d'un sous-équipement qui les empêche d'accueillir des chercheurs en nombre suffisant. Après de nombreuses discussions avec Jacques Cavalier et Charles Maurain, la fondation leur accorde en 1929 une subvention de 24 000 dollars étalée sur trois ans qui va leur permettre de se développer².

Mais c'est avec le laboratoire de parasitologie d'Émile Brumpt qu'on a le premier exemple d'engagement pluriannuel de la fondation, puisqu'elle le financera sans discontinuer de 1925 à 1939. Brumpt possède une double formation, rare à l'époque, de docteur en sciences naturelles (1901) et en médecine (1906), qui va lui permettre de mener des recherches transversales. En 1919, il devient titulaire de la chaire de parasitologie et est nommé également secrétaire général de l'Institut de médecine coloniale³. Sa spécialité l'amène à voyager dans les pays africains, au Moyen Orient, mais aussi au Brésil, où il joue un rôle moteur dans le développement de l'enseignement de parasitologie créé à la faculté de médecine de Sao Paulo en 1913. Ses premiers contacts avec la fondation Rockefeller remontent à 1924 : cette année, Brumpt est en mission au Brésil. De là, il se rend, à l'invitation de l'International Health Board, dans le Sud des États-Unis pour y étudier le paludisme endémique, notamment en Louisiane, Alabama et Géorgie du Sud. Lors de son enquête dans les facultés de médecine françaises en 1924, Richard Pearce constate que son laboratoire est le seul, à Paris, à comporter des chercheurs à plein-temps, alors que la plupart des autres professeurs continuent de pratiquer la médecine de cabinet. En novembre 1925, le laboratoire se voit accorder un premier financement de 4 000 dollars par an pendant 5

¹ IEB Minutes, 19 novembre 1926, IEB 1.2/34/473.

² *Annales de l'université de Paris*, novembre-décembre 1929, p. 487.

³ *Titres et travaux scientifiques d'Émile Brumpt*, Paris, Masson, 1934.

ans. La fondation est alors la première contributrice du laboratoire : en 1929, elle fournit 100 000 francs sur un budget total de 142 000 francs, les subventions gouvernementales ne dépassant pas 25 000 francs. La subvention sera renouvelée et augmentée en 1930, puis à nouveau en 1936, si bien qu'en 15 ans, c'est près de 62 000 dollars qu'aura reçus le laboratoire, crédits qui, de l'aveu même de Brumpt, permettent une expansion décisive de ses activités, à tel point que le directeur envisagea de lui donner le nom de « laboratoire Rockefeller », ce que refusa la direction de la fondation.

La collaboration entre Brumpt et la Rockefeller ne se limite pas à son laboratoire parisien, puisque celui-ci est jumelé avec une station antipaludique destinée à permettre l'application de ses travaux dans le domaine de la santé publique¹. Créée en 1925, elle comprend deux antennes en Corse, à Porto Vecchio et à Bastia, toutes deux couplées à un dispensaire antipaludique, dont celui de Bastia a été mis en place quelques années plus tôt lors de la campagne antituberculeuse². Le paludisme est alors endémique en Corse³, et la Rockefeller, qui cherche un terrain d'expérimentation de petite taille pour réaliser une campagne d'éradication en vue de l'appliquer ensuite à grande échelle (comme elle l'avait déjà fait pour l'ankylostomiase dans les Antilles britanniques en 1914-1915), jette son dévolu sur l'île. Entre 1925 et 1931, la fondation finance les stations antipaludiques corses, dont l'organisation est en partie similaire à celles d'une station de Géorgie du Sud visitée par Brumpt en 1924. La technique d'éradication du paludisme consiste à lutter contre les moustiques en introduisant dans les marécages où se déroule la ponte des poissons *gambusia holbrooki* importés des États-Unis. Brumpt tente à partir de mai 1926 une expérience qui se révèle vite concluante, les poissons mangeant les larves de moustiques. L'expérience est étendue à toute l'île en 1927 et les résultats en sont immédiatement consignés par Brumpt dans plusieurs publications scientifiques. Dès la fin des années 1920, le paludisme a sérieusement reculé, et les pouvoirs publics locaux et nationaux décident de créer 4 autres stations sur l'île pour accélérer le processus de démoustication. Quand la Rockefeller se retire en 1931, elle a investi 62 000 dollars dans les stations de Porto Vecchio et de Bastia.

L'Institut du radium (dit aussi Institut Curie) offre un autre exemple de financement pluriannuel de la part de la Rockefeller. La fondation Pierre et Marie Curie a été créée pour « associer les sciences physiques et chimiques avec les sciences biologiques pour l'étude des corps radioactifs et de leurs applications à la biologie et à la médecine⁴ ». Son ambition est de « fusionner la recherche scientifique avec la médecine pratique⁵ », afin de mettre au point les applications thérapeutiques des découvertes récentes de la physique, en particulier les rayons X (1895), la radioactivité (1896) et le radium (1898)⁶. En novembre 1906, Andrew Carnegie a donné à la Sorbonne une dotation en capital de 50 000 dollars⁷ dont le revenu, rapidement connu sous le nom de « bourses Curie », était destiné à financer des recherches sur les substances radioactives. La création officielle de la fondation Curie, destinée à collecter

¹ Annick Opinel & Gabriel Gachelin, « Le parasitologue, l'anophèle et les gambusia : le paludisme en Corse (1925-1930) », in Patrice Bourdelais & Olivier Faure (dir.), *Les nouvelles pratiques de santé. Acteurs, objets, logiques sociales (XVIIIe-XXe siècle)*, Paris, Belin, 2005, p. 195-210.

² R.M. Taylor, report on visit to Corsica, may 1928, RF 1.1/502/1/3.

³ Jacques Sautet, *La lutte contre le paludisme en Corse*, préface d'Emile Brumpt, Paris, 1928, p. 22.

⁴ Les départements biologique et médical de l'Institut du Radium : organisation, moyens d'action, activités, besoins, 1935, RF 1.1/500/8/82.

⁵ « Claude Régaud, 1870-1940 », *Paris médical*, 10 mars 1941.

⁶ Patrice Pinell, *Naissance d'un fléau, Histoire de la lutte contre le cancer en France (1890-1940)*, Paris, Métailié, 1992, p. 49.

⁷ Andrew Carnegie à Louis Liard, 9 novembre 1906, Archives Andrew Carnegie, Bibliothèque du Congrès, boîte 303.

et administrer des fonds pour la recherche, intervient en 1909 ; la construction de l'Institut du radium commence en 1912 et sera interrompue par la guerre, de sorte qu'il ne commence à fonctionner qu'en 1919. Il comprend alors trois départements : un de physique et chimie (administré par la faculté des sciences de l'université de Paris), le deuxième de radiophysologie (administré par l'Institut Pasteur), le troisième étant consacré aux applications thérapeutiques (administré par la fondation Curie). Lieu de collaboration entre physiciens, biologistes et médecins, l'Institut a pour objectif prioritaire le traitement des tumeurs cancéreuses par les radiations. Son directeur est Claude Régaut (1870-1940), qui travaille depuis le début du siècle sur les rayons X et la radiothérapie du cancer ; il est également l'un des membres fondateurs de la fondation Curie, mais aussi de la Ligue Nationale contre le Cancer créée en 1918¹.

Lorsqu'en 1921 Marie Curie décide de développer les activités de l'Institut, elle s'adresse une première fois, sur les conseils de ses collègues américains, à la Rockefeller² ; mais Georges E. Vincent lui répond négativement, la fondation étant alors prioritairement concentrée sur la médecine et la santé publique³. C'est seulement après la réorganisation de 1929 qu'elle va soutenir l'Institut. En 1932, elle lui accorde un financement de 120 000 dollars étalé sur dix ans, soit 240 000 francs annuels pour salarier 4 chercheurs à plein-temps pendant cette période⁴. Il s'agit du premier financement de chercheurs sur une durée aussi longue jamais effectuée par la Rockefeller en France. C'est aussi une durée exceptionnelle par rapport aux bourses accordées au même moment par la Caisse Nationale des Sciences, qui n'excèdent jamais cinq ans dans le meilleur des cas, et dont les salaires sont bien moins élevés. Entre 1932 et 1938, ce financement aura servi à salarier 6 chercheurs par an en moyenne ; au total, ce sont 8 des 19 postes de chercheurs des divisions physique-chimie et applications thérapeutiques de l'Institut qui ont fonctionné grâce à lui. La plupart pourront ainsi consacrer l'intégralité de leur temps à la recherche, et certains bénéficieront du financement pendant 5 ans⁵.

À côté du financement des laboratoires, le financement de la fondation porte aussi sur d'autres aspects non moins importants, tels que la documentation scientifique. Elle va ainsi aider le CNRS à mettre sur pied son service de documentation scientifique. Dès la création en 1935 de la Caisse Nationale des Recherches Scientifiques, la question de la documentation est apparue comme un problème central, au sujet duquel André Mayer a rédigé en 1937 un rapport soulignant la nécessité de créer un Service Central de Documentation au sein de la CNRS. Lorsque le Centre National de la Recherche Scientifique est créé en octobre 1939, il comprend un Service de Documentation Scientifique (SDS)⁶ dont le directeur est le physicien Pierre Auger. Son objectif est de recenser les nouvelles parutions, mais aussi de réaliser des bibliographies spécialisées ou encore de microfilmer les articles parus pour les diffuser rapidement dans les laboratoires. En novembre 1939, Auger rencontre l'un des *officers* Rockefeller pour lui présenter une demande de subvention et en février 1940, la fondation accorde 5 000 dollars pour compléter le budget du Service, mais dont seule une partie sera utilisée, le gouvernement américain interdisant à partir de novembre 1940 les mouvements de

¹ Nécrologie de Claude Régaut, Ligue Nationale contre le cancer, *Assemblée générale du 28 mai 1940*.

² Curie à Vincent, 8 août 1921, RF 1.1/500A/8/79.

³ Vincent à Curie, 18 novembre 1921, RF 1.1/500A/8/79.

⁴ RF Minutes, 3 juin 1932, RF 1.1/500A/8/79.

⁵ Institut du radium, rapport sur les travaux et les publications fait par les travailleurs du laboratoire de radiophysologie de l'Institut du radium et des services de la fondation Curie avec l'aide de la fondation Rockefeller, de 1932 à 1937, RF 1.1/500A/8/82.

⁶ Jean-Claude Pecker, « Henri Laugier, l'édition scientifique, la documentation scientifique et l'audiovisuel », in Crémieux-Brilhac et Picard (dir.), *op. cit.*, p. 96.

fonds entre les États-Unis et la France. L'invasion allemande intervenant au printemps 1940, le SDS n'aura pas le temps de commencer à fonctionner. Ce n'est qu'en 1945 qu'il prendra son essor.

Le financement de chercheurs : les fellowships

Avec le financement d'institutions et de laboratoires, le troisième levier de la politique scientifique rockefellerienne est l'octroi de *fellowships*, bourses d'étude permettant à de jeunes chercheurs brillants de compléter leur formation dans un pays étranger pour une durée variant de quelques mois à trois ans. C'est par ce biais que la fondation est vraiment en contact avec la recherche en train de se faire, car elle tisse avec ses *fellows* des liens qui se poursuivent souvent bien après l'octroi de la *fellowship*, les anciens boursiers devenant autant de contacts et de conseillers pour la fondation dans les actions qu'elle veut entreprendre. C'est dire si le système des *fellowships*, en dépit de sa modestie apparente, est en réalité au centre de la stratégie de la fondation. Amorcé en 1915, il est toujours en vigueur aujourd'hui, et a bénéficié à près de 15 000 personnes dans une centaine de pays, dont 6 000 rien que pour l'entre-deux-guerres.

En France, les infirmières ont été les premières bénéficiaires des *fellowships* accordées par l'IHB. À partir de 1924, le procédé est repris par l'IEB. Jusqu'en 1939, 101 *fellowships* seront accordées dans le domaine de la recherche médicale et surtout des sciences biologiques (72 d'entre elles)¹, à des chercheurs le plus souvent titulaires d'un doctorat de médecine ou de sciences². Pour choisir des *fellows* potentiels, les représentants de l'IEB s'adressent à des patrons universitaires français, comme André Mayer, qui connaissent bien le vivier des jeunes chercheurs. Dès 1925, les *fellowships* sont utilisés presque systématiquement en complément de financements accordés à des laboratoires ; très souvent, la *fellowship* jouera un rôle d'accélérateur de carrière pour les boursiers. C'est ainsi qu'à l'université de Strasbourg, le financement du laboratoire de biochimie à partir de 1925 est complété par des *fellowships* accordées à deux des assistants jugés les plus prometteurs par Maurice Nicloux : le médecin Jean Roche, qui obtient une première bourse pour aller étudier au Danemark en 1926 et une deuxième pour la Grande-Bretagne en 1930 ; le chimiste Pierre Grabar, également sélectionné deux fois, en 1932 pour la Grande-Bretagne et le Danemark, et en 1937 pour les États-Unis. On notera que l'octroi des *fellowships* est lui-même complété par le système des *grants-in-aid*, bourses de petite dimension (quelques centaines de dollars le plus souvent) accordées au coup par coup par l'IEB ou la fondation Rockefeller pour boucler un budget, acheter une machine ou de la documentation ; financement d'urgence et de faible ampleur, il ne passe pas par les lourdes procédures administratives de l'organisation philanthropique et à ce titre, est presque invisible dans le budget des deux organisations. Mais il constitue une pratique récurrente et, au niveau d'une recherche individuelle, est propre à faire avancer des travaux qui, faute de ce crédit, seraient souvent bloqués pour plusieurs mois. C'est ainsi que Pierre Grabar, en 1935 et 1936, entre autres exemples, bénéficie à deux reprises de ce type de financement.

Le cas du laboratoire de Nicloux n'est pas isolé, puisque deux assistants de l'autre laboratoire de L'université de Strasbourg soutenu par l'IEB, le laboratoire d'histologie de Pol Bouin, obtiendront eux aussi des *fellowships*. On observe le même phénomène à l'université de Lyon, où le biochimiste Claude Fromageot, *fellow* en 1928

¹ Ce décompte ne comprend pas les *fellows* évoqués au chapitre 3.

² Ludovic Tournès, « Le réseau des boursiers Rockefeller et la recomposition des savoirs biomédicaux en France (1920-1970) », *French Historical Studies*, 29-1, janvier-mars 2006, pp. 77-107.

puis élu maître de conférences, a créé un laboratoire de chimie biologique que la fondation subventionne à hauteur de 50% entre 1932 et 1939. Ce financement est complété par une deuxième *fellowship* accordée en 1933 à son directeur, promu professeur en 1934 à son retour des États-Unis ; son assistant Pierre Desnuelle bénéficie également en 1936 d'une *fellowship* qui lui permet d'aller étudier en Allemagne, tandis qu'une partie de la subvention de la fondation est utilisée pour payer le salaire d'un assistant par an dans le laboratoire entre 1932 et 1940. On retrouve également le phénomène à l'université de Marseille, où la fondation finance, entre autres, le laboratoire de son ancien *fellow* Jean Roche qui vient d'y être nommé Professeur en 1934, mais aussi à l'université de Paris, ainsi qu'à l'Institut Pasteur ou encore au Collège de France.

L'un des aspects les plus importants du programme *fellowships* est de contribuer à l'ouverture internationale des scientifiques français, alors réputés « casanier[s]¹ », et en particulier leur ouverture sur les États-Unis. Si l'on prend l'exemple des 72 *fellows* en sciences biologiques, ils se répartissent entre 19 pays, mais 60 % vont aux États-Unis, où ils restent un, deux, voire trois ans, et où ils étudient dans des laboratoires le plus souvent financés par l'IEB puis la fondation Rockefeller. S'ils sont rattachés à un laboratoire principal, les *fellows* circulent beaucoup à travers le pays pour visiter d'autres laboratoires ou participer à des manifestations professionnelles : c'est ainsi le cas de Jacques Benoît, qui séjourne un an à l'université de Yale en 1936, mais visite au cours de l'année plus de vingt autres universités et centres de recherches sur l'ensemble du pays, et participe également en mars 1937 au congrès des anatomistes américains. Le système des *fellowships* est donc bien plus qu'une simple subvention pour un voyage d'études : c'est une véritable introduction des chercheurs dans le milieu scientifique américain, organisée et suivie de près par la Rockefeller, comme en témoignent notamment les rapports réguliers des *officers* de la fondation concernant l'intégration des chercheurs français dans leur laboratoire d'accueil. Elle est également l'occasion pour les chercheurs de découvrir les États-Unis, parfois au détriment du travail de laboratoire : ainsi le professeur qui accueille Claude Fromageot en 1933 se plaint-il que « Fromageot s'est acheté une voiture et a fait des voyages, abandonnant son travail quand cela lui plaisait, causant ainsi une certaine insatisfaction chez une partie des autres étudiants² » du laboratoire.

Pour d'autres raisons, le jeune biologiste Jacques Monod ne semble pas avoir été non plus très assidu lors de son séjour au California Institute of Technology en 1936. Dans ce lieu pionnier de la génétique largement financé par la Rockefeller, Monod accompagne en qualité d'assistant son confrère plus expérimenté Boris Ephrussi qui va poursuivre ses recherches dans le laboratoire de Thomas Morgan (prix Nobel de médecine en 1933 pour sa théorie chromosomique de l'hérédité). Mais si le jeune chercheur, également excellent musicien, passe plus de temps à donner des concerts avec l'orchestre qu'il a monté qu'à travailler avec ses collègues de laboratoire, ce séjour aux États-Unis aura une importance essentielle pour comprendre la suite de sa carrière, et c'est en cela que le cas de Monod est emblématique du rôle joué par les *fellowships* sur l'itinéraire des biologistes français. Tout indique en effet que le séjour à l'étranger, et particulièrement aux États-Unis, représente un choc culturel face à un système universitaire où la recherche scientifique est en passe d'acquérir une place bien plus importante qu'en France, notamment grâce au financement des fondations philanthropiques. Non seulement le confort matériel des laboratoires américains tranche

¹ Pestre, *op. cit.*, p. 163.

² Claude Fromageot Fellowship card, RF 10.

avec l'indigence des équipements dont disposent leurs équivalents français, mais l'interdisciplinarité y est érigée en règle, au Caltech en particulier, où Morgan a insisté pour faire travailler ensemble biologistes, physiciens et chimistes ; enfin, les rapports entre les chercheurs y sont bien différents de l'université française : Monod rencontrera en l'espace de quelques mois au Caltech les plus éminents spécialistes internationaux de la génétique (Morgan, Linus Pauling, Max Delbrück, Robert Oppenheimer et George Beadle¹), dans un cadre où le travail de laboratoire se poursuit lors de réunions amicales. L'idée selon laquelle la qualité du travail d'un chercheur est intimement liée au confort matériel de son séjour, mais aussi à la qualité des rapports humains qu'il entretient avec les autres membres de son laboratoire, avec lesquels il forme une communauté privilégiée, est alors étrangère à l'*habitus* professionnel du chercheur français, marqué par l'individualisme des chercheurs et la relation personnelle de maître à élève. Tout indique que, pour Monod comme pour d'autres boursiers, le séjour américain joue un rôle important dans le développement d'un *habitus* interdisciplinaire. De ce point de vue, les *fellowships* apparaissent comme un facteur indéniable d'internationalisation du milieu scientifique français, alors réputé fermé sur l'extérieur et composé de chercheurs travaillant de manière isolée dans un cadre académique où les frontières restent étanches.

3. les nouveaux champs de la recherche

L'une des dimensions essentielles de la politique scientifique de la fondation Rockefeller, en particulier après sa réorganisation en 1929, est son caractère transversal. L'un de ses objectifs est en effet de favoriser le croisement des démarches et des outils utilisés par la médecine, la biologie, la chimie et la physique. Son projet visant à la création d'un homme nouveau par la mobilisation de l'ensemble des savoirs scientifiques se concrétise du point de vue des pratiques de recherches par une volonté de synthèse entre les démarches de disciplines différentes mais tendant vers le même objectif : « mathématiciens, physiciens, biologistes et chimistes, tous collaborent, qu'ils en soient conscients ou non, à un vaste effort collectif visant à comprendre le mystère de l'existence² », affirme la fondation dans son rapport annuel l'année de sa réorganisation. Lorsqu'on examine la concrétisation de ce projet sur le terrain français, on ne peut que constater que la Rockefeller a contribué à favoriser l'émergence de nouvelles spécialités disciplinaires à la jonction des champs de la médecine et de la biologie. Les multiples formes de financement qu'elle met en place ont en effet pour conséquence de favoriser non seulement des recherches individuelles, mais également collectives, qui traversent les frontières à la fois disciplinaires, institutionnelles, mais aussi nationales. À travers ces financements, la fondation s'impose comme un partenaire des recompositions disciplinaires que l'on observe dans les sciences biologiques au cours de cette période, dont on donnera ici trois exemples : la génétique, les maladies du système nerveux et les applications biologiques de la radioactivité.

¹ Patrice Debré, *Jacques Monod*, Paris, Flammarion, 1996, p. 93-98.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1929, p. 213.

Embryologie et génétique : l'hérédité

La génétique est une discipline en plein essor dans l'entre-deux-guerres, en particulier du fait des travaux de Thomas Hunt Morgan. Celui-ci s'est largement appuyé sur les acquis de l'embryologie, démarche qu'il retrace dans *Embryology and Genetics* paru en 1934. Morgan, qui a obtenu le prix Nobel de médecine en 1933, est alors professeur au California Institute of Technology, l'un des lieux majeurs dans le développement de la génétique, et dans le financement duquel la Rockefeller est profondément impliquée. Chez les scientifiques français, le développement de la génétique se fait aussi en liaison avec les recherches des embryologistes¹, mais aussi des chimistes. Si la philanthropie américaine n'est pas à l'origine de ce lien, elle va contribuer à le renforcer par les financements qu'elle accorde. Lors de ses premières enquêtes en France, l'IEB prend contact avec deux chercheurs : le biologiste André Mayer, professeur au Collège de France depuis 1922, et l'embryologiste Emmanuel Fauré-Frémiet (1883-1971), sous-directeur depuis 1923 du laboratoire d'embryogénie comparée dans cette même institution, où il sera élu en 1928 sur la chaire d'embryogénie comparée². C'est sur leurs conseils et parmi leurs assistants que l'IEB choisit ses premiers *fellows* : le chimiste René Wurmser, préparateur au laboratoire de Mayer³, en 1924 ; le biologiste Louis Rapkine en 1925 ; l'embryologiste Boris Ephrussi, assistant au laboratoire de Fauré-Frémiet, en 1926 ; le chimiste Albert Kirmann en 1928.

Mais c'est surtout avec la création de l'Institut de Biologie Physico-Chimique (IBPC) que ces différentes spécialités vont trouver un lieu commun où développer leur collaboration. L'IBPC, dit aussi institut Rothschild, est issu de la fondation du banquier Edmond de Rothschild, créée en 1921⁴ pour favoriser le développement de recherches communes entre chimistes, biologistes et physiciens. L'institut, créé officiellement en avril 1927, est construit sur un terrain cédé par l'université de Paris, rue Curie, à proximité immédiate du laboratoire de Jean Perrin. Celui-ci est un des codirecteurs de l'IBPC avec André Mayer et le chimiste Georges Urbain. Jusqu'à l'achèvement du bâtiment en 1930, les chercheurs travailleront dans les laboratoires de Perrin et de Mayer. À ses débuts, l'IBPC comporte 4 services : l'un de physique, l'autre de biochimie, le troisième de physiologie et le quatrième de biophysique, les deux derniers étant dirigés respectivement par Fauré-Frémiet et Wurmser, assistés notamment dans leurs travaux par Ephrussi, Rapkine et Kirmann.

S'ajoutant au financement de Rothschild et à celui, plus modeste, de la Caisse Nationale des Sciences à partir de 1930, la fondation Rockefeller va apporter une contribution importante au travail de cette équipe de chercheurs entre 1936 et 1940, sous la forme d'un financement collectif dont la gestation s'étend sur un an, et résulte de la combinaison entre trois projets de financements initialement séparés : le premier, demandé par Fauré-Frémiet pour son laboratoire d'embryogénie comparée du Collège de France ; le deuxième par Wurmser pour l'IBPC ; le troisième par Ephrussi, qui, après sa *fellowship* de 1926, en a obtenu une deuxième pour aller travailler dans le laboratoire de T.H. Morgan au Caltech, et envisage en 1935 d'en demander une troisième pour

¹ Michel Delsol & Janine Flatin, « L'embryologie en France de 1920 à 1950 », in Claude Debru, Jean Gayon & Jean-François Picard (dir.), *Les sciences biologiques et médicales en France 1920-1950*, Paris, CNRS éditions, 1994, p. 152.

² Christophe Charle & Eva Telkès, *Les professeurs du Collège de France. Dictionnaire biographique, 1901-1939*, Paris, Editions du CNRS, 1988, p. 65-67.

³ *Notice sur les travaux scientifiques de René Wurmser*, Paris, PUF, 1931.

⁴ Michel Morange, « L'institut de biologie physico-chimique, de sa fondation à l'entrée dans l'ère moléculaire », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°7, novembre 2002, p. 32-41.

achever ses recherches dont une partie a déjà été publiée en 1935 sous la forme d'articles cosignés avec son collègue américain George Beadle. En juin 1935, le directeur de la Natural Science Division de la Rockefeller, Warren Weaver, fait le déplacement en personne avec son assistant Wilbur Tisdale pour visiter les installations de l'IBPC ainsi que le laboratoire de Fauré-Frémiet au Collège de France, visites suivies de discussion avec ce dernier, mais aussi avec André Mayer, qui est alors membre du Conseil d'administration de la Caisse Nationale des Recherches Scientifiques. Celui-ci fait part aux Américains de la volonté des pouvoirs publics de soutenir ces recherches, mais aussi, probablement, des restrictions budgétaires consécutives à la crise économique. La Rockefeller, dont les disponibilités boursières ont également été affectées depuis 1929, décide en juillet 1935 de demander aux Français de combiner leurs projets¹, tout en débloquent immédiatement quelques fonds pour permettre à Fauré-Frémiet d'engager ses travaux. Rationalisation de crise et collaboration interdisciplinaire sont ici intimement liées.

Les mois suivants, consacrés à l'affinage intellectuel du projet, verront se poursuivre les discussions entre les *officers* et les chercheurs, en particulier pour coordonner les travaux de Fauré-Frémiet et Wurmser avec ceux d'Ephrussi. Ce dernier est parti au Caltech au début de 1934, et l'année suivante, la Rockefeller a accordé une *travel grant* à George Beadle pour qu'il puisse venir à Paris poursuivre leurs travaux en commun, dont les premières publications interviennent à la fin de l'année². C'est au vu de ces résultats que la fondation accorde une troisième *fellowship* à Ephrussi qui retourne au Caltech au début de 1936, accompagné de son assistant Jacques Monod qui bénéficie également d'une *fellowship*. Pendant ce temps, Weaver, Tisdale, Fauré-Frémiet, Wurmser et Mayer achèvent de déterminer les contours du projet collectif pour lequel Mayer demande officiellement un financement à la fondation au mois de mars. En avril, la fondation accorde au groupe une importante subvention de 50 000 dollars étalée sur 5 ans. Au cours de ces années, le groupe réalise des avancées importantes dans le domaine de la génétique publiées dans des revues françaises et américaines³, à la grande satisfaction des *officers* de la Rockefeller qui visitent régulièrement les laboratoires et accordent une rallonge financière en 1938. À la fin des années trente existe en France un petit noyau de chercheurs spécialisés sur les questions de génétique (Fauré-Frémiet, Wurmser, Ephrussi, Monod, Rapkine) et dont les travaux sont reconnus par leurs collègues étrangers. On peut y ajouter quelques jeunes chercheurs comme Philippe L'Héritier, qui a obtenu par l'entremise d'André Mayer une *fellowship* en 1931 pour passer plusieurs mois dans le laboratoire de génétique de E.W. Lindström à l'Iowa State College, un séjour au cours duquel il s'est familiarisé avec les travaux réalisés aux États-Unis ; il publie ses premiers travaux en 1934 et soutient en 1937 la première thèse de génétique en France.

Les neurosciences : système nerveux et maladies mentales

À partir de 1929, l'étude du système nerveux et celle des maladies mentales constituent des axes de travail majeurs de la fondation Rockefeller. Ils sont essentiellement portés par la Medical Science Division qui a pris la suite de la Division

¹ Tisdale à Weaver, 29 juillet 1935, RF 1.1/500D/12/127.

² Boris Ephrussi & George W. Beadle, « La transplantation des ovaires chez la drosophile », *Bulletin biologique de la France et de la Belgique*, LXIX, 1935, fascicule 4.

³ Jean Gayon, « Génétique de la pigmentation de l'œil de la drosophile : la contribution spécifique de Boris Ephrussi », in Debru, Gayon & Picard, *op. cit.*, p. 191 sq.

of Medical Education après la réorganisation de 1929. En France, cette orientation se concrétise par une série d'actions tendant à favoriser l'émergence d'un pôle neurologique à la faculté de médecine. Si la neurologie, qui a pour objet l'étude du système nerveux, existe en tant que spécialité médicale depuis les travaux de Charcot à la fin du XIX^e siècle, les années trente voient l'émergence de nouveaux champs d'étude qui vont provoquer une évolution de l'organisation des services hospitaliers. Dès 1929, Alan Gregg a rencontré plusieurs professeurs de la faculté de médecine de Paris, en particulier Antonin Gosset, chef de clinique chirurgicale, et Georges Guillain, chef de clinique des maladies du système nerveux, afin d'évaluer les possibilités de financement qui peuvent s'offrir à la Rockefeller. Ces contacts se traduisent dans l'immédiat par une subvention à Guillain en 1931. Mais c'est en 1936 que s'offre à la Rockefeller une vraie opportunité : cette année en effet est décidée la création à la faculté de médecine d'un institut de neurobiologie afin de mettre en commun les activités des cliniques de Gosset et de Guillain, toutes deux localisées à l'hôpital de la Salpêtrière. Le directeur de l'Institut est Ivan Bertrand, spécialiste du système nerveux et des tumeurs cérébrales¹. L'objectif de la nouvelle structure est ambitieux : « créer un centre de recherches biologiques concernant le système nerveux central et périphérique » et surtout fédérer l'étude des « problèmes de neuro-histologie, de neuro-physiologie [et] de neurochirurgie² ». La Rockefeller voit dans la création de cet institut « un pas important vers la concentration dans un seul centre de toutes les recherches dans le champ de la neurobiologie à Paris³ » et va donc aider généreusement le nouvel institut, avec une subvention qui semble se monter à 230 000 francs sur 4 ans. En 1937, alors qu'il commence à fonctionner, la fondation verse 50 000 francs, soit la moitié du budget total de l'institut, loin devant la subvention de l'université (20 000 francs), celle de la Caisse Nationale des Sciences (20 000), et celle de l'hôpital de la Salpêtrière (5 000). L'Institut reçoit par ailleurs d'autres financements privés tels que celui de la famille Deutsch de la Meurthe. Grâce à cette dotation importante, l'Institut pourra acheter du matériel et créer en 1938 le premier laboratoire d'électroencéphalographie dans un hôpital parisien⁴. On notera par ailleurs que la Rockefeller a accordé en 1936 une *fellowship* à un jeune interne de l'hôpital, Robert Messimy, qui ira parfaire sa formation en neurologie à l'université de Yale pendant un an et demi, avant d'intégrer l'Institut de neurobiologie à son retour, bénéficiant d'une *grant-in-aid* de la fondation pour poursuivre ses travaux sur le système nerveux.

Dans le même temps, Alan Gregg a suivi dès le début des années trente le projet de développement à l'hôpital de la Salpêtrière d'un service de neurochirurgie pour opérer les tumeurs du cerveau. Il est porté par Daniel Petit-Dutaillis et Clovis Vincent, qui ont effectué tous les deux à la fin des années 1920 un séjour au Peter Bent Brigham Hospital de l'université de Harvard, dans le service du professeur Harvey Cushing, le fondateur de la neurochirurgie. Clovis Vincent va rapidement s'affirmer comme le pionnier de cette discipline alors presque inconnue en France ; n'ayant pas eu la possibilité de créer un service dans un grand hôpital, il commence à appliquer la nouvelle technique à partir de 1928 dans une clinique privée où ses premières opérations de tumeurs aboutissent à des guérisons dès 1929⁵. Ses travaux se poursuivent

¹ *Titres et travaux scientifiques du Docteur Ivan Bertrand*, Paris, Masson, 1956.

² Statuts de l'institut de neuro-biologie, 3 juin 1936, CAC 20010498/165.

³ Formulaire de bourse, 29 juin 1937, 1.1/500A/6/63

⁴ Ivan Bertrand, Jean Delay et Jacqueline Guillain, *L'électro-encéphalogramme normal et pathologique*, Paris, Masson, 1939, p. 1.

⁵ Clovis Vincent, Marcel David et Pierre Puech, « Réflexions sur la statistique d'une première année de neurochirurgie », *Revue neurologique*, n°5, 1930.

au cours des années suivantes, et en avril 1937, la fondation Rockefeller lui accorde une *grant-in-aid* pour approfondir une collaboration avec l'institut de neurobiologie de Bertrand. Vincent a alors acquis une solide réputation dans son domaine, et à la fin de l'année, la faculté de médecine décide d'officialiser la naissance de la nouvelle spécialité en votant la création d'une chaire de neurochirurgie. Le coût total étant estimé à 3 millions de Francs, le ministère accepte d'en donner la moitié à condition que la faculté de médecine trouve une autre source de financement. Le projet est activement soutenu par le ministre de l'Instruction Publique Jean Zay, et par le recteur de l'université Gustave Roussy. Compte tenu de ces soutiens, la Rockefeller accepte en décembre 1937 de donner l'autre moitié, à condition que la chaire soit créée au cours de l'année 1938¹. Trois mois plus tard, la nouvelle est rendue publique : « Rockefeller offre une chaire de neurochirurgie à la France », titre *L'Intransigeant* le 6 mars. Son titulaire, Clovis Vincent, inaugure son enseignement à la rentrée universitaire 1938.

Parallèlement à ces financements donnés à la faculté de médecine, la fondation tente de soutenir les recherches développées à la faculté de sciences dans le domaine de la neurophysiologie, espérant manifestement favoriser des collaborations avec les médecins. Le premier financement est donné en 1929 à un assistant du laboratoire de physiologie générale de la faculté des sciences, Louis Monnier ; elle sera complétée en 1934, 1935 et 1936 par trois *grants-in-aid* pour lui permettre de poursuivre ses recherches sur l'électrophysiologie du système nerveux. Parallèlement, la fondation accorde en 1933 un financement au laboratoire d'électrophysiologie de Georges Bourguignon à la faculté de médecine. Mais c'est surtout les recherches menées par Henri Piéron, professeur de physiologie des sensations au Collège de France depuis 1923, et par son élève Alfred Fessard qui intéressent la Rockefeller. À la charnière de plusieurs disciplines (psychologie, psychiatrie, neurologie, physiologie), Fessard s'intéresse au domaine pionnier de la physiologie cérébrale, et fait partie des premiers scientifiques en France dont la carrière commence d'emblée sous le signe de la recherche *full-time*, puisqu'il est nommé Chargé de recherches par la Caisse Nationale des Sciences en 1931 puis, à l'issue des cinq ans réglementaires, promu Maître de recherches par la Caisse Nationale des Recherches Scientifiques en 1936. Cette promotion, sans doute exceptionnelle à l'époque, tient à la conjonction de trois facteurs : la qualité et l'originalité de sa recherche, mais aussi certainement la protection de son mentor Henri Laugier. La même année 1936, alors qu'il soutient sa thèse, la Rockefeller lui accorde une *fellowship* qui lui permettra d'aller confronter ses travaux avec ceux de ses collègues anglais. À l'issue de ce séjour de 6 mois, la fondation accorde en 1937 un financement de 50 000 francs au nouveau laboratoire de neurophysiologie qu'il vient de créer à l'École Pratique des Hautes Études. Ce financement est renouvelé en 1938 et permet à Fessard d'expérimenter des installations d'électroencéphalographie, un domaine où il fait bénéficier de ses connaissances l'Institut de neurobiologie d'Ivan Bertrand, où est mise au point au même moment une installation d'électroencéphalographie destinée aux opérations neurochirurgicales. En 1939, il retourne en Angleterre avec une deuxième *fellowship* ; il est alors considéré par ses pairs comme un scientifique de premier plan (ses collègues anglais font son éloge aux *officers* rockefelleriens). Son laboratoire est également soutenu par la Caisse Nationale des Recherches Scientifiques, Henri Laugier misant sur lui pour favoriser le développement d'un groupe de chercheurs en neurophysiologie². Cet exemple témoigne de la complémentarité qui s'établit *de facto* entre les financements publics français (CNS puis CNRS) et ceux de la Rockefeller : Fessard, comme d'autres jeunes

¹ RF Minutes, 12 décembre 1937, RF 1.1/500A/6/65.

² Alfred Fessard Fellowship card, RF 10.

chercheurs, est en effet soutenu conjointement des deux côtés, une complémentarité rendue possible par les nombreux contacts qui existent entre les organisateurs de la recherche française (Perrin, Mayer, Laugier) et les *officers* de la fondation, qui viennent régulièrement en France visiter les laboratoires qu'ils financent et prendre des nouvelles de leurs *fellows* autour d'un thé ou lors d'une réception. Fessard évoquera lui-même des années plus tard cette complémentarité dans la leçon inaugurale prononcée à l'occasion de son élection au Collège de France en 1949 : « À la veille de la guerre, l'occasion d'élargir mon champ d'action et de commencer à faire école me fut offerte. Je fis le projet d[e] créer un centre de recherches neurophysiologiques. L'aide du CNRS, celle de l'École Pratique des Hautes Études, celle de la fondation Rockefeller m'étaient acquises¹ ». Le processus sera stoppé par l'éclatement du second conflit mondial.

Radioactivité et biologie : le traitement du cancer

Le troisième domaine où les conséquences concrètes de l'action Rockefeller sont particulièrement visibles est celui des applications biologiques de la radioactivité, notamment dans le traitement du cancer. Celui-ci n'entre pas alors dans les priorités de la fondation, au contraire : à plusieurs reprises, elle refuse de subventionner, en France ou ailleurs, des recherches portant directement sur son traitement. La philosophie des subventions Rockefellerienne est claire à ce sujet : « les domaines choisis doivent mener à une contribution fondamentale et précieuse pour le bien-être de l'humanité. Ils doivent être suffisamment explorés pour mériter une intervention, mais assez imparfaitement connus pour la justifier. Il faut que l'appui de la fondation joue un rôle décisif en produisant et en stimulant des progrès qui, sans cette aide, seraient retardés pour longtemps² ». En l'absence d'une avancée significative dans le traitement du cancer au début des années trente, la fondation refuse de subventionner l'Institut du cancer³ inauguré à Villejuif, dans la banlieue parisienne, en 1930 (aujourd'hui Institut Gustave Roussy), qui est alors à la pointe de la modernité en matière de recherche biomédicale.

Mais si elle ne soutient pas les applications thérapeutiques proprement dites, elle finance des recherches sur les applications biologiques de l'utilisation des rayons X et de la radioactivité, notamment celles qui sont menées à l'Institut du Radium et au Laboratoire de synthèse atomique du Collège de France. Dans le premier, au moins 6 chercheurs parmi ceux qui ont bénéficié de l'importante subvention accordée en 1932, vont consacrer la majorité de leurs travaux au cancer : c'est le cas d'Antoine Lacassagne, François Baclesse, Octave Monod, Henri Coutard, Georges Gricouoff et Jacques Lavedan⁴. Ces travaux contribuent à installer la radiobiologie comme un des domaines d'étude majeurs dans la lutte contre la maladie, reconnaissance consacrée par l'élection en 1941 d'Antoine Lacassagne au Collège de France, sur une chaire d'histophysiologie transformée à son intention en chaire de radiobiologie

¹ *Titres et travaux scientifiques d'Alfred Fessard*, Paris, Masson, 1961, p. 13.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1933, p. 198.

³ O'Brien à Roussy, 10 mai 1937, RF 1.1/500A/7/70.

⁴ Institut du radium, rapport sur les travaux et les publications fait par les travailleurs du laboratoire de radiophysiologie de l'institut du radium et des services de la fondation Curie avec l'aide de la fondation Rockefeller, de 1932 à 1937, RF 1.1/500/8/82.

expérimentale¹. Entre-temps, il aura pris la succession de Claude Régaud au conseil d'administration de la Ligue Nationale contre le Cancer².

L'autre lieu où se développent des recherches sur les implications biologiques de la radioactivité est le Laboratoire de synthèse atomique du Collège de France dirigé par Frédéric Joliot-Curie (1900-1958). Après avoir étudié à l'École de physique et de chimie, le jeune chercheur est engagé en 1925 comme maître de conférences à l'Institut du Radium par Marie Curie et soutient sa thèse de doctorat en 1930³. En janvier 1935, sans doute conseillé par ses collègues déjà familiers des financements Rockefeller, il soumet une première demande de bourse pour un projet de création de laboratoire de physique nucléaire⁴. Sur la foi des avis de scientifiques anglais et américains pensant que les recherches sur la radioactivité peuvent avoir des applications dans le domaine de la biologie, la fondation prête une oreille attentive aux travaux de Joliot-Curie : elle refuse de financer la totalité du laboratoire, au motif que ce type de recherche n'entre pas dans ses priorités, mais accepte d'accorder une subvention destinée à soutenir les applications biologiques et médicales de la radioactivité. Joliot-Curie s'est en effet intéressé précocement aux applications biologiques de son travail⁵. Tout au long de l'histoire qui mène à la construction du cyclotron du Collège de France, les questions biologiques seront donc présentes, et si elles passent au second plan derrière les problèmes de fission de l'atome et de ses applications militaires possibles, elles n'en sont pas moins importantes, les applications de la radioactivité dans le domaine du traitement du cancer étant identifiées depuis le début du XX siècle.

À l'automne 1935, alors que l'attribution du prix Nobel de physique à Joliot-Curie est désormais quasi certaine (il sera officiellement décerné en décembre), Charles Maurain et Sébastien Charléty lui conseillent de refaire une demande de bourse auprès de la fondation Rockefeller. Celle-ci lui accorde en novembre une *grant-in-aid* qui lui permet d'engager comme assistant dans son laboratoire un jeune physicien autrichien ; l'année suivante, ce dernier se voit également accorder une *travel grant* par la fondation pour étudier la physique théorique dans le laboratoire de Niels Bohr à Copenhague. À l'automne 1936, Joliot-Curie est élu professeur au Collège de France où il crée un laboratoire de synthèse atomique qui sera abondamment doté par la Caisse Nationale des Recherches Scientifiques. Mais le financement porte essentiellement sur la partie physique des recherches, et la Rockefeller accorde en octobre 1937 une subvention de 15 000 dollars étalée sur cinq ans pour en développer la partie biologique : elle sera utilisée pour acheter du matériel et payer le salaire d'un assistant⁶. Celui-ci, Charles-Philippe Leblond, est de formation médicale : il a travaillé depuis le début des années trente sur les problèmes de la reproduction au laboratoire d'histologie de la faculté de médecine, qui a lui aussi bénéficié en 1934 d'un financement quinquennal de la Rockefeller. Pour le compléter, une *fellowship* a été accordée à Leblond qui, juste après la soutenance de sa thèse sur la vitamine C en 1934, est parti poursuivre ses recherches pendant deux ans à l'université de Yale. À son retour en 1937, il obtient une bourse de la CNRS et est affecté à l'Institut du Radium pour assister Antoine Lacassagne. La subvention accordée en octobre 1937 par la Rockefeller permet notamment, comme

¹ Antoine Lacassagne, *Leçon inaugurale de la chaire de radiobiologie expérimentale au Collège de France*, 19 décembre 1941, p. 3.

² Ligue nationale contre le cancer, *Assemblée générale du 28 mai 1940*.

³ Michel Pinault, *Frédéric Joliot-Curie*, Paris, Odile Jacob, 2000.

⁴ Projet de création d'un laboratoire spécialisé pour la production des nouveaux radioéléments et leur application biologique, 11 janvier 1935, RF 1.1/500D/10/111.

⁵ Frédéric Joliot & Irène Curie, « Radioactivité artificielle », *Actualités scientifiques et industrielles* n°199, 1935, p. 27.

⁶ RF Minutes, 15 octobre 1937, RF 1.1/500D/10/111.

dans le cas de Fessard et d'autres, de compléter le maigre salaire donné par la CNRS. À partir de la fin 1937, Leblond effectue des recherches sur le cancer de la glande thyroïde¹ pour lesquelles il travaille à la fois dans le laboratoire de Joliot-Curie et celui de Lacassagne. Se développe ainsi dès la deuxième moitié des années trente une complémentarité entre les travaux de Joliot-Curie et ceux de Lacassagne, qui s'approfondira pendant et après la deuxième guerre mondiale².

La Rockefeller va toutefois apporter quelques soutiens au travail général de Joliot-Curie sur la radioactivité, en particulier en accordant en 1937 une *fellowship* à un autre de ses assistants, le physicien Maurice Elie Nahmias, pour aller travailler dans le laboratoire du professeur E.O. Lawrence, qui a construit à l'université de Berkeley le premier cyclotron au monde (travail pour lequel il recevra le prix Nobel en 1939). À son retour, il est intégré dans l'équipe rassemblée par Joliot-Curie pour construire son propre cyclotron. Par ailleurs, toujours en 1937, la fondation paye le séjour en Europe d'un des techniciens du laboratoire de Lawrence, qui partage son séjour d'un an entre le laboratoire de Joliot-Curie, à qui il apporte « une aide précieuse³ », et celui de Niels Bohr à Copenhague. Enfin, en décembre 1939, alors que le cyclotron ne fonctionne pas encore bien, la Rockefeller accorde à Joliot-Curie une dernière subvention pour salarier deux assistants techniciens afin d'en parfaire la mise au point ; mais l'invasion allemande empêchera la concrétisation du projet.

Au terme de cette plongée dans les milieux scientifiques, il apparaît clair qu'au cours de l'entre-deux-guerres, l'International Education Board, puis la nouvelle fondation Rockefeller réorganisée après 1929, se sont imposés comme des partenaires importants du processus d'organisation de la recherche dans le domaine biomédical. Ce partenariat se manifeste à travers des contacts constants et une insertion des hommes de la fondation dans les réseaux universitaires hexagonaux, eux-mêmes liés aux réseaux administratifs et politiques par l'entremise de certains hommes tels que Borel ou Perrin. De son côté, la Rockefeller apporte à ces scientifiques des financements importants, mais fait également bénéficier les jeunes chercheurs du vaste réseau international de laboratoires et de scientifiques qu'elle a tissé dans le monde entier, jouant un rôle indéniable dans l'ouverture internationale de cette génération de scientifiques français. Le partenariat de la fondation avec les organisateurs de la science se manifeste aussi à travers le financement d'institutions et de chercheurs donné conjointement avec la Caisse Nationale des Sciences puis la Caisse Nationale des Recherches scientifiques. À cet égard, la France est avec la Grande Bretagne le seul pays où la Rockefeller ait engagé un dialogue aussi approfondi avec une administration étatique de la recherche. On constatera au passage que les largesses financières de la fondation contribuent largement à donner de celle-ci une image positive dans les milieux scientifiques, mais aussi dans l'opinion publique, fait notable dans un pays où l'antiaméricanisme culturel est extrêmement fort depuis la fin du XIX^e siècle et franchit un palier dans les années

¹ Frédéric Joliot, « La radioactivité artificielle et ses applications en biologie », Ligue nationale contre le cancer, *Assemblée générale du 8 juin 1943*.

² Brigitte Chamak, « Un scientifique pendant l'Occupation : le cas d'Antoine Lacassagne », *Revue d'histoire des sciences*, 57-1, janvier-juin 2004, pp. 101-133.

³ Maurice Elie Nahmias, *Le cyclotron, la désintégration de la matière et la radiobiologie*, préface de Frédéric Joliot, Paris, 1945, p. 12.

trente¹. Pour autant, malgré sa présence constante dans le paysage scientifique de l'entre-deux-guerres, la Rockefeller ne joue en aucun cas un rôle démiurgique dans le processus d'organisation de la recherche française, déjà bien amorcé avant son arrivée. Elle n'est pas non plus l'importatrice d'un modèle américain d'organisation de la recherche dont nous avons vu qu'il reste alors presque entièrement appuyé sur le secteur privé, aux antipodes du système de financement public qui se met en place en France au cours de la même période. Alors que la recherche américaine se conduit essentiellement dans les universités, la recherche française se construit largement, si ce n'est contre, du moins en dehors de l'université, au grand dam de nombreux universitaires qui voient les crédits dont ils ont tant besoin aboutir dans le giron de la CNS puis de la CNRS². L'inanité de la problématique du « modèle » n'empêche pas cependant de conclure à l'importance du rôle joué par la Rockefeller dans la recherche française de l'entre-deux-guerres, et ce, à trois niveaux. Dans son organisation générale d'abord, où il est indéniable que la fondation offre une source d'inspiration aux scientifiques, Perrin et Mayer en tête, qui font le siège des gouvernants à partir de la fin des années 1920 pour obtenir la mise en place d'une administration de la recherche. Dans les modes de financement ensuite : du fait de sa pratique précoce du financement pluriannuel, la fondation fournit aux Français un exemple d'administration de la recherche cohérente et montre comment la politique financière peut être au diapason du projet scientifique, en particulier par sa gamme de financements variés qui permettent de coller au plus près des besoins des chercheurs. Enfin, le troisième secteur dans lequel le rôle de la Rockefeller est visible est celui des recompositions disciplinaires en cours dans les années trente, et notamment l'apparition de nouvelles spécialités qui viennent modifier l'architecture et la hiérarchie des disciplines scientifiques. L'intervention de la fondation Rockefeller dans la recherche n'est qu'un des multiples facteurs de ces évolutions, mais elle y joue à l'évidence un rôle d'aiguillon significatif, comme le montrent les exemples cités en génétique, neurobiologie, neurochirurgie, neurophysiologie ou radiobiologie. Ceux-ci montrent également que l'action de la fondation ne saurait être limitée à la dimension financière, celle-ci étant inextricablement liée à la dimension intellectuelle, mais aussi à la dimension institutionnelle. En ce sens, la fondation Rockefeller est bien l'un des éléments incontournables du paysage scientifique français de l'entre-deux-guerres.

¹ Philippe Roger, *L'ennemi américain. Généalogie de l'antiaméricanisme français*, Paris, Le Seuil, 2002, p. 358.

² Note pour Monsieur le ministre de l'Éducation Nationale, non signée, 7 février 1939, archives CNRS, Fonds Jean-François Picard/42.

chapitre VI

Penser le monde contemporain

Le rôle de la philanthropie dans le processus d'organisation de la recherche scientifique française ne se cantonne pas aux sciences biologiques et médicales, mais s'étend également aux sciences de la société qui ont commencé à émerger dans le paysage intellectuel à la fin du XIX^e siècle et vont gagner progressivement une légitimité. Dès le début des années 1920, le Laura Spelman Rockefeller Memorial (LSRM) mène une politique volontariste pour les développer. Créé en 1918, cette organisation satellite de la fondation Rockefeller a mis en place en 1922 une politique de soutien à la recherche en sciences sociales destinée à fournir une expertise aux décideurs politiques et aux acteurs économiques et sociaux¹. D'emblée, son directeur exécutif Beardsley Ruml a envisagé de déployer ce projet aux Etats-Unis, mais également en Europe, notamment en France. À partir de 1924, le LSRM, puis la fondation Rockefeller qui l'absorbe en 1929, deviennent donc des acteurs du paysage des sciences sociales française alors en pleine structuration et jouent un rôle dans l'organisation de la recherche. Mais la Rockefeller n'agit pas tant comme l'agent de diffusion des sciences sociales américaines en France que comme un vecteur de cristallisation d'un projet franco-américain d'organisation des sciences sociales résultant de longues négociations entre les philanthropes américains et les universitaires français. Si le rôle de la fondation Rockefeller dans le développement des sciences sociales en France est connu depuis longtemps², l'analyse de celui-ci s'était jusqu'à présent limitée à la dimension financière, laissant pendant la dimension intellectuelle et son concrétisation sur le plan organisationnel ; d'autre part, cette analyse s'est également focalisé sur l'après 1945, considérant l'action de la fondation Rockefeller dans les années trente comme un échec³. Or, l'étude détaillée de l'intervention de celle-ci montre au contraire qu'elle a été un facteur important de la construction à la fois intellectuelle et institutionnelle des sciences sociales en tant que collectivité de disciplines possédant une démarche commune. De ce point de vue, les années trente se caractérisent par une première étape, à travers un ensemble d'instituts de recherches financés pratiquement intégralement par la fondation Rockefeller, et dont les activités sont coordonnées, et qui

¹ General Memorandum, octobre 1922 ; Principles governing the Memorial's program in the social sciences, 23 novembre 1928, Laura Spelman Rockefeller Memorial, Series III subseries 9, Box 2, Folder 10 (ci-après LRSM III-9/2/10), Rockefeller Archive Center.

² Brigitte Mazon, *Aux origines de l'Ecole des hautes études en sciences sociales : le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, Cerf, 1988.

³ Id., « La fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1925-1940 », *Revue française de sociologie*, XXVI-2, 1985, p. 339.

sont également fondées sur des postulats scientifiques et communs, en particulier le travail de terrain et l'utilisation des méthodes quantitatives. Ces instituts sont les lieux privilégiés de développement d'un travail d'expertise des problèmes contemporains qui deviendra classique dans les sciences sociales après 1945.

1. L'organisation de la recherche en sciences sociales

A quoi servent les sciences sociales ?

Depuis la fin du XIX^e siècle, l'université française a vu l'émergence de nouvelles disciplines telles que l'économie, la sociologie, l'ethnologie, l'anthropologie, ou encore la psychologie. Celles que l'on désigne de plus en plus du nom de « sciences sociales » restent cependant avant 1914 marginales car elles n'ont pas de départements propres : ainsi l'économie n'est-elle qu'une branche du droit, la sociologie une partie de la philosophie, et l'anthropologie une annexe de l'histoire naturelle. Dès la fin du XIX^e siècle, il est apparu, en France comme aux Etats-Unis, que les sciences sociales avaient un rôle à jouer dans la compréhension et la résolution des problèmes du monde contemporain, que ce soit dans le domaine économique, social ou politique, et que ce soit à l'échelle nationale ou à l'échelle internationale. Mais c'est au lendemain de la Première guerre mondiale qu'est véritablement abordée la question de leur institutionnalisation, qui doit leur permettre de jouer ce rôle. Lorsque Maurice Barrès clame en 1920 la nécessité d'organiser la recherche dans tous les domaines de la connaissance pour assurer le développement économique et maintenir le rang international de la France, face à une Allemagne qui a montré pendant la guerre une meilleure capacité d'organisation de la science, il lance un débat qui concerne les sciences de la nature mais aussi les sciences de la société.

Trois problèmes essentiels se posent alors à celles-ci. Le premier est celui de la forme que doit revêtir leur institutionnalisation : faut-il les développer dans le cadre d'instituts d'expertise privés sur l'exemple du Musée Social créé en 1894¹, ou bien les intégrer à l'université ? Si la deuxième solution apparaît à beaucoup comme la plus logique, elle implique cependant une réforme de l'organisation facultaire, car l'université française réorganisée à la fin du XIX^e siècle n'a prévu que quatre facultés : lettres, droit, sciences et médecine. Au lendemain de 1918 émerge donc un débat qui durera jusqu'à la fin des années 1950 : faut-il créer une faculté pour les sciences sociales ? La question de l'intégration à l'université implique un deuxième problème : comment mener des travaux de recherche ? Le problème est ici identique à celui des sciences biologiques et médicales évoquées au chapitre précédent : l'université de la III^e République, conçue pour délivrer des diplômes et non pour faire progresser le savoir, n'est pas équipée pour abriter des recherches, individuelles ou collectives. C'est pour palier cette lacune que le décret Honnorat du 31 juillet 1920 a créé les instituts d'université, dans le cadre desquels la recherche en sciences sociales va pouvoir se développer au cours de l'entre-deux-guerres. Enfin, le troisième problème est celui du financement : si l'Etat a consenti un gros effort pour la construction de locaux depuis les années 1890, la dotation pour la recherche est notoirement insuffisante, faisant du recours aux fonds privés une constante de la politique universitaire avant 1939.

¹ Janet Horne, *Le Musée social. Aux origines de l'Etat-providence*, Paris, Belin, 2004 (traduit de l'américain).

C'est dans ce contexte complexe que prend place l'intervention de la philanthropie américaine, qui va devenir une actrice importante de la recherche en sciences sociales au cours de l'entre-deux-guerres. Le Carnegie Endowment for International Peace est la première fondation qui intervient dans ce domaine. Dès mars 1912, l'organisation a ouvert à Paris un Centre Européen chargé d'établir le contact avec les mouvements pacifistes du vieux continent en vue de réaliser des actions à l'échelle européenne pour contrer la course aux armements et promouvoir la paix. Mais les actions entreprises jusqu'en 1914 sont peu nombreuses et sont inaudibles face à la montée croissante des tensions internationales. Mis en sommeil pendant le conflit, le Centre Européen est réactivé en 1919 par la direction new yorkaise afin de mettre en place des actions en faveur de la paix internationale, et en particulier pour soutenir la Société des Nations alors en formation¹. En 1923, le Carnegie Endowment fait l'acquisition en 1923 d'un hôtel particulier au 173 boulevard Saint-Germain², qui servira de base avancée à ses activités européenne dont seules celles concernant spécifiquement la France et les sciences sociales seront évoquées ici. C'est le cas en particulier de ses actions en faveur du développement du droit international, qui doit, dans l'esprit des membre du Carnegie Endowment, contribuer à faire avancer dans l'opinion publique l'idée de règlement pacifique des conflits internationaux. Cette branche du droit est alors peu développée dans les universités. À cet effet, L'Endowment finance en 1925 la création à l'université de Paris d'une chaire « Carnegie » de droit international³, dont le titulaire est André Tibal, professeur à la faculté de droit de Nancy, qui dispensera jusqu'en 1939 des cours portant sur les questions internationales, dont le programme change chaque année. L'université de Paris a créé dès 1920 un Institut des Hautes Etudes Internationales, mais celui-ci vivote faute de crédits, jusqu'à ce que le Centre Européen lui accorde un financement et l'héberge dans son hôtel particulier⁴. Des cours y sont dispensés par d'éminents juristes tels que Georges Scelle, Gaston Jèze, Jacques Ancel, Camille Gidel, Boris Mirkine-Guetzévitch ou Louis Le Fur, auxquels il faut ajouter l'historien Pierre Renouvin, qui y introduira l'enseignement, alors nouveau, de l'histoire des relations internationales. Il faut ajouter que le Centre Européen créé également lors de son installation boulevard Saint Germain une bibliothèque consacrée aux questions internationales qui va rapidement établir des liens avec d'autre centres de documentation, en particulier l'Office de Documentation Internationale Contemporaine créé en 1925 à Vincennes par le sénateur André Honnorat⁵. Mais si ces actions vont sans aucun doute contribuer au développement du droit international et des relations internationales dans l'université, elles sont relativement peu nombreuses et le Carnegie Endowment n'y consacre que des moyens financiers limités. Il en va autrement de la philanthropie Rockefeller qui met en place à partir de 1924 une politique systématique de développement des sciences sociales et établit pour ce faire des liens étroits avec les universitaires français.

¹ Projet d'activité pour le Bureau Européen, 1920, Archives Carnegie Endowment for International Peace, Centre Européen (ci-après CEIP/CE) II/60/4, Columbia University, New York.

² *New York Herald*, 29 mars 1923, CEIP-CE/II/60/5.

³ La Dotation Carnegie pour la paix internationale. *Le Centre Européen de la division des relations internationales et de l'éducation. Fondation, administration, activité*, Paris, Centre Européen de la Dotation Carnegie, 1931, pp. 46 sq.

⁴ *Annales de l'université de Paris*, 1926, p. 459.

⁵ Conseil d'administration du Centre Européen, 22 mars et 25 octobre 1926, CEIP-CE/III/105/3.

Premières discussions franco-américaines

Les premiers contacts ont lieu en février 1924, lorsque l'envoyé du Laura Spelman Rockefeller Memorial arrive à Paris. Le premier interlocuteur qu'il rencontre est l'économiste Charles Rist. Ce professeur à la faculté de Droit de Paris est l'un des économistes les plus en vue de sa génération. Il connaît déjà le monde de la philanthropie américaine puisqu'en octobre 1922, le Carnegie Endowment l'a chargé de mener une enquête en Autriche afin d'examiner les voies et les moyens de la réintégration de ce pays dans les échanges économiques européens après le démantèlement de l'empire austro-hongrois en 1918¹. D'autre part, à la suite du débat lancé par Barrès, Rist s'est prononcé en 1923 pour la création « d'instituts universitaires de science sociale qui seront chargés de préparer l'application des méthodes scientifiques à l'action économique² », en formant des spécialistes appelés à travailler dans les syndicats, les chambres de commerce, les organismes gouvernementaux ou la presse. Avec Rist, Beardsley Rumml, directeur exécutif du LSRM, pense avoir trouvé *the right man* pour guider son action en France en matière de sciences sociales. En avril 1924, l'économiste devient donc officiellement conseiller de l'organisation en France. Par ailleurs, Rumml demande également à un universitaire américain, William Lingelbach, de réaliser une enquête sur la situation des sciences sociales en Europe ; le rapport, rendu en janvier 1926³, formule un jugement sévère sur les sciences sociales hexagonales, jugées trop spéculatives, et souffrant d'un manque d'organisation et de coordination en raison de la dissémination des chercheurs dans des facultés ou des instituts qui communiquent peu entre eux.

Entre-temps, dès l'été 1924, Rist a commencé son activité de conseiller. Elle consiste d'une part à sélectionner de jeunes universitaires prometteurs, auxquels le LSRM accorde des *fellowships* de deux ans pour les former à la recherche inductive dans des universités américaines et ainsi insuffler à leur retour de nouvelles méthodes dans l'université française. D'autre part, Rist rédige en décembre 1925⁴ pour les Américains un rapport où il livre son propre diagnostic sur l'état des sciences sociales en France et suggère la création d'un institut de recherches dédié à l'analyse des phénomènes économiques, non pas intégré à l'université, comme il le proposait en 1923, mais indépendant. Rumml est déçu par cette proposition : d'abord parce que, soucieux de donner légitimité et pérennité aux sciences sociales, il veut les intégrer dans des universités et non des instituts indépendants ; d'autre part, il préfère donner une impulsion à des initiatives déjà engagées plutôt que de financer la création de nouvelles structures ; enfin, il veut développer l'ensemble des sciences sociales, alors que les propositions de Rist ne concernent que l'économie. Il conclut donc qu'il est préférable d'attendre la création d'un organisme avant d'engager le LSRM dans un financement. S'il ne rompt pas le contact avec Rist, la nomination de celui-ci comme sous-gouverneur de la Banque de France en 1926 par le Président du Conseil Raymond Poincaré interrompt leurs échanges.

Dès décembre 1925, Rumml cherche d'autres interlocuteurs et prend contact en avec l'ethnologue Marcel Mauss, qu'il invite en mai 1926 aux États-Unis pour visiter

¹ Dotation Carnegie pour la Paix Internationale. Conseil Consultatif du Centre Européen. *Compte rendu des séances tenues à Paris les 7 et 9 juillet 1923*, Paris, 1923, p. 26.

² Société des Nations. Commission de coopération intellectuelle, *Enquête sur la situation du travail intellectuel*, Par Julien Luchaire, Paris, 1923.

³ W. Lingelbach, Social Sciences in France, janvier 1926, LSRM III-6/51/542.

⁴ « L'organisation actuelle de l'enseignement et des recherches sociales et économiques en France et améliorations dont elles sont susceptibles. Note de M. Rist remise à la fondation Rockefeller en 1925 », Centre des archives contemporaines (ci-après CAC) 20010498/111.

universités et centres de recherche¹. Depuis la mort de Durkheim, Mauss est le chef de file de l'école sociologique française. En raison de sa position, l'organisation des sciences sociales devient un de ses thèmes de réflexion, l'ethnologue affirmant la nécessité d'élargir de développer une « organisation de nos sciences » en « ajust[ant] ensemble des ateliers de travail scientifiques² » fonctionnant sur un mode collectif et interdisciplinaire, entreprise dans laquelle il note que les États-Unis sont déjà engagés. Mais après le voyage de 1926, les contacts de Mauss avec le LSRM s'interrompent également, pour des raisons inconnues.

L'échec de ce premier train de négociations ne résulte pas tant d'une résistance française opposée aux projets rockefelleriens que du recul des Américains face à une situation qui ne leur semble pas favorable, et surtout d'un décalage entre les deux univers intellectuels. Le projet du LSRM est en effet difficilement soluble dans le paysage universitaire parisien, l'action à l'échelle de l'ensemble des sciences sociales envisagée par Rumml s'avérant difficile à mettre en œuvre entre des disciplines qui ont leur histoire et sont très éclatées sur le plan institutionnel. D'autre part, le fossé est grand entre la fonction d'« ingénieur social³ » que Rumml assigne au chercheur, et la figure de l'universitaire à la française dans laquelle la notion d'application du savoir tient une place marginale. Enfin, le LSRM n'a pas de représentant permanent à Paris : réduits à des rencontres épisodiques lors de voyages courts, Rumml et Lingelbach peinent à saisir les ramifications universitaires françaises.

La mutation du projet rockefellerien

Si les négociations franco-américaines reprennent à partir de 1929, ce n'est pas parce que la situation française aura « mûri », mais bien parce que la fondation Rockefeller l'abordera autrement. En effet, la réorganisation de la philanthropie Rockefeller achevée en 1929 se traduit par une évolution profonde du projet comme de la stratégie de la fondation.

Du point de vue organisationnel, nous l'avons vu au chapitre précédent, la nouvelle fondation place au centre de son activité le soutien à la recherche scientifique, et l'absorption du LRSM se traduit par la création de deux divisions, la *Social Science Division* (SSD) et la *Humanities Division* (HD). L'intégration du LSRM dans la nouvelle fondation, fruit de l'arrivée à maturité d'un projet philanthropique jusqu'à présent éclaté entre plusieurs organisations, est également une conséquence des mutations des universités américaines, dans lequel les sciences sociales se développent rapidement et créent des départements spécialisés distincts des départements d'« humanités ». C'est bien cette évolution intellectuelle et institutionnelle que reproduit la Rockefeller en se réorganisant et en calant sa structure organisationnelle sur celle des universités qui constituent de plus en plus ses interlocutrices principales et les destinataires privilégiées de ses financements. En se réorganisant ainsi, elle affirme son ambition de participer, aux côtés des universités, à la production du savoir et à l'organisation de la recherche scientifique. La greffe de cet *habitus* académique sur la culture philanthropique issue de la fin du XIX^e siècle va rendre les représentants de la *Social Science Division* plus sensibles aux problématiques de l'université française que leurs devanciers du LRSM.

¹ Marcel Fournier, *Marcel Mauss*, Paris, Fayard, 1994, p. 528.

² cité dans Fournier, *op. cit.*, p. 540.

³ Memorial Policy in Social Sciences, 1922-1926, LSRM III-9/2/10.

Par ailleurs, les initiatives de la fondation en matière de sciences sociales sont désormais intégrées dans le projet global visant à l'élaboration d'une science totale de l'homme par la mobilisation conjointe des sciences de la nature et des sciences sociales. La politique parisienne de la fondation en matière de sciences sociales est ainsi indissociable de la politique en sciences biologiques et médicales qui constitue l'autre versant de son projet intellectuel. Concrètement, la fondation envisage de créer en France une institution spécialisée dans les sciences sociales, ou, tout au moins, de soutenir un projet français ; dans cette perspective, la création du Social Science Building de l'université de Chicago, achevé en 1929 grâce au soutien financier du LSRM, lui sert manifestement de fil conducteur. D'autre part, la fondation est engagée depuis le début des années 1920 dans un projet de refonte de l'enseignement médical mondial dont le volet français se traduit par les projets menés à Strasbourg, Lyon et Paris. Au-delà de la médecine, la Rockefeller a manifestement en point de mire une réorganisation globale de l'enseignement supérieur français, dont les grandes lignes sont esquissées en octobre 1928 à New York lors d'une réunion destinée à préciser la nouvelle stratégie de la fondation ; la fondation envisage de substituer aux actions isolées engagées par les différents *boards* dans les années vingt (avec la Faculté des sciences, la Faculté de médecine, mais aussi de nombreux instituts de recherche) une action à l'échelle de l'ensemble de l'université de Paris¹, dont les Américains connaissent bien la pauvreté chronique². A partir de 1929, les contacts avec les Français s'inscriront donc dans un plan implicite de refonte globale de l'université de Paris, dont la pièce maîtresse est la construction d'une nouvelle faculté de médecine. Même si ce projet n'aboutira pas puisque la fondation retire son offre de financement à la fin de l'année 1932, il est sous-jacent pendant toute les négociations relatives aux sciences sociales.

Enfin, c'est aussi la stratégie de la fondation sur le terrain qui évolue avec la réorganisation. D'abord parce que le personnel change : en 1929-1930, la *Social Science Division* a recruté deux *officers* fins connaisseurs de l'Europe, contrairement à leurs prédécesseurs du LSRM : John Van Sickle, qui travailla à l'ambassade américaine à Paris en 1919-1920, avant d'exercer les fonctions de conseiller technique du gouvernement autrichien jusqu'en 1923, travail qui a fourni la matière à sa thèse d'économie ; et Tracy Kittredge, ex-coordonateur pour le Nord de la France de la Commission for the Relief in Belgium créée en 1914, puis Secrétaire général de la Fédération Internationale des Sociétés de la Croix Rouge et du Croissant Rouge de 1920 à son entrée à la Rockefeller en 1931. Les deux hommes seront les interlocuteurs permanents des universitaires français jusqu'en 1940. Par ailleurs, aux contacts épisodiques menés par Rumml au début des années 1920 vont se substituer désormais des négociations au plus haut niveau administratif. Lors de la réorganisation, la fondation a en effet créé un poste de Vice-président chargé spécifiquement de la politique européenne, poste attribué à Selskar Gunn. Ce médecin, qui coordonne depuis 1917 les activités européennes de la fondation en matière de santé publique et d'enseignement médical, a acquis une bonne connaissance du complexe politico-administratif hexagonal, fruit de plusieurs années de négociations avec l'administration et les gouvernements dans le cadre des projets successifs de la fondation en France, que ce soit la campagne antituberculeuse de 1917-1922, le soutien à l'Office national d'hygiène sociale du ministère de l'Hygiène à partir de 1925, ou encore les actions en matière d'enseignement médical mentionnées plus haut. Gunn va ainsi mettre à la

¹ Agenda For Office Conference, 20 novembre 1928, RF 1.1/500A/5/55.

² Sessions de la chambre des députés, 23 novembre 1928 et du Sénat, 24 et 26 décembre 1928, citées dans un memorandum du 7 février 1929, RF 1.1/500A/5/55.

disposition des *officers* de la SSD le réseau de contacts construit par les autres *boards* de la philanthropie Rockefeller avant la réorganisation, un appui logistique qui avait fait défaut aux représentants du LSRM quelques années plus tôt. Cette nouvelle orientation est fondamentale pour comprendre la reprise des négociations et la forme qu'elles prennent.

Négociations parallèles

A partir de ce moment en effet, la Rockefeller établit des contacts de plus en plus étroits avec une partie des représentants des sciences sociales français, se trouvant intégrée dans les problématiques intellectuelles, mais aussi les rapports de forces personnels et institutionnels du milieu universitaire parisien. Cette deuxième phase de négociations qui s'ouvre en 1929 ne se réduit pas à un face à face franco-américain, mais comporte plusieurs négociations simultanées entre la Rockefeller et des acteurs qui ont des positions divergentes : Sébastien Charléty, Marcel Mauss et Charles Rist.

Les premiers contacts de la fondation avec Charléty remontent à 1920 : celui-ci était alors Directeur général de l'instruction publique et des beaux-arts pour l'Alsace-Lorraine et avait reçu les Américains qui étudiaient la possibilité d'un soutien financier à la faculté de médecine de l'université de Strasbourg. Au début de 1928, alors qu'il a été promu Recteur de l'université de Paris, les Américains le sollicitent à nouveau pour évoquer leur projet de financer la construction d'une nouvelle faculté de médecine dans la capitale; les discussions s'intensifient au printemps 1930, après que la fondation a annoncé en décembre 1929 qu'elle était prête à investir 12 millions de dollars dans l'opération. Entre-temps, la *Social Science Division* a envoyé de son côté en mai-juin 1929 à Paris le politologue de l'université de Chicago Charles Merriam¹, pour réouvrir les discussions interrompues depuis 1926. Mais c'est seulement au printemps 1930 qu'elles démarrent vraiment, grâce à la dynamique lancée par le projet de faculté de médecine : Selskar Gunn, qui rencontre régulièrement Charléty depuis 1928, aborde pour la première fois avec lui la question des sciences sociales en mai 1930². Désormais, à chacune de leurs entrevues, les deux hommes évoqueront à la fois les problèmes relatifs à la faculté de médecine et ceux qui concernent les sciences sociales.

Lors de sa visite parisienne, Charles Merriam n'a pas rencontré Rist, alors à l'étranger, mais a repris contact avec Mauss. Celui-ci constitue *a priori* l'interlocuteur idéal en raison de la nouvelle orientation du projet rockefellerien : il est en effet, en tant que directeur de l'Institut d'ethnologie, rattaché institutionnellement au Muséum d'histoire naturelle et peut de ce fait constituer une interface entre sciences de la nature et sciences sociales dont la mise en synergie est maintenant au cœur de l'agenda scientifique de la fondation. Merriam conclue leur entrevue en demandant à Mauss de rédiger un projet scientifique en vue d'une subvention Rockefeller. Six mois plus tard, en décembre 1929, Mauss envoie trois projets à la fondation, dont le plus ambitieux envisage de « regrouper et coordonner » toutes les instituts déjà existants en France dans un « vaste immeuble dédié aux sciences humaines et sociales³ » dont le coût est

¹ Pierre-Yves Saunier, « Paris in the Springtime : un voyage de science sociales en 1929 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2004, 11, pp. 127-156.

² Selskar M. Gunn (ci-après SMG) diary, 21 mai 1930, RF 12.1 ; SMG, Interview with S. Charléty, 29 septembre 1930, RF 1.1/500A/6/56

³ Marcel Mauss, Projet d'un institut de recherche des sciences sociales à l'université de Paris, CAC 20010498/111, ainsi que la citation suivante.

estimé par Mauss à 25 millions de francs, soit 2 millions de dollars ; informé du projet de faculté de médecine, l'ethnologue sait que cette somme est largement à la portée du portefeuille rockefellerien. L'institut serait rattaché à une sixième section de l'École pratique des hautes études (EPHE) créée à cet effet et consacrée « aux recherches économiques et sociales » ; cette solution consacrerait l'intégration de la totalité des sciences sociales dans l'université, Mauss ne cachant pas sa réticence vis-à-vis des instituts privés.

Parallèlement, les *officers* ont repris les discussions avec Rist et en mars 1930, John Van Sickle sollicite son avis sur le projet de Mauss : Rist critique la faible part qu'y tient l'économie et juge irréaliste le regroupement des sciences sociales en raison des affrontements personnels et scientifiques qu'une telle formule risque de provoquer. Il considère qu'il faut « commencer modestement par un institut de recherche en économie¹ » qui, insiste-t-il, doit être indépendant de l'université. Les *officers*, qui trouvent également le projet de Mauss confus, font alors savoir à celui-ci qu'il ne leur paraît pas viable. Mais l'épisode n'est pas sans entraîner des tensions entre Rist et les Américains : l'économiste goûte modérément les discussions parallèles entamées par les *officers* et redoute manifestement de voir se constituer un axe Charléty-Mauss dont la volonté d'agir à l'échelle de l'ensemble des sciences sociales dans le cadre universitaire est bien plus proche de la stratégie de la fondation que ses propres propositions relatives à la création d'un institut indépendant. Il envisage alors de démissionner de ses fonctions de conseiller², avant qu'une conciliation n'intervienne au cours d'un dîner à son domicile à l'automne 1930³. Les Américains, qui souhaitent garder le contact avec lui, s'attacheront désormais à éviter tout risque de conflit. A la fin de l'année 1930, ils sont cependant conscients qu'il sera difficile de concilier le projet de Charléty et celui de Rist⁴. Mais ce dernier, pensant être assuré désormais du soutien de la fondation, pousse auprès de Charléty son projet d'institut indépendant.

Si les négociations piétinent au cours de l'année 1930, c'est donc essentiellement en raison de l'affrontement entre Rist et Mauss, Charléty observant de son côté une prudente neutralité. C'est au début de 1931 que la situation se débloque avec l'entrée en lice d'un nouvel interlocuteur dans le processus : le sociologue Célestin Bouglé. En effet, en janvier 1931, Charléty, conscient que les conflits franco-français risquent de compromettre le financement américain, convoque Rist et Mauss dans son bureau afin de débloquent les discussions qui n'ont pas avancé depuis le printemps 1930⁵, et invite également Bouglé. Le détail de la discussion n'est pas connu, mais le résultat en est clair : la cohabitation des deux projets (celui d'un institut indépendant défendu par Rist et celui d'une organisation fédérant les sciences sociales défendue par Mauss et Charléty), qui semblait impossible quelques mois plus tôt, est désormais entérinée. Un tel déblocage n'a pu être obtenu que par l'éviction de Mauss du processus au profit de Bouglé, et ce, manifestement sous la pression du recteur. Elle est en partie liée à des raisons personnelles : à l'évidence, Bouglé, qui connaît Rist depuis la fin du XIX^e siècle, entretient de bons rapports avec lui, alors que les relations de l'économiste et de l'ethnologues sont exécrables. Mais il y a d'autres raisons : si Mauss a l'envergure intellectuelle requise pour élaborer un projet de regroupement des sciences sociales, les Américains n'ont guère confiance dans ses qualités d'organisateur, et sa position marginale par rapport à l'université (il n'est « que » professeur à l'Institut d'ethnologie

¹ John Van Sickle (ci-après JVS) Diary, 12 mars 1930, RF 12.1.

² SMG diary, 27 mai, 12 juin, 23 juin 1930, RF 12.1.

³ JVS Diary, 29 septembre 1930, RF 12.1.

⁴ JVS Diary, 9 décembre 1930, RF 12.1.

⁵ JVS Diary, 16 janvier 1931, RF 12.1.

jusqu'à son élection au Collège de France en novembre 1930) le dessert. Bouglé présente aux yeux des Américains un profil bien plus avantageux, et ce pour plusieurs raisons. Tout d'abord, il connaît depuis longtemps le milieu de la philanthropie américaine et ses méthodes, car il a fait partie avant 1914, avec d'autres universitaires comme Jean Perrin ou Emile Borel, du mouvement de la Conciliation Internationale¹ avec laquelle le Carnegie Endowment avait établi un contact étroit. Ensuite, il occupe une place centrale dans l'institution, en tant que professeur d'économie sociale à la Sorbonne depuis 1919² ; par ailleurs, sa position de directeur-adjoint de l'École Normale Supérieure et son appartenance à de multiples commissions témoignent de ses aptitudes d'organisateur et de gestionnaire ; enfin, il a publié de nombreux ouvrages qui lui donnent la légitimité intellectuelle nécessaire pour concevoir un projet de recherche que Charléty portera sur le plan administratif. Ce dernier, en marginalisant Mauss, a ménagé la susceptibilité de Rist tout en conservant ce qui lui tient à cœur depuis le début : une organisation globale des sciences sociales.

Coordonner la recherche

Au cours des rencontres avec les Américains qui suivent cette réunion, les *officers* acceptent la cohabitation des deux projets puisqu'il semble impossible de trancher en faveur de Charléty sans provoquer le retrait de Rist. Ils demandent alors aux deux parties de formaliser leurs propositions³. Au cours de cette phase de formalisation, Bouglé s'impose comme l'interlocuteur privilégié des Américains, et va devenir au cours des années suivantes le plus ardent propagandiste de l'idée de coordination des sciences sociales, dont l'apparition dans sa pensée résulte à la fois de sa réflexion sur le nécessaire renouvellement de la sociologie durkheimienne, et de sa rencontre avec les sciences sociales américaines lors du voyage qu'il effectue à l'invitation du Laura Spelman Rockefeller Memorial en 1930, pour participer au colloque qui a lieu à l'occasion de l'inauguration du Social Science Building de l'université de Chicago⁴. À partir du début des années trente, la notion de « coordination » des sciences sociales devient une constante de la pensée de Bouglé qui se retrouve ainsi sur la même longueur d'onde que la fondation Rockefeller.

Nous sommes alors au printemps 1931, et les *officers* viennent de dresser un bilan négatif des *fellowships* accordées depuis 1924 : sur les dix neuf *fellows* sélectionnés par Rist depuis cette date, seuls quelques uns ont entamé à cette date une carrière académique en France. La faculté de droit ne s'étant pas révélé un bon vivier de *fellows*, les *officers* s'intéressent désormais à l'École normale supérieure, dont ils commencent à comprendre la place centrale dans l'université française, donnée qui avait échappé à Rist et Lingelbach en 1924. Bouglé devient alors incontournable : en juin 1931, Van Sickle le rencontre deux fois et vient assister aux examens d'entrée de l'ENS, puis prend contact, au ministère de l'Instruction Publique, avec le directeur de l'Enseignement supérieur Jacques Cavalier pour organiser l'octroi des *fellowships* à des normaliens, de façon à ce que leur séjour à l'étranger intervienne au bon moment dans leur cursus. À la fin de 1931, Van Sickle et Bouglé établissent une première liste de

¹ *Conciliation Internationale*, n°4, 1914, p. 10.

² Dossier de Célestin Bouglé, AN AJ16/5885.

³ JVS Diary, 20 avril 1931, RF 12.1.

⁴ Ludovic tournès, « La fondation Rockefeller et la construction d'une politique des sciences sociales en France (1918-1940) », *Annales. Histoire, sciences sociales*, 63-6, 2008, p. 1382-1384.

candidats possibles¹, tandis que les Américains demandent à Charléty des renseignements sur les instituts d'université afin de préparer l'octroi d'une subvention pour certains d'entre eux. Avec le matériau collecté par les services du recteur, Tracy Kittredge rédige un long memorandum achevé au mois de juin 1932. Synthétisant les propositions respectives des *officers* américains et des universitaires français depuis 1925, Kittredge formalise pour la première fois le projet Rockefeller, qui apparaît bien plus comme le résultat de ce processus de négociations que comme celui d'une élaboration interne à la fondation. L'objectif de la fondation est bien de contribuer à faire de Paris un centre majeur des sciences sociales. Mais Kittredge prend acte du fait que la création d'une faculté des sciences sociales, tout comme celle d'une section des sciences économiques et sociales à l'EPHE préconisée par Mauss, semblent irréalisables en l'absence d'une volonté des pouvoirs publics et d'un consensus entre les universitaires français. Il prône donc dans l'immédiat une solution *a minima* qui consiste à financer des instituts existants, en attendant de mettre sur pied un « programme coordonné de recherches en sciences sociales² » plus ambitieux. C'est à la suite de ce rapport que la fondation accorde au printemps 1932 ses premiers financements à quelques instituts : L'Institut de droit comparé, l'Institut d'ethnologie et le Centre de documentation sociale de l'ENS reçoivent chacun 3 000 dollars, l'École coloniale de Paris 1 000, et l'Institut de géographie alpine de l'université de Grenoble 800.

Financement public et financement privé

Si ces longues négociations se concrétisent à partir de 1932, c'est aussi en raison de la difficulté rencontrée par les sciences sociales à trouver leur place dans le dispositif de recherche publique français alors en formation dans le cadre de la mobilisation scientifique. Dans ces conditions, les propositions de la fondation Rockefeller vont constituer pour Bouglé et Charléty une alternative inespérée.

Dans la genèse de la politique de recherche française³, l'année 1930 marque une étape décisive, avec la création de la Caisse Nationale des Sciences (CNS). Celle-ci comprend deux sections : les sciences mathématiques et expérimentales d'une part, les sciences humaines de l'autre. À l'intérieur de cette dernière, coexistent cinq sous-sections : sciences philosophiques ; sciences historiques, archéologiques et géographiques ; sciences philologiques ; sciences juridiques ; sciences sociales. La section est pilotée par un comité technique divisé en cinq sous-comités correspondant aux sous-sections. Rist et Mauss font partie du sous-comité des sciences sociales, Charléty de celui des sciences historiques⁴, tandis que Bouglé siège hors section, en tant que directeur adjoint de l'ENS.

C'est d'abord au sein de la CNS que Bouglé va tenter de concrétiser son projet de coordination des sciences sociales. Mais celui-ci se heurte à plusieurs obstacles : d'une part le budget de la CNS accorde la part du lion à la section des sciences

¹ JVS Diary, 11 décembre 1931, RF 12.1.

² Tracy Kittredge, Social Sciences in France, 30 juin 1932, RF 2/500S/557/3771.

³ Jean-François Picard, *La république des savants : la recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990.

⁴ Caisse Nationale des Sciences (ci-après CNS), rapport annuel 1932, AN F17/17458.

mathématiques et expérimentales, qui obtient en 1932, 4,14 millions de francs sur un total de 4,5 millions accordés aux allocations de recherches. D'autre part, la section des sciences humaines est dominée par les sciences historiques, archéologiques et géographiques, nettement mieux dotées que les autres. L'ambition coordinatrice de la sociologie se heurte ici à la montée en puissance de l'histoire, comme en témoigne l'appellation « sciences humaines » de la deuxième section : les « sciences sociales » ne sont qu'une sous-section, autant dire une sous-préfecture, d'un ensemble dominé par l'histoire. Et surtout, à partir de 1934, la position des « sciences sociales », déjà précaire au sein de la CNS, se dégrade encore, la rationalisation budgétaire imposée par la crise économique se faisant à leur détriment : en novembre 1934 est décidée la fusion de la Caisse des recherches scientifiques (CRS) créée en 1901 et de la CNS en un seul organisme, afin « d'assurer une meilleure coordination des services de recherche scientifique¹ » : cette fusion se traduit au printemps 1935 par la création de la Caisse Nationale des Recherches Scientifiques (CNRS). Dans la nouvelle organisation, la section « sciences humaines » ne dispose plus que de quatre sous-sections : sciences historiques et géographiques ; sciences philologiques ; sciences philosophiques ; sciences juridiques et sociales². La sociologie, fusionnée avec le droit, est la principale victime de cette perte de visibilité intellectuelle et de la suppression d'une ligne budgétaire. Dans les débats qui ont lieu entre l'automne 1934 et le printemps 1935, Bouglé, membre de la commission de réflexion, n'est pas parvenu à enrayer la dégradation de la position des sciences sociales.

Il va alors accentuer son investissement dans le projet franco-rockefellerien qui est monté en puissance entre-temps : en effet, après avoir renouvelé ses subventions aux instituts sus-cités en 1933, la Rockefeller accorde à l'université de Paris en 1934 une dotation financière globale (appelée *fluid research fund*) destinée à permettre de mener des recherches plus ambitieuses, mais dont l'emploi précis est laissé à l'appréciation du recteur Charléty. La Rockefeller pose cependant comme condition à l'octroi de ce fonds la création sous la direction du recteur d'une structure assurant la répartition de l'argent et officialisant le lien entre les sciences sociales et l'université. Les directeurs des trois principaux instituts subventionnés depuis 1932 (Bouglé, Mauss et Henri-Léon Lévy-Ullmann pour l'Institut de Droit Comparé) décident donc en juin 1934 de créer un organisme³ intitulé Conseil Universitaire de la Recherche Sociale (CURS), auquel viendront s'agréger dans les mois suivants d'autres instituts. Tracy Kittredge présente alors à Charléty les autres conditions qui doivent être remplies pour obtenir la subvention : les recherches doivent être collectives et coordonnées, comme dans les sciences expérimentales ; elles doivent favoriser « une liaison intime et continue entre le monde académique et les personnalités qui ont la responsabilité de tâches administratives dans le domaine politique et social » ; la subvention doit être utilisée pour payer salaires et bourses de voyages, et pour le « développement de méthodes et de moyens spéciaux d'enquêtes, tels que questionnaires et formules d'investigation ainsi que tout l'outillage propre à assurer l'obtention et l'analyse des faits empiriques⁴ ».

En octobre 1934, alors que les grandes lignes de la réorganisation du dispositif de recherche français au détriment des sciences sociales filtrent sans doute déjà dans les couloirs du Ministère de l'éducation nationale, Bouglé saisit la perche tendue en juin par Kittredge et rédige un programme de travail collectif destiné à utiliser la subvention

¹ Conclusions adoptées par la Commission des offices dans sa séance du 27 novembre 1934, AN 61AJ/102.

² Arrêté du 10 juillet 1936, AN F17/17464.

³ Charléty à Kittredge, 27 juin 1934, CAC 20010498/111.

⁴ Kittredge, 15 juin 1934, CAC 20010498/111.

Rockefeller¹, programme qui est approuvé par les trustees new yorkais en décembre. Au mois de juin 1935, la composition définitive du Conseil Universitaire de la Recherche Sociale est arrêtée et la Rockefeller reconduit sa subvention pour cinq ans², ouvrant ainsi la voie à la réalisation d'un vrai programme de recherches. Le CURS comprend alors sept organismes, en majorité des instituts d'université :

- Le Centre de documentation sociale (CDS) de l'ENS, créé en 1920 avec un financement du banquier Albert Kahn³, et dirigé par Célestin Bouglé. Le financement Rockefeller va prendre le relais de celui de Kahn, ruiné par la crise de 1929.

- L'Institut d'ethnologie (IE) de l'université de Paris fondé par Marcel Mauss et Lucien Lévy-Brühl en 1925.

- L'Institut de Droit comparé (IDC), fondé en juillet 1931, et auquel la subvention Rockefeller permet de démarrer son activité.

- L'Institut français de Damas (IFD), créé en 1922 pour favoriser « l'affirmation de la présence culturelle française dans les territoires sous mandat [de la SDN]⁴ », et consacré initialement à l'archéologie, la linguistique et la littérature, devient en 1930 un institut dédié à la recherche scientifique ; l'année suivante, il obtient à cet effet le double patronage de l'Institut d'ethnologie et de l'université de Paris.

- L'Institut de géographie (IG), créé en 1926.

- Le Comité français pour l'étude scientifique des populations (CFESP), dirigé par l'économiste et parlementaire Adolphe Landry.

- La Commission des recherches collectives (CRC) de l'Encyclopédie française, fondée en 1934 et dirigée par l'historien Lucien Febvre, le juriste René Maunier, le géographe Albert Demangeon et l'ethnologue Paul Rivet.

Rattaché à l'Université et Paris et placé sous la responsabilité du recteur qui administre et répartit son budget, le CURS recevra entre 1934 et 1940 166 000 dollars qui représentent l'intégralité de ses ressources. Par ailleurs, le compromis florentin entériné au printemps 1931 entre les objectifs de la fondation et ceux des protagonistes français en présence se traduit par le soutien parallèle de la fondation à deux instituts indépendants de l'université : l'Institut scientifique de recherches économiques et sociales (ISRES) de Charles Rist, créé officiellement en décembre 1933 et doté d'emblée de 350 000 dollars pour une période de 7 ans (1933-1940)⁵ ; le Centre d'étude de politique étrangère (CEPE), créé en février 1935, auquel la fondation lui accordera 170 000 dollars jusqu'en 1940, couvrant la grande majorité de ses frais de fonctionnement⁶. Au total, si l'on additionne les subventions à ces trois grandes structures (CURS, ISRES, CEPE) et les sommes dépensées pour les *fellowships*, on peut estimer le total de la subvention Rockefeller à 700 000 dollars entre 1934 et 1940, soit 16,5 millions de francs⁷, alors que dans le même temps, la CNS aura accordé environ 11 millions de francs d'allocations de recherches aux sciences humaines⁸. Même si l'on

¹ Kittredge à Charléty, 7 février 1935 ; Bouglé à Charléty, 26 février 1935, CAC 20010498/111.

² Rapport concernant la première année d'activité du CURS, 30 octobre 1935, RF 1.1/500S/24/243.

³ Sophie Coeuré, « Les centres de documentation sociale, 1920-1940 », in Pascal Ory (dir.), *Albert Kahn (1860-1940), Réalité d'une utopie*, Boulogne, Musée Albert Kahn, 1995, p. 201-210.

⁴ Christophe Charle, « Enseignement supérieur et expansion internationale (1870-1930). Des instituts pour un nouvel empire ? », in Johan Heilbron, Rémi Lenoir & Gisèle Sapiro (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales*, Paris, Fayard, 2004, p. 335.

⁵ Ludovic Tournès, « L'institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales et les débuts de l'expertise économique en France (1933-1940) », *Genèses. Sciences sociales et histoire*, n° 65, décembre 2006, p. 49-70.

⁶ Rapport financier 1936-1937 (RF 1.1/500S/21/210), 1937-1938 (AN 61AJ/100), 1939-1940 (RF 1.1/500S/21/211).

⁷ Le dollar vaut 15,87 francs jusqu'à la dévaluation de 1936, puis 29,27 francs après cette date.

⁸ AN F17/17458, 17459 et 17465.

prend en compte les autres types d'aides données par la CNRS aux laboratoires (subventions aux publications, achat de matériel), il apparaît que le financement Rockefeller pour les sciences sociales au cours de la deuxième moitié des années trente est au moins équivalent, et très probablement supérieur, à celui du dispositif de recherche publique français. On ajoutera que, dans le budget d'au moins six des neuf organismes financés, l'argent Rockefeller représente entre un tiers et la totalité de leurs ressources financières. La subvention Rockefeller étant destinée uniquement aux activités de recherches, quasi-absentes des subventions ministérielles affectées aux salaires et aux frais de fonctionnement, la conclusion est claire : la grande majorité du travail scientifique de ces instituts n'aurait pu être réalisée sans les crédits américains.

2. Le modèle des sciences exactes

Si l'on se penche maintenant sur la production intellectuelle mise en œuvre dans cet ensemble d'instituts, une constatation s'impose : la structure franco-rockefellerienne occupe une place incontournable dans le paysage des sciences sociales de la décennie 1930. Du point de vue quantitatif d'abord : trois périodiques sont créés grâce à la subvention : *L'activité économique*, trimestriel publié par l'ISRES à partir de 1935 ; les *Annales Sociologiques* (1934), revue annuelle réalisée au CDS ; *Politique étrangère* (1936), trimestriel publié par le CEPE. Quant aux livres, si l'on additionne les travaux de tous les instituts, on arrive à un total d'au moins 80 ouvrages¹. Il faut également ajouter à ce total les articles publiés par les chercheurs des instituts dans d'autres revues que celles sus-mentionnées. Au-delà de l'aspect quantitatif, cette production possède une unité intellectuelle évidente, la plupart des recherches menées mettant en œuvre des méthodes de travail qui se veulent inspirées de celles des sciences exactes. Cela se traduit par le développement de la collecte de données sur le terrain et par une analyse fondée sur le quantitatif et l'utilisation intensive des statistiques.

Des recherches collectives

Chacune des trois structures financées par la Rockefeller a un projet scientifique distinct. Le Conseil Universitaire de la Recherche Sociale s'organise autour de quatre grandes thématiques, qui correspondent largement aux divisions disciplinaires et aux spécialités des instituts, mais offrent la possibilité de les dépasser : les questions sociales, l'étude des aires coloniales, les enquêtes juridiques et les travaux sur le folklore rural². Il en est de même pour l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales, dont l'activité s'organise en deux axes principaux : d'une part l'étude de la conjoncture économique française et internationale, d'autre part l'analyse

¹ On en trouvera les références de tous les travaux mentionnés dans les pages suivantes, ainsi qu'une analyse plus détaillée dans Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la construction... », *art. cit.*

² Rapports du CURS pour les années 1935 à 1939, 1.1/500/24/241, 242 et 243.

des conséquences de l'évolution de cette conjoncture sur les groupes sociaux. Quant au Centre d'Etude de Politique Etrangère, il crée entre 1935 et 1939 quatorze groupes d'études thématiques et géographiques portant sur les questions coloniales, l'Allemagne, les Etats-Unis, les pays de la Baltique ou encore l'aire pacifique. Dans chacune de ces trois structures sont mises en place des formes de réflexion collective qui prennent en particulier la forme du séminaire de discussion et surtout de l'enquête collective. L'Institut de Droit Comparé lance ainsi en 1934 sous la direction de Marc Ancel une recherche sur la condition juridique de la femme contemporaine, puis une enquête sur le régime juridique du chèque dans le monde. À l'Institut de Géographie sont réalisées entre 1935 et 1938 trois enquêtes : la première sur les étrangers dans l'agriculture française, la deuxième sur l'habitat rural et la troisième sur les structures agraires. La Commission des Recherches Collectives met également en œuvre avec les subsides américains trois enquêtes rurales, sur les usages de moisson et de fenaison et les feux traditionnels, l'évolution de la forge de village et l'alimentation populaire traditionnelle. Le Comité Français pour l'Etude Scientifique des Populations réalise de son côté une recherche sur la démographie des colonies françaises. Enfin, l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales lance au printemps 1935 une grande enquête sur le chômage¹, tandis que le Centre d'Etude de Politique Etrangère entreprend des travaux collectifs sur les pays arabes.

Pour les Américains comme pour Bouglé et Charléty, il est nécessaire d'assurer entre ces différentes recherches une « coordination intellectuelle² » afin traverser les frontières disciplinaires et de dépasser « la division traditionnelle en France entre faculté de droit et faculté des lettres ». Charléty et Bouglé, membres des conseils d'administration du CURS, de l'ISRES et du CEPE, s'attachent ainsi à établir des passerelles entre les trois structures : c'est Bouglé qui insiste auprès de ses collègues de l'ISRES pour que des enquêtes réunissant sociologues et économistes soit entreprises, suggérant l'idée de l'enquête sur le chômage ; c'est lui également qui suscite la réalisation d'un travail commun entre l'Institut Français de Damas et le Groupe d'études islamiques du CEPE en 1935 ; c'est enfin lui qui crée un groupe d'études sur les sciences sociales dont le rapport collectif publié en 1937³ rassemble, parmi les contributeurs, des membres du CDS, de l'ISRES et du CEPE. Au-delà de la coopération entre les différents instituts, cette coordination intellectuelle se manifeste par l'adoption d'une démarche épistémologique commune fondée sur la méthode inductive et expérimentale, autrement dit la mise en œuvre de travaux de terrain. Celles-ci font partie du cahier des charges présenté par Tracy Kittredge et concrétisent le projet rockefellerien de « casser [le] patron académique⁴ » de la tradition spéculative et d'établir un nouveau « moule » intellectuel dans les sciences sociales. Déjà bien installée dans les sciences sociales américaines, en particulier dans la sociologie⁵, cette posture empirique est relayée par les sociologues (en particulier Mauss et Bouglé), qui sont en position forte dans le dispositif franco-rockefellerien, dont trois des instituts les mieux dotés se situent dans l'orbite durkheimienne (Le Centre de Documentation

¹ Ludovic Tournès, « Le durkheimisme face à ses contradictions : L'enquête sur le chômage de l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales (1935-1937) », *Revue Française de Sociologie*, 47-3, juillet-septembre 2006, p. 537-559.

² Paul Vaucher, *Le conseil universitaire de la recherche sociale*, n.d. (1937), AN 61AJ/100, ainsi que la citation suivante.

³ CEPE, *Les sciences sociales en France. Enseignement et recherche*, Paris, Hartmann, 1937.

⁴ A brief summary of the conference of trustees and officers at Princeton, octobre 1930, RF 3/900/22/166, ainsi que la citation suivante.

⁵ Jean-Michel Chapoulie, *La tradition sociologique de Chicago (1892-1961)*, Paris, Le Seuil, 2001, p. 146 sq.

Sociale, l'Institut d'Ethnologie, l'Institut Français de Damas). Ces méthodes ne sont pas pour autant une création américaine : les sociologues leplaysiens¹ ou les géographes², pour ne citer qu'eux, pratiquent l'enquête de terrain depuis longtemps. Mais celle-ci reste marginale jusqu'aux années trente, et le dispositif franco-rockefellerien va largement contribuer à la promouvoir au rang d'outil essentiel d'un travail scientifique sur les faits sociaux, concurremment avec d'autres structures telles que la Commission des Recherches collectives où elles se développent. La montée en puissance de cette approche empirique et quantitative est l'un des symptômes les plus importants de la cristallisation d'une collectivité des sciences sociales marquée par une volonté commune de rompre avec l'étude purement livresque des faits sociaux.

Les nouveaux territoires des sciences sociales

Dans le cadre de ces recherches, les instituts financés vont contribuer à renouveler à la fois les méthodes de travail mais aussi les thématiques de recherches en sciences sociales.

C'est le cas au Centre de Documentation Sociale, dont les crédits américains servent d'abord à financer jusqu'en 1939 deux postes d'assistants, attribués à des normaliens agrégés de philosophie choisis par Bouglé. Le premier poste est celui de secrétaire administratif du CDS : de 1932 à 1934, il est assuré par Philippe Schwob, ancien *fellow* tout juste revenu des États-Unis où il a effectué un séjour de deux ans pour travailler à sa thèse d'économie sur les *Investment Trusts*. En 1934, c'est Raymond Aron qui lui succède jusqu'en 1939 : parti en 1930 en Allemagne où il est resté trois ans, il a ensuite été professeur au lycée du Havre avant d'intégrer le CDS, où il va disposer du temps nécessaire pour mener les recherches qui déboucheront sur sa thèse de doctorat soutenue en 1938. Il faut signaler toutefois qu'Aron est peu féru de méthode quantitative, à laquelle il préfère l'analyse qualitative, et ne s'inscrit que marginalement dans le processus d'affirmation du paradigme expérimental dans les sciences sociales : de ce point de vue, il fait plutôt figure d'exception parmi les bénéficiaires des financements Rockefeller. Le deuxième poste d'assistant financé par les fonds Rockefeller est celui de répétiteur-agrégé pour les élèves normaliens. De 1932 à 1935, il est occupé par Georges Friedmann : venu à la sociologie par le marxisme³, celui-ci engage pendant ses trois années au CDS une réflexion sur le machinisme consécutive à des séjours effectués en URSS en 1932 et 1933, même si le travail de terrain mené par Friedmann est sans doute assez superficiel, le jeune sociologue n'ayant vu de la réalité soviétique que ce que l'*Intourist* a bien voulu lui montrer⁴. De 1935 à 1938, son successeur au CDS est Raymond Polin, qui a réalisé en 1934 un travail sur les coopératives en Tchécoslovaquie fondé sur les statistiques de l'administration tchécoslovaque collectées lors d'un séjour sur place. Outre ces deux postes d'assistants, la fondation accorde à Bouglé une *fellowship* pour Robert Marjolin, membre du CDS

¹ Antoine Savoye, *Les débuts de la sociologie empirique : études socio-historiques, 1830-1930*, Paris, Klincksieck, 1994.

² Marie-Claire Robic, « Interroger le paysage ? L'enquête de terrain. Sa signification dans la géographie humaine moderne (1900-1950) », Claude Blanckaert (dir.), *Le terrain des sciences humaines (XVIIIe-XXe siècle)*, Paris, L'Harmattan, 1996, p. 357-388.

³ Daniel Lindenberg, « Georges Friedmann et la Revue Marxiste », in Pierre Grémion et Françoise Piotet (dir.), *Georges Friedmann, un sociologue dans le siècle (1902-1977)*, Paris, CNRS éditions, 2004, p. 18.

⁴ Je remercie François Vatin d'avoir attiré mon attention sur ce point.

non normalien, qui part en 1932 pour un an à l'université de Yale. Ce jeune autodidacte qui se destinait à la philosophie arrive en plein début du New Deal, à l'étude duquel il consacrera une partie importante de son séjour et à l'issue duquel il publiera un ouvrage sur la question. Une autre partie de la subvention Rockefeller est utilisée pour des aides ponctuelles à des membres du CDS : Entre 1935 et 1937, ce sont près d'une vingtaine de jeunes chercheurs, pas toujours issus de l'ENS, qui en bénéficieront. Enfin, le reste de la subvention sert acheter des livres, à financer les publications des ouvrages et à publier les *Annales sociologiques*.

La recherche empirique est également à l'ordre du jour des travaux menés sur les pays colonisés par l'Institut Français de Damas. Là encore, de telles recherches existent avant l'arrivée de la subvention Rockefeller, mais elle va leur donner une impulsion décisive. Le Commandant Robert Montagne, en poste au Maroc depuis 1918, a ainsi réalisé dans la deuxième moitié des années vingt une thèse de doctorat sur l'impact de la colonisation sur les berbères à partir d'enquêtes ethnographiques menées dans les villages de l'Atlas marocain. Sa promotion à la tête de l'Institut français de Damas et l'importance du financement Rockefeller lui permettent de donner corps à un ambitieux projet d'étude en collaboration avec le groupe d'études islamique du Centre d'Etude de Politique Etrangère, portant sur les transformations des sociétés colonisées, dont il trace le plan dans un article programmatique publié dans les *Annales sociologiques* en 1935, et dont la méthode repose sur « l'observation méthodique des faits », l'établissement de « fiches¹ » et le dépouillement de la presse arabe. Ce programme se concrétise par des études collectives sur plusieurs pays arabes, et des ouvrages issus de colloques tenus à Paris en 1936, 1937 et 1938.

Le travail de terrain est également en plein développement à l'Institut d'Ethnologie. Si Mauss lui-même n'a jamais mené de recherches de terrain, il encourage dès la fin des années vingt ses élèves à en faire. Dès 1928, l'Institut patronne des missions, en particulier celle de Marcel Griaule en Abyssinie, au cours de laquelle il met en œuvre la technique de l'observation directe. En 1931-1933, 20% au moins du budget de la mission Dakar-Djibouti de Griaule vient de la subvention Rockefeller : cette enquête, qui « inaugure officiellement l'ère des grandes enquêtes de terrain de l'ethnologie française² » et marque une étape importante dans la professionnalisation de l'ethnologie, relève également d'une logique quantitativiste : si elle n'utilise pas l'outil statistique, son résultat le plus visible est la « collection de 3 500 objets pour le musée d'ethnographie du Trocadéro, 6 000 photographies, 3 500 mètres de film, 200 enregistrements sonores³ ». La même logique fondée sur la collecte de faits ethnologiques est à l'œuvre dans les autres enquêtes de l'Institut d'Ethnologie, dont trois au moins sont financées partiellement par les crédits Rockefeller, notamment sous la forme de *fellowships* accordées à des élèves de Mauss en compensation de son éviction de janvier 1931 : la première pour Georges Devereux sur les peuples Moï d'Indochine en 1932-1934 ; la deuxième pour Charles Le Cœur, parti en 1933 pour le Tibesti tchadien enquêter sur les populations locales ; la troisième pour Denise Paulme en 1935, au cours de laquelle elle accompagne Marcel Griaule en pays Dogon puis réalise sa propre enquête qui donnera lieu à sa thèse de doctorat.

Si le développement de la recherche empirique contribue au renouvellement méthodologique de disciplines existantes, il permet aussi l'affirmation de nouvelles

¹ Robert Montagne, « L'évolution moderne des pays arabes », *Annales sociologiques*, Série A, fascicule 2, 1935, p. 66.

² Jean Jamin, « Objets trouvés des paradis perdus, à propos de la mission Dakar-Djibouti », in Jacques Hainard et Roland Kaehr (ed), *Collections passions*, Neufchatel, Musée d'ethnographie, 1982, p. 69.

³ Marce Griaule, « Les résultats de la mission Dakar-Djibouti », *Aethiopica*, n°1, avril 1933.

spécialités. On peut en voir une illustration avec les enquêtes sur les pratiques religieuses, qui vont contribuer à dilater le territoire de la sociologie religieuse jusque-là consacré essentiellement à l'étude des religions primitives, et ce, grâce à l'apport des recherches menées par le juriste Gabriel Le Bras : amorcées depuis 1931, ses travaux sont aidés à partir de 1935 par le Conseil Universitaire de la Recherche Sociale, font l'objet de nombreux articles dans la *Revue d'histoire de l'église de France* et donneront lieu à un ouvrage synthèse en 1942. On peut faire la même remarque pour les études de folklore, dont relèvent les trois enquêtes de la Commission des Recherches Collectives coordonnées par André Varagnac, ancien élève de Mauss et fondateur en 1928 la Société du Folklore Français. Ces enquêtes collectives et quantitatives lui permettent d'affirmer que le folklore, qu'il considère comme une « branche de la sociologie descriptive », devient une « discipline vraiment scientifique » faisant appel à la statistique et maniant « la critique des témoignages¹ ». Cette volonté de constituer un champ disciplinaire à part entière est officialisée en juin-juillet 1937 avec la tenue à Paris du premier congrès international de folklore.

Les travaux menés par l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales témoignent du même processus d'affirmation intellectuelle, mais à l'échelle cette fois-ci d'une discipline entière : l'économie. Alors que celle-ci n'a encore aucune existence institutionnelle puisqu'elle n'est qu'une branche du droit, l'affirmation d'une posture épistémologique est une étape importante dans son émancipation intellectuelle. L'objectif de l'ISRES est de « faire progresser l'emploi des méthodes scientifiques dans l'étude des phénomènes économiques et sociaux (prix, salaires, crises...) en soumettant ces phénomènes à une observation et à une élaboration scientifique² » et en adoptant une méthode de travail identique à celle d'une « recherche de laboratoire³ ». Dans cette perspective, l'ensemble de ses travaux reposent sur la collecte empirique de données et leur traitement statistique, depuis la *Chronologie économique internationale* publiée chaque année à partir de 1934, jusqu'à l'enquête sur le chômage en passant par les nombreuses analyses parues dans *L'Activité économique*. L'histoire de l'ISRES est, à bien des égards, celle de la construction d'un territoire intellectuel qui participe à l'émancipation de l'économie par rapport au droit et à la sociologie durkheimienne. L'influence de celle-ci est en effet patente dans les premiers travaux de l'institut, non seulement parce que le cadre intellectuel de l'enquête sur le chômage, initiée par Bouglé, est principalement conçu par les durkheimiens Maurice Halbwachs et François Simiand, mais aussi parce qu'à partir de 1934, Robert Marjolin et Philippe Schwob passent du CDS à l'ISRES, où ils deviennent attachés de recherches à plein temps jusqu'en 1939 et dont il constitueront les chevilles ouvrières. L'évolution intellectuelle de Marjolin est à cet égard significative : jusqu'en 1936, il reconnaît la pensée d'Emile Durkheim comme un cadre intellectuel de référence et rédige de nombreux compte rendus de sociologie générale pour les *Annales sociologiques*. En 1934, il entreprend une thèse d'économie dans le sillage de François Simiand, mais se démarque progressivement de lui, un éloignement qui devient rapidement critique radicale, la dernière partie de sa thèse soutenue en 1941 étant consacrée à la mise en pièce des thèses de Simiand sur la rationalité du mouvement des prix. Cette évolution individuelle reflète celle des travaux de l'ISRES dans leur ensemble, en particulier l'enquête sur le chômage, dont le cadre de référence, initialement durkheimien, est méthodiquement déconstruit quelques années plus tard par les conclusions de l'enquête qui, en

¹ Georges-Henri Rivière et André Varagnac, « Le premier congrès international de folklore », *Annales d'histoire économiques et sociales*, mars 1937, p. 195.

² Statuts adoptés le 11 décembre 1933, RF 1.1/500S/21/220.

³ ISRES, Rapport sur l'exercice 1937-1938, BnF.

reconnaissant le paradigme de *l'homo oeconomicus* comme un cadre de référence, témoignent clairement d'une rupture intellectuelle avec la sociologie économique durkheimienne.

Les relations internationales illustrent enfin le cas d'une discipline en gestation, dans laquelle le paradigme de la recherche expérimentale joue un rôle unificateur. Tout comme l'ISRES, l'objectif du CEPE est de développer la recherche dans le domaine des relations internationales en mettant en œuvre une « méthode scientifique et [un] appel à l'expérience concrète¹ ». Dans cette discipline en construction, sans aucune attache institutionnelle, et regroupant des chercheurs venus de tous horizons (économistes, géographes, ethnologues, historiens, juristes), la collecte de matériaux de première main et leur traitement quantitatif sous forme statistique sont à la fois une garantie de scientificité, un ferment d'unité intellectuelle et la condition indispensable pour que s'établisse un dialogue entre universitaires et hommes de terrain (diplomates, administrateurs, hommes d'affaires...). Travail de terrain et statistiques constituent donc le sous-bassement de tous les travaux du CEPE, que ce soit la *Chronologie politique internationale* publiée à partir de 1934, mais aussi les travaux consacrés aux questions économiques, notamment coloniales, ou encore les nombreux travaux consacrés à l'Allemagne nazie.

3. l'analyse des problèmes actuels

Les nombreux travaux menés par les instituts du dispositif franco-rockefellerien ont un autre point commun : la plupart s'attachent à l'analyse des problèmes actuels. L'entre-deux-guerres est de ce point de vue une période qui voit monter en puissance l'expertise d'un monde contemporain devenu de plus en plus complexe et où le point de vue des spécialistes devient primordial pour en comprendre les enjeux. Les instituts financés par la fondation Rockefeller sont en pointe dans ce processus, réalisant des travaux dans de nombreux domaines dont on donnera ici trois exemples : l'analyse des problèmes économiques, la question coloniale et la montée du nazisme en Allemagne.

La conjoncture économique : la dévaluation de 1936

L'étude de la conjoncture économique française et internationale est au centre des travaux de l'ISRES, dont les résultats sont publiés, entre autres, dans *l'Activité Economique*. Ils témoignent de la montée en puissance de l'expertise économique au cours de l'entre-deux-guerres, mais aussi de sa difficulté à établir des liens avec les décideurs politiques avant 1939, comme le montre le cas des études menées par l'Institut sur la dévaluation du franc². Dans de nombreux pays industrialisés, la dévaluation de la monnaie a été l'une des réponses apportées à la dépression issue de la crise de 1929, ainsi en Grande Bretagne (1931), aux États-Unis (1933) et en Belgique (1935). En France, la question de la dévaluation commence à se poser à partir de 1934, mais jusqu'à la fin 1935, la majorité de la classe politique y sera hostile ; et si, à partir

¹ CEPE, Rapport 1935-1936.

² Pour une présentation plus précise de cet épisode, voir Ludovic Tournès, « L'Institut Scientifique... », *art. cit.*

du printemps 1936, l'ensemble des responsables politiques et économiques se convertissent progressivement à cette éventualité, la question reste taboue jusqu'au dernier moment en raison de l'attachement de l'opinion publique à ce symbole de la puissance hexagonale que constitue le Franc germinal.

L'ISRES participe à ce débat en livrant ses analyses appuyées sur des recherches de première main. À cet effet, Philippe Schwob se rend au printemps 1935 dans les pays scandinaves pour étudier les conditions de la reprise économique qui vient de s'y manifester. À l'automne, il va également en Belgique, dont la monnaie a été dévaluée au mois de mars. Le résultat de son enquête est publié dans *L'activité économique* de janvier 1936, Schwob concluant que la dévaluation belge était « inévitable », tout en notant avec prudence qu'« il est absolument illégitime de passer arbitrairement les frontières et de conclure de la Belgique à la France ». De son côté, Charles Rist, directeur de l'Institut, est souvent invité à livrer ses analyses par voie de presse ou dans des conférences. Rallié à titre personnel à l'idée de la dévaluation au printemps 1935, il ne se prononcera pas publiquement avant juin 1936, mais toutes ses interventions au cours de l'année 1935 mettent l'accent sur l'imbrication des conjonctures française et internationale, montrant par là que le mythe d'un Bloc-Or garant de la stabilité française est en train de s'effondrer, même si Rist lui-même peine à briser ce tabou qui imprègne sa propre culture économique. Il faut attendre le 4 juin 1936, après les élections législatives, pour qu'il prenne officiellement position dans une tribune publiée dans *Le Petit parisien*, qui, avec un tirage de 1,5 million d'exemplaires, est alors avec *Paris-soir* le quotidien le plus lu de France.

Quant à Robert Marjolin, militant à la SFIO depuis 1929, son livre *Les expériences Roosevelt* publié en 1934 à l'issue de son premier séjour aux États-Unis a attiré l'attention de Léon Blum qui lui ouvre au printemps 1934 les colonnes du *Populaire* pour y tenir une rubrique hebdomadaire consacrée aux problèmes économiques - une première dans le quotidien du parti. Le jeune spécialiste de 23 ans y impose d'emblée la démarche caractéristique des chercheurs de l'ISRES : le caractère précis des démonstrations, appuyées sur des données chiffrées ou des graphiques, tranche en effet avec l'impressionnisme idéologique des papiers jusqu'alors publiés par le journal. La création de cette rubrique témoigne de la présence croissante des questions économiques dans les débats politiques. En février 1934, Paul Reynaud a évoqué pour la première fois à la Chambre des députés l'éventualité d'une dévaluation, et au cours des mois suivants, cette question occupe une place croissante. Dans le *Populaire*, Blum consacre une grande partie de ses éditoriaux de 1934 aux questions économiques qu'il maîtrise mal, et la création d'une rubrique spécialisée confiée à Marjolin correspond à sa volonté d'étayer ses prises de positions de première page par des analyses que seul un véritable économiste peut mener. Avec la création de cette rubrique, c'est le paradigme de l'expertise économique scientifique qui prend pied dans un grand quotidien politique.

Dès ses premières chroniques, Marjolin fustige l'immobilisme des gouvernements successifs, prisonniers de la croyance, largement partagée de gauche à droite de l'échiquier politique (y compris à la SFIO), selon laquelle les lois naturelles de l'économie ne doivent pas être perturbées par une intervention volontariste. Analysant la situation des pays voisins, Marjolin note que la plupart ont abandonné la doctrine du « laissez-faire » et ont multiplié les initiatives pour sortir de la crise. Jusqu'à l'été 1934, Marjolin est cependant opposé à la dévaluation, considérant qu'elle aggravera la situation des travailleurs. C'est également la conclusion que tire Léon Blum à l'issue d'une longue série d'éditoriaux sur ce sujet en septembre 1934. Le changement de cap de Marjolin date du printemps 1935 : en mars, il constate que le Bloc-Or n'est plus

qu'une fiction, que la politique de déflation a fait faillite et que la position économique de la France devient intenable, envisageant ouvertement le 24 mars la possibilité d'une dévaluation. En mai, il note que si la dévaluation ne constituerait pas le remède principal à la crise française, elle permettrait de commencer à assainir les finances du pays. Cet avis est partagé par Blum, qui a lui aussi évolué depuis septembre 1934 : dans ses éditoriaux des 5 et 7 avril, il constate que le succès de l'expérience belge, s'il était avéré, rendrait inévitable la dévaluation en France. Autrement dit, Blum est convaincu dès le printemps 1935 de la nécessité économique d'une dévaluation. Cette évolution concomitante est sans doute pour partie le fruit de la proximité qui s'établit entre Blum et Marjolin à partir de 1934, les deux hommes s'entretenant chaque semaine de questions économiques, sans qu'il soit possible de déterminer avec précision qui a influencé l'autre. Il reste que leur unité de vue est confirmée par la promotion de Marjolin au rang de Chargé de mission auprès du nouveau Président du Conseil après les élections de mai 1936 ; la nomination du jeune expert à cette fonction nouvelle est un signe, encore bien modeste, de l'intérêt croissant porté, au plus haut niveau de l'Etat, à l'analyse des questions économiques.

A ce moment là, les voix en faveur de la dévaluation deviennent de plus en plus nombreuses. De son côté, l'ISRES a mené entre février et mai une enquête comparative entre les prix français et étrangers¹, dont la conclusion est sans appel : si la Suisse est le pays d'Europe le plus cher, la France vient juste derrière, notamment pour les prix agricoles, dont le niveau très élevé est souligné, en particulier par rapport à l'Angleterre et la Belgique, qui ont dévalué leurs monnaies. Si le mot « dévaluation » n'est jamais écrit, c'est bien celle-ci qui est évoquée lorsque l'auteur du rapport brandit la menace de l'isolement économique si rien n'est fait pour remédier à la situation. Le manuscrit de l'enquête n'est pas encore publié au moment où se déroulent les élections législatives, mais les conclusions en sont certainement connues immédiatement dans les cercles spécialisés.

Malgré ces appels répétés, Blum renonce à dévaluer au mois de juin pour enrayer la fuite des capitaux et préserver l'unité de sa majorité (les communistes étant opposés à toute dévaluation). Marjolin, qui vient d'entrer à son cabinet, s'exprime alors ouvertement dans *L'activité économique* de juillet, considérant qu'une « dévaluation remettrait l'économie française en équilibre avec l'économie mondiale et surtout avec le marché mondial des capitaux ». Au même moment, il note dans *L'Europe nouvelle* que le refus de dévaluer a été dicté par « des considérations d'ordre politique plus qu'économique ». L'aboutissement de l'épisode est connu : le gouvernement dévalue en septembre à la suite d'un accord tripartite avec la Grande Bretagne et les Etats-Unis. Mais cette décision qui intervient tardivement, a été prise avant tout sous la pression internationale, et sa principale conséquence est de faire prendre conscience à l'opinion publique que la France n'a plus la maîtrise de sa politique économique.

En définitive, il faut se demander quel a été le rôle des experts économistes dans cet épisode. Il n'est pas douteux que les chercheurs de l'ISRES ont nourri le débat, par la précisions de leurs analyses et le nombre de leurs prises de positions ; il n'est pas douteux qu'ils ont aussi contribué à le diffuser au-delà des cercles spécialisés. Mais ces analyses ne semblent guère avoir eu d'impact sur le pouvoir politique, et ce, pour deux raisons. La première est que les gouvernants des années trente, s'ils ne sont pas forcément ignorants en matière économique, comme cela a souvent été écrit, ne sont probablement pas culturellement préparés à dialoguer avec les experts et à élaborer leurs décisions en collaboration avec eux. Sur ce point, l'expérience de Marjolin est

¹ ISRES, *Ecart de prix France-Etranger*, Paris, 1937.

emblématique, car après avoir milité pour la dévaluation, il critiquera avec virulence la loi de 40 heures et finira par quitter le cabinet de Blum au printemps 1938. La deuxième raison de l'impact limité des analyses de l'ISRES tient à la méthode employée : l'empirisme statistique, en raison de la quantité des données à traiter, est long à mettre en œuvre, et desservi par son caractère encyclopédique ; ces enquêtes sont des travaux universitaires plutôt que des instruments de travail destinés aux gouvernants pressés par l'urgence de la décision. Ainsi le manuscrit de l'enquête comparative sur les prix français et étrangers est-il remis à l'imprimeur en septembre 1936 ; à sa publication au début 1937, six mois après la dévaluation, l'ouvrage est obsolète. Il en sera de même de la grande enquête sur le chômage, entreprise au printemps 1935, dont les trois volumes ne seront publiés respectivement qu'en 1938, 1942 et 1949.

La sociologie coloniale : réformer l'empire pour le garder

Les problèmes coloniaux constituent un aspect important des travaux du dispositif franco-rockefellerien, en particulier à travers les études menées par l'Institut d'Ethnologie, l'Institut Français de Damas et le Centre d'Etude de Politique Etrangère. Dans le programme du Conseil Universitaire de la Recherche Sociale, la rubrique « ethnologie et colonisation » tient une place importante, et a pour objectif d'étudier les « populations primitives », mais aussi « l'influence de la civilisation sur le genre de vie des peuples colonisés, ainsi que les « problèmes de l'assimilation et de l'association¹ ». Ce programme illustre bien le visage qu'a revêtu le « colonialisme de gauche² » dont l'objectif était de former des administrateurs pour l'empire tout en mettant en valeur la mission civilisatrice de la France et en élaborant « une politique indigène conforme aux principes républicains ». Les analyses développées par les instituts possèdent en effet deux caractéristiques principales : elles se présentent comme des études scientifiques appuyées sur un travail de terrain et une collecte de faits ; leur horizon intellectuel est celui du maintien de l'empire colonial. Elles ne sont que l'avatar d'un rameau aujourd'hui oublié des sciences sociales : la sociologie coloniale, dont les premières manifestations sont apparues vers 1900, et qui connaît une seconde vie au cours de l'entre-deux-guerres alors que se développe une propagande coloniale visant à resserrer les liens entre les Français et leur empire, mais aussi à mieux associer les indigènes pour contrecarrer les velléités indépendantistes qui commencent à se manifester³. Elle est guidée par l'idée qu'il faut bien connaître pour mieux administrer, et qu'une connaissance scientifique permettra de réformer l'empire pour le garder. C'est dans cette perspective que se placent les travaux du Conseil Universitaire de la Recherche Sociale, qui s'orientent dans deux grandes directions : l'étude ethnographique des populations « primitives » et de leurs contacts avec le monde occidental ; l'étude du monde arabe contemporain.

La première direction est illustrée par les travaux de Robert Montagne⁴, l'actif directeur de l'Institut Français de Damas. Dans son article publié dans les *Annales Sociologiques* en 1935, il trace un vaste programme d'études destiné à observer « la

¹ Conseil Universitaire de la Recherche Sociale, programme des travaux en cours, 26 février 1935, RF 1.1/500/24/241.

² Emmanuelle Sibeud, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*, Paris, éditions de l'EHESS, p. 266, ainsi que la citation suivante.

³ Jacques Thobie, Gilbert Meynier, Catherine Coquery-Vidrovitch, Charles-Robert Ageron, *Histoire de la France coloniale*, tome II, 1914-1990, Paris, Armand Colin, 1990, chapitres 7 et 9.

⁴ François Pouillon & Daniel Rive, *La sociologie musulmane de Robert Montagne*, Paris, Maisonneuve & Larose, 2000.

transformation des sociétés orientales mises en contact avec l'Occident¹ » par le biais de la colonisation, qui vient « frapper, au début du XX^e siècle, avec une violence sans cesse plus grande² » les pays musulmans. Au cours des années trente, il va mener avec ses collaborateurs de nombreux travaux, largement financés par le Conseil Universitaire de la Recherche Sociale jusqu'en 1939, notamment sous forme de subventions à des missions sur le terrain de Montagne et de ses collaborateurs, en particulier Albert de Boucheman et Jacques Weulersse. Elles seront publiées sous formes de livres, mais aussi d'articles, en particulier dans *Politique Etrangère*, la revue du CEPE, où Montagne publie neuf papiers entre 1936 et 1940.

L'étude réalisée par le capitaine Albert de Boucheman sur la petite ville caravanière de Suhné est caractéristique des travaux de la sociologie coloniale de cette époque. Le militaire-ethnologue y analyse le passage du nomadisme au sédentarisme et l'influence de l'urbanisation sur les petites bourgades, en bref, « le bouleversement économique et social qui ruine le désert³ ». En bon durkheimien, Boucheman réalise une étude sociale totale, décrivant minutieusement l'architecture de la ville, la vie sociale et religieuse, les relations économiques, le tout accompagné de photos qui témoignent du choc de ces populations avec la modernité et de la « décadence générale de ces petites bourgades marchandes [qui expliquent] la xénophobie et le fanatisme auxquels se sont heurtés tant de voyageurs : ce sont les formes locales du protectionnisme économique auxquels recourent en Europe ou en Amérique les pays qui redeviennent pauvres⁴ ». Boucheman précise cette argumentation dans un article écrit en 1937 dans *Politique Etrangère* et consacré à la question du pétrole dans le Moyen Orient : étant donné l'explosion de la production de pétrole, cette région va devenir un enjeu stratégique mondial entre les grandes puissances, qui se traduira, sur le plan local, par une destabilisation croissante d'un monde passé sans transition de la « vie patriarcale » au « développement industriel⁵ ».

Les travaux réalisés par Charles Le Cœur (1901-1944) dans le cadre de l'Institut d'Ethnologie relèvent de la même méthode et de la même logique. Normalien, agrégé d'histoire et géographie, Le Cœur est nommé à sa sortie de l'ENS professeur au collège musulman de Rabat. En 1932, il obtient par l'intermédiaire de Mauss une *fellowship* de la Rockefeller pour étudier les populations du Tibesti tchadien, où il se rend en 1933-1934. Il en tire un ouvrage publié en 1939, où la passion du pays et l'analyse sociologique rigoureuse des populations vont de pair avec une croyance dans les vertus civilisatrices de l'administration coloniale. Admirateur de Lyautey, Le Cœur vient apporter sa pierre à la légende dorée du grand homme qui s'est développée au cours de l'entre-deux-guerres à travers des dizaines de publications⁶. Le Cœur résume clairement la philosophie la sociologie coloniale : « il n'y a pas de solution de continuité entre la science et l'action. [...] Le sociologue doit être curieux de chacun ; l'homme d'Etat doit les aimer tous⁷ ». Elle trouve son illustration parfaite dans le chapitre « De la sociologie objective à l'administration paternelle », où Le Cœur analyse de minutieusement les mœurs et la société de la ville d'Azemmour, et s'appuie sur cette analyse pour proposer

¹ Robert Montagn, « L'évolution... », *art cit.*, p. 31.

² *Id.*, p. 48.

³ Albert de Boucheman, *Une petite cité caravanière : Suhné*, Documents d'études orientales, tome VI, Institut français de Damas, 1937, p. 8.

⁴ *Id.*, p. 121.

⁵ Albert de Boucheman, « La politique du pétrole dans le Proche-Orient », *Politique étrangère*, août 1937, p. 358.

⁶ Thobie, Meynier, Coquery-Vidrovitch & Ageron, *op. cit.*, tome II, p. 164-167.

⁷ Charles Le Cœur, *Le rite et l'outil. Essai sur le rationalisme social et la pluralité des civilisations*, Paris, Alcan, 1939, p. 180.

des réformes à l'administration coloniale. Cette foi dans l'empire se maintiendra jusqu'à sa mort au combat en Italie en juillet 1944, comme en témoignent les dernières lettres qu'il envoie à sa femme, dans lesquelles il évoque son projet de création d'une école de pédagogie coloniale¹.

Le deuxième grand axe de travail des travaux de sociologie coloniale financées par la Rockefeller concerne l'étude du monde arabe contemporain. Il se traduit par une collaboration entre l'Institut Français de Damas et le groupe d'études islamiques du Centre d'Etude de Politique Etrangère dont la principale concrétisation est la tenue à Paris de colloques en 1936, 1937 et 1938, qui réunissent universitaires, enseignants, administrateurs coloniaux et militaires. Lors du premier, en juillet 1936, Pierre Viénot, Sous-secrétaire d'Etat aux affaires étrangères chargé des affaires musulmanes nommé par le Front Populaire, a fait le déplacement. Au cours de ces conférences seront balayés de nombreux thèmes d'actualité, tels que « les réactions d'aversion² » provoquées par l'influence de l'Occident dans les pays arabes, « les sentiments nationaux dont on observe partout le développement³ », mais aussi l'évolution de la jeunesse, les langues, des coutumes, la famille, le rôle des femmes, etc. Robert Montagne note lors de l'édition de 1937 que « l'Europe n'a plus seule le privilège de connaître les bouleversements politiques, les modifications brusques des forces nationales ; en Orient, d'autres craquements se font entendre, des dislocations se préparent, des puissances nouvelles s'affirment⁴ ». En bref, l'évolution de ces régions est très rapide, et la métropole, concentrée sur les problèmes géopolitiques européens, ne doit pas négliger cette partie du monde.

La finalité de toutes ces études est claire : il faut être attentif aux évolutions de l'empire pour pouvoir le réformer pendant qu'il en est encore temps. Partisan du maintien de l'empire (il le restera jusqu'à sa mort en 1954), Montagne n'en est pas moins conscient de la nécessité du changement. Dans un article de 1937, il commente le projet Blum-Viollette présenté au parlement au mois de janvier, projet consistant à ajouter 20 à 25 000 personnes au corps électoral algérien. Montagne commence son analyse en constatant que « l'Algérie ne peut plus s'en tenir au *statu quo*. Son état appelle des réformes et celles-ci doivent être, sans doute, prudentes et sages ; mais elles doivent être efficaces et prévenir la dislocation d'une construction centenaire⁵ ». C'est pourquoi il critique un projet qui lui paraît trop timide : « Peut-on croire sérieusement qu'en conférant le droit de suffrage dans le corps électoral français à 20 000 musulmans, fidèles à leur statut, on redonnera à l'Algérie l'équilibre qu'elle a perdu ? [...] Peut-être convient-il [...] d'envisager la création d'une assemblée plus vivante et plus efficace ». Une bonne partie des Français d'Algérie et de la classe politique métropolitaine ne partage pas ce point de vue et pense qu'au contraire, le projet Blum-Viollette va trop loin : de fait, il ne sera même pas examiné par le parlement et sombrera rapidement dans l'oubli. Pendant ce temps, Montagne continue jusqu'à la veille de la

¹ Cité dans Jean-François Sirinelli, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, Fayard, 1988, p. 379.

² *Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe*, vol. 1, Paris, Centre d'Etude de Politique Etrangère, 1936, p. 133.

³ *Id.*, p. 12.

⁴ *Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe*, vol. 3, Paris, Centre d'études de politique étrangère, 1938, p. 7.

⁵ Robert Montagne, « La fermentation des partis politiques en Algérie », *Politique étrangère*, avril 1937, p. 144-147, ainsi que la citation suivante.

guerre à plaider pour que la France fasse en sorte de continuer à pouvoir s'appuyer sur un empire qui constitue l'un des facteurs de sa puissance¹.

C'est également à un plaidoyer en faveur de l'empire qu'aboutissent la plupart des travaux sur les questions coloniales menées dans le cadre du Centre d'Etude de Politique Etrangère, qui ne se rattachent pas *stricto sensu* à la sociologie coloniale, mais s'inscrivent dans la même optique. Ainsi ceux de Gilbert Maroger : cet ancien élève de l'Ecole Libre des Sciences Politiques a obtenu une *fellowship* de la Rockefeller en 1936 pour étudier l'approvisionnement des pays européens en matières premières et en tire un ouvrage publié sous les auspices CEPE², puis une thèse de doctorat dans laquelle il insiste sur l'importance des questions coloniales et le fait que « la domination des terres d'outre-mer sera vraisemblablement, demain, l'enjeu d'« épreuves de force³ » entre les puissances en raison des ressources économiques qu'elles contiennent. Il est donc plus que jamais nécessaires pour la France de « penser à sa destinée impériale » qui lui permettra de maintenir son rang international. Quant à Charles Roquebain, dans une étude sur l'Indochine, il insiste sur les effets bénéfiques de la colonisation pour le pays : « quels que soient les destins de l'Indochine, l'installation de la France sur son sol aura été une étape décisive de son histoire [...]. Par l'œuvre française, le niveau de vie moyen de l'indigène a monté depuis 50 ans⁴ ». C'est également la conclusion tirée par Henri Labouret au terme d'une étude sur le Cameroun, ancienne colonie allemande sous mandat français depuis 1918, et qui a été dirigée depuis cette date par des fonctionnaire soucieux d'administrer le territoire « en bons pères de famille », laissant des finances saines, une organisation économique correcte et un niveau de vie en hausse, en bref « une œuvre nouvelle qui comptera dans l'avenir du pays⁵ ».

L'Allemagne nazie

Avec les questions coloniales, l'Allemagne nazie est l'autre sujet de préoccupation principal des chercheurs du Centre d'Etude de Politique Etrangère. Dès 1935 y a été créé un groupe d'études germaniques qui publie pas moins de 6 ouvrages entre 1936 et 1939, tandis que, dans le même temps, 23 articles de *Politique Etrangère* sont consacrés à l'Allemagne. Les études portent sur tous les aspects du régime nazi, et si elles témoignent parfois d'une certaine fascination pour ses réalisations, leurs analyses précises et argumentées les conduisent dans tous les cas à mettre l'accent sur les dangers qu'il fait courir aux pays voisins.

C'est le cas des analyses du juriste René Capitant, professeur à la faculté de droit de Strasbourg, qui a obtenu en 1933 une *fellowship* rockefellerienne pour étudier en Allemagne les problèmes relatifs à la constitution du régime de Weimar ; s'il quitte rapidement le groupe d'études germaniques, il publiera de nombreux articles sur le nazisme au cours des années suivantes⁶. De son côté, un autre membre du groupe,

¹ Robert Montagne, *La politique islamique de la France*, Paris, Centre d'études de politique étrangère, 1939.

² Gilbert Maroger, *La question des matières premières et les revendications coloniales. Examen des solutions proposées*, Paris, Hartmann, 1937.

³ Id., *L'Europe et la question coloniale. Revendications coloniales allemandes. Aspirations coloniales polonaises*, Paris, Sirey, 1938, ix-x, ainsi que la citation suivante.

⁴ Charles Roquebain, *L'évolution économique de l'Indochine française*, Paris, Hartmann, 1939, p. 388.

⁵ Henri Labouret, *Le Cameroun*, Paris, Hartmann, 1937, p. 226.

⁶ René Capitant, *Ecrits face au nazisme (1933-1938)*, textes réunis et présentés par Olivier Beaud, Strasbourg, Presses universitaires de Strasbourg, 2004.

Robert Pelloux, analyse les relations particulières entre le parti nazi et l'Etat allemand, et en particulier le rôle démiurgique que le parti s'arrogé en matière de droit, devenant « lui-même l'auteur de son droit propre » et édictant « sans le concours de l'Etat toutes les règles, applicables à son recrutement, à son administration, à sa juridiction¹ », un processus qui aboutit à la diminution des prérogatives de l'Etat au profit de celles du parti. Il en résulte une conséquence claire : « L'Etat, au service du *Volks*, se réduit à n'être qu'un instrument² ».

La dimension sociale du régime est analysée par Jacques Doublet, qui étudie la place fondamentale occupée par le travail dans le programme idéologique nazi, et décrit la suppression brutale des syndicats et leur transformation en un « Front du travail », qui s'est approprié leur patrimoine immobilier et financier et a mis en place une tutelle très stricte sur les entreprises, compensée par des avantages matériels apportés aux travailleurs, notamment à travers les activités culturelles proposées par l'organisation « La force par la joie » ; mais Doublet porte un jugement globalement négatif sur cette organisation, dont l'objectif affiché apparaît suspect « quand on le rapproche des efforts tentés systématiquement pour abaisser le niveau de culture générale de tout un peuple, pour le dépouiller de tout humanisme et abolir en lui le véritable esprit critique, le jugement et le bon sens³ ». Un jugement qui apparaît confirmé par l'étude d'Eugène Werner sur la politique artistique du Reich, dont le fil conducteur est l'instrumentalisation de la culture au service d'un projet politique ; l'auteur souligne notamment « la tentative puissante que représente la politique esthétique du gouvernement national socialiste pour réaliser, avec toutes les ressources de la propagande, l'unité morale, voire artistique, de la nation », tentative qui se traduit par une politique artistique fondée sur le muselage de la presse, le contrôle total de la production cinématographique, auxquels il faut ajouter l'exclusion des juifs des professions artistiques. La conclusion qui s'en dégage est claire : l'art allemand « n'est qu'une forme de propagande politique ; il est dirigé comme l'économie ; il est militarisé et mobilisé comme la plupart des activités nationales⁴ ». Werner souligne également à quel point « l'union tant spirituelle que politique des 67 millions » d'Allemands « est le péril menaçant de demain pour tout être qui veut et sait voir. L'armement matériel est un fait ; l'armement moral en est un autre peut être plus angoissant parce qu'il donne toute sa valeur au premier et qu'il traduit une psychose collective dont on ne peut prévoir ni les actions ni les réactions ».

Les structures économiques sont également passées au crible par plusieurs spécialistes, tels que Henry Laufenburger, Pierre Pfimlin et André Piatier, ce dernier insistant sur le fait que l'économie dirigée et le contrôle de la monnaie ont pour objectif de parvenir à l'autarcie en limitant au strict minimum les échanges avec l'extérieur, et d'« assurer par tous les moyens la grandeur du IIIe Reich⁵ ». C'est aussi cette dimension que met en avant Hubert Beuve-Méry, professeur à l'Institut Français de Prague, qui décrit en 1939, dans *Vers la plus grande Allemagne*, l'expansion commerciale allemande en Europe de l'Est et le processus de satellisation économique et politique de cette région qui en est la conséquence. Cette entreprise, menée de manière volontariste, a consisté à conquérir des marchés, mais aussi et surtout à se procurer dans cette zone les matières premières nécessaires à la production d'armes de guerre entamée par Hitler

¹ Robert Pelloux, *Le parti national socialiste et ses rapports avec l'Etat*, Paris, Hartmann, 1936, p. 27.

² *Id.*, p. 56-57.

³ Jacques Doublet, *Le front du travail allemand*, Paris, Hartmann, 1937, p. 141.

⁴ Eugène Werner, *L'art dans le IIIe reich. Une tentative d'esthétique dirigée*, Paris, Hartmann, 1936, p. 121-122, ainsi que la citation suivante.

⁵ André Piatier, *Le contrôle des devises dans l'économie du IIIe reich*, Paris, Hartmann, 1937, p.144.

dès son arrivée au pouvoir. Il en a résulté la création d'un « immense empire économique, capable de se suffire à lui même » et dont la formation « est évidemment dangereuse pour les autres grandes puissances qui en souffriront certainement dans leur commerce et leur influence politique, mais pourraient aussi se trouver atteintes dans leurs intérêts vitaux¹ ». Pour Beuve-Méry, il est clair qu'« un nouvel empire allemand qui prétend à l'hégémonie en Europe et peut-être dans le monde entier est en voie de rapide cristallisation ». Face à ce processus, la réaction de la France est « affligeante » : elle « n'a jamais su ou voulu faire en Europe centrale l'effort postulé par sa politique ».

Toutes ces études témoignent de l'attention qui a été portée à l'Allemagne nazie dès le début des années trente par de nombreux spécialistes, et par la production de connaissances précises sur les différentes facettes du régime. Elles pèsent cependant de peu de poids face au pacifisme viscéral de l'opinion comme des décideurs, et seront de ce fait sans grande influence sur la politique française vis-à-vis de l'Allemagne, témoignant des limites de l'expertise scientifique.

Au total, il ressort de l'analyse du secteur des sciences sociales, comme de celle du secteur biomédical, qu'il est impossible de réduire l'action de la philanthropie, et en particulier de la fondation Rockefeller, à la simple importation en France d'un projet intellectuel américain. La situation est bien plus complexe, et résulte bien plutôt d'un tissu de négociations non seulement franco-américaines, mais également franco-françaises, qui se croisent et interfèrent les unes avec les autres. Il en résulte un projet élaboré conjointement, parfois dans la tension, où la dynamique financière et organisationnelle portée par la fondation rencontre une dynamique intellectuelle portée par les protagonistes français de l'organisation de la recherche en sciences sociales. Le pôle franco-rockefellerien ainsi constitué apparaît comme un des lieux essentiels de cristallisation d'un champ des sciences sociales, car s'y coalisent une vision globale et collective de ces disciplines, un projet intellectuel appuyé sur une posture épistémologique et des thèmes d'études, une organisation favorisant le travail collectif et l'interdisciplinarité, et enfin un financement à la hauteur de ses ambitions intellectuelles. Dans cette affaire, la Rockefeller n'a rien créé ni exporté ; mais par sa vision globalisante des sciences sociales, son action à l'échelle de plusieurs disciplines, sa conception utilitariste de la production du savoir, sa collaboration antérieure à des constructions intellectuelles et institutionnelles dans le monde académique américain et mondial, et enfin par ses disponibilités financières considérables, elle donne une impulsion décisive à l'entreprise de fédération à la fois technique et intellectuelle des sciences sociales dont le projet a également émergé chez les universitaires français après 1918. Elle contribue aussi au développement d'une expertise des problèmes contemporains, dont les effets restent cependant limités avant 1939 en l'absence d'une tradition française de dialogue entre les producteurs de savoir et les décideurs. Alors que

¹ Hubert Beuve-Méry, *Vers la plus grande Allemagne*, Paris, Hartmann, 1939, p. 95-98, ainsi que les citations suivantes.

la Seconde guerre mondiale s'annonce, la Rockefeller souhaite poursuivre son entreprise : le nouveau directeur de la *Social Science Division*, Joseph H. Willits, projette en 1939 de fusionner les budgets du Conseil Universitaire de la Recherche Sociale, de l'Institut Scientifique de Recherches Économiques et Sociales et du Centre d'Étude de Politique Étrangère, mais aussi de favoriser le rapprochement entre le CURS et la section des sciences humaines de la CNRS (devenue *le* CNRS en octobre 1939), pour aboutir à un unique organisme « qui coordonnerait l'ensemble de la politique en matière de sciences sociales¹ ». Fin avril 1940, il décide de venir en France pour en parler avec Charléty², mais annule son voyage en raison de l'invasion allemande.

¹ Joseph H. Willits, *Social Science program and policy. Notes on Europe*, juin 1939, 3.1/900/23/175.

² Kittredge à Charléty, 25 avril 1940, CAC 20010498/112.

chapitre VII

L'institutionnalisation de la biomédecine

Entre 1940 et 1944, l'action de la philanthropie américaine en France connaît une interruption. Avec l'invasion allemande et la débâcle française de mai-juin 1940, le Centre Européen du Carnegie Endowment for International Peace et le Bureau parisien de la fondation Rockefeller ferment leurs portes. Jusqu'en 1944, les contacts entre la France occupée et les fondations resteront épisodiques. Mais ils ne s'interrompent pas complètement, ce qui explique leur reprise rapide à la Libération : dès 1944, la Rockefeller reprend pied sur le territoire et dans les vingt années qui suivent la guerre, elle poursuit les actions entreprises avant 1939. C'est le cas en particulier du domaine biomédical, où elle renoue rapidement les liens avec la majeure partie de son réseau d'avant guerre, et où elle accorde à nouveau des financements très importants qui contribuent à la remise en route de la recherche française. Par ailleurs, au cours des années 1950 et 1960, les chercheurs financés par la fondation depuis l'avant guerre parviennent à des postes de responsabilités et contribuent largement à l'institutionnalisation de nouvelles disciplines telles que la biochimie ou la biologie moléculaire, ainsi qu'à la conception d'une politique de recherche dans le domaine de la biomédecine¹ qui connaît son essor au cours de la Ve République.

1. La deuxième guerre mondiale

La débâcle française et l'exil des scientifiques

Au moment de la déclaration de guerre et de la débâcle française, la Rockefeller ne reste pas inactive. Tandis que les représentants de la fondation quittent leurs locaux parisiens en juin pour s'installer à La Baule, la direction new yorkaise suit la situation française au jour le jour, examinant les possibilités de jouer un rôle dans l'exode des scientifiques qui se profile à l'horizon. Les *officers* sont d'autant plus conscients de la situation que la Rockefeller a déjà l'expérience d'une situation similaire lorsqu'en 1933, les nazis ont pris le pouvoir en Allemagne puis en Autriche. La fondation avait alors mis en place un programme d'aide destiné à permettre aux scientifiques menacés par le

¹ Jean-François Picard & William H. Schneider, « From the Art of Medicine to Biomedical Science in France : Modernization or Americanization ? », in Giuliana Gemelli (ed.), *American Foundations and Large-Scale Research : Construction and Transfert of Knowledge*, Bologna, CLUEB, 2001, p. 91. Jean-Paul Gaudillière, *Inventer la biomédecine. La France, l'Amérique et la production des savoirs du vivant (1945-1965)*, Paris, La Découverte, 2002.

nouveau pouvoir de quitter le pays et d'être accueillis à l'étranger. Entre 1933 et 1939, la fondation aidera ainsi 197 chercheurs allemands et autrichiens à trouver asile dans des universités européennes ou américaines. Alors que la débâcle française de mai-juin 1940 annonce la mise en coupe réglée de l'Europe par les nazis, la fondation Rockefeller étend son programme d'aide aux scientifiques des autres pays d'Europe, en particulier français.

Après l'effondrement de l'armée française sous la poussée des chars allemands et la demande d'armistice formulée par le Maréchal Pétain le 17 juin, les choses vont aller très vite : en juillet, le directeur général du Centre National de la Recherche Scientifique, Henri Laugier, qui vient de rejoindre les rangs gaullistes à Londres, envoie un courrier à la fondation Rockefeller pour lui demander de favoriser le départ des scientifiques français menacés vers les Etats-Unis. De son côté, la fondation a déjà commencé à réfléchir à la question. Dès juin, elle a envisagé de faire venir aux États-Unis quelques dizaines des meilleurs cerveaux européens, notamment anglais et français. En août, Laugier vient à New York avec le biochimiste Louis Rapkine : celui-ci est une vieille connaissance de la fondation, dont il a été *fellow* en 1925, avant d'entrer à l'Institut Rothschild. Le voyage des deux hommes est payé par la fondation, qui leur a demandé de lui présenter un état de la situation des scientifiques français et européens réfugiés en Angleterre. L'objectif de Laugier et Rapkine est mettre sur pied avec le soutien de la Rockefeller un plan d'exfiltration des scientifiques français pour leur permettre de participer à l'effort de guerre allié depuis les Etats-Unis. Si la fondation n'accepte pas ce plan tel quel en raison des complications diplomatiques qui pourraient en résulter (les États-Unis ne sont alors pas en guerre avec la France ni avec l'Allemagne), elle intervient quand même dans l'affaire : à partir de juin, le directeur du bureau parisien déménagé à la Baule, Alexander Makinsky, rejoint Lisbonne, où la fondation possède également un bureau. Ce géorgien ayant fui la Russie révolutionnaire au début des années 1920 travaille depuis 1926 pour la fondation. C'est depuis la capitale portugaise qu'il va organiser le départ d'un certain nombre de réfugiés. Entre octobre 1940 et les premières semaines de 1942, 34 Français seront concernés par le plan de sauvetage, dont la plupart sont des anciens *fellows*, ou membres de laboratoires financés pendant l'entre-deux-guerres par la fondation : ainsi les physiciens Pierre Auger et Francis Perrin (fils de Jean Perrin), le généticien Boris Ephrussi, le biologiste André Mayer, l'endocrinologue Charles-Philippe Leblond, le biochimiste René Wurmser, mais aussi l'économiste André Philip, ou encore l'anthropologue Claude Lévi-Strauss. Une partie importante d'entre eux ira enseigner à l'École Libre des Hautes Etudes de New York qui constitue un des lieux essentiels de regroupement de la France intellectuelle en exil¹.

Quant aux financements de la fondation accordés à des institutions françaises depuis l'avant-guerre, ils s'interrompent également : en octobre 1940 en effet, le gouvernement américain interdit tout mouvement de fonds en direction de l'Europe ; les dernières subventions de la fondation interviennent en février 1941. La dernière action de la Rockefeller en France est sans doute la participation éphémère du bureau parisien de la fondation à la création à Marseille, à l'automne 1940, d'un Institut des Recherches d'Hygiène consacré aux problèmes de nutrition. Ce financement s'inscrit dans le cadre d'un plan d'études des problèmes de nutrition dans l'Europe en guerre mis sur pied par la fondation Rockefeller au printemps 1940. Au mois d'août, les *officers* américains

¹ Emmanuelle Loyer, *Paris à New York. Intellectuels et artistes français en exil, 1940-1947*, Paris, Grasset, 2005 ; Diane Dosso, « La Seconde Guerre mondiale et l'exil des scientifiques aux États-Unis », in Ludovic Tournès (dir.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leurs réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010, p. 103-122.

rencontrent les autorités françaises à Paris et à Vichy¹ et à l'automne, deux Instituts des Recherches d'Hygiène sont créés, l'un à Paris, l'autre à Marseille, ce dernier étant dirigé par André Chevallier, professeur à la faculté de médecine de Marseille, dont le laboratoire a reçu des financements Rockefeller à la fin des années trente. Le travail est réalisé avec la collaboration de nutritionnistes américains, en particulier un professeur de médecine de Vanderbilt University, qui participe à l'enquête menée à Marseille sur les problèmes de nutrition parmi les enfants scolarisés dans les écoles primaires². Cette collaboration dure jusqu'au mois de juin 1941, date à laquelle les Américains quittent définitivement le territoire français. Les Français poursuivent alors le travail seuls et en novembre 1941, les deux organismes sont intégrés à l'Institut National d'Hygiène nouvellement créé par le gouvernement de Vichy, et qui poursuivra ses travaux pendant toute l'Occupation³.

A partir de l'été 1941, la fondation Rockefeller quitte donc le territoire français et cesse d'être impliquée financièrement dans les entreprises auxquelles elle a participé avant 1939. Sa présence dans l'Hexagone est alors réduite à celle d'un des administrateurs de son bureau parisien, Robert Letort, d'origine française, qui restera semble-t-il dans la capitale pendant toute l'occupation. On notera cependant que les locaux du bureau parisien de la fondation situé au 20, rue de la Baume dans le VIII^e arrondissement, vacants depuis le déménagement à La Baule, abriteront à partir de novembre 1941, manifestement avec l'accord de la Rockefeller⁴, la direction de la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains créée en novembre 1941 et dirigée par Alexis Carrel, retraité du Rockefeller Institute for Medical Research depuis la fin de 1938 et revenu à Paris⁵. Fait curieux, une autre partie des services de la fondation Carrel trouve asile au 173 boulevard Saint-Germain, qui n'est autre que l'adresse de l'hôtel particulier acheté en 1923 par le Centre Européen du Carnegie Endowment for International Peace.

Alexis Carrel et la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains

Bien que la fondation Rockefeller n'ait pas financé la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains⁶, les deux organisations entretiennent des liens de parenté évidents sur lesquels il est intéressant de d'arrêter un instant. Ceux-ci permettent en effet d'éclairer certains aspects de l'histoire de la fondation Carrel, qui occupe une place problématique dans l'histoire des sciences en France et constitue l'un des chaînons manquants entre des processus qui se déroulent de part et d'autre de la Deuxième Guerre mondiale mais dont l'interprétation est rendue malaisée par le peu d'études portant sur la vie scientifique pendant l'Occupation. Pour bien comprendre la place de la fondation Carrel dans le paysage scientifique français, il faut à la fois prendre en compte la personnalité de son dirigeant et le projet eugéniste de l'organisation qu'il a

¹ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1940, p. 19.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1941, p. 78.

³ Jean-François Picard, « Aux origines de L'INSERM, André Chevallier et l'Institut National d'Hygiène », *Sciences sociales et santé*, mars 2003, pp. 5-26

⁴ Alain Drouard, *Alexis Carrel (1873-1944), De la mémoire à l'histoire*, Paris, l'Harmattan, 1995, p. 211.

⁵ Alain Drouard, *Une inconnue des sciences sociales, la fondation Alexis Carrel*, Paris, MSH, 1992.

⁶ Contrairement à ce qu'écrit Guillaume Stankiewicz, « Comment en finir avec une tradition dominante ? Rupture et continuité dans la trajectoire de Jean Stoetzel », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2008/1, n°18, p. 137-158.

créée¹, mais il faut également replacer celle-ci dans le long terme d'une histoire internationale des sciences comprenant l'ensemble des disciplines (sciences exactes et sciences sociales), tout en étant attentif à la spécificité du contexte de l'Occupation dans lequel s'ancre son activité. Exercice complexe, qui explique pourquoi la fondation Carrel reste largement une « inconnue des sciences sociales² » sur laquelle bien des zones d'ombre n'ont pas été levées.

La première concerne la généalogie de l'institution. En effet, si la fondation Carrel constitue probablement la première concrétisation institutionnelle de grande ampleur en France d'un rêve de synthèse des sciences qui a agité l'entre-deux-guerres et fasciné de nombreux scientifiques, tant en Europe qu'aux Etats-Unis, elle ne constitue pas pour autant une création *ex nihilo*. Une esquisse rapide de sa généalogie permet de diagnostiquer une double filiation. La première est celle de la vie scientifique américaine : le projet de la fondation Carrel s'ancre partiellement dans l'histoire de l'eugénisme américain, et sa forme organisationnelle ainsi que sa philosophie générale sont directement inspirées de celles des institutions scientifiques de la galaxie rockefellerienne, où Carrel a effectué l'ensemble de sa carrière. Nous avons vu en particulier qu'à l'issue de sa réorganisation à la fin des années 1920, la fondation Rockefeller se présentait comme une institution ayant l'ambition de mobiliser l'ensemble des connaissances scientifiques pour produire une science de l'homme, et qu'elle avait mis sur pied à cet effet cinq grandes divisions représentant les grands champs du savoir entre lesquels il s'agissait d'opérer une synthèse. Outre la mise en œuvre de ce paradigme de l'interscience, la fondation avait également pour objectif de contribuer à la mise en place d'une sorte de gouvernement de la science, les acquis du savoir scientifique devant servir de fil conducteur à la mise en place d'une société rationnellement conduite et en route vers le progrès. Ce projet inspire directement Carrel : lorsqu'il commence à réfléchir, à partir de la deuxième moitié des années trente, à un projet d'institut dédié à la science de l'homme, il s'inspire pour partie des idées de Raymond Fosdick, lequel a été l'artisan majeur de la réorganisation de la fondation Rockefeller entre 1926 et 1929, et en est devenu président en 1936. Carrel considère que « nous avons besoin en ce moment d'hommes possédant comme Aristote une connaissance universelle. Mais Aristote lui-même ne pourrait pas embrasser toutes les connaissances que nous possédons aujourd'hui. Il nous faut donc un Aristote composite, c'est-à-dire un petit groupe d'hommes appartenant à des spécialités différentes capables de fondre leurs pensées individuelles en une pensée collective³ ». Or, la notion d'« Aristote composite » est directement empruntée à Fosdick⁴, qui l'avait développée dans un ouvrage paru en 1928⁵, et qui l'a mis en pratique de façon évidente dans la nouvelle organisation de la Rockefeller. Dans les différents projets ébauchés par Carrel à partir de 1936, la fondation Rockefeller est l'un des modèles organisationnels revendiqués, et lorsque Carrel évoque en juin 1941 auprès des autorités de Vichy les contours de ce que devrait être la fondation qu'il projette, il note que celle-ci devrait avoir « une constitution analogue quoique non semblable à celle de la fondation Rockefeller⁶ ».

¹ Sur ce projet, voir l'annexe II du livre d'Alain Drouard, *Une inconnue des sciences sociales*, *op. cit.*

² L'expression est empruntée à Alain Drouard, dont le livre constitue un premier défrichage mais laisse de nombreuses questions non résolues.

³ Préface de la dernière édition américaine de *l'Homme, cet inconnu*, cité dans Drouard, *Une inconnue des sciences sociales...*, *op. cit.*, p. 319.

⁴ *Id.*, p. 136.

⁵ Raymond B. Fosdick, *The Old savage in the new civilization*, Garden City, N.Y., Doubleday, Doran & Cie, 1928.

⁶ Cité dans Drouard, *Une inconnue des sciences sociales...*, *op. cit.*, p. 334.

Il serait cependant réducteur de limiter la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains à la simple importation d'un modèle organisationnel américain. Elle s'inscrit en effet dans une deuxième filiation, celle des multiples projets de synthèse des sciences qui ont émergé dans la vie intellectuelle française depuis le début du siècle et ont pris des formes très variées, depuis le Centre International de Synthèse créé par Henri Berr en 1925 jusqu'à l'Institut de Biologie Physico-Chimique créé par Edmond de Rothschild. Par ailleurs, l'esprit des années trente n'est pas seulement à la synthèse des sciences, mais aussi à leur coordination par le biais de recherches collectives, un mouvement dans lequel, nous l'avons vu également, s'inscrivent les recherches pluridisciplinaires en sciences sociales menées dans le cadre du Conseil Universitaire de la Recherche Sociale financé par la Rockefeller, mais aussi la création de la Caisse Nationale des Sciences puis du Centre National de la Recherche Scientifique. La fondation Carrel n'est donc pas une parenthèse dans l'histoire de la vie scientifique française, elle n'est pas seulement le résultat du projet eugéniste d'un homme seul, mais une institution qui s'ancre dans un passé intellectuel transatlantique, et dont la généalogie, tracée ici à gros traits, gagnerait évidemment à être précisée.

Sur cet ancrage de long terme vient se greffer le contexte particulier de la guerre, de la défaite française de mai-juin 1940, de l'occupation allemande et de la mise en place du régime de Vichy, dont le projet politique constitue le terreau idéal pour la mise en œuvre des idées d'un Alexis Carrel profondément réactionnaire¹, hanté par l'idée de décadence et poursuivant un fantasme de régénération qui va constituer le fil conducteur, au moins théorique, du projet de la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains. Créée en novembre 1941, celle-ci est placée sous la double tutelle du ministère de l'Economie et du secrétariat d'Etat à la Santé et à la Famille, et a pour mission d'« étudier sous tous les aspects les mesures propres à sauvegarder, améliorer et développer la population française² ». Mais l'eugénisme n'est pas le seul fil conducteur intellectuel du projet de la fondation. Carrel cherche aussi à « synthétiser des efforts poursuivis en dehors d'elle ou dans son sein, et de développer la science de l'homme » ; il s'agit donc de réaliser une synthèse des sciences sous la direction intellectuelle de la médecine, discipline la plus représentée à la fondation, où les médecins représentent plus de la moitié du personnel. Cette synthèse, opérée sur la base d'une conception biologisante des faits sociaux³, ouvre sur une possibilité de reconfiguration radicale du paysage scientifique en traçant une nouvelle frontière entre sciences exactes et sciences humaines et sociales : si l'on suit la logique de Carrel, la médecine et la biologie se situent à ce titre plus près de la sociologie, de l'économie et de la statistique, que de la physique. Pour réaliser ce projet ambitieux, la fondation regroupe des chercheurs venus de nombreuses disciplines, telles que la biologie, la médecine, la statistique, la sociologie, l'économie, ou encore l'hygiène sociale.

L'ambition démesurée de ce projet contribue autant que les difficultés matérielles à expliquer le désordre dans lequel la fondation travaillera : comment en effet concilier des démarches aussi différentes ? Cette question explique largement la dégradation rapide des relations entre le Régent Carrel et le secrétaire général de la fondation, l'économiste François Perroux, qui en assure la direction effective de septembre 1942 à décembre 1943. Pendant sa courte existence, la fondation a manqué d'une direction cohérente, mais également d'un agenda scientifique précis ; de ce fait, les travaux menés par ses nombreuses équipes n'ont, semble-t-il, jamais fait l'objet

¹ *Id.*, p. 30-31.

² *Ibid.*, p. 147, ainsi que la citation suivante.

³ Francine Muel-Dreyfus, « La rééducation de la sociologie sous le régime de Vichy, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2004/3, n°153, p. 65-77.

d'une réelle coordination. Mais l'ambition du projet explique également la postérité problématique de l'institution, et la difficulté de certains de ses anciens membres à assumer leur participation à ses activités : non seulement la fondation a travaillé dans le cadre de la Révolution Nationale et de la Collaboration, mais surtout, la place centrale occupée par la médecine et les médecins dans l'entreprise d'extermination nazie¹ a totalement discrédité le projet de la fondation. Si un tel projet a été pensable dans les années trente (et socialement admis, comme en témoigne le succès de *L'homme, cet inconnu*, publié par Carrel en 1935), il ne l'est plus après 1945, ce qui contribue à expliquer le déplacement de la notion de « science de l'homme » sur le terrain exclusif des sciences sociales après 1945, et désormais exclusivement au pluriel : l'idée d'une science totale, désormais associée, à tort ou à raison, au projet totalitaire nazi, disparaît également. Au cours des années cinquante, lorsqu'un Fernand Braudel lancera à son tour une entreprise ambitieuse de fédération des sciences de l'homme, elle se fera sur de tout autres bases : les disciplines biomédicales s'en trouveront fort logiquement exclues, et l'objectif de Braudel consistera bien plus à réaliser une fédération de disciplines plutôt qu'une synthèse.

Mais si la fondation Carrel a été emportée dans la chute du régime de Vichy et du nazisme, il n'est pas possible de tirer un trait de plume sur son apport : elle constitue en effet un chaînon important dans l'histoire des sciences sociales de part et d'autre de la Deuxième Guerre mondiale, ses travaux s'inscrivant dans le processus d'élaboration de nouvelles méthodes de travail dans les sciences sociales engagé dans les années trente et poursuivi pendant l'Occupation : en effet, les équipes de la fondation Carrel ont mené entre 1942 et 1944 des travaux de terrain (enquête d'Apinac en septembre 1943, enquête des 100 000 enfants au printemps 1944), mais également collecté des données à partir de questionnaires, ou encore élaboré des statistiques démographiques. Menés dans des conditions matérielles difficiles, la plupart de ces travaux n'ont pas été menés à leur terme, mais ils s'inscrivent clairement dans le *trend* intellectuel amorcé au cours des années trente, qui voit la montée en puissance des travaux de terrain et des analyses empirico-quantitatives dont nous avons vu de nombreux exemples à travers les recherches menées par les instituts financés par la fondation Rockefeller. De ce point de vue, l'expérience de la fondation Carrel est une étape dans la construction du champ des sciences sociales et de ses méthodes de recherche : il faut d'ailleurs à ce propos parler plutôt d'étape dans le processus d'acclimatation plutôt que de « greffe² », dans la mesure où le processus était déjà engagé avant la création de la fondation.

La dernière question importante dans l'histoire de la fondation Carrel est celle de son héritage. Pour bien situer le caractère problématique de cette question, il faut prendre en compte le fait que la création de la fondation est intervenue alors que d'autres institutions entendaient fédérer sous leur direction tout ou partie des champs d'études qu'elle couvrait : c'est le cas notamment du CNRS, dont elle apparaît comme une concurrente directe dans la coordination des recherches scientifiques. De fait, les deux organismes se regarderont en chien de faïence et n'entretiendront aucune relation³. Par ailleurs, la fondation, tout comme le CNRS, concurrence également l'Université, qui voit d'un mauvais œil se développer en dehors d'elle une nouvelle institution qui a vocation à jouer un rôle majeur dans la production de savoirs et risque d'accaparer les crédits gouvernementaux à son détriment. C'est dire si le retour de Carrel, dont les relations conflictuelles avec l'université française avaient déjà provoqué le départ au

¹ Paul Weindling, *L'hygiène de la race. Hygiène raciale et eugénisme médical en Allemagne, 1870-1933*, Paris, La découverte, 1998.

² Drouard, *Alexis Carrel...*, *op. cit.*, p. 236.

³ Drouard, *Une inconnue des sciences sociales...*, *op. cit.*, p. 182.

début du siècle, n'est pas vu d'un bon œil chez ses collègues médecins. Ces différentes rivalités d'ordre institutionnel contribuent à expliquer la situation paradoxale dans laquelle se trouve la fondation en 1945 : totalement discréditée par son projet eugéniste et par ses liens organiques avec le régime de Vichy, elle voit en même temps son héritage âprement disputé. L'essentiel de celui-ci, on le sait, se retrouvera dans l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED) créé la même année¹. Mais l'INED ne constitue qu'une des institutions où l'on peut pister la trace de la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains : on note également l'existence, dès l'automne 1944, d'un projet de Fondation Française de Synthèse des Sciences de l'Homme élaboré par le directeur de l'Institut de Biologie Physico-chimique², qui reprend l'essentiel des directions de travail de la fondation Carrel. Il faut aussi mentionner la commission créée par le CNRS à la fin de l'année 1944 pour réfléchir à la manière de transformer la Fondation en un Centre d'Etudes Scientifiques de l'Homme qui serait rattaché au CNRS. Si ces projets n'aboutissent pas, ils montrent que la réflexion sur la science de l'homme (et bientôt des sciences de l'homme) ne disparaît pas en 1944, même si elle est de toute évidence en profonde transformation. Par ailleurs, l'héritage de la fondation Carrel doit également être cherché du côté d'autres institutions qui poursuivent des travaux ébauchés par celle-ci : c'est le cas de l'Institut National d'Hygiène réorganisé à la Libération sous la houlette de Louis Bugnard ; c'est aussi celui de de l'Institut Français d'Opinion Publique (IFOP) dont le directeur, le sociologue Jean Stoezel, a travaillé à la fondation Carrel ; c'est enfin celui de l'Institut de Science Economique Appliquée (ISEA) créé par François Perroux en janvier 1944, juste après sa démission du poste de Secrétaire général de la fondation, et dont nous reparlerons au chapitre suivant. Si seule une étude détaillée pourrait déterminer la nature exacte de cet héritage, il est clair que celui-ci constitue une des questions importantes de l'histoire des sciences de l'homme dans l'immédiat après guerre.

Le scientisme rockefellerien en crise

Le second conflit mondial n'a pas seulement un impact considérable sur les activités de la philanthropie américaine en France et dans le reste du monde ; il entraîne également une restructuration en profondeur de son projet scientifique. Non seulement la guerre met en échec le *credo* internationaliste adopté par la Rockefeller pendant tout l'entre-deux-guerre. Mais plus profondément encore, l'éclatement du conflit marque l'écroulement du postulat scientifique sur lequel elle avait fondé son action depuis les années 1920, et montre que la science n'est pas suffisante pour emmener l'humanité vers un progrès indéfini et une société meilleure. Dès 1940, le président Raymond Fosdick constate avec amertume que les « lumières du savoir s'éteignent une à une³ » en Europe, reconnaissant *de facto* que le savoir est impuissant à empêcher la guerre. Et surtout, l'hyperscientisme rockefellerien est frappé de plein fouet par les deux

¹ Sur l'INED, voir Paul-André Rosental, *L'intelligence démographique. Science et politique des populations*, Paris, Odile Jacob, 2003.

² Drouard, *Une inconnue...*, *op. cit.*, p.174-179.

³ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1940, p. 8.

événements les plus marquants de la guerre, le génocide des juifs et la bombe atomique. Le premier vient montrer la monstruosité potentielle contenue dans le projet de création d'un homme nouveau caressé par les *officers* depuis le début des années trente, un projet qui, quoique n'ayant rien à voir avec l'idéologie nazie, était sous-tendu par une pensée eugéniste¹. Quant à la bombe atomique, dans la mise au point de laquelle la fondation Rockefeller a été directement impliquée du fait de son soutien à de nombreux laboratoires de recherche engagés dans le projet Manhattan², elle témoigne des horreurs que le progrès scientifique peut engendrer. En bref, la Deuxième guerre mondiale vient apporter un démenti radical à la philosophie sur laquelle la Rockefeller a bâti son projet intellectuel. En 1945, elle est donc obligée de revoir complètement les principes sur lesquels s'appuie sa politique mondiale.

Au mois d'avril 1945, lorsque le *Board of Trustees* se réunit à New York pour faire le point, il réaffirme certes la ligne directrice de l'action de la fondation, à savoir la recherche et l'application du savoir, tels qu'ils ont été définis en 1934, mais prend aussi acte du fait que la guerre impose une redéfinition des rapports « entre la science et la société³ », la première ayant à la fois engendré des progrès importants, mais aussi augmenté les moyens de destruction. Les *trustees* inscrivent donc à leur agenda la poursuite du soutien à la recherche fondamentale, mais aussi l'encouragement à des programmes dont l'objectif est de réfléchir aux conséquences sociales de la science. Alors que le personnage du chercheur avait été pendant l'entre-deux-guerres au centre de la politique de la fondation, les *trustees* se demandent désormais s'ils ne devraient pas s'intéresser également à ceux qui « ont des choses significatives à dire sur leur temps », tels que « les historiens, les poètes, les écrivains, les philosophes ». Poursuivant leur examen de conscience, il se demandent si, à force d'être concentrée sur des recherches spécifiques au détriment des spéculations d'ordre théorique, la fondation n'a pas perdu de vue la réflexion générale sur les phénomènes naturels et humains, et a renoncé à « invit[er] l'esprit à user de sa puissance critique et imaginative⁴ ». On se souvient que, dans les années trente, les *officers*, particulièrement dans le domaine des sciences sociales, ne cessaient de reprocher aux universitaires français de se complaire dans les spéculations abstraites au détriment des recherches de terrain. Quelques années plus tard, le ton a changé. Et si la nouvelle orientation générale de la fondation qui se dessine en 1946 reste centrée sur la foi dans le savoir scientifique⁵ et la volonté d'aider à la coopération internationale (dont la première concrétisation est le don à la ville de New York par John D. Rockefeller, Jr. du terrain qui servira à construire l'immeuble de l'Organisation des Nations Unies), les champs d'application du projet rockefellerien connaissent un net infléchissement, concrétisé par l'apparition de la préoccupation de diffusion mondiale du savoir, en particulier à destination des pays qui n'y ont pas accès. Il s'agit là d'une remise en cause du projet élitiste des années trente, centré sur le soutien à un nombre limité de pôles de recherche scientifique de haut niveau, principalement situés dans les pays industrialisés. Cette volonté de participer à la création d'un monde plus équilibré est visible dans les trois domaines qui vont constituer dans les décennies d'après-guerre le fil conducteur de l'action mondiale de la fondation : la santé, l'agriculture et l'éducation. Si la santé publique reste la pierre

¹ Lily Kay, *The Molecular Vision of Life. Caltech, The Rockefeller Foundation and the Rise of Molecular biology*, Oxford, Oxford University Press, 1993, p. 219-220.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1945, p. 6.

³ RF Minutes, 4 avril 1945, RF 3.1/900/21/158a, ainsi que la citation suivante.

⁴ Agenda of suggested Topics for Discussion at the meeting of the Board of Trustees, 4 avril 1945, RF 3.1/900/21/158a.

⁵ Report of the Special committee on Programm and Policy, 3-4 décembre 1946, RF 3.1/900/23/175

angulaire du projet mondial de la fondation, les recherches menées dans les années trente sur la psychiatrie et la biologie de la reproduction vont laisser progressivement la place aux questions de nutrition et à la recherche de solutions agricoles susceptibles de faire face à l'explosion démographique qui s'annonce, mais aussi aux questions de contrôle démographique. Symptomatique de cette réorientation est le changement de nom de la *Natural Science Division*, département phare de la Rockefeller, qui devient *Natural Science and Agriculture*. De fait, à partir du milieu des années cinquante les pays du tiers monde deviennent le champ principal d'intervention de la fondation. Si elle est très présente en France dans l'immédiat après-guerre, son implication diminue dès le début des années cinquante pour cesser complètement dans les années soixante. Par ailleurs, si son soutien financier n'est pas négligeable, il n'atteindra pas l'ampleur qu'il avait dans les années 1920 et 1930. C'est le cas en particulier dans le domaine de la recherche biomédicale dont il sera question ici.

2. la remise en route de la recherche française

La Rockefeller rouvre son bureau parisien

Quasi-absente du territoire français entre 1940 et 1944, la Rockefeller a continué cependant d'entretenir des liens avec les scientifiques français exilés aux Etats-Unis, que ce soit à l'Ecole Libre des Hautes Etudes de New York, mais aussi dans d'autres universités où certains d'entre eux ont trouvé des postes quelques mois après leur arrivée aux Etats-Unis, avec l'aide de la fondation qui dispose d'un solide réseau de contacts dans le milieu universitaire américain qu'elle finance abondamment depuis les années 1920. C'est le cas de Claude Lévi-Strauss ou du juriste Boris Mirkine-Guetzévitch, tout deux à l'Ecole libre des Hautes Etudes ; c'est le cas également de Boris Ephrussi, engagé à la Johns Hopkins University, du médecin Charles Oberling (Tulane University), de Pierre Auger (Chicago), du géographe Jean Gottmann (Princeton University) ou encore de René Wurmser qui obtient un poste au Brésil, où il restera jusqu'en 1944. Lorsqu'elle reprendra pied en France à la Libération, elle s'appuiera sur ce réseau toujours actif.

Dans ce maintien des relations, il faut souligner le rôle fondamental de Louis Rapkine, nommé par le général de Gaulle Chef du Bureau Scientifique de la délégation de la France libre aux États-Unis en décembre 1941. L'homme a passé une grande partie de la guerre aux Etats-Unis, et en août 1944, il retourne en Grande Bretagne à la tête de la Mission Scientifique Française, emmenant avec lui plusieurs scientifiques exilés, dont Francis Perrin, Boris Ephrussi, Pierre Auger, Charles-Philippe Leblond ou René Wurmser. De cette mission destinée à examiner l'organisation de la recherche scientifique en Angleterre vont sortir une partie des principes directeurs de la politique scientifique française d'après-guerre¹. après avoir passé une grande partie de l'année 1945 en France, Rapkine repart aux États-Unis en octobre pour négocier avec la fondation Rockefeller une aide d'urgence destinée à favoriser le redémarrage des

¹ Catherine Nicaut et Virginie Durand (dir.), *Histoire documentaire du CNRS*, tome 1 (années 1930-1950), Paris, CNRS éditions, 2005, p. 224 sq.

laboratoires hexagonaux. Son voyage est pris en charge par le gouvernement, mais les frais de son mois de séjour aux États-Unis sont payés par la fondation¹.

Par ailleurs, la Rockefeller a envoyé dès octobre 1944 un de ses émissaires sur le continent pour examiner la situation, particulièrement en France et en Grande Bretagne, qui n'est autre qu'Alexander Makinsky. Bon connaisseur de l'Europe et familier des situations de crise, il sait qui aller voir pour recueillir des informations : entre octobre 1944 et février 1945, il rencontre, rien qu'en France, 105 scientifiques de divers horizons², parmi lesquels, on s'en doute, nombre d'anciens interlocuteurs de la fondation : Francis Perrin (son père Jean est mort en 1942 à New York), mais aussi Henri Laugier, Claude Fromageot, René Wurmser, Louis Rapkine, Robert Debré, Charles-Philippe Leblond, Boris Ephrussi, André Lwoff, ou encore le directeur de l'Institut Pasteur Jacques Tréfouël. Certains d'entre eux, restés sur le territoire pendant la guerre, comme Fromageot, Lwoff ou Tréfouël, connaissent en détail la situation de la recherche française et ses besoins les plus urgents. Mais, selon la tradition rockefellerienne, Makinsky prend aussi des contacts chez les personnalités politiques ; certains sont issus certaines de l'ancienne génération, tels qu'André Honnorat, vieille connaissance de la fondation, ou Jules Jeanneney, ancien président du Sénat et actuel ministre d'Etat du gouvernement provisoire. Mais c'est surtout des personnalités issues de la Résistance que Makinsky rencontre, tels que Pierre Mendès-France, ministre de l'Economie Nationale, François Billoux, ministre de la Santé Publique, ou encore Gaston Palewski, directeur du cabinet civil du général de Gaulle. À ces entretiens oraux s'ajoutent des rapports écrits que la Rockefeller reçoit d'autres personnalités, tels Antoine Lacassagne, directeur de l'Institut du Radium, qui envoie en janvier 1945 un rapport à la fondation et constitue au cours de la période 1944-1945 un de ses interlocuteurs importants.

Enfin, le bureau parisien de la fondation, fermé en 1940, rouvre ses portes. Son administrateur Robert Letort a pu récupérer sans dommage les locaux libérés par la fondation Carrel au printemps 1945. Le bureau parisien restera actif jusqu'à sa fermeture définitive en 1959, lorsque la fondation quittera le terrain européen pour se concentrer sur l'Afrique et l'Asie. Mais il fonctionnera différemment de la période d'avant-guerre : alors qu'il jouissait au cours des années 1920 et 1930 d'une certaine indépendance, notamment en matière d'attribution des *fellowships*, il sera désormais plus étroitement contrôlé par la direction new yorkaise, une évolution qui n'est sans doute pas sans rapport avec l'entrée en guerre froide à partir de 1947. Si la reprise des contacts avec la France est donc aisée, la nature des relations entre la Rockefeller et les milieux scientifiques va connaître une profonde évolution par rapport à l'avant-guerre.

La deuxième fondation du CNRS

Dès la fin de l'année 1945, la fondation Rockefeller a une vision relativement complète de la situation française en matière de recherche scientifique, du moins dans le secteur biomédical qui constitue son domaine d'intervention privilégié. De leur côté, les scientifiques français ont également fait leur diagnostic : à la Libération, la Commission pour la recherche, créée dans le but de piloter le redémarrage du CNRS, commande un rapport dont les conclusions sont alarmantes : il n'existe pratiquement pas de recherche

¹ Note interne, octobre 1945, RF 1.1/500/11/126.

² Alexander Makinsky, Notes on visit to Paris and London, 18 octobre 1944-3 février 1945, RF 3.1/900/21/161.

médicale en France, non seulement à cause des destructions liées à la guerre, mais surtout à cause du fait que les facultés de médecine se sont depuis longtemps désintéressées de la recherche, tout comme l'administration ministérielle de la santé. Les organismes de recherche qui existaient avant guerre sont en piteux état : L'Institut Rothschild a été aryanisé en 1940 ; quant à l'Institut Pasteur, les pénuries de l'Occupation et la mobilisation – ou l'exil – des scientifiques ont considérablement freiné ses activités. La création d'un institut de biologie humaine, à l'ordre du jour depuis la Première guerre mondiale, reste donc plus que jamais d'actualité¹.

Le CNRS, créé en octobre 1939, va constituer l'un des viviers essentiels du redémarrage de la recherche dans ce domaine. Au cours des années 1945-1950, il connaît une forte croissance, avec un budget multiplié par cinq et un personnel qui passe de mille à deux mille agents². En août 1944, Frédéric Joliot-Curie a été placé à sa tête et dès septembre, il a convoqué les principaux acteurs de la recherche pour mettre en place un nouvel organigramme³. La réorganisation se déroule sur plus d'un an, entre septembre 1944 et novembre 1945. En février de cette année, le biologiste Georges Teissier est nommé Directeur adjoint pour assister Joliot. Il en deviendra directeur en février 1946, en remplacement de Joliot, lui-même nommé directeur du Commissariat à l'Energie Atomique (CEA) créé quatre mois plus tôt.

Au terme de cette réorganisation, la structure originelle du CNRS en disciplines (mathématiques, chimie, biologie, etc.), elles-mêmes divisées en sections (chimie physique, chimie minérale, chimie organique, etc.) est profondément remaniée et se traduit par l'apparition de nouvelles disciplines. D'autre part, l'originalité du CNRS d'après-guerre est la création de grandes commissions interdisciplinaires qui vont jouer un rôle essentiel dans l'élaboration de la politique scientifique puisque ce sont elles qui décident de la création de nouveaux laboratoires⁴. Dans un tel cadre, les clivages disciplinaires traditionnels vont pouvoir être plus facilement surmontés qu'à l'université. Ce sera notamment le cas dans les sciences exactes, en particulier pour ce qui concerne les disciplines situées à la croisée de la médecine, de la chimie et de la biologie, qui vont connaître au cours des années d'après-guerre un important essor. Dans celui-ci, les anciens boursiers Rockefeller vont jouer un rôle important, en particulier dans les sciences biologiques : ainsi apparaît en 1946 une nouvelle section au CNRS, celle de chimie biologique, gérée par une commission dans laquelle siègent trois anciens *fellows* : Claude Fromageot, Louis Rapkine et René Wurmser, lesquels ont fait partie dès les années trente des pionniers de cette discipline émergente.

La fondation Rockefeller va également apporter directement sa pierre à l'édification de la politique scientifique du CNRS et à la montée en puissance des sciences biomédicales au sein de la recherche française⁵. En novembre 1945, Louis Rapkine a en effet rencontré à New York Warren Weaver, directeur de la *Natural Science Division*, qui accorde en avril 1946 une enveloppe globale de 250 000 dollars au CNRS pour rééquiper les laboratoires travaillant à la croisée de la médecine et des sciences⁶, notamment en achetant du matériel aux Etats-Unis, à laquelle s'ajoute une

¹ Gaudillière, *op. cit.*, p. 80 sq.

² Jean-François Picard, « La création du CNRS », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°1, 1999, p. 50-66.

³ Girolamo Ramunni, « La réorganisation du Centre national de la recherche scientifique, 7 septembre 1944 », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°3, novembre 2000, p. 60-72.

⁴ Jean-François Picard, *La république des savants : la recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990, p. 106-107 ; John Krige, *American Hegemony and the Postwar Reconstruction of Science in Europe*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2006, ch 1.

⁵ Doris Zallen, « The Rockefeller Foundation and French Research », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 5, 1990, p. 35-58.

⁶ RF Minutes, 3 avril 1946, RF 1.2/500/3/30.

subvention de 100 000 dollars pour organiser des colloques dans les mêmes domaines. Bien que la fondation soit désormais réticente à subventionner des organismes publics¹, le CNRS lui inspire confiance, non seulement parce que la caution gouvernementale semble garantir un développement important à moyen terme, mais aussi parce que son organisation interdisciplinaire est susceptible de favoriser le développement de nouveaux champs d'études auxquels la fondation s'intéresse depuis l'avant-guerre, et enfin parce qu'il est peuplé de jeunes chercheurs prometteurs ainsi que d'anciens *fellows* que la fondation connaît bien. La présence à sa tête de Joliot-Curie, unanimement reconnu comme « le meilleur représentant de l'excellence de la science française », achève de convaincre la Rockefeller que le CNRS conduira sans aucun doute « de l'excellent travail² ».

La première subvention de 250 000 dollars est essentiellement dédiée à l'achat de matériel de laboratoire tels que des ultracentrifugeuses, des spectrographes ou des électromanomètres, appareils sophistiqués qui coûtent cher et que l'on ne peut se procurer qu'aux États-Unis. De ce point de vue, la subvention Rockefeller fonctionne sur le même principe que le plan Marshall qui sera mis en œuvre un an plus tard. Elle est accordée pour une période de trois ans, de 1946 à 1949, et sera renouvelée pour l'année 1950. Le choix des laboratoires bénéficiaires est laissé à l'initiative des responsables du CNRS, qui en arrêtent la liste en juin 1946³ : elle comprend 35 laboratoires, parmi lesquels 19 ont déjà reçu des subventions de la fondation avant 1939 ou sont dirigés par d'anciens *fellows*. On y retrouve en effet des personnages tels que Claude Fromageot, René Wurmser, Boris Ephrussi, Antoine Lacassagne, Alfred Fessard, Clovis Vincent, Frédéric Joliot-Curie, Pierre Grabar, Jean Roche, Pierre Auger, ou encore Robert Courrier. Si la plupart des subventions vont à des laboratoires parisiens, quelques pôles provinciaux sont aussi dotés (Lyon, Marseille, Strasbourg, Nancy). Alors que certains laboratoires ont été partiellement ou totalement détruits par les bombardements, cette manne d'argent frais arrive à point nommé pour permettre le redémarrage des « paillasses ». La subvention est à peu près également répartie, la majorité des laboratoires touchant une somme de 6 500 dollars qui leur permettra d'acheter du matériel ainsi que de se réabonner à des revues étrangères dont ils ont été privés pendant quatre ans. Les équipements seront achetés aux États-Unis et payés en dollars afin de contourner le contrôle des changes alors en vigueur en France. On notera à ce propos que la fondation bénéficie d'un statut particulier qui facilite l'importation de ces équipements, alors que les tracasseries douanières sont multiples. Depuis décembre 1938, la fondation (et avec elle son bureau parisien) est en effet inscrite par le ministère des Finances sur « la liste des établissements autorisés à recevoir, en exemption des droits et taxes d'entrées, les appareils et instruments scientifiques qui leur seront directement adressés de l'étranger⁴. Cette exemption est également valable pour les livres et revues scientifiques.

À côté de cette subvention générale, la Rockefeller accorde aussi des aides ciblées à quelques laboratoires dont elle suit l'activité depuis longtemps : c'est le cas d'Emile Brumpt, dont on se souvient que son laboratoire de parasitologie a été subventionné sans discontinuer entre 1925 et 1939. Alors qu'en 1940, la dernière partie de la subvention prévue pour la période 1936-1940 n'avait pu être versée à cause de

¹ Doris Zallen, « Louis Rapkine and the Restoration of French Science after the Second World War », *French Historical Studies* 17/1, 1991, p. 4-37.

² RF Minutes, 3 avril 1946, RF 1.2/500/3/30.

³ Teissier à Weaver, 27 juin 1946, RF 1.2/500/3/31.

⁴ Lettre de la Direction de l'Enseignement Supérieur, Ministère de l'Éducation Nationale, 21 décembre 1938, RF RG 1.1/500S/22/226.

l'invasion allemande, la Rockefeller lui accorde en 1946 une aide d'urgence de 4 000 dollars pour permettre le redémarrage du laboratoire et y attirer un directeur de valeur, car Brumpt approche de l'âge de la retraite et songe à sa succession. Par ailleurs, la fondation donne aussi l'année suivante une aide supplémentaire à la station antipaludique de Porto Vecchio¹, dont elle avait assuré le démarrage dans de bonnes conditions en 1925 : au total, c'est plus de 15 000 dollars qu'elle lui accordera en 1947 et 1948. Parmi les autres bénéficiaires de subventions exceptionnelles, on note le cas de Clovis Vincent, dont on se souvient également que la Rockefeller avait cofinancé la création de la chaire de neurochirurgie à la faculté de médecine de Paris en 1937 : son département de neurochirurgie reçoit 5 200 dollars en 1946. Quant à Robert Debré, son laboratoire de bactériologie avait déjà reçu un modeste financement de la fondation en 1934², et il avait été l'un des interlocuteurs de la fondation lorsque celle-ci envisageait de financer un institut d'hygiène ; en 1946, alors qu'il est devenu l'un des principales figures de la pédiatrie (il dirige depuis 1938 la clinique des enfants malades à l'hôpital Necker), la fondation lui accorde une subvention de 5 000 dollars pour équiper son service³.

La deuxième grande subvention de 100 000 dollars donnée en avril 1946 est destinée à organiser des colloques dans des disciplines pionnières, afin de leur faire acquérir une visibilité, mais aussi afin de favoriser la réouverture internationale du milieu scientifique français en permettant d'inviter des scientifiques étrangers aux manifestations ainsi organisées. À cet effet, 35 colloques se tiennent entre 1946 et 1950⁴, et ceux qui concernent les disciplines situées à la croisée de la biologie et de la médecine (endocrinologie, embryologie, physiologie, biochimie, génétique) sont tous organisés par d'anciens boursiers Rockefeller : Boris Ephrussi, Alfred Fessard, André Lwoff, Robert Courrier, Marc Klein. Parmi eux, on citera notamment le colloque « Unités biologiques douées de continuité génétique » tenu en juin 1948 à Paris, auquel participent Ephrussi, Lwoff et Jacques Monod. Deux ans après le congrès fondateur organisé par Max Delbrück à Cold Spring Harbor aux États-Unis (et auquel Monod avait également participé), il constitue une étape fondamentale dans l'affirmation de la biologie moléculaire en France. Devant le succès de ces manifestations, la direction du CNRS demande en 1951 une nouvelle subvention pour poursuivre la formule⁵. La fondation répond positivement et en juillet 1952, elle accorde 40 000 dollars supplémentaires pour trois ans destinés à couvrir les frais de voyages de savants étrangers invités en France⁶. Cette somme contribuera à payer l'organisation de 17 colloques entre 1953 et 1956, sur des sujets aussi différents que la géométrie différentielle (juin 1953), l'étude des molécules d'eau dans les solides au moyen des ondes électromagnétiques (juin 1953), la physiopathologie du potassium (juin 1954), ou encore le rôle du cortège électronique dans les phénomènes radioactifs, organisé en juin-juillet 1954 par Frédéric et Irène Joliot-Curie.

¹ RF Minutes, 19 septembre 1947, RF 1.1/502/1/2.

² Formulaire de bourse, 3 avril 1934, RF 1.1/500A/5/53.

³ Formulaire de bourse, 6 avril 1946, RF 1.1/500/7/72.

⁴ Archives CNRS, CAC 19800284/141.

⁵ Gaston Dupouy (Directeur général du CNRS) à Gerard Pomerat (directeur adjoint de la *Natural Science Division*), 30 avril 1951, Archives CNRS, CAC 19800284/141.

⁶ Pomerat à Dupouy, 1^{er} février 1952, Archives CNRS, CAC 19800284/141.

L'entrée en guerre froide

La guerre froide survient alors que la Rockefeller n'a pas encore clairement défini le nouveau cadre de sa politique européenne. En pleine crise intellectuelle, elle doit également s'adapter au nouveau contexte géopolitique caractérisé par l'opposition des États-Unis et de l'URSS. Dès avant la cristallisation de cette opposition en 1947, elle a compris que sa position en Europe ne serait pas la même qu'avant 1939 : lorsqu'Alexander Makinsky visite la France à la fin de 1944, il remarque immédiatement que l'image des États-Unis n'y est pas bonne, non seulement en raison de l'impact des bombardements massifs sur les populations civiles, mais aussi parce que bien des Français rendent le président Roosevelt, dont les rapports avec le général de Gaulle n'ont jamais été bons, responsable de la reconnaissance tardive par les Alliés du gouvernement issu de la Résistance. Et même si la plupart de ses interlocuteurs ont confiance dans la fondation Rockefeller, Makinsky conclut qu'en dépit de la nature internationale de ses actions, elle sera désormais considérée comme « une organisation américaine¹ » (souligné par lui) ; cette situation nouvelle témoigne selon lui du malaise européen vis-à-vis du « nouveau rôle désormais assumé par les États-Unis dans les affaires mondiales ». Dès avant la dégradation des relations entre les anciens alliés au cours de l'année 1946, l'apolitisme revendiqué de la fondation depuis les années 1920 et sa volonté de s'en tenir strictement à une action de type scientifique, s'avère difficile à tenir.

Entre 1945 et 1950, la fondation effectue une mue difficile, marquée par l'abandon de sa culture internationaliste de l'entre-deux-guerres et par son entrée dans la logique de guerre froide. Celle-ci se manifeste de plusieurs manières. La première est l'évolution du *Board of Trustees*, qui constitue le gouvernement de la fondation, et où le personnage du *Chairman* prend de plus en plus d'importance aux côtés du président de la fondation. Entre 1939 et 1945, le *Board of Trustees* de la Rockefeller a connu un important renouvellement, avec l'arrivée de sept nouveaux membres. Son personnage le plus influent est alors John Foster Dulles : cet avocat d'affaires membre du prestigieux cabinet Sullivan & Cromwell est entré au *Board* en 1935 et à son comité exécutif en 1936. Il a une grande expérience des affaires internationales : secrétaire de la deuxième conférence internationale de la paix de La Haye en 1907 (à 19 ans), puis membre de la délégation américaine au traité de Versailles en 1919, il est également membre de celle-ci à la conférence constitutive de l'ONU à San Francisco en 1945 ; il sera aussi conseiller du Secrétaire d'Etat américain dans plusieurs conférences internationales entre 1945 et 1949.

Les débats sont alors vifs entre les *trustees* de la Rockefeller sur la nature de la mission de la fondation au sortir de la guerre. En décembre 1946, le Comité restreint nommé un an et demi plus tôt pour proposer de nouvelles orientations remet son rapport au *Board* et ses conclusions provoquent des divergences entre les *trustees*. John Foster Dulles, en particulier, considère qu'il est temps que la fondation remette en cause son *credo* historique centré sur la recherche scientifique et les programmes de long terme pour se préoccuper de questions plus concrètes et d'application immédiate² étant donné le nouveau contexte géopolitique qui s'est aggravé en 1946 entre les États-Unis et l'URSS : depuis mars 1946, Winston Churchill a en effet publiquement lancé l'expression de « rideau de fer » pour désigner la séparation de plus en plus grande entre les deux parties de l'Europe, et Dulles considère que la politique européenne de la fondation ne peut ignorer cette nouvelle donnée. Le débat rebondit lors d'une nouvelle

¹ Alexander Makinsky, *doc. cit.*, ainsi que la citation suivante.

² Discussion of Report at December 1946 meeting, RF 3.2/900/29/159.

réunion des *trustees* tenue le 3 avril 1947, soit trois semaines après le discours du 12 mars, au cours duquel le président Truman a affirmé devant le Congrès américain son intention d'accorder une aide financière au gouvernement grec pour l'aider à faire face à la menace d'un coup d'état communiste. Le discours du 12 mars constitue, on le sait, le prologue du plan Marshall annoncé le 5 juin 1947, événement fondateur de la guerre froide. Alors que la division du monde en deux blocs se précise, le *Board of trustees* de la Rockefeller voit désormais s'affronter ouvertement la sensibilité représentée par Raymond Fosdick, président de la fondation depuis 1936 et gardien de son orthodoxie internationaliste affirmée depuis les années 1920, et celle d'une autre partie des *trustees* qui souhaitent que la fondation s'investisse dans les problèmes de l'heure. L'un de ces derniers considère que désormais, « deux mondes » s'opposent, et que l'action de la fondation est par nature politique, « qu'elle le veuille ou non » ; il ajoute que la fondation doit refuser son soutien aux pays où sont établis des « régimes totalitaires ». Cette option est contestée par les internationalistes qui considèrent que la fondation doit intervenir partout dans le monde, en particulier dans des programmes agricoles destinés à faire face à l'explosion démographique des pays sous-développés. La réunion se termine sans qu'une ligne de conduite claire soit adoptée¹ : la fondation est alors divisée comme elle ne l'a jamais été.

La clarification de sa position s'opère en plusieurs temps : c'est d'abord le départ en 1948 de Raymond Fosdick, remplacé par Chester Barnard, un homme au profil tout à fait différent puisqu'il a été président de la Bell Telephone. Par ailleurs, en avril 1950, John Foster Dulles est élu *Chairman* du *Board of Trustees*. Son influence est alors presque égale, voire supérieure à celle du président de la fondation, qui est un nouveau venu dans l'appareil philanthropique. Dulles occupera cette position jusqu'à sa nomination comme Secrétaire d'Etat par le président Eisenhower au début de l'année 1952. A ce moment, les professions de foi internationalistes de Raymond Fosdick auront fait place à une vision nettement polarisée de la situation mondiale : dans l'introduction de son rapport annuel pour 1951, Chester Barnard note qu'après avoir gagné la guerre contre le totalitarisme, les États-Unis se trouvent désormais confrontés à « une autre dictature qui était [leur] alliée² » quelques années auparavant. Ce positionnement de la fondation dans la logique de guerre froide est accentué en décembre 1951 lorsque Barnard part à la retraite et est remplacé à la présidence de la fondation par Dean Rusk : cet universitaire, ancien *Rhodes Scholar*, a gravi depuis 1946 les échelons de l'administration du Département d'Etat jusqu'à devenir Assistant Secretary of State pour l'Extrême Orient en 1950. Il restera président de la fondation jusqu'en janvier 1961³, date à laquelle il sera nommé Secrétaire d'Etat de John F. Kennedy. Avec lui, c'est un professionnel de la politique internationale qui s'installe aux commandes de la fondation pour toute la décennie 1950 : la page de l'ère Fosdick est définitivement tournée.

Pour autant, la fondation n'abandonnera pas totalement le *credo* internationaliste qui a constitué jusqu'alors sa marque de fabrique, et la ligne de conduite qu'elle adopte en 1950 est marquée par la volonté d'essayer de tenir une position intermédiaire. Elle est d'une part consciente que « les temps ont changé⁴ » et que, plus encore qu'avant 1939, « l'intérêt national américain » constitue une frontière que la fondation ne saurait franchir dans ses actions internationales. D'un autre côté, elle sait aussi qu'un

¹ Officers' conference, 3 avril 1947, RF 3.1/900/21/162.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1951, p. 8.

³ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1961, p. xvii.

⁴ John Marshall, Relations of the Foundation with Governmental and Intergovernmental Agencies, 3 novembre 1950, RF 3.2/900/29/159, ainsi que la citation suivante.

alignement de sa politique sur celle du gouvernement américain risquerait de ternir la réputation qu'elle a acquise depuis l'entre-deux-guerres dans les milieux scientifiques internationaux, et les relations de confiance qu'elle a tissé avec des milliers de chercheurs dans le monde entier. Tout en évitant de contredire les intérêts américains, elle tentera donc de limiter au maximum la collaboration formelle avec le gouvernement et les réseaux des attachés culturels que celui-ci met alors en place dans le monde entier. En revanche, elle s'attachera à promouvoir la collaboration formelle avec l'ONU. Afin de concilier au mieux sa nature d'organisation américaine avec ses ambitions d'organisation internationale, et son identité de fondation soutenant la recherche avec les contraintes de la géopolitique, elle donne désormais consigne aux *officers* qui agissent sur le terrain de veiller à ce que leur action ne contredise pas l'intérêt national, tout en évitant de soutenir des actions à but ouvertement idéologique, et en étant attentifs à la spécificité des terrains locaux en agissant au cas par cas.

L'aide donnée au CNRS intervient donc juste au moment où la fondation est en pleine réorientation. La France étant alors un des fronts essentiels de la guerre froide, il est intéressant de suivre la manière dont la fondation gère la situation sur le terrain. En 1946, les *trustees* savent que Frédéric Joliot-Curie et Georges Teissier sont membres du Parti Communiste (Joliot a adhéré en 1942), ce qui ne les empêche pas de voter l'attribution de la subvention de 350 000 dollars au CNRS. Ils ont alors confiance en Louis Rapkine, mais aussi en Joliot-Curie, que Warren Weaver connaît depuis dix ans et qui, en 1945, est encore bien disposé vis-à-vis des États-Unis : lorsqu'il préface cette année-là le livre où son élève Maurice-Elie Nahmias relate la naissance du premier cyclotron français, Joliot-Curie note en effet les conséquences positives qu'a eue pour la recherche française la « liaison scientifique internationale¹ » avec les laboratoires américains permise par l'aide de la fondation Rockefeller au cours des années trente. Trois ans plus tard, le ton aura changé : en 1948, Joliot préface un ouvrage intitulé *La France deviendra-t-elle une colonie américaine ?*², où il dénonce l'aide économique du plan Marshall comme étant un pas vers la sujétion politique. Le 5 avril 1950, lors du congrès du parti communiste, il déclare que « jamais les scientifiques progressistes, les scientifiques communistes, ne donneront une parcelle de leur science pour faire la guerre contre l'Union soviétique³ ». La sanction gouvernementale tombe immédiatement : le 29 avril, Joliot est révoqué de son poste de directeur du Commissariat à l'Énergie Atomique, où il a expérimenté en décembre 1948 la première pile atomique française. Par ailleurs, Teissier a été révoqué de la direction du CNRS en janvier 1950⁴. La presse communiste dénonce alors la « sujétion du gouvernement [...] aux volontés de guerre de l'Amérique⁵ ».

La fondation Rockefeller n'est pas épargnée par ces critiques, et si son image auprès des milieux scientifiques était globalement bonne avant 1939, elle est désormais suspecte auprès de certains des proches du Parti Communiste, Joliot-Curie en tête. En 1952, un article de *La pensée* (qui compte parmi les membres de son comité directeur Joliot-Curie et Teissier) dénonce le rôle qu'elle joue dans « l'infiltration américaine dans les instituts de recherche français appartenant à l'État ou aux universités » :

¹ Maurice Elie Nahmias, *La désintégration de la matière et la radiobiologie*, préface de Frédéric Joliot, Paris, 1945, p. 12.

² Georges Soria, *La France deviendra-t-elle une colonie américaine ?* Préface de Frédéric Joliot-Curie, Paris, 1948.

³ Pierre Biquard, *Frédéric Joliot et l'énergie atomique*, Paris, L'Harmattan, 2003, p. 112.

⁴ Corinne Defrance, « La mission du CNRS en Allemagne (1945-1950) », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°5, novembre 2001, [en ligne], <http://histoirecnrs.revues.org/document3372.html>. Consulté le 4 décembre 2008.

⁵ *La pensée*, mai-juin 1950, p. 5.

« La fondation Rockefeller est bien connue pour avoir rendu d'importants services à la science française en un temps où l'impérialisme américain ne visait pas à la domination de l'Europe [...]. Or, en novembre 1951, son représentant, M. D'Arms, a effectué un véritable voyage d'inspection dans les universités françaises. Installé dans les cabinets de Doyens, il a reçu les professeurs en quête de subsides pour leur laboratoire et leurs bibliothèques et leur a signifié que désormais la fondation n'accordera plus de subventions pour l'achat de collections de matériel, ni pour la publication de revues scientifiques, qu'elle n'en accordera qu'à titre personnel à tel et tel chercheur, pour telle et telle recherche bien précise, sur l'intérêt de laquelle une commission américaine statuera depuis le bureau central de l'institution à New York. Jusqu'en 1950, la fondation Rockefeller laissait aux conseils d'université le soin de disposer à leur gré des fonds qu'elle versait globalement. Désormais, des hommes qui ne sont pas Français décideront d'appuyer telle branche de la science française au détriment de telle autre, selon l'intérêt, non de la nation, mais du monopole financier Rockefeller, et nous sommes déjà en mesure d'affirmer que les recherches atomiques ne seront pas subventionnées par lui. Ils décideront d'aider tel chercheur et non tel autre, selon ses opinions politiques. Déjà, avec le prétexte hypocrite que de toute façon le visa d'entrée aux États-Unis leur serait refusé, et qu'ils ne pourraient pas bénéficier de la possibilité d'y effectuer leur voyage, la fondation n'accorde pas la bourse aux chercheurs appartenant au Parti Communiste, à la C.G.T., à l'A.T.S et autres organisations démocratiques auxquelles les candidats sont tenus de déclarer leur appartenance¹ ».

L'année suivante, les éditions de la Nouvelle Critique, liées au Parti Communiste, publient un pamphlet dénonçant la volonté des États-Unis d'« utiliser et organiser, avec le maximum de rendement, la science internationale, au profit de la politique américaine² ». La fondation Rockefeller y est considérée comme une annexe du Département d'Etat : « cet organisme est bien connu des scientifiques mais son caractère a changé depuis la guerre : sait-on que le président actuel de son conseil de direction (Board of Trustees) n'est autre que M. John Foster Dulles, ministre des affaires étrangères des États-Unis, dont la réputation de partisan acharné de la domination mondiale américaine n'est plus à faire³ ». En réalité, Dulles a quitté la fondation en décembre 1952 en devenant Secrétaire d'Etat⁴, mais il s'agit là d'un détail : l'essentiel est que la fondation Rockefeller n'est plus tant considérée comme une institution servant la coopération internationale que comme une auxiliaire de la politique étrangère américaine.

Mais les critiques auxquelles doit faire face la fondation ne proviennent pas seulement de France : elles proviennent aussi des États-Unis, où dès 1947, l'administration américaine a commencé à mener des enquêtes pour vérifier la loyauté de son personnel, et où les premières attaques par voie de presse ont commencé à se manifester contre les grandes fondations accusées de dépenser leurs dollars dans des activités lointaines au lieu d'en faire profiter les Américains. L'atmosphère de complot et la chasse aux sorcières qui sévit aux États-Unis connaît son paroxysme, on le sait, entre 1950 et 1954 avec l'action du sénateur Joseph MacCarthy, qui dénonce « la

¹ « Les monopoles financiers américains contre la science française », *La pensée*, mars-avril 1952, p. 122.

² *Un plan USA de mainmise sur la science*, Paris, 1953, p. 21.

³ *Id.*, p. 44.

⁴ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1952, p. 7.

mainmise des communistes¹ » sur l'administration américaine et en particulier sur le Département d'Etat, et suscite la création de multiples commissions d'enquêtes visant les catégories les plus diverses, depuis les fonctionnaires jusqu'aux stars d'Hollywood, en passant par les grandes fondations dont les activités internationales sont suspectées d'être anti-américaines. Le 21 janvier 1950, Alger Hiss, président du Carnegie Endowment for International Peace, accusé par la Commission des activités antiaméricaines d'être communiste et d'avoir transmis des informations confidentielles à l'URSS, est condamné à cinq ans de prison. En novembre et décembre 1952, c'est au tour de la fondation Rockefeller d'être convoquée devant un comité d'investigation dirigé par Eugene Cox, dont la mission consiste à démasquer les fondations se livrant à des activités subversives sous couvert d'action internationale. La fondation doit alors présenter un état détaillé de l'ensemble de ses financements depuis 1913 afin de prouver que les sommes qu'elle dépense à l'étranger, qui ne sont pas soumises à l'impôt sur le revenu, ne sont pas utilisées pour des activités antiaméricaines². Elle s'en sortira sans condamnation, mais l'expérience contribuera sans doute à la rendre à l'avenir plus prudente dans le choix de ses interlocuteurs étrangers. Il en est probablement de même de la fondation Ford, également convoquée par le Comité Cox en 1952, puis le comité Reece en 1954.

Pour autant, la Rockefeller n'entreprendra pas d'investigations systématiques sur les bénéficiaires potentiels de ses subventions, à la fois parce qu'une telle attitude ne correspond pas à ses traditions, mais aussi parce qu'elle n'en a pas les moyens logistiques. Et si au début de l'année 1950, elle envisage de suspendre son financement à la recherche française tant que des communistes y occupent des postes importants³, elle n'a pas à mettre cette décision en application, Teissier quittant la direction du CNRS en janvier tandis que Joliot est révoqué du CEA à la fin du mois d'avril. De sorte qu'en 1951, lorsque le nouveau directeur du CNRS Gaston Dupouy demande le renouvellement de la subvention pour l'organisation de colloques, celui-ci est accordé. Tout au long des années cinquante, la Rockefeller naviguera avec plus ou moins de bonheur et d'agilité entre la fidélité à sa ligne directrice, sa volonté de ne pas aller contre l'intérêt de son pays, et les spécificités des contextes locaux auxquels elle est confrontée. Autrement dit, si elle entre incontestablement à partir de 1950 dans une logique de guerre froide, elle n'adoptera pas non plus une position intransigeante, que ce soit dans sa politique dans le domaine de la biomédecine ou dans le domaine des sciences sociales, comme nous le verrons au chapitre IX.

3. Une nouvelle configuration intellectuelle

La continuité du financement rockefellerien

L'aide d'urgence accordée au CNRS en 1946 n'est pas un épisode sans lendemain. Elle n'est qu'une étape dans une politique de long terme de la fondation Rockefeller dans le domaine biomédical qui se poursuit tout au long des années 1950 et 1960. Cette aide se manifeste, comme avant 1939, par le financement de laboratoires et

¹ André Kaspi, *Les Américains. Les États-Unis de 1607 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1986, p. 424.

² Rockefeller Foundation *Annual Report*, 1952, p. 12-18.

³ Brigitte Mazon, *Aux origines de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, éditions du Cerf, 1988, p. 126-127.

par l'octroi de *fellowships* à des chercheurs jugés prometteurs dans leur domaine. Ces deux types de financement restent après 1945 les piliers de la politique scientifique de la fondation. Bien plus qu'avant 1939, celle-ci prend la forme d'un transfert de technologie et de savoir-faire depuis les États-Unis vers la France, qui se manifeste par l'importance des achats de matériel scientifique permis par les subventions rockefelleriennes et par la domination presque sans partage des États-Unis dans les destinations des *fellows*, bien plus qu'avant 1939. Par ailleurs, c'est au cours de cette période qu'arrive à maturité une politique française d'organisation de la recherche dans le domaine biomédical, dans laquelle la fondation n'intervient pas directement, mais où ses anciens *fellows* jouent un rôle majeur.

Les subventions aux laboratoires sont les plus importantes du point de vue financier. Entre 1947 et 1967, elles se montent à 495 000 dollars, réparties entre 44 laboratoires appartenant à trois grands établissements de recherche (le CNRS, l'Institut Pasteur, le Collège de France), mais aussi à l'université de Paris, ainsi qu'à sept universités de province (Lyon, Strasbourg, Marseille, Toulouse, Montpellier, Bordeaux, Nancy). Parmi les laboratoires subventionnés, les anciens partenaires de l'entre-deux-guerres se taillent la part du lion, témoignant de l'inscription dans la longue durée des liens établis avant la guerre entre la fondation et la recherche française : à eux seuls, Claude Fromageot, Alfred Fessard, Boris Ephrussi, Jacques Monod, Pierre Desnuelle, René Wurmser et Robert Courrier, tous déjà soutenus avant 1939 et bénéficiaires de la subvention accordée en 1946 au CNRS, reçoivent 313 000 dollars, soit plus de 63% du total. On ajoutera à ces financements de laboratoires d'autres subventions accordées par la fondation, comme par exemple cette aide de 3 000 dollars accordée à l'Institut Henri Poincaré en 1949 pour inviter des professeurs étrangers, ou bien cette subvention de 6 200 dollars accordée en 1957 à André Lwoff pour organiser un colloque sur le bactériophage avec des collègues d'autres pays.

Par ailleurs, le programme *fellowships*, en sommeil depuis l'interruption des relations avec l'Europe en 1940, est réactivé dès 1946 : cette année, trois biologistes et trois médecins en bénéficient. Ces derniers sont tous élèves de Robert Debré (Alexandre Minkowski, Jean-Jacques Alloiteau, Alice Mary Doumic), qui développe alors un département de pédiatrie à la clinique des enfants malades de l'hôpital Necker ; les *fellowships* accordées par la fondation viennent en complément de la subvention générale accordée la même année à Debré. L'octroi de *fellowships* continue au cours des années suivantes : entre 1946 et 1965, 52 *fellows* travaillant dans les domaines de la médecine et des sciences biologiques effectueront des séjours d'études d'un an ou plus à l'étranger, dont 47 aux États-Unis. Nombre d'entre eux ont déjà été *fellows* avant 1939, et, devenus après 1945 professeurs, directeurs de laboratoire ou chefs de service, recommandent leurs élèves auprès de la fondation pour des *fellowships* ; de sorte que la politique de sélection de la Rockefeller, au moins dans le domaine biomédical, est bien plus déterminée par la structure dynastique du milieu universitaire français que par des considérations politiques liées au contexte de guerre froide.

Aux *fellowships* proprement dites, on ajoutera que la fondation accorde de nombreuses *travel grants*, comme avant 1939, pour permettre à des chercheurs de participer à des colloques ou de visiter des centres de recherche. Dans bien des cas, l'objectif essentiel de ces voyages est de favoriser la reprise des contacts des chercheurs français avec le milieu scientifique international dont ils ont été coupés pendant cinq ans. Ainsi Jules Stahl, ancien *fellow* en 1933, demande-t-il à la fondation en 1946 une bourse destinée à lui permettre de prendre contact avec les derniers acquis de la recherche aux États-Unis, alors qu'il s'apprête à devenir chef de service à la faculté de médecine de Strasbourg ; le neurophysiologiste Louis Monnier fera de même en 1948,

tout comme Daniel Petit-Dutaillis, qui succède à Clovis Vincent à la tête de la clinique de neurochirurgie de la faculté de médecine de Paris à l'automne 1948, ou encore Jean Coursaget qui visite des laboratoires en Suède et au Danemark en 1950. On notera enfin, au chapitre des bourses de voyage, que la Rockefeller apporte sa contribution au programme de bourses mis en place par l'Institut National d'Hygiène en 1946. Cet organisme, ancêtre de l'INSERM, a été créé, on l'a vu, en novembre 1941 par le gouvernement de Vichy, pour développer une politique de la santé publique. Entre 1941 et 1946, il a été dirigé par l'ancien *fellow* André Chevallier, auquel a succédé en 1946 Louis-Camille Bugnard : celui-ci, professeur de physique biologique et médicale à la faculté de médecine de Toulouse depuis 1930, a également été *fellow* en 1933 ; il a gardé contact avec la fondation qui a soutenu, quoique modestement, son laboratoire au cours des années trente. Devenu directeur de l'INH, il met en place en 1947¹ un programme permettant à des médecins français d'aller parfaire leur formation dans le domaine des techniques de laboratoire aux États-Unis ; celui-ci est cofinancé par le ministère des Affaires Etrangères et des organismes américains, dont la fondation Rockefeller, qui y contribue en accordant quelques *fellowships*².

L'institutionnalisation des sciences biomédicales

Au cours des vingt ans qui suivent la fin de la guerre, les domaines pionniers tels que la biochimie ou la génétique, développés depuis les années 1920 avec le soutien Rockefeller, conquièrent une place importante dans le dispositif d'enseignement supérieur et de recherche français. L'institutionnalisation de ces nouvelles disciplines, que ce soit sous la forme de création de chaires dans des institutions prestigieuses ou de financement de programmes de recherches, témoigne de la reconfiguration des savoirs qui intervient après 1945 à la croisée de la médecine et des sciences biologiques, et se manifeste par l'apparition du terme de biomédecine pour désigner cet ensemble de domaines d'étude. Au cours des années 1950, la fondation Rockefeller va continuer à accompagner leur développement par des subventions, tandis que ses anciens *fellows* vont jouer un rôle décisif dans cette institutionnalisation.

C'est le cas de la génétique, dont on se souvient que le pionnier Boris Ephrussi avait développé dans les années trente une collaboration avec ses collègues du California Institute of Technology. En 1946, lorsque la Rockefeller accorde au CNRS la subvention de 250 000 dollars, 18 000 sont affectés à la création d'un laboratoire spécialement dédié à la génétique, à Gif-sur-Yvette³ : de tous les laboratoires servis, c'est celui qui reçoit la somme la plus importante. Cette création représente une innovation majeure, alors que la génétique est encore très marginale en France. Elle est destinée à donner une base concrète à la chaire de génétique créée en 1945 à la Sorbonne par le directeur de l'enseignement supérieur Pierre Auger, et sur laquelle Boris Ephrussi vient d'être nommé⁴. Malgré l'importance du financement, il faudra cependant attendre 1956 pour que le laboratoire soit définitivement opérationnel ; cette

¹ Robert R. Struthers Diary, 31 juillet 1947, RF 1.1/500/7/72.

² Gaudillière, *op. cit.*, p. 99.

³ Richard M. Burian, « Genetics after World War II : The Laboratories at Gif », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1990, pp. 1-47.

⁴ Jean-François Picard, « De la médecine expérimentale à l'INSERM », in Claude Debru, Jean Gayon et Jean-François Picard (dir.), *Les sciences biologiques et médicales en France 1920-1950*, Paris, CNRS éditions, 1994, p. 335.

année-là, la Rockefeller lui accordera à nouveau une subvention de 61 000 dollars, puis encore une de 47 000 en 1960¹, portant le total des subventions accordées à l'institut à 128 000 dollars depuis 1946. On notera également qu'en 1956 et 1960, Ephrussi bénéficie de deux *travel grants* de la Rockefeller pour aller visiter des centres de recherches en génétique aux États-Unis : si l'on y ajoute ses trois *fellowships* de l'entre-deux-guerres et le poste obtenu à l'université Johns Hopkins entre 1940 et 1944, c'est l'un des chercheurs qui a le plus bénéficié du financement Rockefeller, et l'un de ceux avec lesquels la fondation a noué une relation durable et continue qui s'étend sur plus de trente ans : on est loin ici de l'idée reçue qui veut que les financements philanthropiques soient par nature éphémères.

On observe un rôle similaire de la Rockefeller dans le domaine de la biochimie : en 1945, Pierre Auger crée à l'université de Paris une chaire de biologie physico-chimique dont le premier titulaire est l'ancien *fellow* René Wurmser². L'année suivante, il crée également une chaire de chimie biologique où est nommé Claude Fromageot, qui l'inaugure l'année suivante. Il y continue les travaux entrepris dans son laboratoire lyonnais depuis 1932, et recevra entre 1949 et 1955 37 000 dollars de la part de la fondation Rockefeller, sans compter plusieurs *fellowships*, dont une lui est accordée pour effectuer un voyage aux États-Unis en 1948, et les autres à ses élèves Hubert Clauser (1952), Marian Jutisz (1957) et Roger Monier (1958), toutes pour des voyages aux États-Unis. Les trois jeunes chercheurs feront partie au cours des années suivantes des promoteurs de la biochimie : le premier à la faculté des sciences de Paris où il sera nommé professeur en 1968, le deuxième au CNRS où il sera nommé directeur de recherche en 1964, et le troisième à l'université de Marseille où il obtiendra un poste de professeur en 1963, puis à l'Institut de recherches sur le cancer de Villejuif, dont il prendra la direction en 1972³. Entretemps, la biochimie aura également été consacrée comme un domaine pionnier de la recherche scientifique par la création d'une chaire de biochimie au Collège de France : en 1947 en effet, la chaire d'Histoire naturelle des corps organisés occupée par André Mayer depuis 1922 (et lointaine descendante de la chaire d'Histoire naturelle créée au XVIIIe siècle) devient vacante. Les deux candidats pressentis, Jean Roche et Pierre Grabar, sont d'anciens *fellows*. Grabar ne se présentant qu'en « seconde ligne⁴ », c'est Roche qui est élu à l'unanimité, et la chaire est reprofilée à son intention en « chaire de biochimie générale et comparée » : cette nouvelle appellation témoigne clairement de la légitimation d'un nouveau champ de recherche.

Cette montée en puissance de la biochimie n'est pas uniquement un phénomène parisien, comme le montre le développement d'un pôle important à l'université de Marseille, où la Rockefeller continue à financer après 1945 plusieurs laboratoires. C'est le cas du laboratoire de biochimie de la faculté de médecine (entre 1948 et 1953), où Yves Derrien a succédé à Jean Roche après l'élection de ce dernier au Collège de France. Mais c'est surtout le laboratoire de biochimie de la faculté des sciences qui aura la préférence de la Rockefeller, la fondation étant plus favorable, et ce depuis l'avant-guerre, à la formation des biochimistes dans les facultés des sciences et non de médecine. La personnalité dominante ici est Pierre Desnuelle : assistant de Fromageot à Lyon depuis 1934, *fellow* en 1936, il a été nommé maître de conférences de chimie biologique à Marseille en 1943, puis professeur en 1947. La même année, il crée un

¹ RF Minutes, 21 octobre 1960, RF 1.2/500/5/42.

² *Supplément (1930-1963) à la Notice sur les travaux scientifiques de René Wurmser*, Abbeville, 1965, p. 3.

³ « Entretien avec Roger Monier (le 12 juin 1996 Dargouge, J. David, J.-F. Picard) », [En ligne], picardp1.ivry.cnrs.fr/Monier.html, page consultée le 30 juin 2004.

⁴ Procès verbal de l'assemblée des professeurs du 16 février 1947, CF.

Institut de biochimie et met sur pied en 1948 un enseignement de licence en chimie biologique, alors que cette discipline est presque totalement absente des cursus des facultés des sciences françaises ; puis, en 1954, il crée une formation de 3^e cycle (doctorat) dans ce même domaine¹. En quelques années, Desnuelle aura donc créé un cursus complet d'enseignement de biochimie appuyé sur un laboratoire permettant aux étudiants les plus prometteurs de s'engager dans la recherche. Entre 1947 et 1967, ce pôle reçoit 67 000 dollars la part de la Rockefeller, qui accordera également des *fellowships* à deux élèves de Desnuelle dirigeant chacun une équipe de l'institut : Roger Acher (1956), et Louis Sarda (1962). À partir du milieu des années cinquante, Desnuelle est l'un des biochimistes français les plus en vue : il est pressenti par Claude Fromageot pour occuper une nouvelle chaire de biochimie à la Sorbonne en 1954, à laquelle il renonce pour se consacrer au développement de son laboratoire marseillais. En 1959, lorsqu'il s'agit de succéder à Claude Fromageot décédé l'année précédente, c'est à nouveau lui qui apparaît comme le candidat naturel ; mais il démissionne quelques mois après son sa nomination, et c'est finalement Jacques Monod qui est nommé titulaire de la chaire de chimie du métabolisme². Comme pour la chaire du Collège de France en 1947, l'une des positions institutionnelles majeures de la biochimie en France s'est jouée entre deux anciens *fellows* ayant gardé de solides liens avec la fondation et possédant, de surcroît, des itinéraires professionnels très semblables : Monod est né en 1910, Desnuelle en 1911 ; tous deux ont été *fellows* en 1936 et ont franchi les différentes étapes de la carrière universitaire à des dates très proches.

Le processus noté avec la génétique et la biochimie se retrouve également dans le domaine de la biologie moléculaire, discipline issue de la biochimie, et dont l'Institut Pasteur est l'un des berceaux essentiels. En déclin dans les années trente, il connaît au cours des années cinquante une montée en puissance qui va l'installer en quelques années en position dominante dans le champ des savoirs biomédicaux³. L'action de la Rockefeller n'y est pas étrangère, l'Institut Pasteur étant un des pôles de recherche liens scientifiques avec les États-Unis sont les plus forts dès la fin des années trente. On notera d'abord qu'entre 1945 et 1946, un ancien *fellow* est promu au rang de chef de laboratoire (Jacques Monod) et cinq au rang prestigieux de chef de service (Louis Rapkine, Georges Séphanopoulos, Pierre Grabar, Albert-Félicien Delaunay et Dikran Dervichian), parmi lesquels quatre étaient entrés à l'Institut dans les années trente⁴. Ces chercheurs confirmés sont rejoints au cours des années cinquante par une nouvelle génération de jeunes biologistes dont huit au moins bénéficient de *fellowships* au cours des années 1947-1958 : Alain Bussard, Charles Chany, Germaine Depierre, Jean-Marie Dubert, François Gros, Pierre Schaeffer, Joseph Tabone, Elie Wollman. Se forme ainsi un groupe de chercheurs dont certains vont jouer un rôle majeur dans le changement de configuration épistémologique qui mène à l'affirmation de la biologie moléculaire en France dans les années cinquante et soixante.

Un des symptômes principaux de ce changement est la réorganisation du laboratoire de chimie biologique, dont le directeur Michel Macheboeuf meurt en 1953 ; le conseil d'administration de l'Institut Pasteur décide alors de le transformer en

¹ *Titres et travaux scientifiques de Pierre Desnuelle*, 1958.

² Desnuelle à Monod, 6 mai 1959, Fonds Jacques Monod (ci-après FJM) Mon.Ins.03, Archives Institut Pasteur (ci-après IP).

³ Michel Morange (dir.), *L'Institut Pasteur, Contributions à son histoire*, Paris, La Découverte, 1991, p. 321.

⁴ Ludovic Tournès « Le réseau des boursiers Rockefeller et la recomposition des savoirs biomédicaux en France (1920-1970) », *French Historical Studies*, 29-1, janvier-mars 2006, p. 77-107.

laboratoire de biochimie cellulaire, nommant à sa tête Jacques Monod (promu pour l'occasion chef de service) pour mettre en œuvre cette réorganisation. Parmi les bailleurs de fonds que Monod sollicite, la Rockefeller accorde en septembre 1954 50 000 dollars pour acheter du matériel¹. Le laboratoire compte à la fin des années cinquante environ 25 personnes, mais parmi les cinq chercheurs confirmés qui constituent son noyau, on compte trois anciens *fellows* : Monod, Bussard et Gros. La présence de ces deux derniers, jugés très prometteurs par la Rockefeller, a constitué un argument mis en avant par Monod pour obtenir la subvention². En outre, on notera que dès 1956, le laboratoire compte dans ses rangs plusieurs étudiants post-doctoraux américains, témoignant ainsi de sa réputation croissante au niveau international. Outre l'aspect purement scientifique de la réorganisation, Monod se préoccupe de l'aspect pédagogique et crée en 1956 un cours destiné à familiariser des étudiants avec les « problèmes modernes, les concepts et les méthodes dans le domaine de la microbiologie » et à « combler une lacune complète dans l'enseignement actuel à la Sorbonne ou dans les autres universités³ ». Sur les sept professeurs qui y interviennent, cinq sont d'anciens *fellows*, à qui le séjour dans les laboratoires américains a donné une bonne connaissance de cette discipline pionnière. D'autre part, l'enseignement qui y est dispensé est fondé non sur la leçon magistrale, mais sur l'expérimentation commune et la discussion libre entre professeurs et étudiants, témoignant d'un changement d'esprit dans la conception de la recherche scientifique. De Macheboeuf à Monod, on assiste donc manifestement non seulement à un changement générationnel, mais également à un basculement épistémologique dont Jean-Paul Gaudillière a mis en évidence l'aspect majeur : le passage de la biochimie d'une « légitimité médicale » appuyée sur les facultés de médecine à une « légitimité biologique⁴ » appuyée sur les recherches menées dans les facultés de sciences et les instituts de recherches tels que l'Institut Pasteur, où la dimension médicale de la recherche cède le place à la dimension biologique. De fait, le laboratoire de Monod va constituer au cours des années suivantes un lieu pilote dans la recherche en biochimie cellulaire puis en biologie moléculaire.

Vers une politique de recherche en biomédecine

À partir de la fin des années cinquante, le changement de conjoncture intellectuelle nettement perceptible dans les organismes de recherche ou à l'université, se concrétise par la naissance d'une politique nationale de recherche dans laquelle la fondation Rockefeller n'intervient pas, mais dans laquelle les anciens *fellows* vont jouer un rôle majeur. Ce processus se déroule en deux temps.

Le premier est l'organisation du colloque de Caen⁵. Initié par les cercles proches de Pierre Mendès-France pour lancer une réflexion d'ensemble sur l'organisation de l'enseignement supérieur et de la recherche en France, il a lieu en novembre 1956 et

¹ RF Minutes, 24 septembre 1954, RF 1.2/500D/6/52 ; Service de biochimie cellulaire, crédits d'équipements et de fonctionnement, 1945-1972, FJM, Mon.Ser.14, IP.

² Monod à Pomerat, 7 juillet 1954, FJM, Mon.Ser.14, IP.

³ Monod à Pomerat, 19 juillet 1956, FJM, Mon.Ser.14, IP.

⁴ Jean-Paul Gaudillière, « Les biochimistes français entre légitimité médicale et légitimité biologique, 1930-1960 », in Debru, Gayon & Picard (dir.), *op. cit.*, p. 272.

⁵ Vincent Duclert, « Le colloque de Caen (1956). La IV^e République et la mobilisation scientifique », *Historiens-géographes*, août 1998, p. 337-357.

regroupe universitaires, chercheurs, hauts fonctionnaires et industriels. Jacques Monod y participe et rédige l'un des rapports les plus importants, où il insiste sur la nécessité pour la France de mettre en oeuvre une politique de recherche ambitieuse soutenue par les pouvoirs publics afin de rattrapper le retard accumulé face à d'autres pays, notamment les Etats-Unis, en matière scientifique. Dans l'immédiat, le colloque ne se traduit par aucun résultat concret puisque les gouvernements d'une IVe République finissante en pleine crise politique et empêtrée dans la guerre d'Algérie, ne reprendront pas ses propositions. Mais il marque une étape importante dans la montée en puissance des sciences biomédicales, qui se trouvent placées au centre du débat sur l'organisation de la recherche. Par ailleurs, les intervenants du colloque ont mis en avant la nécessité de réformer l'ensemble de l'enseignement supérieur, et plus particulièrement l'organisation des études médicales, mais aussi l'enseignement des sciences, pour y intégrer les nouvelles approches développées depuis 1945 dans les laboratoires du CNRS et de l'Institut Pasteur. Avec le colloque de Caen, la recherche biomédicale acquiert le statut d'un enjeu national.

Le deuxième temps est la mise en place de la politique de recherche de la Ve République¹ : il faut en effet attendre l'arrivée au pouvoir du Général de Gaulle en 1958 et la mise en place du nouveau régime pour que les propositions du colloque de Caen soient entendues par les pouvoirs publics. Elles se concrétisent par la création de la Délégation Générale à la Recherche Scientifique et Technique (DGRST), organisme directement rattaché au Premier Ministre, dont le rôle est de coordonner la politique de recherche au niveau national. De fait, elle s'affirmera rapidement comme la « clé de voûte de la politique de la science initiée par la Ve république² ». Au cours des années 1960, elle détermine les grandes lignes d'organisation de la recherche scientifique et identifie les domaines qui doivent être privilégiés. Les objectifs qu'elle assigne sont inscrits dans le cadre de la planification quinquennale mise en place par le gouvernement français depuis 1946 à l'initiative de Jean Monnet. La biologie moléculaire en est d'emblée l'une des disciplines privilégiées.

A ce stade, l'affaire est désormais purement franco-française, et la Rockefeller n'y joue plus de rôle actif. Pourtant, ses anciens *fellows* y occupent une place déterminante. C'est notamment le cas de Jacques Monod, qui s'impose dès la fin des années cinquante comme une personnalité incontournable : sur le plan institutionnel, il est chef de service à l'Institut Pasteur, fonction qu'il cumule avec la chaire de la faculté des sciences de la Sorbonne à partir de 1959 ; sur le plan scientifique, il est à l'avant-garde des nouvelles disciplines, et sa recherche sera couronnée par le prix Nobel en 1965 (obtenu conjointement avec André Lwoff et François Jacob) puis, deux ans plus tard, par son élection au collège de France, patronnée par Jean Roche³, sur la chaire d'histophysiologie occupée depuis 1952 par Jacques Benoit (lui-même ancien *fellow*) et reprofilée à son intention en chaire de biologie moléculaire⁴ ; enfin, sur le plan politique, il a l'oreille des décideurs depuis le colloque de Caen. En 1959, il est en effet nommé vice-président du comité d'études « biologie moléculaire » créée par la DGRST dans le cadre du IVe Plan. Dans ce groupe de 12 personnes, deux réseaux, qui se recoupent largement, apparaissent dominants : celui des pasteurien, au nombre de cinq (Monod, Lwoff, Wollman, Dervichian, Latarjet), signe de la montée en puissance de

¹ Antoine Prost, « Les origines de la politique de la recherche en France, 1939-1958 », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1, 1989, p. 41-62.

² Jean-François Picard, « La création du CNRS », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°1, 1999, p. 50-66.

³ Rapport sur la candidature de Jacques Monod à la chaire de biologie moléculaire, assemblée des professeurs du 5 mars 1967, CF.

⁴ *Annuaire du Collège de France*, 1968-1969, p. 15-16.

l'institut ; celui des anciens *fellows* Rockefeller, au nombre de huit (le président Wurmser, le vice-président Monod, Dervichian, Desnuelle, Ephrussi, Lwoff, Sadron, Wollman)¹.

Dès son premier rapport, le comité place la biologie moléculaire au centre de la recherche scientifique et met en avant quelques axes essentiels qui constituent la colonne vertébrale d'une politique ambitieuse en la matière :

1/ la pluridisciplinarité : toute recherche dans ce domaine doit se dérouler au confluent des disciplines médicales et biologiques ;

2/ le développement de pôles de recherches et le travail en équipes. Le modèle américain est ici explicitement mis en avant, le rapport se fondant sur les expériences réalisées à l'étranger, en particulier aux États-Unis ; le California Institute of Technology, où Monod et Ephrussi, Sadron, et Wollman ont effectué leurs *fellowships* (les trois premiers en 1933, 1935 et 1936, le quatrième en 1948), y est considéré comme l'exemple à suivre.

3/ l'engagement des pouvoirs publics : le comité demande des crédits et des créations de postes pour doubler en cinq ans les effectifs de chercheurs en biologie moléculaire.

Les recommandations du comité seront entendues puisque le gouvernement investira 18 millions de francs dans la biologie moléculaire dans le cadre du IV plan². L'action est poursuivie dans le cadre du Ve plan, et là encore, les anciens *fellows* sont nombreux dans le nouveau comité, puisqu'on en compte 10 sur 31 membres³. On retrouvera peu ou prou les mêmes personnages dans le comité scientifique du CNRS qui prendra en 1966 la suite du comité « biologie moléculaire » de la DGRST (Lwoff, Monod, Wurmser, Wollman et Gros), ainsi que dans d'autres commissions du comité national du CNRS, où ils jouent un rôle décisif dans l'installation définitive de la biologie moléculaire au sein du paysage scientifique français à la fin des années soixante.

L'institutionnalisation de la biologie moléculaire à la fin des années soixante constitue donc le point d'orgue d'un processus enclenché vers 1914, lorsqu'avait été créée la Société française de chimie biologique. Dès le milieu des années 1920, la fondation Rockefeller a participé à ce processus, en accordant ses premières subventions au laboratoire de chimie biologique de l'université de Strasbourg, et en donnant ses premières *fellowships* aux jeunes doctorants d'alors, Jean Roche et Pierre Grabar. S'ensuivit un long processus d'affirmation intellectuelle et institutionnelle, dont la fondation n'est pas la seule responsable, loin s'en faut, mais dans lequel elle a été présente à chaque étape et dans lequel elle a joué un rôle important, s'imposant comme une actrice à la fois financière et intellectuelle du développement de la biomédecine en France, notamment à travers les multiples discussions entre les scientifiques français et les *officers* américains relatifs à la définition des projets soumis aux subventions

¹ Rapport général sur l'action à envisager dans le domaine de la biologie moléculaire, 8 mars 1960, FJM, Mon.Ins.02, IP.

² Rapport du groupe « biologie moléculaire » pour le Ve plan, septembre 1965, FJM, Mon.Ins 02, IP.

³ Rapport du comité d'études préliminaires à l'action concertée. Biologie moléculaire, DGRST, 6 octobre 1965, FJM, Mon.Ins.02, IP.

Rockefeller. Après 1945, ce rôle reste important sur le plan financier, mais il l'est moins sur le plan intellectuel, la Rockefeller étant alors moins interventionniste qu'avant 1939. Il n'en reste pas moins que dès 1946 et jusqu'à la fin des années soixante, elle est très présente dans le paysage scientifique et que ses financements s'inscrivent dans la stricte continuité des années d'entre-deux-guerres, témoignant de son implication de long terme dans le développement de la recherche française, y compris de manière indirecte, par le biais de ses anciens *fellows* qui conquièrent au cours des deux décennies d'après-guerre des positions institutionnelles et une légitimité scientifique qui leur permettent de jouer un rôle central dans la définition de la politique scientifique en matière de biomédecine, et de favoriser l'installation de ce domaine d'étude à l'avant-garde de la recherche.

chapitre VIII

La reconstruction de l'économie française

Après la deuxième guerre mondiale, les questions économiques deviennent un des domaines d'intervention majeurs de la philanthropie américaine en France. La reconstruction d'un pays dévasté par cinq ans de guerre et quatre ans d'occupation est en effet un immense chantier. Dans ce domaine plus que dans celui des sciences biomédicales, la politique des fondations est indissociable du contexte géopolitique : la France étant l'un des pays européens les plus importants, assurer son ancrage à l'Ouest est une des préoccupations majeures de la politique européenne des Etats-Unis. L'un des facteurs essentiels de cet ancrage est le rétablissement d'une économie de marché et sa réinsertion dans un commerce international dont les États-Unis pilotent alors la réorganisation. La reconstruction, la croissance, la modernisation industrielle et la stabilité économique de la France constituent donc un objectif important de la politique américaine après 1945. Les fondations vont jouer ici leur partition propre, en intervenant dans un domaine où elle possèdent un savoir faire ancien : la construction du savoir scientifique et son application. L'action de la philanthropie en matière d'économie va donc consister essentiellement à favoriser le développement d'une expertise économique et à renforcer ses liens avec les décideurs, afin de créer les conditions d'un pilotage de la politique économique française. Cette action est d'abord menée par la fondation Rockefeller, qui a une longue expérience dans ce domaine, non seulement parce qu'elle a financé dès les années 1920 de nombreux instituts d'analyse de la conjoncture économique aux États-Unis et dans le monde, mais aussi parce que, sur le terrain proprement français, elle a massivement financé à partir de 1933 l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales de Charles Rist, qui constitue le premier institut d'études de la conjoncture économique créé en France. Après 1945, son action dans ce domaine se poursuit et s'élargit en direction d'autres instituts qui établissent des liens avec l'administration gouvernementale. À partir du milieu des années cinquante, elle est complétée par un nouvel acteur de poids sur la scène philanthropique : la fondation Ford. Après 1960, c'est cette dernière qui interviendra le plus dans ce domaine, relayant les financements Rockefeller et élargissant leur domaine d'intervention en s'intéressant notamment à l'administration des entreprises.

1. La guerre froide scientifique

La montée des sciences sociales dans le projet rockefellerien

Alors que la santé publique, la médecine et les sciences biologiques ont constitué dans l'entre-deux-guerres le cœur de l'activité de la Rockefeller, celle-ci investit de plus en plus dans les sciences sociales à partir de 1940. Dès ce moment, nous l'avons vu, la

fondation prend conscience des impasses du projet scientifique qu'elle a poursuivi tout au long des années trente. En 1940, alors que la guerre vient d'éclater en Europe, Raymond Fosdick a constaté que l'étude des sciences naturelles ne permet pas de répondre à tous les problèmes d'une société moderne, et que le développement des sciences sociales est nécessaire pour répondre à des questions fondamentales pour le monde contemporain¹. Dès ce moment, la fondation envisage donc de renforcer le développement d'un savoir approfondi sur la société. Cette nécessité lui apparaît encore plus forte après 1945, non seulement parce que les conséquences de la guerre ont plongé la Rockefeller dans une crise intellectuelle profonde, mais aussi parce que la reconstruction économique et sociale des pays européens dévastés par la guerre nécessite de former des experts en tous genres. Le programme des sciences sociales de la fondation s'inscrit dans le cadre de ces nouveaux enjeux : « aujourd'hui plus qu'avant, note Fosdick en 1944, le monde a besoin de l'aide des sciences qui étudient les relations humaines » pour aider « l'homme [à] reconstruire, sur les décombres de la guerre, un mode de vie nouveau et meilleur² ». Le rôle assigné aux sciences sociales est clair : contribuer à la reconstruction de la société mondiale. Entre 1940 et 1944, l'investissement de la fondation dans ce domaine est multiplié par deux, et dès 1944, les sciences sociales représentent le deuxième poste budgétaire de la Rockefeller après la santé publique³. En 1947, l'année où éclate la guerre froide, elles montent au premier rang et s'y maintiendront régulièrement jusqu'au début des années cinquante⁴. Et si l'on ajoute au budget de la *Social Science Division* celui de la *Humanities Division*, la part des activités extérieures aux sciences de la nature dans la politique de la fondation est encore plus grande : en 1947, l'addition des deux divisions représente 4,5 millions de dollars dépensés, contre 2,2 dans le domaine de la santé publique, 1,5 pour la médecine et 1,7 pour les sciences de la nature. Entre 1939 et 1954, c'est plus de 30 millions de dollars que la Rockefeller investira dans les universités américaines pour y développer les sciences sociales⁵. Mais elle investira également des sommes importantes dans le reste du monde. La France n'est de ce point de vue qu'un exemple parmi d'autres d'une politique mondiale.

Lorsque Dean Rusk prend la tête de la fondation au printemps 1952, il adhère à l'idée centrale de la stratégie américaine du *containment* selon laquelle il faut soutenir le développement économique des pays fragilisés pour les empêcher de verser dans le communisme, ce qui vaut à la fois pour les pays sous-développés et pour les pays détruits par la guerre comme la France, l'Allemagne ou l'Italie. C'est à ce titre que la Rockefeller participera à des actions combinées avec les fondations Ford et Carnegie, en liaison avec le Département d'Etat, que ce soit en Europe ou en Asie, en particulier en Inde. Dans cette perspective, Rusk théorise en 1953 le rôle particulier que peut jouer une fondation privée dans le contexte international des années cinquante : son rôle n'est pas d'influencer directement la politique extérieure des Etats-Unis, mais elle peut soutenir des enquêtes et des études qui permettent une meilleure compréhension des problèmes auxquels le gouvernement américain doit faire face⁶. Elle n'a pas à intervenir dans les problèmes immédiats face auxquels la réponse est d'ordre politique et ressort de la compétence des Etats ; en revanche, elle est bien armée pour agir en amont, en étudiant ou en suscitant l'étude en profondeur de questions appelées à devenir

¹ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1940, p. 51-52.

² *Id.*, 1944, p. 34.

³ *Ibid.*, p. 5.

⁴ *Ibid.*, 1947, p. 5.

⁵ Roger L. Geiger, « American Foundations and Academic Social Sciences, 1945-1960 », *Minerva*, XXVI-3, Autumn 1988, p. 325.

⁶ Dean Rusk, Notes on Rockefeller Foundation Program, 1 décembre 1953, RF 3.2/900/29/158.

d'actualité à moyen terme, pour se donner le temps d'anticiper des solutions. C'est dans la perspective de cette nouvelle mission que la fondation entend mobiliser les sciences sociales, et susciter le développement de travaux scientifiques dans plusieurs domaines : l'étude des relations politiques et économiques internationales ; l'étude des aires de civilisation, en particulier non occidentales ; et enfin, l'étude de l'économie et de la démocratie américaine. Face à un monde de plus en plus complexe, le nouveau rôle que se donne la fondation est de contribuer à la formation d'experts qui soient en mesure d'apporter, le cas échéant, leur compétence au service des décideurs¹. Une façon pour le nouveau président de combiner la tradition rockefellerienne de soutien à la recherche scientifique de haut niveau et de longue haleine, avec la réalité géopolitique d'après 1945, et son ambition d'organisation internationaliste avec sa nature d'organisation américaine.

A partir de 1955, l'importance des sciences sociales diminue progressivement dans l'activité rockefellerienne, notamment du fait de l'arrêt du programme des sciences sociales en Europe. De fait, si les programmes engagés avant 1955 continuent quelques années, la fondation clôt progressivement, entre 1955 et 1960, la plupart de ses actions en Europe. Cette interruption est due à deux raisons : d'une part l'investissement de plus en plus important de la fondation dans les pays du tiers-monde, en particulier dans les domaines du contrôle des naissances et de la mise au point de maïs hybrides ; d'autre part, l'arrivée d'une nouvelle organisation possédant des moyens financiers encore plus importants qu'elle et affichant son ambition d'agir en Europe, et plus particulièrement dans le domaine des sciences sociales : la fondation Ford. À partir de 1956, c'est cette dernière qui soutient la majorité des programmes en la matière en France, même si la Rockefeller, il faut le noter, reste présente en France jusqu'au milieu des années soixante à travers ses actions dans le domaine biomédical.

L'arrivée de la fondation Ford

La Fondation Ford a été créée en 1936, mais jusqu'au lendemain de la Deuxième guerre mondiale, son rayon d'action a été limité à l'Etat du Michigan. Avec l'arrivée de la guerre froide, il va se dilater pour embrasser l'ensemble de la planète : c'est en effet à partir d'octobre 1947 que son président Henry Ford II, fils d'Henry Ford, s'entoure d'une équipe dirigée par l'avocat Rowan Gaither qu'il charge d'élaborer un projet d'ampleur mondiale, qui devient officiellement le programme de la fondation en octobre 1950. La situation internationale est alors particulièrement tendue depuis le déclenchement de la guerre de Corée au moins de juin. Alors que la Rockefeller négocie avec difficulté son entrée dans la logique de guerre froide, la Ford, qui n'a pas de tradition derrière elle ni de réputation à défendre, s'inscrit sans ambiguïté dans cette logique. La ligne directrice qui sous-tend son projet consiste à affirmer la prépondérance internationale d'une culture occidentale considérée comme un pôle de référence pour l'ensemble du monde, mais aussi de construire une communauté atlantique entre l'Amérique et l'Europe afin de faire contrepoids au modèle soviétique et de contribuer au développement des pays du tiers monde. Le rapport Gaither, qui constituera désormais sa feuille de route pendant toute la décennie 1950, affiche l'ambition de contribuer à l'avancement de l'humanité, lequel est largement identifié

¹ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1946, p. 183.

dans l'esprit de ses concepteurs à la progression de la démocratie¹. Dans ce texte sont clairement opposés deux modes de vies et deux choix de société, le démocratique et le totalitaire. Considérant que l'établissement de la paix, la stabilité des sociétés et le bien-être matériel sont trois éléments indissociables, Gaither propose à la fondation un programme ambitieux qui se décline en cinq axes : l'établissement de la paix mondiale, le renforcement de la démocratie, le progrès économique, le développement de l'éducation pour tous et l'accroissement des connaissances. Cette philosophie est dans la droite ligne de la philanthropie scientifique née à la fin du XIX^e siècle, et dont on a déjà vu l'illustration avec le *modus operandi* adopté par la fondation Rockefeller dès les années 1910 : il s'agit de résoudre les problèmes de la société en les traitant à la racine, par la mise en œuvre d'un savoir de type scientifique qui cherche leur origine pour mieux diagnostiquer des solutions.

Ses moyens sont bien plus importants que ceux de la Carnegie Corporation of New York et la fondation Rockefeller, qui étaient jusqu'alors les deux fondations américaines les plus riches. La Ford se situe d'emblée à une échelle bien plus importante que ses consoeurs, puisqu'en janvier 1951, sa capitalisation boursière atteint presque les 500 millions de dollars, contre 170 à la Carnegie et 122 à la Rockefeller. Par comparaison, on signalera qu'au même moment, les trois plus grosses universités des États-Unis (Harvard, Yale, Austin) ont respectivement une capitalisation de 191, 125 et 102 millions de dollars ; quant au budget régulier de l'ONU, il est au début 1951 de 43,7 millions de dollars, et celui de l'UNESCO de 7,8 millions, tandis que l'ensemble des agences spécialisées de l'ONU atteint tout juste les 28 millions². C'est dire si la Ford est d'entrée de jeu un acteur potentiellement majeur des relations internationales. Il s'agit probablement, au moins en termes financiers, de l'organisation non gouvernementale la plus puissante du monde, qui comprend en 1961 287 personnes. Elle intervient alors, outre les États-Unis, dans 55 pays du monde. Forte de ses disponibilités considérables, elle va dépenser entre 1951 et 1961 1,5 milliard de dollars, dont 1,2 milliard aux États-Unis, et 310 millions à l'étranger. Comme ses consoeurs Carnegie et Rockefeller, elle finance avant tout des institutions d'enseignement, notamment des universités : sur 1,5 milliard, c'est un milliard qui leur a été accordé entre ces deux dates³, que ce soit pour des financements généraux (construction de bâtiments par exemple) ou pour le financement de programmes spécifiques dans tous les secteurs. Comme la Carnegie et la Rockefeller, la Ford joue au cours des années 1950 un rôle fondamental dans le développement des sciences sociales dans les universités américaines : entre 1946 et 1958, les trois fondations y dépensent au total 86 millions de dollars dont 61 pour la Ford, 15 pour la Carnegie et 10 pour la Rockefeller. Au total, les neuf principales universités subventionnées (Chicago, Columbia, Cornell, Harvard, Johns Hopkins, le Massachusetts Institute of Technology, Princeton, Yale, Stanford) regroupent à elles seules plus de la moitié des doctorats soutenus dans ces disciplines entre 1950 et 1956.

L'activité internationale de la Ford est comparativement faible par rapport à ses actions aux États-Unis, mais elle n'en est pas moins importante, étant donné son budget considérable. Elle débute dès 1950, sous la présidence de Paul Hoffmann, ancien administrateur du Plan Marshall en Europe. Mais c'est surtout à partir de 1956, avec la création de la division *International Affairs* placée sous la direction de Shepard Stone,

¹ Francis X Sutton, « The Ford Foundation : The Early Years », *Daedalus*, 116/1, winter 1987, p. 48.

² *Id.*, p. 52 ; Volker Berghahn, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2001, p. 143 sq.

³ The Ford Foundation special committee, Directives for the 60s, appendix of the vol. 1, Supporting material, Archives Fondation Ford (ci-après FF), New York.

que sa politique prend de l'ampleur, en particulier en Europe, coïncidant avec le désengagement progressif de la Rockefeller du vieux continent. La Ford y restera active jusqu'au milieu des années soixante-dix, l'apogée de son action se situant à la fin des années soixante. Entre 1970 et 1975, elle aura un représentant permanent en Europe, installé à Paris¹. Son activité la plus connue est évidemment le financement massif du Congrès pour la Liberté de la Culture à partir de 1957², mais elle est loin d'être la seule. Outre son soutien à cette organisation transnationale, elle investit entre 1950 et 1967 des sommes importantes dans plusieurs pays européens, en particulier l'Angleterre (20,9 millions), l'Allemagne (8,5), la France (4,1) et la Suisse (3,1)³. La plus grande partie de ces sommes sera consacrée aux sciences sociales, destinée à permettre en particulier, dans l'esprit des *officers* de la Ford, la formation d'une génération de spécialistes qui contribuera à la reconstruction de l'Europe et à la reconversion de son économie dont la croissance constituera le meilleur rempart contre le communisme, la misère matérielle étant dans l'esprit des Américains le principal terreau du totalitarisme. Par ailleurs, le développement conjoint des sciences sociales aux États-Unis et en Europe permettra l'émergence d'une classe d'intellectuels partageant les mêmes schémas de pensée de part et d'autre de l'Atlantique, favorisant ainsi la cohésion du camp atlantiste face à l'URSS. L'objectif majeur de Shepard Stone, lorsqu'il met en œuvre le programme *International Affairs* de la Ford, est bien de contribuer à éviter le basculement des intellectuels européens vers le marxisme. S'il n'est pas sur la ligne dure du *roll back* incarnée au même moment par le Secrétaire d'Etat John Foster Dulles, il n'en est pas moins convaincu que le communisme doit être combattu, et assigne à la fondation Ford le rôle spécifique d'engager la confrontation avec l'Est sur le plan des idées⁴. De ce point de vue, la politique européenne de la Fondation Ford constitue bien une sorte de Plan Marshall intellectuel.

2. l'étude de la conjoncture économique

Le premier terrain d'intervention de la philanthropie américaine en France après 1945 dans le domaine des sciences sociales est celui de l'expertise économique. La France est alors dans une situation catastrophique : déjà affaiblie par la crise des années trente, elle sort épuisée de la Seconde guerre mondiale. Si l'on prend comme référence un indice de la production industrielle de 100 en 1938 (année d'une courte reprise mais où les niveaux d'avant la crise de 1929 n'avaient pas été retrouvés), l'indice de 1945 est de 42. Non seulement la plupart des infrastructures sont à reconstruire (ponts, routes, voies ferrées), mais l'outillage disponible accuse un retard technique important et la productivité des industries est faible. Par ailleurs, le pays a été ruiné financièrement par les conditions écrasantes imposées lors de l'armistice de 1940 par l'Allemagne : entre 1940 et 1944, on estime que près de 20% du PIB français a été ponctionné par l'occupant. Ajoutons au tableau une hyperinflation de 27% en 1944, un commerce extérieur anéanti, un chômage important, un rationnement alimentaire qui dure jusqu'en

¹ Marion Bieber, some thoughts after 10 years of FF work in Europe, FF 009387.

² Pierre Grémion, *Intelligence de l'anticommunisme, le Congrès pour la Liberté de la Culture à Paris*, Paris, Fayard, 1995.

³ Charles Mc Vicker, History of the International Affairs program, may 1967, FF 010580.

⁴ Berghahn, *op. cit.*

1949 et un revenu par habitant au plus bas (il est égal à 25% de celui d'un Américain en 1945), et l'on aura une idée de la situation française au sortir de la guerre. Passée la libération du territoire achevée en décembre 1944 (si l'on excepte les poches portuaires qui persistent jusqu'en mai 1945), la reconstruction économique du pays est donc l'une des principales priorités du gouvernement. Pour agir à bon escient, celui-ci a besoin de disposer d'instruments de mesure de l'activité économique qui sont encore peu développés en France, contrairement à d'autres pays tels que la Grande Bretagne, le Danemark ou les Etats-Unis. Ceux-ci ont en effet élaboré dès les années trente non seulement des méthodes de comptabilité nationale, mais aussi des instruments de prévision économique. L'une des grandes faiblesses de la France en 1945 est de ne pas disposer de tels instruments. C'est dans ce domaine que les fondations américaines interviennent, en soutenant les travaux menés par des économistes dans le cadre de plusieurs instituts travaillant en liaison avec l'administration gouvernementale afin de piloter la politique économique française. Le soutien des fondations à l'expertise économique commence dès le lendemain de la guerre, et se poursuit à des degrés divers jusqu'au début des années soixante.

Charles Rist et l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales

À la sortie immédiate du conflit, les organismes d'analyse de la conjoncture économique sont peu nombreux en France : alors que l'INSEE est encore dans les limbes (il n'est créé qu'en avril 1946), l'ISRES de Charles Rist, créé en 1933, et l'Institut de science économique appliquée (ISEA) de François Perroux, créé en janvier 1944, constituent les deux lieux potentiellement opérationnels pour réaliser un travail d'analyse de la situation économique. En raison de l'ancienneté de son travail, L'ISRES apparaît bien placé pour concrétiser l'ambition, restée inachevée avant 1939, de constituer un interlocuteur des gouvernants et de fournir une expertise utilisable par les décideurs. Charles Rist, alors âgé de 71 ans, et qui a maintenu avec difficulté son institut en vie pendant l'Occupation, entend prendre sa part à cette entreprise, notamment en ce qui concerne la modernisation du tissu industriel et l'organisation du budget de l'état. Mais il lui manque des fonds, et c'est tout naturellement à la fondation Rockefeller, qui l'a financé intégralement entre 1933 et 1940, qu'il fait appel dès avril 1945 pour reprendre son activité¹. Rist, qui estime que les services économiques développés par les différents ministères depuis 1940 sont « souvent dirigés avec une rare incompétence² », pense qu'un institut privé est mieux placé pour mener avec indépendance une analyse de la situation économique. Il a d'autre part pour lui l'ancienneté et l'ampleur de son réseau international, l'ISRES étant depuis les années trente en relation avec de nombreux instituts ou centres de recherches universitaires. Il souhaite alors reprendre les publications de l'ISRES interrompues par la guerre, notamment l'épais trimestriel *L'Activité économique* créé en 1935, mais aussi la *Chronologie économique internationale* réalisée chaque année depuis 1934 par son bras droit Robert Marjolin ; il souhaite également finaliser la grande enquête sur le chômage entreprise en 1935, et réaliser une étude sur le commerce international depuis le début du XX^e siècle.

La fondation Rockefeller, qui poursuit depuis les années 1920 un projet d'organisation des sciences sociales, est également persuadée que la France a besoin

¹ Charles Rist à Joseph Willits, 9 avril 1945, RF 1.1/500S/22/224.

² Rist à Willits, 6 juillet 1945, RF 1.1/500S/22/224.

d'instituts de conjoncture¹, non seulement pour éclairer les politiques, mais aussi pour former des économistes, alors que l'économie est encore, dans l'université française, une branche du droit, et le restera jusqu'à la création des facultés de droit et de sciences économiques en 1959. L'ISRES lui apparaît dans un premier temps comme l'un des mieux placés pour réaliser ce double objectif, ce qui explique qu'elle lui accorde dès avril 1945 un financement d'urgence pour redémarrer ses activités². Lorsque le directeur de la *Social Science Division* de la Rockefeller, l'économiste Joseph Willits, vient en France en octobre 1946³, il rencontre Charles Rist et Robert Marjolin. Marjolin en particulier intéresse la Rockefeller : le jeune économiste est alors en pleine ascension, puisqu'il vient d'être promu Commissaire-adjoint au plan en janvier 1946 aux côtés de Jean Monnet. Il fait part à Willits, de vive voix puis par écrit, de la nécessité pour le gouvernement français d'être guidé par des « publications économiques nombreuses et bien documentées », mais aussi et surtout par « un grand corps d'experts économiques⁴ » qui permettront à la France de retrouver son rang dans la vie économique internationale. La formation des économistes est alors au cœur du problème, Marjolin insistant auprès de l'Américain sur l'insuffisance de la Faculté de droit, et sur le fait que L'ISRES peut continuer à jouer le rôle de vivier qui était déjà le sien dans les années trente, en raison notamment de son important centre de documentation. Cet argument, plaidé par Willits auprès du *Board of Trustees* de la fondation, est décisif : en janvier 1947, les *trustees* accordent un financement important de 130 000 dollars à l'ISRES, envisageant de poursuivre l'entreprise amorcée dans les années trente en couplant un financement destiné aux activités générales de l'Institut avec d'éventuelles *fellowships* destinées à favoriser la mobilité internationale des jeunes économistes qui pourraient s'y révéler dans un avenir proche. Afin de donner corps à cette potentialité, Charles Rist rajeunit à la fin de 1946 le Conseil d'administration de l'ISRES, y faisant entrer des économistes susceptibles de lui donner une nouvelle impulsion, notamment Jean-Marcel Jeanneney (professeur à la faculté de Droit de Grenoble) et Robert Marjolin. Le financement américain permet notamment d'acheter aux États-Unis une machine à calculer Monroe, et d'entreprendre la grande enquête sur le commerce international, qui sera publiée en 1950⁵. Grâce à son inscription sur la liste du ministère des Finances établie en décembre 1938, la Rockefeller obtient en octobre 1947 la dispense de licence d'importation pour la machine à calculer de la part de la direction des douanes⁶.

François Perroux et l'Institut de Science Economique Appliquée

Dès 1945, la fondation a cherché d'autres lieux et d'autres personnages susceptibles de contribuer au développement de l'expertise économique. Elle reprend à cet effet contact avec François Perroux, ancien *fellow* à deux reprises en 1935 et 1936. Professeur à la faculté de droit de Paris, il a été très engagé dans le mouvement

¹ Frederick F. Stephan à Willits, 6 janvier 1946, RF 1.1/500S/22/224.

² Formulaire de bourse, 26 avril 1945, RF 1.1/500S/22/F224.

³ Darwin Stapleton, « Joseph Willits and the Rockefeller's European Programme in the Social Sciences », *Minerva* 41, 2003, p. 101-114.

⁴ Marjolin à Willits, 22 octobre 1946, RF 1.1/500/22/225.

⁵ ISRES, *Tableaux du commerce international (1890-1938)*, par Henri Bunle, Jean Herberts et Madeleine Lecler, sous la direction de Charles Rist, Paris, Sirey, 1950.

⁶ Lettre de la Direction Générale des Douanes, Ministère des Finances, 1^{er} octobre 1947, RF 1.1/500S/22/226.

communautaire pendant l'Occupation¹, et été le secrétaire général de la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains entre septembre 1942 et décembre 1943, avant de la quitter à la suite d'un désaccord avec Alexis Carrel sur la conduite de sa politique scientifique. Un mois plus tard, il a fondé l'Institut de Science Economique Appliquée (ISEA)², avec le patronnage de L'Ecole Libre des Sciences Politiques, mais aussi celui des économistes français les plus réputés tels que Gaëtan Pirou, Albert Aftalion, Charles Rist ou encore Jacques Rueff. Installé au 173, boulevard Saint-Germain, dans l'hôtel particulier du Carnegie Endowment for International Peace, son objectif est d'étudier les problèmes économiques, mais aussi de réaliser un travail d'ordre théorique, ainsi que d'assurer une collaboration entre économistes universitaires et acteurs de l'économie (hauts fonctionnaires, ingénieurs, syndicalistes) et de développer les contacts avec les travaux réalisés dans les pays étrangers³. Dès juin 1944 l'ISEA publie son premier *Cahier*, consacré à l'analyse des scénarios monétaires anglo-saxons élaborés en 1943 pour l'après-guerre. À partir de septembre 1946, il publie un *Bulletin de L'ISEA*, qui sera remplacé en janvier 1948 par la revue *Economie appliquée*.

Son premier grand chantier intellectuel est l'élaboration des instruments d'une comptabilité nationale française. La mise au point de méthodes de comptabilité nationale a été menée dès l'entre-deux-guerres dans des pays tels que l'Angleterre, les Etats-Unis, le Danemark ou la Hollande ; la première tentative achevée dans ce domaine est réalisée en Angleterre sous l'impulsion de John Maynard Keynes, et menée à bien par Richard Stone en 1941⁴, peu avant des réalisations similaires achevées aux États-Unis l'année suivante par le National Bureau of Economic Research de Simon Kuznets. C'est également Stone qui réalise un mémorandum proposant l'établissement d'une norme internationale : présenté en 1945 lors d'une réunion du comité des experts statisticiens de la Société des Nations tenue à l'université de Princeton où s'était replié l'Organisation Economique et Financière de la SDN en 1940, il est publié en 1947. En France, l'établissement d'une comptabilité nationale en est à ses balbutiements en 1945. Elle est prise en main par les deux organismes responsables de la politique économique française⁵, le ministère de l'Economie Nationale dirigé depuis janvier 1946 par André Philip, et par le Commissariat Général au Plan, dirigé par Jean Monnet.

L'ISEA va jouer un rôle important dans l'élaboration des outils intellectuels et techniques qui vont permettre l'établissement de cette comptabilité. Dès l'été 1945, le ministère et le commissariat lui demandent de réaliser une série d'études sur les méthodes de calcul du revenu national français et d'élaboration d'un budget national. À cet effet, Perroux se rend avec plusieurs collaborateurs en Angleterre en juillet 1945 pour se familiariser avec les travaux de Stone. Au même moment, la fondation Rockefeller prend contact avec lui⁶, la qualité de ses travaux lui ayant été recommandée par un économiste de Harvard correspondant de l'ISEA⁷. En avril 1946, un *officer* rockefellerien le rencontre à nouveau à Paris et au mois d'août, une *travel grant* de 2 500 dollars⁸ lui est attribuée pour effectuer avec son assistant Pierre Pujade un voyage de quatre semaines aux États-Unis pour y observer les travaux réalisés en matière de

¹ Antonin Cohen, « 'Vers la révolution communautaire'. Rencontres de la troisième voie au temps de l'Ordre Nouveau », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 51-2, avril-juin 2004, p. 141-161.

² Yves Mainguy, « La création de l'ISEA », in François Denoël (dir.), *François Perroux*, Lausanne, L'âge d'homme, 1990, p. 175.

³ Bulletin de présentation de l'ISEA, 1948, RF 1.2/500S/16/151.

⁴ André Vanoli, *Histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La Découverte, 2002, p. 40.

⁵ *Id.*, p. 540.

⁶ Note interne, 27 juillet 1945, RF 1.2/500S/16/151.

⁷ E. H. Chamberlin à Willits, 15 octobre 1945, RF 1.2/500S/16/151.

⁸ Formulaire de bourse, 19 août 1946, RF 1.2/500S/16/151.

revenu national par le Department of Commerce, le National Bureau of Economic Research et la Cowles Commission. Réalisé en octobre 1946, le voyage sera également l'occasion pour Perroux de rencontrer de nombreux collègues américains (Simon Kuznets, Robert Nathan, Morris Copeland, Oskar Morgenstern, Fred Coopmans) et de prendre contact avec les avancées théoriques de l'économie pendant la guerre, mais aussi de rapporter de nombreux ouvrages alors introuvables en France. Dès son retour, Perroux demande à la Rockefeller une subvention pour poursuivre ses travaux¹ ; la Rockefeller lui accorde en mai 1948 6 000 dollars, première subvention d'une longue série qui se poursuivra jusqu'au milieu des années soixante. Par ailleurs, l'ISEA ouvre en septembre 1946 un bureau à Londres, pour assurer un contact continu avec les économistes anglais. Tout au long des années suivantes, L'ISEA établira des liens solides avec les milieux économiques anglais et américains, constituant une des passerelles principales entre les économistes français et les travaux menés à l'étranger, comme en témoignent le contenu de la revue *Economie appliquée*, qui ouvre largement ses colonnes aux travaux étrangers. Par ailleurs, Perroux est élu en septembre 1947 membre du conseil de l'Association internationale pour les recherches sur le revenu et la richesse ; il en est le seul français. On notera également que l'ISEA invite de nombreux économistes étrangers dans ses murs : entre 1945 et 1948, une quarantaine de conférences sont données par des sommités telles que Edward Chamberlin, Robert Nathan, Milton Friedman, Oskar Morgenstern ou Richard Stone. Par ailleurs, Perroux et ses collaborateurs donnent également des conférences à l'étranger, de sorte que l'ISEA est un lieu d'ouverture des économistes français sur l'international².

Pour réaliser ces travaux, Perroux s'entoure de jeunes économistes tels que Pierre Uri, mais aussi Claude Gruson et Georges Guilbaud, tous deux engagés à la fin de l'année 1947. Dès 1946, les premiers résultats des travaux sur la comptabilité nationale ont été publiés dans le *Bulletin de L'ISEA* ; rapidement, les publications se multiplient, dans la revue *Economie Appliquée*³, mais aussi sous forme de livre : en 1947, Perroux, Uri et Jean Marczewski publient *Le revenu national : son calcul et sa signification* ; l'année suivante, le ministère des finances publie les deux volumes de *Revenu national et Fortune nationale* contenant les traductions, réunies par Perroux et son équipe, des plus importantes publications réalisées à l'étranger sur ce sujet depuis les années trente ; en 1949, Perroux publie aux Presses universitaires de France *Les comptes de la nation*, qui fait connaître les problèmes de la comptabilité nationale d'un plus large public. Les liens entre l'ISEA et l'administration gouvernementale sont alors forts, comme en témoigne l'entrée de Pierre Uri au Commissariat au Plan, pour le compte duquel il réalise en octobre 1947 un budget prévisionnel pour 1948⁴. En 1950, lorsque la Direction du trésor du ministère des Finances crée un Service des Etudes Economiques et Financières (SEEF) destiné à piloter son action, la direction en est confiée à Claude Gruson⁵. De fait, le SEEF va constituer au cours des années à venir le lieu central d'élaboration d'une comptabilité nationale française, qui s'écarte rapidement du modèle anglo-saxon. Quant à Georges Guilbaud, il est sélectionné en 1949 par Richard Stone lui-même pour faire partie de la nouvelle section créée au Sein de l'OECE relative aux revenus nationaux des pays concernés par le plan Marshall⁶. Par

¹ Perroux à Willits, 20 décembre 1946, RF 1.2/500S/16/151.

² Perroux à Willits, 10 avril 1948, RF 1.2/500S/16/151.

³ *Economie appliquée*, n°4, octobre-décembre 1948 et n°5, janvier-mars 1949.

⁴ Vanoli, *op. cit.*, p. 539.

⁵ Aude Terray, *Des francs-tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des finances (1948-1968)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002

⁶ Buchanan à Willits, 19 mai 1949, RF 1.2/500S/16/152.

ailleurs, au cours des années cinquante, plusieurs membres de l'ISEA passeront au SEEF, ou dans d'autres organismes gouvernementaux, voire européens. L'institut de Perroux constitue de ce point de vue un passeur entre le monde des économistes et celui de l'administration gouvernementale dont le besoin en experts ne cesse d'augmenter au cours de cette période. C'est le cas par exemple de Jacques Mayer, à qui la Rockefeller accorde une *fellowship* en 1950 pour travailler à Cambridge avec Richard Stone ; il entre ensuite au SEEF, avant de passer à l'INSEE dans les années soixante pour y occuper le poste de directeur des synthèses économiques. On peut également mentionner le cas de Pierre Baichère : entré à l'ISEA en 1950, il qui obtient également une *fellowship* en 1951 pour parfaire sa formation à la Cowles Commission de Chicago, avant d'entrer au SEEF, puis, en 1966, à la Haute autorité du charbon et de l'acier à Bruxelles.

Satisfaite de l'emploi de sa subvention et des échos positifs qu'elle a recueillis sur Perroux auprès de nombreux économistes anglais et américains¹, la Rockefeller la renouvelle en 1949, puis à nouveau en 1951, 1952, 1954, 1958, 1963 et 1966. Elle est certes consciente que le caractère difficile de Perroux, de notoriété publique, ne facilite pas sa collaboration avec ses collègues français, mais elle décide de passer outre étant donné la qualité de ses travaux². L'ISEA est alors de loin l'institut le plus soutenu par la fondation, qui contribue pour une part importante à son budget : jusqu'en 57, sur une base dégressive, sa contribution montera, selon les années, jusqu'à 30% du budget³. Alors que le budget de l'Institut augmente sensiblement au cours des années suivantes, cette proportion reste identique, jusqu'au début des années cinquante⁴, date à laquelle la subvention gouvernementale devient de plus en plus importante : en 1958, le financement de l'Institut provient à 80% de fonds publics, la majorité des 20% restant étant fournis par la philanthropie américaine⁵. Au total, entre 1948 et 1966, c'est 200 000 dollars que la fondation aura accordé à l'ISEA⁶.

A partir de 1957, l'aide financière de la fondation Ford vient compléter celle de la Rockefeller⁷. En 1960, alors que les travaux de l'ISEA s'orientent vers l'étude de l'économie des pays en développement, la Ford, dont l'un des axes de travail concerne aussi ces pays, lui accorde une *grant* soutenant un programme d'études portant sur les anciennes colonies françaises et destiné à renforcer les collaborations entre les économistes français et leurs collègues d'outre-mer. Alors que le relèvement économique de l'Europe est achevé, l'idée directrice de ce programme, autant dans l'esprit de la Ford que de celui de l'ISEA, est de faire bénéficier les anciennes colonies de l'expérience acquise en Europe au cours des vingt dernières années, alors que la CEE et l'OECE envisagent de développer la coopération avec les pays africains⁸. En 1964, la Ford accorde à nouveau une bourse pour un travail de l'ISEA sur les politiques d'investissement industriel dans l'Afrique francophone. Au cours des années 1960, l'ISEA établit des liens importants avec la plupart des ministères de l'économie de ces pays, et François Perroux y devient l'un des économistes les plus influents, contribuant

¹ Buchanan Diary, 16 novembre 1948, RF 1.2/500S/16/151.

² Frederic C. Lane à Willits, 3 décembre 1951, RF 1.2/500S/17/153.

³ Statement of accounts (period ending June 30, 1949), RF 1.2/500S/17/158.

⁴ budget 1950-1951 et 1951-1952, RF 1.2/500S/17/153.

⁵ RF Minutes, 24 janvier 1958, RF 1.2/500S/16/151.

⁶ Voir tous les formulaires de bourse dans RF 1.2/500S/16/151.

⁷ Buchanan Diary, 17 mai 1957, RF 1.2/500S/17/153.

⁸ Meeting of the Executive Committee, 5 septembre 1960, FF PA 60-217, Section 1.

sans doute à implanter dans les ex-colonies françaises le concept de planification économique¹.

Le Centre d'Etude de Politique Etrangère

En mars 1945, lors de son tour d'horizon des centres d'expertise économique susceptibles d'être subventionnés, la Rockefeller rencontre les dirigeants du Centre d'Etude de Politique Etrangère. Celui-ci est une vieille connaissance, puisqu'il a été financé presque intégralement par la fondation depuis sa fondation en 1935 jusqu'en 1940. En sommeil sous l'Occupation, il a repris ses activités en octobre 1944. Comme l'ISRES, il se trouve alors à la croisée des chemins : une partie de ses membres sont morts (Célestin Bouglé, Albert Demangeon, Sébastien Charléty) ; d'autres sont partis exercer des fonctions gouvernementales (son ancien secrétaire général Louis Joxe a été nommé secrétaire général du gouvernement provisoire ; Henri Bonnet a été nommé ambassadeur aux Etats-Unis) ; d'autres encore sont discrédités par leurs activités sous l'Occupation, comme Henri Moysset, qui a été ministre d'Etat sous le gouvernement Darlan et l'un des instigateurs du procès de Riom, ou Gilbert Gidel, qui fait au printemps 1945 l'objet d'une enquête². Mais ce vide est compensé par l'arrivée de nouveaux membres : un nouveau président avec Maurice Pernot, un nouveau secrétaire avec Jacques Vernant, et des personnages tels que Maurice Schumann, membre du MRP et ancienne « voix de la France » à Radio Londres, sans compter la caution morale de Léon Blum, président du conseil d'administration. Favorablement impressionnée par la nouvelle équipe, la fondation lui accorde en janvier 1946 une bourse de 53 000 dollars destinée à couvrir ses activités de recherche jusqu'en 1949³ ; pour tenir compte de la dévaluation du franc intervenue en janvier 1948, elle accorde au début 1949 un complément de 472 000 francs⁴. Comme pour l'ISRES et l'ISEA, la Rockefeller est attentive aux liens qui peuvent se tisser avec l'administration gouvernementale. Alors que les facultés de droit dispensent un enseignement souvent trop théorique et peu en phase avec les problèmes politiques de l'heure, elle voit dans de tels instituts privés un moyen de suppléer à ses carences en former des spécialistes des questions internationales susceptibles d'éclairer les décideurs⁵. Le Centre paraît d'autant plus qualifié pour jouer ce rôle qu'il a été intégré en 1945 à la Fondation Nationale des Sciences Politiques.

Dès son redémarrage, ses membres ont commencé à réfléchir sur les nouveaux problèmes du monde contemporain : en 1945, ils publient un recueil des principaux textes qui vont régir le monde de l'après-guerre : charte de l'Atlantique de 1941, conférences de Téhéran, Moscou, Yalta, etc⁶. Au début de 1946 est constitué grâce au soutien Rockefeller un groupe d'études économiques animé notamment par Jacques Vernant et Jean Weiller ; ce dernier est bien connu de la Rockefeller puisqu'il a fait partie de l'équipe de l'ISRES avant guerre, bénéficiant d'une *fellowship* au printemps 1939 pour aller aux Etats-Unis, où il est resté pendant toute la guerre, participant aux

¹ Evaluations du programme, 8 janvier et 8 avril 1970, FF PA 60-217, Section 3.

² Note interne, 2 mars 1945, RF 1.1/500S/20/208.

³ Formulaire de bourse, 21 janvier 1946, RF 1.1/500S/20/208.

⁴ Léon Blum à Willits, 2 juin 1948, RF 1.1/500S/20/208 ; Willits à Blum, 21 janvier 1949, RF 1.1/500S/20/209.

⁵ RF Minutes, 16 janvier 1947, RF 1.1/500S/22/224.

⁶ CEPE, *Pour l'organisation du monde*, Paris, 1945.

projets de réorganisation de l'économie internationale menés par l'Institute of Advanced Studies de l'université de Princeton. En 1948, le groupe d'études présente les premiers résultats de ses travaux sous la forme d'un ouvrage collectif intitulé *Les États-Unis et le déséquilibre mondial*, auquel ont collaboré des auteurs français et américains. Le livre examine les conditions dans lesquelles s'est mis en place le plan Marshall et la manière dont il peut s'accorder avec les programmes de reconstruction européenne, ainsi que les politiques économiques nationales des principaux pays du vieux continent. Les auteurs y plaident avec force pour la construction d'une unité économique de l'Europe et tracent les voies d'un relèvement économique tant français que continental. C'est en particulier le cas de Robert Marjolin, qui considère que « l'aide américaine est indispensable à l'Europe » car « sa production est insuffisante », même si le continent a accompli depuis 1944 un « redressement extraordinaire¹ ». Marjolin poursuit : « si l'aide américaine signifiait l'humiliation ou l'esclavage, dans l'immédiat ou à terme, je serais le premier à prêcher le refus ». Mais tel n'est pas le cas : examinant les mobiles du gouvernement américain, Marjolin note qu'« il suffit de se rappoeler la générosité naturelle du peuple américain, qui, dans toutes les circonstances de notre histoire contemporaine, et de l'histoire de l'Europe, nous est venu en aide », même s'« il est incontestable, et les Américains ne le dissimulent pas eux-mêmes, que le plan Marshall correspond à un intérêt bien compris des États-Unis », ceux-ci étant convaincus « qu'à longue échéance, il n'y aura pas de prospérité ni même d'équilibre économique aux États-Unis sans équilibre et prospérité dans l'ensemble du monde ». Marjolin trace également la voie à suivre pour relever la France et l'Europe sur le plan économique : « produire au maximum, moderniser notre économie, stabiliser notre monnaie », de façon à pouvoir être autonomes lorsque l'aide Marshall arrivera à son terme, en 1952. Dès la fin des années quarante, le Centre d'Etude de Politique Etrangère semble donc constituer à certains égards au moins, un laboratoire intellectuel de l'unification économique européenne.

Au printemps 1949, la Rockefeller lui accorde une nouvelle subvention pour réaliser deux projets d'études, l'un portant sur l'industrialisation de l'Afrique du Nord, l'autre sur les perspectives de la sidérurgie européenne. Le premier est entrepris en collaboration avec les économiste de la faculté de droit de Paris, l'Institut National d'Etudes Démographiques (INED), la VIe Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes (EPHE), mais aussi des spécialistes du Maghreb comme Robert Montagne, membre du Centre depuis 1935. Le travail sera publiée en 1952 sous forme d'ouvrage collectif². Quant au travail sur la sidérurgie européenne, coordonné par le géographe Jean Gottmann, avec la collaboration de la VIe Section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, l'INSEE et la faculté de droit, il restera inachevé, et au cours des années suivantes, l'activité du Centre stagne, sans doute du fait de l'essor parallèle d'autres centres de recherche de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, mais aussi du développement de la VIe section de l'EPHE, dont il sera question au chapitre suivant. L'essor de ces structures va priver rapidement le Centre de son espace intellectuel dans le domaine des problèmes internationaux, particulièrement économiques. Il n'en reste pas moins qu'il a constitué, dans l'immédiat après-guerre, un pôle de réflexion non négligeable sur ces questions.

¹ CEPE, *Les États-Unis et le déséquilibre mondial*, Paris, 1948, p. 34 sq., ainsi que les citations suivantes.

² *Industrialisation de l'Afrique du Nord*, Introduction de Gaston Leduc, Paris, Armand Colin, 1952.

Jean-Marcel Jeanneney et le Service d'Etudes de l'Activité Economique

Bien qu'elle ait accordé au printemps 1947 un financement important à l'ISRES, la Rockefeller prend rapidement conscience que celui-ci, sous sa forme actuelle, n'est plus en position favorable pour jouer un rôle moteur dans l'élaboration d'une expertise économique utile aux décideurs. D'abord parce que le renouvellement du Conseil d'administration ne compense qu'en apparence la disparition des hommes qui avaient constitué dans les années trente les forces vives de l'institut : le documentaliste Henri Lemaître (décédé en 1946) ; les chercheurs Robert Marjolin (parti au Commissariat au Plan), Philippe Schwob (expatrié, pour des raisons inconnues, en Amérique du Sud) et Henri Laufenburger (passé devant une commission d'épuration à la Libération). D'autre part, les Américains constatent rapidement que Rist n'est plus en phase avec les nouvelles réalités économiques et politiques de la France. En avril 1945, il a en effet exposé à Willits une analyse générale de la situation française, estimant qu'en ce qui concerne les « réformes économiques, il y a un fort courant pour empêcher des expériences coûteuses comme le seraient les nationalisations d'un grand nombre d'industries¹ », un point de vue contredit quelques semaines plus tard par la première grande vague de nationalisations réalisée par le gouvernement provisoire. Dès ce moment, les représentants de la *Social Science Division* ont compris que Rist était « un homme du passé² », impression confirmée lorsque l'un d'entre eux visite les locaux de l'Institut en juin 1947, quelques mois après l'octroi de la subvention, et y constate le peu d'activité ainsi que l'obsolescence de la documentation, dans laquelle les périodiques économiques les plus récents sont absents. À ce moment, l'ISRES est en train de travailler à la grande enquête sur le commerce international, préparant des tableaux statistiques sur l'entre-deux-guerres à partir des publications de la Société des Nations, une enquête sur laquelle *l'officer* formulera ce jugement lapidaire lorsqu'il aura en main le manuscrit définitif l'année suivante : « je serai bien surpris si ce gros livre apportait quoique ce soit de vraiment neuf³ ». Début 1949, la cause est entendue pour les Américains : l'Institut n'est plus un lieu qui draine des chercheurs valables.

Toutefois, la Rockefeller n'entend pas miser tout sur Perroux et l'ISEA ; d'abord parce qu'elle constate rapidement que son caractère difficile lui a aliéné beaucoup de monde dans le milieu des économistes⁴ ; d'autre part parce que sa conception de l'économie et son intérêt pour les théories mathématiques ne sont guère partagés par les responsables successifs de la *Social Science Division*, en particulier Willits⁵, lui-même économiste et plutôt partisan de l'approche empirique que représentent le National Bureau of Economic Research (NBER) aux Etats-Unis⁶, et l'ISRES en France. C'est pourquoi, malgré le peu d'estime que lui inspirent les derniers travaux de l'institut de Rist, la fondation va continuer à le suivre en espérant le voir irrigué tôt ou tard par une nouvelle génération d'économistes. C'est ce qui explique son implication active dans la succession de Rist. La nomination d'un nouveau directeur est l'une des conditions posées par la fondation à l'octroi de sa subvention de 1947. Rist y avait du reste songé dès 1939, et en 1946, il évoque trois candidats potentiels : Gaëtan Pirou, Jean-Marcel Jeanneney et Robert Marjolin. C'est ce dernier qui a la faveur des Américains, mais sa nomination au même moment au Commissariat au Plan rend impossible tout

¹ Rist à Willits, 9 avril 1945, RF 1.1/500S/22/224.

² Willits à Raymond B. Fosdick, 13 décembre 1945, RF1.1/500S/22/224.

³ Buchanan Diary, 14 décembre 1948, RF1.1/500S/22/226.

⁴ Note interne, 10 avril 1946, RF1.2/500S/16/151.

⁵ Willits à Buchanan, 21 février 1949, RF1.1/500S/22/226.

⁶ David Grossman, « American Foundations and the support of economic research, 1913-1929 », *Minerva*, XX-1-2, 1982, p. 76 sq.

investissement réel dans la direction de l'Institut. Pirou étant trop âgé, c'est Jeanneney, dont les liens intellectuels avec Rist sont forts et anciens (il a rédigé sa thèse, soutenue en 1936, à l'aide de la documentation de l'ISRES), qui apparaît comme le mieux placé pour assumer cette fonction. Son élection à la faculté de Droit de Paris en 1951¹ achève de légitimer sa candidature, un choix qu'approuvent les représentants de la fondation qui le rencontrent à la fin de l'année.

La question de la succession étant réglée, se pose maintenant celle du rattachement institutionnel de l'ISRES, qui témoigne de la place problématique de l'économie dans le paysage des sciences sociales françaises : doit-elle s'inscrire dans une logique universitaire ou bien devenir pleinement une science appliquée en fonctionnant dans le cadre de structures indépendantes du système d'enseignement supérieur ? À cette alternative, Charles Rist avait répondu dès les années trente par la deuxième solution : alors que la fondation Rockefeller souhaitait que l'ISRES soit intégré à l'université, il avait insisté, avec succès, pour qu'il reste indépendant. En 1946, alors qu'il s'agit de trouver un second souffle à l'institut, la fondation revient à la charge, posant à son financement de 1947 une deuxième condition : la nécessité pour l'institut de trouver à terme des financements d'origine publique afin de garantir sa pérennité, ce qui implique une affiliation à l'université de Paris². Par ailleurs, la fondation voit là une nouvelle occasion de réaliser un rapprochement, tenté sans succès avant la guerre, entre l'ISRES et les autres équipes de chercheurs qu'elle finançait depuis le début des années trente. Alors qu'en 1947, elle accorde une subvention destinée à aider le démarrage de la VIe section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes consacrées aux sciences économiques et sociales, elle incite Rist à entamer des pourparlers avec son directeur Lucien Febvre en vue d'une collaboration, voire d'une fusion³. Rist refuse alors que l'ISRES soit absorbé par une structure qui ne serait pas dirigée par un économiste⁴. Mais en avril 1949, les Américains lui font savoir qu'ils s'apprêtent à cesser de financer l'Institut dans l'état actuel des choses. Dans ces conditions, Rist n'a pas d'autre possibilité que d'envisager ce qu'il avait toujours refusé avant guerre : le rattachement de son institut à l'université. Mais désireux d'éviter une absorption par la VIe section qui placerait *de facto* l'économie sous la dépendance de l'histoire, il engage en mai 1949 des négociations qui mènent à la fin de l'année à une fusion avec l'Institut de Statistique de l'Université de Paris, qui se traduit notamment par le regroupement des deux bibliothèques. En contrepartie, la Rockefeller accepte d'éponger une partie de son déficit, dont le reste est soldé par Rist lui-même et par le CNRS. En mars 1952, l'ISRES est rattaché officiellement à la Fondation Nationale des Sciences Politiques, à qui il fait don de l'ensemble de son matériel, notamment de sa machine à calculer Monroe⁵.

Muni d'un nouveau directeur et d'une affiliation universitaire, l'ISRES change de nom pour devenir Service d'Etude de l'Activité Economique et de la Situation Sociale, bientôt raccourci en Service d'Etudes de l'Activité Economique (SEAE). Le nouvel organisme s'installe dans les locaux de l'ISRES, rue Michelet. Le Conseil d'administration comprend plusieurs professeurs de la Faculté de droit et de l'Institut d'Etudes Politiques, ainsi que Robert Marjolin. Mais surtout, les forces vives de

¹ Eric Kocher-Marboeuf, *Le patricien et le Général. Jean-Marcel Jeanneney et Charles de Gaulle, 1958-1969*, Paris, CHEEF, 2003, volume 1, p. 22.

² RF Minutes, 16 janvier 1947, RF1.1/500S/22/224.

³ Norman S. Buchanan Diary, 14 décembre 1948, RF1.1/500S/22/226.

⁴ Rist à Willits, 3 février 1949, RF1.1/500S/22/226.

⁵ Note relative à l'origine, à l'organisation et au programme de travail du Service d'étude de l'activité économique et de la situation sociale, avril 1952, RF1.1/500S/23/230.

l'Institut résident dans ses jeunes chercheurs : huit allocataires de recherches payés par le CNRS¹, et un jeune professeur remarqué par Jeanneney lors des épreuves de l'agrégation d'économie : Raymond Barre, qui devient rapidement un de ses plus proches collaborateurs. Outre les chercheurs, le Service comprend des assistants chargés de réaliser les tableaux statistiques et les graphiques, et dont une partie au moins travaillait déjà à l'ISRES.

C'est avec ces nouvelles forces que le Service élabore son projet scientifique, qui se place dans la continuité de celui de l'ISRES tout en marquant de nettes inflexions : alors que l'institut de Rist avait une perspective internationale, le SEAE se concentrera avant tout sur l'économie française. Cette nouvelle orientation, due pour partie au profil scientifique de Jeanneney, est également une conséquence de la nécessité pour le Service de trouver son espace intellectuel parmi des organismes de recherche sur les questions économiques, plus nombreux qu'avant 1939. Si par le spectre international de sa perspective, l'ISRES était un pionnier isolé dans les années trente, l'analyse de l'économie internationale est désormais au cœur des préoccupations d'autres instituts, tels que l'ISEA ou le Centre d'Etude de Politique Etrangère. Malgré cet infléchissement thématique, le travail du SEAE s'inscrit globalement dans la continuité intellectuelle de l'ISRES². Il établit dès ses débuts une collaboration étroite avec les organismes officiels chargés de l'étude de la conjoncture (l'INSEE, au sein du ministère de l'Economie Nationale) et de l'établissement des comptes de la nation (le SEEF au ministère des Finances).

Si le Service est abrité par la Fondation Nationale des Sciences Politiques et soutenu par le CNRS à travers le salaire des attachés de recherches, les programmes de recherche proprement dits seront en grande partie financés par les fondations américaines pendant sa première décennie d'existence. Lors de son démarrage à la fin du printemps 1952, la fondation Rockefeller lui accorde un premier financement³ destiné à subvenir à ses besoins jusqu'à l'automne, date où le CNRS prendra en charge le paiement des attachés de recherches. En octobre, il sollicite à nouveau la fondation pour financer une recherche sur les structures de l'économie française. En février 1953, la Rockefeller accorde 60 000 dollars (20 millions de francs) répartis sur 3 ans⁴, qui couvriront l'essentiel du coût du programme, salaire des chercheurs exceptés. À l'issue de ce travail, Jeanneney conclut que « pour être valable jusque dans ses détails d'application, [une politique d'aménagement du territoire] exigerait une connaissance statistique et comptable des réalités régionales et locales très supérieure à celle dont on dispose à l'heure actuelle. Des tableaux des relations économiques interrégionales seraient utiles⁵ ». Le chantier suivant du SEAE, qui l'occupera jusqu'à la fin des années soixante, portera donc sur l'étude des économies régionales et aura pour objectif essentiel de « tenter d'établir une comptabilité interrégionale française qui décrive les principaux flux économiques et, si possible, aussi les principaux flux financiers régionaux et interrégionaux⁶ ». Pour financer ce travail de longue haleine, le Service fait à nouveau appel à la philanthropie américaine. Mais la fondation Rockefeller étant alors

¹ Note sur le service d'études de l'activité économique et de la situation sociale, juin 1957, FF PA 58-37, section 1.

² Ludovic Tournès, « La philanthropie américaine, l'ISRES et le SEAE : jalons pour une histoire intellectuelle de l'expertise économique », Olivier Feiertag & Michel Margairaz (dir.), *Charles Rist, un économiste dans le siècle*, Paris, Presses de Sciences Po, à paraître.

³ RF Minutes, 2 juillet 1952, RF1.1/500S/23/228.

⁴ RF Minutes, 26 février 1953, RF1.2/500S/18/161.

⁵ Jean-Marcel Jeanneney, *Forces et faiblesses de l'économie française*, Paris, Armand Colin, 1956, p. 257.

⁶ Note de la FNSP à la Fondation Ford, juin 1957, FF PA 58-37, Section 1.

en passe de se retirer à la fois de l'Europe et des sciences sociales, c'est la fondation Ford que Jeanneney sollicite à l'été 1957¹. Celle-ci accorde une subvention de 90 000 dollars répartie sur cinq ans (1958-1962), soit 39 millions de francs, ce qui représente là encore la quasi-totalité du financement du programme. Au cours des années suivantes, le SEAE entreprend des enquêtes collectives rendues possible par la présence de nombreux attachés de recherches du CNRS (onze à la fin des années cinquante) auxquels vient s'ajouter la collaboration des instituts d'économie régionale de plusieurs universités de province, mais aussi de l'INSEE et du SEEF. Ces travaux collectifs prendront la forme de monographies et d'un ouvrage de synthèse achevant chaque grand programme : *Forces et faiblesses de l'économie française, publié en 1956*, clôture le programme sur les structures de l'économie ; *l'Essai d'une comptabilité interrégionale pour 1954* le programme sur les économies régionales². On y ajoutera de nombreuses études portant sur la dimension sociale des phénomènes économiques, comme par exemple l'étude de Marguerite Perrot, qui publie en 1955 une étude sur *La monnaie et l'opinion publique en France et en Angleterre de 1924 à 1936*, dans laquelle elle insiste sur l'importance de la perception sociale dans les phénomènes monétaires. Au cours de sa première décennie d'existence, le SEAE mène donc un travail d'expertise sur l'économie française, fournissant une documentation importante aux organismes gouvernementaux de prévision économique, mais aussi aux fonds de développement économique régional dans le cadre de la politique de décentralisation industrielle et d'aménagement du territoire engagée au cours des années soixante, et dont le SEAE constitue manifestement l'un des laboratoires intellectuels. Devenu ministre du Commerce et de l'Industrie en 1958, Jean-Marcel Jeanneney puisera largement dans les travaux scientifiques réalisés depuis 1952 avec ses collaborateurs les informations susceptibles de guider son action. Il s'adjoindra également les services de plusieurs anciens membres du SEAE, en particulier Raymond Barre dont il fait son chef de cabinet dès sa nomination par le général de Gaulle, mais aussi Marguerite Perrot³. À la fin des années cinquante, le lien entre l'expertise économique et la décision politique, problématique avant 1939, est solidement établi.

D'autres organismes

Outre ces financements importants aux instituts de Rist, Perroux et Jeanneney, la Rockefeller aide aussi d'autres pôles de recherche, quoique de manière plus modeste et plus épisodique. C'est en particulier le cas du laboratoire d'économétrie et de statistique de l'École Polytechnique créé par François Divisia en 1949. Bien que l'économétrie ne cadre guère avec ses propres options intellectuelles, Willits souhaite encourager son développement et accorde en septembre 1950 une bourse destinée à salarier deux assistants de recherche pour Divisia ; l'un d'entre eux, P. Maillet, revient tout juste d'un séjour d'étude aux États-Unis avec une bourse du gouvernement français. L'autre, Michel Verroeuilst, a perfectionné sa formation en l'économie aux États-Unis en 1947 avec une *fellowship* de la Rockefeller avant d'effectuer un passage au Fonds Monétaire International en 1949-1950. Après un an au laboratoire de Divisia, il entrera au CNRS

¹ Jeanneney à Thomas Carrol, 10 juillet 1957, FFA PA 58-37, Section 1.

² Jean-Marcel Jeanneney et Suzanne Quiers-Valette, *Essai d'une comptabilité interrégionale française pour 1954*, Paris, A. Colin, 1968 (tome I) et 1971 (tome 2).

³ Jean-Marcel Jeanneney, *Une mémoire républicaine*, entretiens avec Jean Lacouture, Paris, Le Seuil, 1997, p. 118.

en octobre 1951¹. Cette année, la Rockefeller reconduit sa subvention pour deux assistants et la renouvelle ensuite jusqu'en 1956. Au total, entre 1950 et 1956, le laboratoire aura reçu 55 000 dollars, soit presque autant que le SEAE. Elle apporte ainsi un soutien indispensable à Divisia, si l'on en juge par le fait qu'en 1955-1956, le montant de la subvention Rockefeller est près de quatre fois supérieur à celle donnée par l'Ecole Polytechnique. Dès sa création, le laboratoire entreprend une collaboration avec le SEEF, mais aussi avec la Commission des comptes de la nation et avec la Commission de l'énergie du Commissariat général au plan, travaillant à recueillir et à traiter des données statistiques sur la production et les prix industriels².

Par ailleurs, en 1951, la Rockefeller accorde un certain nombre de financements modestes : ainsi en 1948, alors qu'elle prospecte dans les universités de province à la recherche d'éventuels laboratoires à subventionner, donne-t-elle un crédit de 150 dollars à un professeur d'économie d'Aix-en-Provence pour acheter des ouvrages³ ! Plus concrètement, elle accorde en 1952 une *travel grant* à Jean Marczewski, professeur à l'université de Caen, pour visiter des laboratoires universitaires américains spécialisés dans la comptabilité nationale⁴. L'année précédente, elle en a également accordé une à Henri Lavaill, professeur d'économie à l'INSEE et à l'Ecole Nationale des Ponts et Chaussées. En 1951-1953, elle finance le salaire de deux assistants pour Maurice Allais, professeur à l'Institut de statistiques de l'université de Paris. Enfin, entre 1947 et 1955, elle attribue 12 *fellowships* à des économistes, dont trois au moins iront séjourner à la Cowles Commission de Chicago, pôle dominant de l'économie théorique aux États-Unis : Gérard Debreu (1948), Edmond Malinvaud (1950) et René Montjoie (1953). Le premier fera carrière aux États-Unis, où il obtiendra le prix Nobel d'économie ; le deuxième devient directeur de l'Ecole Nationale de la Statistique et de l'Administration Economique (ENSAE) en 1964, tandis que le troisième entre au Commissariat général au plan.

Ce tableau du rôle de la philanthropie américaine dans le développement de l'expertise économique dans la France d'après-guerre ne serait toutefois pas complet si l'on n'évoquait pas la présence de quelques anciens *fellows* à l'INSEE, même si celui-ci ne recevra jamais de subvention Rockefeller. Notons tout d'abord que le ministre de l'Economie Nationale André Philip, qui donne l'impulsion décisive à la création de l'INSEE en avril 1946, a été en 1924 l'un des tout premiers *fellows* de la fondation Rockefeller. Il a séjourné deux ans aux États-Unis, étudiant notamment les statistiques à l'université Columbia avec le fondateur du National Bureau of Economic Research, Wesley Mitchell⁵. Sensibilisé dès les années 1920 à la nécessité de disposer de statistiques précises pour piloter une politique économique, il a publié entre 1935 et 1939 une importante Documentation de Statistique Economique et Sociale⁶. Devenu ministre en 1945, l'un de ses actes principaux sera de créer l'INSEE, dont le premier directeur, Francis-Louis Closon, est également un ancien *fellow*. Celui-ci connaît bien les États-Unis, puisqu'il a soutenu en 1937 une thèse de doctorat sur la politique financière du président Roosevelt où il fait l'éloge du *new deal* engagé pour lutter contre la crise⁷. En 1938, la Rockefeller lui accorde une *fellowship* pour les États-Unis

¹ Note interne, 12 octobre 1951, RF 1.2/500S/15/143.

² Compte rendu pour l'année scolaire 1953-1954, RF 1.2/500S/16/145.

³ Note du 13 avril 1949, RF 1.2/500S/23/232.

⁴ Formulaire de bourse, 16 juin 1952, RF 1.2/500S/19/173.

⁵ André Philip à sa mère, 11 décembre 1924, Fonds André Philip, AN 625 AP/4.

⁶ *Documentation de Statistique Sociale et Economique*, périodique sous forme de fiches, 1935-1939, Bibliothèque nationale de France.

⁷ Francis-Louis Closon, *La politique financière du Président Roosevelt*, Thèse pour le doctorat en Droit, Paris, Librairie des Sciences politiques et sociales, 1937, p. 165-166.

et André Philip lui fournit des lettres d'introduction auprès d'économistes américains avec lesquels il est en contact. Lors de la déclaration de guerre en septembre 1939, il est encore aux États-Unis où l'ambassade de France le mobilise sur place. Il y restera jusqu'en 1941, date à laquelle il rejoint Londres et l'entourage du général de Gaulle, où il retrouvera Philip¹. Les deux hommes ont donc des liens anciens et des convictions communes s'agissant de la planification économique et du rôle que doivent y jouer les statistiques ; c'est donc fort logiquement que Philip propose le poste de directeur de l'INSEE à Closon. Au cours des années suivantes, l'Institut réalise de nombreuses enquêtes et accumule une documentation importante sur l'économie française, jouant un rôle majeur dans le pilotage de la politique économique aux côtés du SEEF et du Commissariat général au plan. En 1974, l'ancien *fellow* Edmond Malinvaud en prendra la direction jusqu'en 1987.

3. L'administration des entreprises

A partir du début des années 1950, l'implication de la fondation Ford en Europe, et en France en particulier, va se traduire à la fois par un passage de relais et par un élargissement du domaine d'activité de la philanthropie. Passage de relais parce que, comme on l'a vu, la Ford poursuit le financement d'instituts soutenus auparavant par la Rockefeller. Élargissement du projet, car la Ford s'intéresse à d'autres domaines que sa consœur. En particulier, elle s'engage dans un domaine qui ne faisait partie que marginalement de l'agenda Rockefeller, celui de l'unité économique européenne et le renforcement d'une communauté économique transatlantique. Cette direction de réflexion va l'amener à s'intéresser à l'administration des entreprises, afin de favoriser l'émergence d'une génération de *managers* rompus aux nouvelles techniques de gestion d'inspiration largement américaines. De fait, l'administration des entreprises constitue le domaine le plus précoce d'intervention de la Ford en France, et sera jusqu'à la fin des années soixante l'un de ses principaux, la fondation y investissant au total 1,35 million de dollars.

La gestion : une nouvelle discipline

L'enseignement de la gestion des entreprises en Europe et en France est alors récent² : il remonte à l'entre-deux-guerres, et la première date importante en est la création de l'Institut International de Management de Genève en 1927 par Paul Devinat, ancien collaborateur d'Albert Thomas au Bureau International du Travail et *fellow* Rockefeller en 1925. Soutenu par la fondation Rockefeller et le Twentieth Century Fund, l'Institut eut une vie courte puisqu'il cesse ses activités en 1933. En France, l'administration des entreprises est alors apprise essentiellement dans les écoles

¹ Francis-Louis Closon, *Le temps des passions. De Jean Moulin à la Libération (1943-1944)*, Paris, Éditions du Félin, 1998, p. 14.,

² Giuliana Gemelli, « Les écoles de gestion en France et les fondations américaines (1930-1975) : un modèle d'appropriation créative et ses tournants historiques », *Entreprises et histoire*, 14-15, juin 1997, p. 11-28.

d'ingénieurs et les écoles de commerce¹, seules deux universités avant 1914 dispensent un enseignement dans ce domaine : celle de Nancy, depuis 1905, et celle de Grenoble depuis 1912. Le terme de « management », lui, fait une timide apparition au milieu des années 1920 : dans un livre intitulé *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, publié en 1927 à l'issue de sa *fellowship*, André Philip est probablement l'un des premiers à l'introduire en France, employant cette notion pour désigner les questions de recrutement, d'avancement et d'évaluation du personnel dans les entreprises². La première véritable structure d'enseignement de la gestion apparue en France est le Centre de Préparation aux Affaires (CPA) créé en 1930 par la Chambre de Commerce de Paris en 1930 à l'initiative de Georges-Frédéric Doriot (1899-1987). Né en France, celui-ci est parti étudier à la Harvard Business School of Administration en 1920, avant d'y devenir professeur en 1926 puis vice-doyen. Naturalisé américain en 1940, il enseignera dans cette institution jusqu'à sa retraite en 1966. Le projet du CPA est financé par l'industriel américain William Ziegler qui a doté la Harvard Business School d'un million de dollars pour développer à l'échelle internationale un enseignement de management de haut niveau calqué sur les méthodes américaines.

Mais c'est surtout après la Deuxième guerre mondiale que l'enseignement du management connaît un fort développement, en France comme dans les autres pays européens. La bonne gestion de ce qui ne s'appelle pas encore les « ressources humaines » dans l'entreprise prend alors place parmi les facteurs importants de la croissance économique. Les grandes fondations, et en particulier la Ford, vont prendre leur part dans ce développement. Dès le lendemain de la guerre, les autorités françaises comme les milieux économiques posent le problème de la formation à la gestion des entreprises. En 1947, une conférence est organisée à l'abbaye de Royaumont qui réunit Européens et Américains ; certains Français, comme André Philip, y critiquent la formation trop abstraite des facultés de droit dans le domaine économique et plaident pour le développement d'un enseignement inspiré des techniques américaines. Mais c'est seulement à partir de 1949 que le problème est réellement pris à bras le corps, avec l'envoi des premières missions de productivités envoyés aux États-Unis et la création en 1950 de l'Agence Française pour l'Accroissement de la Productivité (AFAP). Le « management gap » est alors clairement diagnostiqué. Les missions de productivité (quelques 500 entre 1949 et 1958, pour environ 4 700 personnes³) étudient non seulement l'organisation de la production, mais aussi l'organisation de la gestion des entreprises, ainsi que les relations humaines, et y découvrent un système très différent de celui en vigueur en France, où l'autorité est décentralisée, où la communication entre les différents services est la règle, où la psychologie est utilisée pour gérer les relations entre les employés, etc. À partir de 1951, l'organisation interne de l'entreprise devient l'un des sujets de préoccupation majeure des missions envoyés outre-Atlantique.

Mais les missions de productivité apparaissent rapidement comme un moyen peu efficace d'implanter en Europe les méthodes américaines : ces séjours de six semaines sont trop courts pour assimiler véritablement le mode de gestion à l'américaine ; d'autre part, ces nouvelles pratiques se heurtent à des oppositions fortes de la part des syndicats et des patrons français, pour des raisons différentes. Enfin, il est difficile pour un patron ou des cadres dirigeants de s'absenter trop longtemps de leur entreprise. La nécessité de former sur place des « managers », et donc de créer des institutions d'enseignement en

¹ Marie-Emmanuelle Chessel et Fabienne Pavis, *Le technocrate, le patron et le professeur, une histoire de l'enseignement supérieur de gestion*, Paris, Belin, 2001.

² André Philip, *Le problème ouvrier aux Etats-Unis*, Paris, PUF, 1927, p. 39 sq.

³ Richard Kuisel, *Seducing the French. The Dilemma of Americanization*, Berkeley, University of California Press, 1993, p. 70.

Europe, s'impose dès 1951. En 1953, l'Organisation Européenne de Coopération Economique crée donc l'Agence Européenne de Productivité (AEP), qui va jouer un rôle important dans le développement de l'enseignement de l'administration des entreprises. La France participe d'emblée activement aux projets de l'AEP, en particulier à travers deux personnes : Gaston Berger et Pierre Tabatoni. Le premier, ancien directeur de la Commission franco-américaine d'échanges universitaires créée en 1949 dans le cadre du programme Fulbright, est directeur de l'Enseignement supérieur depuis 1953, et en 1954, il participe à une mission de productivité organisée par le ministère de l'Education Nationale pour étudier l'enseignement du management aux Etats-Unis. Quant à Tabatoni, il bénéficie la même année d'une *fellowship* de Rockefeller pour étudier la gestion à la Harvard Business School. C'est à leur initiative conjointe qu'est due la création par le ministère en 1955 d'un nouveau diplôme universitaire, le Certificat d'aptitude à l'administration des entreprises. La même année, Tabatoni ouvre à l'université de Marseille, où il est professeur, le premier Institut d'administration des affaires qu'il dirigera jusqu'en 1962, date de sa nomination à la faculté de droit de Paris.

Les premiers financements de la Fondation Ford

C'est précisément en 1955 que la philanthropie américaine commence à intervenir de manière importante dans ce secteur : cette année, la fondation Ford accorde en effet une bourse de 50 000 dollars utilisable sur trois ans pour développer l'Ecole d'administration des entreprises de L'Institut Catholique de Lille, avec pour objectif principal d'y développer la « méthode des cas » (*case method*) en vigueur à la Harvard Business school¹, où les futurs cadres d'entreprises sont formés par l'étude grandeur nature de « cas » exemplaires tirés de l'analyse du fonctionnement des entreprises. L'école lilloise a été créée en 1952 par Stéphane Cambien, ancien élève de la Harvard Business School ; sa première promotion est forte de 40 membres et elle est soutenue par les industriels locaux, mais en 1954, son directeur fait appel à la Ford pour passer à la vitesse supérieure². Sa demande est appuyée par le Doyen de la Harvard Business School, Donald K. David, qui est venu en juin 1954 en France pour visiter l'école³ et y voit un exemple potentiel pour d'autres écoles européennes. Par ailleurs, les *officers* de la Ford ont demandé conseil à des industriels américains installés en France, ainsi qu'aux représentants parisiens du Département d'Etat⁴ : tous leur ont confirmé la bonne réputation de l'Institut Catholique. La bourse est destinée à développer le département de la recherche de l'Ecole d'administration des affaires en accumulant des études de cas qui augmenteront le thésaurus mis à la disposition des étudiants. Elle vient en complément d'une bourse de 2 millions de dollars accordée la même année par la Ford à la Harvard Business School pour développer la *case method* et l'étendre à d'autres universités américaines et étrangères, notamment en finançant des voyages de chercheurs à Harvard⁵. Avec le financement américain, l'école lilloise organise de

¹ Ford Foundation Information Bulletin n°21, 7 mars 1955, FF PA 55-68, Section 4.

² Stéphane Cambien, André Segard et Etienne Motte à Donald K. David, 15 octobre 1954, FF PA 55-68, section 1.

³ Donald K. David à Rowan Gaither (président de la fondation Ford), 20 octobre 1954, FF PA 55-68, section 1.

⁴ Leslie Brady (Public Affair Officer de l'United States Information Service), à Shepard Stone, 6 décembre 1954, FF PA 55-68, Section 4.

⁵ Ford Foundation, *Annual Report*, 1955, pp. 43-45.

nouveaux cours et augmente ses promotions (100 élèves en 1955), crée le magazine *Chefs d'entreprise* où sont reproduits des articles de magazines américains et qui comprend rapidement près de 700 abonnés en France et en Europe, et achète des ouvrages pour sa bibliothèque¹. Par ailleurs, elle développe ses liens avec d'autres structures d'enseignement, comme l'Institut d'administration des affaires de Tabatoni à Marseille, mais aussi l'université de Nancy ou encore l'Institut d'Etudes Politiques de Paris. Au début des années soixante, alors que le financement Ford a cessé en 1958, l'école a atteint son rythme de croisière : elle a désormais près de 1 000 étudiants et un budget qui a plus que doublé depuis 1954, signe de son attractivité auprès des entreprises locales qui ont augmenté leur contribution. C'est alors la première école d'administration des affaires en France, si l'on excepte l'INSEAD, dont nous parlerons plus loin.

Au milieu des années cinquante, les étudiants en administration des entreprises représentent le deuxième contingent le plus important des étudiants français aux Etats-Unis, derrière les étudiants en littérature américaine : ils sont 14 sur 202 au total en 1953, et 55 sur 284 en 1954, avec des financements divers, que ce soit du gouvernement français, de l'AFAP, du programme Fulbright ou d'organismes américains². La Ford va apporter en 1957 sa contribution à ces programmes en soutenant la Lafayette Fellowship Foundation. Créée deux ans plus tôt, celle-ci a pour objectif de renforcer les liens entre la France et les Etats-Unis. À l'issue d'une campagne de levée de fonds, elle a récolté deux millions de dollars, auxquels la Ford ajoute un million supplémentaire³. Dwight Eisenhower et René Coty en sont les présidents d'honneurs, tandis que son comité de parrainage comprend, entre autres, Gaston Berger, mais aussi l'ambassadeur de France aux États-Unis Henri Bonnet ou encore le président de la Chambre de Commerce Internationale Edmond Giscard d'Estaing. En 1957, pour marquer le bicentenaire de la naissance de Lafayette, elle crée à destination des étudiants français des bourses de deux ans pour les Etats-Unis. La Ford lui accorde alors 50 000 dollars pour financer une partie du programme⁴, financement qui permettra à 15 étudiants de partir entre 1957 et 1960, dont 5 au moins iront étudier à la Harvard Business School, avant de revenir exercer leurs nouveaux talents dans les entreprises françaises.

L'Institut Européen d'Administration des Affaires

Mais c'est surtout l'Institut Européen d'Administration des Affaires de Fontainebleau (INSEAD) qui va bénéficier du soutien de la Fondation Ford⁵ : celle-ci lui accordera entre 1960 et 1975 un financement continu dont le montant total atteint 1,27 million de dollars. Créé en 1958 à l'initiative du Centre de Préparation aux Affaires de la Chambre de Commerce de Paris, avec l'assistance technique de la Harvard Business School dont Georges-Frédéric Doriot est devenu entre-temps Doyen, il a pour objectif de fournir aux étudiants ayant terminé leurs études en université un complément de formation fondé sur la *case method*, et de promouvoir « une approche

¹ Rapport d'activités de l'Ecole d'administration des Affaires (juillet 1955-mai 1957), FF PA 55-68, Section 4

² Nombre d'étudiants français aux États-Unis (1953-1954), FF PA 57-266, Section 4.

³ Ford Foundation, *Annual Report*, 1955, p. 88.

⁴ Meeting of the Executive Committee, 20 juin 1957, FF PA 57-266, section 1.

⁵ Giuliana Gemelli (ed.), *The Ford Foundation and Europe (1950's-1970's) : Cross Fertilization of Learning in Social Science and Management*, Bruxelles, European Interuniversity Press, 1998, en particulier p. 208-218 et 238-246.

européenne des affaires et des problèmes économiques¹ ». Contrairement aux autres écoles créées en Europe, dont le cursus est centré sur le cadre national, elle entend dispenser une formation traitant des nouveaux problèmes d'administration des affaires induits par la création de la Communauté Economique Européenne en 1957. En décembre 1958, Doriot vient à Fontainebleau pour superviser le lancement de l'école, et est accompagné d'un assistant documentaliste qui fournit une partie importante des études de cas sur lesquelles plancheront les étudiants, tandis qu'un instructeur de la Harvard Business School aide la direction à concevoir l'organisation générale du cursus.

La Fondation Ford va également contribuer au lancement de l'école en finançant l'envoi de professeurs américains, *via* un financement accordé à l'Agence Européenne de Productivité. En 1954, celle-ci a lancé un programme européen de développement des écoles d'administration des entreprises, pour le financement duquel elle s'est adressée, entre autres, à la Ford, qui lui a accordé en 1957 200 000 dollars². Entre 1957 et 1960, ce financement permet d'envoyer 25 professeurs américains dans des universités européennes, dont quatre viennent à l'INSEAD entre 1959 et 1960. Au total, le programme de l'AEP aboutira entre 1954 et 1962 à la création de 175 écoles de management en Europe, souvent soutenues par ailleurs par la Ford, tandis que 114 professeurs américains viendront y enseigner, pendant que 350 professeurs européens partiront étudier aux Etats-Unis³.

Parallèlement à sa contribution au programme de l'AEP, la Ford finance directement l'INSEAD à partir de 1960, renouvelant sa dotation en 1965 puis en 1971. La première promotion de l'école, en septembre 1959, comprend 60 étudiants venus de plusieurs pays européens, mais où les Français sont nettement majoritaires, tout comme le corps enseignant. Les cours sont dispensés dans l'une des trois langues officielles de l'Institut (allemand, anglais, français). L'objectif de la Ford est de contribuer à l'internationalisation de l'école pour en faire un établissement véritablement européen⁴. Forte de cet apport qui vient renforcer son budget, l'école augmente son corps professoral et son nombre d'heures d'enseignement, une croissance qui s'accompagne d'une européanisation visible non seulement à travers la diversification des nationalités de son corps enseignant et de ses étudiants, mais aussi à travers l'augmentation des études de cas d'entreprises européennes dans son enseignement : en 1959, la proportion de « cas » portant sur des entreprises américaines était de 37%, proportion qui descend à 20% dès 1961, alors que le nombre d'études portant sur des pays de la CEE monte à 77%⁵. Malgré tout, au début des années soixante, le financement de l'école est encore majoritairement d'origine française (à travers les contributions des industriels) et américaine (à travers la bourse Ford). Dès 1965, son succès est cependant évident : parmi les 400 diplômés sortis entre 1959 et 1965, 60% ont obtenu un emploi de *managers* en deux ans, et 80% sont employés par des compagnies internationales importantes telles qu'IBM, Air France, Du Pont de Nemours, Nestlé, Philips ou Texas Instruments. Et si 50% des diplômés sont engagés par des compagnies américaines opérant en Europe, la plupart d'entre eux les quittent assez rapidement pour intégrer des entreprises européennes, contribuant ainsi à « l'américanisation du management européen⁶ » souhaitée par la Ford. Dans la deuxième partie des années soixante, l'école continue de croître tandis que ses ressources financières deviennent de plus en plus

¹ Lettre (sans nom d'auteur) à la Fondation Ford, 8 janvier 1960, FF PA 61-16, Section 1.

² Meeting of the Executive Committee, 20 juin 1957, PA 57-265, Section 1.

³ Rapport sur les visites de professeurs américains en Europe, 28 février 1962, FF PA 57-265, Section 3.

⁴ Meeting of the Executive Committee, 11 octobre 1960, FF PA 61-16, Section 1.

⁵ Rapport d'activité pour 1960-1961, 25 août 1961, FF PA 61-16, Section 3.

⁶ Projet d'attribution de bourse, 23 août 1971, FF PA 71-529, Section 1.

européennes. En 1971, elle comprend 200 étudiants de 50 pays, ce qui en fait peut être l'école la plus internationalisée au monde. Bien que son cursus soit calqué sur le Master of Business Administration (MBA) américain, elle s'écarte progressivement du « modèle » américain.

La première phase de développement de l'INSEAD coïncide avec des réformes qui ouvrent la voie au développement de l'enseignement supérieur de gestion des entreprises en France. En 1959 ont été créées les facultés de droit et de sciences économiques, qui intègrent dans leurs cursus des instituts d'administration des entreprises. Dans le même temps, les écoles de commerce renouvellent leur enseignement : c'est le cas d'HEC, qui a entrepris en 1957 une vaste restructuration et dont le déménagement entre 1964 et 1967 à Jouy-en-Josas s'accompagne de la création de nouvelles spécialités, parmi lesquelles un Institut Supérieur des Affaires (ISA). Progressivement, l'enseignement de la gestion devient un élément incontournable du cursus des écoles de commerce. Au milieu des années soixante, l'enseignement de la gestion est devenu une priorité gouvernementale : en 1965 en effet, la commission de la productivité du Commissariat au plan, dont Pierre Tabatoni est membre, rend un rapport au Premier ministre, préconisant de renforcer l'INSEAD par l'augmentation des créations d'instituts d'administration des entreprises dans les universités, notamment en province. De fait, lorsqu'en 1966 sont créés au sein des universités les Instituts Universitaires de Technologie (IUT), ils comprennent des sections « gestion des entreprises ». Pour coordonner ce mouvement est créée en 1968 la Fondation Nationale pour l'Enseignement de la Gestion (FNEGE). L'année précédente, Pierre Tabatoni a été envoyé en mission par le ministère de l'Education Nationale pour observer les méthodes et les programmes en vigueur dans les universités américaines. Nommé au secrétariat national de la Fondation, il y plaide pour la mise en place d'un programme de bourses destiné à envoyer des futurs enseignants en gestion se former aux Etats-Unis.

La Ford, qui entretient des contacts étroits avec Tabatoni, va apporter sa contribution à ce développement, en participant à la conception du programme de la FNEGE. D'autre part, en 1970, elle accorde un financement à un projet élaboré conjointement par la FNEGE et l'université Vanderbilt au Tennessee, visant à soutenir un programme d'échange entre la France et les Etats-Unis, concernant tant les professeurs que les étudiants, ainsi qu'à mener des recherches conjointes sur le management en Europe¹. La FNEGE joue ainsi un rôle d'accompagnement important dans le développement de l'enseignement de la gestion en France, qui se traduira dès le début des années 1970 par l'autonomisation de la discipline, avec la création de la maîtrise en sciences de gestion en 1971, du doctorat en 1974, et d'une agrégation spécifique en 1976, tandis que la FNEGE envoie aux États-Unis entre la fin des années soixante et le milieu des années 1970 environ 700 boursiers aux Etats-Unis. Si la Ford y joue un rôle, la majorité de ces voyages sont cependant financés par des fonds français : l'activité de la Ford a suscité en effet des oppositions au sein de la FNEGE, qui ne sont pas pour rien dans la démission de Pierre Tabatoni de l'organisme au début des années 1970. Il reste qu'à ce moment, l'enseignement de la gestion en France est désormais une réalité, et que la philanthropie américaine y aura joué un rôle non négligeable.

¹ Projet d'attribution de bourse, 24 août 1970, FF PA 70-627, Section 1.

Au cours des Trente glorieuses, la philanthropie américaine est donc présente en permanence dans le processus de reconstruction de l'économie française, à travers le financement d'organismes universitaires ou para-universitaires d'expertise économique et celui d'instituts de formation pour les gestionnaires d'entreprises.

L'action des fondations dans ces secteurs a contribué à l'accélération de deux processus majeurs en marche dans la France d'après-guerre : le premier est l'intensification des coopérations établies entre la sphère de la production de connaissances et celle de la décision politique. Une telle coopération avait été ébauchée par des instituts tels que l'ISRES avant 1939, mais elle était restée embryonnaire. Après 1945, la mobilisation des énergies dans le cadre de la reconstruction de la France s'est traduite par une légitimation du savoir appliqué et par la montée en puissance des experts, un phénomène dont la création des instituts d'analyse économique évoqués dans ce chapitre est l'un des symptômes majeurs. Le deuxième processus majeur est sans doute l'ouverture internationale des économistes et des gestionnaires d'entreprise. La philanthropie américaine joue incontestablement un rôle important dans l'émergence après 1945 d'experts économistes et de cadres d'entreprise possédant un *habitus* scientifique et productiviste, mais aussi un fort tropisme vers l'international. Il n'est pas douteux non plus que cette ouverture internationale prenne, au moins dans un premier temps, des couleurs américaines, en particulier à travers l'importation des méthodes harvardiennes qui ont marqué la première génération de gestionnaires d'entreprises français formés dans les écoles de management. Mais elle ne s'y résume assurément pas, comme le montre l'histoire de l'INSEAD, qui acquiert rapidement une personnalité propre et une dimension internationale dans laquelle la part américaine se réduit peu à peu.

chapitre IX

La restructuration du paysage universitaire

L'action des fondations américaines dans le domaine des sciences sociales après 1945 est loin de se limiter à l'expertise économique. Les organisations philanthropiques jouent également un rôle important dans le processus de réorganisation intellectuelle et institutionnelle des sciences sociales qui caractérise les deux décennies d'après-guerre, et ce, à travers leur soutien important et durable à trois institutions majeures du paysage universitaire : la Fondation Nationale des Sciences Politiques (FNSP), la VI^e section de l'École Pratique des Hautes Études (EPHE) et la Maison des Sciences de l'Homme (MSH). La réorganisation de l'enseignement supérieur et de la recherche en France après 1945 n'est pas, en effet un processus strictement franco-français impulsé d'en haut par le pouvoir politique. Mais on se tromperait également en considérant un peu hâtivement que l'intervention des fondations constitue un cas d'américanisation caractérisé, ou, à tout le moins, un phénomène de diffusion des sciences sociales américaines ou même du modèle universitaire américain. Tout comme avant 1939, lorsque la fondation Rockefeller mettait en place sa politique des sciences sociales, on n'a pas affaire ici à un face à face franco-américain, mais à un jeu complexe entre plusieurs acteurs qui poursuivent chacun leurs objectifs avec des logiques différentes : les fondations, bien sûr, Rockefeller puis Ford ; mais aussi le groupe des *Annales*, dont Fernand Braudel s'affirme dès le début des années cinquante comme la figure dominante ; la Fondation Nationale des Sciences Politiques également, qui affirme au même moment son ambition de développer les sciences sociales ; les facultés de droit et de lettres encore, qui sont menacées au premier chef par le projet de développement institutionnel des sciences sociales ; les pouvoirs publics enfin, dont la position varie en fonction des circonstances. Le processus d'institutionnalisation des sciences sociales va résulter pour une large part d'un compromis entre les positions de ces divers acteurs entre lesquels de nombreuses lignes de fractures se dessinent. La plus évidente passe entre les objectifs des fondations et ceux de leurs interlocuteurs français. Mais elle n'est pas forcément la plus importante, et elle ne doit pas en masquer d'autres : celle qui sépare la VI^e section et le tandem faculté de droit-faculté des lettres, et celle qui passe entre la même VI^e section et la FNSP sont autrement plus profondes ; sans oublier les divergences entre Fernand Braudel et la Direction de l'enseignement supérieur du ministère de l'Éducation Nationale. La prise en compte de ces lignes est fondamentale pour évaluer le rôle des fondations dans ce processus, comme on le verra dans les pages qui suivent. Ce rôle se manifeste de trois manières : d'une part elles contribuent à la naissance de la VI^e section de l'EPHE, nouvelle venue dans le paysage universitaire et appelée à y jouer un rôle majeur ; d'autre part elles jouent un rôle important dans l'internationalisation du champ de vision des sciences sociales françaises, à travers notamment le soutien au développement des études portant sur les relations internationales et les aires culturelles ; enfin, elles apportent leur pierre à la refonte globale de l'architecture des sciences sociales universitaires en participant à la création de la Maison des Sciences de l'Homme imaginée par Fernand Braudel.

1. L'affirmation des sciences économiques et sociales

Un enjeu : la réorganisation de l'enseignement supérieur

Lors de son voyage en France entre octobre 1944 et février 1945, l'envoyé de la Rockefeller Alexander Makinsky a rencontré beaucoup de responsables gouvernementaux mais aussi des universitaires. À ce moment, le directeur de la *Social Science Division* (rebaptisée peu après *Division of Social Sciences*), Joseph Willits, a quelque peu oublié son projet de 1940 consistant à fusionner avec le CNRS les instituts de sciences sociales financés par la fondation. Les sciences sociales en Europe ne font alors pas partie des chantiers qu'il envisage pour les années à venir. Mais le voyage de Makinsky va le faire changer d'avis. En effet, celui-ci a noté que si la popularité des États-Unis était faible parmi la population, elle était en revanche intacte chez les intellectuels, ce qui lui faisait dire dans son rapport : « notre présence en Europe est tout à fait désirée¹ ». Cette première prise de contact avec la France libérée est l'occasion pour Makinsky d'actualiser le réseau franco-rockefellerien des sciences sociales, qui s'est singulièrement rétréci avec la disparition de plusieurs interlocuteurs majeurs d'avant 1939, comme Célestin Bouglé ou Sébastien Charléty, morts en 1940 et 1945. De fait, à partir de cette date, de nouveaux interlocuteurs vont s'imposer.

L'intention première de la Rockefeller est de mettre en place des mesures d'urgence similaires à celles qu'elle avait prises au lendemain de la Première guerre mondiale pour réenclencher le processus de circulation des chercheurs et des idées : accorder des bourses de voyages pour envoyer des étudiants aux États-Unis, aider à la reconstitution du fonds documentaire des bibliothèques universitaires dont les collections accusent un trou de cinq années, etc. Mais ces mesures d'urgence vont rapidement laisser la place à un programme plus ambitieux, la fondation se rendant compte qu'elle a en face d'elle des interlocuteurs qui entendent profiter de la situation particulière dans laquelle se trouve leur pays pour réaliser des réformes en profondeur, et notamment une restructuration globale de l'enseignement supérieur. Elle va ainsi se trouver en position de réactiver le projet de coordination des sciences sociales qu'elle caressait avant 1939. Le physicien Pierre Auger joue dans ce processus un rôle moteur : il a fait partie des nombreuses personnalités rencontrées par Makinsky et est devenu peu après la Libération Directeur de l'enseignement supérieur au ministère de l'Éducation Nationale. En juillet 1946, lors d'un voyage à New York, il rencontre John Marshall, le directeur de la *Division of Humanities* de la Rockefeller, et s'entretient avec lui de la nécessité de développer l'enseignement des sciences sociales. Marshall ressort de leur entrevue convaincu que les possibilités d'intervention de la fondation en France sont importantes. Les contacts vont donc s'intensifier à partir de l'automne 1946. En octobre, Joseph Willits vient se rendre compte lui-même des possibilités en la matière : il rencontre à cet effet Charles Rist, François Perroux, Jacques Rueff, Jean-Marcel Jeanneney, Étienne Denney ou encore Louis Joxe. Deux mois plus tard, c'est son directeur-adjoint Robert Crane qui fait le voyage, tandis que John Marshall vient de son côté et multiplie les rencontres, s'entretenant notamment avec Julien Cain² et Charles

¹ Cité dans Brigitte Mazon, *Aux origines de l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, éditions du Cerf, 1988, p. 75.

² Cain à Marshall, 13 décembre 1946, RF 1.1/500/18/174.

Morazé. Le premier est une vieille connaissance de la Rockefeller : administrateur de la Bibliothèque Nationale depuis 1930, il y avait engagé une modernisation de son système de catalogage et reçu de la fondation quelques 24 000 dollars entre 1929 et 1940 pour faire face aux dépenses d'impression de son catalogue général des imprimés interrompu en 1929 faute de crédits¹. Fait prisonnier en 1940, il a repris son poste à son retour en 1945 et renoue les liens d'avant guerre avec la fondation. Quant à Morazé, c'est un nouveau venu dans le carnet d'adresse rockefellerien : enseignant à l'École Libre des Sciences Politiques et à la IV^e section de l'École Pratique des Hautes Etudes, il est également depuis 1945 conseiller de Pierre Auger au ministère, et va jouer un rôle majeur dans la réalisation des projets franco-rockefelleriens².

Les contacts s'intensifient au début de l'année 1947 : en janvier, Auger et Crane se rencontrent et tombent d'accord sur la nécessité de créer une nouvelle institution plutôt que d'aménager les structures universitaires existantes. Mais Auger prévient son interlocuteur que le gouvernement français n'est pas disposé à débloquer des crédits pour une telle entreprise, forcément onéreuse. En avril, il est à New York et remet aux responsables de la fondation un rapport où est exposé le projet de la création d'une VI^e section de l'École Pratique des Hautes Etudes (EPHE) dédiée aux sciences sociales, seule solution susceptible à ses yeux de donner une indépendance intellectuelle à des disciplines telles que l'économie, institutionnellement dépendante du droit, ou la sociologie, intégrée dans les départements de philosophie. Puisque les crédits manquent pour créer des postes, Auger envisage d'en prélever quelques uns sur les autres sections de l'EPHE³. Il demande aux Américains s'ils ne pourraient pas compléter ce dispositif en accordant une subvention pour la recherche, sur le modèle de la dotation accordée en 1935 par la fondation au Conseil Universitaire de la Recherche Sociale.

Pour donner corps à ce projet, cette impulsion donnée d'en haut doit être relayée sur le terrain par des chercheurs désireux de lancer des travaux. Ce sont les historiens regroupés autour de la revue des *Annales* qui vont l'assurer. Lancée en 1929 par Marc Bloch et Lucien Febvre, la revue avait pour objectif de renouveler la discipline historique en ouvrant de nouvelles perspectives : développer l'étude des phénomènes économiques et sociaux, adopter une perspective comparative au-delà du cadre national, s'intéresser aux problèmes contemporains, promouvoir une approche scientifique du travail d'historien, et enfin collaborer avec les disciplines voisines (sociologie, économie, géographie, etc.). Au sortir de la guerre, les *Annales d'histoire économique et sociale* affichent une ambition intacte mais renouvelée en changeant de titre pour devenir les *Annales. Economies, Sociétés, Civilisations* : changement symptomatique de l'élargissement d'un projet intellectuel qui ne veut pas se limiter à la discipline historique mais entend mettre en œuvre une connaissance scientifique globale des sociétés humaines. Dans le premier numéro de la nouvelle série, paru en janvier 1946, Lucien Febvre justifie le nouveau titre dans un « Manifeste des *Annales* nouvelles » : « Les *Annales* changent parce tout change autour d'elles : les hommes, les choses ; d'un mot, le monde ». Alors que celui-ci vient de subir un cataclysme sans précédent, le problème essentiel est « de savoir quelle civilisation s'établira demain sur ce monde nouveau ». Une seule certitude : les civilisations d'autrefois, limitées dans l'espace, ont fait place à des « civilisations à l'échelle du monde » d'une complexité sans précédent. Dans ce contexte, les chercheurs ont une responsabilité fondamentale : « expliqu[er] le

¹ RF Minutes, 22 mai 1929 et 21 juin 1935, RF 1.1/500/17/170 ; Gabriel Ledos, *Histoire des catalogues des livres imprimés de la Bibliothèque Nationale*, Paris, 1936, p. 246 ; *La Bibliothèque Nationale pendant les années 1930-1932*, Rapport à M. Le Ministre de l'Éducation Nationale, Paris, 1935, p. 14.

² Charles Morazé, *Un historien engagé. Mémoires*, Paris, Fayard, 2007, p. 170 sq.

³ Robert T. Crane Diary, 27 mars 1947, RF 1.2/500S/16/146.

monde au monde », et l'expliquer « par l'histoire », en insistant sur l'étude des phénomènes économiques et sociaux qui sont le vecteur majeur du changement, plus que les événements politiques. Les historiens sont pour Febvre les mieux placés pour réaliser ce travail, l'histoire permettant, par son approche de long terme, de répondre « à des questions que l'homme d'aujourd'hui se pose nécessairement », d'expliquer des « situations compliquées au milieu desquelles il se débattrait moins aveuglément s'il en savait l'origine », et de rappeler des « solutions qui furent celles du passé – et donc qui ne sauraient être, en aucun cas, celles du présent ». Le projet intellectuel des *Annales* vise donc à répondre au défi que constitue la complexité du monde contemporain par une analyse globale, non seulement de l'histoire lointaine, mais aussi des événements contemporains, « cette histoire qui se fait sous nos yeux » et dont l'historien peut aider à « saisir les origines historiques¹ ». Pour autant, le projet ne se limite pas à l'histoire, puisque la revue ambitionne de défricher « le domaine des jeunes sciences sociales, à la fois balbutiantes et conquérantes ».

Tant dans ses présupposés philosophiques que méthodologiques, le point de vue de Febvre présente bien des similitudes avec celui de la Rockefeller au sortir de la guerre : confrontée, nous l'avons vu, à l'échec de son projet hyperscientifique reposant sur la valorisation quasi-exclusive de recherches très spécialisées, la fondation entend soutenir désormais davantage des chercheurs développant une vision plus panoramique des problèmes humains, qu'ils soient historiens, poètes ou philosophes. Son intention de donner la parole à des hommes qui « ont des choses significatives à dire sur leur temps » et d'utiliser les sciences sociales pour comprendre les cultures et leurs relations apparaît très proche de l'« expliquer le monde au monde » de Febvre. Par ailleurs, sur le plan méthodologique, la ligne directrice tracée par l'historien français, fondée sur le principe des enquêtes collectives de type empirico-quantitatif, est exactement la même que celle de la fondation, et ce, depuis les années trente. Il n'est donc guère étonnant que l'accord entre les deux protagonistes se soit fait assez facilement.

En 1947, Febvre est une personnalité incontournable du paysage scientifique : professeur au Collège de France depuis 1934, seul directeur des *Annales* depuis la disparition de Marc Bloch en 1944, ancien président du Comité de l'*Encyclopédie française*, il est également président de la Commission d'histoire du CNRS et du Comité d'histoire de la Seconde guerre mondiale créé en 1946. Mais il n'a jamais été en contact avec la fondation Rockefeller : c'est par le biais de Charles Morazé que ce contact s'établit. En janvier 1947, Morazé a créé l'Association pour l'histoire de la civilisation, afin de faire pression sur les pouvoirs publics en leur montrant que les historiens français forment un front uni pour réclamer une réforme de l'organisation universitaire afin de faire toute leur place aux sciences économiques et sociales si nécessaires à la compréhension du monde contemporain². Outre Febvre, Morazé et Fernand Braudel, qui représentent les *Annales*, l'association compte parmi ses membres le spécialiste d'histoire des relations internationales Pierre Renouvin ou encore le président de la IVe section de l'EPHE Mario Roques. Dès mars 1947, Morazé a signalé à Robert Crane son existence, suggérant à l'*officer* qu'un noyau de chercheurs existe là pour promouvoir des recherches novatrices dans le domaine des sciences sociales. Dès le printemps 1947, les Américains ont donc en face d'eux, avec les *Annales*, un groupe cohérent possédant par ailleurs de nombreux atouts dans son jeu, en particulier Febvre, personnalité scientifique de premier plan, et Morazé, qui a ses entrées au ministère. Mais le groupe des *Annales* n'est pas le seul à nourrir des plans de développement des sciences

¹ Lucien Febvre, « Au bout d'un an », *Annales. Economie, sociétés, civilisations*, janvier-mars 1947, p. 1, ainsi que la citation suivante.

² Mazon, *op. cit.*, p. 89, et le témoignage de Morazé, *op. cit.*, p. 174 sq.

sociales. C'est aussi le cas de Georges Gurvitch : ce sociologue, ancien *fellow* Rockefeller en 1929, exfiltré en 1940 par la fondation, a passé toute la guerre à l'École libre des Hautes Etudes de New York. Il connaît bien les hommes de la Rockefeller, mais c'est un homme seul alors que Morazé peut se prévaloir d'un collectif symbolisé par l'association qu'il vient de monter. Celle-ci étant composée presque exclusivement d'historiens, ce sont donc eux qui s'imposent *de facto* comme les interlocuteurs principaux des Américains pour mener à bien le projet de création d'une institution spécialisée dans les sciences économiques et sociales. Le rôle de Morazé est ici fondamental, car Auger semblait plutôt enclin à peupler la future VIe section d'économistes et de statisticiens. Les deux hommes établissent ensemble au printemps une première liste de directeurs d'études, que Pierre Auger remet à la fondation Rockefeller lors de son voyage à New York en avril 1947.

Les débuts de la VIe section de l'EPHE (1947-1955)

Une fois cette liste établie, les choses vont vite : en novembre 1947 est créée par décret la VIe section dites des « Sciences économiques et sociales ». De l'aveu même de Charles Morazé, la bataille ne semble guère avoir été difficile : « tout s'était arrangé au niveau d'administrations bienveillantes avec le seul appuis de circonstances favorables¹ », en raison des « fautes, [des] errements [et des] lacunes de notre enseignement supérieur [qui ont] rendu quasi-spontanée cette innovation en marge des normes traditionnelles ». En bref, « la venue au jour de la VIe section naît d'une conjonction, celle d'une faiblesse provisoire des défenses corporatistes et d'un besoin immédiat de couvrir certains domaines par trop encore inexplorés ». Point de bataille homérique des modernes contre les anciens, donc, mais une suite de manœuvres habiles de quelques protagonistes tirant profit du contexte particulier de l'immédiat après-guerre, où la nécessité de repartir sur de nouvelles bases autorise des audaces impossibles en d'autres temps. Bien qu'il n'ait pris aucune part active à la création de la section, Lucien Febvre en est nommé président. Immédiatement, il envoie une demande écrite de subvention à la Rockefeller, accompagnée d'une demande officielle de Pierre Auger.

Le montage technique et budgétaire échafaudé par Auger et Morazé est simple : il consiste à construire par effraction une nouvelle structure en prélevant des postes sur les autres sections de l'École Pratique des Hautes Etudes où divers protagonistes étaient déjà en poste : Fernand Braudel et Ernest Labrousse passent ainsi de la IVE section, celle des sciences historiques et philologiques, à la VIe, tandis que Gabriel Le Bras vient de la Ve, celle des sciences religieuses. Le premier noyau de directeurs d'études comprend 8 personnes, parmi lesquelles Lucien Febvre, Fernand Braudel, Ernest Labrousse, Charles Morazé et Gabriel Le Bras, auxquels il faut ajouter l'historien des sciences Alexandre Koyré. Pour compléter ce groupe sont nommés dès 1948 Charles Bettelheim et Maurice Lombard, ainsi que quelques directeurs d'études cumulants comme les sociologues Georges Friedmann et Georges Gurvitch, l'ethnologue Claude Lévi-Strauss, le philosophe Henri Lévy-Brühl, l'économiste Jean Weiller, l'historien de l'art Pierre Francastel, ainsi que l'historien Pierre Renouvin². A la fin de 1947, la fondation Rockefeller a accordé à la section 30 000 dollars, soit 1,2

¹ Morazé, *op. cit.*, p. 169-170, ainsi que les deux citations suivantes.

² Mazon, *op. cit.*, p. 103 sq.

millions de francs, qui représentent le quart de son budget, et vont servir à rémunérer un directeur d'études à plein temps, trois directeurs d'études cumulants, mais aussi à financer les premiers projets de recherches. L'argent américain sert, entre autres, à acheter en 1948 quatre machines à écrire et deux machines à calculer nécessaire aux opérations statistiques¹. Ce financement à la fois important et « souple[s] d'utilisation » va couvrir pendant les premières années « tous les frais de fonctionnement [et] de recherche [...] de la nouvelle section² ». En 1949, lorsqu'il célèbre les 20 ans des *Annales*, Lucien Febvre résume ainsi les débuts de la section : certes, « un Directeur audacieux de l'enseignement supérieur en a fait décider la création », mais si les salaires des directeurs d'études sont pris en charge par le ministère, pour le reste, les cours, les recherches, « pas un sou de crédits budgétaires, pas un local, pas une chaise, rien. Tant pis ! Une subvention Rockefeller et un dévouement sans limite de mes chers collaborateurs des *Annales* a permis le miracle³ ».

Si la création de la section est somme toute relativement aisée, la nouvelle institution va susciter rapidement des oppositions, non seulement en raison des jalousies provoquée chez les universitaires par la bienveillance gouvernementale et le généreux financement américain, mais aussi du fait de l'étendue du territoire intellectuel qu'elle entend se tailler, à quoi il faut ajouter le mordant de ses animateurs, lesquels ne ménagent pas leurs collègues ne partageant pas leurs options scientifiques. En effet, derrière le projet de développer l'étude des phénomènes économiques et sociaux se profile ni plus ni moins un projet de redistribution globale des cartes et du pouvoir intellectuel dans le domaine des sciences sociales. Non seulement la création de la VIe section a entraîné l'amputation des IV et Ve section de l'EPHE, mais ses membres entendent placer sous leur aile des disciplines telles que l'économie, la sociologie ou l'anthropologie, qui font alors respectivement partie des facultés de droit, de lettres et de sciences. La nouvelle institution entend aussi « rapprocher le monde universitaire des nouvelles institutions de recherche comme l'INSEE ou l'INED, chargées d'informer le pouvoir administratif et politique sur les grands problèmes du pays et d'éclairer ses décisions⁴ ». Cet objectif témoigne de la volonté des animateurs de la VIe section de ne pas se cantonner au champ académique mais d'investir aussi celui de l'expertise, un objectif qui est également celui de la fondation Rockefeller. C'est dans cette perspective que Charles Morazé envisage d'absorber des instituts privés tels que l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales de Charles Rist, ou encore le Centre d'Etude de Politique Etrangère⁵. Cet objectif correspond également aux projets de la Rockefeller, qui souhaite favoriser la fusion d'institutions pour créer quelques grands pôles de recherche et ainsi mieux cibler ses financements. C'est dans cette optique que l'*officer* Norman Buchanan rencontre Charles Rist en décembre 1948, pour l'inciter à établir une collaboration étroite avec la VIe section, en vue d'une fusion entre les deux à moyen terme. Mais il se heurte à une fin de non recevoir de l'économiste qui refuse à la fois d'abdiquer son indépendance pour se placer sous la tutelle de l'université, et de mettre les recherches économiques sous la direction intellectuelle des historiens. En 1949, l'ISRES n'ayant plus d'argent, Rist sera finalement obligé d'accepter les conditions de la Rockefeller de s'agréger à une structure universitaire pour continuer à bénéficier du financement américain : mais il choisira non pas la VIe

¹ Morazé à Janet Paine, 19 novembre 1948, RF 1.2/500S/16/146.

² Mazon, *op. cit.*, p. 95-96.

³ Lucien Febvre, « Vingt ans après », *Annales ESC*, janvier-mars 1949, p. 3.

⁴ Maurice Aymard, « In Memoriam Clemens Heller (1917-2002) », *Social Science Information*, vol. 42, n°3, 2003, p. 290.

⁵ Note interne, 11 mai 1948, RF 1.2/500S/16/146.

section, mais la Fondation Nationale des Sciences Politiques, où il sera intégré en changeant de nom et en devenant le SEAE dirigé par Jean-Marcel Jeanneney, comme nous l'avons vu au chapitre VIII. Cet épisode, entre autres, témoigne des tensions suscitées par l'expansion de la VI^e section au sein du monde universitaire.

Ces enjeux institutionnels doublés de concurrence intellectuelle prennent rapidement une tournure politique, en raison de l'origine américaine du financement et de la conjoncture internationale qui se bipolarise en 1947. Dans ce contexte, l'opposition d'une partie du corps universitaire à la VI^e section va se traduire par des accusations d'inféodation idéologique aux Etats-Unis. Dès 1948, Febvre et Morazé sont accusés d'avoir accepté « les millions américains¹ » dont l'unique objectif est d'« assujettir la pensée française² ». En novembre 1951, l'école des *Annales* est qualifiée dans *La nouvelle critique*, revue d'obédience communiste dirigée par Jean Kanapa, de « fille[s] de la bourgeoisie³ » ayant reçu la « consécration officielle sous le règne des ministres SFIO de l'Education nationale dont on connaît le rôle dans la liquidation et la fascisation de l'école ». Ses membres « monopolisent de plus en plus les postes-clefs de la recherche », à commencer par Fernand Braudel, qui « trône au collège de France et aux *Annales* ». Sur le plan scientifique, les historiens des *Annales* sont accusés de nier le mouvement dialectique de l'histoire dont les révolutions sont l'aboutissement naturel, trahissant ainsi leur peur bourgeoise de la révolution prolétarienne. En faisant porter leurs travaux sur les phénomènes de circulations commerciales au détriment de l'analyse du processus de production, ils passent également sous silence la nature fondamentalement inégalitaire du capitalisme ; enfin, lorsque Braudel oppose dans sa thèse la civilisation maritime, par nature démocratique, libérale et individualiste, à la civilisation terrienne, absolutiste et aristocratique, et lorsqu'il compare la Méditerranée du XVI^e siècle et ses nombreuses routes commerciales, à l'Atlantique du XX^e siècle, il se fait le « serviteur[s] conscient [s] de l'impérialisme américain », du plan Marshall et du Pacte Atlantique.

Ces attaques n'empêchent pas la section de commencer ses activités : les premiers cours ont lieu à partir du mois de mars 1948, mais le véritable démarrage intervient à l'automne. La section est alors organisée autour de trois grands pôles : l'histoire, l'économie et la sociologie/anthropologie, une tripartition qui restera en place jusqu'au lancement du programme des aires culturelles au milieu des années cinquante. Outre les séminaires, le travail de la section s'appuie sur trois centres de recherches : le Centre d'Etudes Sociologiques (CES), le Centre de Recherches Historiques (CRH), le Centre d'Etudes Economiques (CEE). Dès 1948, ils mènent un travail important et font preuve d'un dynamisme qui impressionne les hommes de la Rockefeller.

Le Centre d'Etudes Sociologiques est le plus ancien. Il s'agit à l'origine d'un laboratoire du CNRS, mais qui, par le jeu des nominations de directeurs d'études, va se trouver *de facto* associé à la VI^e section. Au sortir de la guerre, la sociologie est en état de coma dépassé, du fait de la disparition des derniers disciples de Durkheim : Célestin Bouglé a été emporté par un cancer en 1940 ; Maurice Halbwachs a succombé en déportation en janvier 1945 ; Marcel Mauss, destitué de sa chaire du collège de France à la suite de la promulgation du statut des juifs en octobre 1940, n'a plus d'activité intellectuelle et s'éteint dans la discrétion en février 1950. Du point de vue institutionnel, la discipline est aussi marginale qu'au début du siècle, avec seulement cinq chaires universitaires. Dans ces conditions, la création en mars 1946 du Centre

¹ Jean Gottmann à Willits, 18 août 1948, RF 1.1/500/21/212.

² Gottmann à Robert Crane, 21 juillet 1948, RF 1.2/500S/16/146.

³ Jacques Blot, « Le révisionnisme en histoire ou l'école des Annales », *La nouvelle critique*, n°3, novembre 1951, p. 46-60, ainsi que les citations suivantes.

d'Études Sociologiques (CES), à l'initiative de Georges Gurvitch¹, va relancer la dynamique intellectuelle d'une discipline à l'étiage. Du point de vue documentaire, le centre bénéficie d'un fonds d'ouvrages rapportés des États-Unis par Gurvitch, mais aussi d'une partie de la bibliothèque personnelle d'Halbwachs et de ce qui reste du fonds du Centre de Documentation Sociale de Bouglé. Mais si cet héritage atteste du lien maintenu avec les racines durkheimiennes, le CES va s'engager dans une voie intellectuelle toute différente de celle du fondateur de la sociologie française. En 1948, Georges Friedmann, qui vient d'être nommé directeur d'études cumulant à la VIe section et de rentrer au comité de direction des *Annales*, en prend la direction, qu'il gardera jusqu'en 1952. Dès l'année suivante, les crédits importants accordés par le CNRS lui donnent l'occasion de recruter des jeunes chercheurs² qui vont entreprendre des enquêtes de terrain. Cette orientation se manifeste dès l'organisation du premier colloque du Centre en 1948, sur le thème « Industrialisation et technocratie », dont la subvention Rockefeller permet d'assurer la publication³. Sous l'impulsion de Friedmann, la sociologie industrielle constitue le premier grand chantier du CES, et donnera lieu à de nombreuses monographies au cours des années suivantes. La première grande enquête est lancée en 1948 et porte sur les répercussions de l'évolution technologique sur les différentes catégories de travailleurs. Parmi eux, on mentionnera les travaux de Michel Verry sur les laminoirs ardennais, Viviane Isambert-Jamati sur l'industrie horlogère, ou Alain Touraine sur le travail ouvrier aux usines Renault. Né en 1925, Touraine entreprend cette étude dans le cadre d'un Diplôme d'études supérieures réalisé sous la direction de l'historien Ernest Labrousse mais en étroite liaison avec Friedmann. Combinant l'observation directe sur le terrain et l'analyse de statistiques, Touraine replace l'analyse de l'entreprise dans son « évolution historique⁴ » et dans le contexte économique global ; il affirme ainsi d'emblée la spécificité de sa démarche par rapport à la sociologie industrielle américaine, qui s'intéresse avant tout à « l'étude psychologique des relations interpersonnelles ou du moral de l'entreprise⁵ ». Touraine aura l'occasion de prendre contact plus avant avec les travaux américains lors d'une *fellowship* que lui accorde la Rockefeller en 1952 pour étudier à Harvard. À son retour, il poursuivra ses recherches sur le sujet, dans le cadre d'un nouveau programme pour publier en 1955 son premier livre important, *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, où il décrit l'évolution technique qui mène au travail à la chaîne et à la production en grande série, et les conséquences qu'elle entraîne sur les ouvriers. Entretemps, en novembre 1954, la fondation Rockefeller aura accordé 10 000 dollars au CES pour entreprendre une étude portant sur la stratification sociale et la mobilité⁶, à laquelle Touraine participe. Le CES est alors devenu un centre important et bénéficie d'autres soutiens financiers, comme celui du Commissariat général au plan.

Le deuxième centre de recherches de la VIe section, et le premier fondé en son sein, est le Centre de Recherches Historiques (CRH), créé en 1949 par Fernand Braudel. Ce dernier a entamé avant la guerre une thèse sur *La Méditerranée et le monde*

¹ Jean-Christophe Marcel, « Georges Gurvitch : les raisons d'un succès », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, janvier-juin 2001, p. 97-119.

² Johan Heilbron, « Pionniers par défaut ? Les débuts de la recherche au Centre d'Études Sociologiques (1946-1960) », *Revue Française de Sociologie*, juillet-septembre 1991, p. 370.

³ VIe section de l'EPHE, rapport d'activité 1950, RF 1.2/500S/16/147.

⁴ Alain Touraine, *L'évolution du travail ouvrier aux usines Renault*, Paris, ed. du CNRS, 1955, p. 15.

⁵ *Id.* ; voir aussi « Ambiguïté de la sociologie industrielle américaine », *Cahiers Internationaux de Sociologie*, vol. 101, 1996 [1952], p. 174.

⁶ Formulaire de bourse, 3 novembre 1954, RF 1.1/500S/15/140 ; G. Dupouy (directeur du CNRS) à Leland de Vinney (directeur de la *Division of Social Sciences*), 20 octobre 1954, Archives CNRS, CAC 19800284/141.

méditerranéen à l'époque de Philippe II, dont la majeure partie a été rédigée en captivité. Soutenue en mars 1947, elle est d'emblée reconnue comme un apport majeur à l'historiographie et comme l'œuvre d'un grand historien. Depuis l'avant guerre, Braudel est entré dans l'orbite des *Annales* et a noué des liens intellectuels forts avec Lucien Febvre, de sorte qu'il fait naturellement partie de l'équipe fondatrice de la VIe section, où son autorité intellectuelle s'affirme rapidement. En 1950, lorsque Febvre prend sa retraite, c'est Braudel qui lui succède à la chaire d'histoire de la civilisation moderne du Collège de France. La création du Centre de Recherche Historique va lui donner l'opportunité d'impulser des travaux collectifs pour explorer les directions de travail annoncées dans sa recherche doctorale publiée en 1949. Lors de sa création, le CRH s'installe rue de Varennes dans les locaux du Centre d'Etude de Politique Etrangère toujours financé par la Rockefeller, et entreprend sous l'égide de son directeur « une série d'études portuaires et routières qui doivent permettre de traiter scientifiquement le problème des échanges économiques internationaux à la fin XVe et au début du XVIe siècles¹ », les données recueillies étant traitées par les machines à calculer achetées avec les crédits Rockefeller. Très rapidement, la période étudiée s'étendra jusqu'au XVIIIe siècle et comprendra également l'analyse des prix, du crédit et des structures bancaires, mais aussi des crises économiques de l'époque moderne, afin de dégager une vision globale de l'organisation de l'économie mondiale. Dès 1951, les premières publications paraissent : Fernand Braudel écrit avec son collègue italien Ruggiero Romano *Navires et marchandises à l'entrée du port de Livourne (1547-1611)* et Michel Mollat la *Comptabilité du port de Dieppe au XVe siècle*. Elles se multiplient au cours des années suivantes : une grande partie de l'activité du CRH dans sa première décennie consiste à publier des documents d'histoire économique et sociale du monde moderne, mais aussi à traduire des ouvrages étrangers, et bien sûr à publier des thèses, parmi lesquelles il faut mentionner celle, imposante, de Pierre Chaunu sur *Séville et l'Atlantique (1504-1650)* entreprise sur le modèle de la *Méditerranée* de Braudel². Si des enquêtes collectives sont lancées dès 1951 (Routes, ports et trafics ; affaires et gens d'affaires), ce n'est qu'à partir du début des années soixante que cette pratique deviendra systématique. Dans l'immédiat, par son intense travail de publication, le CRH affirme haut et fort le dynamisme de la VIe section, et particulièrement celui des historiens.

Les économistes, de leur côté, mènent également une intense activité, dans le cadre du troisième centre de la section, le Centre d'Etudes Economiques (CEE), créé en 1949 à l'initiative de Charles Morazé³ et installé dans les locaux de la Fondation Nationale des Sciences Politiques, rue Saint Guillaume. Son secrétaire est Jean Meynaud (1914-1972), également secrétaire général de la FNSP depuis 1947, professeur à l'Institut d'Etudes Politiques et cofondateur de la *Revue Economique* créée en 1950. On l'a vu plus haut, le projet de Morazé d'absorber l'ISRES de Charles Rist s'était soldé par un échec, et l'affaire s'était terminée par l'intégration de l'ISRES à la FNSP et à sa transformation en Service d'Etude de l'Activité Economique. Febvre, Braudel et Labrousse souhaitent cependant créer à la VIe section un pôle de recherche en économie, qui se matérialise par la création du CEE, ce qui n'est pas sans poser quelques problèmes car le CEE et le SEAE ont à peu près les mêmes objectifs : étudier

¹ VIe section de l'EPHE, rapport d'activité 1950, RF 1.2/500S/16/147.

² Lutz Raphaël, « Le Centre de Recherches Historiques de 1949 à 1975 », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n°10, avril 1993 ; Paul-André Rosental (dir.), « Pour une histoire de la recherche collective en sciences sociales. Réflexions autour du cinquantenaire du Centre de Recherches Historiques », *Cahiers du Centre de Recherches Historiques*, n°36, octobre 2005.

³ Lucien Febvre, « Vingt ans après », *Annales ESC*, janvier-mars 1949, p. 3.

les faits économiques tout en les replaçant dans leur contexte social. Les deux centres vont donc établir une division du travail, tout en établissant, au moins au cours des premières années, une collaboration matérialisée par la double appartenance de plusieurs économistes. Le SEAE se concentrera sur l'analyse de la conjoncture, les structures de l'économie française et la comptabilité interrégionale, tandis que le CEE s'intéressera aux prix et aux salaires, mais aussi à l'étude de la pensée économique, tout en ne se limitant pas à l'étude de la France. Dès 1952, les premiers ouvrages paraissent, sur des sujets aussi divers que le mouvement des prix aux Etats-Unis, les salaires et les revendications sociales en France, la théorie générale des taux d'intérêt, le revenu agricole, les monopoles dans l'industrie cinématographique aux Etats-Unis, etc¹. Par ailleurs, en 1952, le travail sur les structures de l'économie française mené par le SEAE avec une bourse de la fondation Rockefeller fait appel à la collaboration des membres du CEE, même si celle-ci ne semble pas avoir été très approfondie.

En 1951, les recherches menées dans ces trois centres en sont encore à leurs débuts, mais elles sont bien engagées, d'autant plus que la VI^e section s'est considérablement développée depuis 1948 : elle a alors 32 directeurs d'études, dont 12 à plein temps et 20 cumulants². De ce point de vue, l'engagement pris par Auger auprès de la Rockefeller en 1947 a été tenu : le financement des directeurs d'études est entièrement assuré par le ministère de l'Education Nationale, qui a également créé de nouveaux postes. Par ailleurs, le nombre d'étudiants ne cesse d'augmenter, puisqu'il est passé de 170 en 1948 à 360 l'année suivante. La Rockefeller, qui avait accordé sa subvention du bout des lèvres en 1947, est favorablement impressionnée, et lorsque Febvre en demande en octobre 1951 le renouvellement, la *Division of Social Sciences* ne fait aucune difficulté pour lui allouer 13 500 dollars afin de poursuivre le programme jusqu'en 1954.

2. relations internationales et aires culturelles

Outre son soutien aux sciences économiques et sociales, la fondation Rockefeller joue dès le lendemain de la guerre un rôle important dans deux domaines en plein développement : l'étude des aires de civilisation et celle des relations internationales. Ce soutien constitue à bien des égards la poursuite d'une tradition philanthropique remontant à l'entre-deux-guerres, lorsque le Carnegie Endowment for International Peace soutenait le développement du droit international à l'université de Paris, tandis que la fondation Rockefeller finançait le Centre d'Etude de Politique Etrangère. Après 1945, les études sur l'international vont se développer principalement dans deux institutions : la Fondation Nationale des Sciences Politiques et la VI^e section de l'EPHE, la première étant le lieu privilégié de développement des relations internationales, alors que la deuxième accueille les études sur les aires de civilisation. À bien des égards, l'intervention de la philanthropie contribue à l'établissement de ce yalta intellectuel entre les deux institutions.

¹ EPHE. Section des sciences économiques et sociales, Annuaire 1956-1957, Paris, Imprimerie Nationale, 1956, p. 136-137.

² Mazon, *op. cit.*, p. 103.

Géopolitique et recherche universitaire : la nouvelle donne

Le développement des études sur les questions internationales et les aires de civilisation est intimement lié aux nouvelles conditions géopolitiques internationales issues de la Deuxième guerre mondiale. Si elles font leur apparition au cours des années trente dans les universités¹ des deux côtés de l'Atlantique, c'est après 1945 qu'elles connaissent une forte croissance, en particulier aux États-Unis : en effet, la dimension planétaire du conflit et les problèmes annoncés d'un après-guerre auquel le gouvernement américains songe dès 1940 font apparaître la nécessité de disposer de spécialistes connaissant les différentes régions du globe, dans lesquelles la puissance mondiale que sont déjà les États-Unis auront tôt ou tard à intervenir. C'est dans cette perspective que l'Office of Strategic Services (OSS), ancêtre de la CIA, enrôle les universitaires dans l'effort de guerre américain en créant en 1942 une branche « Research & Analysis ». Elle comprend 900 spécialistes de toutes disciplines (psychologues, historiens, philosophes, sociologues, linguistes, etc.²), est organisée en plusieurs départements (Europe, Afrique, URSS, Extrême Orient, Amérique latine) dont chacun est chargé de mener des études sur les régions concernées, tant dans leurs aspects politiques que géographiques, économiques ou sociaux, afin d'accumuler des informations sur lesquelles pourra s'appuyer la politique étrangère américaine. Le travail mené par l'OSS se poursuivra après la guerre dans les universités américaines, où se créent rapidement des départements de relations internationales et d'aires de civilisations (appelées *area studies*) où les membres de la R&A vont exercer une fois démobilisés : dès 1946, 13 universités américaines possèdent des départements d'aires de civilisation, un nombre qui ne fait qu'augmenter dans les années suivantes³. Ces départements sont des structures interdisciplinaires où l'on enseigne la langue, la sociologie, l'histoire, les relations internationales, etc, et qui ont vocation à former non seulement des chercheurs universitaires, mais aussi les futurs cadres de l'administration ou de la diplomatie américaine.

Les grandes fondations philanthropiques soutiennent activement ces programmes qui correspondent à leur agenda intellectuel orienté depuis les années 1920 vers l'international. Du côté de la Rockefeller, le soutien aux études sur les aires de civilisation est inscrit à partir de 1929 au programme de la *Humanities Division*, dont le premier *fellow*, en 1933, est un spécialiste de l'Extrême Orient⁴. Mais c'est à partir de 1944 que la fondation envisage de soutenir plus avant les *area studies*, dans le cadre de sa réflexion sur la formation des élites dans le monde d'après guerre⁵. Les *officers* considèrent que la guerre a révélé le « provincialisme⁶ » des sciences sociales universitaires américaines, où les spécialistes des États-Unis et de l'Europe sont légion, mais où les autres aires sont très peu représentées, alors que le *leadership* mondial des États-Unis rend nécessaire une connaissance approfondie de l'ensemble de la planète. Par ailleurs, on l'a vu, le projet rockefellerien est en pleine crise au sortir de la guerre et le soutien à des études sur les aires de civilisation s'inscrit dans la volonté de la

¹ Robert H. Hall, *Area Studies : with special reference to their implication for research in social sciences*, New York, Social Science Research Council, 1947, p. 1.

² Barry Katz, *Foreign Intelligence. Research and Analysis in the Office of Strategic Services, 1942-1945*, London/Cambridge, Harvard University Press, 1989, xii.

³ Wendell C. Bennett, *Area studies in American Universities*, New York, Social Science Research Council, 1951, p. 10.

⁴ Estimate position in Area Studies as of the end of 1949, 23 mars 1950, RF 3.2/900/31/165.

⁵ Notes on a discussion of the future of Area Studies in post-war education, 28 février 1944, RF 3.2/900/31/165.

⁶ Social science consideration in the planning of regional specialization in higher education and research, 10 mars 1944, RF 3.2/900/31/165.

fondation d'ouvrir son spectre intellectuel en contribuant à former des chercheurs développant une réflexion générale sur le monde contemporain. Entre 1946 et 1954, elle investira au total huit millions de dollars dans les *area studies*¹, dont près de 800 000 pour le seul Russian Institute de l'université Columbia, créé en 1946 pour former des spécialistes de « l'énigme russe » qui constitue le « problème numéro un de la politique mondiale² ». La Rockefeller n'est pas la seule à soutenir les *area programs* : sur les 29 qui existent dans 19 universités américaines en 1951, 10 sont soutenus par la Rockefeller et 15 par la Carnegie. À partir de cette année, la fondation Ford se met également de la partie, avec un budget supérieur à ses deux aînées : jusqu'à la fin des années 1960, elle dépensera environ 200 millions de dollars dans ce domaine, aux États-Unis et à l'étranger³. Au cours des années 1950, Rockefeller et Ford vont contribuer à développer les *area studies* en Europe. La France n'est ici qu'un pays parmi d'autres, même s'il est particulièrement significatif en raison de sa position clé sur l'échiquier européen.

La Fondation Nationale des Sciences Politiques

Avec la VIe section de l'EPHE, la Fondation Nationale des Sciences Politiques et son Institut d'Etudes Politiques constituent l'autre pôle majeur de développement des sciences sociales après la guerre. Créée en octobre 1945 par la nationalisation de l'École Libre des Sciences Politiques, la FNSP sera administrée de 1947 à 1979 par le politologue Jacques Chapsal, également directeur de l'Institut d'Etudes Politiques⁴. Son ambition, inscrite dans ses statuts, consiste à développer un enseignement de sciences sociales, en particulier dans les domaines de l'économie, de la sociologie, de la science politique et de l'histoire contemporaine. Alors que le pays se reconstruit et doit faire face à des problèmes nouveaux, cette institution qui a derrière elle une longue tradition de formation des élites entend rénover son enseignement et former des responsables aptes à affronter la complexité du réel, en cassant l'enseignement strictement juridique et théorique dispensé par les facultés de droit. L'Institut d'Etudes Politiques, où sont dispensés les enseignements, possède trois sections lors de sa création : Générale, Service Public, et Économie ; en 1948, est créée une section Internationale qui va servir de support au développement des relations internationales.

L'étude du monde contemporain dans sa dimension internationale n'est certes pas une nouveauté : elle existait dès les années trente au Centre d'Etude de Politique Etrangère, mais aussi à l'université de Paris, où Pierre Renouvin avait développé l'enseignement de l'histoire des relations internationales. En 1936 avait été créé à la Sorbonne un Institut d'histoire des relations internationales, dont la principale activité avait consisté à impulser une politique documentaire dans ce secteur nouveau à travers la gestion de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine⁵, elle même descendante de l'Office International de Documentation Contemporaine créé en 1925 par André Honnorat. En 1945, l'histoire des relations internationales est donc

¹ The Rockefeller Foundation over-all support for area studies, 1955, RF 3.2/900/31/165.

² Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1951, p. 68.

³ Kathleen McCarthy, « U.S. Foundations and International Concerns », in Kathleen McCarthy (ed), *Philanthropy and Culture. The International Foundation Perspective*, University of Pennsylvania Press, 1984, p. 8.

⁴ Marie Scot, *L'influence intellectuelle et idéologique américaine sur la formation des élites en France : le cas de l'IEP-FNSP (1945-1960)*, mémoire de maîtrise, université Paris VIII, 2003.

⁵ L'institut d'histoire des relations internationales contemporaines, s.d., AN CAC 20010498/105.

avant tout un fief de la Sorbonne. Depuis les années trente, elle a été très critiquée par les historiens des *Annales*, et la fracture ne s'est pas réduite pendant la guerre : en 1946, Lucien Febvre attaque à nouveau sans ménagement « la vieille et néfaste histoire diplomatique¹ » qui pense que la marche du monde est gouvernée uniquement par les décisions des hommes d'Etat, et lui oppose l'histoire économique et sociale qui considère que « les grands moteurs » du monde sont « les capitaux, le crédit, l'industrie, les organisme de vente et d'échange ». Toutefois, l'opposition simpliste mise en avant par les *Annales* entre une histoire sorbonnarde événementielle et sclérosée d'un côté, et une histoire économique et sociale seule porteuse de dynamisme intellectuel de l'autre, doit être relativisée, car après 1945, l'histoire diplomatique va connaître un profond renouvellement, en particulier par le biais de l'essor de la science politique qui constitue le vivier intellectuel privilégié du développement des relations internationales. Ce développement aura lieu avant tout à la FNSP, mais dans la filiation avec l'histoire diplomatique de la Sorbonne, comme le montre la nomination en 1959 de Pierre Renouvin, alors Doyen de la faculté des Lettres, à la présidence de la Fondation Nationale des Sciences politiques, où il succède à André Siegfried récemment décédé.

Les premiers contacts entre la FNSP et la philanthropie américaine remontent au printemps 1945 : Roger Seydoux, le directeur de l'Ecole Libre des Sciences Politiques - qui n'est pas encore nationalisée - se rend alors à San Fransisco pour les derniers préparatifs en vue de la création des Nations Unies. En chemin, il rencontre à New York Joseph Willits, directeur de la *Division of Social Sciences* de la Rockefeller, auprès duquel l'a introduit Etienne Denney, ancien secrétaire du Centre d'Etude de Politique Etrangère et enseignant à l'Ecole Libre. Seydoux est alors désireux de rétablir le contact entre la France et les autres pays, en particulier l'Angleterre et les Etats-Unis, afin d'y envoyer des étudiants. Alors que la génération des dirigeants de la IIIe République est trop âgée ou discréditée, il importe selon lui de former de nouveaux responsables politiques et des administrateurs rompus aux règles de la démocratie représentative dont la France a été coupée par quatre ans d'occupation allemande. En bref, explique Seydoux à Willits, la France a besoin d'être rééduquée à la démocratie, et son projet est d'envoyer 50 à 100 étudiants par an aux États-Unis pour y observer le fonctionnement de la société et du régime américain. Willits est réceptif à cette idée, et maintient le contact avec le Français, qu'il invite au mois de juin au congrès tenu à l'occasion du 25e anniversaire du National Bureau of Economic Research, dont la fondation est l'un des principaux bailleurs.

C'est dans la perspective de former des futurs dirigeants aux nouvelles réalités du monde contemporain que Seydoux envisage de créer un enseignement de relations internationales : en octobre, il sollicite la fondation à ce sujet². Un an et demi plus tard, la première subvention Rockefeller est débloquée, et au total, entre 1947 et 1953, la fondation donnera 13 500 dollars à la FNSP. Ces sommes seront affectées à des activités diverses, et si elles ne serviront pas à créer un enseignement de relations internationales, elles ont toutes pour point commun de favoriser l'ouverture internationale de la FNSP, que ce soit sur le plan intellectuel ou institutionnel. La première subvention est utilisée pour l'acquisition par la bibliothèque de plusieurs centaines d'ouvrages et de périodiques américains³ qui constituent rapidement une partie importante du fonds documentaire : en mai 1949, la bibliothèque est ainsi

¹ Lucien Febvre, *Combats pour l'histoire*, Paris, Armand Colin, 1992, p. 66-67, ainsi que la citation suivante.

² Seydoux à Willits, 30 octobre 1945, RF 1.1/500S/23/228.

³ Lettre du 2 mai 1950 contenant la liste des ouvrages, RF 1.2/500S/18/160. Voir aussi la liste des périodiques dans RF 1.1/500S/23/228.

abonnée à 450 revues étrangères, dont 83 américaines, 68 anglaises, 37 italiennes et 15 soviétiques. En ces temps de pénurie qui marquent l'immédiat après-guerre, l'aide de la Rockefeller est importante à plus d'un titre pour la FNSP : non seulement parce que son budget propre est insuffisant pour acheter tous les ouvrages dont elle a besoin ; mais aussi parce que le don américain est crédité directement sur le compte bancaire de la FNSP aux Etats-Unis, facilitant ainsi les achats de livres américains, qu'il est alors très difficile de se procurer autrement que par un paiement direct en dollars sur place ; et enfin parce qu'à certains moments, l'autorisation d'importer des ouvrages américains en France est pratiquement suspendue¹. Or, grâce à son inscription sur la liste du ministère des Finances établie en 1938, la Rockefeller bénéficie de la dispense de licence d'importation de la part de la direction des douanes françaises, facilitant ainsi l'envoi de livres, à destination de la FNSP comme des autres institutions qui bénéficient de son aide financière.

Outre l'achat d'ouvrages, les crédits Rockefeller sont utilisés pour améliorer l'organisation des services documentaires. La FNSP ambitionne alors de devenir la bibliothèque de référence en Europe dans le domaine des sciences politiques et sociales, et particulièrement des relations internationales. Elle est alors dépositaire des publications officielles de l'ONU et d'autres organisations internationales ; par ailleurs, le Carnegie Endowment for International Peace, qui a cessé toute activité en France depuis la fermeture du Centre Européen en 1940, lui fera don en 1951 du fonds de sa bibliothèque, très fournie sur les questions internationales. Pour développer son pôle documentaire, Jacques Chapsal demande en février 1950 à la Rockefeller d'accorder une bourse de voyages au secrétaire général de la FNSP, Jean Meynaud, afin d'étudier l'organisation des bibliothèques américaines. Mais c'est finalement René Henry-Gréard, secrétaire général de l'Institut d'Etudes Politiques qui visitera entre décembre 1950 et janvier 1951 les bibliothèques des universités de Chicago, Harvard, Princeton, ou encore la bibliothèque du Congrès. Au passage, il se rendra également dans les départements de science politique desdites universités pour examiner l'organisation de la recherche en relations internationales.

La première série de subventions rockefelleriennes sert enfin à subventionner voyages et échanges² : en 1949, 1950 et 1951, plusieurs professeurs américains viennent effectuer des conférences à la FNSP, tandis qu'une partie des sommes allouées permet à des étudiants d'aller aux Etats-Unis. On ajoutera qu'en 1952, Roger Lévy, membre du Centre d'Etude de Politique Etrangère et enseignant à l'Ecole Nationale d'Administration, obtient une *travel grant* pour les États-Unis et le Japon dans le cadre d'une recherche sur les relations américano-japonaises, domaine dont il est un spécialiste reconnu.

C'est à partir de 1953 que le projet de développement des relations internationales prend corps à la FNSP, avec la création du Centre d'Etude des Relations Internationales (CERI)³ par Jean-Baptiste Duroselle, professeur à l'université de la Sarre. Plusieurs groupes de travail se créent immédiatement en son sein, sur des aires géographiques telles que l'Allemagne occidentale, la Russie soviétique, les démocraties populaires ou encore les pays sous-développés. Leur premier objectif consiste à réaliser des bibliographies des travaux existants, qui sont publiées à partir de 1955 dans la *Revue française de science politique*. Duroselle dirige un groupe de travail consacré à la politique étrangère des États-Unis et soumet en 1955 à la fondation Rockefeller un projet de recherche portant sur les relations diplomatiques franco-américaines, un

¹ Chapsal à F.C. Lane, 8 février 1952, RF 1.1/500S/23/230.

² Formulaire de bourse, 5 mars 1947, RF 1.1/500S/23/228.

³ CERI, But, activités, perspectives, 23 décembre 1958, RF 1.2/500S/18/167.

domaine empirique qui doit servir de base à l'élaboration d'une théorie des relations internationales. En juillet 1956, la fondation lui octroie un financement de 8 400 dollars¹.

Ce projet personnel de Duroselle s'inscrit dans le cadre plus large de la création, à la rentrée 1956, d'un « Cycle supérieur d'études politiques » destiné à former des chercheurs en relations internationales et également dirigé par Duroselle. La création de ce cycle constitue l'acte de naissance officiel des relations internationales en France, et le soutien massif que lui accorderont les fondations Rockefeller et Ford va permettre au CERI de développer considérablement ses activités. Dès le printemps 1956, Duroselle a sollicité les fondations à ce sujet. Considérant que la création d'une faculté des sciences sociales est irréaliste, il plaide auprès d'elles pour que ces nouvelles disciplines se développent dans des structures plus flexibles que les universités, parmi lesquelles la FNSP est selon lui la mieux placée s'agissant des relations internationales². La création du Cycle supérieur d'études politiques vient appuyer cette affirmation et témoigne des ambitions de la FNSP en la matière. Les fondations vont donc répondre positivement à son appel. Le 10 novembre 1956, Jacques Chapsal réunit quelques collègues pour examiner les modalités pratiques de la mise en place du programme : il y a là des historiens, des sociologues et des politologues, parmi lesquels Raymond Aron, Pierre Renouvin, Jean-Baptiste Duroselle, Raoul Girardet, Alfred Grosser, René Rémond Jean Touchard ou encore Maurice Duverger. Le Directeur de l'enseignement supérieur Gaston Berger est également présent, ainsi que Kenneth Thompson, représentant la *Division of Social Sciences* de la Rockefeller, et Shepard Stone, directeur du programme *International Affairs* de la Ford. C'est que l'enjeu n'est pas mince : il s'agit à la fois d'acter l'institutionnalisation d'un nouveau domaine d'études - les relations internationales - à l'intersection de l'histoire diplomatique et du droit international ; mais il s'agit aussi de structurer, pour la première fois dans l'enseignement des sciences sociales en France, un troisième cycle d'études afin de dispenser une véritable formation à la recherche en vue de l'obtention du doctorat, diplôme pour lequel aucune réelle formation n'existe alors. Nul doute que pour les hommes de la FNSP comme pour Berger et les *officers* américains, le projet de Sciences Po constitue un laboratoire susceptible d'être étendu un jour à l'ensemble de l'enseignement supérieur français.

Le programme de relations internationales de Duroselle a trois objectifs : développer la réflexion théorique et méthodologique ; développer les études sur les régions clés du monde contemporain ; lancer des recherches thématiques. Le projet est soumis en février 1957 aux deux fondations. Sa cohérence, mais aussi la qualité de l'équipe et l'appui du ministère qui accepte de payer des assistants de recherche *via* le CNRS, convainquent la Rockefeller de débloquer dès avril une subvention de 81 900 dollars, soit 27,3 millions de francs sur cinq ans, pour acheter des livres, salarier des assistants, payer des bourses de voyages, inviter des chercheurs étrangers et subventionner des publications. Encouragée par la subvention Rockefeller, la Ford suit quelques mois plus tard : entre 1958 et 1963, elle accordera près de 200 000 dollars au programme³. Le financement philanthropique constitue alors une partie majeure du budget du CERI : rien qu'en 1958-1959, il y contribue pour plus de 70%, le reste provenant du ministère⁴, qui s'est engagé à le prendre en charge entièrement au bout de cinq ans. Fort de cet appui logistique, le CERI monte rapidement en puissance : en

¹ Formulaire de bourse, 6 juillet 1956, RF 1.2/500S/15/141.

² Duroselle à Shepard Stone, 20 mars 1956, FF PA 58-116, Section 1.

³ Chapsal à Stone, 18, 19 et 26 novembre 1958, 2 décembre 1961, 21 novembre 1962, FF PA 58-116, Section 2.

⁴ Rapport sur l'exécution du budget 1958-1959, 19 novembre 1959, FF PA 58-116, Section 2.

1958, il a 18 membres ; en 1962, ce nombre est passé à 29, auquel il faut ajouter 9 chercheurs associés. L'un d'entre eux, Pierre Hassner, attaché de recherches au CNRS, a été Rockefeller *fellow* en 1956 à Harvard et travaille sur le rôle des jeunes Etats dans les relations internationales. En 1963, la Rockefeller lui accorde une *travel grant* de deux mois pour visiter les centres d'études de relations internationales aux Etats-Unis. Les recherches du centre portent à la fois sur l'étude théorique des relations internationales et sur des études régionales, à travers les travaux de spécialistes tels que Duroselle pour les Etats-Unis, Alfred Grosser pour l'Allemagne ou encore Hélène Carrère d'Encausse pour l'URSS. Les recherches menées au CERI nourrissent l'enseignement dispensé à l'Institut d'Etudes Politiques : en effet, à la fin des années 1950, sur 120 cours dispensés à l'IEP, on en compte « vingt *d'area studies* [en anglais dans le texte] » et « vingt de relations internationales¹ ». En 1963, la Rockefeller accorde une nouvelle subvention de 37 400 dollars au CERI pour développer les études sur l'Amérique latine. Au début des années 1960, le Centre s'est imposé comme l'un des lieux essentiels de développement des relations internationales.

Fernand Braudel et les aires culturelles

Tandis que la *Division of Social Sciences* de la Rockefeller soutient les relations internationales, la *Division of Humanities* s'intéresse à celui des aires de civilisation. Mais alors qu'avec la FNSP, les Américains ont eu d'emblée affaire à une institution unique ayant pignon sur rue, la situation institutionnelle des études de civilisation est plus floue, car celles-ci sont présentes dans de multiples lieux, depuis les départements de langues des universités au Collège de France, en passant par des instituts créés avant 1939 pour connaître les cultures des territoires colonisés par la France, notamment l'Institut d'Ethnologie, l'Institut Français de Damas ou encore l'Ecole française d'Extreme Orient. Si ces instituts avaient avant tout pour objectif de former des administrateurs coloniaux, les enseignements qui y sont dispensés s'appuient sur une connaissance fine des aires concernées, comme le montre notamment les travaux de l'Institut Français de Damas animé par Robert Montagne, spécialiste reconnu du monde arabe.

Dans l'immédiat, c'est aux universités que la Rockefeller s'intéresse. L'un de ses objectifs est d'y développer les études américaines, dont deux envoyés de la fondation ont constaté à l'automne 1945 le faible développement en France². En janvier 1946, elle accorde ainsi des *travel grant* de trois mois à Jean Catel et Maurice Lebreton, professeurs de littérature américaine à l'université de Lille et à la Sorbonne, pour présenter à leurs collègues américains la littérature de la Résistance et s'informer des derniers développements de la littérature américaine pendant la guerre. Quelques mois plus tard, John Marshall, directeur-adjoint de la *Division of Humanities*, visite plusieurs universités et en juin 1947, la Rockefeller débloque 25 000 dollars pour l'université de Bordeaux, 25 000 pour celle de Lyon et 18 000 pour celle de Toulouse, sommes destinées à acheter des ouvrages, à envoyer des professeurs à l'étranger ou encore à accueillir des collègues d'autres pays³. À Bordeaux, la subvention permet d'acquérir dès 1948 des ouvrages de littérature et de civilisation américaine⁴, mais aussi d'engager un

¹ Jean Meyriat, *La science politique en France 1945-58*, 1960, Préface de Jacques Chapsal, cité dans Marie Scot, *op. cit.*

² Jerome S. Bruner, John. L. Brown, Report on France, novembre 1945, RF 1.1/500/18/183.

³ RF Minutes, 13 juin 1947, RF 1.2/500S/14/126.

⁴ Listes d'ouvrages achetés par l'université, RF 1.2/500S/14/128 et 129.

lecteur américain, ou encore d'envoyer en 1949 cinq professeurs de langues à l'étranger, dont deux en Angleterre, deux en Espagne et un en Russie. Par ailleurs, la Rockefeller accorde également une subvention pour la publication du *Bulletin hispanique de la faculté des lettres de Bordeaux*, et en 1950, donne une *travel grant* à Charles Aubrun, professeur de littérature et civilisation espagnoles, afin de visiter les départements d'*hispanic studies* des universités américaines. En 1952, elle accorde à nouveau 6 000 dollars pour développer les études américaines à Bordeaux, alors que l'année précédente, deux enseignants de Yale et de Princeton y sont venus dans le cadre du programme Fulbright. En 1953, un professeur bordelais bénéficie d'une *travel grant* rockefellerienne pour visiter les départements d'études américaines et en profite pour organiser un échange de lecteurs avec l'université de Pennsylvannie, qui se traduit par l'envoi de deux lecteurs français dès janvier 1954. On observe des processus similaires dans les universités de Lyon et de Toulouse, cette dernière possédant avec Léon Bourdon un spécialiste du monde lusophone dont la Rockefeller soutient partiellement deux voyages d'études, au Brésil en 1952 et aux États-Unis l'année suivante¹.

Parallèlement aux universités, la Rockefeller s'intéresse au Collège de France, où Marcel Giraud a été élu en 1946 professeur de civilisation américaine. Celui-ci est bien connu de la fondation, qui lui accordé deux *fellowships* en 1934 et 1936 ; au printemps 1947, elle lui donne une *travel grant* pour lui permettre de mettre à jour sa bibliographie. Au cours des années suivantes, elle procédera de même avec trois autres spécialistes d'aires de civilisation : Marcel Bataillon pour les études hispaniques en octobre 1948 ; Paul Mus pour l'Extrême Orient en 1949 ; et le linguiste Emile Benvéniste pour les langues amérindiennes en 1952 et 1953². On ajoutera, pour clore ce tour d'horizon des premiers financements rockefelleriens aux aires de civilisation, le soutien accordé au géographe Jean Gottmann : celui-ci a fait partie des universitaires évacués par la fondation en 1940, et il a passé la guerre à l'*Institute of Advanced Studies* de Princeton, puis à l'université Johns Hopkins, où son contrat a pris fin en juillet 1948. Cet été là, avant son retour en France où il est recruté au CNRS, la Rockefeller lui accorde une *travel grant* pour un travail sur la civilisation d'Europe occidentale, qui l'emmène en Italie, en Suisse et en Suède.

Mais c'est surtout quelques années plus tard, à la VIe section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, que la Rockefeller contribuera au développement des aires de civilisation. Ce programme, dû pour l'essentiel à l'initiative de Fernand Braudel, va dilater considérablement le territoire intellectuel de la section, limité à ses débuts à l'Europe, en lui ouvrant les portes de l'étude des mondes africain, américain, moyen-oriental et asiatique. Alors que la Rockefeller vient de donner à la fin de 1947 sa première subvention à la VIe section pour des recherches économiques et sociales, elle accorde également une *travel grant* à Charles Morazé à l'été 1948, afin de visiter les universités américaines : au cours d'un périple de cinq mois, celui-ci parcourt le pays et visite entre autres les universités qui ont des programmes d'*area studies*³. La fondation explore à ce moment plusieurs voies pour développer de tels programmes en France : les universités, la VIe section, mais aussi la FNSP. En 1952, Jacques Chapsal, l'a sollicitée pour financer un programme de ce type, sollicitation renouvelée deux ans plus tard tandis que le projet de Cycle supérieur d'études politiques en projet intègre les aires de civilisation. Mais à ce moment, les pourparlers s'engagent entre la *Division of Social Sciences* et Jean-Baptiste Duroselle pour le développement des relations internationales, tandis que du côté de la VIe section, Fernand Braudel et son bras droit Clemens Heller

¹ Formulaire de bourse, 3 juillet 1952, RF 1.2/500S/15/137.

² Formulaire de bourse, RF 1.2/500/12/112.

³ Morazé, *op. cit.*, p. 193-202.

commencent à solliciter la Rockefeller pour financer un programme d'aires de civilisation. Par ailleurs, la politique de financement rockefellerienne est étroitement dépendante de sa logique organisationnelle : si à la fin des années 1940, les relations internationales et les aires de civilisation ne constituent pas pour la fondation deux domaines clairement distincts, les années cinquante semblent marquées par l'apparition d'une division du travail entre la *Division of Social Sciences*, qui va s'occuper prioritairement des premières, tandis que la *Division of Humanities* va faire des secondes son pré carré. Cette logique organisationnelle n'est sans doute pas pour rien dans la structuration institutionnelle des deux domaines en France, car à partir de 1954, la Rockefeller prend manifestement la décision de pousser les relations internationales à la FNSP, et les aires de civilisation à la VIe section.

Dans cette dernière, les deux responsables du programme sont Fernand Braudel et Clemens Heller (1917-2000). Ce dernier est un nouveau venu à la section : d'origine autrichienne, expatrié aux États-Unis en 1937, il y a entrepris des études d'histoire et acquis la nationalité américaine. Au lendemain de la guerre, il décide de se consacrer à « la reconstruction de la vie intellectuelle dans une Europe divisée, appauvrie et coupée du monde¹ » par cinq ans de guerre. C'est dans cette perspective qu'il organise à la fin des années 1940 les séminaires de Salzbourg qui constituent un lieu de rencontre entre intellectuels américains et européens. Arrivé en 1949 à Paris, Heller fait la connaissance de Braudel qui prend rapidement la mesure du personnage, lequel a une expérience internationale, connaît les grandes fondations et est un organisateur hors pair. À partir de 1954, les deux hommes vont entamer des négociations avec la Rockefeller pour développer un programme d'*area studies* à la VIe section, qui est en train d'élargir son spectre intellectuel au-delà de l'Europe grâce au recrutement de nouveaux directeurs d'études, en particulier Georges Balandier sur l'Afrique noire et Jacques Soustelle sur les sociétés aztèques. Au printemps 1955, ce mouvement se confirme : sont élus alors plusieurs spécialistes de la Chine et du Japon (Jacques Gernet, Etienne Balazs, Jean Chesneaux, Vadime Elisseef), de l'Inde (Louis Dumont) et de l'Islam (Jacques Berque). Au même moment, Heller effectue un voyage aux États-Unis pour discuter avec les *officers* rockefelleriens d'un financement éventuel des centres de recherche spécialisés qui sont en train de se mettre sur pied à la section².

Afin d'aider Braudel et Heller à mettre sur pied un programme d'abord appelé « études régionales³ » puis rebaptisé en 1959 « aires culturelles », la Rockefeller accorde au début de l'été 1955 trois *travel grants* pour visiter les départements d'*area studies* dans les universités américaines. L'une est destinée à Fernand Braudel et à sa femme Paule, les deux autres à Jean Train et Henri Chambre⁴, tous deux spécialistes de l'URSS et respectivement professeurs à l'École des Langues Orientales et à l'Institut Catholique de Paris. Les trois voyages auront ont lieu à l'automne 1955. Dans l'esprit de Braudel et Heller, ce programme doit permettre de développer considérablement la VIe section et mener à sa transformation en « équivalent de la London School of Economics ou bien à la création d'une faculté des sciences sociales⁵ » où le travail interdisciplinaire serait la règle.

Mais si la Rockefeller est immédiatement en phase avec les grandes lignes de ce projet et y voit la possibilité de développer en France les *areas studies*, la négociation achoppe sur un problème extra-scientifique : bien que la fondation n'ait ni l'intention ni

¹ Aymard, *art. cit.*, p. 289.

² Febvre à D'Arms, 9 juin 1955, RF 1.2/500S/9/95.

³ Programme d'activité pour 1958, RF 1.2/500S/10/103.

⁴ Formulaires de bourses, 30 juin et 7 juillet 1955, RF 1.2/500S/9/94.

⁵ Heller à D'Arms, 29 août 1955, RF 1.2/500S/10/96.

les moyens de mener une chasse aux sorcières parmi les récipiendaires de ses programmes, elle n'est guère enchantée de découvrir la présence, parmi les directeurs d'études récemment élus, de Jean Chesneaux, dont les sympathies communistes sont de notoriété publique. Il n'est certes pas le seul directeur d'études d'obédience marxiste de la VIe section : Georges Friedmann et Charles Bettelheim, tous deux élus en 1948, le sont également. Mais les deux hommes avaient déjà, au moment de leur nomination, pris leurs distances avec le Parti, en particulier Bettelheim, qui l'avait quitté avant 1939. Avec Chesneaux, les prises de positions sont plus nettes, et cette question freine les négociations jusqu'à la fin de l'année 1955. Braudel et Heller argumenteront longuement sur ce point avec les Américains, précisant que la bipolarisation politique de l'université française interdit de choisir les chercheurs en fonction de leur appartenance, sauf à provoquer un appauvrissement des ressources intellectuelles. Ils considèrent également que le pluralisme politique constitue la meilleure réponse possible à ceux qui accusent la VIe section d'être un relais de l'impérialisme intellectuel américain en France¹. Enfin, la qualité scientifique de Chesneaux ne fait pas de doute, comme en témoigne l'estime que lui portent même des historiens conservateurs². Lors des discussions avec les *officers*, Braudel et Heller assurent en outre les Américains qu'ils seront attentifs au fait que les communistes n'opèrent pas une mainmise sur les programmes où ils participent³, un argument réitéré par Chambre et Train lors de leur voyage de l'automne, et encore par Braudel lors d'un entretien avec Edward F. D'Arms en novembre. C'est la confiance personnelle qu'ils ont en Braudel et en son projet qui lève les réticences des *officers*, et en décembre 1955, la *Division of Humanities* débloque 60 000 dollars, soit 21 millions de francs, à utiliser sur deux ans pour des travaux sur l'Asie, le monde slave et l'Islam. On notera par ailleurs qu'outre ce soutien à la section, elle a donné en 1954 une bourse de 21 000 dollars pour réaliser un catalogue unifié de toutes les collections portant sur le monde slave dans les bibliothèques françaises, en particulier à la Bibliothèque Nationale, à l'École des Langues Orientales et à l'Institut d'Études Slaves⁴. D'apparence anecdotique, ce financement est en réalité très important car il permet de façonner un outil de travail performant pour les chercheurs. Dans le même temps, Braudel et Febvre ont également obtenu de la part du gouvernement français l'octroi d'un crédit identique à celui de la Rockefeller pour le programme d'études régionales. Au cours des années 1956 et 1957, celui-ci est financé à parité par la fondation d'une part, et le ministère et le CNRS d'autre part⁵. En 1957, la *Division of Humanities* accordera à nouveau 80 000 dollars pour trois ans⁶. Ce sera le dernier financement rockefellerien à la section.

3. Une fédération des sciences sociales ?

Au milieu des années cinquante, le paysage des sciences sociales a donc profondément évolué depuis 1945 : deux institutions sont nées, des disciplines sont en plein développement (sociologie, économie, science politique), et une recomposition disciplinaire est à l'œuvre *via* le programme des aires culturelles. Mais les promoteurs

¹ Mazon, *op. cit.*, p. 128.

² Heller à D'Arms, 23 septembre 1955, RF 1.2/500S/10/96.

³ Note interne, 20 juin 1955 ; entretien D'Arms/Heller, juin 1955, RF 1.2/500S/9/95.

⁴ RF Minutes, 21 mai 1954, RF 1.2/500/9/90.

⁵ Mazon, *op. cit.*, p. 131.

⁶ Rockefeller Foundation, *Annual Report*, 1957, p. 229.

des sciences sociales veulent aller plus loin et envisagent la création d'une faculté des sciences sociales afin de donner une véritable autonomie intellectuelle aux nouvelles disciplines. C'est le cas en particulier des animateurs de la VIe section, au premier rang desquels Fernand Braudel, qui a l'ambition de fédérer les sciences sociales sous l'égide de l'Histoire, un projet dans la réalisation duquel il va également s'appuyer sur les fondations américaines, et qui aboutira à la création de la Maison des Sciences de l'Homme. Si celle-ci ne deviendra pas la faculté des sciences sociales espérée, elle n'en constitue pas moins une pièce maîtresse du nouveau paysage des sciences sociales qui se met en place au cours des années soixante.

La création de la Maison des sciences de l'homme

Le financement rockefellerien obtenu pour les aires culturelles en décembre 1955 n'est dans l'esprit de Fernand Braudel qu'une étape vers un objectif plus large consistant à réaliser une réorganisation complète des sciences sociales, si possible en créant une faculté qui leur soit spécifiquement dédiée. Une telle création nécessite une refonte complète de l'architecture universitaire, entreprise difficile sur le plan technique, mais aussi très coûteuse. Si Braudel va aux États-Unis en 1955, c'est donc autant pour visiter les départements d'*area studies* que pour obtenir l'appui logistique des fondations dans ce grand projet¹. La fondation Rockefeller étant en passe de se désengager d'Europe, elle conseille à l'historien de s'adresser à sa consœur la Ford pour l'aider à le concrétiser. Lors de son passage à New York, il rencontre donc Shepard Stone.

Dans le projet braudélien, le programme des aires culturelles occupe une place centrale², car il doit permettre de réaliser « l'intégration³ » des différentes sciences sociales autour problématiques communes. C'est dans ce sens qu'il faut interpréter le projet de création d'une faculté des sciences sociales qu'il soumet au ministère en juin 1956, notant qu'« un des rôles essentiels des sciences humaines est la difficile prospection du monde actuel. Sa reconnaissance n'est possible que par la collaboration des différentes disciplines qui, à cet effet, doivent se soumettre à une orchestration entièrement nouvelle. [...] La connaissance de cette vie mondiale est [...] absolument nécessaire à la politique clairvoyante d'un grand pays comme le notre. [...] Ce n'est pas un spécialiste, c'est un groupe de spécialistes qui est seul capable d'étudier tel ou tel problème que pose la Russie ou la Chine actuelle. Que la méthode soit bonne, on le voit assez bien avec la mise en place, aux États-Unis, des très coûteuses opérations d'*area studies*. Cette méthode a été appliquée chez nous, il y a plus de vingt-cinq ans, par Ch. A. Julien, lors de son passage au secrétariat du Haut comité méditerranéen créé par Léon Blum en 1936. Qui se rapportera aux papiers et études de ce comité, cependant peu fourni en moyens et en personnel, s'apercevra avec étonnement qu'on été signalés alors, inutilement mais avec force, tous les problèmes africains qui [...] ont surpris de nos jours, la politique française⁴ ». Pour Braudel, il est clair que si le développement des sciences sociales a pour objectif le progrès des connaissances, il est aussi destiné à réaliser des expertises destinées à comprendre le monde contemporain pour éclairer les décideurs.

¹ Voir sur ce point l'interprétation de Giuliana Gemelli (*Fernand Braudel*, Paris, Odile Jacob, 1995 p. 314, note 1), divergente de celle de Mazon.

² Braudel à D'Arms, 25 novembre 1955, RF 1.2/500S/10/98.

³ Gemelli, *Fernand Braudel*, *op. cit.*, p 314.

⁴ Rapport préliminaire sur les sciences humaines, juin 1956, RF 1.2/500S/10/100.

Ce projet est en bien des points identique à celui de la fondation Ford, avec laquelle les consultations s'intensifient au cours de l'année 1956. Mais l'intervention d'un autre acteur va quelque peu brouiller le projet braudélien. En effet, le Directeur de l'enseignement supérieur Gaston Berger part aux États-Unis peu après le retour de Braudel, sans prévenir ce dernier, et rencontre également les *officers* de la Ford pour s'entretenir avec eux des projets de réforme en cours en France. S'il est acquis au projet de création d'une faculté des sciences sociales, il n'ignore pas les oppositions multiples qu'il suscite, tant de la part des facultés des lettres et de droit, que de la FNSP. Ces oppositions sont dues non seulement au fait qu'une telle structure amputerait les facultés existantes d'une partie de leurs enseignements et de leurs étudiants, mais aussi parce, dans l'esprit de Braudel, elle aurait vocation à rassembler sous son toit l'ensemble des laboratoires de recherche en sciences sociales, poursuivant ce que la VIe Section tente de faire depuis sa création. Alors que dans le système universitaire français, la coupure entre enseignement et recherche est la règle depuis la fin du XIX^e siècle, le projet de Braudel constitue, au-delà de la réorganisation des sciences sociales, une révolution organisationnelle que beaucoup ne sont pas prêts à accepter. Berger en est conscient, qui tient aux *officers* de la Ford un discours un peu différent de celui porté par Braudel quelques semaines plus tôt : le représentant du ministère fait valoir aux Américains que le projet de faculté va susciter de fortes oppositions et qu'il serait sans doute prudent de se rabattre vers une solution moins ambitieuse¹ qui reste à déterminer mais qui, pour être viable, doit être ratifiée par l'ensemble des protagonistes impliqués dans cette affaire : VIe section, mais aussi faculté de droit, faculté des lettres et FNSP. Après des discussions franco-françaises difficiles, ceux-ci arrivent au début de 1957 à un *modus vivendi* dont les représentants de la Ford ne seront informés qu'après coup : les facultés et la FNSP acceptent la création d'un institut de sciences sociales, à condition que son activité se limite à la recherche, et qu'il soit ouvert à d'autres laboratoires que ceux de la VIe section², en particulier le CNRS. Cet accord étant entériné, le 28 mai 1957 est créée une association de loi 1901 portant le nom de Maison des Sciences de l'Homme (MSH), dont le président est Jean Sarrailh, recteur de l'université de Paris, et l'administrateur Fernand Braudel (qui occupera ce poste jusqu'à sa mort en 1985). Y sont représentés tant les pouvoirs publics, en la personne de Gaston Berger, que les représentants des autres facultés (Gabriel Le Bras pour la faculté de droit, Pierre Renouvin pour la faculté des lettres) et la FNSP (Jacques Chapsal), ou encore le Collège de France en la personne de son administrateur Marcel Bataillon.

La création de la MSH est ainsi un compromis situé bien en-deça des projets de Braudel. Une dernière tentative pour créer une véritable faculté a lieu en 1958, alors qu'est en discussion au ministère une réforme de l'architecture facultaire. Henri Longchambon, président du Conseil Supérieur de la Recherche Scientifique et du Progrès Technique mis en place par Pierre Mendès-France en 1954³, remet alors au ministère un rapport reprenant les propositions du rapport Braudel de 1956. Le tollé est immédiat du côté des lettres et du droit, et l'arbitrage rendu par les pouvoirs publics est défavorable à Braudel : en 1959, les facultés des lettres deviennent « facultés des lettres et sciences humaines », et les facultés de droit « facultés de droit et de sciences économiques ». Sont également créés de nouveaux diplômes donnant une autonomie intellectuelle aux sciences sociales, telles que la licence d'économie en 1957 et la

¹ Gemelli, *Fernand Braudel, op. cit.*, p. 326.

² *Id.*, p. 337.

³ Diane Dosso, « Henri Longchambon (1896-1969), Secrétaire d'Etat de Pierre Mendès-France », in Alain Chatriot et Vincent Duclert (dir.), *Le gouvernement de la recherche. Histoire d'un engagement politique, de Pierre Mendès France au général de Gaulle (1953-1969)*, Paris, La découverte, 2006, p. 73.

licence et le doctorat de sociologie en 1958. Mais le projet de faculté des sciences sociales est, lui, définitivement enterré. À partir de là, le projet de la Maison des Sciences de l'Homme va prendre une autre physionomie, l'idée braudélienne de créer une structure d'enseignement et de recherche étant abandonnée et l'accent étant désormais mis sur un projet de structure fédérative de centres de recherches. Dans cette perspective, c'est bien en dernière instance le point de vue de Berger qui semble l'avoir emporté, et c'est sur la base de cette dernière solution que la fondation Ford accepte en décembre 1959 de contribuer au projet pour un montant d'un million de dollars, une somme qui représente le tiers de l'enveloppe totale, les deux autres venant du ministère. La MSH n'ayant pour le moment qu'un statut d'association 1901, les fonds américains lui sont versés *via* la FNSP¹.

La subvention Ford, dont le versement doit s'étaler sur cinq ans, est uniquement destinée à financer les activités de recherche, et est subordonnée au lancement de la construction du bâtiment prévu pour abriter les laboratoires. Mais l'affaire, désormais franco-française, manquera à plusieurs reprises de s'enliser : une fois trouvé un emplacement sur le site de l'ancienne prison du Cherche-midi, située dans la rue du même nom, les négociations entre le ministère de la Justice et le ministère de l'Education Nationale traînent en longueur, de sorte qu'entre l'accord initial pour l'affectation du terrain en 1958, la démolition de la prison en 1961 et les premiers travaux en 1965, il se sera écoulé sept ans. Puis il faudra encore patienter jusqu'en 1969, date de l'achèvement du bâtiment, et encore jusqu'en 1975 pour que l'ensemble des centres de recherche y soient logés. En bref, depuis les premières discussions, la concrétisation du projet aura pris presque une génération. Le processus a en outre été émaillé de nombreux imprévus, dont le moindre n'est pas la disparition brutale de Gaston Berger en 1960 dans un accident de voiture. Au total, la Ford aura versé 710 000 dollars entre 1960 et 1964², et en mars 1965, exaspérée par les retards accumulés, elle suspend sa subvention tant que la construction de l'immeuble du boulevard Raspail n'aura pas commencée. En 1966, prenant acte du lancement des travaux, elle reprend le versement des fonds³, jusqu'au versement du solde, comme convenu, lors de l'ouverture du bâtiment en 1970⁴.

La MSH a cependant commencé à fonctionner avant l'achèvement de l'immeuble du 54 boulevard Raspail. Dès avril 1957, une première liste de onze laboratoires susceptibles de s'y installer a été établie ; y sont représentées la statistique, la psychologie sociale, la sociologie, l'économie, l'ethnologie et l'histoire. S'y ajoutent des centres de documentations ainsi que des instituts susceptibles de travailler en lien avec la MSH, tels que le Centre d'Etude de Politique Etrangère et le Service d'Etude de l'Activité Economique de la FNSP, mais aussi l'INED, l'INSEE ou encore le Service des Etudes Economique et Financières (SEEF) du ministère des Finances. L'année suivante, le nombre de laboratoires a augmenté, tandis qu'y sont intégrées de nouvelles disciplines comme la géographie, et surtout les laboratoires du programme des aires culturelles (centre d'études sur la Russie, l'Afrique, l'Extrême Orient, l'Islam). Toutefois, la MSH ne réussira pas à regrouper sous son égide la totalité des laboratoires de sciences sociales. De ce point de vue, le projet braudélien de fédération restera inachevé.

Dans le nouvel ensemble ainsi conçu, l'histoire se trouve en position dominante. En avril 1957, Braudel a justifié auprès de Gaston Berger la place que devait occuper sa

¹ Sarrailh à Henry T. Heald (président de la Fondation Ford), 20 octobre 1959, AN CAC 20010498/109.

² MSH, rapport d'activité pour 1965, AN CAC 20010498/109.

³ MSH, rapport d'activité pour 1966, AN CAC 20010498/109.

⁴ Formulaire de bourse, 25 août 1970, FF PA 64-155, Section 1.

discipline : « les tentatives des universités américaines, [...] qui vont de la sociologie sur le terrain à l'économie et à la psychologie sociale, se heurtent cependant à l'insuffisance, en Amérique, des sciences jugées mineures (l'histoire, la géographie), et à une intervention plus qu'insuffisante de la philosophie. [...] Le regroupement des sciences de l'homme, en se faisant exclusivement sur l'expérience de l'actuel, est recherché sur le temps court, qui n'est sûrement pas le seul en cause lorsqu'il s'agit de sciences sociales. C'est à partir de tous les temps, du temps long comme du temps court, que la tentative devrait être reprise¹ ». Il répètera cet argument aux Américains, qui s'y rallieront sans trop de difficulté, non seulement parce que le projet intellectuel et les capacités d'organisateur de Braudel leur inspirent confiance, mais aussi parce que les fondations sont loin d'être aussi réticentes à l'histoire qu'on ne l'a dit². C'est le cas dans les années trente, mais aussi après 1945, lorsque la crise du projet rockefellerien a incité les *officers* à prêter une oreille plus attentive aux disciplines humanistes. En 1946, elle a ainsi subventionné deux projets portés par le Royal Institute of International Affairs de Londres, le premier consistant à écrire l'histoire de la Société des Nations afin de tirer les leçons de son échec, l'autre retraçant l'histoire des relations internationales entre 1939 et 1949, sous la direction de l'historien anglais Arnold Toynbee. On notera par ailleurs qu'entre 1951 et 1954, le directeur-adjoint de la *Division of Social Sciences* est l'historien Frederic C. Lane, spécialiste de l'histoire européenne de l'époque moderne, qui a été l'un des premiers historiens américains à rétablir le contact avec le groupe des *Annales* après 1945³ ; on comprendra qu'il soit naturellement en phase avec les projets intellectuels de la VI^e section et de Braudel en particulier. Mais d'autres *officers* sont également sensibles à l'histoire : c'est le cas de Philip Mosely, spécialiste du monde russe, consultant puis directeur-adjoint de la *Division of Social Sciences* entre 1946 et 1953 tout en dirigeant le Russian Institute de l'université Columbia ; c'est le cas également d'Edward F. D'Arms : cet universitaire spécialiste de lettres classiques, ci-devant *Rhodes Scholar* à Oxford entre 1928 et 1931, est directeur-adjoint de la *Division of Humanities* de 1947 à 1957, date à laquelle il part à la fondation Ford où il continuera à suivre le dossier de la MSH. En bref, si les négociations avec les fondations ne seront jamais faciles, les historiens français trouveront néanmoins chez elles des interlocuteurs attentifs, bons connaisseurs de l'Europe et des subtilités de son organisation académique.

C'est finalement surtout chez les universitaires français que l'installation de l'histoire au sommet de la pyramide des sciences sociales va susciter des oppositions, comme en témoignent les débats relatifs à la détermination des frontières du territoire intellectuel de la MSH. Le 2 mai 1958, celles-ci sont discutées au cours d'une longue réunion dont le procès verbal est rédigé par Charles Morazé. Un mois plus tard, celui-ci reçoit un courrier de Pierre Renouvin qui en conteste le contenu : « d'après mes notes de séance, écrit Renouvin, Gaston Berger avait affirmé de la façon la plus formelle que la Maison des Sciences de l'Homme s'occuperait uniquement des sciences sociales dans le monde contemporain [souligné par Renouvin] ; or la définition que donne votre paragraphe VI : 'rapprocher les disciplines nécessaires à une meilleure connaissance de l'homme et de ses activités', est infiniment plus vaste, puisqu'elle peut couvrir toutes les activités de l'homme dans le passé⁴ ». Renouvin est catégorique : la MSH ne doit

¹ Berger à Sarraillh, 18 avril 1957 (annexe 1), AN CAC 20010498/109.

² Mazon, *op. cit.*, p. 67 ; Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la construction... », *art. cit.*, p. 1390-1391.

³ « Au bout d'un an, *Annales*. Economies, sociétés, civilisation, janvier-mars 1947, p. 2. Sur les relations entre Lane et Braudel, voir Gemelli, *op. cit.*, p. 196 sq.

⁴ Renouvin à Morazé, 14 juin 1958, AN CAC 20010498/109.

s'occuper que du contemporain et « il ne peut être question d'élargir ses attributions¹ ». Les nouveaux statuts de la MSH rédigés en décembre 1960 ne lèveront pas l'ambiguïté, se bornant à mentionner que la MSH se compose de « professeurs ou chercheurs spécialisés dans l'étude des sciences de l'homme² ».

Le caractère volontairement flou de cette définition permettra à la MSH d'étendre rapidement son territoire intellectuel, un processus favorisé par plusieurs facteurs. La forte personnalité de Braudel tout d'abord, ainsi que son dynamisme entrepreneurial ; le groupe de chercheurs rassemblés autour de lui ensuite, et les nombreux projets qu'ils vont porter. Mais il faut aussi évoquer l'important financement américain, qui permet de les mener à bien dans de bonnes conditions ; le soutien des pouvoirs publics, comme le montre la nomination comme secrétaire administratif de la MSH en juin 1960 de René Marzocchi, attaché à la DGRST ; et enfin l'évolution du statut juridique de la MSH : jusqu'en 1963, les fonds qu'elle reçoit transitent par la FNSP. A partir de cette date, l'association 1901 se transforme en fondation reconnue d'utilité publique rattachée au ministère de l'Education Nationale, ce qui lui permettra de d'encaisser directement les crédits de la fondation Ford. On ajoutera que le départ de Pierre Renouvin de la présidence de la FNSP en 1965 va sans doute aussi contribuer à détendre les relations entre les deux institutions. À ce moment, la MSH est en passe de s'imposer comme une actrice majeure de la vie scientifique.

Des programmes de recherche

Tandis que les crédits gouvernementaux sont exclusivement affectés aux frais de fonctionnement, aux salaires des personnels, aux travaux de démolition de la prison du cherche-midi puis de construction du nouveau bâtiment, les crédits Ford servent à la mise en place du projet scientifique de la MSH pendant les premières années. Ce n'est qu'à partir de 1964 que les crédits ministériels commenceront à prendre le relais.

L'objectif premier de la MSH, avant même de fédérer des recherches, est de les rendre possible en constituant un pôle de documentation en sciences sociales. Pendant les premières années, c'est donc la conception de la bibliothèque qui absorbera la majorité de la subvention américaine. De ce point de vue, la création de la MSH constitue l'aboutissement du vieux projet caressé par la fondation Rockefeller depuis les années trente de créer à Paris un centre de documentation en sciences sociales. Ce projet a été remis à l'ordre du jour en 1947 lors de la création de la VI^e section en 1947 mais n'a pas abouti, de sorte que la section va utiliser la bibliothèque de la FNSP à la suite d'un accord signé en juillet 1948. Quelques années plus tard, l'idée réapparaît dans le cadre du projet de Maison des Sciences de l'Homme. C'est Clemens Heller qui va en assurer le suivi. L'Américain connaît bien le sujet puisqu'il a entamé une thèse de doctorat sur les problèmes des bibliothèques européennes ; dès février 1949, il rencontre à Paris un *officer* de la Rockefeller pour lui soumettre un projet de réorganisation de la bibliothèque de la FNSP³, qui, à ses yeux, pourrait servir de laboratoire pour une refonte

¹ Pierre Renouvin, réunion chez M. Le recteur le vendredi 2 mai à 9h30, AN CAC 20010498/109.

² Statuts de l'association de la MSH, 19 décembre 1960, AN CAC 20010498/109.

³ Norman S Buchanan Diary, 14 et 26 mars 1949, RF 1.1/500S/23/228.

générale des bibliothèques universitaires parisiennes. Heller compte également « mettre en œuvre un programme complémentaire destiné à faciliter en France l'accès à la documentation en sciences sociales¹ » par plusieurs moyens : en constituant un catalogue répertoriant les périodiques et leurs lieux de consultation, mais aussi en créant un fichier central de toutes les publications en sciences sociales consultables à Paris, ou encore par la réalisation de bibliographies thématiques régulièrement mises à jour. Devenus banals aujourd'hui, de tels outils sont alors inexistants. La rencontre entre Heller et Braudel va marquer l'arrimage du projet de bibliothèque à celui de Maison des Sciences de l'Homme. L'importance de la question documentaire est symbolisée par la présence, parmi les membres fondateurs de la MSH en 1957, de Julien Cain, l'administrateur de la Bibliothèque Nationale, qui va aider Heller à piloter le projet. Les crédits de la fondation Ford viennent à l'appui : il sont à 70%² consacrés au paiement des salaires des bibliothécaires, à l'organisation du catalogage, à la mise en place d'un service de dépouillement bibliographique, à l'achat d'ouvrages et de périodiques pour les centres de recherche de la Maison, ainsi qu'à la mise en place, coûteuse, d'un système expérimental de traitement de l'information à l'aide d'une machine à calculer réalisant des compilations automatiques de bibliographies, ou encore à la conduite de missions d'études aux États-Unis pour visiter les bibliothèques universitaires³. Au début, l'ambition des promoteurs de la MSH est de fédérer tous les centres de documentation en sciences sociales : ainsi est-il envisagé d'abriter les collections de la Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine. Le projet échouera, et du point de vue documentaire également, la fédération des sciences sociales restera inachevée. Il reste qu'à son ouverture en 1970, la bibliothèque de la MSH s'impose immédiatement comme un lieu de référence dans le domaine des sciences sociales.

Le reste des crédits Ford est affecté à des projets de recherche ou à des missions de chercheurs, menés en grande partie par la VIe section de l'EPHE qui, avec 84 directeurs d'études dont 47 à plein temps en 1961, est désormais une institution bien installée dans le paysage scientifique. Le financement Ford va lui permettre de continuer son expansion : en effet, outre le million de dollars accordé pour le projet de MSH, la fondation va financer de nombreux chercheurs de la section jusqu'au début des années 1970. La logique de ces financements est claire : il s'agit la plupart du temps d'aider au démarrage de centres récemment créés à la VIe section ou intégrés à la MSH. Les subventions à ces centres sont versées non pas à la MSH mais à l'Association Marc Bloch créée par Morazé en 1947, qui gère les dons reçus par la VIe section en dehors de son budget régulier. Dès 1956, alors même que les pourparlers portant sur la création de la MSH sont encore en cours, la Ford accorde un premier financement modeste à Claude Lévi-Strauss et Georges Balandier (4 250 dollars chacun). Le premier l'utilise pour acheter des livres et pour financer les frais de secrétariat relatifs à la rédaction de *l'Anthropologie structurale* qui sortira en 1958⁴ ; le deuxième pour avancer sa réflexion théorique sur l'anthropologie dynamique⁵, dans la continuité de son ouvrage *Sociologie actuelle de l'Afrique noire* paru en 1955.

En novembre 1958, Germaine Tillion, récemment élue à une direction d'études de la VIe section sur l'ethnographie du Maghreb, demande un soutien à la Ford pour développer le centre d'études maghrébines qu'elle vient de mettre sur pied avec l'islamologue Jacques Berque. Outre ce financement proprement scientifique, elle

¹ Clemens Heller, « Bases de discussion », document non daté (début 1949), RF 1.1/500S/23/228.

² MSH, rapport d'activité pour 1960-1961, FF PA 60-437, Section 3.

³ MSH, mission d'études aux États-Unis, mars 1962, AN CAC 20010498/109.

⁴ Lévi-Strauss à la Ford, 23 mars 1959, FF PA 56-277, Section 3.

⁵ Balandier à la Ford, 24 mars 1964, FF PA 56-277, Section 3.

sollicite également la fondation pour soutenir financièrement des étudiants algériens désireux de poursuivre leur doctorat en France¹. Sa demande est appuyée par Raymond Aron, qui, en tant que membre fondateur du Congrès pour la Liberté de la Culture, connaît bien les hommes de la Ford qui financent l'organisation depuis 1957. Dans la lettre commune qu'il rédige avec Tillion, le sociologue argumente qu'il est important que les élites nord-africaines continuent à être formées dans les universités françaises afin d'éviter qu'elles ne se tournent vers le bloc communiste. En 1958, la Ford verse 150 000 dollars, qui serviront à développer le centre d'études maghrébines mais aussi à donner des bourses d'études à 96 étudiants algériens, sur un total de 450 alors inscrits dans les universités françaises. Parmi eux, treize ont entrepris une thèse de doctorat à la VIe section à la fin de l'année scolaire 1958-1959².

Le soutien de la Ford va également permettre le développement du Centre de Sociologie Européenne créé par Raymond Aron en 1960³ à la VIe section, où il vient d'être élu directeur d'études. Considérant le Français comme une des têtes pensantes de la sociologie d'après-guerre⁴, elle donne au centre une subvention de 150 000 dollars pour développer des recherches portant sur « la bureaucratie et l'administration, le rôle des intellectuels dans les affaires européennes, les conflits dans les sociétés industrielles, et l'applicabilité des institutions européennes dans les pays moins développés⁵ ». Cette bourse donne une grande liberté d'initiative au centre, qui se développe rapidement sous la direction d'Aron et de son adjoint Pierre Bourdieu : en 1966, il aura publié presque 100 livres et articles, créé la revue *Archives Européennes de Sociologie* et lancé la collection « le sens commun » aux éditions de Minuit. Fort de ce bilan, Aron demande le renouvellement de la subvention en 1966, et la Ford lui accorde 175 000 dollars. Mais la vie du centre est devenue plus difficile en raison du refroidissement des relations entre Aron et Bourdieu, consécutif à la publication par ce dernier des *Héritiers* en 1964. Les événements de mai 68 achèvent de brouiller les deux hommes, et en juillet 1969, le centre éclate en deux structures qui se partagent les crédits de la fondation Ford⁶ ; Aron reste directeur du Centre de Sociologie Européenne tandis que Bourdieu crée le Centre de Sociologie de l'Éducation et de la Culture rattaché à la VIe Section où il a été nommé directeur d'études en 1964.

Quatre ans plus tard, alors que l'achèvement du bâtiment du 54 boulevard Raspail est presque achevée, la Ford accorde une bourse de 80 000 dollars au laboratoire de psychologie sociale de la VIe Section, dirigé par Serge Moscovici (directeur d'études depuis 1965), afin de soutenir une discipline en pleine ascension et un chercheur qui s'affirme comme une référence dans son domaine depuis son élection à la tête de l'Association Européenne de Psychologie Expérimentale (AEPE) créée en 1965. À ce moment, la psychologie sociale est en passe de se libérer de la tutelle intellectuelle américaine pour explorer ses propres problématiques, un processus soutenu par la Ford non seulement en France mais aussi en Europe, comme en témoigne les subventions qu'elle accorde au même moment à l'AEPE ou au laboratoire de psychologie expérimentale de l'université de Louvain en Belgique. Enfin, en 1970, Ford verse ce qui semble être la dernière subvention accordée à un centre situé dans l'orbite de la VIe section : elle est destinée au Centre de Sociologie des Organisations, laboratoire du

¹ Aron et Tillion à la Ford, 27 novembre 1958, FF PA 59-132, Section 1.

² Germaine Tillion, Rapport d'activités du Centre d'études maghrébines, juin 1959, FF PA 59-132, Section 3.

³ Aron à la Ford, 28 juin 1960, FF PA 61-147, Section 1.

⁴ Minutes of the Executive Committee, 30 mars 1961, PA 61-147, Section 1.

⁵ Ford Foundation, *Annual Report*, 1961, p. 63.

⁶ Voir la correspondance relative à la scission du centre dans FF PA 61-147, Section 1, ainsi que les rapports d'activités dans la section 2.

CNRS dirigé par le sociologue Michel Crozier, pour une recherche portant sur les structures et le comportement des grandes organisations¹.

Outre ces financements à des projets de recherche, il faut mentionner pour finir la participation de la Fondation Ford à la mise en place du programme d'Enseignement préparatoire à la recherche approfondie en sciences sociales, dit programme EPRASS, en 1967. Alors que l'enseignement supérieur continue de se massifier (15% d'étudiants en plus par an à partir de 1960²), la structuration d'un deuxième cycle d'études entre la licence et le doctorat devient une nécessité entérinée par la réforme Fouchet de 1966, qui organise les études universitaires en trois cycles et crée entre la licence et le doctorat un diplôme intermédiaire, la maîtrise, destiné à permettre une initiation théorique et pratique à la recherche. La VIe section est alors chargée par le ministère de l'expérimenter avant généralisation à toute l'université, et comme les crédits ministériels ne suivent pas, Braudel sollicite la fondation Ford qui accorde en 1967 une subvention de 150 000 francs³. Le programme se perd ensuite dans les méandres des événements de mai 68 et dans la période d'incertitude qui s'ouvre alors étant donné la vaste réorganisation de l'enseignement supérieur⁴. Mais il ne reste pas lettre morte : non seulement la maîtrise deviendra bien le diplôme intermédiaire entre la licence et le doctorat, mais en outre, l'expérimentation menée à la VIe section débouche rapidement sur l'idée de constituer la VIe section en véritable institution de formation à la recherche en sciences sociales, formation dont le programme EPRASS doit être la première étape avant de déboucher à terme sur la création d'un doctorat de la VIe section⁵. Le développement de ce programme sera une étape importante dans la prise d'indépendance de la section par rapport à l'EPHE et par sa transformation en 1975 en université de deuxième et troisième cycle, sous le nom d'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales.

De cette implication de la philanthropie américaine dans le processus de réorganisation des sciences sociales après 1945, deux constatations majeures se dégagent. La première est que leur action a largement contribué à l'essor de trois institutions majeures : la VIe section de l'EPHE, la Fondation Nationale des Sciences Politiques et la Maison des Sciences de l'Homme. La deuxième est que ce rôle n'a pas pris la forme d'une importation en France des sciences sociales américaines et leurs méthodes. Si ce projet a incontestablement fait partie des objectifs des fondations, tout au moins de la Ford, il a vite été rendu caduc par la dynamique intellectuelle manifestée

¹ Projet d'attribution de bourse, 7 juillet 1970, FF PA 70-487, Section 1. Crozier a été boursier de la Fondation Ford pour un séjour au Center for Advanced Studies in Behavioral Sciences de Palo Alto en Californie, en 1959-1960 (Liste des boursiers du centre pour les années 1954-1960, 19 janvier 1960, FF PA 54-47, Section 3).

² Antoine Prost, *Education, société et politiques. Une histoire de l'enseignement en France de 1945 à nos jours*, Paris, Le Seuil, 1997, p. 138 sq.

³ Projet d'attribution de bourse, 14 septembre 1967, FF PA 67-599, section 1. Voir également Gemelli, *Fernand Braudel, op. cit.*, p. 348 sq.

⁴ Evaluation finale de la bourse pour l'Association pour l'histoire de la civilisation, 24 février 1977, FF PA 67-599, Section 2.

⁵ Robert Schmid, memorandum interne sur l'EPRASS et la réforme de l'université, 17 juillet 1969, FF PA 67-599, Section 4.

par les universitaires français, mais aussi par la complexité des ramifications du champ universitaire parisien que les fondations, en dépit de l'avantage que leur donnait leur situation de bailleuses de fonds, n'ont qu'imparfaitement réussi à pénétrer. Pour autant, elle jouent un rôle majeur dans la refonte du paysage intellectuel français des années cinquante et soixante, car elles possèdent deux leviers particulièrement efficaces : l'importance de leurs disponibilités financières d'abord, qui leur permet de donner des impulsions parfois décisives à de nombreux programmes, obligeant de ce fait les pouvoirs publics à s'engager pour les poursuivre ; leur activisme relationnel ensuite, qui leur permet de s'insérer au cœur des processus de négociations en cours avant leur arrivée et d'en devenir, comme dans l'entre-deux-guerres, des actrices à part entière, nouant des alliances ponctuelles avec les protagonistes, voire même jouant le rôle d'arbitre, et en tout les cas participant à l'ajustement des positions de chacun. C'est dire si la réorganisation des sciences sociales ne saurait être interprétée en termes simplistes de face à face franco-américain. Le processus qui mène à la création de la Maison des Sciences de l'Homme est à cet égard tout à fait caractéristique : ni phénomène d'importation-américanisation ni acte de résistance braudélienne face à l'impérialisme intellectuel des fondations, il est bien plutôt un compromis entre la stratégie internationale des fondations, les objectifs de Braudel mais aussi les oppositions des autres facultés, sans oublier la stratégie propre de l'administration française dont les objectifs ne sont pas identiques à ceux des diverses composantes de la communauté universitaire. Dans cette perspective, l'action des fondations ne consiste pas tant à américaniser le système universitaire français qu'à contribuer à sa réouverture sur l'international et son adaptation aux nouvelles conditions techniques et intellectuelles postérieures à 1945, une adaptation qui n'avait rien d'évident après quatre ans d'occupation et d'autarcie forcée. Cette action contribue évidemment à une présence accrue des sciences sociales américaines dans le champ universitaire français, mais elle va également contribuer par un mouvement symétrique à l'audience internationale des sciences sociales françaises, en particulier par le biais de la croissance de la FNSP et de la VIe section, qui s'imposent dès la fin des années cinquante comme des institutions importantes dans le paysage international des sciences sociales.

Conclusion

Quelques jours avant l'élection présidentielle américaine du 4 novembre 2008, l'éditorial de Jean Daniel dans *Le Nouvel observateur* avait pour titre « De nouveau la magie¹ ». Le journaliste y rappelait que « dans [sa] jeunesse, les États-Unis étaient tout simplement le pays où *tout était possible* [en italique dans le texte] ». Il évoquait au passage quelques souvenirs personnels, et en particulier l'un de ses premiers voyages outre-Atlantique, peut-être même le premier, qui eut lieu en 1959, lorsque, débutant dans la profession, il avait été invité par la fondation Ford à assister au séminaire d'été d'Henry Kissinger, alors professeur de science politique à l'université de Harvard. Au cours de ce voyage, Daniel fut « ébloui par les conditions de travail et le niveau intellectuel des enseignants dans cette université ». Le financement de voyages d'intellectuels français aux États-Unis faisait alors partie des initiatives prises par les fondations américaines pour rapprocher les élites des deux pays et contribuer à faire naître chez les Français un sentiment de proximité vis-à-vis du grand frère américain alors que la guerre froide battait son plein. À lire cet éditorial où Daniel exprime cinquante ans plus tard sa fascination intacte pour les États-Unis et pour « l'épopée de Barack Obama » en route vers la Maison Blanche, on pourrait être tenté de conclure que les fondations ont atteint leur objectif, pour le meilleur ou pour le pire, selon nos préférences idéologiques. Autrement dit, pour faire court, qu'elles ont réussi à convertir les élites françaises à l'atlantisme. Pourtant, on l'a vu tout au long de cet ouvrage, la situation est infiniment plus complexe.

Ce qui ressort en premier lieu de l'analyse de la politique philanthropique en France est le caractère problématique de l'articulation entre le projet théorique des grandes fondations et son application sur le terrain, bien plus problématique en tout cas que ne le laissent supposer les interprétations, tant marxistes que libérales, de l'activité internationale de ces organisations². Ni complètement désintéressée, ni totalement impérialiste, l'action internationale des fondations navigue en permanence entre la volonté de dessiner un monde aux couleurs américaines et celle de dépasser leur statut d'organisations représentant les intérêts de leur pays pour atteindre une dimension universelle. Leur capacité à maintenir la balance entre ces deux pôles est inégale selon les périodes, et l'on ne s'étonnera pas de constater qu'elles y réussissent plutôt mieux dans l'entre-deux guerres qu'au cours de la guerre froide. L'étude du terrain français témoigne clairement des difficultés qu'elles rencontrent pour articuler leurs projets globaux avec la prise en compte de la spécificité des contextes locaux où elles s'aventurent. On s'aperçoit notamment qu'elles procèdent avec bien plus d'empirisme qu'on ne pourrait le croire au premier abord, comme le montrent les contacts permanents qu'entretiennent leurs *officers* avec les récipiendaires, ainsi que la longueur des négociations qui précèdent la mise en œuvre des projets. Bien plus qu'un plan préconçu, elles ont des directions de travail qui se modifient en permanence au contact

¹ *Le Nouvel observateur*, 23-29 octobre 2008, p. 47, ainsi que les citations suivantes.

² Ludovic Tournès, « La fondation Rockefeller et la naissance de l'universalisme philanthropique américain », *Critique Internationale*, 35, avril-juin 2007, p. 173-197.

du terrain, dont les variations selon les pays les empêchent de fonctionner avec des catégories rigides. De ce point de vue, et paradoxalement, la dimension mondiale de leur activité est peut-être le meilleur rempart contre la tentation de l'impérialisme uniformisateur dans lequel elles n'ont pas toujours évité de tomber, la diversité des contextes locaux interdisant tout systématisme. Ceci ne veut pas dire que l'on ne puisse pas dégager des constantes dans leur action, bien au contraire : si l'on se penche sur leurs méthodes de travail, il existe bien une *philanthropic touch* dont la fondation Rockefeller est sans doute la meilleure représentante, avec ses enquêtes préliminaires systématiques, son diagnostic des problèmes à traiter, son choix minutieux des interlocuteurs et sa volonté de les associer systématiquement aux actions entreprises en entretenant avec eux un contact permanent. Dans le cas de la France au moins, cette immersion dans les réseaux locaux et dans les luttes d'influences qui s'y déroulent aboutit parfois à neutraliser la tentation hégémonique que fait naître chez les philanthropes la détention d'un dispositif technico-financier souple et souvent très efficace : en effet, quoique partenaires des débats, les fondations n'en maîtrisent pas tous les éléments, et se perdent parfois dans les ramifications des milieux universitaires ou administratifs avec lesquels elles négocient, de sorte que leurs projets présentent au final un visage parfois très différent de ce qu'elles envisageaient au départ. Une telle distance entre le projet initial et sa projection sur le terrain est manifeste dans le cas de la France, dont on ne peut pas dire qu'elle ait été un lieu de réalisation du projet prométhéen caressé en particulier par la Rockefeller dans les années trente et visant à mobiliser l'ensemble des savoirs scientifiques pour donner naissance à un homme nouveau et -pour reprendre le vocabulaire philanthropique- à une rationalisation de la vie. Cette distance montre à quel point il est simpliste de raisonner en termes de diffusion ou d'importation d'un modèle américain.

L'analyse en termes de modèle est d'autant moins pertinente qu'en étudiant l'action de terrain des fondations, le chercheur se rend compte qu'elle ne se traduit pas par un face-à-face entre une « France » et des « États-Unis » essentialisés et dont les relations peuvent être isolées de celles entretenues avec d'autres pays, mais bien plutôt par l'inclusion de ces relations dans un écheciveau de relations transnationales multilatérales, de sorte que la réduction de l'analyse à une confrontation bilatérale franco-américaine trouve également rapidement ses limites. Bien plus qu'une France soumise au modèle américain, c'est une France traversée par de multiples flux transnationaux qui se dessine, même si ceux qui proviennent des États-Unis, où qui y transitent, occupent une place importante et parfois prépondérante. Ces flux ne traduisent pas tant une exportation directe de méthodes américaines qu'une imbrication avec les multiples expériences que mènent en même temps les fondations dans différents pays du monde, et où il est parfois vain de démêler ce qui provient des États-Unis, de la Chine, du Brésil ou de la Tchécoslovaquie. Ce que les fondations apportent en France ne constitue pratiquement jamais une exportation directe et « brute » de méthodes venues des États-Unis, mais la version américanisée de formes empruntées ailleurs et introduites en France par un circuit indirect et complexe. C'est le cas du *full time system* des facultés de médecine, qui, s'il fallait absolument le caractériser en termes nationaux, serait bien plus « allemand » qu'« américain », la réforme flexnerienne des facultés de médecine américaines réalisée au cours des années 1910-1930 s'étant fondée majoritairement sur le modèle allemand, que l'action de la Rockefeller a consisté à tenter de réexporter en France via l'enclave « allemande » en territoire français que constituait la faculté de médecine de Strasbourg, sans doute la première en France à avoir mis en place un *full time system* avant la lettre. De ce point de vue, on pourrait presque dire que la dimension la plus importante du rôle de la

Rockefeller en France après 1918 ne consiste pas tant à importer un système américain qu'à contribuer à rendre acceptable aux élites médicales françaises un système allemand en le parant de couleurs américaines qui lui enlèvent sa symbolique négative, laquelle constitue sans doute un frein à la réforme de l'enseignement médical français en raison des réticences d'une partie du milieu à adopter le modèle de la médecine scientifique dont les facultés d'outre-Rhin sont les principales porteuses. On ajoutera que la fondation ne réussit que partiellement dans cette entreprise, si l'on en juge par le fait qu'après la réussite du projet lyonnais de faculté de médecine, la tentative de répéter l'opération à Paris, clé de voûte de l'ensemble du système, se solde par un échec. Dans cette affaire, l'opposition d'une partie du corps médical à l'américanisation de la médecine française n'est sans doute qu'un facteur parmi d'autres, et il semble très probable que la crainte d'une germanisation au second degré a constitué un frein tout aussi important. On voit donc ici que la perspective diffusionniste et bilatérale de l'américanisation est non seulement insuffisamment explicative, mais contribue également à masquer bien des problèmes, la focalisation sur les relations avec les États-Unis ayant sans doute dispensé les historiens de l'américanisation de prendre en compte les relations avec le partenaire allemand. Cet exemple n'est pas isolé, car ce que l'on vient de suggérer avec la médecine scientifique et l'Allemagne pourrait tout aussi bien être appliqué au cas de l'enseignement infirmier, où c'est le modèle anglais qui, cette fois-ci, joue un rôle majeur. Vu sous cet angle, le processus d'américanisation ne consisterait pas à exporter en France des savoirs et des pratiques américaines, mais plutôt à inscrire la France dans une dynamique transnationale d'échanges de savoirs et de pratiques que les fondations tentent de créer, d'organiser et de contrôler à l'aide de leur réseaux¹.

Une autre caractéristique majeure de l'activisme philanthropique en France est son déploiement sur le long terme, contrairement à une idée, largement répandue chez les historiens de la philanthropie, qui voudrait que les actions des fondations soient essentiellement de courte durée. Le cas français montre exactement le contraire : les fondations nouent des liens avec de nombreux interlocuteurs pendant 10, 20, voire 30 ans, et les entretiennent avec deux, voire trois générations d'universitaires, comme le montre le cas de Claude Fromageot, de son élève Pierre Desnuelle et des élèves de celui-ci Roger Acher et Louis Sarda. Quant aux projets des fondations, ils se déploient aussi parfois sur des périodes longues, comme c'est le cas de la création d'une bibliothèque de sciences sociales, dont les premiers jalons sont posés par la Rockefeller dès 1934 et aboutiront 30 ans plus tard, sous une autre forme et avec le financement de la Ford, à la création de la bibliothèque de la Maison des Sciences de l'Homme. Plus généralement, l'action des fondations sur le long terme accompagne et favorise des évolutions fortes, que ce soit dans l'introduction des sciences dans le cursus de formation des médecins, mais aussi dans l'émergence de la recherche biomédicale qui a été constamment encouragée par la politique des fondations et leur pression systématique en faveur du travail pluridisciplinaire. On peut voir aussi la trace de leur action dans l'affirmation intellectuelle de nouvelles disciplines telles que l'économie ou les relations internationales, mais aussi dans l'émergence des sciences sociales en tant que collectivité intellectuelle, émergence concrétisée dès les années trente par la mise en œuvre d'un paradigme empirico-quantitatif, mais surtout après 1945 par l'apparition de trois nouvelles institutions qui leur sont spécifiquement dédiées : la Fondation Nationale des Sciences Politiques, la VI^e section de l'École Pratique des Hautes Études et la Maison des Sciences de l'Homme. Le déclin des humanités traditionnelles et la montée

¹ Ludovic Tournès (dir.), *L'argent de l'influence. Les fondations américaines et leur réseaux européens*, Paris, Autrement, 2010.

en puissance des sciences sociales, tout comme celle de la biomédecine, constituent des signes importants d'une évolution forte du paysage intellectuel hexagonal dans lequel les fondations jouent un rôle d'aiguillon, même s'il ne consiste pas à introduire des disciplines ou des méthodes américaines.

A toutes les étapes de leur intervention, les fondations se sont appuyées sur des dynamiques locales fortes qui ont joué un rôle important dans l'aboutissement des projets : dynamique des multiples associations dans la lutte antituberculeuse, dynamique de la fraction réformatrice des médecins dans l'évolution des études médicales, ou encore dynamique des promoteurs de l'organisation de la recherche biomédicale, sans oublier les initiatives des administrateurs, dont certains ne vont pas ménager leur peine tout au long de la période pour réformer avec l'appui des fondations, comme Justin Godart, Sébastien Charléty, Pierre Auger ou encore Gaston Berger. L'étude des négociations franco-américaines dans tous ces domaines montre que le processus auquel on assiste n'est pas tant l'exportation d'un modèle américaine qui serait ensuite réinterprété à la mode française, que la construction croisée d'un modèle français auquel les Américains participent *via* les fondations qui apportent des idées et des méthodes venues d'Amérique, mais aussi d'autres pays où elles sont intervenues. L'exemple de la mise en place de la politique de la santé publique pendant l'entre-deux-guerres est à cet égard particulièrement éclairant, car le processus de centralisation, de rationalisation et de montée en puissance de l'administration gouvernementale dans ce qui était encore au début du siècle une affaire privée est largement soutenu par la fondation Rockefeller, dont le soutien à la lutte antituberculeuse puis à l'Office National d'Hygiène Sociale consiste en grande partie à favoriser la mise en place d'une politique sanitaire coordonnée et centralisée, d'abord s'agissant de la tuberculose, puis dans tous les autres domaines de la santé. En forçant un peu le trait, on pourrait presque dire que la fondation Rockefeller est en la matière plus jacobine que l'administration française. Si bien que l'on aboutit au paradoxe suivant : bien qu'il n'existe dans les années 1920 aucun système fédéral de santé publique aux Etats-Unis, la Rockefeller joue au même moment un rôle non négligeable dans la prise en charge progressive par l'Etat de la santé des Français. Il en va de même dans d'autres pays d'Europe où elle intervient également. On est loin ici de la diffusion unidirectionnelle d'un modèle américain.

Dans ces processus, l'action des fondations ne prend cependant pas seulement la forme d'une poussée vers le changement. En effet, leur politique peut aboutir au renforcement des pesanteurs locales et non à leur élimination. C'est un des enseignements que livre l'analyse du secteur de l'enseignement supérieur et de la recherche, quasiment ignoré des historiens de l'américanisation alors qu'il est en contact permanent avec les Etats-Unis depuis le début du XX^e siècle. Or, l'histoire de l'enseignement supérieur et de la recherche en France montre que la mise en place par les pouvoirs publics d'une politique scientifique s'est appuyée majoritairement sur des organismes extérieurs à l'université et s'est faite en partie contre l'université, car celle-ci n'avait pas été conçue au départ pour la recherche, mais essentiellement pour l'enseignement¹. Ce processus est net dès les années trente, avec la création de la Caisse Nationale des Sciences ; il l'est encore plus après 1945, lorsque des institutions telles que le Centre National de la Recherche Scientifique, l'Ecole Pratique des Hautes Etudes, la Fondation Nationale des Sciences Politiques ou encore l'Institut Pasteur montent en puissance, alors que l'université doit gérer la massification de l'enseignement supérieur qui se traduit par sa marginalisation dans le domaine de la recherche. La politique philanthropique, loin de contrecarrer ce mouvement, semble

¹ Christophe Charle, *La république des universitaires*, Paris, Le Seuil, 1994.

l'avoir plutôt renforcé : si dans les années trente la première politique des sciences sociales menée par la Rockefeller se déroule en grande partie dans un cadre universitaire, le financement philanthropique après 1945 ira majoritairement à des institutions extérieures à l'université. De ce point de vue, l'université apparaît comme la grande perdante du processus de restructuration des sciences sociales après 1945, comme le montre la croissance de la VI^e section de l'EPHE, celle de la FNSP, ainsi que la création de la MSH qui établit un partenariat étroit avec le CNRS. Il en est de même dans les sciences de la nature, le CNRS et l'Institut Pasteur absorbant la majorité du potentiel de recherche en matière biomédicale. Or, l'objectif historique de la politique philanthropique a toujours été de faire des universités les centres majeurs de la recherche, dans la droite ligne du modèle allemand de l'université de recherche qui s'est imposé aux États-Unis dès l'entre-deux-guerres. Force est de constater qu'en France, cet objectif a échoué : c'est visible dans les sciences biomédicales où le CNRS en pleine croissance a presque monopolisé le potentiel de recherche au détriment des universités au moins jusqu'à la fin des années soixante ; c'est visible aussi dans les sciences sociales, où l'objectif d'une faculté des sciences sociales disparaît peu à peu au profit d'une Maison des Sciences de l'Homme qui regroupe des laboratoires extra-universitaires, et d'une VI^e section de l'EPHE qui, lors de sa transformation en Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales (EHESS) en 1975 conquiert immédiatement une place centrale dans le paysage scientifique, mais possède un statut qui la place en dehors de l'université proprement dite. Face à ces structures plus souples et souvent plus dynamiques intellectuellement, l'université a été mise sur la touche au cours des trente glorieuses, et les importants financements philanthropiques aux autres institutions n'ont pas contribué à réduire ce déséquilibre dont les conséquences sont encore visible dans le paysage universitaire actuel.

L'action des fondations américaines pose enfin une dernière question à l'historien : si elle est symptomatique de la perméabilité de l'Hexagone aux circulations transnationales tout au long du XX^e siècle, elle pose, symétriquement, la question de la perméabilité américaine à de telles circulations. En d'autres termes, quel est l'impact de la politique internationale des fondations aux États-Unis même ? En effet, on se tromperait en pensant que les actions internationales de la philanthropie interviennent après leur mise en place aux États-Unis : en réalité, les deux phénomènes sont concomitants, si bien que les fondations s'inspirent sans doute autant de leur expérience à l'étranger pour élaborer leur politique américaine que l'inverse. Elles ne sont pas tant des vecteurs d'exportation d'un modèle préalablement testé sur le territoire américain, que des plaques tournantes qui contribuent à la construction et à la redistribution de savoirs et de pratiques, et ce, dans le monde entier, y compris aux États-Unis même, qui ne sont pas uniquement un foyer de diffusion mais aussi un lieu de réception. En d'autres termes, elles contribuent autant à l'américanisation du monde qu'à la mondialisation des États-Unis. Dans cette perspective, non seulement le modèle américain se constitue en même temps qu'il s'exporte, mais son exportation contribue à sa construction. Cette dimension n'a pratiquement jamais été explorée par les historiens de l'américanisation, tant ceux-ci sont le plus souvent persuadés que les États-Unis ont cessé depuis le début du XX^e siècle d'emprunter au reste du monde pour devenir exclusivement exportateurs de matière grise, de savoirs, de pratiques et de formes culturelles. Il y a là un vaste terrain de recherche, qui permettrait de sortir une fois pour toutes de l'impasse intellectuelle consistant à considérer l'américanisation comme un processus unilatéral et à sens unique. Elle permettrait aussi aux Français de se défaire par la même occasion d'une vision passionnelle oscillant le plus souvent entre la fascination inconditionnelle et l'antiaméricanisme irrationnel, opposition que plus rien

ne justifie dans un monde devenu multipolaire où le choix n'est plus, comme il pouvait l'être après 1945, entre l'adhésion au « modèle » américain et celle au « modèle » soviétique, et où les rapports avec les États-Unis ne doivent plus être pensés à l'échelle d'une France devenue puissance de second rang, mais à l'échelle de l'Europe.

Sources

Listes des abréviations désignant les fonds d'archives

ADR : Archives Départementales du Rhône
AM : Muséum d'Histoire Naturelle
AN : Archives Nationales françaises
BCG : Service du BCG
CAC : Centre des Archives Contemporaines de Fontainebleau
CEIP-CE : Carnegie Endowment for International Peace- Centre Européen
CF : Collège de France
CNDT : Comité National de Défense contre la Tuberculose
CNRS : Centre National de la Recherche Scientifique
DGS : Direction Générale de la Santé
EIRL : Ecole d'Infirmières Rockefeller de Lyon
FF : Fondation Ford
FJM : Fonds Jacques Monod
IEB : International Education Board
IFHS : Institut Français d'Histoire Sociale
LSRM : Laura Spelman Rockefeller Memorial
RF : Fondation Rockefeller

I. Sources manuscrites

1. Fondation Rockefeller (Rockefeller Archive Center, Pocantico hills, Etats-Unis)

Les archives de la fondation Rockefeller sont divisées en Record Groups (RG), eux mêmes divisés en général en deux parties, la première antérieure à la deuxième guerre mondiale (ex : RG 1.1), la deuxième postérieure (ex : RG 1.2). Mais dans les faits, cette division n'est pas toujours respectée puisque l'on trouve des documents postérieurs à 1945 dans la première partie, et inversement. Dans tous les Record Group, les boîtes sont regroupés en séries, correspondant à des aires géographiques ou à des pays. À l'intérieur des séries, les lettres correspondent à des disciplines ou des domaines d'activité (ex : 500A concerne les sciences médicales en France), mais une partie des boîtes de chaque série ne contiennent pas de lettres.

Dans le texte, les cotes d'archives ont été référencées de manière abrégée afin de ne pas alourdir l'appareil de notes. Elles sont indiquées dans l'ordre suivant : Record group/série/boîte/chemise. Exemple : la référence « Rockefeller Foundation Archives Record Group 1.1, série 500 T, boîte 25, dossier 246 » a été notée RF 1.1/500T/25/246.

RG 1 (projets)

Série 100 (international)

1.1, 100 : boîte 38 (enseignement infirmier).

1.1, 100 : boîtes 56 et 64 (War Relief Commission).

Série 500 (France)

Cette série de 51 boîtes contient l'ensemble des projets conduits par la fondation en France.

1.1, 500 A (sciences médicales) : boîte 1-9.

1.1, 500 C (enseignement infirmier) : boîtes 9-10.

1.1, 500 D (sciences de la nature) : boîtes 10-12.

1.1, 500 J (santé publique dans les départements) : boîte 13.

1.1, 500 K (statistiques sanitaires) : boîte 13.

1.1, 500 L (éducation sanitaire) : boîtes 13-14.

- 1.1, 500 P (fièvre ondulante) : boîtes 14-15.
- 1.1, 500 R (arts et humanités) : boîtes 15-20.
- 1.1, 500 S (sciences sociales) : boîtes 21-24.
- 1.1, 500 T (tuberculose) : boîtes 25-32.
- 1.2, 500 : boîte 1.
- 1.2, 500 A : boîtes 1-2.
- 1.2, 500 D : boîtes 2-8.
- 1.2, 500 J : boîte 9.
- 1.2, 500 R : boîtes 9-15.
- 1.2, 500 S : boîtes 15-19.

Serie 502 (Corse)

- 1.1, 502 : Boîte unique (Malaria).

Série 700 (Europe)

- 1.1, 700 : boîte 22A, folder 162 C (rapport sur le voyage de John Marshall en Europe, 1938) et 162 D (rapport sur le voyage de John Marshall en Europe, octobre 1944-février 1945).

RG 3 (Administration et politique générale)

Série 900 (programmes et politique générale)

- 3.1, 900 : boîtes 20-24.
- 3.2, 900 : boîtes 26, 28, 29, 31.

RF History Source Material

Cette collection de 21 volumes écrits entre 1938 et 1938, puis entre 1945 et 1949 par les *officers* de la fondation à partir des archives, retrace de manière très détaillée l'histoire de la fondation et de ses programmes entre 1909 et 1929. Elle a été intégrée par la suite dans le Record Group 3.1, Série 900. Elle a été utilisée épisodiquement pour préciser l'enchaînement chronologique de certaines actions. Ont été indiqués ci-dessous les passages où il est question de la France.

Vol 8 : Commission for the Prevention of Tuberculosis in France (1917-1925), pp. 1876-2068.

Vol 9 : European nursing program, 1920-1931, pp. 2200-2229 (aspects généraux) et 2386-2400 (France).

Vol 14 : Medical Education in Europe. (1) Emergency program, 1919-1929, pp. 3496-3498.

Vol 15 : Medical Education In Europe. (2) Developmental Aid, 1925-1933, pp. 3797-3830.

Vol 18 : Medical Education in Europe. (3) Capital programs, pp. 4541-4695 ; Medical Education in Europe. (4) Research, pp. 4739-4771.

RG 6.1 (Bureau parisien)

France

Série 1.1 (avant 1939) : boîtes 3, 9, 24.

Série 1.2 (après 1945) : boîtes 2, 7, 8, 11, 29-36, 66.

RG 10 (Fiches individuelles des fellows ou fellowship cards)

Ce Record Group contient les reliquats des dossiers des *fellows*, qui ont été détruits la fin des années 1960 lorsque la fondation a décidé d'organiser ses archives en vue de la création du Rockefeller Archive Center. Les informations jugées les plus importantes ont été concentrées sur des fiches cartonnées consacrées à chaque fellow. Les 296 fiches existantes concernant les *fellows* français ont été dépouillées.

RG 12 (Journaux des officiers de la fondation)

Mary Beard : décembre 1925-décembre 1927.

Elisabeth Crowell : janvier-juillet 1933 (les années 1926-1932 ne sont pas disponibles).

Alan Gregg, 1924-1927.

Selskar Gunn, 1930-1931. Le journal s'achève en 1931.

Richard Pearce, 1925-1927.

Wickliffe Rose, 1921-1922.

John Van Sickle, 1930-1931, 1934. L'année 1932-1933 a disparu. Le journal de l'année 1934 est très bref.

Mary Elizabeth Tennant : janvier-juillet 1933.

Georges E. Vincent, 1921-1922.

RG 16 (Minutes et rapports annuels)

Les rapports annuels, également publiés sous forme d'ouvrages, ont été dépouillés pour les années 1913-1966.

Photographies

480 photographies concernent les actions entreprises en France. Une partie a servi à illustrer les rapports annuels.

2. Laura Spelman Rockefeller Memorial (Rockefeller Archive Center)

Série I (Dockets and Minutes)

Boites 1-2.

Série II (administration)

Boites 1-4.

Série III (Appropriations)

Sous-série 6 (sciences sociales)

Boite 63 (Social Sciences in France-Rist survey, 1923-1926).

3. International Education Board (Rockefeller Archive Center)

Série 1 (Dockets and Minutes)

Sous-série 2

Boites 33-34.

Sous-série 3

Liste alphabétique des *fellows* en sciences naturelles et physique.

4. Carnegie Endowment for international peace-Centre Européen (Columbia university, New York)

Les cotes d'archives ont été référencées de la manière suivante :
CEIP-CE/série/boite/dossier.

Série II. Administration

Boite 60 (Fondation et Organisation du Centre Européen, 1911-1922).

Série VII. cours et conférences

Boites 171-177 (cours, 1926-1937, Institut des hautes études internationales).

Boites 177-182 (Chaire Carnegie, Paris, 1925-1938).

5. Fondation Ford (Ford foundation Headquarters, New York)

Rapports annuels

1950-1970

Memoranda

Rowan Gaither, *Report on the study for the Ford foundation on Policy and Program*, 1949.

The Ford Foundation Special committee, *Directives for the 60s*, appendix of the vol. 1, Supporting material, s.d.

The FF program in support of atlantic partnership, 5 décembre, 1962, n°010918.

Waldemar Nielsen, *Thoughts on Strategy for advancing Atlantic partnership*, septembre 1963, n°010737.

Marion Bieber, some thoughts after 10 years of FF work in Europe, n° 009387.

Charles Mc Vicker, History of the International Affairs program, may 1967, n° 010580.

Projets

PA 54-47 (Center for Advanced Studies in Behavioral Sciences de Palo Alto).

PA 55-68 (Institut Catholique de Lille).

PA 56-277 (Association pour l'Histoire de la Civilisation. Recherches en sciences comportementales).

PA 57-265 (Envoi de professeurs d'administration des affaires dans des universités européennes).

PA 57-266 (Lafayette Fellowship Foundation. Echanges universitaires).

PA 58-37 (Fondation Nationale des Sciences Politiques. Programme de recherche sur le développement économique régional).

PA 58-116 (Fondation Nationale des Sciences Politiques. Politique internationale).

PA 59-132 (Association pour l'Histoire de la Civilisation. Recherches sur les problèmes nord-africains).

PA 60-217 (Institut de Science Economique Appliquée, développement économique dans les colonies françaises).

PA 60-437 (Fondation Nationale des Sciences Politiques, Maison des Sciences de l'Homme).

PA 61-16 (Institut Européen d'Administration des Affaires (INSEAD) de Fontainebleau).

PA 61-147 (Association pour l'Histoire de la Civilisation. Centre de Sociologie Européenne).

PA 64-155 (Maison des Sciences de l'Homme).

PA 67-599 (Association pour l'Histoire de la Civilisation. Programme de sciences sociales à la VIe section de l'Ecole Pratique des Hautes Etudes).

PA 70-487 (Association pour l'Histoire de la Civilisation. Centre de Sociologie des Organisations).

PA 70-627 (programme franco-américain d'enseignement de l'administration des affaires).

PA 71-529 (Institut Européen d'Administration des Affaires (INSEAD) de Fontainebleau).

6. Archives nationales françaises, Sous-série 61 AJ : Ecole Normale Supérieure (Centre Historique des Archives Nationales, Paris)

Papiers Célestin Bouglé

Boite 97 (Centre de documentation sociale).

Boites 98-99 (périodiques sur les questions économiques et coloniales).

Boite 100 (Conseil universitaire de la recherche sociale, Institut scientifique de recherches économiques et sociales, Centre d'étude de politique étrangère).

7. Archives nationales françaises, Sous-série AJ 16 : Académie de Paris

Faculté de droit (Centre historique des archives nationales)

Boite 1911 (Registre des procès verbaux des opérations de concours d'agrégation ouverts à Paris devant la faculté de Droit, liste annuelle des candidats admissibles et agrégés, section des sciences économiques, 1899-1936).

Faculté de médecine (Centre historique des archives nationales)

Boite 6357 (Projet de réforme des études médicales, 1931-1933).

Boite 6498 (Etudiants américains en médecine ; correspondance relative à la création d'un centre américain d'études médicales, 1926).

Boite 6554 (Attribution du prix Nobel de médecine, 1906-1920).

Boite 6558 (Institut d'hygiène).

Boite 6559 (Correspondance avec la Croix rouge américaine en vue d'un don pour développer la protection des enfants ; correspondance relative aux écoles des assistantes d'hygiène scolaire, 1923-1935).

Boite 6703 (Réception de chirurgiens américains, 1914 ; cours de perfectionnement organisé par la fondation Rockefeller et la Commission pour la prévention de la tuberculose en France, 1919-1922 ; demandes de renseignements émanant de

professeurs, universités, ministères étrangers sur l'organisation de la faculté de médecine de Paris et l'organisation des études médicales en France, 1905-1934).

Boite 8342 (Commission de réforme des études médicales, 1941-42, 1957-1963, 1968).

Boite 8344 (Facultés étrangères : rapport de mission de G. Dehelly, détaché à l'Institut Rockefeller, 1919).

Boites 8377-8386 (création d'instituts et de chaires) : 8377 (Institut de biochimie appliquée, ca. 1950), 8384 (Chaire de clinique de la tuberculose, 1920).

Faculté des sciences (Centre historique des archives nationales)

Boite 5775 (Dossiers sur divers laboratoires et instituts de la faculté : laboratoire de chimie biologique à l'Institut Pasteur, 1937 ; laboratoire de chimie, 1926-39 ; Institut Henri Poincaré ; stations de biologie marine).

Boite 5779 (Création et transformation de chaires, 1929-1943).

Boite 5780 (Projets de réforme de l'enseignement : opuscule d'Edouard Chatton relatif à la réforme de la licence es-sciences naturelles, 1926).

Boite 5820 (Aménagement du laboratoire de chimie biologique, 1938-42).

Instituts d'université (Centre des archives contemporaines, Fontainebleau, versement 20010498)

Boites 27 et 34 (Faculté de médecine)

Boite 33 (Création de l'École nationale d'hygiène).

Boite 40 (Faculté des sciences : PCB).

Boite 46 (Centre des hautes études d'administration musulmane).

Boite 62 (Institut de géographie).

Boites 69-70 (Institut d'ethnologie).

Boites 76-77 (Institut de statistiques de l'université de Paris).

Boite 94 (Institut de droit comparé).

Boite 105 (Institut d'histoire des relations internationales contemporaines).

Boites 109-110 (Maison des sciences de l'homme).

Boite 111 (Centre de documentation sociale).

Boites 111-112 (Institut de recherches en sciences sociales).

Boite 130 (Institut Henri Poincaré).

Boite 137 (Institut de biologie physico-chimique, Institut de chimie de l'université de Paris ; l'archiviste semble avoir confondu les deux instituts).

Boite 138 (Institut du radium).

Boite 165 (Institut de neuro-biologie).

Boite 171 (Institut des hautes études internationales).

Boite 197 (Centre d'étude de politique étrangère).

8. Archives nationales françaises, Sous-série F17 : Ministère de l'instruction publique (Centre historique des archives nationales)

Boites 13521-13524 (Bibliothèques universitaires, 1839-1934).

Boite 13331 (Fonctionnement général de la Caisse nationale des sciences, 1930-1941).

Boite 13361 (Projet de construction de la faculté de médecine de Paris, ca. 1944).

Boite 13496 (Centre de documentation, 1937-1944).

Boite 13559 (Muséum d'histoire naturelle, administration).
 Boite 13698 (Rapports sur la situation des universités, 1913-1918).
 Boites 14515-14517 (Université de Lyon : travaux, construction de bâtiments).
 Boites 14651-14652 (Dons et legs à l'université de Lyon).
 Boites 14662-75 (Dons et legs à l'université de Paris) : 14666 (Institut du Radium), 14669-14673 (Faculté de médecine), 14674 (Faculté des sciences).
 Boites 17458-17461 (Caisse nationale des sciences : rapports annuels, rapports scientifiques des boursiers, listes de boursiers).
 Boites 17463-17465 (Conseil supérieur de la recherche, création de la Caisse nationale des recherches scientifiques, fonctionnement, membres, sections).
 Boite 17476 (Caisse nationale des recherches scientifiques, exercice 1938).
 Boite 17961 (Formation et recrutement des bibliothécaires, 1931-1964 ; liste des candidats, organisation des stages).
 Boite 17966 (Activités de la Direction des bibliothèques de France, 1936-1951).
 Boites 17971 et 17973 (Situation des différentes catégories de bibliothèques, 1931-1957 ; développement des fonctions documentaires dans les ministères, Institut international de documentation, documentation administrative).

9. Archives nationales françaises, Sous-série F 22 : Ministère du Travail (Centre historique des archives nationales)

Boites 526-527 (Préservation de la tuberculose, 1902-1924).

10. Archives nationales françaises, Sous-série F60 : Présidence du conseil (Centre historique des archives nationales)

Boites 370, 371, 386, 387 (Ministère de la Défense Nationale et de la guerre ; organisation générale de la défense nationale, mesures économiques et financières).
 Boite 579 (Réforme de la Statistique générale de la France).

11. Archives nationales françaises, Direction Générale de la Santé (Centre des archives contemporaines)

Bureaux départementaux d'hygiène publique (Versement DGS 820279)

Boite 1 (Bureaux municipaux d'hygiène, fonctionnement ; recrutement des inspecteurs départementaux d'hygiène).

Boite 3 (Bureaux départementaux d'hygiène, 1919-1939 : Aisne, Basses-Alpes, Finistère, Hérault ; statistiques, personnel, activités).

Boite 5 (Seine-et-Marne, Saône-et-Loire, Tarn-et-Garonne).

Boite 10 (Bureaux municipaux d'hygiène : Montpellier).

Conseil de perfectionnement des écoles d'infirmières (Versement DGS 810033)

Boite 91 (Texte du décret réglementant la profession des infirmières en 1922 ; décrets 1922-1942 ; composition du Conseil de perfectionnement ; procès verbaux des séances du Conseil, 1922-1935).

Boite 92 (Procès verbaux des séances du Conseil, 1935-1948 ; procès verbaux du Conseil supérieur d'hygiène sociale : commission des infirmières et assistantes sociales, 1938-1940).

Boite 93 (Arrêtés portant approbation des règlements intérieurs des écoles d'infirmières, 1923-1939 ; agrément des écoles).

12. Centre National de la Recherche Scientifique

Versement 19800284 (Centre des archives contemporaines)

Boites 3-4 (Office nationale des recherches scientifiques et des inventions, mobilisation scientifique, 1923-1939).

Boite 5 (Caisse nationale des recherches scientifiques, 1938-1940).

Boite 141 (Subvention Rockefeller, 1946-1956 : aspects généraux, liste des colloques subventionnés).

Boites 142-149 (Subvention Rockefeller, 1946-1956 : détail des colloques).

Versement 940035 IHTP : Fonds Jean-François Picard (Centre des archives du CNRS, Gif-Sur-Yvette)

Boites 36, 42, 47.

13. Institut français d'histoire sociale (Centre historique des archives nationales)

Fonds Charles Rist (14 AS)

Boites 165-167.

14. Fonds André Philip (Centre historique des archives nationales)

Cote 625/AP, Boites 1-6

15. Fonds Sébastien Charléty (Centre historique des archives nationales)

Cote 454/AP 79, dossier unique

16. Dossiers personnels (Centre historique des archives nationales)

Célestin Bouglé : F17 2941 (demande de mission en Angleterre, 1907).

Célestin Bouglé : AJ 16 5885.

Sébastien Charléty : AJ 16 5920.

Claude Fromageot : AJ 16 5739.

Henry Laufenburger : AJ 16 6049.

Jean Lépine : F17 25066.

17. Museum d'histoire naturelle, Paris

Boites AM 50-52 (Procès verbaux de l'assemblée des professeurs, 1932-1939).

Boites AM 543-549 (domaines, bâtiments).

18. Collège de France (Paris)

Dossiers personnels des professeurs

Jacques Benoit.

Emmanuel Fauré-Frémiet.

Alfred Fessard.

André Mayer.

Jacques Monod.

Jean Roche.

Procès verbaux des assemblées générales

Les années 1935-1955 ont été dépouillées.

Annuaire des cours

Les années 1935 à 1955 ont été dépouillées.

19. Faculté de médecine de Lyon (Archives départementales du Rhône, sous série 1 T)

Fonds Jean Lépine

Deux chemises, non côtées à l'époque de la consultation (aide de la fondation Rockefeller à la Faculté de médecine : correspondance, 1922-1934).

20. Ecole d'infirmières Rockefeller de Lyon

Procès verbaux des conseils d'administration de l'école, 1923-1939.

Correspondances avec la fondation Rockefeller.

21. Comité national de défense contre la Tuberculose (Institut Pasteur, Paris)

Boite CNDT 14 (relations avec la fondation Rockefeller).

Boite CNDT DPT 1 (Aisne).

Boite CNDT DPT 66 (correspondance avec le Bureau Central des infirmières au sujet de la création de postes d'infirmières).

Boite CNDT DPT 67 (« L'Office public d'hygiène social du département de la Seine », 1937 : brochure retraçant les activités de l'Office depuis sa création en 1918).

Boite CNDT DPT 69 (Don de 76 000 francs de la fondation Rockefeller pour la lutte contre la tuberculose en Seine-et-Marne).

Boite CNDT.ECO 1 (Ecole d'infirmières de Paris du CNDT ; procès verbaux, correspondance).

22. Service du BCG (Institut Pasteur, Paris)

Boite 29 (Office national d'hygiène sociale).

23. Fonds Jacques Monod (Institut Pasteur, Paris)

Boite Mon.Ser.14 (Service de biologie cellulaire de l'Institut Pasteur, 1945-1972).

Boites Mon.Ins.01-03 (Délégation générale à la recherche scientifique et technique, 1958-1965 ; développement de la biologie moléculaire à l'université et au CNRS).

24. Fonds Charles Rist (Banque de France)

Journal, 1933-1940. Très lacunaire.

II. Sources imprimées

Les documents ci-dessous ont été consultés dans les bibliothèques suivantes : Bibliothèque nationale de France (Paris), Bibliothèque de Documentation Internationale Contemporaine (Nanterre), New York Public Library (New York), Bobst Library (New York University), Butler Library (Columbia University).

Ouvrages

ANCEL Marc (dir.), *La condition de la femme dans la société contemporaine*, Paris, Sirey, 1938.

ARON Raymond, *La sociologie allemande contemporaine*, Paris, Alcan, 1935.

ARON Raymond, *Introduction à la philosophie de l'histoire. Essai sur les limites de l'objectivité historique*, Paris, NRF, 1938.

BARRES Maurice, *Pour la haute intelligence française*, Paris, 1925.

BERTRAND Ivan, DELAY Jean et GUILLAIN Jacqueline, *L'électro-encéphalogramme normal et pathologique*, Paris, Masson, 1939.

BEUVE-MERY Hubert, *Vers la plus grande Allemagne*, Paris, Hartmann, 1939.

BIGGS Hermann, *Preventive medicine in the City of New York*, New York, 1897.

BOUGLE Célestin, *Bilan de la sociologie française contemporaine*, Paris, Alcan, 1935.

BOUNOURE Gabriel, DUBERTRET Louis & WEULERSSE Jacques, *Manuel de Géographie (Syrie, Liban et Proche Orient)*, Beyrouth, 1940.

CABOT Richard, *Essai de médecine sociale. La fonction de la visiteuse à domicile*, Paris-Zurich, 1919.

CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE, *Enquête dans les Balkans : rapport présenté aux directeurs de la Dotation par les membres de la commission d'enquête*, Paris, Centre Européen de la dotation Carnegie, 1914.

CAVAILLON André, *L'armement antivénérien en France*, Paris, 1927.

CENTRE D'ETUDE DE POLITIQUE ETRANGERE, *Les sciences sociales en France. Enseignement et recherche*, Paris, 1937.

CENTRE D'ETUDE DE POLITIQUE ETRANGERE, *Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe*, vol. I, Paris, Hartmann, 1936.

CENTRE D'ETUDE DE POLITIQUE ETRANGERE, *Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe*, vol. II, Paris, Hartmann, 1937.

CENTRE D'ETUDE DE POLITIQUE ETRANGERE, *Entretiens sur l'évolution des pays de civilisation arabe*, vol. III, Paris, Hartmann, 1938.

COMITE NATIONAL DE DEFENSE CONTRE LA TUBERCULOSE, *L'armement antituberculeux en France*, Paris, 1922.

CONCILIATION INTERNATIONALE. *L'Albanie en 1922*, par Justin Godart, La Flèche, 1922.

CONGRES INTERNATIONAL DE LA POPULATION, Paris, 1937, volumes 1 à 8, Paris, Hermann, 1938.

CONSEIL UNIVERSITAIRE DE LA RECHERCHE SOCIALE, *Documents pour servir à l'étude des étrangers dans l'agriculture française*, Paris, Hermann, 1939.

CUISINIER Jeanne, *Danses magiques de Kelantan*, Paris, Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie, 1936.

BOUCHEMAN Albert de, *Matériel de la vie bédouine recueilli dans le secret de Syrie (tribu des arabes Sba'a)*, Documents d'études orientales, tome III, IFD, 1934.

BOUCHEMAN Albert de, *Une petite cité caravanière : Suhné*, Documents d'études orientales, tome VI, IFD, 1937.

DEMANGEON Albert et GOTTMANN Jean, *La maison rurale en France*, Paris, Denoël, 1937.

DENNERY Etienne, *Le nationalisme économique contemporain*, Institut des Hautes Etudes Internationales et Centre Européen de la Dotation Carnegie, 1932.

DOCK Lavinia L. & NUTTING Adelaïde, *A history of Nursing* (vol. 1-4), Bristol-Tokyo, Thoemmes Press-Synapse Press, 2000 [1907-1912].

DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE, *La Société des Nations et l'Albanie, Rapport adressé à la Société des Nations sur la situation économique et financière de l'Albanie à la fin de 1922*, Paris, 1923.

DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE. Division des Relations et de l'Education. Conseil Consultatif du Centre Européen. *Compte rendu des séances tenues à Paris les 7 et 9 juillet 1923*, Paris, 1923.

- DOUBLET Jacques, *Le front du travail allemand*, Paris, Hartmann, 1937.
- FRIEDMANN Georges, *Problèmes du machinisme en URSS et dans les pays capitalistes*, Paris, Editions Sociales internationales, 1934.
- GARDNER Mary S., *L'infirmière visiteuse*, Paris, 1926 [traduit de l'anglais].
- GODARD Justin, *L'Albanie en 1921*, Paris, Presses Universitaires de France, 1922.
- GOTTMANN Jean, *Documents pour servir à l'étude de la structure agraire dans la moitié occidentale de la France. Rapport de l'enquête dirigée par Albert demangeon en 1936-1940*, Paris, Armand Colin, 1964.
- GOUROU Pierre, *L'utilisation du sol en Indochine française*, Paris, Hartmann, 1939.
- GREBAULT Sylvain, *Catalogue des manuscrits éthiopiens de la collection Griaule*, Paris, 1938.
- GRIAULE Marcel, *Les flambeurs d'homme*, Paris, 1934 (préface de Sébastien Charléty).
- GRIAULE Marcel, *Jeux Dogons*, Paris, Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie, 1938.
- HABERLER Gottfried von, *Prosperity and Depression. A Theoretical Analysis of Cyclical Movements*, Geneva, League of Nations, 1936.
- HAMEL Joseph et ANCEL Marc (dir.), *La convention de Genève sur l'unification du droit du chèque*, Travaux et mémoires de l'Institut de droit comparé de l'université de Paris, Sirey, 1937.
- HAZOUME Paul, *Le pacte de sang au Dahomey*, Paris, Travaux et mémoires de l'Institut d'ethnologie, 1937.
- HUBER Michel, Cours de démographie et de statistique sanitaire (Institut de Statistiques de l'Université de Paris), 1940.
- INSTITUT DE FRANCE-ACADEMIE DES SCIENCES, *Notices et discours, Tome 1 (1924-1936)*, Paris, Gauthiers Villars, 1937.
- Inventaires I. La crise sociale et les idéologie nationales*, Paris, Alcan, 1936.
- Inventaires II. L'économique et le politique*, Paris, Alcan, 1937.
- Inventaires III. Classes moyennes*, Paris, Alcan, 1939.
- KITTREDGE Tracy Barret, *Naval Lessons of the Great War*, New York, 1921.
- LABOURET Henri, *Le Cameroun*, Paris, Hartmann, 1937.
- La science française*, nouvelle édition entièrement refondue, tome I, Paris, 1934.

LAUFENBURGER Henry & PFIMLIN Pierre, *La nouvelle structure économique du Reich : groupes, cartels et politique des prix*, Paris, Hartmann, 1938.

LE CŒUR Charles, *Mission au Tibesti. Carnets de route 1933-1934*, édités par Marguerite Le Cœur, Paris, éditions du CNRS, 1969.

Le Cœur Charles, *Le rite et l'outil. Essai sur le rationalisme social et la pluralité des civilisations*, Paris, Alcan, 1939.

LE GROUPE D'ETUDES DE L'ISLAM, *L'égypte indépendante*, Paris, Hartmann, 1938.

LE BRAS Gabriel, *Introduction à l'histoire de la pratique religieuse en France*, Paris, Presses universitaires de France, 1942.

LESAGE Adolphe-Auguste & MOINE Marcel, *Étude générale de la mortalité de l'enfant de première année*, Melun, sept volumes entre 1929 et 1934.

LEVY Roger, *Les conséquences du développement économique du Japon pour l'empire français*, Paris, Hartmann, 1936.

MARJOLIN Robert, *Les expériences Roosevelt*, Paris, 1934.

MAROGER Gilbert, *L'Europe et la question coloniale. Revendications coloniales allemandes. Aspirations coloniales polonaises*, Paris, Sirey, 1938.

MAURAIN Charles & PACAUD A., *La faculté des sciences de l'université de Paris de 1906 à 1940*, Paris, 1940.

MINISTERE DE L'ECONOMIE NATIONALE. Service National des Statistiques. Direction de la Statistique Générale, *Statistique du mouvement de la population*, Nouvelle série-tome XIX, Années 1940 à 1942, 2^e partie-Les causes de décès, Paris, 1945.

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE. ONHS, *Répertoire bibliographique du Service de documentation*, 5 volumes parus entre 1930 et 1935 (à partir de 1931, paraît sous le titre Répertoire bibliographique d'hygiène sociale).

MINISTERE DE LA SANTE PUBLIQUE. Service de documentation, *Recueil des textes officiels concernant la protection de la santé publique*, tome VII (1928-1930), Paris, Imprimerie Nationale, 1948.

MINISTERE DU TRAVAIL, DE L'HYGIENE, DE L'ASSISTANCE ET DE LA PREVOYANCE SOCIALES, *Livre d'or de la commémoration nationale du centenaire de la naissance de Pasteur célébrée du 24 au 31 mai 1923*, Paris, 1928 [sic].

NAHMIA Maurice Elie, *Le Cyclotron, la désintégration de la matière et la radiobiologie*, préface de Frédéric Joliot, Paris, 1945.

OFFICE NATIONAL D'HYGIENE SOCIALE, *L'hygiène sociale en Seine-et-Marne*, 1927.

OFFICE NATIONAL D'HYGIENE SOCIALE, *L'armement sanitaire en France*, Paris, 1930, 770 p.

PIATIER André, *Le contrôle des devises dans l'économie du IIIe Reich*, Paris, Hartmann, 1937.

PELLOUX Robert, *Le parti national socialiste et ses rapports avec l'Etat*, Paris, Hartmann, 1936.

POLIN Raymond et CHARON J.G, *Les coopératives rurales et l'Etat en Tchécoslovaquie et en Roumanie*, Paris, Alcan, 1934.

ROBEQUAIN Charles, *L'évolution économique de l'Indochine française*, Paris, Hartmann, 1939.

SAUTET Jacques, *La lutte contre le paludisme en Corse*, préface d'Emile Brumpt, Paris, 1928.

SMALL Albion W. & VINCENT George E., *An Introduction to the Study of Society*, New York, American Book Company, 1894.

TAPIE Victor-Lucien, *Le pays de Teschen et les rapports entre la Pologne et la Tchécoslovaquie*, Paris, Hartmann, 1936.

TIAN A. et ROCHE J., *Précis de chimie à l'usage des candidats au PCB et à la licence ès-sciences*, Paris, Masson, 1935.

TINBERGEN Jan, *Statistical Testing of Business Cycles Theories : I. A Method and its Applications to Investment Activity*, février 1939 ; *II. Business Cycles in the United States of America, 1919-1932*, août 1939.

UNIVERSITE DE PARIS. FACULTE DE DROIT. INSTITUT DE DROIT COMPARE, *Travaux pratiques de Droit privé comparé*, vol. 1, Paris, 1935.

VARAGNAC André, *Définition du folklore*, Paris, 1938.

VIBOREL Lucien, *Les méthodes de propagande. Deuxième session du Congrès international d'hygiène publique*, Rennes, 1936.

VIBOREL Lucien, *La technique moderne de la propagande d'hygiène sociale*, Paris, 1936.

WEISS René, *La commémoration du centenaire de Pasteur par la Ville de Paris*, Paris, Imprimerie nationale, 1923.

WERNERT E., *L'art dans le IIIe Reich. Une tentative d'esthétique dirigée*, Paris, Hartmann, 1936.

WEULERSSE Jacques, *Le pays des Alaouites*, thèse de doctorat, Faculté des lettres de l'université de Paris, 1940.

WHITE Leonard D. (ed), *The new Social Science*, Chicago, 1930.

WLOCEVSKI Stefan, *L'installation des Italiens en France*, Paris, Alcan, 1934.

Thèses de doctorat

BARRAL Marguerite, *Le centre polyvalent d'hygiène sociale*, thèse de la faculté de médecine et de pharmacie de Lyon, 1933.

BRUNO Alexandre, *Le rôle de la Mission Rockefeller dans l'organisation antituberculeuse en France 1917-1923*, thèse de la faculté de médecine de Paris, 1925.

EPHRUSSI Boris, *Contribution à l'analyse des premiers stades de développement de l'œuf. Action de la température*, thèse pour le doctorat es sciences naturelles, Paris, 1932.

L'HERITIER Philippe, *Étude de variations quantitatives au sein d'une espèce : drosophila melanogaster*, thèse de doctorat es-sciences, Paris, 1937.

LEBLOND Charles-Philippe, *Recherches histochimiques sur la localisation et le cycle de la vitamine C (facteur antiscorbutique) dans l'organisme*, thèse pour le doctorat en médecine, Paris, 1934.

MARJOLIN Robert, *Prix, monnaie et production. Essai sur les mouvements économiques de longue durée*, thèse de doctorat en Droit, Paris, 1941.

MONTAGNE Robert, *Les Berbères et le Makhzen. Essai sur la transformation politique des Berbères sédentaires (groupe chleuh)*, thèse de doctorat ès lettres, université de Paris, 1930.

PAULME Denise, *Organisation sociale des dogons (Soudan français)*, thèse de doctorat, faculté de droit de Paris, 1940.

SCHWOB Philippe, *Les investment trust aux Etats-Unis*, thèse de doctorat, Paris, Sirey, 1934.

TAPIE Victor-Lucien, *La politique étrangère de la France et le début de la guerre de trente ans (1616-1621)*, Paris, 1934.

TAPIE Victor-Lucien, *Une église tchèque au XV^e siècle : l'unité des frères*, Paris, 1934.

VAN SICKLE John, *Direct Taxation in Austria*, Harvard University Press, 1931.

Périodiques

Lorsqu'un dépouillement intégral a été effectué sur plusieurs mois ou années, il est indiqué entre crochets. Lorsqu'il s'agit de simple sondages, il n'est rien indiqué.

Activité économique (L') [1935-1940]

Aethiopica

Annales de géographie [1935-1937]

Annales de l'université de Lyon

Annales de l'université de Paris [1926-1927, 1929, 1931-1933, 1936]

Annales d'histoire économique et sociale [1929, 1935-1938]

Annales d'Hygiène Publique, Industrielle et Sociale.

Annales sociologiques [1934-1940]

Actualités scientifiques et industrielles

Bulletin biologique de la France et de la Belgique

Bulletin de la société française de chimie biologique [1935-1938]

Bulletin du CNDT.

Bulletin officiel de l'Office National d'Hygiène Sociale (1925-1934)

Bulletin officiel du Ministère de la santé publique (1934-1939).

Chimie et Industrie

Conciliation internationale

Infirmière française (L') (1924-)

Intransigeant (L')

Matin (Le)

Nouveau journal (Le)

Pensée (La) [1947-1952]

Presse médicale (la) [nombreux sondages entre 1920 et 1939]

Journal officiel de la République française. Documents administratifs (1925-1935 ; contient les rapports annuels de l'Office National d'Hygiène Sociale et ceux de la Statistique Générale de la France qui ont été intégralement dépouillés pour ces années)

Journal Officiel de la République française. Assemblée nationale

Paris-soir

Politique étrangère (1936-1940)

Red Cross Bulletin (publication hebdomadaire de la Croix Rouge américaine en France), avril 1918-juin 1919

Revue de métaphysique et de morale [1937]

Revue de synthèse [1935]

Revue d'histoire de l'église de France

Revue d'hygiène (dépouillement intégral de 1925 à 1935).

Revue des deux mondes (la)

Revue neurologique [1930, 1937-1938]

Revue philanthropique

Salut public

Vie et santé

Vie saine (La)

Rapports

ASSOCIATION DES ETUDES INTERNATIONALES, *Annuaire 1933*, Paris, 1934.

CAISSE DES RECHERCHES SCIENTIFIQUES. *Rapports scientifiques sur les travaux entrepris en 1904*, Melun, 1905.

COMITE NATIONAL DE DEFENSE CONTRE LA TUBERCULOSE, *Rapport du service de la statistique*, Melun, imprimerie administrative [un rapport par an de 1925 à 1935].

COMITE DEPARTEMENTAL DU RHONE POUR LA LUTTE CONTRE LA TUBERCULOSE, *Rapport de l'année 1928*.

FLEXNER Abraham, *Medical Education In Europe, A report to the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*, New York, 1912

GAY Georges I., *The commission for Relief in Belgium, Statistical Review of Relief Operations (november, 1, 1914 to August, 31, 1919)*, Stanford University Press, 1925.

MINISTERE DE L'INTERIEUR. Direction de l'Hygiène et de l'assistance, *Statistique sanitaire de la France* [sondages effectués entre 1887 et 1907].

UNIVERSITE DE PARIS. FACULTE DE MEDECINE. *Rapport sur la réorganisation de la faculté*, 7 février 1918.

REGAUD Claude, *Les sections radiophysique et médicale de l'Institut du Radium*, Archives de l'institut du radium, Volume II, fascicule II, 1929.

VINCENT Georges E., *Rapport sur l'activité de la fondation Rockefeller pour l'année 1920* (en français), New York, 1921

VINCENT George E., *La Fondation Rockefeller : rapport de l'œuvre accomplie en 1921* (en français), New York, 1922.

STATISTIQUE GENERALE DE LA FRANCE, *Statistique annuelle* [sondages effectués entre 1870 et 1907].

Articles, brochures

André Mayer, 1875-1956, plaquette à la mémoire d'André Mayer, Abbeville, 1956.

BERNARD Léon, « L'école d'hygiène de Varsovie », *La presse médicale*, 22 mai 1926.

BOUGLE Celestin, « L'organisation de la recherche sociale en France », *Annales de l'université de Paris*, 1936, pp. 225-233.

Bulletin officiel des recherches scientifiques et industrielles et des inventions, n°13, 1920.

« Aux enfants de France », brochure de la Croix Rouge américaine, s.d.

CALKINS Gary N., « France and Modern Science », *Institute of International Education. The American University Council in Europe, Bulletin n°3*, novembre 1927.

CARNEGIE Andrew, *L'évangile de la richesse*, traduction française autorisée, Paris, 1891.

CARNEGIE Andrew, *Pour l'arbitrage, Discours rectoral adressé aux étudiants de l'université écossaise de Saint André*, Préface de Paul-Henri Benjamin d'Estournelles de Constant, Paris, Conciliation internationale, 1906.

CARNEGIE ENDOWMENT FOR INTERNATIONAL PEACE, *International conference held at Chatham House, London, March 5-7, 1935, on Steps to be taken to Restore Confidence by Promotion of Trade and reduction of unemployment, stabilization of national monetary systems, and Better organization of the family of nations to give security and to strengthen the foundations on which international peace must rest.*

CENTRE D'ÉTUDE DE POLITIQUE ÉTRANGÈRE, *Rapport moral portant sur l'exercice 1^{er} octobre 1936-30 septembre 1937*, Paris, 1937.

« Claude Régaud, 1870-1940 », *Paris médical*, 10 mars 1941.

COLLEGE DE FRANCE. Chaire de morphologie expérimentale et endocrinologie, *Leçon inaugurale*, par Robert Courrier, 14 décembre 1938.

COMITE MIXE. DOTATION CARNEGIE. CHAMBRE DE COMMERCE INTERNATIONALE, *Reconstruction économique internationale, les grands problèmes actuels examinés et discutés par un comité d'économistes et d'hommes d'affaires*, Paris, Chambre de Commerce Internationale, 1936.

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE, *Deuxième session ordinaire de 1919, Séance du 25 juin 1919.*

CONSEIL SUPERIEUR DE L'ASSISTANCE PUBLIQUE, *Première session ordinaire de 1921, Séance du 27 janvier 1921.*

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT Paul-Henri Benjamin, *La conciliation internationale, Discours prononcé au Palais de Westminster, à Londres, le 22 juillet 1903*, La Flèche, 1904.

D'ESTOURNELLES DE CONSTANT Paul-Henri Benjamin, *Hommage français à M. Le président Roosevelt*, avril 1906.

Discours d'Emile Borel à l'inauguration de l'Institut Henri Poincaré, 17 novembre 1928, Paris, Palais de l'Institut, 1928.

L'art français au service de la science française. Exposition d'œuvres d'art des XVIII^e, XIX^e et XX^e siècles au profit du Comité national d'aide à la recherche scientifique, Paris, 1923.

DOCTEUR GOUACHON ET DOCTEUR MOURET, *Manuel pratique d'assistance*, Lyon, 1925.

LACASSAGNE Antoine, *Leçon inaugurale de la chaire de radiobiologie expérimentale au Collège de France*, 19 décembre 1941.

La fondation Rockefeller pour la lutte contre la tuberculose en France, conférence donnée au Musée Social le 28 janvier 1922 par M. Le Dr Williams, Paris, 1922.

LA DOTATION CARNEGIE POUR LA PAIX INTERNATIONALE. *Le Centre européen de la division des relations internationales et de l'éducation. Fondation, administration, activité*, Paris, Centre européen de la dotation Carnegie, 1931.

LESTER Robert, *The Corporation, A digest of its financial records, 1911-1936*, Carnegie Corporation of New York, Office of the Secretary, April 1936, 28 p. numérotées de 224 à 252.

LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER, *assemblée générale du 28 mai 1940*.

LIGUE NATIONALE CONTRE LE CANCER, *assemblée générale du 8 juin 1943*.

« Note sur la constitution et le fonctionnement du service de la documentation du ministère de la Santé Publique et de l'Éducation Physique », *La documentation en France* (organe de l'UFOD), janvier 1936.

ONHS, *Note sur la constitution et le fonctionnement du service de documentation*, 1935.

Où va l'argent du timbre antituberculeux ? Utilisation des fonds recueillis dans la première campagne nationale (1917-1928), Paris, CNDT, 1929.

RANC Albert, *La mobilisation scientifique et industrielle*, Lyon, Association des anciens élèves de l'école de chimie industrielle, 1924.

REGAUD Claude, « Réflexions et hypothèses au sujet de la pathogénie des cancers », *Paris médical*, 10 mars 1941.

Sur quelques questions relatives à l'organisation des recherches scientifiques, rapport présenté aux comités nationaux de recherches par les fédérations des sociétés de chimie et des sociétés de sciences naturelles. Rapporteur : André Mayer, 1920.

THE ROCKEFELLER FOUNDATION, *A Review of its War Work, Public Health Activities and Medical Education Projects in the year 1917*, New York, 1918.

VIBOREL Lucien, *Catalogue de la cinémathèque du ministère du Travail, de l'Hygiène, de l'Assistance et de la prévoyance sociale*, s.d.

VIBOREL Lucien, *La technique moderne de la propagande d'hygiène sociale*, Paris, 1936, pp. 418-452.

« War relief work », numéro spécial, *The annals of the American Academy of Political and Social Science*, vol LXXIX, n°168, septembre 1918.

Mémoires, témoignages, biographies

CARNEGIE Andrew, *The Gospel of wealth and other timely essays*, Cambridge, Mass., The Belknap Press of Harvard University Press, 1962 (première éd. : 1900).

FOSDICK, Raymond, *The old savage and the new civilization*, New York, 1928.

FOSDICK Raymond, *The Story of the Rockefeller Foundation*, New York, harper and Row, 1952.

FOSDICK Raymond, *Chronicle of a generation : an autobiography*, New York, Harper and Brothers, 1958.

FOSDICK Raymond, *Adventures in giving (history of the General Education Board)*, New York, harper and Row, 1962.

KEPPEL Frederick, *The foundation*, 1930.

ROCKEFELLER John D., *Random Reminiscence of Men and Events*, Tarrytown, NY., Sleepy Hollow Press, 1984 (première ed. : 1909).

ROGER Henri, *Entre deux siècles, souvenirs d'un vieux biologiste ou la médecine française sous la IIIe République*, Paris, L'Expansion scientifique française, 1947.

Titres et travaux scientifiques

Exposé des titres et des travaux scientifiques du Dr René Leriche, Paris, Masson, 1937.

Notice sur les titres et travaux scientifiques de M. Gustave Roussy, Paris, Masson, 1939.

Notice sur les travaux scientifiques de René Wurmser, Paris, PUF, 1931.

Titres et travaux scientifiques d'Albert Calmette (1883-1927), Paris, 1927.

Titres et travaux scientifiques d'Alfred Fessard, Paris, Masson, 1961.

Titres et travaux scientifiques d'Emile Brumpt, Paris, Masson, 1934.

Titres et travaux de Léon Bernard, Paris, 1932.

Titres et travaux scientifiques du Docteur Ivan Bertrand, Paris, Masson, 1956.

Dictionnaires

Who was Who in America, Volume 1 (1897-1942), Chicago, 1966.

Bibliographie

1. Les fondations américaines aux États-Unis

Sources- bibliographies-répertoires

THE FORD FOUNDATION, international division, *Summary tables FY 1981 and Comparison with Earlier Years*, New York, The Ford Foundation, September 30, 1982.

Foundations with social science activities : an international catalogue, Paris, UNESCO, 1957.

GIOVANNI AGNELLI FOUNDATION, *Guide to European Foundations*, Milano, F. Angeli, 1973.

HODSON H.V. (ed.), *The International Foundation Directory*, London, Europa publications, 1974.

LAYTON Daphne Niobe, *Philanthropy and voluntarism : an annotated bibliography*, New York, The foundation center, 1987.

LEWIS Marianna O, *The Foundation Directory*, 3rd Edition, New York, Russell Sage Foundation, 1967.

THE ROCKEFELLER FOUNDATION, *Directory of Fellowships and Scholarships 1917-1970*, New York, 1972.

ROBINSON Kerry, *US Foundation Support in Europe : a guide to US Foundations which award grants for charitable and educational purposes to organisations in Europe*, London, Directory of Social change publication, 1991.

ROCKEFELLER ARCHIVE CENTER, *The availability of Foundation Records : a Guide for Researchers*, compiled and edited by Kenneth Rose, North Tarrytown, NY, Rockefeller Archive Center, 1990.

RUSSEL SAGE FOUNDATION, *Report of the Princeton Conference on Philanthropy in the United States*, New York, Russel Sage foundation, 1956.

Ouvrages généraux

La philanthropie avant les fondations

BREMNER Robert Hamlet, *The public good : Philanthropy and Welfare in the Civil War Era*, New York, Knopf, 1980.

CUNNINGHAM Hugh & Innes Johanna, *Charity, Philanthropy and Reform : from the 1690s to 1850*, Basingstoke, Mac Millan ; New York, St Martin's Press, 1998.

MCCARTHY Kathleen, *Noblesse Oblige : Charity and Cultural Philanthropy in Chicago, 1849-1929*, Chicago, University of Chicago Press, 1982.

McCarthy Kathleen D., *American Creed : Philanthropy and the Rise of Civil Society, 1700-1865*, Chicago : Chicago University Press, 2003.

MILLER Howard Smith, *The Legal foundations of American philanthropy, 1776-1844*, Madison, State Historical Society of Wisconsin, 1961.

SCHNEEWIND J.B., *Giving : Western Ideas of Philanthropy*, Bloomington, Indiana University Press, 1996.

Histoire générale des fondations américaines

ADAM Thomas (ed), *Philanthropy, Patronage and Civil Society : Experiences from Germany, Great Britain and North America*, Bloomington, Indiana University Press, 2004.

ANDREWS Frank Emerson, *Philanthropic Foundations*, New York, Russel Sage Foundation, 1956.

ANDREWS Frank Emerson, *Philanthropic Giving*, NY, Russel Sage foundation, 1950.

BORIS Elizabeth, *Philanthropic Foundations in the United States : an introduction*, Washington DC, Council of foundations, 1992.

BREMNER Robert Hamlet, *American Philanthropy*, Chicago, University of Chicago Press, 1988 [1960].

COBEN Stanley, « Foundation Officials and Fellowships : Innovation in the Patronage of science », *Minerva* XIV-2, summer 1976, pp. 225-240.

COING Helmut, « Remarks on the History of Foundations and their Role in the Promotion of Learning », *Minerva* XIX-2, Summer 1981, pp. 271-281.

CONDLIFFE LAGEMANN Ellen, *Philanthropic Foundations : New Scholarship, New Possibilities*, bloomington, Ind., Indiana University Press, 1999.

COON Horace, *Money to burn : what the Great American Philanthropic Foundations do with their Money*, London, New York, Longmans, Greens and Co, 1938.

- COSER L.A., *Men of Ideas*, New York, The free press, 1970,
- CUNNINGGIM Merrimon, *Private Money and Public Service, The Role of Foundations in American Society*, New York, Mc Graw-Hill book company, 1972.
- CUTLIP S.M., *Fund Raising in the United States : its Role in American Philanthropy*, New Brunswick, Rutgers university press, 1990 [1965].
- DOGAN Mattéi & PREWITT Kenneth (dir.), *Fondations philanthropiques en Europe et aux États-Unis*, Paris, Editions de la MSH, 2007.
- ELLSWORTH Frank L. & LUMARDA Joe (eds), *Foundation Management ; Innovation and Responsibility at Home and Abroad*, Hoboken, N.J., J. Wiley, 2003.
- FREMONT-SMITH Marion R., *Foundations and Government : State and Federal law and Supervision*, New York, Russell Sage Foundation, 1965.
- FRIEDMAN Lawrence J. & MCGARVIE Mark D. (eds), *Charity, Philanthropy and Civility in American History*, Cambridge, UK ; New York, Cambridge University Press, 2003.
- KARL Barry & KATZ Stanley, « Donors, Trustees, Staffs : a Historical View, 1890-1930 », in *The art of giving. Four views on American Philanthropy*, A Rockefeller Archive center Publication, 1977.
- KARL Barry & KATZ Stanley, « The American Philanthropic Foundations and the Public Sphere, 1890-1930 », *Minerva*, Summer 1981, pp. 236-270.
- KARL Barry & KATZ Stanley, « American Foundations and Ruling Class Elites », *Daedalus*, Winter 1987, « Philanthropy, Patronage, Politics. A special issue on Foundations and other Forms of Philanthropy », pp. 1-40 [repris sous le titre : « The Unintended Logic of the Philanthropic Foundations : Foundations and Ruling Class Elites », in : SALTZMAN J. (ed) : *Philanthropy and American Society, Selected papers*, New York, Center for American Culture Studies, Columbia University, 1987].
- KARL Barry, « Foundations and Public Policy », in Stanley Kutler (dir.), *Encyclopedia of the United States in the Twentieth Century*, Charles Scribner's Sons, 1996, vol 1, pp. 491-512.
- KIGER Joseph Charles, *International Encyclopedia of Foundations*, New York, Greenwood Press, 1990.
- KIGER Joseph Charles, *Philanthropic Foundations in the Twentieth Century*, Westport, Conn., Greenwood Press, 2000.
- KIRCHBERGER A., « Les fondations aux États-Unis », *Notes et études documentaires* n°3955, Paris, La documentation française, 1973, pp. 5-33.
- KOHLER Robert E., *Partners in Science, Foundations and Natural scientists, 1900-1945*, Chicago, University of Chicago Press, 1991.

LINDEMAN Eduard, *Wealth and Culture : a Study of ne-hundred Foundations and Community Trusts and their Operations during the Decade 1921-1930*, New Brunswick, Transaction books, 1988.

MARTEL Frédéric, *De la Culture en Amérique*, Paris, Gallimard, 2006.

NELSON Ralph Lowell, *The Investment Policies of Foundations*, New York, Russel Sage Foundation, 1967.

NIELSEN Waldemar A., *The Big Foundations*, New York and London, Columbia University press, 1972.

NIELSEN Waldemar A., *The Golden Donors. An Anatomy of the Great Foundations*, New York, Truman Talley Book, 1985.

OLESON Alexandra & Voss John, *The Organization of Knowledge in Modern America, 1860-1920*, London, The Johns Hopkins University Press, 1979.

POMEY Michel, *Le mécénat et les fondations. Note sur les fondations aux Etats-Unis, Notes et études documentaires, n°3334, 1966, pp. 12-23*

POZZETTA George E., *Americanization, Social Control, and Philanthropy*, New York, Garland, 1991.

ROSE Kenneth, Shute Benjamin and Stapleton Darwin (eds), « Philanthropy and institution-building in the twentieth century », *Minerva*, numéro spécial, XXXV-3, Autumn 1997 [contient un récapitulatif de l'ensemble des articles sur la fondation Rockefeller publiés par la revue jusqu'à cette date].

SEALANDER Judith, *Private Wealth and Public Life : Foundation Philanthropy and the Reshaping of American Social Policy from the Progressive Era to the New Deal*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1997.

WEAVER Warren, *U.S. Philanthropic Foundations. Their History, Structure, Management and Record*, New York, Harper & Row, 1967.

WHITAKER Ben, *The Foundations : an Anatomy of Philanthropy and Society*, London, Methuen, 1974.

WHITAKER Ben, *The Philanthropoids : Foundations and Society*, William Morrow &co, New York, 1974.

WORMSER R.A., *Foundations : their Power and Influence*, New York, Devin Adair, 1986.

YLVISAKER Paul N. : « The Relationship between Private Philanthropy and Government », in : *The Art of Giving, four Views on American Philanthropy*, A Rockefeller archive center publication, 1977.

ZUNZ Olivier, *Philanthropy in the American Century*, Princeton University Press, à paraître fin 2011.

Fondation Carnegie

CONDLIFFE LAGEMANN Ellen, *The politics of knowledge : The Carnegie Corporation, Philanthropy and Public policy*, Middletown, Wesleyan University Press, 1989.

Condliffe-Lagemann Ellen, *Private Power for the Public Good : a History of the Carnegie Foundation for the Advancement of Teaching*, Middletown, Conn., Wesleyan university Press, 1983.

MACKAY James : *Little Boss. A life of Andrew Carnegie*, Mainstream publishing, Edimbourg & Londres, 1997.

NEAL Kenneth : *Wise Extravagance. The Founding of the Carnegie International Exhibitions, 1895-1901*, University of Pittsburgh Press, 1996.

WALL Joseph Frazier, *Andrew Carnegie*, New York, Oxford University Press, 1970.

Fondation Ford

RAYNOR, Gregory Keneth, *Engineering Social Reform : The Rise of the Ford Foundation and Cold War Liberalism, 1908-1959*, Ph.D Dissertation, New York University, 2000.

BIRD Kai, *The color of Truth. McGeorge Bundy and William Bundy, Brothers in Arms, a biography*, New York Simon and Shuster, 1998.

Daedalus [Journal of the American Academy of Arts and Sciences], Winter 1987, « Philanthropy, Patronage, Politics ». A special issue on foundations and other forms of philanthropy.

GREENLEAF William, *From these Beginnings : the Early Philanthropies of Henry and Edsel Ford, 1911-1936*, Detroit, Wayne State University press, 1964.

MCDONALD Dwight, *The Ford Foundation : the Men and the Millions*, New York, Reynald and Co., 1953.

MAGAT Richard, *The Ford Foundation at Work. Philanthropic Choices, Methods, and Styles*. A review of the decision-making process in the Foundation since its expansion to a national institution in 1950, New York, Plenum Press, 1979.

WOODRING Paul, *Investment in innovation*, Boston, MA. , Little, Brown and Co, 1970.

Fondation Rockefeller

A Bibliography of Scholarship at the Rockefeller Archive Center, 1975-2000 [liste complète des publications concernant la Rockefeller réalisées par des chercheurs ayant travaillé sur ses archives]. Liste réactualisée sous forme de fichier pdf disponible sur le site du Rockefeller Archive Center : www.rockarch.org

BROWN E. Richard, *Rockefeller Medicine men, Medicine and Capitalism in America*, University of California Press, 1979.

COLLIER Peter & HOROWITZ David, *Une dynastie américaine. Les Rockefeller* (traduit de l'anglais), Paris, le Seuil, 1976.

MANCHESTER William, *Les Rockefeller, portrait d'une famille*, Paris, Robert Laffont, 1960.

MERTEN Hans Georg, *Rockefeller, l'homme le plus riche du monde* (traduit de l'Allemand), Paris, Buchet Chastel, 1964.

CHERNOW Ron, *Titan, the Life of John D. Rockefeller, Sr*, New York, Random House, 1998.

FOSDICK Raymond, *The Story of the Rockefeller Foundation*, New York, Transaction publishers, 1989 [1952].

FOSDICK Raymond, *Adventures in giving. A History of the General Education Board*, New York, harper and Row, 1962.

KOHLER Robert, « A Policy for the Advancement of Science : The Rockefeller Foundation, 1924-1929 », *Minerva* XVI-4, winter 1978, pp. 480-515.

NEVINS Allan., *John D. Rockefeller : the Heroic Age of American Enterprise*, New York, Charles Scribner's Sons, 1940.

NEVINS Allan, *Study in Power. John D. Rockefeller, Industrialist and Philanthropist*, Charles Scribner's Sons, 1953, 2 vol. [NB : l'exemplaire disponible à la bibliothèque de la Maison des Sciences de l'Homme à Paris est celui de la bibliothèque de l'Office parisien de la fondation Rockefeller qui a été fermé en 1959].

Rockefeller Foundation, *Toward the Well Being of Mankind, fifty Years of the Rockefeller Foundation*, New York, Double day And Co, 1964.

Fondation Russell Sage

GLENN John, BRANDT Lilian & ANDREWS F. Emerson, *Russel Sage Foundation, 1907-1946*, New York, Russell Sage foundation, 1946.

HAMMACK David C. & WHEELER Stanton, *Social Science in the Making. Essays on the Russel Sage Foundation, 1907-1972*, New York, Russel Sage Foundation, 1994.

Les fondations et l'enseignement supérieur

BARROW Clyde W., *University and the Capitalist State, Corporate Liberalism and the Reconstruction of American Higher Education, 1894-1928*, Madison, University of Wisconsin press, 1990.

CURTI Merle & NASH Roderick, *Philanthropy in the Shaping of American Higher Education*, Rutgers University Press, 1965.

GALISON Peter & HEVLY Bruce (eds), *Big Science. The growth of Large-Scale Research*, Stanford, Stanford University Press, 1992

GEIGER Roger L., *To Advance Knowledge. The Growth of American Research Universities, 1900-1940*, New Brunswick/London, Transaction Publishers, 2004 [1986].

KEVLES Daniel J., « Foundations, Universities, and Trends in Support for the Physical and Biological Sciences », 1900-1922, *Daedalus*, 121, 1992, p. 195-235.

KOHLER Robert E., « Science, Foundations and American Universities in the 1920s », *Osiris*, 2nd Series, 3, 1987, pp. 135-164.

MASSEYS-BERTONECHE Carole, *Philanthropie et grandes universités privées américaines. Pouvoir et réseaux d'influences*, Bordeaux, PUB, 2006.

SEARS Jesse Brundage, *Philanthropy in the History of American Higher Education*, New York, Transaction Publishers, 1990 [1922], introduction by Roger L. Geiger.

REUBEN Julie A., *The making of the Modern University, Intellectual Transformation and the Marginalization of Morality*, Chicago university press, 1996.

VEYSEY Laurence, *The Emergence of the American University*, Chicago, University of Chicago Press, 1965.

Les fondations et les sciences sociales

BULMER Martin & Joan, « Philanthropy and social science in the 1920s, Beardsley Ruml and the Laura Spelman Rockefeller Memorial, 1922-1929 », *Minerva*, 19, 1981, pp. 347-407.

BULMER Martin, « Support for sociology in the 1920's: The Laura Spelman Rockefeller Memorial », *The American Sociologist*, 17-4, novembre 1982, pp. 185-192.

FISHER Donald, « The Role of Philanthropic Foundations in the Reproduction and Production of Hegemony, The Rockefeller Foundation and the Social Sciences », *Sociology*, 17-2, may 1983, pp. 206-233. Voir aussi la réponse à cet article : BULMER Martin, « Philanthropic Foundations and the Development of the Social Sciences in the Early Twentieth Century, a reply to Donald Fisher », *Sociology*, 18-4, november 1984, p. 572-579 ; ainsi que la réponse de Donald Fisher : « Philanthropic Foundations and the Social Sciences : a response to Martin Bulmer », même numéro, pp. 580-587.

FISHER Donald, *Fundamental development of the Social Sciences : Rockefeller Philanthropy and the United States Social Sciences Research Council*, Ann Arbor, University of Michigan Press, 1993.

GEIGER Roger L., « American Foundations and Academic Social Sciences, 1945-1960 », *Minerva* XXVI-3, Autumn 1988, pp. 315-341.

GROSSMAN David, « American Foundations and the support of economic research, 1913-1929 », *Minerva*, XX-1-2, 1982, p. 59-82.

HASKELL Thomas, *The Emergence of professional social science, The American Social Science Association, and the XIXth Century Crisis of Authority*, Urbana, university of Illinois Press, 1977.

POLLAK Mickael, « La planification des sciences sociales », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 2-3, 1976, pp. 105-121.

POLLAK Mickael, « Paul F. Lazarsfeld, fondateur d'une multinationale scientifique », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 25, 1979, pp. 45-59.

PREWITT Kenneth, *Social Sciences and Private Philanthropy : the Quest for a Social Relevance*, Indianapolis, Indiana University Center on philanthropy, 1995.

RICHARDSON Theresa & FISHER Donald (eds), *The Development of the Social Sciences in the United States and Canada : the Role of Philanthropy*, Stamford, Conn., Ablex Pub, 1999.

Médecine, santé publique et biomédecine

ALTSCHULE Mark, *Essays on the Rise and Decline of Bedside Medicine*, Bango, PA, Totts Gap Medical Research Laboratories, 1989.

BARZANSKY Barbara & GEVITZ Norman, *Beyond Flexner : Medical Education in the Twentieth Century*, New York, Greenwood Press, 1992.

BERLINER Howard S, *System of Scientific Medicine : philanthropic foundations in the Flexner Era*, New York, Tavistock, 1985.

BONNER Thomas N., *Becoming a Physician. Medical Education in Britain, France, Germany and the United States, 1750-1945*, Oxford University Press, 1995.

- BRADSHAW Ann, *The nurse apprentice, 1860-1977*, Aldershot, Ashgate, 2001.
- ETTLING John, *The Germ of Laziness: Rockefeller Philanthropy and Public Health in the New South*, Cambridge, Harvard University Press, 1981.
- FEE Elizabeth, ACHESON Roy (eds), *A History of the Education in Public Health*, Oxford, Oxford University Press, 1991.
- FEE Elizabeth & PORTER Dorothy, «Public Health, Preventive Medicine and Professionalization: England and America in the Nineteenth Century», in Wear Andrew (ed), *Medicine in Society. Historical Essays*, Cambridge University Press, 1992.
- KAUFMAN Martin, *American Medical Education. The Formative years, 1765-1910*, Westport, CT, Greenwood Press, 1976.
- KAY Lily, *The Molecular Vision of Life. Caltech, The Rockefeller Foundation and the Rise of Molecular biology*, Oxford, Oxford University Press, 1993.
- LUDMERER Kenneth M., *Learning to Heal. The Development of American Medical Education*, New York, Basic Books, 1985.
- MCGEHEE Harvey, *Science at the Bedside. Clinical Research in American Medicine, 1905-1945*, Baltimore, Johns Hopkins University Press, 1981.
- REVERBY Susan, *Ordered to Care: The Dilemma of American Nursing, 1850-1945*, Cambridge University Press, 1987.
- ROBERTS Joan I. & GROUP Thetis M., *Feminism and Nursing: An Historical perspective on Power, Status and Political Activism in the Nursing Profession*, Westport, CT, Greenwood Press, 1995.
- ROSEN George, *Preventive Medicine in the United States, 1900-1975*, New York, Prodist, 1976.
- SHEARD Saly & POWER Helen (dir.), *Body and City. Histories of Public Health*, Aldershot, Ashgate, 2000.
- SHRYOCK Richard, *National Tuberculosis Association, 1904-1954, a Study of the Voluntary Health Movement in the United States*, 1957.
- VOGEL Morris J., *The Invention of the Modern Hospital. Boston 1870-1930*, Chicago University Press, 1980.
- WHEATLEY Steven, *The Politics of Philanthropy: Abraham Flexner and Medical Education*, Madison, University of Wisconsin Press, 1988.

II. Politique internationale des fondations

On a surtout insisté ici sur les ouvrages concernant l'europe. D'autres études sur d'autres aires géographiques ont été utilisées à titre de comparaison. Pour une bibliographie exhaustive des travaux réalisés sur la politique internationale de la fondation Rockefeller, voir la bibliographie mentionnée plus haut au paragraphe « fondation Rockefeller ».

ANHEIER Helmut K. & LIST Regina (eds), *Cross Border philanthropy : an Exploratory Study of International Giving in the United Kingdom, United States, Germany and Japan*, West Maling, Kent (England), Charity Aid Foundation, 2000.

ASHLEY Walter Edwards, *Philanthropy and Governement : a Study of the Ford Foundation's Overseas Activities*, Ph.D thesis, NYU graduate school of Arts and sciences, 1969.

ARNOVE Robert F., *Philanthropy and Cultural Imperialism : the Foundations at Home and Abroad*, Boston : G.K. Hall, 1980.

BERGHAHN Volker, « Philanthropy and diplomacy in the American Century », *Diplomatic History*, 23-3, 1999, pp. 393-419.

BERGHAHN Volker, *America and the Intellectual Cold Wars in Europe*, Princeton & Oxford, Princeton University Press, 2001.

BERMAN Edward H., *The Ideology of Philanthropy : the Influence of the Carnegie, Ford and Rockefeller foundations on American Foreign Policy*, Albany, State University of New York Press, 1983.

BIRN Ann Emmanuel, « Wa(i)ves of Influence : Rockefeller Public Health in Mexico, 1920-50 », *Stud. Hist. Phil. Biol. & Biomed. Sci*, Vol. 31, No. 3, 2000, pp. 381-395.

BIRN A-E & SOLORZANO A., « Public Health Policy paradoxes : Sciences and Politics in the Rockefeller Foundation's Hookworm Campaign in Mexico in the late 1920's », *Social Sciences & Medicine*, 49, 1999, pp. 1197-1213.

BOLLING Landrum R & SMITH Craig, *Private foreign aid : US philanthropy for relief and Development*, Boulder, CO, Westview Press, 1982.

BROWN E. Richard, « Exporting Medical Education : Professionalism, Modernization and Imperialism », *Social Sciences and Medicine*, vol. 13A, 1979, pp. 585-595.

BULLOCK Mary Brown, *An American Transplant : The Rockefeller Foundation and Peking Union Medical College*, Berkeley, University of California Press, 1980

CUETO Marcos (ed.), *Missionaries of Sciences : The Rockefeller Foundation and Latin America*, Bloomington, Indiana University Press, 1994.

HEWA Soma, *Colonialism, Tropical Disease and Imperial Medicine. Rockefeller Philanthropy in Sri Lanka*, University Press of America, 1995.

CUETO Marcos « The Cycles of Eradication : The Rockefeller Foundation and Latin American Public Health, 1918-1940 », in Weindling Paul (ed.), *International Health Organisations and Movements, 1918-1939*, Cambridge, Cambridge University Press, 1995, p. 233.

COLEMAN, Peter, *The Liberal Conspiracy. The Congress for Cultural Freedom and the Struggle for the Mind of Postwar Europe*, New York-London, the free press, 1989.

CRAVER Earlene, « Patronage and directions of Research in Economics : The Rockefeller Foundation in Europe, 1924-1938 », *Minerva*, XXIV, 2-3, 1986, pp. 205-222.

CRAVER Earlene, *The Emigration of Austrian Economists*, Duke University Press, 1986.

CURTI Merle Eugene, *American Philanthropy abroad. A History*, New Brunswick, Transaction Books, 1988 [1963].

DEZALAY Yves et GARTH Bryan, « Droits de l'homme et philanthropie hégémonique », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 121-122, mars 1998, pp. 23-41.

DIEBOLT Evelyne, « La philanthropie féminine américaine face à la guerre. L'exemple du CARD », in : *Des Américaines en Picardie , Au service de la France dévastée 1917-1924*, éd. L'Historial de la Grande Guerre - Conseil général de la Somme , Péronne, 2002, pp. 24-43.

FARLEY John, « The International Health Division of the Rockefeller Foundation : The Russel Years, 1920-1934 », in WEINDLING Paul (ed.), *International Health Organisations and Movements, 1918-1939*, Cambridge University Press, 1995, p. 222-243.

FARLEY John, *To Cast out Disease : A History of the International Health Division of the Rockefeller Foundation*, Oxford, Oxford University Press, 2004.

FISHER Donald, « American Philanthropy and the Social Sciences in Britain, 1919-1939 : the Reproduction of a Conservative Ideology », *The Sociological Review*, 28, 1980.

GEMELLI Giuliana (ed), *Big culture : Intellectual Cooperation in Large-scale Cultural and Technical Systems, an Historical Approach*, proceedings of the international meeting held in Bellagio, « Villa Serbelloni, 7-11 september 1982, Bologna, CLUEB, 1994.

GEMELLI Giuliana (ed), *The Ford Foundation and Europe (1950s-1970s) : Cross-Fertilization in Social Sciences and Management*, Bruxelles, European interuniversity press, 1998.

GEMELLI Giuliana, Picard Jean-François & Schneider William (eds), *Managing Medical Research in Europe : the Role of the Rockefeller Foundation (1920-1930s)*, Bologna, CLUEB, 1999.

GEMELLI Giuliana (ed.), *American Foundations and Large-Scale Research : Construction and Transfert of Knowledge*, Bologna, CLUEB, 2001.

GEMELLI Giuliana (ed.), *The Unacceptables : American Foundations and Refugee Scholars between the two World Wars*, Bruxelles, P. Lang, 2000.

GREMION Pierre, *Le Congrès pour la Liberté de la Culture en Europe, 1950-1967*, CNRS, Centre de sociologie des organisations, 1988.

GREMION Pierre, *Intelligence de l'anticommunisme, le Congrès pour la Liberté de la Culture à Paris*, Paris, Fayard, 1995.

ILCHMAN Warren, KATZ Stanley & QUEEN Edward (ed), *Philanthropy in the World's Traditions*, Bloomington, Indiana University press, 1998.

GILBERT James & KUZNICK Peter J., *Rethinking Cold War Culture*, Washington DC, London, Smithsonian institution press, 2001.

KOHLER Robert, « The Management of Science : The Experience of Warren Weaver and the Rockefeller Foundation Programme in Molecular Biology », *Minerva* XIV-3, autumn 1976, pp. 279-306.

MCCARTHY Katheen (ed), *Philanthropy and Culture. The International Foundation Perspective*, University of Pennsylvania Press, 1984.

PAGE Benjamin B., « The Rockefeller Foundation and Central Europe : A Reconsideration », *Minerva*, XL (3), 2002, pp. 265-287.

PARMAR Inderjeet, « The Carnegie Corporation and the Mobilisation of Opinion in the United States' Rise to Globalism, 1939-1945 », *Minerva*, 37-4, 1999, 355-378.

PARMAR Inderjeet, « Engineering consent : The Carnegie Endowment for International Peace and the Mobilisation of American Public Opinion, 1939-1945 », *Review of international Studies*, 26-1, 2000, pp. 35-48.

PARMAR Inderjeet, « To Relate Knowledge and Action : The Impact of the Rockefeller Foundation on Foreign Policy Thinking during America's Rise to Globalism, 1939-1945 », *Minerva*, XL (3), 2002, p. 235-263.

SCHNEIDER William (ed), *Rockefeller Philanthropy and Modern Biomedicine : International Initiatives from World War I to the Cold War*, Bloomington, Indiana University Press, 2002.

SIEGMUND-SCHULTZE Reinhardt, *Rockefeller and the Internationalization of Mathematics between the two World Wars : Documents and Studies for the Social History of Mathematics in the 20th Century*, Basel ; Boston : Birkäuser, 2001.

SOLORZANO A., « Sowing the seeds of neo-imperialism : The Rockefeller Foundation's Yellow Fever Campaign in Mexico », *International Journal of Health Services*, 22, 1992, 529-554.

VICKERS Elizabeth D., *Elizabeth Crowell : An Evaluation of a European Nursing Experience*, Ph.D. dissertation, The University of West Florida, 1996. [il n'a pas été possible de consulter cette thèse].

WEINDLING Paul, « Public Health and Political Stabilisation: The Rockefeller Foundation in Central and Eastern Europe between the Two World Wars », *Minerva*, XXXI (3), automne 1993, pp. 253-267.

III. Les fondations américaines en France

Médecine et santé publique

BARNES, David, *The Making of a Social Disease : Tuberculosis in XIXth Century France*, Berkeley University Press, 1995.

BERGER Patrice, *La tuberculose à Lyon : des changements dans les pratiques sanitaires* (rapport de recherche pour le comité « politiques sociales du commissariat général au plan), Lyon, Groupement scientifique « pratique, gestion et systèmes de santé », 1985.

BOUCHET Alain, « Histoire de la construction de l'hôpital Edouard Herriot de Lyon », *Histoire des sciences médicales*, XX, 1986, pp. 87-93.

BOURDELAIS Patrice (dir.), *Les Hygiénistes. Enjeux, modèles et pratiques*, Paris, Belin, 2001.

BOURDELAIS Patrice, *Les épidémies terrassées. Une histoire de pays riches*, Paris, La Martinière, 2003.

CHEVANDIER Christian, *Les métiers de l'hôpital*, Paris, La découverte, 2001.

CHEVANDIER Christian, « L'impossible multiplication des niveaux de qualification dans les services de soin, 1920-1990 », in Lequin Yves (dir.), *Frontières et identités professionnelles de la seconde industrialisation*, Lyon, PUL, 1997.

DELAPORTE Sophie, *Les médecins dans la Grande Guerre, 1914-1918*, Paris, Bayard, 2003.

DESSERTINE Dominique & FAURE Olivier, *La lutte contre la tuberculose dans la région lyonnaise (1918-1939), Discours et réalités* (rapport pour le comité politiques sociales du commissariat général au plan), Lyon, Centre Pierre Léon, 1985.

DESSERTINE Dominique & FAURE Olivier, *La maladie entre libéralisme et solidarité*, Paris, Mutualité française, 1994.

DESSERTINE Dominique & FAURE Olivier, *Combattre la tuberculose (1900-1940)*, Lyon, Presses universitaires de Lyon, 1988.

DIEBOLT Evelyne, *Les femmes dans l'action sanitaire, sociale et culturelle, 1901-2001*, Femmes et Associations, 2001.

GARDEN Maurice, *Histoire économique d'une grande entreprise de santé. Le budget des hospices civils de Lyon, 1800-1976*, Lyon, PUL, 1980.

GUILLAUME Pierre, *Du désespoir au salut : les tuberculeux aux XIX^e et XX^e siècles*, Paris, Aubier, 1986.

HATZFELD Henri, *Du paupérisme à la sécurité sociale : essai sur les origines de la sécurité sociale en France, 1850-1940*, Paris, 1971.

HUMBERT Jean (dir.), *Histoire des hôpitaux en France, Toulouse*, Privat, 1982.

JAMOUS Haroun, *Sociologie de la décision. La réforme des études médicales et des structures hospitalières*, Paris, éditions du CNRS, 1969.

KNIBIEHLER Yvone (dir.), *Cornettes et blouses blanches, les infirmières dans la société française, 1880-1980*, Paris, Hachette, 1984.

LEROUX-HUGON Véronique, *Des saintes laïques : les infirmières à l'aube de la III^e République*, Sciences en situation, 1992.

LHEZ Pierrette, *De la robe de bure à la tunique-pantalon*, Paris, InterEditions, 1995.

MITCHELL A., « Obsessive Question and Faint Answers : the french response to Tuberculosis in the Belle Epoque », *Bulletin of the History of Medicine*, 62 (1988), pp. 215-35.

MAILLARD Christian, *Histoire de l'hôpital de 1940 à nos jours*, Paris, Dunod, 1986.

MOULIN Anne-Marie, *L'aventure de la vaccination*, Paris, Fayard, 1996.

MURARD Lion & ZYLBERMANN Patrick, *Sanitas Sanitatum et omnia sanitas, Equipement sanitaire et hygiène sociale*, Paris, CERFI (centre d'études de recherches et de formation institutionnelles), 1980.

MURARD Lion & ZYLBERMANN Patrick, « Les Rockefeller médecine men en France (1917-1923) », in : Cohen Jean-Louis & Damisch Hubert (eds) : *Americanisme et modernité : l'idéal américain dans l'architecture*, Paris, EHESS-Flammarion, 1993, pp. 267-282.

MURARD Lion & ZYLBERMAN Patrick : « La Mission Rockefeller en France et la création du Comité national de défense contre la tuberculose (1917-1923) », *Revue d'Histoire moderne et contemporaine*, 34, avril-juin 1987, pp. 265-281.

MURARD Lion & ZYLBERMAN Patrick : « L'autre guerre (1914-1918) : la santé publique en France sous l'œil de l'Amérique », *Revue Historique*, 560, octobre-décembre 1986, pp. 367-397.

MURARD Lion & ZYLBERMAN Patrick, *L'Hygiène dans la République : la santé publique en France ou l'utopie contrariée, 1870-1918*, Paris, Fayard, 1996.

MURARD Lion & ZYLBERMAN Patrick : « Seeds from french health care : did the Rockefeller foundation plant the seeds between the two world wars ? », *Studies in history and philosophy of biology and biomedical sciences*, 31C :3, 2000, pp. 463-475.

MURARD Lion & ZYLBERMAN Patrick, « Mi ignoré, mi méprisé : le ministère de la Santé Publique, 1920-1945 », *Sève*, 2003/1, n°1.

PINELL Patrice, *Naissance d'un fléau, Histoire de la lutte contre le cancer en France (1890-1940)*, Paris, Métailié, 1992.

ROLLET Catherine, « De la ligue contre la mortalité infantile au comité national de l'enfance : un siècle de promotion de l'enfance en France », *Histoire et sociétés*, 15, 3^e trimestre 2005, pp. 16-30.

ROLLET Catherine, *La politique à l'égard de la petite enfance sous la III^e République*, Paris, PUF, 1990.

ROUSSIN Philippe, « Destouche avant Céline : le taylorisme et le sort de l'utopie hygiéniste (une lecture des écrits médicaux des années vingt) », *Sciences sociales et santé*, VI, 3-4, novembre 1988, pp. 6-48.

ROZARIO Kevin, « 'Delicious Horrors' : mass culture, The Red Cross and the Appeal of Modern American Humanitarianism », *American Quarterly*, september 2003, pp. 417-455.

ROCHAIX Maurice, *L'évolution des questions hospitalières. De la fin de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, Berger-Levrault, 1996.

RODRIGUEZ-OCANA Estaban (ed.), *The politics of the Healthy Life. An international perspective*, European association for the History of medicine and health publications, Sheffield, 2002.

SCHNEIDER William H., *Quality and Quantity, the Quest for Biological Regeneration in Twentieth-Century France*, New York, Cambridge University Press, 1990.

SCHULTHEISS Katrin, *Bodies and Souls : Politics and the Professionaization of Nursing in France (1880-1922)*, Cambridge, Mass., Harvard University Press, 2001.

SMITH Timothy, « The social transformation of Hospitals and the Extension of Medical Insurance in France, 1914-1943 », *The Historical Journal*, 41, 4, december 1998, pp. 1055-1087.

SMITH Timothy B., *Creating the Welfare State in France, 1880-1940*, Montreal & Kingston, London, Ithaca, Mc Gill University Press, 2003.

THEVENIN Etienne, *Jacques Parisot (1882-1967), Un créateur de l'action sanitaire et sociale*, Nancy, Presses Universitaires de Nancy, 2002.

VALAT Bruno, *Histoire de la sécurité sociale (1945-1967). L'Etat, l'institution et la santé*, Paris, Economica, 2001.

WHITESIDE Noel, « Une comparaison des systèmes de protection sociale en Allemagne, en France et en Grande Bretagne », *Histoire et Sociétés, revue européenne d'histoire sociale*, 2è trimestre 2003, pp. 22-40.

WIEVIORKA Annette (dir) *Justin Godart, un homme dans son siècle*, Paris, CNRS éditions, 2004.

Biomédecine

ABIR-AM Pnina, « The Discourse of Physical Power and Biological Knowledge in the 1930's : a Reappraisal of the Rockefeller Foundation's "Policy" in Molecular Biology », *Social Studies of Sciences*, août 1982, pp. 341-382.

ABIR-AM Pnina, « The Assessment of Interdisciplinary Research in the 1930's : The Rockefeller foundation and Physico-chemical Morphology », *Minerva* XXVI-2, Summer 1988, pp. 153-176.

ABIR-AM Pnina, « The Rockefeller Foundation and the Rise of Molecular Biology », *Nature*, janvier 2002, pp. 65-70.

BURIAN R.M., GAYON J., ZALLEN D.T., « The singular Fate of Genetics in the History of French biology, 1940 », in : *Journal of the history of biology*, vol 21, 1988, pp. 357-402.

BURIAN Richard M., « French Contribution to the Research Tools of Molecular Genetics, 1945-1960, in : Fischer J.L. & Schneider W. (eds), *Histoire de la génétique*, Paris, Vrin, 1990.

BURIAN Richard M., « Genetics after World War II : The Laboratories at Gif », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 1990, pp. 1-47.

CHAMAK Brigitte, « Un scientifique pendant l'Occupation : le cas d'Antoine Lacassagne », *Revue d'histoire des sciences*, 57-1, janvier-juin 2004, pp. 101-133.

DEBRE Patrice, *Jacques Monod*, Paris, flammariion, 1996.

DEBRU Claude, GAYON Jean & PICARD Jean-François (dir.), *Les sciences biologiques et médicales en France 1920-1950*, Paris, CNRS éditions, 1994.

DOSSO Diane, *Louis Rapkine et la mobilisation scientifique de la France libre*, thèse de doctorat, université Paris VII (directeur : Dominique Pestre), 1998.

DOSSO Diane, « Les scientifiques français réfugiés en Amérique et la France libre », *Matériaux pour l'histoire de notre temps*, 60, octobre-décembre 2000, pp. 34-40.

DROUARD Alain, *Alexis Carrel (1873-1944) : De la mémoire à l'histoire*, Paris, l'Harmattan, 1995.

GAUDILLIERE Jean-Paul, *Inventer la biomédecine. La France, l'Amérique et la production des savoirs du vivant (1945-1965)*, Paris, La Découverte, 2002.

KRIGE John , *American Hegemony and the Postwar Reconstruction of Science in Europe*, Cambridge, Mass., MIT Press, 2006.

LEVY-ASTRUC Denise, *Histoire officielle et officieuse de l'IBPC, Fondation E. de Rothschild, d'avril 1927 à décembre 1958*, Paris, IBPC, 1971, document ronéotypé, BnF.

MORANGE Michel (dir.), *L'Institut Pasteur. Contributions à son histoire*, Paris, La Découverte, 1991.

MORANGE Michel, « L'institut de biologie physico-chimique, de sa fondation à l'entrée dans l'ère moléculaire », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°7, novembre 2002, pp. 32-41.

MOULIN Anne-Marie, « L'immunologie au CNRS », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 7, 1990, pp. 7-24.

MOULIN Anne-Marie, « L'inconscient pasteurien : l'immunologie de Metchnikoff à Oudin, 1917-1940 », in : Morange Michel (ed), *L'institut Pasteur, contribution à son histoire*, Paris, La Découverte, 1991, pp. 144-164.

MOULIN Anne-Marie, « Patriarchal Science : the Network of the Overseas Pasteur institute », in : Petitjean Patrick, Jami Catherine & Moulin Anne-Marie (eds), *Science and Empire : Historical Studies about Scientific Development and European Expansion*, Dordrecht, London and Boston, Kluwer Academic publishers, 1992, pp. 307-322.

MOULIN Anne-Marie, « The Pasteur Institutes between the two World Wars : the Transformation of the International Sanitary Order », in : Weindling Paul (ed), *International Health Organizations and Movements, 1918-1939*, BY-Cambridge Cambridge University Press, 1995, pp. 244-265.

PICARD Jean-François, « la naissance de la biomédecine, le point de vue d'un historien », *Médecine/sciences*, 12, janvier 1996, pp. 97-101.

PICARD Jean-François, *La fondation Rockefeller et la recherche médicale*, Paris, PUF, 1999.

PICARD Jean-François, « Aux origines de L'INSERM, André Chevallier et l'Institut National d'Hygiène », *Sciences sociales et santé*, mars 2003, pp. 5-26.

SALOMON-BAYET Claire (dir.), *Pasteur et la révolution pastoriennne*, Paris, Payot, 1986.

ZALLEN Doris T., « The Rockefeller Foundation and French Research », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, vol 5, 1990, pp. 35-58.

ZALLEN Doris T., « Louis Rapkine and the Restoration of French Science after the Second World War », *French Historical Studies*, vol 17, n°1, spring 1991, pp. 4-37.

ZALLEN Doris T. & BURIAN Richard M., « On the Beginning of Somatic Cell Hybridization : Boris Ephrussi and Chromosome Transplantation », *Genetics*, 132, September 1992, pp. 1-8.

Physique

BIQUARD Pierre, *Frédéric Joliot-Curie et l'énergie atomique*, Paris, l'Harmattan, 2003.

PESTRE Dominique, *Physique et physiciens en France, 1918-1940*, Paris, Editions des archives contemporaines, 1984.

PINAULT Michel, *Frédéric Joliot-Curie*, Paris, Odile Jacob, 2000.

Sciences sociales : généralités

AYMARD Maurice, In Memoriam Clemens Heller (1917-2002), *Social Science Information*, vol. 42, n°3, 2003, pp. 289-292.

BLANCKAERT Claude (dir.), *Le terrain des sciences humaines (XVIIIe-XXe siècle)*, Paris, L'Harmattan, 1996.

DROUARD Alain, « Réflexions sur une chronologie : Le développement des sciences sociales en France de 1945 à la fin des années soixante », *Revue française de sociologie*, XXIII, 1982, pp. 55-85.

DROUARD Alain, *Une inconnue des sciences sociales, la fondation Alexis Carrel*, Paris, MSH, 1992.

FAYET-SCRIBE Sylvie, *Histoire de la documentation en France. Culture, science et technologie de l'information : 1895-1937*, Paris, CNRS-Éditions, 2000.

HEIDE Lars, « Monitoring people : Dynamics and Hazards of Record management in France, 1935-1944 », *Technology and Culture*, janvier 2004, pp. 80-101.

HEILBRON Johan, LENOIR Rémi et SAPIRO Gisèle (dir.), *Pour une histoire des sciences sociales*, Paris, Fayard, 2004.

LOYER Emmanuelle et CHAUBET François, « L'École libre des Hautes Etudes de New York : exil et résistance intellectuelle (1942-1946) », *Revue Historique*, octobre-décembre 2000, pp. 939-972.

LOYER Emmanuelle, « La débâcle, les universitaires et la Fondation Rockefeller : France-Etats-Unis, 1940-1941 », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, janvier-mars 2001, pp. 138-159.

MAZON Brigitte, *Aux origines de l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales, le rôle du mécénat américain (1920-1960)*, Paris, éditions du Cerf, 1988.

MAZON Brigitte, « La naissance de la VI^e section de l'École Pratique des Hautes Etudes : Genèse d'une institution », *Commentaire*, 22, été 1983, pp. 433-436.

MUCCHIELLI Laurent, *Mythes et histoire des sciences humaines*, La Découverte, Recherches 2004.

REVEL Jacques et WACHTEL Nathan (dir.), *Une école pour les sciences sociales, de la VI^e Section à l'École des Hautes Etudes en Sciences Sociales*, Paris, éditions de l'EHESS-éditions du Cerf, 1996.

ROSENTAL Paul-André, *L'intelligence démographique. Sciences et politiques des populations en France (1930-1960)*, Paris, Odile Jacob, 2003.

Sociologie

BALANDIER Georges, *Gurvitch*, Paris, PUF, 1972.

BAVEREZ Nicolas, *Raymond Aron, un moraliste au temps des idéologies*, Paris, Flammarion, 1993.

BECKER Annette, *Maurice Halbwachs, intellectuel en guerres mondiales 1914-1945*, Paris, Agnès Viénot Editions, 2003.

BESNARD Philippe (dir.), « les durkheimiens », n° spécial de la *Revue française de sociologie*, XX-1, janvier 1979.

BESNARD Philippe (dir.), « sociologies françaises au tournant du siècle », numéro spécial de la *Revue française de sociologie*, XXII-3, juillet 1981.

BESNARD Philippe (dir.), « la sociologie française dans l'entre deux guerres », numéro spécial de la *Revue française de sociologie*, XXVI-2, mars 1985.

BESNARD Philippe (dir.), « Reconstructions de la sociologie française, 1945-1960 », numéro spécial de la *Revue française de sociologie*, juillet-septembre 1991.

CHEVANDIER Christian et Morin gilles (dir.), *Redécouvrir André Philip*, Paris, CHEEF, 2004.

COEURE Sophie, « Les centres de documentation sociale, 1920-1940 », in Pascal Ory (dir.), *Albert Kahn (1860-1940), Réalité d'une utopie*, Boulogne, Musée Albert Kahn, 1995, pp. 201-210.

DUMOULIN Olivier, « Les sciences humaines et la préhistoire du CNRS », *Revue française de sociologie*, XXVI-2, 1985, pp. 353-374.

FARRUGIA Francis, *La reconstruction de la sociologie française (1945-1965)*, Paris, l'Harmattan, 2000, 338 p.

FOURNIER Marcel, *Marcel Mauss*, Paris, Fayard, 1994.

GILLARD L. & ROSIER M., *François Simiand (1873-1935). Sociologie-histoire-économie*, Paris, Edition des archives contemporaines, 1996.

GIRARD A., « In memoriam : Jean Stoezel (1910-1987) », *Revue française de sociologie*, 1987, 28-2, pp. 201-211.

GREMION Pierre & PIOTET Françoise (dir.), *Georges Friedmann, un sociologue dans le siècle (1902-1977)*, Paris, CNRS éditions, 2004.

KARADY Victor, « Durkheim, les sciences sociales, et l'université », *Revue française de sociologie*, XVII, n°2, 1976, pp. 267-311.

« La sociologie du travail aujourd'hui et ses catégories », numéro spécial de la revue *Histoire et sociétés, revue européenne d'histoire sociale*, n°9, janvier 2004, pp. 4-64.

LAUTMAN Jacques & LECUYER Bernard-Pierre (dir.), *Paul Lazarsfeld (1901-1976). La sociologie de Vienne à New York*, Paris-Montréal, L'Harmattan, 1998.

MARCEL Jean-Christophe, « Jean Stoezel élève de Maurice Halbwachs : les origines françaises de la théorie des opinions », *L'Année Sociologique*, 48, 1998 n°2, pp. 319-351.

MARCEL Jean-Christophe, *Le durkheimisme dans l'entre-deux-guerres*, Paris, PUF, 2001.

MARCEL Jean-Christophe, « Georges Gurvitch : les raisons d'un succès », *Cahiers internationaux de sociologie*, 110, 2001, pp. 97-119.

MARCEL Jean-Christophe, « Le premier sondage d'opinion », *Revue d'histoire des sciences Humaines*, 6, 2002, pp. 145-153.

MAZON Brigitte, « La fondation Rockefeller et les sciences sociales en France, 1920-1940 », *Revue française de sociologie*, 29, 2, 1985, pp. 311-342.

MUCCHIELLI Laurent, *La découverte du social. Naissance de la sociologie en France (1870-1914)*, Paris, La découverte, 1998.

POLICAR Alain, « Science et démocratie : Célestin Bouglé et la métaphysique de l'hérédité », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, 61, janvier-mars 1999, pp. 86-101.

Revue française de sociologie, XXVI, 1985, pp 343-352 : extraits du projet de Marcel Mauss présenté à la Fondation Rockefeller en 1931 pour la création d'un institut de sciences sociales.

SAUNIER Pierre-Yves, « Paris in the Springtime : un voyage de science sociales en 1929 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 2004, 11, pp. 127-156.

SAVOYE Antoine, *Les débuts de la sociologie empirique : études socio-historiques, 1830-1930*, Paris, Klincksieck, 1994.

STEINER Philippe, « Maurice Halbwachs : les derniers feux de la sociologie économique durkheimienne », *Revue d'Histoire des Sciences Humaines*, n°1, 1999, p. 145.

TOURAINÉ Alain, « Sur l'organisation des recherches au centre d'études sociologiques », *Recherches sociologiques*, 2-1, 1955, pp. 381-404.

VOGT W. Paul, « Un durkheimien ambivalent : Célestin Bouglé, 1870-1940 », *Revue française de sociologie*, janvier-mars 1979, pp. 123-139.

VATIN François, « Machinisme, marxisme, humanisme : Georges Friedmann avant et après-guerre », *Sociologie du travail*, 46-2, 2004, pp. 205-223.

Economie

ABRAHAM-FROIS Gilbert, « Albert Aftalion et l'analyse des crises », *Revue d'économie politique*, novembre-décembre 1987, pp. 767-778.

ABRAHAM-FROIS Gilbert et LARBRE Françoise, « La diffusion de la Théorie Générale dans le milieu universitaire français : retard ou spécificité », *Revue d'économie politique*, janvier-février 1998, pp. 109-127.

AMOYAL Jacques., « Les origines socialistes et syndicaliste de la planification en France », *Le mouvement social*, avril-juin 1974, pp. 137-169.

ARENA Richard et MARICIC A., « Les réactions françaises à la Théorie Générale (1936-1951) : la recherche d'une dynamique économique », *Cahiers d'économie politique* n°14-15, 1988.

ARENA Richard, « Les économistes français en 1950 », *Revue économique*, septembre 2000, pp. 1007-1035.

BADEL Laurence, « Les acteurs de la diplomatie économique de la France au XX^e siècle : les mutations du corps des attachés commerciaux (1919-1950) », *Relations internationales*, juillet-août 2003, pp. 189-211.

BEAUD Michel et DOSTALER Gilles, *La pensée économique depuis Keynes, Histoire et dictionnaires des principaux auteurs*, Paris, Seuil, 1992.

BELTRAN Alain & ROUSSO Henry (dir.), *De Monnet à Massé, enjeux politiques et objectifs économiques dans le cadre des quatre premiers plans (1946-1965)*, Paris, 1986.

BERAUD Alain et FACCARELLO Gilbert (dir.), *Nouvelle histoire de la pensée économique*, Paris, La découverte, 1992 (vol 1) et 2000 (vol 2).

BERGOUNIOUX Alain, « Le socialisme français face à la crise des années trente », *Commentaire*, été 1985.

BIARD Jean-François, *Le socialisme devant ses choix. La naissance de l'idée de plan*, Paris, Publications de la sorbonne, 1985.

BLANCHETON Bertrand, « Albert Aftalion, précurseur de la théorie moderne du change », *Revue d'économie politique*, septembre-octobre 1998, pp. 711-728.

BO BRAMSEN Michèle, *Contribution à une biographie intellectuelle d'Elie Halévy*, thèse de doctorat de l'Institut d'Etudes Politiques de Paris, 1971.

BO BRAMSEN Michèle, *Portrait d'Elie Halévy*, Amsterdam, B.R. Grüner, 1978

BOYER Robert, « The Influence of Keynes on French Economic Policy : past and present », *CEPREMAP*, n° 8404, août 1983.

BOYER Robert, « Les modèles macroéconomiques globaux et la comptabilité nationale (1950-1980) », in Affichard Joëlle (dir.), *Pour une histoire de la statistique*, Paris, Economica/INSEE, 1987, t.2, pp. 635-659.

BUNGENER Martine et JOËL Marie-Eve, « L'essor de l'économétrie au CNRS », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, 4, 1989, pp. 45-78.

BOCAGE Ducarmel, *The General Economic Theory of François Perroux*, Lanham, Maryland, University press of America, 1985.

BOLTANSKI Luc, « America, America... Le plan marshall et l'importation du management », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, 38, 1981, pp. 19-41.

CARRE DE MALBERG Nathalie, « Le recrutement des inspecteurs des finances de 1892 à 1946 », *Vingtième Siècle. Revue d'histoire*, octobre 1985, pp. 67-91.

CESARI Laurent, « Une alternative à la planification : la libéralisation des échanges extérieurs, de Franklin Roosevelt à Eisenhower », *Histoire, Economie et Société*, janvier-mars 2003, pp. 23-40.

CHARLE Christophe, « Naissance d'un grand corps. L'inspection des finances à la fin du XIX^e siècle », *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, avril 1982, pp. 3-18.

CHARLE Christophe, « Pour une histoire sociale des professions juridiques à l'époque contemporaine », Note pour une recherche, *Actes de la Recherche en Sciences Sociales*, mars 1989, pp. 117-119.

CHATRIOT Alain, *La démocratie sociale à la française. L'expérience du conseil national économique*, Paris, La Découverte, 2002.

COATS Alfred William (dir.), *The post-1945 Internationalization of Economics*, Durham, Duke University Press, 1997.

COATS Alfred William, (dir.), *Economists in Government: an International Comparative Perspective*, Durham, Duke University press, 1997.

COATS Alfred William, *The development of Economics in Western Europe since 1945*, London, Routledge, 2000.

COATS Alfred William & COLANDER David (dir.), *The Spread of Economic Ideas*, Cambridge, New York, Cambridge University press, 1989.

COHEN Antonin, « 'Vers la révolution communautaire'. Rencontres de la troisième voie au temps de l'Ordre Nouveau », *Revue d'Histoire Moderne et Contemporaine*, 51-2, avril-juin 2004, pp. 141-161.

DARD Olivier, « Economie et économistes des années trente aux années cinquante : un tournant keynésien », *Historiens & Géographes*, n 361, mars-avril 1998, pp. 173-195.

DARD Olivier, *Jean Coutrot, De l'ingénieur au prophète*, Besançon, Presses universitaires franc-comtoises, 1999.

DARD Olivier, *Le rendez vous manqué des relèves des années 30*, Paris, PUF, 2002.

Hommage à François Perroux, Grenoble, Presses universitaires de Grenoble, 1978.

DENOËL François (dir.), *François Perroux*, Lausanne, l'âge d'homme, 1990.

DENORD François, « Aux origines du néolibéralisme en France. Louis Rougier et le colloque Walter Lippmann de 1938 », *Le mouvement social*, avril-juin 2001, pp. 9-34.

DESROSIERES Alain, *La politique des grands nombres. Histoire de la raison statistique*, Paris, La Découverte, 1993.

DOCKES B., FROBERT L., KLOTZ G., POTIER J.P. & TIRAN A. (dir.), *Les traditions économiques françaises, 1848-1939*, Paris, éditions du CNRS, 2000.

DUMOULIN Olivier, « Aux origines de l'histoire des prix », *Annales. Histoire sciences sociales*, 45-2, 1990, pp. 507-522.

ECOLE LIBRE DES SCIENCES POLITIQUES, *Elie Halévy, 6 septembre 1870-21 août 1937*, Paris, Brodard et Taupin, 1938.

« Economie et économistes », numéro spécial des Actes de la recherches en sciences sociales, septembre 1997.

ETNER François, *Histoire du calcul économique en France*, Paris, Economica, 1987.

ETNER François, *Histoire de la pensée économique*, Paris, Economica, 2000.

FAVRE Pierre, « Les sciences de l'Etat entre déterminisme et libéralisme. Emile boutmy et la création de l'Ecole libre des sciences politiques », *Revue française de sociologie*, juillet-septembre 1981, pp. 429-462.

FONTANON Claudine et GRELON André (dir.), *Les professeurs du Conservatoire National des Arts et Métiers*, Paris, INRP/CNAM, 1994, 2 volumes.

FROBERT Ludovic, « Une intuition du déséquilibre en France dans les années vingt : le programme de F. Simiand », *Revue d'Economie Politique*, juillet-août 1992, pp. 593-622.

FROBERT Ludovic, *Le travail de François Simiand*, Paris, Economica, 2000, 217p.

FROBERT Ludovic, *Elie Halévy, République et économie*, Villeneuve d'Ascq, Presses universitaires du Septentrion, 2003.

GEMELLI Giuliana, « Les écoles de gestion en France et les fondations américaines (1930) : un modèle d'appropriation créative et ses tournants historiques », *Entreprises et histoire*, 14-15, 1997, pp 11-28.

GRENIER Jean-Yves & LEPETIT Bernard, « L'expérience historique. A propos de C.E Labrousse », *Annales ESC*, 44-6, 1989, pp. 1337-1360.

GRUSON Claude, *Origines et espoirs de la planification française*, Paris, dunod, 1968.

GUESNERIE Roger, « L'économie, discipline autonome au sein des sciences sociales ? » *Revue économique*, septembre 2001, pp. 1055-1063.

GUITTON Henri, « L'accueil fait par les français à la pensée keynésienne », *Cahiers d'économie politique*, n°14-15, Paris, l'Harmattan, 1988.

KIEFFER-DUPONT Ariane, « Deux approches de l'économie quantitative dans l'entre deux guerres : l'économétrie de Ragnar Frisch face à l'empirisme de Wesley Clair-Mitchell », *Revue économique*, mai 2001, pp. 605-616.

KOCHER-MARBOEUF Eric, *Le Patricien et le Général. Jean-Marcel Jeanneney et Charles de Gaulle, 1958-1969*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2 volumes, 2003.

KOLM Serge Christophe, « L'âge de Keynes aux États-Unis et sa fin dans le monde », *Annales ESC*, 30-6, 1975, pp. 1263-1276.

« La France de l'entre deux guerres », numéro spécial de la *Revue économique*, n°4, juillet 1980.

LAUGERO Audrey, « François Perroux, un économiste à la croisée des chemins », Mémoire de DEA de philosophie économique, Université de Provence, octobre 2003 [en ligne], Réseau Atelier de Recherches Théoriques François Perroux <http://www.univ-mlv.fr/artfperroux/infos3.php>

LE GALL Philippe, *Histoire de l'économétrie (1914-1944). L'érosion du déterminisme*, thèse de doctorat (ss. Dir. Jérôme Lallement), Université de Paris I, 1994.

LE VAN-LEMESLE Lucette, « La promotion de l'économie politique en France jusqu'à son institutionnalisation dans les facultés, 1815-1881 », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, avril-juin 1980.

LE VAN-LEMESLE Lucette, « L'économie politique à la conquête d'une légitimité (1896-1937) », *Actes de la recherches en sciences sociales*, juin 1983, pp. 113-118.

LE VAN-LEMESLE Lucette, « La perception de l'innovation chez les économistes français », *Revue historique*, 271-2, 1984, pp. 369-376.

LE VAN-LEMESLE Lucette, *Le Juste ou le Riche. L'enseignement de l'économie politique, 1815-1950*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2004.

LEFRANC Georges, *Essais sur les problèmes sociaux et syndicaux*, Paris, Payot, 1970 [contient un témoignage sur l'histoire du groupe Révolution constructive].

MALINVAUD Edmond, « Recherche et enseignement supérieur. Les défis de la discipline économique », *Revue économique*, septembre 2001, pp. 1043-1053 [contient un témoignage sur l'état de la discipline en 1950].

MARCO Luc (dir.), *Les revues d'économie en France (1751-1994)*, Paris, l'harmattan, 1996.

MARECHAL J.-P., « L'héritage négligé de François Perroux », *L'économie politique*, n°20, 4e trimestre 2003.

MARGAIRAZ Michel (dir.), *Pierre Mendès-France et l'économie : pensée et action*, Paris, Odile Jacob, 1989.

MARGAIRAZ Michel, *L'Etat, les finances et l'économie, histoire d'une conversion, 1932-1952*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière, 1991.

MARCZEWSKI Jean, *Comptabilité nationale*, Paris, Dalloz, 1965.

MARJOLIN Robert, « Les années 1930 », *Commentaire*, février 1985, pp. 19-22.

MARJOLIN Robert, *Le travail d'une vie*, Paris, Robert Laffont, 1986.

MINOT Bernard, « La chute du premier gouvernement Blum, et l'action des commissions des finances, 1936-1937 », *Revue d'économie politique*, n°1, 1982, pp. 35-51.

MOUTET aimée, *Les logiques de l'entreprise, la rationalisation dans l'économie française de l'entre-deux-guerres*, Paris, Editions de la MSH, 1993.

MÜLLER Bertrand, « Problèmes contemporains et hommes d'action à l'origine des Annales. Une correspondance entre Lucien Febvre et Albert Thomas (1928-1930) », *Vingtième siècle. Revue d'histoire*, juillet-septembre 1992, p. 78.

NADAUD Eric, « Les socialistes de la SFIO et l'idée de plan dans les années 1930 : le cas de Jean Zyromsky et de la tendance 'Bataille socialiste' », *Revue d'histoire moderne et contemporaine*, janvier-mars 1996, pp. 5-34.

PAJON A., *Les sociologues français de l'entre-deux-guerres et la tentation du politique*, thèse de doctorat, Institut d'Etudes Politiques, 1997.

PELLETIER Denis, '*Economie et humanisme*'. *De l'utopie communautaire au combat pour le tiers monde (1941-1966)*, Paris, Le Cerf, 1996.

PERROUX François, *Les pérégrinations d'un économiste, Economie appliquée*, col 15, 1987, pp. 197-212.

QUENNOUËLLE-CORRE Laure, *La direction du Trésor, 1947-1967. L'État-banquier et la croissance*, Préface de Patrick Fridenson, Paris, CHEEF, 2000.

RENOUVIN Pierre et REMOND René (dir), *Léon Blum, chef de gouvernement*, Paris, Presses de la FNSP, 1981 (2^e édition).

RIST Charles, *Une saison gâtée*, Paris, Fayard, 1983 (texte présenté et annoté par Jean-Noël Jeanneney).

ROSANVALLON Pierre, « The development of keynesianism in France », in Hall P.A., *The political power of economic ideas ; keynesianism accross nations*, Princeton University Press, 1989.

SALAI Robert, BAVEREZ Nicolas et REYNAUD Bénédicte, *L'invention du chômage : histoire et transformation d'une catégorie en France des années 1890 aux années 1980*, Paris, PUF, 1986.

SAUVY Alfred, *Historique de la comptabilité nationale*, Economie et statistiques, 1970, n°15.

SAUVY Alfred, « Les organisations internationales de comptabilité économique », *Economie et statistique*, 1970, n° 17.

SAUVY Alfred, *De Paul Reynaud à Charles de Gaulle*, Paris, Casterman, 1972.

TERRAY Aude, *Des francs-tireurs aux experts. L'organisation de la prévision économique au ministère des finances (1948-1968)*, Paris, Comité pour l'histoire économique et financière de la France, 2002.

TOUCHELAY Béatrice, *L'INSEE des origines à 1961, évolution et relation avec la réalité économique, politique et sociale*, thèse de doctorat d'histoire, université Paris XII, 1993.

TOUCHELAY Béatrice, « L'INSEE et le CNPF : l'histoire d'une alliance modernisatrice », *Le mouvement social*, avril-juin 2000, pp. 25-48.

URI Pierre, « François Perroux », *Revue économique*, 1987, vol. 38, n° 5, septembre 1987, pp. 1-12.

URI Pierre, *Penser pour l'action. Un fondateur pour l'Europe*, Paris, Odile Jacob, 1991.

VANOLI André, *Une histoire de la comptabilité nationale*, Paris, La découverte, 2002.

VOLLE Michel, *Histoire de la statistique industrielle*, Paris, Economica, 1982.

WEILLER Jean, « François Perroux, un grand contestataire », *Revue française d'économie*, 1989, vol. 4, n° 2, pp. 27-41.

Ethnologie

AVEZ Renaud, *L'institut français de Damas au palais Azem (1922-1946)*, Damas, 1993.

JAMIN Jean, « Objets trouvés des paradis perdus, à propos de la mission Dakar-Djibouti », Jacques Hainard et Roland Kaehr (ed), *Collections passions*, Neufchatel, Musée d'ethnographie, 1982.

SIBEUD Emmanuelle, *Une science impériale pour l'Afrique ? La construction des savoirs africanistes en France, 1878-1930*, Paris, éditions de la MSH, 2002.

Géographie

BARTHELEMY Tiphaine et WEBER Florence (eds), *Les campagnes à livre ouvert, Regards sur la France rurale des années 30*, Paris, Presses de l'ENS/ éditions de l'EHESS, 1989.

Histoire

CHARTIER Roger et REVEL Jacques, « Lucien Febvre et les sciences sociales », *Historiens géographes*, février 1979, pp. 427-442.

BRAUDEL Fernand, « Histoire et sciences sociales, la longue durée », *Annales ESC*, 1958, n°4, pp. 725-753.

BURGUIERE André, « Histoire d'une histoire : la naissance des Annales », *Annales ESC*, 1979, n°6, pp. 1344-1359.

BURGUIERE André, *L'école des Annales. Une histoire intellectuelle*, Paris, Odile Jacob, 2006.

DELACROIX Christian, DOSSE François, GARCIA Patrick, *Histoire & Historiens en France depuis 1945*, Paris, Association pour la diffusion de la pensée française, 2003.

DUMOULIN Olivier, *Profession : historiens, 1919-1939*, thèse de doctorat, EHESS, 1983.

GEMELLI Giuliana, *Fernand Braudel*, Paris, Odile Jacob, 1995 (traduit de l'italien).

MUCCHIELLI Laurent, « Aux origines de la nouvelle histoire en France : l'évolution intellectuelle et la formation du champ des sciences sociales (1880-1930) », *Revue de synthèse*, 116-1, janvier-mars 1995, pp. 55-98.

NOVELLA BORGHETTI Maria, « L'histoire à l'épreuve de l'expérience statistique : l'histoire économique et le tournant des années 1930 », *Revue d'histoire des sciences humaines*, 6, 2002, pp. 15-38.

NOVELLA BORGHETTI Maria, *L'oeuvre d'Ernest Labrousse. Genèse d'un modèle d'histoire économique*, Paris, EHESS, Recherches d'histoire et de sciences sociales, 2005.

PLUET-DESPATIN Jacqueline et CANDAR Gilles (dir.), *Lucien Febvre et l'Encyclopédie française, Cahiers Jaurès*, n°163-164, janvier-juin 2002.

POMIAN Kryszttof, « L'heure des Annales », in Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire, II-La Nation-2*, Paris, Gallimard, pp. 377-429.

REVEL Jacques, « Histoire et sciences sociales : les paradigmes des Annales », *Annales ESC*, 1979, n°6, pp. 1360-1376.

Politique scientifique

BERTRAMS Kenneth, « Le Fonds National de la recherche scientifique en Belgique », *La revue pour l'histoire du CNRS*, n°16, printemps 2007, pp. 36-39.

BONNEUIL Christophe, *Des savants pour l'empire. La structuration des recherches scientifiques au temps de la 'mise en valeur des colonies françaises', 1917-1945*, Paris, éditions de l'ORSTOM, 1991.

Cahiers pour l'histoire du CNRS (10 vol.), Paris, Editions du CNRS, 1988-1991.

CHATRIOT Alain & DUCLERT Vincent, *Le gouvernement de la recherche : histoire d'un engagement politique, De Pierre Mendès France à Charles de Gaulle (1953-1969)*, Paris, La Découverte, 2006.

CREMIEUX-BRILHAC Jean-Louis et PICARD Jean-François (dir.), *Henri Laugier en son siècle*, Paris, CNRS éditions, 1995.

DUCLERT Vincent, « Le colloque de Caen. La IV^e République et la mobilisation scientifique », *Historiens-Géographes*, août 1998, pp. 337-357.

DURAND Virginie et NICAUD Catherine, *Histoire documentaire du CNRS (vol. I et II)*, éditions du CNRS, 2005 et 2006.

FONTANON Claudine et FRANK Robert (dir.), *Paul Painlevé, Un savant en politique (1863-1933)*, Rennes, PUR, 2005.

ORY Pascal, *La belle illusion. Culture et politique sous le signe du Front populaire*, Paris, Plon, 1994.

PAUL Harry W., *From Knowledge to Power. The Rise of the Science Empire in France, 1860-1939*, Cambridge/London/New York/New Rochelle/Melbourne/Sidney, Cambridge University Press, 1985.

PESTRE Dominique & KRIGE John (dir.), *Science in the Twentieth Century*, Amsterdam, Harwood academic publisher, 1997.

PESTRE Dominique & DAHAN Amy (dir.), *Les sciences pour la guerre (1940-1960)*, Paris, Editions de l'EHESS, 2004.

PICARD Jean-François & PRADOURA Elisabeth, « La longue marche vers le CNRS (1901-1945) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n°1, Paris, CNRS, 1988, p. 14).

PICARD Jean-François, *La république des savants : la recherche française et le CNRS*, Paris, Flammarion, 1990.

PICARD Jean-François, « La création du CNRS », *Revue pour l'histoire du CNRS*, n°1, 1999, pp. 50-66.

PINAULT Michel, *La science au parlement. Les débuts d'une politique des recherches scientifiques en France*, Paris, CNRS éditions, 2006.

PROST Antoine, « Les origines de la politique de la recherche en France (1938-1958) », *Cahiers pour l'histoire du CNRS*, n°1.

BORDRY Monique & RADVANYI Pierre (dir.), *Œuvre et engagement de Frédéric Joliot-Curie*, Paris, EDP Sciences, 2001.

Université

BINET Léon et VALERY-RADOT Pierre, *La faculté de médecine de Paris. Cinq siècle d'art et d'histoire*, Paris, Masson, 1952.

CHARLE Christophe et FERRE Régine (éds), *Le personnel de l'enseignement supérieur en France au XIX^e et XX^e siècle*, Paris, ed du CNRS, 1985.

CHARLE Christophe et FERRE Régine (éds), *Les professeurs de la faculté des lettres de Paris, 1901-1939*, Paris, éd du CNRS, 2 vol., 1985-1986 (179 et 215 p.), 270 p.

CHARLE Christophe et FERRE Régine (éds), *Les élites de la république*, Paris, Fayard, 1987.

CHARLE Christophe, *La République des universitaires*, Paris, Le Seuil, 1994.

CHARLE Christophe & TELKES Eva, *Les professeurs du Collège de France. Dictionnaire biographique, 1901-1939*, Paris, Editions du CNRS, 1988.

CHARLE Christophe & TELKES Eva, *Les professeurs de la faculté des sciences de Paris, 1901-1939*, Paris, éd du CNRS, 1989, 270 p.

CRAWFORD Elisabeth & OLFF-NATHAN Josiane, *La science sous influence. L'université de Strasbourg, enjeu des conflits franco-allemands, 1872-1945*, Strasbourg, La nuée bleue, 2005.

DEVEZE Michel, *Histoire contemporaine de l'université*, Paris, SEDES, 1976.

GARCIA Patrick et Leduc Jean, *L'enseignement en France de l'Ancien Régime à nos jours*, Paris, A.Colin, 2003.

NYE Marie-Jo, « The scientific periphery in France : The faculty of Science at Toulouse (1880-1930) », *Minerva* XIII-3, Autumn 1975, pp. 374-403.

PINELL Patrice, « Champ médical et processus de spécialisation », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 156-157, mars 2005, pp. 4-36.

SIRINELLI Jean-François, *Génération intellectuelle. Khâgneux et normaliens dans l'entre-deux-guerres*, Paris, PUF, collection Quadrige, 1994 [1988].

VERGER Jacques (dir.), *Histoire des universités en France*, Toulouse, Privat, 1986.

WEISZ George, *The Emergence of Modern Universities in France, 1863-1914*, Princeton university press, 1983.

WEISZ George, « L'idéologie républicaine et les sciences sociales ; les durkheimiens et la chaire d'histoire économique et sociale à la Sorbonne », *Revue française de sociologie*, XX-1, 1979, pp. 83-112.

WEISZ George, « The French Universities and Education for the New Professions, 1885-1914, An Episode in French University Reform », *Minerva* XVII-1, spring 1979, pp. 98-128.

WEISZ George, *The Medical Mandarins : The French Academy of Medecine in the Nineteenth and early Twentieth Centuries*, New York, Oxford University Press, 1995.

WEISZ George, « Les transformations de l'élite médicale en France », *Actes de la recherche en sciences sociales*, 74, septembre 1988, pp. 33-46.

WEISZ George, *The organization of science and technology in France, 1808-1914*, Cambridge University Press-Editions de la maison des sciences de l'homme, 1980.

Index

- ACHER, Roger : 187, 246
 ADDAMS, Jane : 16
 AFTALION, Albert : 199
 ALLAIS, Maurice : 208
 ALLOITEAU, Jean-Jacques : 184
 ANCEL, Jacques : 141
 ANCEL, Marc : 152
 APPELL, Paul : 107, 115
 ARISTOTE : 169
 ARON, Raymond : 153, 230, 241
 AUBLANT (docteur) : 78
 AUBRUN, Charles : 232
 AUGER, Pierre : 167, 174, 185, 217, 220
 BACLESSE, François : 135
 BACON, Francis : 65
 BAICHERE, Pierre : 201
 BALANDIER, Georges : 233, 240
 BALAZS, Etienne : 233
 BARNARD, Chester : 180
 BARRE, Raymond : 206-207
 BARRES, Maurice : 114-115, 140, 142
 BATAILLON, Marcel : 232, 236
 BATAILLON, Robert : 79
 BAUDELAIRE, Charles : 6
 BAUER, Georgette : 55, 81, 82
 BEADLE, George : 130, 132
 BELLEMAIN (architecte) : 100, 102
 BENOIT, Jacques : 110, 129, 189
 BENVENISTE, Emile : 232
 BERGER, Gaston : 211-212, 230, 236-238, 247
 BERNARD, Claude : 92, 93
 BERNARD, Léon : 50, 67-68, 77, 97-98, 104-106, 108
 BERQUE, Jacques : 233, 240
 BERR, Henri : 170
 BERTILLON, Jacques : 73
 BERTRAND, Ivan : 133-134
 BETTELHEIM, Charles : 220, 234
 BEUVE-MERY, Hubert : 163-164
 BIGGS, Hermann : 44, 46-47, 49, 54
 BILLOUX, François : 175
 BLOCH, Marc : 218-219
 BLUM, Léon : 157-159, 161, 202, 235
 BOHR, Niels : 136-137
 BONNET, Henri : 202, 212
 BOREL, Emile : 109, 113, 118, 122-124, 137, 147
 BOUCHEMAN, Albert de : 160
 BOUGLE, Célestin : 146-150, 152-153, 155, 202, 217, 222
 BOUIN, Pol : 98, 125, 128
 BOURDIEU, Pierre : 241
 BOURDON, Léon : 232
 BOURGEOIS, Léon : 45, 48, 50-53, 67
 BOURGUIGNON, Georges : 134
 BOURGUIN (docteur) : 70, 84
 BRAUDEL, Fernand : 171, 216, 219-220, 222-224, 231-240, 242-243, 313
 BRUMPT, Emile : 94, 108, 125-126, 177
 BRUNO, Alexandre : 50, 58-59, 61, 67
 BUCHANAN, Norman : 200-201, 204-205, 221, 239
 BUFFALO BILL : 59
 BUFFON, Georges-Louis Leclerc, comte de : 6
 BUGNARD, Louis-Camille : 172, 185
 BUSSARD, Alain : 187-188
 CAIN, Julien : 240
 CALMETTE, Albert : 45-46, 50, 52, 61, 67, 77, 104, 122
 CAMBIEN, Stéphane : 211
 CAPITANT, René : 162
 CARNEGIE, Andrew : 2, 11, 14, 24-26, 126, 311
 CARREL, Alexis : 30, 42-43, 46, 94, 168, 170-171, 175, 199, 312
 CARRERE D'ENCAUSSE, Hélène : 231
 CATEL, Jean : 231
 CAVAILLON, Jacques-André : 68-70, 72-73, 76, 86
 CAVALIER, Jacques : 99-101, 118, 123, 125, 147
 CHAMBERLIN, Edward : 200
 CHAMBRE, Henri : 233, 234
 CHANY, Charles : 187
 CHAPSAL, Jacques : 227, 229-232, 236
 CHAPTAL, Léonie : 52, 55-57, 80
 CHARCOT, Jean-Martin : 133

- CHARLETY, Sébastien : 96-97, 108-109,
 118, 123, 136, 145-150, 152, 165,
 202, 217, 247
 CHAUNU, Pierre : 224
 CHESNEAUX, Jean : 233-234
 CHEVALLIER, André : 168, 185
 CHURCHILL, Winston : 179
 CLAUSER, Hubert : 186
 CLOSON, Francis-Louis : 208-209
 COMTE, Auguste : 20-21, 65
 COOPMANS, Fred : 200
 COPELAND, Morris : 200
 COTY, René : 212
 COURRIER, Robert : 177-178, 184
 COURSAGET, Jean : 185
 COURTHIAL, Yvonne : 82
 COUTARD, Henri : 135
 COX, Eugene : 183
 CRANE, Robert : 217-219, 222
 CROWELL, Elisabeth : 54-57, 66-67, 78,
 80, 82-83, 98-99
 CROZIER, Michel : 242
 CURIE, Marie : 126-127, 136
 CUSHING, Harvey : 133
 D'ARMS, Edward F. : 182, 233-235,
 238
 DAKIN, Henry : 43
 DALADIER, Edouard : 105
 DANIEL, Jean : 244
 DARWIN, Charles : 10, 18, 198
 DAUDET, Claudia : 81
 DAVID, Donald K. : 211
 DE GAULLE, Charles : 174-175, 179,
 189, 205, 207, 209, 236
 DEBRE, Robert : 90, 105, 110, 130, 175,
 178, 184
 DEBREU, Gérard : 208
 DEHELLY, G. : 43, 94
 DELAGRANGE, Juliette : 80, 82, 87
 DELAUNAY, Albert-Félicien : 187
 DELBRÜCK, MAX : 130, 178
 DEMANGEON, Albert : 150, 202
 DENNERY, Etienne : 217, 228
 DEPIERRE, Germaine : 187
 DERRIEN, Yves : 186
 DERVICHIAN, dikran : 187,190
 DESNUELLE, Pierre : 186, 190
 DESTOUCHE, Louis-Ferdinand, dit
 Céline : 59
 DEUTSCH DE LA MEURTHER, Emile : 41
 DEUTSCH DE LA MEURTHER, Henri : 41
 DEVEREUX, Georges : 154
 DEVINAT, Paul : 209
 DIKE, Murray : 40
 DIVISIA, François : 207
 DORIOT, Georges-Frédéric : 210, 212
 DOUBLET, Jacques : 163
 DOUMIC, Alice Mary : 184
 DUBERT, Jean-Marie : 187
 DUFFIELD, Thomas : 66, 97
 DULLES, John Foster : 179-180, 182,
 196
 DUMONT, Louis : 233
 DUPOUY, Gaston : 183
 DURAFOUR, Antoine : 105
 DURKHEIM, Emile : 143, 155, 222
 DUROSELLE, Jean-Baptiste : 229-230,
 232
 DUVERGER, Maurice : 230
 EDISON, Thomas : 15
 EISENHOWER, Dwight : 180, 212
 ELISSEEF, Vadime : 233
 EMBREE, Edwin : 64-65, 91, 97-98, 101-
 102
 EPHRUSSI, Boris : 129, 131-132, 167,
 174-175, 177, 178, 184-185, 190
 FALLIERES, Armand : 2
 FARRAND, Livingstone : 47
 FAURE-FREMIET, Emmanuel : 131-132
 FEBVRE, Lucien : 150, 205, 218-222,
 224-225, 228, 233-234
 FESSARD, Alfred : 134-135, 137, 177-
 178, 184
 FILENE, Edward : 15
 FLEXNER, Abraham : 29, 30, 32, 90, 95,
 96, 103
 FOLKS, Homer : 47
 FORD, Henry : 194
 FORD, Henri II : 194
 FOSDICK, Raymond B. : 169, 173, 180,
 193, 204
 FOUCHET, christian : 242
 FRANCASTEL, Pierre : 220
 FRANKLIN, Benjamin : 23
 FRIEDMAN, Milton : 200
 FRIEDMANN, Georges : 153, 220, 223,
 234
 FROMAGEOT, Claude : 128-129, 175-
 177, 184, 186, 246
 GAITHER, Rowan : 194, 211

- GATES, Bill : 2, 7
 GATES, Frederick T. : 26, 29, 34, 37
 GATES, Melinda : 2, 7
 GAUDILLIERE, Jean-Paul : 188
 GERNET, Jacques : 233
 GIDEL, Camille : 141
 GIDEL, Gilbert : 202
 GIDDINS, Franklin H. : 20, 31
 GILLET, Edmond : 102
 GILLET, Joseph : 46
 GIRARDET, Raoul : 230
 GIRAUD, Marcel : 232
 GISCARD D'ESTAING, Edmond : 212
 GODART, Justin : 43, 46, 51, 68, 69, 105, 247
 GONCOURT, Jules de : 6
 GONCOURT, Edmond de : 6
 GORGAS, William C. : 36, 37
 GOSSET, Antonin : 133
 GOTTMANN, Jean : 203, 232
 GOULD, Jay : 15
 GRABAR, Pierre : 128, 177, 186-187, 190
 GREENE, Roger : 38
 GREGG, Alan : 18, 91-92, 98, 101-102, 108-109, 133
 GRIAULE, Marcel : 154
 GRICOUROFF, Georges : 135
 GROS, François : 187-188, 190
 GROSSER, Alfred : 230-231
 GRUSON, Claude : 200
 GUERIN, Camille : 46
 GUILBAUD, Georges : 200
 GUILLAIN, Georges : 133
 GUNN, Selskar : 47, 54, 59, 68, 72, 78-79, 91, 104-105, 107-109, 144, 145
 GURVITCH, Georges : 220, 223
 HALBWACHS, Maurice : 155, 222
 HAMILTON, Anna : 52, 54
 HASSNER, Pierre : 231
 HAY, John : 5
 HELLER, Clemens : 221, 232-234, 239, 240
 HENRY-GREARD, René : 229
 HERRIOT, Edouard : 51, 99, 101-102, 110, 118
 HISS, Alger : 183
 HITLER, Adolf : 114, 163
 HOFFMANN, Paul G. : 195
 HONNORAT, André : 45, 50-51, 67-77, 117, 123, 140-141, 175, 227
 HOOVER, Herbert : 40
 HUBER, Michel : 75, 76
 ISAMBERT-JAMATI, viviane : 223
 JACOB, François : 189
 MILLER, JAMES Alexander : 47
 JEANNENEY, Jean-Marcel : 198, 204-207, 217, 222
 JEANNENEY, Jules : 175
 JEZE, Gaston : 141
 JOANNIS, Jeanne de : 80
 JOLIOT-CURIE, Frédéric : 136-137, 176-178, 181, 183
 JOLIOT-CURIE, Irène : 121, 178
 JOXE, Louis : 202, 217
 JUTISZ, Marian : 186
 KAHN, Albert : 117, 150
 KANAPA, Jean : 222
 KENNEDY, John Fitzgerald : 180
 KEYNES, John Maynard : 199
 KIRRMANN, Albert : 131
 KISSINGER, Henry : 244
 KITTREDGE, Tracy B. : 144, 148, 149, 150, 152, 165
 KLEIN, Marc : 178
 KOCH, Robert : 45
 KOYRE, Alexandre : 220
 KUZNETS, Simon : 199-200
 L'HERITIER, Philippe Laurent : 132
 LABOURET, Henri : 162
 LABROUSSE, Ernest : 220, 223-224
 LACASSAGNE, Antoine : 135-137, 175, 177
 LANDRY, Adolphe : 150
 LAPIE, Paul : 107, 117, 123
 LATARJET, Raymond : 190
 LAUFENBURGER, Henry : 163, 204
 LAUGIER, Henri : 121, 127, 134, 167, 175
 LAVAILL, Henri : 208
 LAVEDAN, Jacques : 135
 LAWRENCE, Ernest Orlando : 137
 LE BRAS, Gabriel : 155, 220, 236
 LE CŒUR, Charles : 154, 160
 LE FUR, Louis : 141
 LEBLOND, Charles-Philippe : 136, 167, 174-175
 LEBRETON, Maurice : 231
 LEBRUN, Albert : 89

- LECLAINCHE, Xavier : 70, 72-73, 76
 LEPINE, Jean : 98-103, 110-111
 LEQUEUX, Jeanne : 80
 LESSEPS, Ferdinand de : 35
 LETORT, Robert : 168, 175
 LETULLE, Maurice : 46, 50
 LEVI-STRAUSS, Claude : 167, 174, 220, 240
 LEVY, Roger : 229
 LEVY-BRÜHL, Henri : 220
 Levy-Brül, Lucien : 150
 LEVY-ULLMANN, Henri-Léon : 149
 LINDSTRÖM, Ernest W. : 132
 LINGELBACH, William : 142-143, 147
 LOMBARD, Maurice : 220
 LONG, John D. : 36
 LONGCHAMBON, Henri : 236
 LWOFF, André : 175, 178, 184, 189, 190
 LYAUTEY, HUBERT : 160
 MACCARTHY, Joseph Raymond : 183
 MACHEBOEUF, Michel : 187
 MAHAN, Alfred Thayer : 36
 MAILLET, P. : 207
 MAKINSKY, Alexander : 167, 175, 179, 217
 MALINVAUD, Edmond : 208-209
 MANGIN, Louis : 124
 MARCH, Lucien : 76
 MARCZEWSKI, Jean : 200, 208
 MARJOLIN, Robert : 153, 155, 157-158, 197, 198, 203-205
 MAROGER, Gilbert : 162
 MARSHALL, John : 217, 231
 MARZOCCHI, René : 239
 MAUNIER, René : 150
 MAURAIN, Charles : 117-118, 123-125, 136
 MAUSS, Marcel : 142-143, 145-146, 148-150, 152, 154-155, 160, 222
 MAYER, André : 115, 120, 127-128, 131-132, 135, 138, 167, 186, 272
 MAYER, Jacques : 201
 MAZERES, Edouard : 69
 MEI YU CHOU : 83
 MENDES-FRANCE, Pierre : 175, 188, 236
 MERCUZOT, Marie : 55, 79, 81
 MERRIAM, Charles : 145
 MESSIMY, Robert : 133
 MEYNAUD, Jean : 224, 229
 MILLERAND, Alexandre : 46
 MINKOWSKI, Alexandre : 184
 MIRKINE-GUETZEVITCH, Boris : 141, 174
 MITCHELL, Wesley : 208, 297
 MOINE, Marcel : 47, 66, 72, 74, 76
 MOLLAT, Michel : 224
 MONIER, Roger : 186
 MONNET, Jean : 189, 198-199
 MONNIER, Louis : 134, 185
 MONOD, Jacques : 129-130, 132, 135, 178, 184, 187-190
 MONOD, Octave : 135
 MONTAGNE, Robert : 154, 159-162, 203, 231
 MONTJOIE, René : 208
 MORAZE, Charles : 218-222, 224, 232, 238, 240
 MORGAN, Ann : 40, 46
 MORGAN, John Pierpont : 15, 25
 MORGENSTERN, Oskar : 200
 MOSCOVICI, Serge : 241
 MOSELY, Philip : 238
 MOUREU, Charles : 115
 MOYSSET, Henri : 202
 MUGNIER, Elisabeth : 55, 81-82
 MUS, Paul : 232
 NAHMIAS, Maurice-Elie : 137, 181
 NATHAN, Robert : 200
 NICLOUX, Maurice : 125, 128
 NIGHTINGALE, Florence : 52
 OBAMA, Barak : 244
 OBERLING, Charles : 174
 OPPENHEIMER, Robert : 130
 OSLER, William : 94, 95
 PAINLEVE, Paul : 113
 PALEWSKI, Gaston : 175
 PARISOT, Jacques : 86, 105
 PASTEUR, Louis : 45, 93
 PAULING, Linus : 130
 PAULME, Denise : 154
 PEARCE, Charles : 91-92, 95-101, 107-108, 125
 PELLOUX, Robert : 163
 PERNOT, Maurice : 202
 PERRIN, Francis : 167
 PERRIN, Jean : 113, 120-121, 123, 125, 131, 135, 137, 147, 174-175
 PERROT, Marguerite : 207
 PERROUX, François : 171-172, 197-201, 204, 207, 217, 313

- PETIN, Adèle : 81
 PETIT-DUTAILLIS, Daniel : 133, 185
 PFIMLIN, Pierre : 163
 PHILIP, André : 167, 199, 208, 210
 PIATIER, André : 163
 PICARD, Emile : 124
 PIERON, Henri : 134
 PIROU, Gaétan : 199, 204
 POINCARÉ, Raymond : 46-47, 102, 123, 142
 POLIN, Raymond : 153
 PRITCHETT, Henry S. : 29
 PUJADE, Pierre : 199
 RAPKINE, Louis : 131-132, 167, 174-177, 181, 187
 REECE, Carroll : 183
 REGAUD, Claude : 126-127, 136
 REMOND, René : 230
 RENOUVIN, Pierre : 141, 219-220, 227, 230, 236, 238-239
 REYNAUD, Paul : 157
 RICARDO, David : 5
 RIST, Charles : 142, 145-150, 157, 192, 197-199, 204-207, 217, 221, 224, 313
 RIVET, Paul : 150, 159
 ROCHE, Jean : 128-129, 177, 186, 189-190
 ROCKEFELLER, John D. : 11, 14, 17, 22, 26, 28-29, 31, 37-38, 110, 173, 311
 ROCKEFELLER, John D., JR : 109, 119
 ROGER, Henri : 41, 93, 106-109, 116, 123
 ROGER, Philippe : 6
 ROMANO, Ruggiero : 224
 ROOSEVELT, Theodore : 22, 36
 ROOSEVELT, Franklin Delano : 179, 208
 ROQUEBAIN, Charles : 162
 ROQUES, Mario : 219
 ROSE, wycliffe : 31, 47, 68, 91, 97, 105, 118, 124
 ROTHSCHILD, Edmond de : 41, 117, 124, 131, 170
 ROUSSY, Gustave : 103, 105, 109, 134, 135
 RUEFF, Jacques : 199, 217
 RUMML, Beardsley : 139, 142, 143-144, 147
 RUSK, Dean : 180, 193
 RUSSELL, Frederick F. : 72, 105, 107
 SADRON, Charles : 190
 SARDA, Louis : 187, 246
 SARRAILH, Jean : 236-238
 SCELLE, Georges : 141
 SCHAEFFER, Pierre : 187
 SCHUMANN, Maurice : 202
 SCHWOB, Philippe : 153, 155, 157, 204
 SEGUENOT, Louise : 80
 SEPHANOPOULO, Georges : 187
 SEYDOUX, Roger : 228
 SIEGFRIED, André : 50, 228
 SIMIAND, François : 155
 SITTING BULL : 12
 SMALL, Albion : 20-21
 SMITH, Adam : 5
 SPENCER, Herbert : 18-20, 24, 26
 STAHL, Jules : 184
 STOEZEL, Jean : 172
 STONE, Richard : 200-201
 STONE, Shepard : 195, 199-200, 211, 230, 235
 STRAUSS, Paul : 50, 67, 76, 240
 TABATONI, Pierre : 211-212, 214
 TABONE, Joseph : 187
 TAFT, William Howard : 22
 TAYLOR, richard M. : 70, 72, 76, 79, 126
 TEISSIER, Georges : 176-177, 181-183
 THOMAS, Albert : 209
 MORGAN, Thomas Hunt : 129, 131
 THOMPSON, Kenneth : 230
 TIBAL, André : 141
 TILLION, Germaine : 240-241
 TISDALE, Wilbur E. : 124-125, 132
 TOUCHARD, Jean : 230
 TOURAINE, Alain : 223
 TOYNBEE, Arnold : 238
 TRAIN, Jean : 233-234
 TREFOUËL, Jacques : 175
 TROWBRIDGE, Augustus : 118, 123-125
 TRUMANN, Harry S. : 180
 TURNER, Frederick Jackson : 12, 35
 URBAIN, Georges : 131
 URI, Pierre : 200
 VAN SICKLE, John : 144, 146-147
 VANDERBILT, William : 15
 VARAGNAC, André : 155
 VERNANT, Jacques : 202
 VERROEULST, Michel : 207
 VERRY, Michel : 223
 VESSIOT, Ernest : 123

- VIBOREL, Lucien : 70, 72, 84-86
VIENOT, Pierre : 161
VINCENT, Clovis : 133-134, 177-178, 185
VINCENT, George E. : 21, 34, 37-38, 42, 48, 65, 104, 107, 122, 127, 133, 188, 236
VINCENT, John : 21
WALD, Lilian D. : 52
WARD, Lester F. : 20
WEAVER, Warren : 23, 119, 132, 176-177, 181
WEILLER, Jean : 202, 220
WEISS, Georges : 94, 96-99
WELCH, William : 38
WERNER, Eugène : 163
WEULERSSE, Jacques : 160
WHARTON, Edith : 46
WILLIAMS, Linsly : 49, 54, 62, 67, 77
WILLITS, Joseph H. : 165, 197-202, 204-205, 207, 217, 222, 228
WILSON, Woodrow : 5, 22, 29, 39, 41
WOLLMAN, Elie : 187, 190
WURMSER, René : 131-132, 167, 174-177, 184, 186, 190
ZAY, Jean : 134
ZIEGLER, William : 210

Table des matières

INTRODUCTION.....	2
CHAPITRE I: L'AMERIQUE FIN DE SIECLE ET « L'INDUSTRIE DE LA BIENFAISANCE ».....	11
1. L'EMERGENCE D'UNE GRANDE PUISSANCE.....	11
<i>Territoire et population</i>	11
<i>Le développement économique</i>	13
2. LA QUESTION SOCIALE.....	15
<i>La mouvance progressiste</i>	16
<i>Naissance des sciences sociales</i>	17
<i>Le temps des réformes</i>	21
3. LES DEBUTS DE LA PHILANTHROPIE SCIENTIFIQUE.....	23
<i>La philanthropie dans l'histoire américaine</i>	23
<i>Andrew Carnegie : le pionnier de la grande philanthropie</i>	24
<i>John D. Rockefeller</i>	26
<i>Les fondations en action</i>	28
CHAPITRE II: « POUR LE BIEN ETRE DE L'HUMANITE » :	
LA MONDIALISATION DE LA PHILANTHROPIE.....	33
1. « LES MARCHANDS DE LUMIERE ».....	34
<i>L'universalisme philanthropique</i>	34
<i>De Panama à Pékin</i>	37
2. LA PHILANTHROPIE DANS LA PREMIERE GUERRE MONDIALE.....	39
<i>L'engagement militaire et humanitaire des États-Unis</i>	39
<i>La Croix Rouge américaine</i>	40
<i>La fondation Rockefeller</i>	42
3. LA FONDATION ROCKEFELLER ET LA LUTTE ANTITUBERCULEUSE.....	44
<i>La tuberculose en France et aux États-Unis</i>	44
<i>Les méthodes de la philanthropie scientifique</i>	46
<i>La création d'un maillage national d'organisations</i>	48
<i>La formation du personnel médical</i>	51
<i>La sensibilisation de la population</i>	57
CHAPITRE III: L'ORGANISATION DE LA SANTE PUBLIQUE.....	63
1. DE L'ACTION CIBLEE A LA POLITIQUE GLOBALE.....	64
<i>L'élargissement du projet philanthropique</i>	64
<i>Le passage de témoin au CNDT</i>	66
<i>La naissance du ministère de l'Hygiène</i>	66
<i>L'Office National d'Hygiène Sociale</i>	68
2. L'INFORMATION AU SERVICE DE LA CENTRALISATION.....	71
<i>Les enquêtes de terrain</i>	71
<i>La statistique sanitaire</i>	73
3. L'ORGANISATION DES ADMINISTRATIONS DEPARTEMENTALES.....	77
4. LA FORMATION DES INFIRMIERES.....	80
<i>Le Bureau central des infirmières</i>	80
<i>Les fellows : des infirmières d'élite</i>	81
<i>L'école de Lyon : une plaque tournante européenne ?</i>	81
5. LA PROPAGANDE SANITAIRE.....	84
<i>La documentation</i>	84
<i>L'organisation des campagnes sanitaires</i>	85

CHAPITRE IV: REFORMER LES ETUDES MEDICALES	90
1. LE PROJET MEDICAL MONDIAL DE LA ROCKEFELLER	91
<i>La Division of Medical Education</i>	91
<i>Moderniser la médecine française</i>	92
<i>Les Américains jugent la France</i>	94
2. LA STRATEGIE D'ENCERCLEMENT : LES UNIVERSITES DE PROVINCE	96
<i>Strasbourg : une enclave allemande en France</i>	96
<i>Lyon : le premier pôle hospitalo-universitaire</i>	98
3. L'ECHEC PARISIEN	103
<i>L'Institut d'hygiène</i>	104
<i>Une nouvelle faculté</i>	107
CHAPITRE V: NAISSANCE DE LA RECHERCHE BIOMEDICALE.....	112
1. LA PREHISTOIRE DU CNRS.....	113
<i>14-18, l'épisode fondateur</i>	113
<i>La mobilisation scientifique française</i>	114
<i>Comment administrer la recherche ?</i>	116
2. LES DEBUTS D'UNE POLITIQUE SCIENTIFIQUE	121
<i>Le financement d'institutions</i>	122
<i>Le financement de laboratoires</i>	125
<i>Le financement de chercheurs : les fellowships</i>	128
3. LES NOUVEAUX CHAMPS DE LA RECHERCHE	130
<i>Embryologie et génétique : l'hérédité</i>	131
<i>Les neurosciences : système nerveux et maladies mentales</i>	132
<i>Radioactivité et biologie : le traitement du cancer</i>	135
CHAPITRE VI: PENSER LE MONDE CONTEMPORAIN	139
1. L'ORGANISATION DE LA RECHERCHE EN SCIENCES SOCIALES	140
<i>A quoi servent les sciences sociales ?</i>	140
<i>Premières discussions franco-américaines</i>	142
<i>La mutation du projet rockefellerien</i>	143
<i>Négociations parallèles</i>	145
<i>Coordonner la recherche</i>	147
<i>Financement public et financement privé</i>	148
2. LE MODELE DES SCIENCES EXACTES	151
<i>Des recherches collectives</i>	151
<i>Les nouveaux territoires des sciences sociales</i>	153
3. L'ANALYSE DES PROBLEMES ACTUELS.....	156
<i>La conjoncture économique : la dévaluation de 1936</i>	156
<i>La sociologie coloniale : réformer l'empire pour le garder</i>	159
<i>L'Allemagne nazie</i>	162
CHAPITRE VII: L'INSTITUTIONNALISATION DE LA BIOMEDECINE.....	166
1. LA DEUXIEME GUERRE MONDIALE	166
<i>La débâcle française et l'exil des scientifiques</i>	166
<i>Alexis Carrel et la Fondation pour l'Etude des Problèmes Humains</i>	168
<i>Le scientisme rockefellerien en crise</i>	172
2. LA REMISE EN ROUTE DE LA RECHERCHE FRANÇAISE	174
<i>La Rockefeller rouvre son bureau parisien</i>	174
<i>La deuxième fondation du CNRS</i>	175
<i>L'entrée en guerre froide</i>	179
3. UNE NOUVELLE CONFIGURATION INTELLECTUELLE.....	183
<i>La continuité du financement rockefellerien</i>	183
<i>L'institutionnalisation des sciences biomédicales</i>	185
<i>Vers une politique de recherche en biomédecine</i>	188
CHAPITRE VIII: LA RECONSTRUCTION DE L'ECONOMIE FRANÇAISE.....	192
1. LA GUERRE FROIDE SCIENTIFIQUE.....	192
<i>La montée des sciences sociales dans le projet rockefellerien</i>	192
<i>L'arrivée de la fondation Ford</i>	194

2. L'ETUDE DE LA CONJONCTURE ECONOMIQUE	196
<i>Charles Rist et l'Institut Scientifique de Recherches Economiques et Sociales</i>	197
<i>François Perroux et l'Institut de Science Economique Appliquée</i>	198
<i>Le Centre d'Etude de Politique Etrangère</i>	202
<i>Jean-Marcel Jeanneney et le Service d'Etudes de l'Activité Economique</i>	204
<i>D'autres organismes</i>	207
3. L'ADMINISTRATION DES ENTREPRISES.....	209
<i>La gestion : une nouvelle discipline</i>	209
<i>Les premiers financements de la Fondation Ford</i>	211
<i>L'Institut Européen d'Administration des Affaires</i>	212
CHAPITRE IX: LA RESTRUCTURATION DU PAYSAGE UNIVERSITAIRE.....	216
1. L'AFFIRMATION DES SCIENCES ECONOMIQUES ET SOCIALES	217
<i>Un enjeu : la réorganisation de l'enseignement supérieur</i>	217
<i>Les débuts de la VIe section de l'EPHE (1947-1955)</i>	220
2. RELATIONS INTERNATIONALES ET AIRES CULTURELLES	225
<i>Géopolitique et recherche universitaire : la nouvelle donne</i>	226
<i>La Fondation Nationale des Sciences Politiques</i>	227
<i>Fernand Braudel et les aires culturelles</i>	231
3. UNE FEDERATION DES SCIENCES SOCIALES ?	234
<i>La création de la Maison des sciences de l'homme</i>	235
<i>Des programmes de recherche</i>	239
CONCLUSION	244
SOURCES	250
BIBLIOGRAPHIE	274
INDEX	305
TABLE DES MATIERES	311